HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

ET DE

L'EMPIRE

PAR M. AMÉDÉE GABOURD

EMPIRE

TOME DEUXIÈME



PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

90, RUE BONAPARTE, 90

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

ET DE

L'EMPIRE

IX

ANGERS, IMP. COSNIER ET LACHÈSE, CHAUSSÉE SAINT-PIERRE, 13.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

ET DE

L'EMPIRE

PAR M. AMÉDÉE GABOURD

DEUXIÈME ÉDITION

EMPIRE

TOME DEUXIÈME

PARIS

JACQUES LECOFFRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

90, RUE BONAPARTE, 90

1865


BODLEIAN
7 AUG 1935
LIBRARY

HISTOIRE

DE

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE.

EMPIRE.

LIVRE CINQUIÈME.

Juill. 1807.

État de l'opinion publique à l'époque de la paix de Tilsitt.

En France, on s'accoutume à tout, même à la gloire : les campagnes de Marengo et d'Austerlitz avaient habitué le peuple à la confiance ; et quand Napoléon le Grand partait pour se mettre à la tête de ses armées, tout le monde s'attendait à voir publier, au bout de quelques jours, ces bulletins plus pompeux que sincères, qui racontaient en peu de mots les victoires gagnées, les villes prises, les provinces devenues tributaires. Aussi, quand la nouvelle des batailles d'Iéna et d'Auerstaedt parvint à

Juill. 1807. Paris, on demeura fier, mais on accueillit ces triomphes comme des événements prévus et naturels. La vanité nationale fut flattée d'apprendre que nos drapeaux flottaient à Berlin ; et cependant quelque inquiétude vague commença à se manifester, lorsqu'on sut que cet événement ne mettait pas encore fin à la guerre. Le caractère français est frondeur. La bourgeoisie se montrait saturée de gloire, et fort avide de sécurité et de transactions commerciales. Elle battait des mains au théâtre lorsqu'un acteur, faisant lever le rideau des entr'actes, venait donner lecture du nouveau bulletin de la grande armée ; mais, en rentrant au logis, elle regrettait que l'industrie fût bloquée par l'Angleterre, et que la continuation indéfinie des hostilités paralysât l'essor du négoce. La gloire nationale était donc pour elle un merveilleux spectacle, dont malheureusement la mise en scène ruinait le pays. Puis les familles tremblaient d'avoir à contribuer pour leur part à ces hécatombes toujours offertes au dieu de la guerre. Il n'était point de foyer où ne se trouvât une place vide, celle du père ou du fils, alors exposé au fer ennemi, à la fatigue des marches, aux intempéries du Nord, à la fièvre des hôpitaux. Aussi que d'angoisses lorsqu'un courrier apportait la nouvelle d'une de ces batailles décisives qui coûtaient tant de sang ! On vivait dans l'anxiété la plus vive, en attendant que des nouvelles, souvent tardives, émanassent du quartier général, et fissent connaître les noms des morts et des blessés. Quel bonheur lorsque aucun nom chéri ne figurait sur la fatale liste ! Quel déses-

poir lorsqu'on apprenait que l'objet de tant de sollicitudes avait succombé devant l'ennemi! et que les cœurs aimants et les filles en deuil trouvaient peu de consolation lorsque le bulletin impérial daignait dire, en style héroïque : *Il est mort en brave!* Tant que les luttes de la grande armée coûtèrent peu de sang, ces inquiétudes des familles n'éclatèrent point assez au grand jour pour attrister le pays; mais le jour funeste où parvint à Paris le récit de la boucherie d'Eylau, une consternation profonde saisit les cœurs. Vainement le lecteur officiel cherchait-il à enfler sa voix en parlant du dévouement admirable de nos troupes ; le frisson se glissait dans les âmes à mesure qu'on entendait les détails sinistres de la lutte, les charges à la baïonnette, les épouvantables canonnades, la mêlée dans les ténèbres et au milieu de la rafale, les longues files de cadavres à demi couverts de blancs flocons, et les blessés criant sur la neige quarante-huit heures après le combat, sans qu'il fût encore possible de les secourir. Alors, si quelques hommes à la poitrine de bronze imposaient silence à leurs émotions et ne trouvaient de paroles que pour acclamer César, les malédictions des sœurs et des mères, quoique toujours comprimées par la peur, se manifestaient sourdement, et condamnaient les jeux des conquérants. Dans cette disposition des esprits, on salua avec une joie indicible la nouvelle de la paix de Tilsitt, et l'on se plut à voir, dans l'alliance de Napoléon et d'Alexandre, la garantie sérieuse du repos continental. L'espérance revint Juill. 1807.

Juill. 1807. au foyer des familles, et la France eut encore des palmes à décerner à ses armées et à son chef victorieux.

Attitude des hommes de l'opposition.

Les hommes de l'opposition n'osaient plus exprimer à haute voix leurs sympathies pour la liberté : la police de Fouché ne laissait guère passer de semblables plaintes, et d'ailleurs les souvenirs de la république, beaucoup trop récents, écartaient le pays de tout ce qui aurait pu ressembler à la liberté ou à la démocratie. Les mécontents se posaient sur un terrain bien autrement populaire ; ils vantaient à tout propos les charmes de la paix, ils déclamaient contre la manie des conquêtes, ils gémissaient sur les abus de la conscription. On avait soin de parler bas, de peur d'effaroucher le préfet ; mais enfin on parlait, et les insinuations, plus ou moins bien calculées, allaient à leur adresse. Le sénat, qui cherchait les occasions de se grandir, se rendit lui-même, quoique fort timidement, l'écho de l'opinion publique : il osa supplier l'empereur Napoléon, qui se trouvait alors à Berlin, de suspendre le cours de ses victoires, et de donner la paix au monde. La députation qui soumit ce vœu au maître eut soin d'en adoucir la sincérité, en multipliant les formules adulatrices et les témoignages de reconnaissance, mais l'empereur démêla la pensée des orateurs, et il accueillit sévèrement leurs espérances inopportunes. Quand il eut fait connaître aux envoyés du sénat qu'il y avait félonie à se placer entre la pensée du souverain et de son peuple, et que nul n'empêcherait la réalisa-

tion des destinées qu'il réservait à la France, les sénateurs s'inclinèrent respectueusement, et s'étonnèrent de s'être montrés si hardis. Juill. 1807.

Paris pendant l'hiver de 1807.

L'hiver avait été fort triste à Paris, bien que Napoléon enjoignît, du fond de la Pologne, de donner des fêtes et d'occuper ainsi l'esprit public. On dansait, on se laissait aller à des distractions bruyantes; mais les préoccupations du cœur n'étaient point dans ces étourdissements officiels. On songeait aux souffrances de l'armée, aux incertitudes de l'avenir; puis l'on se disait que sur les routes, dans les campagnes, le voyageur rencontrait de longues chaînes de conscrits arrachés bien jeunes au foyer maternel, et conduits, la corde au cou et les fers aux mains, à la gloire. On parlait du désespoir de ces enfants, dont plusieurs ne craignaient pas de mutiler leur main pour échapper au service du soldat. Les murs étaient couverts de décrets sévères publiés contre les conscrits en fuite, contre les réfractaires insoumis; les prisons, les bagnes, étaient encombrés de déserteurs condamnés au boulet; les coupes réglées de jeunes gens dépeuplaient les campagnes au profit des camps et des places fortes, et déjà l'agriculture commençait à manquer de bras.

Satisfaction orgueilleuse de l'empereur.

L'administration du pays avait été confiée à l'archichancelier Cambacérès : malgré le désir insatiable de l'empereur de tout diriger par lui-même, il avait bien fallu faire un choix dans les soins du gouvernement, et ne réserver à Napoléon qu'une partie des détails. C'était encore trop, non pour son génie, mais pour son repos; mais il aimait à entendre dire que, de

Juill. 1807. près ou de loin, la France tout entière était sous sa main. Quand il avait signé le décret de Berlin qui mettait l'Angleterre en état de blocus, quand il avait érigé la Saxe en royaume ou ressuscité la Westphalie, il se faisait remettre des travaux d'administration courante, il nommait des procureurs impériaux, il proposait des questions à l'Institut, et réglementait le tarif des huissiers. Sa joie était de dater ces ordonnances obscures de Varsovie, d'Osterode ou de Dantzick. Comme il connaissait les vanités du cœur de l'homme, il ne se trompait pas en spéculant sur l'impression que ces façons de gouverner devaient produire en France et en Europe : en vérité, c'était presque une comédie, et le monde se plaisait à la prendre au sérieux.

Rapports de Fouché.

Fouché entretenait avec l'empereur une correspondance assidue, qui, du moins, présentait un caractère de franchise courageuse. L'empereur aimait fasciner les rois et les peuples ; mais, en matière de politique et de police, il voulait qu'on lui dît la vérité. Fouché, esprit froid, calculateur habile, se rendait un compte fort exact de la situation de l'empire. Il avait vu de trop près Napoléon pour le croire au-dessus de l'espèce humaine; et personne, mieux que lui, ne savait le secret de la force et de la grandeur du maître. Fouché ne dissimulait pas que le pays, accoutumé à la gloire des armes, était déjà fatigué de la guerre ; il faisait apparaître, sous le vernis de congratulations officielles, les symptômes de malveillance ou de désaffection que les mécontents dissimulaient de leur mieux. Il révélait à l'empereur que si, dans les as-

semblées publiques, on ne parlait que des prodiges accomplis par le génie de Napoléon le Grand, dans les conversations intimes, dans les épanchements du foyer domestique, on se demandait où tout cela devait mener la France. Il y avait comme un pressentiment, au fond de toutes les âmes, que ce qui se passait (qu'on me pardonne la simplicité des termes), *était trop beau pour durer toujours*. L'empereur seul, comme il arrive aux favoris de la fortune que le bonheur aveugle, rejetait loin de lui cette inquiétude importune. Juill. 1807.

Napoléon à son retour songe à développer son système politique.

Napoléon avait à peine posé le pied sur le seuil du palais de Saint-Cloud, que déjà il consacrait toutes ses heures au développement de son vaste système politique : il s'agissait de lier dans un même faisceau tous les intérêts européens et toutes les forces continentales pour les opposer à l'Angleterre. On était en paix avec la Russie et l'Allemagne ; la Suède, bien à contre-cœur, avait posé les armes ; toute l'Italie, moins les îles de Sicile et de Sardaigne, était vassale du grand empire. Nos troupes occupaient encore les places fortes de la Pologne et de la Prusse ; Dantzick était gardée par un corps d'armée ; Mortier, avec des forces considérables, tenait sous sa main la Silésie ; d'autres troupes, pour la plupart composées des auxiliaires de la confédération du Rhin, étaient campées dans la Poméranie suédoise ; Bernadotte, encore souffrant de sa blessure, gardait les villes anséatiques et le Hanovre, et il avait sous ses ordres, à Hambourg, quatorze mille Espagnols commandés par le général la Romana. On négociait pour amener le Danemark à se joindre

Juill. 1807. à la coalition continentale qui menaçait l'Angleterre au profit de la France. En attendant, toutes les marchandises anglaises continuaient d'être rigoureusement saisies, et le blocus décrété à Berlin devenait pour la Grande-Bretagne une redoutable réalité. C'était là, il faut le reconnaître, un danger plutôt qu'un avantage. Plus l'Angleterre était mise au ban des nations, plus la France déclarait la guerre aux intérêts commerciaux de tous les peuples civilisés; et ce devait être pour elle un malheur que d'avoir à traiter en ennemies la civilisation, l'industrie, la richesse publique.

Changements dans le ministère. L'empereur introduisit quelques changements dans son ministère. Le portefeuille des affaires étrangères fut ôté à M. de Talleyrand, et la Russie fut satisfaite de la disgrâce de cet homme d'État qui rêvait l'alliance anglaise, et, à défaut de celle-ci, l'alliance autrichienne. M. de Talleyrand avait vu avec déplaisir le système de la guerre à outrance: il avait désapprouvé le blocus continental; on s'était plaint de ce qu'il avait trop agrandi sa fortune en vendant son amitié ou son intervention aux princes allemands de la confédération du Rhin. M. de Talleyrand froissait Napoléon en insistant sans relâche sur la nécessité de mettre fin à la politique belligérante; et l'empereur croyait volontiers que l'homme qui reculait devant ses vues gigantesques était un ministre fatigué et usé. L'empereur aimait mieux avoir affaire à M. Maret, esprit plus docile, homme d'État sans portée, qui se contentait bien volontiers du rôle de commis empanaché. Toutefois il désigna, pour succéder à M. de Talleyrand, le ministre de l'intérieur M. de Champagny, qui savait

à la fois comprendre et obéir. Le ministère de la guerre fut donné au général Clarke, officier d'une distinction peu commune, organisateur habile, dur dans le commandement, adroit et flatteur en face du maître. M. Crétet, ancien membre du conseil des Cinq-Cents, homme obscur mais laborieux, fut nommé ministre de l'intérieur. Pour dédommager M. de Talleyrand de son éloignement des affaires, Napoléon lui décerna la dignité de vice-grand-électeur. Berthier, en quittant le ministère de la guerre, se vit appelé à une fonction plus haute : l'empereur, après lui avoir concédé, à titre de fief héréditaire, la principauté de Neufchâtel, l'éleva au rang de vice-grand-connétable. Vers cette époque mourut M. Portalis, ministre des cultes. C'était un homme probe, religieux, mais doué de peu d'énergie : il avait pris part à la rédaction du code civil et du concordat. Le clergé l'estimait, tout en remarquant avec peine qu'il demeurait instinctivement fidèle à certaines traditions parlementaires hostiles à la liberté de l'Église. Quand il mourut, on avait déjà vu surgir de graves difficultés entre Napoléon et le vénérable Pie VII ; aussi l'empereur, pour affaiblir la résistance religieuse et pour ne point élever le clergé catholique au rang de puissance officielle, ne tarda-t-il pas à supprimer le ministère des cultes, et à en faire une simple direction générale.

Août 1807.

Suppression du tribunat.

Une autre suppression, bien plus grave, fut alors décrétée : la constitution de l'an VIII, si souvent remaniée, et déjà mise en harmonie avec les nécessités du régime impérial, avait conservé le tribunat. Il est

Août 1807. vrai que ce corps avait subi des modifications importantes ; formé de cent membres à son origine, il avait eu le privilége d'une tribune et d'une ombre de liberté ; deux ans après, il s'était vu réduit à ne compter que cinquante tribuns, répartis en trois sections, correspondant avec les sections du conseil d'État, et chargés de discuter et d'élaborer, fort obscurément, les projets de lois soumis à leur examen. Ainsi organisé, le tribunat n'était donc que la doublure incommode du conseil d'État; une superfétation politique fort coûteuse, puisque les honoraires des tribuns grevaient le budget d'une somme de 750,000 francs. Cependant les partisans de la liberté tenaient encore à cette institution : ce n'était qu'une ombre de représentation populaire, c'était à peine un mot ; mais au-dessous de ce mot et de cette image il y avait une idée qui, plus tard, pouvait porter des fruits. Napoléon le sentait fort bien ; et d'ailleurs, l'empereur ne pardonnait pas au tribunat les déplaisirs que cette assemblée avait causés au premier consul. Aussi imagina-t-il de profiter de la force dont ses victoires l'avaient entouré pour en finir d'un seul coup avec les tribuns. Il obtint un sénatus-consulte organique en vertu duquel le tribunat cessait d'exister : par compensation on statua que la discussion préalable des lois, qui était faite par les trois sections de cette assemblée, le serait désormais par trois commissions de sept membres chacune, prises dans le sein du corps législatif. Ainsi, sur les trois cents députés jusqu'à lors réduits à un vote silencieux, il y en eut désormais vingt et un qui eurent le privilége de pouvoir

discuter en comité les propositions du gouvernement. Voilà à quelle vaine parodie de puissance se trouva réduite, après la paix de Tilsitt, ce qu'on avait appelé autrefois des noms pompeux de représentation nationale et de souveraineté du peuple. La dictature impériale ne rencontrait plus de contre-poids. Et comme Napoléon avait à cœur de faire disparaître tout ce qui pouvait rappeler encore le régime détruit par son sabre, il voulut que désormais le nom de *république* fût effacé de la monnaie française, où il subsistait encore. C'était mettre fin à un mensonge qui ne trompait personne; aucune réclamation n'osa se produire au dehors. Vers le même temps, à l'aide d'un autre sénatus-consulte, l'empereur fit procéder à l'épuration de la magistrature sur toute la surface de l'empire. Cette mesure parut bien en contradiction avec le principe de l'inamovibilité judiciaire, proclamé par la constitution de l'an VIII; mais l'on ne se laissa point arrêter par de tels scrupules, et l'on réussit à exclure des tribunaux un assez grand nombre de juges assez peu dignes, il faut le dire, de leurs honorables fonctions.

Août 1807.

Autres mesures destinées à fortifier l'action du pouvoir monarchique.

En vertu d'une disposition introduite dans le sénatus-consulte qui supprimait le tribunat, l'empereur fixa à quarante ans accomplis l'âge nécessaire pour faire partie du corps législatif : cette innovation, qui avait pour but d'écarter la jeunesse de l'enceinte d'où sortaient les lois, passa, pour ainsi dire, inaperçue. Il s'agissait bien alors de perdre du temps à des questions pareilles!

Par une exception assez inattendue aux habitudes

Août 1807.

L'empereur donne des constitutions libérales au duché de Varsovie et à la Westphalie.

d'autorité, Napoléon imagina de donner à deux peuples étrangers, mais en quelque sorte vassaux de la France, des constitutions empreintes d'un esprit assez libéral. D'après l'article 5 du traité de Tilsitt, le duché de Varsovie (la Pologne) devait être régi par un statut qui, en assurant les priviléges et les libertés des peuples, se concilierait avec la tranquillité des États voisins. L'empereur voulut qu'une commission d'illustres Polonais, parmi lesquels figuraient Stanislas Potocki et Sobolewski, se réunît auprès du roi de Saxe, sous la présidence de Malachowski, et rédigeât un projet de constitution. Napoléon n'eut garde d'abandonner ces législateurs à leurs propres inspirations, il se tint en garde contre les illusions de leur patriotisme ; et toutefois, d'accord avec leur pensée, il accueillit et sanctionna le nouveau code politique de la Pologne. La couronne ducale était déclarée héréditaire dans la maison de Saxe ; le roi-duc exerçait dans leur plénitude les fonctions du pouvoir exécutif; il avait l'initiative des propositions de loi, mais elles étaient d'abord élaborées en conseil d'État. La diète générale était formée de deux chambres, celle du sénat et celle des nonces ; cette dernière émanait pour les deux tiers de l'ordre de la noblesse, et pour le dernier tiers de la bourgeoisie et des communes ; la liberté de la tribune n'existait pas sans entraves, mais les chambres avaient le droit de refus, après avoir fait examiner les lois par des commissions. Un article de la constitution proclamait l'abolition de l'esclavage et l'égalité des droits, et plaçait l'état des personnes sous la sauvegarde des tribunaux : il y

avait là toute la liberté et tous les priviléges que, dans Août 1807.
sa situation actuelle, et en face de la Russie, la Pologne pouvait supporter. L'empereur ne se borna pas à cette innovation considérable; il dota le duché de Varsovie du code civil de la France, de la publicité des procédures, de l'établissement des justices de paix, et il voulut que la diète eût le droit de voter ou de rejeter l'impôt.

Le nouveau royaume de Westphalie, composé de populations enlevées à différents maîtres, et de provinces précédemment soumises au régime féodal, fut constitué politiquement sur de pareilles bases. Napoléon le dota de statuts fondamentaux qui consacraient l'égalité des citoyens devant la loi, et supprimaient le servage et les priviléges. La noblesse westphalienne garda ses titres, mais perdit toute espèce de droit exclusif aux emplois et aux fonctions, toute exemption de charges publiques. La Westphalie dut en outre à l'empereur notre code civil, la publicité des débats judiciaires, le jugement par jury; Napoléon y introduisit un régime représentatif combiné d'une façon assez peu libérale, mais qui renfermait le germe de progrès futurs.

Il est sans doute avéré que ces constitutions octroyées à la Westphalie et à la Pologne faisaient une part trop grande au pouvoir royal, trop restreinte à la liberté populaire; et cependant elles émancipaient les classes moyennes, elles inauguraient, pour les pays slaves et germaniques, le droit nouveau, les idées de 1789, l'abolition de l'esclavage et du servage, la suppression des priviléges, l'égalité devant la loi,

Août 1807. l'admissibilité à tous les emplois civils et militaires, la publicité en matière de justice, et l'institution du jury. Quand de tels germes sont déposés au milieu d'un peuple, son affranchissement légitime est accompli. Les rois absolus ne s'y trompèrent pas : ils accueillirent avec une grande inquiétude les constitutions nouvelles, et ils comprirent (l'avaient-ils oublié?) que, même sous le manteau impérial et dans l'appareil de la puissance arbitraire, Napoléon était le représentant inévitable des idées républicaines. La révolution s'était faite homme; elle vivait, elle n'était pas vaincue; et Napoléon lui-même, à son insu, lui servait d'instrument.

Adulations officielles prodiguées à l'empereur.

L'histoire dira que, s'il dévia de cette route, il fut poussé dans le sentier du despotisme par l'enthousiasme et la servilité de ses peuples. Jamais, depuis les jours du Bas-Empire, aucun homme ne fut, comme lui, craint et adulé. En voyant sa puissance dans les camps et dans la paix, il se crut pour ainsi dire élevé par le choix de la Providence au-dessus de l'humanité même, et son cœur se gonfla. Le jour même où, de retour des plaines sanglantes de la Pologne, il admit les corps constitués à lui présenter leurs hommages, il put s'enivrer à loisir de l'encens des adulations : « Sire, lui dit M. Séguier, premier président de la cour d'appel, Sire, il est une chose plus extraordinaire que les prodiges de Votre Majesté : c'est que vous résistiez à la fortune qui affecte pour vous l'empire de la terre; que vous soyez moins ambitieux de vaincre que de vous réconcilier... Napoléon n'a jamais voulu que la paix du monde... Na-

poléon est au delà de l'histoire humaine; il appartient aux temps héroïques; il est au-dessus de l'admiration; il n'y a que l'amour qui puisse s'élever jusqu'à lui. » Et comment la tête ne tournerait-elle pas à un homme, quand on ose sérieusement lui parler ainsi? Ceux qui tiennent un pareil langage, et les peuples qui se hâtent d'y applaudir, ne sont-ils pas les artisans de leur propre servitude, et ont-ils le droit, plus tard, de frapper du pied l'idole qu'ils ont adorée?... Août 1807.

Le roi Jérôme épouse la princesse royale de Wurtemberg.

En passant à Stuttgard, Napoléon avait demandé et obtenu, pour son frère Jérôme, la main de la princesse Catherine de Wurtemberg. Cette jeune Allemande, au front grave et au cœur plein de bonté, subit sans murmure l'alliance que lui imposait la politique : elle savait que Jérôme, déjà marié à une femme jeune et belle, et qu'il avait entourée de son affection, s'était résigné humblement à divorcer pour obéir à son frère : ni ses sympathies ni son choix ne l'entraînaient vers cette union, qui ne devait point être heureuse, et qui cependant, pour la princesse royale de Wurtemberg, allait devenir un jour une occasion illustre d'abnégation et de dévouement. Jérôme était jeune; l'ardeur de ses passions, mal contenues par les reproches de Napoléon, l'emportait bien loin du foyer domestique, où brillaient de modestes vertus : il avait la fougue des camps et les caprices de la tente, et rien en lui ne correspondait à la sérénité des mœurs de la famille allemande. Ce ne fut point une pensée heureuse que celle qui l'appela sur le trône de la Westphalie; la vraie place de Jérôme était en

Août 1807.

Napoléon ouvre la session législative.

France, ou sous les drapeaux de la grande armée.

Le 15 août, la France, victorieuse et redoutée, célébra avec pompe la Saint-Napoléon. Le lendemain, l'empereur ouvrit en personne la session du corps législatif. Assis sur son trône, entouré de ses maréchaux, des législateurs, des conseillers d'État et du peuple, il prononça le discours qu'on va lire :

« Depuis votre dernière session, de nouvelles « guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix, ont changé la face de l'Europe politique.

« Si la maison de Brandebourg, qui, la première, « se conjura contre notre indépendance, règne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant empereur du Nord.

« Un prince français régnera sur l'Elbe ; il saura « concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec « ses premiers et ses plus sacrés devoirs.

« La maison de Saxe a retrouvé, après cinquante « ans, l'indépendance qu'elle avait perdue. Les peuples du duché de Varsovie et de Dantzick ont recouvré leur patrie et leurs droits. Toutes les nations se réjouissent d'un commun accord de voir « l'influence malfaisante que l'Angleterre exerçait sur « le continent détruite sans retour.

« La France est unie aux peuples de l'Allemagne « par les lois de la confédération du Rhin ; à ceux « des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et des « Italies, par les lois de notre système fédératif. Nos « nouveaux rapports avec la Russie sont cimentés « par l'estime réciproque des deux grandes nations.

« Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en

« vue le bonheur de mes peuples, plus cher à mes « yeux que ma propre gloire... Quelle que soit l'is- « sue que les décrets de la Providence aient assignée « à la guerre maritime, mes peuples me trouveront « toujours le même ; je trouverai toujours mes peu- « ples dignes de moi. Août 1807.

« Français! je me suis senti fier d'être le pre- « mier parmi vous. Si pendant ces dix mois d'ab- « sence et de péril j'ai été présent à votre pensée, « les marques d'amour que vous m'avez données « ont excité constamment mes plus vives émotions. « Toutes mes sollicitudes, tout ce qui pouvait avoir « rapport même à la conservation de ma personne, « ne me touchaient que par l'intérêt que vous y por- « tiez, et par l'importance dont elles pouvaient être « pour vos futures destinées. Vous êtes un bon et « grand peuple. »

L'empereur annonçait ensuite qu'il avait médité de simplifier les institutions ; et l'on sait que ce mot était comme la formule d'un accroissement de despotisme. Il rappelait qu'il avait créé des titres impériaux, pour mieux empêcher le retour des titres de la féodalité ; et déjà la noblesse venait de renaître. Il parlait ensuite en termes pompeux de la situation intérieure de l'empire ; et il faut reconnaître qu'elle se présentait sous de colossales apparences.

Situation de l'empire.

La France, après la paix de Tilsitt, comptait cent dix départements, en y comprenant ceux que la victoire avait réunis à notre sol. Parmi ces derniers, le Hainaut, la Flandre autrichienne, le Brabant, le pays

Août 1807. de Liége et les autres provinces belges, en formaient neuf, dont les chefs-lieux étaient Bruxelles, Gand, Luxembourg, Mons, Bruges, Maestricht, Anvers, Liége et Namur. Sur la rive gauche du Rhin, Aix-la-Chapelle, Trèves, Coblentz et Mayence étaient les chefs-lieux d'autant de préfectures; Clèves et Cologne, les villes impériales, servaient humblement de résidences à des sous-préfets; la Meuse, la Moselle, l'Escaut, le Rhin, le Pô, l'Adige coulaient, de leur source à leur embouchure, sous les lois de Napoléon; Turin, Genève, aussi bien que Chambéry et Nice, étaient comptées au nombre des villes françaises; le royaume d'Italie, la Dalmatie, l'Illyrie appartenaient à la France; la Suisse demeurait vassale; la Hollande n'était qu'un fief de la famille Bonaparte; la Hesse-Électorale, le midi du Hanovre, plusieurs provinces détachées de la Prusse à la gauche de l'Elbe, et l'importante place de Magdebourg, formaient l'apanage de Jérôme, l'un des feudataires de l'empereur, et, sous le nom allemand de royaume de Westphalie, n'étaient qu'une annexe du territoire français. La confédération du Rhin, grâce au roi de Saxe, l'un de ses membres, étendait l'immense territoire impérial jusqu'à la Baltique par Dantzick, jusqu'aux frontières russes par le duché de Varsovie; le royaume de Naples était comme un grand département français qu'administrait un préfet napoléonien, décoré du nom de roi. Le continent tout entier subissait silencieusement le joug.

On se taisait sous la force et sous la gloire; mais les idées et les cœurs palpitaient encore sans bruit,

et, vainqueurs et vaincus, tout le monde semblait assister à un rêve à la durée duquel, en dehors de l'armée et des fonctionnaires publics, peu d'intelligences voulaient croire. Le code civil, encore nouveau et difficilement accepté par certaines provinces de la vieille France, était imposé non-seulement aux départements réunis des Pays-Bas et du Piémont, mais encore aux royaumes d'Italie, à la Westphalie elle-même : les mœurs des peuples ne pouvaient en quelques jours se façonner à ces traditions ignorées, à la nécessité de subir pour langue officielle un idiome étranger. Il y avait un département de la Piave et un département de l'Adriatique. Milan, la vieille résidence des rois lombards, se consolait encore en servant de résidence à la cour du vice-roi; mais Venise, Alexandrie, Gênes, Mantoue, qui avaient été autant de patries, se sentaient humiliées en se voyant réduites à l'humble rôle de chef-lieu de préfecture. Du Rhin aux Pyrénées, des côtes de la Manche aux frontières de l'Épire, la conscription, le cadastre, l'impôt, le régime civil et commercial, étaient uniformes; et sur cet immense territoire aucune résistance ne se manifestait sans que le pouvoir n'y mît fin à l'aide de ses gendarmes, de ses prévôts et de ses garnisaires. Le premier châtiment de l'empereur, qui imposait cette dure condition aux peuples, était d'ignorer les plaintes des peuples, et de n'entendre nulle part l'expression de la douleur ou de la vérité. La censure faisait justice des écrivains et du théâtre; les cours criminelles condamnaient aux fers les conscrits réfractaires; les préfets livraient à l'administration de la guerre, par

Août 1807.

Août 1807. coupes réglées, des multitudes de jeunes soldats, et le désespoir des familles s'arrêtait tout craintif devant les barrières du Louvre. Aussi Napoléon s'endormait-il dans une complète sécurité. Habitué aux opérations des camps, il ne voyait dans l'empire qu'une immense armée; dans chaque département, qu'une agglomération de contribuables qu'un préfet faisait manœuvrer comme un régiment; dans ses millions de sujets de nations diverses, que des soldats voués à l'obéissance passive. Enorgueilli de sa prodigieuse puissance, entouré de séides ou de muets, il comptait ses légions, ses bouches à feu, ses chevaux, ses magasins et ses arsenaux innombrables, et il se demandait comment des idées, des doctrines, ce qu'on appelait l'opinion, pourraient prévaloir contre sa majesté et sa force.

Améliorations administratives. — Lois nouvelles.

Mais, il faut le dire, au milieu de cet aveuglement le despotisme impérial, quoique dur et sans pitié, se manifestait par l'activité et l'intelligence : l'empereur, investi de la dictature de l'Occident, n'oubliait pas que le pouvoir ne subsiste qu'à la condition de produire et d'améliorer. Cette session de 1807, inaugurée avec solennité et où la liberté tint si peu de place, fut loin d'être stérile au point de vue de la législation et du progrès administratif. Il y eut des décrets impériaux et des avis du conseil d'État qui ajoutèrent à la régularité de notre système financier et judiciaire; une loi proscrivit l'usure, et détermina le taux de l'intérêt de l'argent; deux autres lois complétèrent, en le modifiant sous quelques rapports, notre régime hypothécaire; une loi détermina les

Août 1807.

droits du trésor public sur les biens des comptables; une loi régla le service des douanes; une autre soumit à la contrainte par corps les étrangers non domiciliés; une autre réglementa ce qui était relatif au desséchement des marais; un décret impérial fixa le nombre et la spécialité des théâtres: mais les deux principales institutions de cette époque, celles dont la grandeur et l'utilité frappèrent le mieux les esprits, furent le code de commerce et la cour des comptes

Promulgation du code de commerce.

Le commerce avait été longtemps l'objet des ridicules mépris de certaines classes de la société; instrument de civilisation puissant et actif, il avait en vain mis les peuples en contact, et émancipé peu à peu, par les progrès du bien-être, les multitudes asservies et ignorantes : on avait oublié pendant des siècles de l'entourer de sécurité et de lui rendre l'honneur qui lui était dû. Son haut degré d'utilité le fit enfin triompher des préjugés sous lesquels il se trouvait réduit à la condition d'ilote, et, dès le règne de Louis XIV, il obtint des institutions et des lois destinées à le réglementer et à le protéger. Ce fut durant la période la plus glorieuse du dix-septième siècle que furent publiés l'édit de 1673, qui régissait le commerce du continent, et l'ordonnance de 1681, concernant le commerce maritime. Pendant plus d'un siècle ces lois avaient paru suffire aux besoins du négoce; mais les transactions s'étant multipliées, l'industrie ayant pris un développement dont les derniers mouvements atteignaient les extrémités de la terre, la législation de Louis XIV apparut comme incomplète; elle fut reconnue impuissante contre les abus qui se mêlent tou-

Août 1807. jours aux meilleures institutions. C'était surtout dans les matières qui se rattachent à la formation des sociétés commerciales, à la compétence et aux faillites, que le vide et l'insuffisance des lois se faisaient sentir; d'un autre côté, il s'était établi dans chaque ville de commerce des usages pour les échéances et les payements, qu'une jurisprudence locale avait consacrés, et qui formaient, pour ainsi dire, autant de législations particulières. Cet état de choses était intolérable : le code de commerce eut pour principal objet d'y porter remède. Le régime qu'il introduisit dans l'empire assura aux peuples le bénéfice de l'uniformité et de la régularité ; il fut toutefois défectueux sous plus d'un rapport, et le législateur a eu, de nos jours, à reprendre en sous-œuvre quelques parties de ce grand édifice.

Institution de la cour des comptes.

La cour des comptes fut instituée pour juger les comptes des recettes du trésor, des receveurs généraux, des régies et administrations des contributions indirectes ; elle eut pour mission de s'assurer de la régularité des dépenses du fisc, des payeurs généraux, des payeurs des armées et des divisions militaires ; elle dût en outre connaître des recettes et des dépenses des fonds et des revenus spécialement affectés aux dépenses des départements et des communes, dont les budgets étaient arrêtés par l'empereur. En cas de défaut ou de retard de présentation de compte de la part d'un comptable, la nouvelle cour prononçait contre lui les amendes et les peines déterminées par la loi ; elle statuait en outre sur les demandes formées par les comptables en radiation, réduction ou

translation d'hypothèque. Tous les ans, un comité composé du premier président et de quatre commissaires nommés par l'empereur, sur la proposition du prince architrésorier, examinait les observations auxquelles avait donné lieu pendant l'année précédente la comparaison de la nature des recettes avec les lois, et de la nature des dépenses avec les crédits: celles de ces observations que le comité trouvait fondées étaient consignées dans un rapport mis sous les yeux de l'empereur. Cette organisation de la cour des comptes fut conseillée par l'architrésorier, M. Lebrun, ancien consul ; elle fut conçue sur des bases éminemment rationnelles : le pays l'accueillit sans en comprendre toute l'utilité ; mais le temps et l'expérience ont permis de rendre justice à la pensée de l'empereur et à la sagesse de Lebrun. 1807-1808.

Vers la même époque, le gouvernement proposa et fit adopter au corps législatif un système d'extinction de la mendicité : il était établi, d'après ce principe, que la société doit un asile et du travail à ceux qui souffrent. Il est douloureux de reconnaître, à la honte de notre civilisation, que jusqu'à ce jour la société a été hors d'état de payer sa dette : les révolutions, à vrai dire, n'ont guère facilité sa tâche. Napoléon ne jugea point cette entreprise comme au-dessus de ses forces ; il écrivait au ministre chargé de l'exécution de ses ordres : « J'attache à la destruction de la mendicité une grande importance et une grande idée de gloire. Il ne faut point passer sur cette terre sans y laisser des traces qui recommandent notre nom à la postérité... Je désire qu'au commencement de la Mesures contre la mendicité.

1807-1808. belle saison la France présente le spectacle d'un pays sans mendiants, et où toute la population soit en mouvement pour embellir et rendre productif cet immense territoire..... » Ce n'était là qu'un beau rêve, non moins irréalisable que celui de Henri IV : la France, quand cette illusion d'une nuit aurait été dissipée, ne devait trouver en face d'elle que la réalité de la guerre, et que des camps innombrables destinés à engloutir les espérances de l'agriculture et de l'industrie. Mais les conquérants eux-mêmes ont, durant leur vie, certaines heures consacrées à désirer le bonheur des champs, et à composer des idylles à la gloire de la paix.

Mesures financières.

L'empereur détermina d'avance le budget de 1808. Malgré l'état prospère des finances, le ministre du trésor était encore réduit à recourir à des expédients parfois onéreux, pour établir l'équilibre entre la recette et la dépense. La guerre vint en aide au revenu public. L'empereur décida que la caisse des contributions extraordinaires perçues en Autriche et en Prusse, pendant les dernières campagnes, avancerait au trésor une somme de quatre-vingts millions de francs, à laquelle s'élevait encore le déficit. Le domaine extraordinaire restait d'ailleurs propriétaire de ce capital, et en recevait les intérêts. Ce produit d'intérêts était distribué par Napoléon entre ses généraux et ses officiers, à titre de gratifications annuelles ou de récompenses.

Rétablissement de la noblesse.

Napoléon avait institué des rois et des princes ; il avait créé de nouveaux fiefs dans les royaumes conquis, un soldat de fortune, sorti des rangs de la

classe ouvrière, avait ajouté à son nom celui de la vieille ville de Dantzick. C'étaient là des prémisses politiques qui annonçaient tout un système : vainqueur du continent et maître absolu de la France, l'empereur jugea que le moment était venu de reconstituer la noblesse. Il obtint du premier corps de l'État un sénatus - consulte, portant la date du 1er mars 1808 [1], qui consacrait le retour à un régime que les niveleurs du 4 août 1789 avaient cru pour jamais détruit. La noblesse impériale n'était point d'ailleurs créée sur le modèle de l'ordre dont l'origine se perdait dans la nuit de nos annales, et que Charles le Chauve proclama héréditaire : elle conservait quelque chose de révolutionnaire ; elle était comme une transaction entre la féodalité et la démocratie ; et, à vrai dire, si haut placé par la puissance que fût Napoléon, il eût échoué s'il eût voulu remonter au delà dans la copie du passé. En vertu du nouveau sénatus-consulte, les titulaires des grandes dignités de l'empire reçurent les titres de *prince* et d'*altesse sérénissime* ; leurs fils aînés eurent le droit de s'appeler *ducs de l'empire*, chaque fois que leurs pères auraient institué en leur faveur un majorat produisant deux cent mille francs de revenu ; ces titres et ces majorats étaient transmissibles à la descendance directe et légitime, naturelle ou adoptive, 1807-1808.

[1] A plusieurs reprises nous invertissons un peu l'ordre chronologique des événements. Une histoire ne se rédige pas comme une gazette ; il est nécessaire de grouper les faits qui se rattachent à un même système et à une même idée. Nous reviendrons sur nos pas pour mentionner les incidents politiques qui s'accomplissaient.

1807-1808. de mâle en mâle et par ordre de primogéniture. Les grands dignitaires pouvaient instituer pour leurs fils des majorats moins riches, et auxquels seraient attachés les titres de *comte* ou de *baron;* les ministres, les sénateurs, les conseillers d'État à vie, les présidents du corps législatif, les archevêques, porteraient pendant leur vie le titre de comte, déclaré transmissible lorsqu'un majorat de trente mille francs de revenu y aurait été attaché : si le revenu du majorat n'était que de quinze mille francs, l'héritier du nouveau noble ne prenait d'autre titre que celui de baron. Devaient être barons de plein droit les présidents des colléges électoraux, les premiers présidents et les procureurs généraux de la cour de cassation, de la cour des comptes et des cours d'appel; les maires des trente-sept bonnes villes, et les évêques. Les premiers présidents et les procureurs généraux près les cours d'appel, pour avoir droit au titre de baron, devaient compter au moins dix ans d'exercice, et avoir rempli leurs fonctions à la satisfaction de l'empereur; les membres de la Légion d'honneur recevaient le titre de *chevalier*, qui devait être transmissible moyennant la constitution d'un majorat dont le revenu atteindrait trois mille francs. L'empereur se réservait en outre d'accorder les titres qu'il jugerait convenables à ceux de ses sujets de toutes classes qui se seraient distingués par leurs services. Les lettres patentes de création détermineraient les armoiries et la livrée des citoyens anoblis. Il était expressément interdit, sous des peines sévères, de prendre des titres ou des qualifications féodales sans la permission de l'empereur.

On a facilement compris que cette aristocratie napoléonienne n'avait point de racines dans nos traditions : l'institution nouvelle répondait à cette soif de distinctions extérieures et de vanités qui dévore le peuple français ; elle ne ressemblait à la féodalité que par certaines dénominations consacrées par l'usage, et nullement par l'organisation et les principes. Sous le régime féodal, les terres étaient nobles ou vassales ; la possession du fief faisait le seigneur : la noblesse, au lieu d'être un titre glorieux et rien de plus, était en outre une exemption de toutes les charges publiques (moins l'impôt du sang), une condition qui participait de la souveraineté royale. Le noble féodal était un souverain au petit pied, envié, respecté et craint ; il y avait pour lui un droit de propriété, des priviléges, un affranchissement de tailles et de corvées, une justice civile et criminelle ; et le titre seigneurial dont il s'honorait n'était point un mot stérile. La réorganisation de ce passé avait cessé d'être possible : l'empereur Napoléon se bornait à attacher des revenus à la possession des fiefs qu'il distribuait à ses pairs ; mais ses ducs, ses comtes, ses barons de l'empire payaient l'impôt et subissaient la loi commune aussi bien que le plus humble pâtre, sujet et citoyen au même titre que le noble. La constitution des majorats était, il est vrai, une dérogation au code civil, aux lois révolutionnaires qui concernaient le partage des biens et la division des propriétés ; mais les majorats n'étaient que des exceptions inaperçues au milieu d'un vaste empire, tandis que sous le gouvernement féodal il n'y avait point de 1807-1808.

1807-1808. terre sans seigneur. Ajoutons qu'en face de l'ancienne noblesse, qui depuis dix-huit ans n'osait reprendre ses titres qu'en cachette et au mépris de la loi, la création d'une noblesse d'origine impériale, accordée à des hommes qui, pour la plupart, s'étaient rendus illustres, ne pouvait que porter à la féodalité un coup de mort. En face de la Jacquerie victorieuse, l'antique noblesse aurait pu subsister, ne fût-ce qu'en principe; tandis qu'elle disparaissait, sans qu'on jugeât nécessaire de tenir compte d'elle, devant une noblesse officielle créée par le plus puissant des monarques et acceptée par l'opinion. La noblesse instituée sous l'empire n'était donc qu'une récompense de plus destinée à grandir et à stimuler ceux qui voulaient autre chose que des grades militaires ou des postes civils : elle ne mécontenta que ceux auxquels il ne fut pas permis d'y prendre part. Quant aux vieux démagogues de 1792, aux farouches conventionnels, aux girondins plus ou moins sincères, aux anciens soldats de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, aux mitrailleurs de Toulon et aux démolisseurs de Lyon, aux régicides de toutes les classes, ceux d'entre eux qui obtinrent de Sa Majesté l'empereur et roi l'honneur d'ajouter un titre nobiliaire à leurs noms roturiers acceptèrent ce privilége avec un empressement servile, qui donnait un démenti formel à tout leur passé. Anoblir les jacobins, ce fut pour eux, et à leur insu, un châtiment de plus; car, pour pallier leur délire ou leurs égarements révolutionnaires, ils n'eurent pas même à invoquer l'excuse d'une foi inébranlable, d'une conviction républicaine

à l'abri de toute faiblesse. Ils avaient été cruels et impitoyables comme bourreaux; on les vit lâches et souples devant la vanité. Triste expérience qui ne servit guère au plus oublieux des peuples ! 1807-1808.

Napoléon ne se serait point cru empereur sans une noblesse. L'histoire lui disait que Clovis et Charlemagne avaient distribué des fiefs à leurs leudes ; et s'il n'avait partagé, à son tour, entre ses compagnons d'armes les grands fiefs, les revenus allodiaux, les antiques abbayes sécularisées dont il s'était réservé la possession en Istrie, en Illyrie, en Dalmatie, dans ses nouvelles provinces, il aurait redouté d'être moins grand, moins monarque que ces illustres chefs des deux premières dynasties. Aussi, par des décrets successifs, jugea-t-il nécessaire d'accorder à ses principaux capitaines des majorats considérables, des domaines conquis à l'étranger, et dont l'importance variait de cinquante à quatre cent mille francs de revenu. Les autres compagnons de guerre, moins fameux mais non moins braves, obtinrent des récompenses modestes, mais bien supérieures cependant à ce qu'ils avaient osé rêver dans leurs heures d'ambition. Ainsi, les chefs de l'armée se trouvèrent anoblis et enrichis. A l'exception de Brune, vieux patriote qui demeurait fidèle aux traditions de 1789, les maréchaux de l'empire se décorèrent de titres féodaux, et ajoutèrent pour la plupart, à leurs noms plébéiens, des noms qu'on ne parvint jamais, en dépit des victoires, à rendre plus glorieux ou plus populaires. Moncey fut duc de Conegliano ; Masséna, duc de Rivoli ; Augereau, duc de Castiglione ; Soult, duc de Dalmatie ;

1807-1808. Mortier, duc de Trévise; Ney, duc d'Elchingen; Lannes, duc de Montebello; Davoust, duc d'Auerstaedt; Bessières, duc d'Istrie; Kellerman, duc de Valmy; Victor, duc de Bellune. Le régicide Cambacérès fut fait duc de Parme; l'ancien consul Lebrun, duc de Plaisance. Monge, tout austère républicain qu'il prétendît être, s'affubla du nom de duc de Péluse. Fouché, dont le nom était odieux au pays, cacha les souvenirs des fureurs de 1793 sous le titre de duc d'Otrante. Savary fut créé duc de Rovigo; le financier Gaudin, duc de Gaëte; le général Arrighi, duc de Padoue. On se fatiguerait à citer les autres, dont les noms paraîtront à leur tour dans ce récit : on se bornera à redire, pour la dernière fois, que les villes et les provinces ainsi érigées en duchés ne l'étaient que de nom, et ne cessaient point de faire partie, au même titre que les autres, des possessions directes de l'empereur. Les titres héréditaires concédés par Napoléon ne rapportaient aux nobles qui en étaient investis que des revenus pécuniaires, et aucun droit féodal, aucun privilége de souveraineté effective.

Les temps ont changé; la fortune a effacé d'une main ce qu'elle avait écrit de l'autre; et pendant que nous traçons ces lignes, la France, placée de nouveau sous le régime républicain, ne reconnaît plus les titres féodaux et la noblesse. Mais si la loi constitutionnelle du pays (qui succède à dix constitutions détruites en moins de soixante ans), si cette loi, à laquelle ceux de qui elle émana ne craignirent pas de promettre l'avenir, si cette charte républicaine et démocratique subsiste à jamais, nous doutons que de

longtemps elle soit assez puissante et assez respectée 1807-1808.
pour faire disparaître de nos mœurs, de nos traditions et de nos coutumes l'amour effréné des distinctions nobiliaires et des titres féodaux. La soif des distinctions est un besoin du caractère français : nos instincts, sous ce rapport, sont continuellement en révolte contre les lois. Autant l'égalité devant la loi nous paraît sainte, parce qu'elle est l'image de l'égalité devant Dieu, autant les marques extérieures d'honneur, la différence des conditions sociales, la noblesse, pour tout résumer en ce mot, sont profondément entrées dans nos habitudes nationales. A tort ou à raison, on y voit l'image de cette inégalité terrestre, condition nécessaire de la hiérarchie que Dieu lui-même semble avoir instituée, et sur laquelle la société repose. Et s'il en est ainsi, donnerons-nous raison aux écrivains du libéralisme, aux rhéteurs chagrins et moroses, qui ne cessent de reprocher à Napoléon le rétablissement de la noblesse? Lorsqu'une république a tant de peine à se passer de titres et de récompenses honorifiques, comment le plus glorieux empire des temps modernes aurait-il pu se priver de cette force et se soustraire à cette nécessité?...

C'était le moment où l'Europe se partageait entre l'Angleterre et Napoléon, où la neutralité ne semblait permise à aucune puissance.

Plusieurs corps de la grande armée occupaient encore les États qui avaient servi de théâtre à la dernière guerre. Trois divisions, aux ordres de Davoust, étaient stationnées dans le grand-duché de Varsovie et dans la Prusse occidentale; la Poméranie Situation extérieure.

1807-1808. suédoise était au pouvoir de nos troupes; la vieille Prusse était gardée par le maréchal Soult; une puissante garnison, formée des grenadiers d'Oudinot et de la division Verdier, demeurait maîtresse de Dantzick; Mortier campait en Silésie; le maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, était à Hambourg, où il tenait en respect le Hanovre et les villes anséatiques; parmi les troupes placées sous son commandement, on remarquait quatorze mille auxiliaires espagnols, et leur chef, le fameux marquis de la Romana. Brune campait en face de Stralsund, chargé d'observer les mouvements de la Suède : Napoléon était à juste titre irrité des mauvais vouloirs de cette puissance, et ses dispositions étaient prises pour l'en faire repentir. Quant au Danemark, comme il n'avait cessé de se renfermer à notre égard dans un système de neutralité bienveillante et loyale, l'empereur négociait pour le déterminer à compléter par son adhésion la coalition continentale formée en haine de l'Angleterre. La Hollande était toujours réduite au rôle de puissance vassale; mais Louis Bonaparte, qui régnait sur ce royaume, avait, comme tous les frères de Napoléon devenus rois, une tendance à se rendre indépendant de la France et à suivre une politique isolée. Ils oubliaient, sous l'influence de cette préoccupation vaniteuse, qu'ils n'étaient rien si Napoléon retirait sa main protectrice, et que l'avenir de leur naissante dynastie reposait avant tout sur la durée de la grandeur de la France impériale. Au lieu d'accepter franchement la mission de proconsuls politiques chargés de secon-

Août 1807.

der en tout Napoléon, ils méditaient de se faire admettre dans la famille des rois, et ils songeaient à recueillir une popularité que leurs sujets, vaincus et frémissants, ne pouvaient leur accorder qu'autant qu'ils se montreraient indociles et rebelles à l'égard de la France. Il fallut à Napoléon beaucoup de sévérité et d'énergie pour neutraliser ces fâcheuses dispositions.

La Russie intervient comme médiatrice entre la France et l'Angleterre.

La Russie, après la paix de Tilsitt, chercha un moment à se poser comme médiatrice entre l'Angleterre et la France : ce rôle lui appartenait; par l'article 4 du traité, elle se l'était réservé. Le cabinet britannique demanda des explications catégoriques.

Le cabinet anglais se montre disposé à continuer énergiquement la lutte.

Composé d'hommes formés à l'école de Chatham, il ne se sentait nullement disposé à fléchir sous l'ascendant de Napoléon et sous la fortune de notre patrie; l'héritage de Fox avait été jugé trop lourd pour les mains déjà fatiguées de lord Grenville et du comte Grey : il avait fallu appeler aux affaires des hommes d'État d'une trempe plus vigoureuse, et le gouvernement avait été placé sous la direction de lord Castlereagh et de M. Canning, deux élèves de Pitt. Le premier était un homme peu brillant, mais doué d'une volonté persévérante : en présence de l'Europe découragée, il s'était proposé pour but la ruine de l'empire de Napoléon, et il avait promis de ne prendre aucun repos tant que cette tâche ne serait point remplie. M. Canning était un orateur élégant, un rhéteur habile, et un loyal Anglais. Il savait faire agréer par la majorité parlementaire les plans que concevait l'esprit opiniâtre de lord Castlereagh. De

Août 1807. nouvelles élections ayant fortifié et grossi le parti ministériel dans les communes, le cabinet anglais n'avait point à appréhender d'obstacles sérieux. Le gouvernement et la nation marchaient de concert; et comme il s'agissait pour l'Angleterre d'*être ou de ne pas être*, le peuple anglais était disposé à tout sanctionner, le ministère à tout oser. De part et d'autre on voulait marcher au but avec une volonté forte, avec un pied hardi, sans regarder ailleurs qu'en face, et sans écouter les scrupules de l'humanité. C'était la vieille querelle de Carthage et de Rome : le prétexte du salut national devait tout couvrir. La révolution française n'avait pas le droit d'être bien sévère pour cette politique à outrance.

Et d'abord il avait fallu répondre par des actes décisifs aux violences de ce décret de Berlin, qui mettait en état de blocus les trois royaumes et les colonies anglaises.

L'Angleterre cherche à répondre par des représailles au blocus continental.

La France, cernée de toutes parts elle-même par les croisières britanniques, ne pouvait commercer avec l'Asie et l'Amérique, si ce n'est par l'intermédiaire des neutres. Les Anglo-Américains et les Danois se livraient à ces opérations si fructueuses; ils exportaient nos vins et nos denrées, et nous approvisionnaient de produits coloniaux. Le cabinet de Londres résolut de déjouer efficacement ces tentatives, qui rendaient souvent illusoire la sévérité des mesures prescrites contre notre commerce : il déclara que des neutres seraient de bonne prise, s'ils touchaient à un de nos ports, ou s'ils nous apportaient des denrées. Dès lors le blocus auquel l'Angleterre assujettissait

la France devenait sérieux et redoutable. Sans doute il y avait là violation du droit des gens; mais l'Angleterre alléguait, non sans raison plausible, qu'elle ne faisait que répondre à une usurpation semblable accomplie au nom de la France. Août 1807.

L'Angleterre avait été malheureuse à Constantinople et dans les Dardanelles : une expédition dirigée contre Alexandrie, sous les ordres du général Fraser, avait eu, dans les rues étroites et barricadées de Rosette, l'issue la plus désastreuse; à Buenos-Ayres, le drapeau britannique n'avait point été plus heureux. En revanche, l'Angleterre s'était rendue maîtresse de l'île de Curaçao, enlevée à la Hollande, et elle avait conquis le cap de Bonne-Espérance, possession de la plus haute importance, qui depuis lors ne lui a jamais été disputée. C'était comme une compensation des revers subis en Égypte et en Calabre. Mais le cabinet britannique méditait de porter dans les régions du nord des coups plus sûrs à la France et à ses alliés. Les pertes et les avantages de l'Angleterre se compensent.

De toutes les nations de l'Europe, le Danemark était celle qui avait défendu avec le plus courageux dévouement les droits de la neutralité maritime. L'Angleterre, n'osant s'en prendre à la Russie, voulut essayer contre une puissance secondaire un système d'attaque à outrance, qui devait avoir pour objet d'empêcher Napoléon et Alexandre de ressusciter la fameuse ligue du Nord, autrefois formée en vue de la liberté des mers. Le Danemark n'était pas d'ailleurs à mépriser : son roi possédait encore une flotte qui pouvait bloquer la Suède; les clefs de la Baltique étaient à Guerre entre les Anglais et le Danemark.

Août 1807. Copenhague.. Le gouvernement anglais, voyant que les troupes françaises occupaient ou menaçaient le Holstein, le Jutland et la Fionie, se crut en droit d'exiger du Danemark un gage de neutralité; et une expédition fut préparée contre ce royaume, afin de le tenir en respect et de lui enlever jusqu'à la pensée de la résistance. La flotte anglaise se composait de vingt-trois vaisseaux de guerre, de neuf frégates, de vingt-deux bâtiments moindres, et de cinq cents vaisseaux de transport; l'armée expéditionnaire était forte de trente-cinq mille hommes. La flotte était commandée par l'amiral Gambier; l'armée de terre, par lord Cathcart. Dans les premiers jours du mois d'août 1807, l'amiral Gambier et les troupes de débarquement arrivèrent à l'entrée du Sund; une division, aux ordres du commodore Keats, se dirigea vers le Grand-Belt: ce fut alors que le gouvernement anglais, se trouvant en force, démasqua toute sa pensée, et fit sommer le gouvernement danois de lui livrer sa flotte, sous peine de voir bombarder et incendier Copenhague. Rien dans la ville n'était préparé pour repousser une attaque; le prince royal, après avoir donné des ordres tardifs, était retourné dans le Holstein, où campait l'armée danoise : la personne du roi était en sûreté.

De quel nom déguiser la négociation qui fut alors entamée entre un ennemi tout-puissant et une nation hors d'état d'opposer la force à la force? L'employé anglais, M. Jackson, représenta au prince royal que l'Angleterre attendait du gouvernement danois une option non équivoque entre Napoléon et le roi George.

Il insista pour que le Danemark, en signe de son amitié ou de sa neutralité pacifique, laissât placer sa flotte et tout le matériel maritime sous le séquestre anglais ; enfin, il signifia qu'en cas de refus l'Angleterre procéderait par la force des armes. C'était se jouer audacieusement de la dignité d'un roi et de l'honneur d'un peuple. Le Danemark repoussa des conditions aussi humiliantes, et préféra s'exposer aux hasards de la guerre. Août 1807.

Une proclamation du prince royal appela la nation aux armes ; il y était dit : « Placé entre le danger et la honte, le gouvernement danois n'a pas eu à choisir. La guerre a éclaté. Le Danemark ne se fait pas illusion sur les malheurs dont il est menacé par cette guerre. Surpris de la manière la plus insidieuse, attaqué dans une province isolée et dépouillée de tous moyens de défense, forcé d'entrer dans la lutte la plus inégale, il doit s'attendre à des revers ; mais son premier devoir est de conserver intacts son honneur et l'estime de l'Europe : il y a plus de gloire dans la résistance de celui qui succombe sous l'oppression, que dans les victoires faciles de celui qui abuse de la force. » La voix du prince fut entendue ; en peu de jours dix mille volontaires prirent les armes ; mais ces milices peu exercées à la guerre, furent dispersées par la légion hanovrienne. Les forces de terre qui faisaient partie de l'expédition anglaise étaient commandées par sir Arthur Wellesley, dont le nom ne reparaîtra que trop souvent dans cette histoire.

Le 1er septembre, la flotte anglaise appareilla dans

Sept. 1807.

Bombardement de Copenhague.

les eaux de Copenhague, et lord Cathcart somma le gouvernement danois de livrer sa flotte dans les vingt-quatre heures. Le général Peyman, qui commandait la place, répondit par un refus; les Anglais disposèrent tout pour une attaque. Le bombardement, commencé le 2 septembre, dura trois jours, et exerça sur la capitale du Danemark les plus affreux ravages. Une grande partie de la ville fut réduite en cendres. Sous cet orage de bombes et de fusées à la Congrève, les Danois ne faillirent pas à leur généreuse résolution : enfin, toute résistance devint impossible, et le général Peyman se trouva réduit à capituler. Vingt vaisseaux de ligne danois, ayant en tête *le Christian VII*, seize frégates, neuf bricks, et plusieurs autres bâtiments de guerre, furent livrés aux Anglais. Ainsi, la Grande-Bretagne répondait aux menaces du décret de Berlin, et foulait aux pieds le droit des gens. Cet audacieux défi jeté au monde excita une profonde indignation en France; mais le parlement anglais l'approuva. Une majorité immense, sans se laisser arrêter par les scrupules de lord Erskine et de sir Hutchinson, proclama qu'avant tout il avait été nécessaire de songer au salut de l'Angleterre. Vainement on invoqua les lois imprescriptibles de la justice et de la pitié ; M. Canning imposa silence à ces réclamations importunes, et, comme Scipion l'Africain, il appela le peuple anglais à monter au Capitole et à rendre grâces aux dieux.

La Russie manifesta un mécontentement profond ; elle se plaignit d'une violation du droit des gens, sans exemple, depuis les temps modernes, dans les annales

du monde civilisé; elle déclara que toute communication avec l'Angleterre serait désormais rompue; elle annula toutes les conventions intervenues entre les deux nations, et spécialement le traité de 1801 ; elle reconnut et proclama de nouveau le principe de la neutralité armée, et elle exigea qu'une juste et légitime satisfaction fût donnée au Danemark. L'Autriche et la Prusse, n'osant laisser éclater leurs dispositions secrètes, adhérèrent à la protestation et à la politique de l'empereur Alexandre, et ces deux nations acceptèrent le décret de Berlin comme une condition naturelle et légitime de la paix continentale.

Sept. 1807.

La Russie, la Prusse et l'Autriche adhèrent au blocus continental.

L'Angleterre, victorieuse au mépris de l'humanité et du droit des gens, essaya de se faire pardonner à Saint-Pétersbourg : des négociations à demi officielles furent ouvertes ; on chercha à rallier à la politique de la Grande-Bretagne l'empereur Alexandre et son ministre M. de Romanzoff; on leur fit entrevoir qu'en se détachant de la politique française ils obtiendraient l'avantage, si longtemps convoité, de pouvoir occuper définitivement la Moldavie et la Valachie, ces deux grandes proies que l'ambition moscovite ne cessait de poursuivre depuis un demi-siècle. Alexandre désirait ardemment rattacher à son vaste empire les provinces danubiennes; mais les accepter de l'Angleterre, c'était s'exposer à une guerre inévitable de la part de l'Autriche et de la France : or, pour cette acquisition illusoire, devait-on recommencer la lutte qui venait de se terminer à Friedland ? c'eût été folie. L'empereur de Russie n'hésita pas à repousser les étranges ouvertures du cabinet anglais;

Sept. 1807.

L'Angleterre rejette la médiation de la Russie.

puis il insista pour savoir si la Grande-Bretagne, dans le but de mettre fin à la guerre, consentirait à accepter la médiation de la Russie. Lord Gower, qui représentait l'Angleterre à Saint-Pétersbourg, éluda quelque temps de répondre ; mais enfin, pressé de questions et ne pouvant plus retarder, il déclara que le roi son maître n'admettrait point l'intervention de la Russie comme médiatrice.

Négociations entre la Russie et la France au sujet des provinces danubiennes.

L'empereur Alexandre ne renonçait point à obtenir de Napoléon la Moldavie et la Valachie, et l'Autriche protestait énergiquement contre cette prétention. Mais le gouvernement russe, persuadé que la France ne refuserait point d'adhérer à des arrangements qui devaient ouvrir aux armées moscovites la route de Constantinople, mettait fort peu de réserve dans l'expression de ses espérances. Alexandre savait que Napoléon avait des vues sur l'Espagne et sur le Portugal: il n'était nullement disposé à y mettre obstacle. Au czar l'Orient, à l'empereur des Français l'Occident : c'était le rêve de Tilsitt. Alexandre s'ouvrit dans ce sens, et d'une manière assez franche, à l'ambassadeur de France, qui était alors le général Savary. Ce diplomate habile et dévoué n'eut garde de décourager le czar ; il n'affaiblit en rien ses espérances. Alexandre, de son côté, mit de la coquetterie à se concilier l'envoyé de la France; il prodigua à l'ambassade les présents et les fêtes ; il ne négligea aucune occasion d'exalter le génie de Napoléon, et de faire parade d'une amitié promptement éclose, à vrai dire, et qu'à ce titre on pouvait tenir pour un peu suspecte. Savary ne se faisait guère illusion sur les difficultés de sa

Sept. 1807.

tâche. Napoléon lui avait dit : « Étudiez bien l'esprit du peuple russe ; montrez-lui la nécessité d'une alliance intime avec la France contre l'Angleterre, l'ennemi commun. » Mais l'ambassadeur ne trouvait à Saint-Pétersbourg, en dehors du czar et d'une poignée de courtisans, aucun Russe qui consentît à approuver cette alliance. La haine du nom français était profondément enracinée dans les cœurs. L'opinion blâmait assez ouvertement les stipulations de Tilsitt ; la noblesse russe s'indignait de ce qu'Alexandre eût consenti à une amitié qu'elle proclamait indigne de sa gloire ; le peuple russe voyait avec un sérieux déplaisir qu'on fermât les ports au commerce anglais, et que les intérêts matériels de l'empire fussent sacrifiés à l'homme dont le nom seul était, pour la Moscovie, une douleur ou une menace. Le vieux parti russe, véritablement national, se retirait donc du czar ; parmi les hommes les plus honorables de la nation, il n'en était aucun qui ne protestât contre la politique de Tilsitt ; et le prince Czartorisky, éloigné des affaires, croyait de son devoir de faire entendre à son souverain un dernier avertissement : « Le traité de Tilsitt, disait-il, nuit à la splendeur de l'empire ; les enfants de la Russie auraient versé la dernière goutte de leur sang pour ne pas plier d'une manière aussi honteuse. » Quel que fût le désir d'Alexandre d'associer sa politique à celle de Napoléon, et de contracter une étroite alliance avec ce grand homme de guerre, il n'osait braver jusqu'au bout la répugnance du peuple et l'opposition des nobles. Les czars exercent une autorité qu'on dirait absolue, mais qui a tout à redou-

Impopularité de Napoléon et de l'alliance française en Russie.

Situation d'Alexandre.

Sept. 1807. ter des complots et des conjurations. L'aristocratie a l'air d'obéir, lorsqu'elle commande ; elle s'agenouille aux pieds de l'idole, mais elle se réserve de la briser. Alexandre ne l'ignorait pas. Il savait par quels chemins il était parvenu au trône, et il craignait de repasser encore par la même route, mais cette fois à l'état de cadavre, et comme son père. Réussit-il jusqu'au bout à se soustraire à l'invisible haine dont il voulait conjurer la puissance ? C'est un mystère que nous ne demanderons pas à Taganrok. Tout ce qu'il est permis de remarquer, c'est que, malgré les efforts du czar, le général Savary ne rencontrait à Saint-Pétersbourg que froideur et inimitié mal dissimulée.

Napoléon se montre peu disposé à accorder à la Russie les provinces danubiennes.

Napoléon se rendait un compte exact de cette situation, et déjà les illusions de Tilsitt s'étaient affaiblies dans son esprit. La Russie ne lui semblait que trop forte pour l'équilibre européen, et il redoutait d'accroître sa prépondérance en lui livrant la Turquie comme une proie. La Turquie avait horreur du joug moscovite, et elle aimait la France : convenait-il de rompre avec les traditions des deux derniers siècles, et de changer une puissance amie en une ennemie redoutable, sinon par ses armes, du moins par sa position stratégique ? Fallait-il déplacer le centre de la prépondérance russe en le transportant de Saint-Pétersbourg à Constantinople ? Cette dernière ville est le point le plus important du monde ; là est le nœud de la souveraineté en Asie et en Europe : convenait-il de l'abandonner aux Scythes? Une fois établie en Turquie, la Russie ne pouvait s'y maintenir qu'en détruisant jusqu'au dernier soldat autrichien. N'était-ce pas lui

réserver pour un prochain avenir la domination de l'Allemagne, que de soulever entre Vienne et Saint-Pétersbourg cet immense conflit? Tout cela préoccupait vivement Napoléon, et il éludait de son mieux de satisfaire aux appétits du colosse russe. Puis, comme il fallait donner un élément à l'activité dévorante de cette puissance, il l'invitait à s'emparer de la Finlande, possession bien digne d'être convoitée, mais qui faisait peser vers le nord les efforts de la Russie. L'empereur Alexandre se gardait bien de s'engager dans cette voie; il alléguait des motifs de délicatesse: il demandait qu'on lui laissât un peu de temps, il dépréciait l'utilité d'un agrandissement vers le nord, il craignait de manquer à de vieux devoirs envers le roi de Suède. En attendant, les souverains se faisaient de riches présents et entretenaient une correspondance amicale. Chacun d'eux recherchait l'amitié de l'autre, et chacun d'eux aussi redoutait de la payer trop cher. Alexandre n'entendait accorder son alliance à l'ancien officier corse qu'au prix de la suprématie en Orient; Napoléon était prêt à s'indigner d'une amitié et d'une paix qui paraissaient devoir lui coûter plus que dix ans de guerre. Sept. 1807.

M. de Caulaincourt fut envoyé à Saint-Pétersbourg comme ambassadeur; mais il n'y trouva pas un accueil plus favorable que celui devant lequel avait reculé Savary. Lui aussi, bien qu'innocemment, avait vu son nom mêlé au triste drame qui, en l'an XII, s'était dénoué dans les fossés de Vincennes. La calomnie tirait parti de cette circonstance; et l'on affectait de s'indigner de ce que, pour représenter la

M. de Caulaincourt est envoyé à Saint-Pétersbourg.

Sept. 1807. France en Russie, Napoléon ne choisît que des hommes sur la tête desquels semblait retomber la mort du duc d'Enghien. Cette indignation était de fort mauvais goût à Saint-Pétersbourg, où régnait un homme qui, parmi ses conseillers, était contraint de conserver plusieurs assassins de son père. Quoi qu'il en soit, M. de Caulaincourt avait ordre de ne prendre aucun engagement au sujet de la Moldavie et de la Valachie.

L'empereur cherche à ramener à lui l'Autriche.

Pendant qu'il accomplissait sa mission, l'empereur Napoléon cherchait à ramener à lui l'Autriche, cette puissance qui n'oublie et ne pardonne aucune injure. L'Autriche n'avait garde de blesser un si redoutable voisin; elle ne pouvait gagner, à une demi-rupture avec la France, que de voir la Russie s'établir dans les provinces danubiennes, et, à tout prix, elle voulait conjurer ce péril. Napoléon ordonna à ses troupes d'évacuer Braunau, qu'elles occupaient depuis 1805. Les bouches du Cattaro ayant été rendues à la France, cette occupation d'une place de guerre autrichienne n'avait plus de sens. Toutefois, l'Autriche se montra sensible à ce bon procédé : pour mieux le reconnaître, elle consentit à protester, par voie diplomatique, contre l'odieux bombardement de Copenhague. Elle continua d'ailleurs certains armements qu'elle justifia de son mieux, mais qui ne laissaient pas d'éveiller les inquiétudes du cabinet de Paris.

Situation de la Prusse.

La situation de la Prusse était déplorable. Ce malheureux royaume se trouvait à la fois occupé par nos armées et pressuré par notre fisc. Davoust, qui commandait les corps français campés en Prusse, faisait

peser un joug de fer sur le noble et le paysan. M. Daru, l'intendant général de l'armée, chargé d'assurer les services et de faire rentrer dans nos caisses les tributs énormes prélevés par la France; M. Daru, disons-nous, dévoué à l'empereur, se montrait encore plus inflexible et plus dur que le maréchal. On multipliait les réquisitions et les levées fiscales; on ruinait les villes qu'avait épargnées la guerre; on consommait la spoliation des familles prussiennes, qui croyaient pouvoir un peu respirer, grâce à la paix. L'infortuné Frédéric-Guillaume était témoin de la désolation de ses peuples, et il ne pouvait rien pour l'adoucir. Ni ce roi ni sa noble épouse n'avaient voulu reparaître à Berlin, dans leur capitale vaincue et humiliée. Ils résidaient dans les villes lointaines, le plus souvent à Breslau; et ils n'avaient ni trésor, ni cour, ni armée. Eux et leurs peuples subissaient avec douleur la nécessité de se conformer au décret de Berlin, et leurs intérêts commerciaux étaient sacrifiés à la politique de la France. Et comment s'étonner si cette situation allumait d'implacables haines dans les cœurs allemands? N'était-ce pas par l'abus de la force que Napoléon travaillait à préparer le duel de tous les peuples de l'Europe contre un seul homme? Là aussi était le secret de sa chute, et la France est singulièrement oublieuse lorsqu'elle s'en étonne. Sept. 1807.

La Suède, par sa position géographique, était exposée à de moins grandes misères; et cependant, elle aussi, elle portait sa part de la colère de la France. Plus qu'une autre puissance, elle avait attiré sur elle la foudre par sa politique imprudente et ag- Mesures prises contre la Suède.

Sept. 1807. gressive. Voué à la poursuite d'une idée chevaleresque; le roi Gustave IV s'était facilement laissé entraîner par l'Angleterre dans une lutte téméraire contre Napoléon. Quelques jours après Friedland, il avait osé notifier à nos troupes, campées en Poméranie sous les ordres de Brune, la rupture d'un armistice qui suspendait depuis plusieurs mois les hostilités entre la France et la Suède. Le 11 juillet 1807, nos soldats se mirent en mouvement; et, à la suite d'un combat dans lequel le roi Gustave IV courut quelques dangers, les divisions suédoises se virent forcées de se réfugier dans Stralsund. Cette place fut, peu de jours après, investie par le maréchal Brune. Dans la nuit du 14 au 15 août, la tranchée ayant été ouverte, l'ennemi fit une sortie qui fut repoussée. Le cinquième jour, les batteries assiégeantes se trouvant armées et les pièces étant sur le point d'être démasquées, le roi de Suède se retira avec ses troupes dans l'île de Rugen, et le 20 août, dans la soirée, la ville de Stralsund tomba au pouvoir de l'armée française : elle renfermait quatre cents pièces de canon et de vastes magasins bien approvisionnés. Ce premier avantage fut suivi d'un autre non moins considérable. L'île de Rugen, menacée d'un débarquement, consentit à capituler; et Gustave IV se vit forcé de chercher un refuge à Stockholm (9 septembre). Ainsi, par la prise de possession de Stralsund, de Rugen et de la Poméranie suédoise, se trouvaient complétées du côté du nord les conquêtes de la grande armée; mais déjà des travaux non moins rudes, mais moins glorieux et plus

Sept. 1807.

stériles, l'attendaient à l'autre extrémité de l'Europe. Vaincue sur les bords de la Baltique et de la Vistule, déjouée vers les Dardanelles, humiliée des bouches de l'Elbe à celles du Cattaro, la politique anglaise cherchait encore à prendre sa revanche au delà des Pyrénées, et sur ce terrain aussi il fallait la vaincre

L'empereur arme contre le Portugal, et menace l'indépendance et les intérêts de ce royaume.

Le Portugal est comme une colonie britannique; l'Angleterre y exerce un protectorat invisible, mais réel. La maison de Bragance, placée entre la France et la Grande-Bretagne, devait faire un choix, et, quel qu'il fût, il entraînait la guerre. Le décret de Berlin, qui proclamait le blocus continental contre le commerce anglais, était surtout pour le Portugal une source de difficultés et de ruine; cependant la cour de Lisbonne avait longtemps hésité : grâce aux sages conseils du comte de Villaverde, premier ministre du régent du royaume, ce prince avait cherché à se maintenir dans un système de neutralité pacifique. L'Angleterre avait essayé de l'en faire sortir, et, vers le milieu de l'année 1806, une démonstration tentée par la marine britannique avait révélé au gouvernement portugais que le temps de la circonspection et de la réserve était passé. En apprenant qu'une escadre anglaise avait osé mouiller devant Lisbonne, Napoléon jugea qu'il importait à la sécurité de sa politique dans la Péninsule d'envoyer des troupes dans le Portugal, et de garantir ainsi, sinon la fidélité, du moins la neutralité de la maison de Bragance. Des ordres furent donnés pour hâter le rassemblement, dans les environs de Bayonne, de plusieurs divisions tirées des côtes de la Bretagne et des dépôts de l'inté-

Oct. 1807. rieur. Cette armée reçut la dénomination inoffensive de *premier corps d'observation de la Gironde*.

Bientôt l'empereur fit notifier au régent de Portugal des propositions impérieuses. Aux termes de cette sommation diplomatique, les ports de ce royaume devaient être fermés à l'Angleterre, et tous les sujets de la Grande-Bretagne arrêtés et expulsés; de plus, les biens meubles et immeubles des sujets du roi George devaient être mis sous le séquestre. Le refus d'accepter ces conditions équivaudrait à une déclaration de guerre. En même temps la cour de Madrid reçut de Napoléon l'ordre de s'associer à ces menaces, et aux mesures coercitives qui devaient en être la conséquence nécessaire; c'est ainsi que l'empereur entendait se faire obéir. Le prince régent, surpris par cette injonction descendue de si haut, se hâta d'annoncer à Napoléon qu'il allait renvoyer de Lisbonne l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, et fermer ses ports au commerce anglais. Il ajouta que, sous aucun prétexte, il n'autoriserait la France à occuper militairement une portion de territoire portugais; mais que si, abusant de la force, l'empereur ordonnait cette invasion, toutes les mesures étaient prises d'avance pour que la cour de Lisbonne, protestant de son droit, transportât au Brésil le siége du gouvernement et le centre de la monarchie. Nonobstant cette déclaration, qui n'était ni sans dignité ni sans courage, l'empereur continua de concentrer des troupes à Bayonne, et le commandement de l'armée expéditionnaire fut confié à Junot (octobre).

Déclaration du prince régent de Portugal

Il s'agissait de s'assurer de la coopération sérieuse

de l'Espagne, et de forcer ce dernier royaume à subir sans résistance et sans murmure l'humble rôle de satellite de la France. Oct. 1807.

L'Espagne. Le peuple d'Espagne, favorisé du ciel, n'aspire pas à dominer l'Europe et à se faire craindre. Le dévouement, le courage de ses enfants, suffisent à son orgueil national : le souvenir de Pélage est assez pour sa gloire. Il aime à évoquer les noms de Fernand Cortez et de Colomb : il se vante à juste titre d'avoir connu un temps où le soleil ne se couchait jamais sur ses domaines. De Charles-Quint à Louis XIV, il a été l'arbitre du continent ; à toutes les époques de l'histoire moderne, il a forcé l'Europe de compter avec lui. Convoité par la France et allié naturel de notre pays, il a eu trop à souffrir d'un système d'envahissement continu pratiqué par nos rois, pour ne point se défier d'un voisin qui vend si haut son amitié, et travaille à faire de lui un vassal. De vieilles traditions, qui d'ailleurs se perdent, l'attachent à l'Autriche. La différence de religion et de mœurs le rend antipathique à l'Angleterre, qui cherche sans cesse à le traîner à la remorque de sa politique et de ses intérêts. L'Espagne a peu de besoins ; la fécondité merveilleuse de son sol lui suffit ; son peuple est riche, même sous des haillons, parce qu'il peut se passer de tout, hormis de son soleil ; il laboure et mendie, l'épée au côté et la tête haute, parce que la terre est sa mère et la religion sa sœur. Il est digne et fier : il est prodigue de son sang, et verse sans pitié celui de l'ennemi. Il a renoncé à diriger les affaires du monde ; mais, jusqu'au dernier

Oct. 1807. souffle, il veut être maître chez lui, et ne souffrir sur ses domaines aucune empreinte du pied étranger. Inépuisable de combattants et de martyrs, il a toujours un cœur à offrir en holocauste; plus il sacrifie d'hommes et de trésors, et plus il se trouve riche en dévouement et en courage.

Mauvaise politique suivie à l'égard de l'Espagne.

Il a fallu beaucoup de fautes commises par la politique française pour que l'Espagne se détachât de notre alliance ; elle tient à la France par la communauté de religion, d'intérêt et d'origine, plus encore que par ses frontières. Ce ne sont point les Pyrénées, ce sont nos prétentions à la domination péninsulaire qui la séparent de nous. Dès que les motifs de crainte disparaissent, elle revient naturellement à la France comme à une sœur. De Philippe d'Anjou à Charles III elle n'avait pas vu sans inquiétude la pensée de Louis XIV se développer et grandir; mais elle était entrée de cœur dans le pacte de famille. Le jour de la mort sanglante de Louis XVI, elle avait mis son épée dans la balance contre la république française; et la première, désireuse de paix et de repos, elle avait posé les armes et subi un traité dicté par les généraux de la Convention. L'alliance contractée avec le gouvernement révolutionnaire de la France lui avait porté malheur. Vainement l'Espagne s'était dit qu'il lui convenait de rester neutre, elle s'était vue forcée de prendre part à la lutte, d'épouser notre querelle; et, à ce triste jour, notre amitié lui avait coûté plus que notre haine; car elle avait perdu au service de la république sa marine, son commerce, sa sécurité, une portion de ses colonies. L'alliance française était donc

fort impopulaire dans ce pays; et si on admirait de loin le génie de Napoléon, on commençait à être las de lui offrir en holocauste la fortune, la dignité et l'indépendance du peuple espagnol. Oct. 1807.

Le vieux roi Charles IV.

Don Charles IV, qui régnait sur l'Espagne, était un vieillard honnête, mais sans intelligence et sans énergie. Déconsidéré par sa propre faiblesse, il ne réclamait pour le roi qu'un seul privilége, celui de pouvoir chasser paisiblement autour de l'Escurial, à Buen-Retiro, à Aranjuez. Dans ses moments de repos ou de fatigue, il jouait du violon, il donnait des concerts. Sa femme, Louise-Marie-Thérèse de Parme, alors âgée de plus de cinquante-six ans, continuait d'accorder à Godoï, l'ancien garde du corps, une faveur qu'expliquaient trop bien des motifs dégradants pour la double majesté de la reine et de l'épouse. Charles IV, aussi bien que la reine, ne voyait que par les yeux de cet odieux favori. Les deux époux l'appelaient leur *Manuelito*, leur *pauvre ami*. On n'agissait que par son entremise; on ne savait comment prendre un parti, s'il n'était là pour donner un conseil. Duc d'Alcudia, altesse sérénissime, prince de la Paix, grand amiral d'Espagne et des Indes, ministre dirigeant sans contrôle, Godoï ne justifiait ni par ses talents ni par son courage son étrange fortune. Cependant il n'était point dénué d'un coup d'œil sagace, d'une certaine disposition à l'intrigue, qui lui permettaient d'envisager clairement la situation et d'atteindre un but difficile, celui de préserver l'Espagne d'une lutte directe contre l'Angleterre, sans trop mécontenter Napoléon.

Oct. 1807.

Ferdinand, prince des Asturies.

L'héritier de la couronne, Ferdinand, prince des Asturies, était âgé de vingt-trois ans. C'était un jeune homme au cœur faux, au caractère dur, et qui ne rappelait par aucun trait du corps ou de l'âme cette race illustre de Louis XIV, à laquelle il appartenait par la naissance. Au fond du cœur, soit orgueil, soit rancune, il couvait une haine ardente contre le favori de sa mère; et ce sentiment, qui plaisait aux Espagnols, ralliait autour de l'infant les mécontents, les ambitieux, tous ceux que froissait, pour l'honneur de l'Espagne, la honteuse élévation du prince de la Paix. Ferdinand avait pour guide et pour conseiller le chanoine Escoïquiz, homme de sens, esprit délié, ami sûr. Il comptait au nombre de ses partisans le duc de l'Infantado, grand d'Espagne, qui lui répondait de l'armée; mais le regard défiant de Godoï s'attachait sans relâche sur cette petite cour. Tout ce qui aimait l'infant lui devenait suspect. Maître absolu du palais, le favori pouvait à son gré entourer Ferdinand d'espions ou de créatures vendues à sa propre fortune. Puis, pour mettre le comble à ses convoitises de pouvoir absolu, il avait conçu la pensée de contraindre l'héritier du trône à épouser la sœur de la princesse de la Paix. De son ennemi il aurait fait son beau-frère, et il se serait ainsi réservé le privilége du favoritisme et de la tyrannie sous le prochain règne. Est-il nécessaire de dire que Ferdinand s'indignait à la seule idée de cette alliance?

Erreur de Napoléon au sujet de l'Espagne.

L'empereur Napoléon, habitué à ne tenir compte que des cours et non des peuples, croyait se faire une juste idée de la situation du Portugal et de l'Es-

pagne. Dans le sol de ces deux royaumes, il ne voyait qu'une position stratégique d'où il pourrait bloquer le commerce anglais et tenir en respect les deux mers. Les habitants lui semblaient autant de multitudes qui, façonnées à l'obéissance, accepteraient de sa main un roi ou des princes, et prendraient le pas, sous ces nouveaux chefs, comme des régiments à la tête desquels on met de nouveaux colonels. Les provinces ne pouvaient-elles pas être administrées à la française par des intendants militaires ou par des préfets ? L'Italie et la Prusse avaient bien accepté cette condition ; la Dalmatie et l'Illyrie elles-mêmes s'y prêtaient sans trop de résistance. Il suffisait donc (du moins il le pensait) d'exclure du trône la maison de Bragance, pour partager en sécurité ses dépouilles. Quant aux Bourbons d'Espagne, l'entreprise était facile ; mais il fallait un prétexte dont pût s'accommoder l'Europe, et le prétexte manquait. Napoléon, à vrai dire, s'en inquiétait médiocrement. Ce qui se passait en Espagne, l'insolence du favori et l'irritation croissante du jeune Ferdinand, lui faisait espérer que d'un jour à l'autre il aurait à jouer le rôle de médiateur, et alors il suffirait de tirer un parti avantageux de ce rôle. Avec le Portugal, le prétexte était déjà trouvé. Le prince régent n'était-il pas l'allié secret de l'Angleterre ? et son refus de laisser entrer en Portugal une armée française ne pouvait-il être assimilé à une défection ? Oct. 1807.

Pour arriver jusqu'au Portugal, une armée française doit traverser le territoire espagnol. La coopé-

Oct. 1807. ration de l'Espagne aux projets de Napoléon contre la maison de Bragance était nécessaire ; du moins fallait-il qu'elle laissât nos soldats franchir ses provinces sans protester et sans murmurer. Napoléon savait bien que Godoï n'oserait s'opposer à l'accomplissement de ses projets : le prince de la Paix avait à réparer des torts assez graves, qui, aux yeux de l'empereur, pouvaient passer pour trahison.

Attitude hostile de Godoï à l'égard de Napoléon.

Le gouvernement espagnol avait vu avec un vif déplaisir l'envahissement du royaume des Deux-Siciles par l'armée française, et les Bourbons de Naples détrônés par un décret impérial. Outre que les rois sont solidaires, le lien qui les rattache devient plus sacré lorsqu'il s'agit des princes issus d'un même sang. L'avénement de Joseph Bonaparte au trône de Naples était donc pour Charles IV une menace et un affront. Les représentants des puissances ennemies de la France n'avaient pas manqué, à Madrid, de tirer parti de cette situation ; et tous leurs efforts avaient eu pour but de séparer l'Espagne de l'alliance française, et de la compromettre dans la coalition entreprise en 1806 contre Napoléon. Godoï, qui redoutait l'empereur et ne subissait qu'avec déplaisir le joug français, avait prêté l'oreille aux suggestions des puissances : il était donc entré dans une combinaison qui consistait à faire envahir le midi de la France par quatre-vingt mille hommes anglais, portugais, espagnols, tandis que l'empereur, obligé de centraliser au delà du Rhin toutes ses forces, se verrait dans la nécessité de tenir tête à la Russie, à la

Prusse, à l'Autriche même. Le 5 octobre 1806, au moment où la guerre éclatait entre la France et la Prusse, Godoï avait jugé que les circonstances permettaient enfin de se déclarer ; et, par malheur pour lui, il avait lancé en Espagne une proclamation pompeuse qui appelait la nation aux armes, sans toutefois désigner l'ennemi qu'elle aurait à combattre. Personne ne se méprit en Europe sur le véritable sens de cette proclamation, et Napoléon vit clairement jusqu'à quel point il pouvait compter sur la fidélité de Godoï. Il ajourna sa réponse, ou, pour mieux dire, dès le lendemain il répondit par la victoire d'Iéna. Lorsque le bruit de cette bataille glorieuse franchit les Pyrénées, Godoï fut saisi de terreur, et il chercha à se la faire pardonner à force d'abaissement. Le gouvernement espagnol tout entier fut complice de sa faiblesse. Comme on voulait à tout prix épargner à l'Espagne le sort de la Prusse, on se hâta de mettre ses trésors et ses armées à la disposition de S. M. l'empereur des Français. Napoléon, qui ne se souciait guère de s'attirer un ennemi de plus, feignit de se contenter des protestations serviles de Godoï et des concessions arrachées à la cour de Madrid. Autant pour garder les provinces conquises que pour enlever à l'Espagne l'élite de ses soldats, il exigea et il obtint que vingt-cinq mille hommes des meilleures troupes espagnoles fussent envoyés sous les drapeaux de la France, pour servir d'auxiliaires à nos armées dans le nord de l'Europe.

Oct. 1807.

Terreur de Godoï à la nouvelle de la bataille d'Iéna.

Après la paix de Tilsitt, l'influence de Napoléon ne connut plus de rivale en Espagne ; les deux partis

Oct. 1807.

Napoléon cherche à mettre à profit les divisions qui existent entre les partis espagnols.

—

Humble démarche du prince des Asturies vis-à-vis de l'empereur.

qui se disputaient le gouvernement, leurs chefs, surtout le prince des Asturies et le prince de la Paix, cherchèrent, chacun de son côté, à obtenir la protection et l'alliance du dominateur de l'Europe. Godoï comprenait que son pouvoir serait brisé au premier signe de Napoléon. Ferdinand, trop faible pour lutter seul contre l'odieux favori, voulait, à force de protestations et de promesses, mettre dans ses intérêts le puissant empereur. L'ambassadeur de France à Madrid, M. de Beauharnais, se prêtait adroitement à jouer, à l'égard des deux partis, un jeu double, qui devait avoir pour résultat de les amener l'un et l'autre à livrer les clefs de l'Espagne à la France. Napoléon suivait avec une attention sérieuse les progrès de ces intrigues ; chaque jour lui apportait une espérance de plus, en même temps qu'une concession. L'infant Ferdinand, cédant aux conseils du chanoine Escoïquiz, lui adressait des missives beaucoup trop respectueuses pour la dignité de sa race ; il lui disait combien il se trouvait heureux d'*exprimer*, *au moins par écrit*, les sentiments de respect, d'estime et d'attachement qu'il avait voués *à un héros envoyé par la Providence* « pour sauver l'Europe du bouleversement total qui la menaçait, pour affermir les trônes ébranlés, et pour rendre aux nations la paix et le bonheur. » Il lui peignait ensuite sa position, et lui disait que, «plein d'espérance de trouver dans la magnanime générosité de S. M. I. la protection la plus puissante, il se déterminait non-seulement à lui témoigner les sentiments de son cœur envers son auguste personne, mais à l'épancher dans son sein comme dans celui du père

le plus tendre. » Ailleurs, le jeune prince déplorait que le roi Charles IV fût entouré de personnes méchantes et artificieuses, qui l'éloignaient de la France ; et il déclarait que, pour son propre compte, il considérerait comme un bonheur de serrer les nœuds qui unissaient les deux maisons (les Bourbons et la famille Bonaparte). Il ajoutait : « Et quel moyen plus propre pour cet objet que celui de demander à V. M. I. l'honneur de m'allier à une princesse de son auguste famille ? C'est le vœu de tous les sujets de mon père ; ce sera aussi le sien, je n'en doute pas, malgré les efforts d'un petit nombre de malveillants, aussitôt qu'il aura connu les intentions de V. M. I. C'est tout ce que mon cœur désire ; mais ce n'est pas le compte de ces égoïstes qui l'assiégent, et ils peuvent, dans un premier mouvement, le surprendre : tel est le motif de mes craintes. Il n'y a que le respect de V. M. I. qui puisse déjouer leurs complots, ouvrir les yeux à mes bons et bien-aimés parents, les rendre heureux, et faire en même temps le bonheur de ma nation et le mien Oct. 1807.

« Le monde entier admirera de plus en plus la bonté de V. M. I., et elle aura toujours en moi le fils le plus reconnaissant et le plus dévoué.

« J'implore donc avec la plus grande confiance la protection paternelle de V. M. I., afin que non-seulement elle daigne m'accorder l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les difficultés et fasse disparaître tous les obstacles qui peuvent s'opposer à cet objet de mes vœux. Cet effort de bonté de la part de V. M. I. m'est d'autant plus nécessaire, que je ne puis, de mon côté, en faire le moindre, puis-

Oct. 1807. qu'on le ferait passer peut-être pour une insulte faite à l'autorité paternelle, et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de me refuser, comme je le ferai avec une invincible constance, à m'allier avec toute personne que ce soit sans le consentement et l'approbation de V. M. I. et R., de qui j'attends uniquement le choix d'une épouse. »

Il avait fallu que la haine de Godoï eût infligé de singuliers affronts au prince des Asturies, pour que l'héritier de la monarchie espagnole oubliât l'orgueil des traditions au point de solliciter si humblement la faveur et l'alliance de l'homme dont les armées avaient détrôné les Bourbons de Naples. C'était le moment où Napoléon tenait plus que jamais la cour de Madrid à ses pieds. Soumis aux conseils de Godoï, le roi Charles IV venait de reconnaître Joseph Bonaparte comme roi des Deux-Siciles; le décret de Berlin qui mettait l'Angleterre en état de blocus permanent, et condamnait aux flammes les produits de l'industrie anglaise, venait d'être mis à exécution dans toutes les provinces de l'Espagne. Jamais le généreux peuple de cette contrée n'avait vu appesantir si durement sur sa tête le joug de l'étranger. La détermination que prenait le prince des Asturies d'invoquer l'empereur des Français, devait donc être vue avec répugnance par l'Espagne. Par bonheur pour Ferdinand, il était un homme que le pays maudissait bien plus encore que Napoléon : c'était Godoï, le maître et l'opprobre de la monarchie.

Napoléon ne fit point un accueil favorable à la supplique du prince des Asturies : protéger ce prince et

Oct. 1807.

Napoléon obtient du gouvernement espagnol la coopération contre le Portugal.

lui choisir une épouse dans la famille Bonaparte ou dans la famille Beauharnais, c'eût été prendre des engagements inviolables à l'égard d'un Bourbon, et nuire à l'accomplissement des projets que l'empereur nourrissait en secret contre l'indépendance de l'Espagne. Il eût été dangereux de se créer des embarras de cette nature ; et toutefois l'empereur s'arrangea de telle sorte, que le prince des Asturies ne renonça pas si promptement à se faire écouter. D'ailleurs, Napoléon voulait que les questions vinssent à leur temps. L'influence et le dévouement de Godoï lui étaient encore nécessaires. Avant d'en finir avec les Bourbons d'Espagne, il fallait trouver un prétexte plausible dont l'Europe pût se contenter ; surtout il importait de régler la question portugaise, et de mettre fin à la domination de la maison de Bragance. Ici, l'empereur se trouvait plus à l'aise ; il invoquait l'alliance plus ou moins avouée, mais certaine, de la cour de Lisbonne avec le cabinet de Londres, et il annonçait à haute voix que, le temps des ménagements étant passé, l'armée française allait camper sur les bords du Tage. Or, pour venir plus sûrement à bout de ses projets contre le Portugal, Napoléon désirait associer l'Espagne elle-même à sa politique. Il promettait à Godoï de lui réserver, dans les dépouilles de la maison de Bragance, une principauté indépendante qui, en cas de disgrâce, lui servît de retraite et le mît au rang des souverains. Il s'engageait, en outre, à distraire de la monarchie portugaise un petit royaume qu'on donnerait aux Bourbons d'Étrurie en échange de la Toscane, qu'il

Oct. 1807. s'agissait de rattacher à l'empire. Ainsi, avant même qu'un seul de nos soldats eût franchi les Pyrénées, on disposait du Portugal comme d'une monarchie vacante. Godoï ne mit aucune hésitation à servir d'instrument à de pareils projets. Il convoitait pour son propre compte la moitié des provinces portugaises ; or, Napoléon n'avait point l'intention de donner satisfaction à cette ambition insolente. Conquérir le Portugal, c'était quelque chose aux yeux de l'empereur ; mais le conquérir pour le donner à titre de fief à l'aventurier de Badajoz, au méprisable favori de la reine d'Espagne, c'était payer trop cher la complicité d'un pareil homme.

Traité de Fontainebleau.

Don Eugenio Izquierdo, agent de Godoï, fut chargé de s'entendre avec Duroc, et de poser les termes d'une convention dont le démembrement du Portugal serait la base principale. Un plan régulier fut donc arrêté pour faire envahir ce royaume par les armées françaises et espagnoles, et pour le diviser en trois parties inégales. La province entre Douro et Minho, avec la ville de Porto, furent destinées à former un petit royaume, désigné sous le nom de Lusitanie septentrionale, et qui servirait à dédommager le roi d'Étrurie de la perte de ses États d'Italie. Don Manuel Godoï, prince de la Paix, devait se résigner à n'obtenir que la province d'Alentejo et le royaume des Algarves, qui formeraient pour lui un État indépendant, sous la dénomination de principauté des Algarves. Quant aux provinces de Beïra, de Tras-os-Montes et d'Estramadure portugaise, elles devaient rester jusqu'à la paix générale sous le séquestre de la

France, sauf à être rendues alors à leurs anciens souverains si l'Angleterre se résignait à la restitution de Gibraltar, de la Trinité, et des colonies espagnoles par elle conquises. Le royaume de la Lusitanie septentrionale et la principauté des Algarves étaient en outre placés sous la suzeraineté du roi d'Espagne. Quant aux colonies portugaises, elles seraient partagées entre l'Espagne et la France; et plus tard, lorsque tous les arrangements seraient consommés, Napoléon consentirait à reconnaître le roi d'Espagne pour empereur des deux Amériques. Ces conditions furent discutées et acceptées de part et d'autre; et un traité conclu à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, révéla à l'Europe les arrangements dus à l'ambition illimitée de Napoléon et à l'audacieuse convoitise de Godoï. Nov. 1807.

Mais déjà l'armée française, destinée à envahir le Portugal, avait franchi la Bidassoa, sous les ordres de Junot; elle était partagée en seize colonnes, qui marchaient à un jour de distance l'une de l'autre. Les instructions du ministre de la guerre prescrivaient à Junot d'envahir simultanément, par divers corps d'armée, plusieurs provinces portugaises, tandis que la division principale, se dirigeant sur Salamanque, puis sur Alcantara, se porterait sur Lisbonne en suivant la rive droite du Tage. Sur la route, les colonnes françaises eurent beaucoup à souffrir: les pluies et les torrents avaient rompu les chemins; les vivres manquaient; les auxiliaires montraient les plus fâcheuses dispositions, et un grand nombre de jeunes soldats, récemment tirés

Une armée française, commandée par Junot, envahit le Portugal.

Nov. 1807. des dépôts de l'intérieur, mouraient en route, épuisés de faim ou de fatigue.

Le Portugal. Le Portugal, que les Romains appelaient Lusitanie, s'étend parallèlement à la côte de la péninsule ibérienne, sur une longueur de cent trente lieues et sur une largeur de trente à soixante. Ce pays est montueux, accidenté, et coupé par de profondes rivières, dont les plus importantes, le Douro, le Tage, la Guadiana, ont leurs sources en Espagne, et se jettent ensuite dans la mer Atlantique. Le climat du Portugal est très-varié; le sol y est fertile, mais cultivé sans intelligence. Le commerce y est tout entier dans la main des Anglais. La population de ce royaume est proportionnellement considérable: elle s'enorgueillit de son histoire et de son passé. A dater du quinzième siècle, elle avait couvert l'Océan de ses vaisseaux, et soumis à ses lois de beaux empires dans les deux Indes. Depuis l'aventurier Henri de Bourgogne qui avait disputé cette contrée aux Arabes, jusqu'au règne de Philippe II qui la réunit aux possessions espagnoles, le Portugal avait occupé une grande place dans les annales de l'Europe. La domination de l'Espagne fut un coup de mort pour sa marine, et les Hollandais lui enlevèrent ses riches colonies d'Asie. Quand le Portugal fut redevenu indépendant sous la maison de Bragance, il se dévoua, pendant plus d'un siècle, à l'alliance française. Vers la fin du dix-huitième siècle, détaché de notre cause par la révolution, il devint comme un vassal de l'Angleterre.

Autrefois le Portugal était libre : les cortès de La-

mego avaient dressé le pacte conclu entre le premier roi, Alphonse Henriquez, et la nation, représentée par les préfets, les seigneurs et les procureurs des villes. Plus tard, la liberté politique périt d'elle-même, parce que la nation se montra peu soucieuse de la conserver, et se laissa aller follement à la passion des conquêtes. Au commencement du dix-huitième siècle, le clergé et la noblesse de ce pays exerçaient une puissance pour ainsi dire incontestée. Le ministre Pombal, formé à l'école de Voltaire, avait essayé, sous le règne de Joseph, de substituer l'influence philosophique à l'influence religieuse; mais sous le règne suivant, une réaction énergique avait battu en brèche l'œuvre de cet homme, sans pouvoir tout à fait la détruire. Don Jean, l'héritier du trône en 1807, gouvernait le pays avec le titre de régent. C'était un prince à l'esprit étroit et faible, qui avait les vertus pieuses d'un moine, et manquait des qualités qui font les rois. Sous ses ordres, le pays était en proie à une administration ignorante, et défendu par des troupes sans solde et sans discipline. Le plus beau fleuron de la maison de Bragance, après le Portugal, était le Brésil : ces deux nations ne formaient qu'un seul empire, traversé par l'Océan. Le Brésil cependant était un pays jeune, plein d'avenir, et qui commençait à peine son histoire. Le Portugal, vieilli et comme oublié aux extrémités de l'Europe, aurait voulu se réfugier jusqu'au bout dans le silence et dans l'isolement. Sous la compression d'un despotisme taciturne, il était livré sans défense au premier ennemi puissant qui oserait le conquérir. Nov. 1807.

Nov. 1807.

Commencements de l'expédition.

L'armée expéditionnaire, au début de la campagne, était forte de vingt-cinq mille hommes; elle était répartie en trois divisions aux ordres des généraux Laborde, Loison et Travot. Le général en chef, Junot, était brave et hardi; parmi les lieutenants de l'empereur, nul n'était plus dévoué à sa personne: on pouvait lui reprocher une ardeur fébrile qui ne lui permettait pas toujours d'agir avec sang-froid et réflexion. Junot avait reçu pour instruction spéciale de marcher sur Lisbonne et de s'en rendre maître au plus tôt, afin de mettre la main, s'il en était temps encore, sur les nombreuses richesses que le commerce anglais avait déposées dans cette capitale. Cette mission n'était point de celles qu'on pût remplir facilement lorsqu'on s'engageait dans un pays montueux, à travers des routes rompues par les eaux, au milieu de populations haineuses, avec des conscrits et des traînards, sans vivres et sans guides. Aussi l'armée arrivait à peine sur les frontières du Portugal, que déjà elle avait perdu un grand nombre d'hommes et de chevaux, et que la plupart des soldats, épuisés de fatigue et de dénûment, méconnaissaient la voix de leurs officiers, et maudissaient tout haut l'imprévoyance des chefs et la trahison de Godoï.

L'armée entre à Alcantara.

Entrée à Alcantara, l'armée prit un peu de repos; on mit à profit les ressources de la ville et des villages voisins; le plomb et la poudre existant dans le pays furent rassemblés à la hâte; le papier manquait pour la confection des cartouches, mais on fit servir à cet usage les archives de l'ordre militaire et religieux de ces illustres chevaliers d'Alcantara qui

avaient chassé les Maures. Le 19 novembre, l'avant-garde occupa les villes d'Idanha-a-Nova et de Castel-Branco, qni font partie de la province de Beïra. Les troupes auxiliaires de l'Espagne flanquaient la marche de nos colonnes : de Castel-Branco à Sobreira, la route fut pénible, et un certain nombre de soldats périrent. Si les Portugais, au lieu d'assister partout en spectateurs à l'envahissement de leur patrie, eussent fait résistance à Las-Tailladas, position formidable que nous avions à franchir, l'armée de Junot, vaincue et décimée, n'aurait point eu la force de faire un pas de plus sur le territoire ennemi. Par bonheur il n'en fut rien, et les colonnes françaises parvinrent à se rallier en vue d'Abrantès. Jusqu'à ce moment (du 22 novembre au 2 décembre), leur marche avait présenté le triste spectacle d'une déroute. Le temps était affreux ; nos troupes suivaient des chemins escarpés sur les montagnes qui bordent le Tage ; les pluies torrentielles qui ne cessaient de tomber entraînaient les hommes et les attelages ; les soldats n'avaient d'autre nourriture que des glands et de la viande de chèvre : ils étaient pâles, défigurés, sans chaussures, les pieds en sang ; et leurs fusils, hors de service, n'étaient employés qu'à faire la chaîne, afin de retenir les malheureux qu'auraient emportés les eaux. Ce fut dans cette lamentable position qu'au nombre de plusieurs milliers d'hommes, l'armée expéditionnaire atteignit enfin la ville d'Abrantès. Là, du moins, on avait préparé des vivres en abondance : la troupe fit halte ; elle attendit les traînards, et elle commença à se remettre de ses longues épreuves. A peine nos soldats

Nov. 1807.

Souffrances endurées par l'armée.

L'armée arrive à Abrantès.

Nov. 1807. et nos généraux venaient-ils de bivaquer à Abrantès, que le gouvernement portugais reçut enfin la nouvelle de l'envahissement de son territoire. Sur-le-champ il expédia des ordres dans les provinces pour organiser la levée des milices et pour assurer la résistance; mais il était trop tard.

Elle marche sur Lisbonne.

Junot prit des mesures pour faire embarquer sur le Tage tout le matériel de l'artillerie; on transporta de même les malades et les cavaliers démontés, et des bateaux légers furent occupés par quatre cents hommes d'infanterie chargés de protéger le flanc gauche de l'armée, et d'agir, au besoin, sur les deux rives du fleuve. Ces dispositions étant prises, l'armée continua sa marche forcée sur Lisbonne. Mais déjà une indicible terreur régnait dans cette ville, et l'ambassadeur d'Angleterre, lord Strangford, y mettait le comble en révélant pour la première fois, au prince régent, que Napoléon avait résolu de détrôner la maison de Bragance. La lecture du *Moniteur* du 13 novembre, qui renfermait le traité de Fontainebleau, ne permettait plus de doutes à cet égard.

La maison de Bragance s'enfuit au Brésil.

Que ferait la dynastie portugaise? Il fallait choisir, ou de rester prisonnière de Napoléon, ou d'aller régner au Brésil. Lord Strangford et Sidney Smith, qui commandait l'escadre anglaise, conseillaient de prendre ce dernier parti : ils pouvaient seuls en assurer l'exécution, en mettant la maison de Bragance, ses vaisseaux et ses trésors sous la protection du canon anglais. Le prince régent hésitait; sa vieille mère, Marie-Françoise-Élisabeth, veuve de don Pedro III et reine de Portugal, retrouvait les débris de sa raison

et de sa fierté pour préférer la mort à l'exil. Dans son vaste palais de Mafra, peuplé d'orangers et de citronniers, elle voulait rester jusqu'à la dernière heure sur le sol natal, au pied des autels du cloître qu'elle avait choisi pour refuge. A la fin il fallut céder, et les princes et les princesses de la maison de Bragance s'éloignèrent sur l'Océan, le 28 novembre, avec leurs courtisans et leurs trésors. Le même jour, Junot et sa faible escorte atteignirent Santarem; le lendemain, le général français entra à Saccavem, et ce fut là qu'il apprit la fuite de la famille royale portugaise. Il éprouva une vive contrariété en voyant le but de l'expédition déjà manqué, au moins en partie, et il maudit à son tour les vaisseaux anglais qui enlevaient à la France d'illustres otages. Il ignorait que l'Amérique du Sud, en voyant apparaître sur ses rivages des rois détrônés et des dynasties cherchant un asile, allait comprendre que le siècle, à peine commencé, verrait finir le pouvoir des métropoles. L'heure ne devait pas tarder à sonner pour l'émancipation de cette partie du monde; et la révolution française, en posant le pied sur l'Espagne et sur le Portugal, ne se doutait pas qu'elle réveillait de leur sommeil Bolivar et Miranda, la Colombie et le Pérou, les empires que Madrid et Lisbonne appelaient encore du nom de *colonies*. Nov. 1807.

Le 30 novembre 1807, cent soixante-sept ans, jour pour jour, après le renversement de la domination espagnole, le lieutenant de Napoléon fit son entrée à Lisbonne. A la tête de quinze cents hommes encore tout harassés de fatigue, il prit possession d'une grande capitale qui aurait pu braver les menaces L'armée française entre à Lisbonne.

Déc. 1807. d'une armée. Fier et impétueux, Junot fit peser sur la population et sur l'armée le joug d'une discipline dure et d'une autorité orgueilleuse. Il ordonna qu'un tribut de cent millions serait prélevé sur le Portugal, et il ne négligea rien pour compléter sur tous les points l'occupation du royaume et les cantonnements de l'armée.

Le drapeau tricolore est arboré sur les tours de Lisbonne.

Les jours suivants furent donc consacrés à placer des garnisons dans les villes et à organiser l'administration civile et militaire. Le 13 décembre, Oporto, la seconde capitale du royaume, fut occupée par les auxiliaires espagnols. Le même jour (c'était un dimanche), le cœur de tous les Portugais fidèles fut douloureusement attristé, lorsque sur les tours qui dominent Lisbonne, au bruit des salves de l'artillerie française, on vit abattre le vieil étendard de la patrie, et arborer à sa place le drapeau de Napoléon. Le sentiment national était froissé par la chute de la sainte bannière. Le peuple se rappelait avec amertume les légendes racontées par ses pères, et qui, toutes, disaient que ce drapeau avait été donné par Jésus-Christ lui-même au roi Alphonse Henriquez le Conquérant, la veille de la bataille d'Ourique, dans laquelle furent battus les cinq rois maures. C'était comme le *labarum* de la monarchie; et, pour imposer silence à tant de regrets religieux et patriotiques, il fallait le profond sentiment de terreur qu'inspiraient le nom et les armes de Napoléon. Si redoutable même que fussent les prestiges qui s'attachaient à l'empereur, ils ne suffisaient pas pour comprimer les derniers élans de la fidélité portugaise. Le merveilleux venait

en aide à l'amour du pays. On répandait le bruit que don Sébastien allait enfin reparaître pour exterminer les Français ; on affirmait que la statue équestre du roi Joseph Ier s'était mise en mouvement, et avait tourné deux fois sur elle-même. A la fin, la force prévalut, et Lisbonne parut se résigner. Oct. 1807.

Maître de cette ville, Junot rêva, dit-on, de devenir roi de Portugal. En attendant, il déploya l'ostentation et les caprices d'un maître impérieux : il contraignit la ville à supporter les frais de son luxe extravagant : les officiers et les soldats ne l'imitèrent que trop. Ce n'était plus l'armée des premiers jours de la république, alors que les généraux en épaulettes de laine commandaient à des soldats pieds nus, sans pain, et que tous donnaient l'exemple de la frugalité et de la patience. Pour faire subsister les armées de l'empire, obligées de franchir des distances énormes sans traîner à leur suite des bagages, des fourgons, et tout l'attirail qui retarde les mouvements, il avait fallu fermer les yeux sur la maraude et se montrer clément pour le pillage : bien plus, beaucoup d'officiers et de généraux avaient trouvé leur compte à ce désordre; et pendant que le simple fantassin rançonnait les fermes, un trop grand nombre de chefs mettaient à contribution les villes. Napoléon le savait; mais, forcé de disposer d'une immense multitude d'hommes armés, occupés à faire la guerre sur divers points de l'Europe, il croyait nécessaire de tolérer des actes qui soulevaient les malédictions des peuples. C'était, selon lui, un abus inhérent à son système de campagnes; mais ce système lui permettait de te-

Fautes commises par Junot dans l'administration du Portugal.

Oct. 1807. nir le vieux continent sous ses pieds, et il fallait bien passer quelque chose aux soldats dont il prodiguait le sang. Le Portugal eut donc beaucoup à souffrir; les exactions furent nombreuses; on pilla les églises et les pieuses chapelles, on leva des contributions énormes sur le pays, on s'empara de l'argenterie et des bijoux de ceux qui se trouvaient hors d'état de payer. Du reste, il n'était plus question du traité de Fontainebleau et de la principauté destinée à Godoï: l'Espagne avait si mal secondé l'expédition de Junot, qu'on pouvait, sans injustice, différer de lui témoigner quelque reconnaissance. Et pour ce qui était de Godoï, des événements d'une importance grave avaient eu lieu, qui permettaient de se passer de ce méprisable ami.

On a vu plus haut que le prince des Asturies, pour neutraliser la haine de ses persécuteurs, avait réclamé la protection de Napoléon, et manifesté le désir de s'allier à une princesse de la famille impériale de France.

De graves divisions éclatent dans le sein de la famille royale, à Madrid.

Comme il était entouré d'espions, Godoï ne tarda pas à être informé de cette démarche: effrayé d'une tentative qui pouvait avoir pour résultat de mettre fin à la honteuse fortune du parvenu de Badajoz, Godoï s'empressa de signaler le prince des Asturies au roi Charles IV comme un criminel d'État, qui osait trahir l'Espagne en choisissant pour arbitre de ses affaires un souverain étranger. Persuadé par le ministre, Charles IV s'imagina d'imiter la conduite de Philippe II, celui de ses prédécesseurs avec lequel il avait le moins de ressemblance. Le 27 octobre, une perqui-

sition eut lieu dans les appartements de Ferdinand, et l'on s'empara de ses papiers. On y trouva des preuves écrites de sa haine contre Godoï, et des sentiments que lui inspiraient les faiblesses de sa mère : de plus, on crut reconnaître la trace d'un complot tramé, de concert avec le duc de l'Infantado, contre l'autorité du vieux roi. La reine outragée, Godoï exaspéré d'ambition et de colère, exaltèrent jusqu'au bout la sévérité de Charles IV; et ce prince, à la tête d'une troupe de ses gardes du corps, arrêta lui-même son fils, le désarma de ses propres mains, et l'enferma dans l'une des chambres du palais de l'Escurial, prison sinistre où l'on croyait encore voir errer le spectre de don Carlos. Peu de jours après, le roi ordonna au conseil de Castille de procéder au dépouillement des papiers enlevés au jeune prince, et d'informer contre ceux dont les noms sembleraient impliqués dans un complot. Puis, comme si le scandale n'eût pas été assez grand, Charles IV adressa une sorte d'appel à l'opinion du monde et à la justice de Napoléon. Il prétendit que les conspirateurs en voulaient à sa vie et à celle de son fidèle ministre; et, pour donner plus de crédit à cette accusation, il produisit deux lettres de la main de Ferdinand, dans lesquelles ce jeune prince reconnaissait, en termes généraux, qu'il avait manqué de respect envers son père et son souverain, et que, repentant, il demandait son pardon. A ce manifeste, qui trouva l'Europe incrédule, Charles IV avait joint la dépêche suivante, signée de lui et adressée à Napoléon : Oct. 1807.

« Monsieur mon frère, dans le moment où je ne

Oct. 1807.

Charles IV dénonce son fils à Napoléon.

m'occupais que de coopérer à la destruction de notre ennemi commun, quand je croyais que tous les complots de la ci-devant reine de Naples avaient été ensevelis avec sa fille, je vois, avec une horreur qui me fait frémir, que l'esprit d'intrigue a pénétré jusque dans mon palais. Hélas! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si affreux! Mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le projet horrible de me détrôner : il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter à la vie de sa mère. Un attentat si affreux doit être puni avec la rigueur la plus exemplaire des lois. La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée : un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur et sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche de ses complices pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire V. M. I. et R., en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils.

« Sur quoi je prie Dieu, mon bon frère, qu'il veuille avoir V. M. I. et R. en sa sainte et digne garde.

« CHARLES.

« A Saint-Laurent (de l'Escurial), le 29 octobre 1807. »

Ainsi le père en appelait à l'empereur contre son propre fils, qui déjà avait fait choix du même protecteur ou du même juge. Ajoutons, en ce qui concerne Ferdinand, que pour ne pas déplaire à Napoléon, et de peur de froisser l'opinion publique en Espagne, on se hâta d'étouffer la procédure com-

mencée contre lui, et de se contenter de sa signature mise au bas de quelques actes de repentir. Le jeune prince promit une amitié éternelle à Godoï. A ce prix on lui rendit la liberté, et ses amis furent envoyés en exil. Un pareil dénoûment suffirait seul pour attester qu'au fond de cette affaire il n'y avait de sérieux que la haine vouée par le prince de la Paix à l'héritier du trône; et personne, soit en Espagne, soit en Europe, ne crut à l'accusation odieuse de parricide si légèrement portée contre Ferdinand. Nov. 1807.

L'empereur hésite avant de prendre un parti.

Napoléon ne s'attendait pas à se voir si promptement obligé d'intervenir dans les affaires d'Espagne, depuis longtemps il convoitait la souveraineté de ce royaume, non pour s'en revêtir à titre direct, mais pour en charger un de ses frères, et pour ajouter à ses vassaux un roi de plus; son ambition lui conseillait de reconstituer l'ancien pacte de famille au profit de la dynastie des Bonaparte. Las d'imiter Charlemagne, il avait à cœur de refaire l'œuvre capitale de Louis XIV, dût-il, à son tour, allumer en Europe une seconde guerre de succession. La nouvelle des événements de l'Escurial le surprit assez désagréablement. Il avait affaire à des princes dont il connaissait l'animadversion secrète, mais qui, timides et sans force, s'abaissaient à ses genoux et sollicitaient sa protection. Les dépouiller l'un et l'autre au moment où ils le choisissaient pour arbitre, c'était chose déloyale, et qui pouvait indigner l'Europe : et, ce qui semblait plus grave, cette façon d'agir irriterait profondément l'Espagne, et ferait naître des embarras inextricables. On venait de signer à Fontainebleau le

Nov. 1807. traité d'alliance offensive et défensive qui stipulait le partage du Portugal et la déchéance de la maison de Bragance : était-ce bien le moment de faire descendre les Bourbons du dernier trône qu'ils possédassent encore? A tout événement, et avant de prendre un parti décisif, il donna des ordres pour la formation d'une armée nouvelle qui reçut la dénomination modeste de *corps d'observation des côtes de l'Océan.* Cette armée, qui devait être d'abord portée à un effectif de trente-quatre mille hommes, fut placée sous le commandement du maréchal Moncey. Les différentes divisions dont elle devait se composer furent formées et réunies en Lorraine et dans les départements voisins de Paris. En même temps des mesures furent prises pour qu'une autre armée, forte d'environ vingt-cinq mille hommes, s'acheminât sur Bayonne. Celle-ci, destinée en apparence à venir en aide à Junot, fut appelée sans éclat du nom de *deuxième corps d'observation de la Gironde.* Le commandement en fut remis au général Dupont, qui s'était rendu justement célèbre dans la campagne d'Austerlitz. Toutes ces dispositions avaient pour but de garantir à la France qu'une guerre entreprise contre l'Espagne, si elle devenait nécessaire, serait courte et facile : elles laissaient subsister, sans les affaiblir, les armements de l'empereur dans le nord de l'Europe. Pour le moment, cela suffisait à Napoléon : la question portugaise était encore pendante ; il importait de la résoudre au plus vite ; la question espagnole viendrait plus tard, et, s'il était possible, après l'hiver. L'empereur donna des ordres pour que la marche des troupes dirigées contre l'Espagne fût

On forme des armées d'observation sur la frontière espagnole.

considérablement ralentie ; depuis qu'il se trouvait en mesure d'agir, il épiait une occasion, un prétexte, et il savait bien que les événements, abandonnés à leur cours naturel, ne manqueraient pas de lui en fournir. Nov. 1807.

L'empereur à Saint-Cloud et à Fontainebleau.

L'empereur semblait d'ailleurs avoir besoin de se remettre des fatigues de la guerre : il avait passé les dernières semaines de l'été dans sa belle résidence de Saint-Cloud. Ce château splendide lui rappelait l'origine de sa dictature et les dernières convulsions de la liberté républicaine. Comme si de pareils souvenirs n'eussent pas suffi à son orgueil, il employait ses loisirs et ses épargnes à restaurer le parc, le jardin, les cascades. Bientôt il se trouva trop à l'étroit dans ce séjour, et, laissant sur sa droite Versailles, qu'il n'osait encore habiter, il se rendit avec sa cour à Fontainebleau pour y passer le temps des chasses. Ce fut là qu'il reçut fastueusement les envoyés des cours étrangères. Tous les usages de l'étiquette du siècle de Louis XIV furent scrupuleusement reproduits : il y eut des costumes de cour et des costumes de chasse. Le corps diplomatique prenait part à ces distractions royales. Parmi les illustres hôtes de Napoléon, on remarquait avec une curiosité vaniteuse le comte de Tolstoy, gentilhomme russe, élégant et habile ; le jeune comte de Nesselrode, conseiller d'ambassade, qu'honorait déjà l'amitié du czar Alexandre, et qui était réservé à d'assez hautes fonctions ; le comte de Metternich, dans toute la fleur de la jeunesse ; le prince de Masserano, ambassadeur de Sa Majesté Catholique ; Mouhi-Effendi,

Nov. 1807. ambassadeur extraordinaire de la Porte Ottomane, dont le costume oriental attirait tous les regards. On chassait au tir, au courre. Les dames, vêtues à l'amazone, pressaient le cerf à la suite de l'empereur. On se serait cru revenu aux jours de la vieille monarchie : rien n'y manquait, pas même les intrigues de cour et les scandales renouvelés du dix-huitième siècle. On parlait de bonnes fortunes impériales comme aux jours du duc de Richelieu et du maréchal de Saxe. Les yeux exercés pouvaient seuls discerner les seigneurs de faux aloi, qui singeaient assez gauchement les marquis de l'ancien régime ; et le soir, dans les petits comités vraiment aristocratiques, on raillait assez spirituellement les manières des blanchisseuses transformées en duchesses, et les allures empesées de certains jacobins masqués en nobles, enrubanés et chargés de plumes.

Voyage de l'empereur dans le royaume d'Italie.

Une députation du royaume d'Italie était venue féliciter Napoléon sur la paix de Tilsitt; elle avait exprimé le vœu que l'empereur fît un voyage à Milan et à Venise, et jugeât par lui-même des besoins de ses sujets et de leur dévouement. A la tête des députés italiens on remarquait le patriarche de Venise : cet homme, éminent par son caractère et sa haute position, s'était fait volontiers l'organe des réclamations de sa patrie. Venise souffrait ; elle avait changé de maître, mais la France, pas plus que l'Autriche, ne l'avait dédommagée de la perte de son indépendance et de sa nationalité : plus de commerce, plus de fêtes populaires. Le lion de Saint-Marc courbait sa tête sous un maître, et, seule de toute l'Italie

Venise semblait exclue des bénéfices de la grandeur napoléonienne. Nov. 1807.

Napoléon à Milan.

Le vœu qu'exprimait la députation s'accordait avec la pensée secrète de l'empereur. Il tardait à ce prince de visiter ses États d'Italie, de compléter leurs institutions, et d'y établir d'une manière plus irrévocable la domination française. Aussi, dès le 16 novembre, se mit-il en route pour Milan. Le cinquième jour après son départ, il entra dans cette capitale, et il y fut reçu par les acclamations du peuple. L'empereur assista au *Te Deum* qui fut chanté dans la vieille basilique de Saint-Ambroise. Le soir, la ville fut illuminée, et les splendides demeures des Letta, des Melzi, des Casani, des Trivulzi, apparurent ceintes de guirlandes de feu. Les autorités du royaume et celles de la capitale vinrent présenter leurs hommages à Napoléon. L'empereur consacra les jours suivants à expédier les affaires dont la solution importait le plus à l'Italie. Il y eut des fêtes pompeuses auxquelles il assista, et, tout blasé qu'il pût être lorsqu'il était question de parades officielles, il savoura avec une joie orgueilleuse ces adulations et cet encens dont les peuples du Midi sont toujours prodigues. Cependant, au milieu de ces réjouissances, l'empereur ne perdait pas de vue la pensée politique qui avait déterminé son voyage : il cherchait à donner une satisfaction légitime aux intérêts du royaume d'Italie, et, en agissant ainsi, il s'attachait à rallier cette contrée à sa fortune. C'était là pour lui le moyen le plus sûr de la soustraire aux convoitises de l'Autriche ; malheureusement, le

Nov. 1807. système impérial, assis sur la conquête et sur la force des armes, froissait trop sérieusement les peuples pour que l'établissement de routes nouvelles, la construction de certains édifices, la fondation de banques locales et l'uniformité de la législation, bienfaits réels mais souvent inaperçus, pussent compenser les longues souffrances qu'imposait aux provinces le double fléau du despotisme et de la guerre.

Napoléon à Venise.

Le 28 novembre, Napoléon entra à Venise, qu'il visitait pour la première fois. Sa présence donna un peu de vie à cette ville infortunée, qui s'éteignait dans l'oubli et la pauvreté, au fond de ses lagunes et à l'extrémité de l'empire. Des fêtes furent données, auxquelles assistèrent le roi et la reine de Bavière, la vice-reine d'Italie, leur fille, et le prince Eugène Beauharnais, vice-roi. Venise se crut un moment revenue à ces jours d'ivresse qu'elle avait cessé de connaître en passant sous le joug étranger : elle renouvela donc pour l'empereur des Français les splendeurs de ses doges. *Le Bucentaure*, étincelant d'or, pavoisa ses mâts ; la cloche de Saint-Marc retentit jusqu'au Lido ; les gondoliers retrouvèrent leurs chants oubliés. Ce ne fut là qu'un rêve de quelques heures ; et Napoléon eut beau rendre des décrets administratifs et relever quelques ruines, il n'eut pas le pouvoir de redonner la vie à une grande cité déchue et morte. Que dis-je ? Peu de jours après avoir quitté Venise, l'empereur mit le comble au dépérissement commercial des ports de la Ligurie et de l'Adriatique en publiant à Milan un trop célèbre décret

destiné à compléter et à rendre plus formidable encore le blocus continental, déjà commencé et organisé par le décret de Berlin. Nov. 1807.

Cet acte appartient à l'histoire, comme un défi de plus renvoyé à l'Angleterre par la France dans la question de la liberté des mers. Nous le citons tout entier :

Décrets qui complètent les rigueurs du blocus continental.

« Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, et protecteur de la confédération du Rhin;

« Vu les dispositions arrêtées par le gouvernement britannique en date du 12 novembre dernier, qui assujettissent les bâtiments des puissances neutres, amies et même alliées de l'Angleterre, non-seulement à une visite par les croiseurs anglais, mais encore à une station obligée en Angleterre et à une imposition arbitraire sur leur chargement, qui doit être réglée par la législation anglaise;

« Considérant que, par ces actes, le gouvernement anglais a dénationalisé les bâtiments de toutes les nations de l'Europe ; qu'il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de transiger sur son indépendance et sur ses droits, tous les souverains de l'Europe étant solidaires de la souveraineté et de l'indépendance de leur pavillon ; que si, par une faiblesse inexcusable, et qui serait une tache ineffaçable aux yeux de la postérité, on laissait passer en principe et consacrer par l'usage une pareille tyrannie, les Anglais en prendraient acte pour l'établir en droit, comme ils ont profité de la tolérance des gouvernements pour établir l'infâme principe que le pavillon ne couvre pas la marchandise, et pour donner à leurs droits de blo-

Nov. 1807. cus une extension arbitraire et attentatoire à la souveraineté de tous les États ;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Art 1er. Tout bâtiment de quelque nation qu'il soit, qui aura souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou se sera soumis à un voyage en Angleterre, ou aura payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, est par cela seul déclaré dénationalisé, a perdu la garantie de son pavillon, et est devenu propriété anglaise.

« 2. Soit que lesdits bâtiments ainsi dénationalisés par les mesures arbitraires du gouvernement anglais entrent dans nos ports ou dans ceux de nos alliés, soit qu'ils tombent au pouvoir de nos vaisseaux de guerre ou de nos corsaires, ils seront déclarés de bonne et valable prise.

« 3. Les Iles Britanniques sont déclarées en état de blocus sur mer comme sur terre. Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, quel que soit son chargement, expédié des ports d'Angleterre ou des colonies anglaises, ou des pays occupés par des troupes anglaises, ou allant en Angleterre ou dans les colonies anglaises, ou dans les pays occupés par les troupes anglaises, est de bonne prise, comme contrevenant au présent décret ; il sera capturé par nos vaisseaux de guerre ou par nos corsaires, et adjugé au capteur.

« 4. Ces mesures, qui ne sont qu'une juste réciprocité pour le système barbare adopté par le gouvernement anglais, qui assimile sa législation à celle d'Alger, cesseront d'avoir leur effet pour toutes les

nations qui sauraient obliger le gouvernement anglais à respecter leur pavillon. Elles continueront d'être en vigueur pendant tout le temps que ce gouvernement ne reviendra pas aux principes du droit des gens, qui règle les relations des États civilisés dans l'état de guerre. Les dispositions du présent décret seront abrogées et nulles par le fait, dès que le gouvernement anglais sera revenu aux principes du droit des gens, qui sont aussi ceux de la justice et de l'honneur. Déc. 1807.

« En notre palais impérial de Milan, etc.

« *Signé* NAPOLÉON. »

De pareils décrets trouvent à peine leur explication dans les emportements d'une lutte qui, désormais, ne pouvait avoir d'autre issue que la chute de Napoléon ou celle de l'Angleterre. En redoublant de violence, et en imitant avec trop de fidélité l'injustice du gouvernement britannique, on pouvait bien rendre coup pour coup ; mais on assujettissait l'Europe à des privations inouïes, on imposait aux alliés, et même aux neutres, une solidarité de haine et d'attaques qui les compromettait déplorablement vis-à-vis de l'Angleterre, et les disposait à ne rien épargner pour secouer le joug de la France. La force n'a qu'un temps, et nous ne tarderons pas à voir comment notre patrie expia, par sa propre ruine, les abus démesurés de sa puissance.

Dans son retour de Venise à Milan, Napoléon visita Trévise, Palma-Nova, Udine, Osopo et Mantoue. La ville de Padoue avait donné à l'empereur des su- L'empereur visite quelques villes célèbres.

Déc. 1807.

Il refuse de se rendre à Padoue.

jets de plainte. Une division russe, rappelée de Corfou, lorsque les îles Ioniennes furent remises à la France, avait été cantonnée à Padoue. Les officiers russes, comme tous les gentilshommes de leur pays, détestaient Napoléon, et ne faisaient pas mystère de leur haine : ces dispositions s'étaient traduites en actes impertinents, auxquels la noblesse de Padoue n'avait pas craint de s'associer ; la bourgeoisie était démeurée spectatrice inerte, et peut-être secrètement hostile. Napoléon, passant près de Padoue, fit détourner sa voiture, et affecta de ne point entrer dans cette ville. Ce dédain du maître inquiéta vivement les habitants de Padoue, qui envoyèrent à l'empereur une députation chargée de lui présenter des excuses. L'abbé Cesarotti, littérateur distingué, porta la parole, et parvint à calmer un peu le ressentiment de Napoléon.

Entrevue de Napoléon et de Lucien Bonaparte.

Joseph, roi de Naples, s'était rendu à Venise auprès de l'empereur son frère, et y avait passé quelques jours. A Mantoue, Napoléon eut une entrevue avec Lucien, qui s'était volontairement exilé depuis plusieurs années. Ce frère, dont la disgrâce était un sujet d'étonnement, fut secrètement introduit dans la chambre de l'empereur, et l'entretien dura plus de quatre heures. Napoléon, en apercevant l'homme qui avait tant contribué à sa fortune, lui tendit la main, et tous deux s'embrassèrent. Après ce premier élan du cœur, l'un et l'autre parurent se rappeler qu'ils étaient Corses, et ils firent preuve d'un caractère inflexible. Napoléon voulait obtenir de Lucien ce que déjà lui avait concédé Jérôme : il exigeait que son frère divorçât avec la femme obscure qu'il avait

épousée sans le consentement de Napoléon, et, à ce prix, il lui promettait le titre de prince et le rang d'altesse impériale : bien plus, il lui demandait d'envoyer à la cour sa fille, née d'un premier mariage, se réservant de donner la main de cette jeune princesse à l'infant d'Espagne Ferdinand, prince des Asturies. Ainsi la fille de Lucien, et la petite-fille, par sa mère, de l'aubergiste Boyer, serait montée un jour sur le trône d'Isabelle la Catholique! C'était là un jeu de la fortune qui ne devait point s'accomplir. Lucien résista courageusement aux prières et aux ordres de son frère. « Adieu , lui dit Napoléon ; la nuit porte « conseil : à demain ! » Mais le lendemain Lucien ne revint pas, et il retourna dans sa riche villa des environs de Rome, où le goût des arts et de la poésie lui faisait oublier l'empire. Cette fois du moins le tribun du 18 brumaire avait sacrifié le trône à son devoir et à son indépendance. De pareils exemples sont rarement donnés au monde. Déc. 1807.

Lucien Bonaparte, exilé dans les États pontificaux, y attendait l'accomplissement des paroles prophétiques qu'autrefois, et sous les ombrages de la Malmaison, il avait adressées à son frère : « Cet empire « que vous élevez par la force, que vous soutiendrez « par la violence, eh bien ! il sera abattu par la vio- « lence et la force ; et vous-même vous serez brisé. » Sinistre menace qui devait un jour se réaliser !

Pour le moment personne ne croyait à cet avenir de colère, et l'empereur était en possession d'une autorité égale à sa gloire.

A Paris, on avait célébré de grandes fêtes en l'hon-

Déc. 1807.

Fêtes célébrées à Paris en l'honneur de la grande armée.

neur de la garde impériale, qui revenait en France pour y prendre ses quartiers d'hiver. Lorsque ces dix mille braves, l'élite de l'armée, s'approchèrent de la capitale, ils trouvèrent, à la barrière de la route du Nord, un arc de triomphe colossal, et sous lequel vingt hommes pouvaient passer de front. A la naissance de la voûte, des Renommées étendaient leurs mains, chargées de couronnes ; le monument, couvert d'inscriptions héroïques, était surmonté d'un quadrige doré. Le corps municipal, ayant à sa tête le préfet de la Seine, M. Frochot, accueillit la garde impériale au nom de Paris : « Salut ! dit le préfet en terminant sa harangue officielle, salut, aigles belliqueuses, symbole de la puissance de notre magnanime empereur ! portez dans toute la terre, avec son grand nom, la gloire du nom français ; et que les couronnes dont il a été permis à la ville de Paris de vous orner soient en tous lieux un témoignage à la fois auguste et redoutable de l'union du monarque, du peuple et de l'armée.. Entrez dans nos remparts, généreux guerriers ! ils sont enorgueillis de vous recevoir ; entrez-y au milieu des chants d'allégresse et de triomphe, et que la mémoire de ce beau jour vive à jamais dans les annales de la cité et dans les fastes de l'empire ! » Ces paroles officielles provoquèrent un discours modeste du maréchal Bessières, parlant au nom de ses compagnons d'armes, et bientôt après les couronnes d'or votées par la ville de Paris furent apposées aux aigles de la garde impériale. L'orchestre exécuta alors le *Chant du retour*, composé par le littérateur Arnault ; la musique était de Méhul : jamais

Déc. 1807.

poésie ne resta davantage au-dessous des exploits qu'elle avait pour mission de célébrer. Un immense banquet donné en plein air, sous un ciel de novembre, et contrarié par la pluie, termina la fête.

L'Académie impériale de musique (l'Opéra) offrit à son tour aux braves de la garde un hommage dont peu d'entre eux pouvaient comprendre la portée: c'était *le Triomphe de Trajan*, tragédie lyrique, dont les splendides décors éblouirent les yeux de l'armée, ces yeux qui, depuis quinze ans, avaient contemplé tant de merveilles et de triomphes. Peu de jours après, Napoléon, de retour d'Italie, reparut lui-même dans la grande capitale, toute pleine de son nom et de sa gloire.

Mort du dernier des Stuarts.

En ce temps-là mourut à Rome le cardinal d'York, petit-fils de Jacques II, roi d'Angleterre; et avec ce vieillard, tout ce qui restait de l'antique famille des Stuarts descendit dans la tombe. Jusqu'à sa dernière heure il protesta de ses droits, et par son testament il se plut à les transmettre au chef de la maison de Savoie, autre souverain exilé, qui représentait Anne-Marie d'Orléans, fille de Henriette d'Angleterre, et petite-fille de l'infortuné Charles Ier. En face de Napoléon maître de l'Occident, et au bruit de tant de trônes qui semblaient s'écrouler pour toujours, il y avait une touchante majesté dans cette protestation d'un vieux prêtre mourant oublié du monde, et qui refusait de se courber sous le double fait accompli des révolutions de 1688 et de 1789. Le cardinal d'York s'appelait Henri; plusieurs fois, pendant sa dernière maladie, on l'entendit se parler à lui-même

Déc. 1807. et se dire : « Pauvre roi! » En apprenant la mort de ce prince, Napoléon oublia sa propre origine, et s'écria : « Si les Stuarts avaient laissé seulement un « enfant de huit ans, je l'aurais replacé sur le trône « de la Grande-Bretagne. » Son pouvoir, si grand qu'il fût, eût sans doute échoué devant une semblable tâche ; mais cette parole donnait beaucoup à penser : elle allait à l'adresse de Louis XVIII, exilé et fugitif; elle indiquait à l'Angleterre elle-même qu'un vieillard proscrit et valétudinaire était l'ennemi le plus redoutable, comme aussi le successeur naturel du nouveau Charlemagne.

Louis XVIII se retire en Angleterre.

Le chef des Bourbons, après la paix de Tilsitt, avait reconnu que les convenances ne lui permettaient pas d'accepter plus longtemps l'hospitalité d'Alexandre : il s'était embarqué pour la Suède avec le duc d'Angoulême, et s'était rendu à Gothembourg, où l'attendait le duc de Berry. Une frégate avait été mise à sa disposition pour le conduire en Angleterre; mais le cabinet de Londres avait jugé prudent de ne point offrir à cet illustre exilé un asile sur les bords de la Tamise; lord Castelreagh et M. Canning n'osaient jeter ainsi le défi à Napoléon, et rendre toute paix impossible. Le gouvernement anglais décida que Louis XVIII aurait l'Écosse pour résidence, et des commissaires furent désignés pour le conduire au château d'Holyrood, préparé pour le recevoir. Louis XVIII comprit aisément ce que signifiait une pareille détermination, et il adressa une réclamation pleine de dignité au gouvernement anglais : des négociations s'ouvrirent entre le prince exilé et le cabinet

britannique. Louis XVIII déclara qu'il ne venait point en Angleterre comme un fugitif qui cherche un asile; il annonça que son voyage avait uniquement pour but ses intérêts *comme roi de France,* et qu'il retournerait en Russie, plutôt que d'aller en Écosse ou d'être traité autrement qu'en souverain. Les ministres délibérèrent, et firent connaître à Louis XVIII la résolution du gouvernement anglais. «Si le chef de la famille des Bourbons, dirent-ils, consent à vivre parmi nous d'une manière conforme à sa situation actuelle, il y trouvera un asile convenable et sûr; mais nous connaissons trop la nécessité d'avoir, pour la guerre dans laquelle nous sommes engagés, l'appui unanime du peuple anglais, pour compromettre la popularité qui, jusqu'à ce jour, a accompagné cette guerre : ce serait la compromettre que de prendre imprudemment un parti qui lui donnerait un nouveau caractère et découragerait la nation... La soumission presque entière du continent sanctionne en quelque sorte l'ordre des choses qui existe en France : le moment d'abandonner une politique prévoyante et sage ne serait pas heureusement choisi. » Ce langage fut pénible pour le chef des Bourbons ; toutefois, pour en adoucir l'amertume, le gouvernement anglais cessa d'exiger que Louis XVIII se rendît en Écosse : ce prince obtint la permission de débarquer à Yarmouth et, sur l'invitation du duc de Buckingham, il alla résider à Gossfield-Hall, dans le comté d'Essex. Quelques années plus tard, il choisit pour retraite l'humble château d'Hartwell ; et ce fut là qu'entouré d'amis fidèles, distrait par le culte des arts, et l'esprit

Déc. 1807.

Déc. 1807. sans cesse dominé par la foi en son propre droit, il attendit paisiblement la chute de l'homme dont le pied pesait sur l'Europe.

Progrès de la lutte engagée entre l'empereur et le pape.

Un spectacle plus grand encore fut donné au monde par le vénérable Pie VII : lui aussi, luttant contre la puissance et la force, se montrait sublime de patience et de courage.

C'était le temps où Napoléon avait atteint le plus haut degré de la fortune ; après avoir chargé sa tête de la double couronne de Charlemagne, il avait fait, comme en se jouant, sept nouveaux rois, et de son épée il avait découpé une partie de l'Europe en fiefs de l'empire. Les souverains d'Allemagne lui servaient de courtisans, les Bourbons d'Espagne se réfugiaient sous sa tutelle, le successeur de Pierre le Grand et de Catherine la Grande sollicitait son amitié. Au dedans de l'empire, les merveilles opérées étaient plus étonnantes encore. Ce peuple dont les convulsions avaient ébranlé le sol et réduit en poudre l'œuvre de quatorze siècles ; qui, dans son délire, avait jeté en défi à l'Europe plusieurs têtes royales et cent mille cadavres décapités, se soumettait désormais en silence, ou tendait volontairement ses mains aux chaînes ; un million d'hommes et plusieurs milliers de canons étaient rangés sur nos frontières, n'attendant qu'un signal du maître pour envoyer aux nations la servitude et le deuil. Or, quand ces choses eurent été accomplies, quand Napoléon se vit monté au faîte imprévu de sa puissance, il fut comme saisi d'un vertige moral ; on remarqua dans ses facultés un changement étrange, et qui montre ce qu'il y a d'aberration dans la vanité

humaine. Le rêve de la monarchie universelle entra donc dans son cœur, et il ne put concevoir sans s'indigner qu'on osât lui opposer le moindre obstacle; toute volonté contraire à la sienne fut réputée coupable, toute grandeur qui parut borner son horizon dut être détruite. La France cessa d'être en dehors de lui; elle lui parut incorporée en sa personne. Trop souvent alors, dominé par l'idée de sa mission et de son génie, il ne vit dans le formidable empire soumis à ses lois qu'un instrument de conquête; dans sa grande armée, qu'une force nécessairement dévouée à sa gloire; dans la population, qu'une réserve destinée à lui fournir des coupes réglées de conscrits. Lui-même, se sentant ainsi obéi et admiré, et ayant reçu en sacrifice, sur les champs de bataille, les nombreuses hécatombes de la guerre, sembla se croire, par sa destinée, élevé au-dessus de l'homme; il regretta de n'être plus au siècle où les monarques de la terre passaient, même de leur vivant, au rang des dieux : « Je « ne suis pas né à temps, disait-il à M. de Fontanes. « Voyez Alexandre : il a pu se dire fils de Jupiter sans « être contredit; moi, je trouve dans mon siècle un « prêtre (le pape) plus puissant que moi, car il règne « sur les esprits, et je ne règne que sur la matière. » 1807-1808.

Nous avons déjà parlé des difficultés qui s'étaient élevées entre le pape et l'empereur au sujet de la neutralité politique que le pieux pontife, père commun des fidèles, voulait garder au milieu des conflits des puissances belligérantes. L'empereur avait laissé entendre que si Sa Sainteté persistait dans ses refus de fermer ses ports au commerce anglais et d'éloigner

1807-1808. de Rome les ambassadeurs des puissances ennemies de la France, il se verrait contraint de faire occuper militairement les États pontificaux. Cette menace n'avait point ébranlé la fermeté du pape; et Pie VII, loin de céder, avait réclamé contre l'application aux domaines de l'Église des mesures prescrites par le décret de Berlin. Une correspondance s'était engagée à ce sujet entre le vice-roi d'Italie et le saint-père, et le prince Eugène avait mis ses soins à éviter tout ce qui aurait pu froisser la dignité du pape. Les rapports diplomatiques subsistaient encore. La vice-reine ayant mis au monde une princesse, le souverain pontife adressa ses félicitations à l'empereur. Napoléon y fut peu sensible; il s'irritait de rencontrer, dans quelques vieillards revêtus d'un saint caractère, une force de résistance et un courage résigné, mais énergique, que les rois avaient cessé de lui opposer. Le pape avait dit au ministre de France, en réclamant au nom de l'Église : « Il y va de notre conscience, et sur cela l'on n'obtiendra rien de nous... Nous sommes d'un caractère à rester inébranlable plus que jamais, quand on nous adresse des menaces et qu'on veut nous inspirer de la terreur : nous ne redoutons rien, nous sommes prêt à tout. » Vers le même temps circulaient dans le monde catholique des bruits d'excommunication qui, en arrivant jusqu'à l'empereur, excitèrent chez lui un profond ressentiment.

Lettre de Napoléon au vice-roi d'Italie.

Sous l'empire de ces impressions violentes, il adressa au vice-roi d'Italie une dépêche qui respirait l'indignation et la colère : « Sa Sainteté, disait Napoléon, croirait-elle donc que les droits du trône sont moins

sacrés aux yeux de Dieu que ceux de la tiare? *Il y avait des rois avant qu'il y eût des papes.* » L'empereur, comme pour fortifier cette étrange logique, ne craignait pas d'ajouter : « Ils veulent me dénoncer à la chrétienté; cette ridicule pensée ne peut appartenir qu'à une profonde ignorance du siècle où nous sommes : il y a une erreur de mille ans de date. Le pape qui se porterait à une telle démarche cesserait d'être pape à mes yeux; je ne le considérerais que comme l'*Antechrist* envoyé pour bouleverser le monde et faire du mal aux hommes, et je remercierais Dieu de son impuissance. Si cela était ainsi, je séparerais mes peuples de toute communion avec Rome, et j'établirais une telle *police*, qu'on ne verrait plus circuler ces pièces mystérieuses ni provoquer ces réunions souterraines qui ont affligé quelques parties de l'Italie, et qui n'avaient été imaginées que pour alarmer les âmes timorées... Que veut faire Pie VII, en me dénonçant à la chrétienté? Mettre mon trône en interdit, m'excommunier? Pense-t-il alors que *les armes tomberont des mains de mes soldats?* Pense-t-il mettre le poignard aux mains de mes peuples pour m'égorger? Il ne lui resterait plus alors qu'à essayer de me faire couper les cheveux et de m'enfermer dans un monastère... Le pape actuel *s'est donné la peine* de venir à mon couronnement à Paris : j'ai reconnu à cette *démarche* un *saint prélat.* Mais il voulait que je lui cédasse les Légations : je n'ai pu ni voulu le faire. Le pape actuel est *trop puissant;* les prêtres ne sont point faits pour gouverner... Pourquoi le pape ne veut-il pas rendre à César ce qui est 1807-1808.

1807-1808. à César? Et est-il sur la terre plus que Jésus-Christ? Peut-être le temps n'est pas loin, si l'on veut continuer à troubler les affaires de mes États, où je ne reconnaîtrai le pape que comme évêque de Rome, comme égal et au même rang que les évêques de mes États. Je ne craindrai pas de réunir les Églises gallicane, italienne, allemande, polonaise, dans un concile, pour *faire mes affaires sans pape*... Dans le fait, ce qui peut sauver dans un pays peut sauver dans un autre : les droits de la tiare ne sont au fond que des devoirs, s'humilier et prier. Je tiens ma couronne de Dieu et de mes peuples; je n'en suis responsable qu'à Dieu et à mes peuples. Je serai toujours Charlemagne pour la cour de Rome, et jamais Louis le Débonnaire... Jésus-Christ n'a pas institué un pèlerinage à Rome comme Mahomet à la Mecque. Tels sont mes sentiments, mon fils. J'ai jugé important de vous les faire connaître; je n'autorise plus qu'une seule lettre de vous à Sa Sainteté, pour lui faire connaître que je ne puis consentir à ce que les évêques italiens aillent chercher leur institution à Rome. »

Lettre du prince Eugène au pape Pie VII.

Le vice-roi d'Italie parut se prêter à une ruse dépourvue de majesté, qui avait pour but d'effrayer le pape en lui faisant craindre pour l'Église elle-même; il envoya *confidentiellement* (comme il en avait reçu l'ordre) au souverain pontife lui-même une copie de la lettre de l'empereur, et, en faisant cet envoi, il ne renonça pas de son côté à vouloir donner à Sa Sainteté une leçon d'histoire :

« On veut lutter, dit-il, de puissance, et, j'ose le dire, d'*orgueil* avec un monarque que nous ne pou-

vons comparer qu'à Cyrus et à Charlemagne. Était-ce ainsi qu'en agissaient avec Cyrus le patriarche de Jérusalem, et avec Charlemagne les pontifes qui siégeaient à Rome de son temps? » Cette érudition un peu hasardée n'intimida guère des hommes qui, en respectant les droits de César, étaient déterminés à rendre jusqu'au bout à Dieu ce qui appartient à Dieu. 1807-1808.

Napoléon avait vu de près l'organisation religieuse de la Russie schismatique; là, le sceptre et l'encensoir sont dans une seule main, et la religion, ayant pour chef le souverain politique de l'empire, n'est plus qu'un instrument de tyrannie. Cette situation avait plu à l'empereur; il s'était dit que, tout en respectant le dogme, il y aurait beaucoup d'avantage pour lui à faire du chef de l'Église son vassal, son homme lige : se prétendant successeur de Charlemagne, qui avait donné Rome à la papauté, comme un fief ordinaire, il croyait avoir le droit de révoquer cette donation lorsque le vassal manquerait à son suzerain; or, il déclarait ouvertement que les droits de la suzeraineté impériale étaient méconnus du jour où le pape refusait d'épouser la querelle de l'empereur contre les Anglais. A ces revendications basées sur une extension abusive donnée au droit féodal et sur une fausse interprétation de l'histoire, le souverain pontife objectait la justice de sa cause et les traditions augustes de la papauté. Exigences de l'empereur.

Le vénérable Pie VII ne renonçait pas à ouvrir des négociations : le cardinal Bayanne, auquel on adjoignit plus tard le cardinal Della-Genga (qui fut pape sous le nom de Léon XII), fut chargé de faire pré- Le pape ouvre de nouvelles négociations.

1807-1808. valoir auprès de l'empereur ou de ses ministres les intérêts du gouvernement pontifical. Napoléon avait menacé de faire occuper par ses troupes les provinces d'Ancône, d'Urbin et de Macerata : il importait de détourner cet orage et d'apaiser l'empereur, en faisant les concessions qui seraient compatibles avec l'indépendance et la dignité de Rome. La volonté de Napoléon se faisait de plus en plus hostile : d'une part, il voulait chasser les moines d'Italie comme ils l'avaient été de France; or l'Église devait protéger les ordres religieux, qui sont pour elle une milice généreuse et dévouée. L'empereur voulait en outre que les provinces vénitiennes fussent comprises dans le concordat conclu pour le royaume d'Italie : le pape pouvait céder sur ce point, mais il lui importait que ce fût à la suite d'un mûr examen des avantages qui pourraient résulter de cette concession pour les intérêts de l'Église. Pouvait-on, en effet, admettre sans conteste que des diocèses rattachés par la victoire à un royaume seraient placés de plein droit dans les conditions religieuses, souvent inférieures, imposées à ce même royaume? S'il en était ainsi, les droits des églises particulières dépendraient du caprice de la force; et rien ne serait plus nuisible à la discipline ecclésiastique et à la juste indépendance de l'Église catholique.

L'empereur maintient ses exigences. Lorsque le cardinal Bayanne fut arrivé à Paris, des négociations s'ouvrirent. L'empereur demeura dans toute l'exigence de son système, et le cardinal Bayanne ne tarda pas à transmettre à Rome les conditions que le chef de la France prétendait imposer au successeur

de saint Pierre : elles étaient essentiellement destructives de la neutralité et de l'indépendance du gouvernement pontifical. Aux termes de ce projet d'alliance, le saint-siége devait s'obliger à faire cause commune avec Napoléon, et à réunir ses forces de terre et de mer à celles de l'empereur, dans toutes les guerres que la France aurait à soutenir contre les infidèles et contre les Anglais: cet engagement était réciproque. Pour l'observer strictement dans toutes les guerres entre la France et l'Angleterre, le pape était tenu de fermer ses ports aux bâtiments et au commerce de cette puissance, et de ne permettre à aucun Anglais d'entrer ou de résider dans ses États; il devait, en outre, confier aux troupes de Napoléon la garde d'Ancône, d'Ostie et de Civita-Vecchia. Il s'engageait à reconnaître les princes Joseph, Louis et Jérôme pour rois de Naples, de Hollande et de Westphalie, Joachim Murat pour grand-duc de Berg, et à admettre la validité des changements faits en Allemagne, où l'Église avait souffert de si profondes atteintes dans ses priviléges et dans ses domaines. Il renonçait aux anciens droits du saint-siége sur le royaume de Naples et sur les principautés de Ponte-Corvo et de Bénévent, érigées en grands fiefs de l'empire; le nombre des cardinaux français serait porté au tiers du nombre total des membres du sacré collége, mais on rangerait dans cette catégorie les prélats revêtus de la pourpre romaine qui étaient nés dans les départements italiens réunis à la France. Le concordat établi pour le royaume d'Italie devait recevoir son exécution dans l'ancien État de Venise et dans les Janv. 1808.

Janv. 1808. principautés de Lucques et de Piombino; aucun évêque d'Italie ne serait obligé d'aller à Rome pour se faire consacrer; enfin, un concordat devait être immédiatement négocié et conclu entre l'empereur et le pape pour tous les États d'Allemagne compris dans la confédération du Rhin.

Pie VII persiste dans ses refus.

Ce traité, s'il eût été ratifié à Rome, aurait eu pour résultat de placer à jamais l'élection des papes sous l'influence de la France, et de faire du successeur de saint Pierre un souverain moins indépendant que ne l'étaient les petits princes d'Allemagne, feudataires de Napoléon. Pie VII ne voulut point consentir à porter ainsi atteinte aux droits et à la dignité de la tiare; il refusa sans hésiter de donner son adhésion au projet de convention que lui transmettait le cardinal de Bayanne. Lorsque l'empereur eut connaissance de cette détermination courageuse, il en témoigna beaucoup de déplaisir, et l'on put prévoir de nouvelles violences.

L'empereur se détermine à faire occuper les États romains.

Dès ce moment, l'occupation des États romains fut résolue : cette mesure devait être temporaire, si le pape accédait aux conditions dictées par l'empereur; en cas de refus, elle serait définitive. Des ordres furent donnés pour que des troupes françaises, commandées par le général Miollis, se portassent le 25 janvier 1808 sur Pérouse, et, peu de jours après, sur Rome. La destination du corps expéditionnaire était indiquée pour Naples, et le général Miollis prenait le titre de commandant de la division de l'Adriatique. Pour le moment, l'empereur déclarait qu'il ne voulait point se rendre maître de Rome, et qu'il

n'avait d'autre but que de placer les États de l'Église dans la condition politique des royaumes de Naples et de Hollande, ou dans celle des pays faisant partie de la confédération du Rhin. Il ne détruirait la souveraineté temporelle des papes que si Rome osait, disait-il, le traiter comme un roi du moyen âge, et lancer contre lui les foudres de l'excommunication ; jusque-là le pape continuerait de régner sous la protection de la France, et en demeurant un instrument de l'empire. Fév. 1808.

Ce fut le 2 février 1808, jour consacré par l'Église catholique à l'une des fêtes de la Vierge mère de Dieu, que l'armée française entra dans Rome. La population la vit défiler avec un sombre chagrin ; elle ressentait l'injure faite au père des fidèles et à l'indépendance de l'Église. Cependant le pape persista dans son attitude douce et amicale : il consentit à recevoir la visite du général Miollis et celle des officiers de l'état-major ; il loua le courage et la discipline de nos armées. Après ces concessions faites au besoin de la paix et à la charité, l'auguste vieillard ne perdit point de vue qu'il était responsable des droits de la tiare, et que, sur ce point, il ne pouvait abdiquer. Il protesta avec sérénité, mais avec courage, contre l'occupation de ses domaines par l'étranger ; il apparut disposé à lutter jusqu'à la mort, sans autres armes que la vérité et la justice ; et alors se vérifia cette parole qu'un cardinal avait prononcée à l'époque de son élection par le conclave : « Vous voulez Chiaramonti : eh bien! ce sera un pape ordinaire dans les affaires médiocres ; mais si les circonstances

Nos soldats entrent dans Rome. — Protestation du pape.

Fév. 1808. devenaient grandes, il serait aussi grand qu'elles. »

Dès les premiers jours de l'occupation de Rome, le pape déclara au ministre de France qu'il se regardait comme prisonnier; et, nonobstant la liberté extérieure qu'on voulait bien lui laisser, il prit volontairement les habitudes d'un captif : il cessa de sortir en voiture et de visiter les églises, comme il avait coutume de le faire chaque jour. L'empereur avait cru faire fléchir ce pauvre vieillard, qui, jusqu'alors, avait consenti à de si douloureux sacrifices ; mais il rencontra pour obstacle la persévérance la plus redoutable, celle d'un homme doux et humble qui accepte par devoir la persécution. Pie VII n'avait point recherché les épreuves qui lui étaient imposées; pour les écarter de lui, il s'était résigné à subir des humiliations douloureuses. Au delà, il y avait bien un conquérant assez fort pour prendre Rome et pour fouler aux pieds les prêtres et les moines ; mais aucune puissance n'était assez redoutable pour faire capituler la conscience et détruire le droit. Et c'est pourquoi, durant toutes les phases de cette lutte, l'homme fort et glorieux, le dominateur de l'Europe, eut le rôle sans grandeur ; tandis que le pape, opprimé et faible, appuyé sur la justice de sa cause, fut véritablement grand. Cependant l'affliction était profonde autour de lui; les cardinaux se montraient dignes du chef de l'Église ; ils souffraient, mais ils espéraient. Le parti révolutionnaire, déjà nombreux à Rome, n'osait laisser apparaître sa joie : s'il éprouvait une satisfaction coupable à voir la religion humiliée en la personne du pape, il considérait avec une douleur secrète les aigles françaises, qui

présageaient la chute de la nationalité romaine. Quant aux hommes du peuple, quant à ces Transtévérins fiers et pauvres, dignes descendants des vieux Romains, ils manifestaient ouvertement leur indignation et leurs regrets, et il fallait redoubler de précautions et de rigueur pour soustraire les soldats français au couteau. Fév. 1808.

Ainsi le système de Napoléon s'accomplissait, opposant partout la force au droit, le glaive à l'idée, et soulevant en Europe la réaction de la liberté et de l'honneur des peuples contre la domination de la France. Élu de Dieu pour terminer le règne de l'anarchie et restaurer l'ordre social, il avait dépassé sa mission et méconnu son mandat ; il s'était cru grand et victorieux pour lui-même, et non pour le triomphe des principes. Une voix secrète, le poussant toujours dans la carrière des envahissements, lui criait : « Marche ! marche ! » et rien ne ralentissait sa course démesurée vers la domination universelle. Aussi l'Allemagne, qui avait commencé par l'admirer, le maudissait-elle comme son tyran ; la Hollande et la Suisse frémissaient sous sa suzeraineté, qui les destituait de toute prospérité et de toute indépendance; l'Italie, emportée dans son tourbillon, le suivait à regret, et gémissait d'avoir à consacrer tant de sang et de trésors à l'orgueil d'un homme ; Rome catholique, devenue esclave, s'indignait, et attendait, en regardant le ciel, qu'il plût à Dieu de se souvenir de son peuple et d'abréger le cours des septante semaines de souffrances ; le Portugal courbait la tête avec douleur, tandis

Fév. 1808. que, réservée à un rôle plus audacieux et plus difficile, l'Espagne se souvenait de Pélage, et se tenait prête à donner le signal de l'affranchissement du monde.

LIVRE SIXIÈME.

En face du vieillard qui défendait à Rome, avec une si touchante dignité, les droits de l'Église catholique, la cour de Madrid nous offrait le triste spectacle d'une déchéance sans honneur et d'une infortune déconsidérée. On pouvait plaindre le roi Charles IV, instrument d'un favori et jouet docile de sa femme ; mais le secret de sa faiblesse était en même temps celui de sa honte, et il n'y avait dans cette royale misère aucun vestige de grandeur. Que penser du prince des Asturies, jeune homme dissimulé et timide, qui avait peur de ses propres complots, et ne consentait à entrer dans une intrigue politique que pour la désavouer, et obtenir son pardon au prix de l'ingratitude et de l'abaissement? Dans ce gouvernement espagnol il n'y avait qu'un chef, et c'était l'ancien soldat de Badajoz, aventurier vaniteux, courtisan méprisé et ministre sans patriotisme. Si bas qu'il fût tombé dans l'opinion de l'Europe, Godoï l'emportait encore de beaucoup sur son entourage. Voilà quels hommes se disputaient le gouvernement de l'Espagne et la faveur de Napoléon ! Mais au-des- Nov. 1807. La cour d'Espagne.

Nov. 1807.

sous d'eux était un peuple généreux et fier, qui s'indignait de la honte de ses maîtres, et qui se lassait de recevoir des affronts et des hontes dans la personne de son roi.

Démarche du roi Charles IV auprès de Napoléon.

Charles IV n'avait point blâmé son fils d'avoir sollicité de Napoléon la main d'une princesse française ; il s'était dit qu'une pareille démarche devait être faite officiellement, et au nom de la couronne d'Espagne. La pensée d'une semblable alliance déplaisait souverainement à Godoï et à la reine ; l'un et l'autre sentaient bien qu'en s'unissant à la famille Bonaparte par les liens du sang, le prince des Asturies se créerait un protecteur assez haut placé pour que désormais aucune intrigue ourdie dans les solitudes de l'Escurial ne pût entamer son pouvoir. Mais comment oser mettre obstacle à un pareil projet ? Ne serait-ce pas rompre avec Napoléon et susciter sa colère ? Aussi le favori et la reine n'eurent garde de laisser éclater leur déplaisir ; et Charles IV, prenant lui-même la plume, écrivit à l'empereur pour le prier d'unir l'héritier de la couronne d'Espagne à une princesse de sa maison. C'était l'époque du voyage à Milan. Napoléon, voulant gagner du temps, fit écrire par M. de Champagny, ministre des affaires étrangères, qu'il ajournait sa réponse jusqu'à son retour à Paris ; il prétexta les soins multipliés que réclamaient de lui les intérêts de l'Italie, et, par cette temporisation dont la fierté castillane dut être blessée, il réussit à s'épargner l'embarras de prendre avec l'Espagne des engagements irrévocables. En attendant, comme les événements marchaient, il en-

Janv. 1808.

Les troupes françaises entrent en Espagne.

joignit au général Dupont, commandant le deuxième corps d'observation de la Gironde, d'entrer promptement en Espagne à la tête de cette armée : il donna ensuite des ordres pour former, sur la frontière des Pyrénées, deux autres divisions destinées à contenir, au premier signal, l'Aragon et la Catalogne ; l'une de ces divisions fut réunie à Saint-Jean-Pied-de-Port, l'autre à Perpignan. On était alors au mois de novembre 1807. L'armée de Dupont franchit la frontière d'Espagne, et continua son mouvement pendant le mois de décembre. Au mois de janvier le quartier général s'établit à Valladolid, et les divisions furent cantonnées sur le Douro, à peu de distance de cette ville. Le général en chef affecta d'ailleurs de tenir des détachements à Salamanque, comme pour indiquer qu'il allait se porter sur Lisbonne et renforcer l'armée de Junot. Sur ces entrefaites, le troisième corps d'observation, qui se formait en France sous les ordres de Moncey, franchit à son tour la Bidassoa ; une division se dirigea sur la Navarre, le corps principal s'avança sur Burgos, plusieurs détachements furent cantonnés en Biscaye. Tous ces mouvements, des deux côtés des Pyrénées, s'exécutaient sans bruit ; ils demeuraient comme inaperçus en France et en Europe ; les regards ne se portaient que sur l'empereur, et nul ne pénétrait la pensée de ce prince à l'égard de la monarchie espagnole. On se disait seulement qu'il était question de renforcer les divisions de l'armée de Portugal, et de disputer Lisbonne à l'influence anglaise. Les préoccupations de l'Europe n'allaient guère au delà.

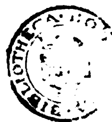
Fév. 1808.

Au mois de février, un quatrième corps d'armée, rassemblé dans le département des Pyrénées-Orientales, entra en Catalogne, sous les ordres du général Duhesme. Deux bataillons s'arrêtèrent à Figuières; et comme il n'y avait pas de casernes en ville, on n'osa pas refuser de loger ces troupes dans la citadelle, puissante forteresse qui est comme un boulevard de l'Espagne. Ce poste fut donc occupé par un officier français, le major Piat, qui ne garda avec lui qu'un seul bataillon. Sur ces entrefaites, les colonnes françaises continuèrent leur marche dans la direction de Barcelone. Lorsqu'elles furent arrivées dans cette ville le général Duhesme annonça qu'après deux jours de repos elles se rendraient à Valence. Le commandant militaire espagnol sans défiance accueillit les Français comme des alliés de son maître, le roi d'Espagne. Il y eut une revue; les différents corps prirent les armes devant la citadelle, dont les portes étaient demeurées ouvertes. Soudain, au bruit du tambour, des vélites de la garde royale d'Italie, dirigés par le général Lechi, se jetèrent sur le pont-levis, enlevèrent la sentinelle espagnole avant qu'elle pût appeler au secours, et pénétrèrent dans le fort avant qu'on eût pu s'opposer à cette surprise, peu digne de la loyauté française. Le fort Mont-Jouy, la seconde citadelle de Barcelone, ne pouvait être enlevé clandestinement : le général Duhesme somma le capitaine général de la province de livrer ce poste à nos troupes; il ajouta qu'en cas de refus, il avait ordre de déclarer la guerre à l'Espagne au nom de l'empereur des Français. Le capitaine général, vieillard

Les Français s'emparent par ruse des principales villes de l'Espagne du nord.

timide, avait reçu pour instruction d'éviter toute démarche propre à compromettre les rapports de bonne amitié avec la France : il rendit les clefs de Mont-Jouy, et Barcelone, la plus grande ville de la monarchie espagnole, tomba sans coup férir au pouvoir d'un lieutenant de Napoléon. A Pampelune, un stratagème vulgaire livra la place aux Français. Des soldats qui s'amusaient, en apparence, à se jeter des boules de neige sur l'esplanade de la citadelle, continuèrent ce jeu jusqu'à ce qu'ils trouvassent un moment opportun pour se précipiter sur le pont-levis, s'emparer de la porte, et faire entrer un détachement qui se tenait prêt pour cela. La ruse rendit aussi les Français maîtres de Saint-Sébastien ; il semblait qu'on voulût escamoter le pays tout entier avant de dérober la couronne. La France, depuis quatorze cents ans, était habituée à de moins indignes triomphes : elle devait porter la peine de ce manque de foi et de cet oubli de nos glorieuses traditions. Ces événements eurent lieu en février; pendant le mois de mars on fit passer en Espagne de nouvelles troupes. Le masque était levé; partout les Français agissaient en maîtres, et comme des vainqueurs au milieu d'un pays conquis : ils armaient les remparts et approvisionnaient les magasins; déjà sur les différentes lignes d'opération les couvents étaient transformés en hôpitaux et en casernes; la police était enlevée aux autorités espagnoles pour passer aux mains des commandants militaires français. Les troupes du roi d'Espagne, clairsemées, sans direction, cernées de toutes parts, se voyaient frappées d'impuissance. La monarchie de

Mars 1808.



Mars 1808. Charles III, mal défendue par le pusillanime héritier de ce prince, était envahie pendant le sommeil du roi et du peuple.

Les troupes françaises, en Espagne, sont mises sous les ordres de Murat.

Les corps de troupes qui venaient d'entrer dans la Péninsule formaient autant d'armées distinctes, dont chacune avait son commandant, son état-major, son administration. Rien de plus médiocre que ces divisions, organisées à la hâte au moyen de nouvelles recrues, et qui comptaient à peine dix mille hommes des vieux régiments d'Allemagne et d'Italie. Les autres étaient trop souvent des conscrits sans valeur, désertant sous les armes, et qui, d'après la correspondance ministérielle de l'époque, laissaient à chaque marche un centième de l'effectif militaire dans les hôpitaux. Or, ces divisions allaient s'aventurer dans un pays presque désert, où l'on ne rencontrait ni hôtelleries, ni relais, ni ressources alimentaires; elles devaient être exposées aux périls des embuscades et aux fatigues de la route; le lien de la discipline et l'espérance de faciles victoires les soutenaient encore; mais, au premier obstacle sérieux, elles allaient en quelque sorte glisser dans la main qui cherchait à les manier comme un instrument. L'empereur jugea nécessaire de les réunir sous un même chef. Il fut assez mal inspiré pour faire choix du grand-duc de Berg, admirable officier de cavalerie, mais chef sans expérience et administrateur irréfléchi. Ce prince, enorgueilli de sa grandeur imprévue, rêvait encore de plus hautes destinées : il convoitait la couronne d'Espagne, et ce fut un malheur de plus dans la situation. Junot et Murat, deux soldats intrépides

et deux chefs sans sagesse, ne pouvaient que perdre le Portugal et l'Espagne : c'était à eux que Napoléon avait confié la mission de rattacher ces deux monarchies au nouvel empire d'Occident. Mars 1808.

Le grand-duc de Berg arriva le 13 mars à Burgos: ses instructions lui prescrivaient de faire marcher l'armée sur Madrid, d'observer, et, dans tous les événements imprévus, de donner des instructions et des ordres pour la sûreté des troupes. L'empereur ne devait pas tarder à se mettre en route pour les Pyrénées et à entrer en Espagne, où déjà l'avaient précédé quatre-vingt mille hommes.

Le peuple de Madrid se soulève contre Godoï.

La nouvelle de l'envahissement de la monarchie causa à la cour de Madrid une douloureuse anxiété; le prince de la Paix n'y demeura pas étranger: mais, dût l'Espagne subir la loi d'un vainqueur, il se réservait une ample compensation dans le démembrement du Portugal. Manuel Godoï affecta donc de prendre le change sur les véritables intentions de la France. Il annonça au corps diplomatique que ce qui se passait avait lieu d'accord entre la France et l'Espagne; il se plaignit seulement des procédés étranges de quelques généraux français, et il obtint qu'on demanderait des explications à cet égard à l'empereur. Or, malgré tous ses efforts pour paraître calme et pour dissimuler l'existence du danger, le favori perdait peu à peu de son assurance. Déjà on laissait entendre que les intentions de Napoléon ne seraient remplies qu'après la chute des Bourbons et le démembrement de l'Espagne. A tout événement, il importait de mettre la famille royale à l'abri d'un coup de main

Mars 1808. et de lui trouver un refuge au delà de la Sierra-Morena : des ordres dans ce sens furent expédiés aux troupes; on fit choix de Séville pour la nouvelle résidence du roi et des princes; Godoï demandait qu'on se retirât au Mexique, à l'exemple de la maison de Bragance. Des bruits contradictoires circulaient à Madrid : tantôt on annonçait que le roi se déterminait à quitter l'Espagne, tantôt qu'il se proposait de rester jusqu'au bout sur le sol de la monarchie. Le 16 mars, Charles IV fit afficher une proclamation qui démentait son départ, mais la population ne se montra nullement rassurée. Elle plaignait le vieux roi, elle maudissait Godoï; elle manifestait le dévouement le plus vif pour le prince des Asturies, menacé de partager la ruine commune. Les agents de l'Angleterre, semant l'or à pleines mains, entretenaient une agitation toujours croissante; les officiers, les soldats, le peuple, rassemblés à la Puerta del Sol, manifestaient à haute voix leur fureur contre Godoï, l'auteur des misères et de l'opprobre de l'Espagne. Enfin, dans la nuit du 17 au 18 mars, une émeute formidable éclata dans Madrid, et, au milieu des imprécations dirigées contre le favori, on entendit des cris redoublés de « Vive le roi! vive le prince des Asturies! nous ne « voulons pas qu'ils partent. » Le palais de Godoï fut envahi et saccagé; le peuple témoigna les plus grands égards à sa femme, Marie-Thérèse de Bourbon, princesse du sang royal et nièce de Charles III : on la reconduisit au palais d'Aranjuez avec les honneurs dus à son rang; mais la colère de la multitude s'acharna sur les richesses mobilières du favori, qui

furent détruites ou livrées au pillage. Les soldats, au lieu de comprimer l'émeute, s'en faisaient les complices : mêlés au peuple, ils demandaient avec lui la tête de Godoï, et ils élevaient jusqu'au ciel le nom de Ferdinand. Au milieu de cet affreux tumulte, le malheureux Godoï se cachait dans un grenier, sous des matelas amoncelés. Ce fut là qu'il resta blotti pendant trente-six heures, entendant retentir les cris de mort, et donnant l'exemple d'un abaissement égal à sa fortune de la veille. A la fin, épuisé de fatigue et de soif, il sortit de sa retraite pour demander un verre d'eau à un garde du corps : celui-ci, au lieu de prendre en pitié le favori déchu, se hâta de le dénoncer au peuple, et l'on eut beaucoup de peine pour soustraire ce misérable à la mort. Mars 1808.

A cinq heures du matin, le prince des Asturies, cédant aux supplications de Charles IV et de la reine, qui voulaient à tout prix sauver le *pauvre ami*, consentit à se montrer au peuple, et à intercéder en faveur de Godoï. Ce ne fut pas sans difficulté qu'il réussit à sauver la vie du prince de la Paix, en promettant d'ailleurs de le livrer à la justice régulière. Godoï, meurtri, blessé à l'œil, chargé de malédictions, fut conduit dans les prisons d'Aranjuez. Ce fut là que Ferdinand, comme pour le rassurer, lui annonça qu'il aurait la vie sauve : « Vous êtes donc déjà roi?... » lui dit le ministre déchu. « Non, reprit le prince des « Asturies; mais je ne tarderai pas à l'être! » Peu d'heures après, une voiture attelée de six mules fut amenée aux portes de la prison pour conduire Godoï

Mars 1808. à Grenade. Le peuple s'y opposa en poussant des cris, et on renonça à braver sa colère.

Le peuple proclame Ferdinand VII.

Charles IV et la reine Marie-Louise étaient en proie à une consternation profonde : dans l'égarement de leurs craintes, et sous la pression de menaces dont ils s'exagéraient la portée, ils se déterminèrent à abdiquer au profit du prince des Asturies, et le règne de Ferdinand VII fut inauguré par les transports de joie de la multitude. Trois grands d'Espagne partirent immédiatement pour la France ; ils avaient ordre d'annoncer à Napoléon les événements de Madrid et d'Aranjuez, et de porter à ce prince les assurances amicales du nouveau roi. Pendant qu'ils allaient remplir leur mission, toutes les provinces d'Espagne acclamaient Ferdinand VII. Partout on célébrait avec enthousiasme la chute de Godoï ; les bustes du favori étaient pendus à des gibets, et ses portraits jetés à la voirie. On ne pardonna pas même aux établissements utiles qu'il avait fondés. La calomnie se mêlant à la colère, on accumulait sur le prince de la Paix les accusations les plus odieuses. Au dire du peuple, c'était à ses concussions qu'il fallait imputer l'appauvrissement de l'Espagne ; et comme il était l'agent de l'Angleterre, lui seul devait être responsable de l'envahissement du territoire par les armées de Napoléon.

Conduite de Murat.

Murat, à la première nouvelle de l'émeute triomphante, s'était rendu à Madrid ; de son côté, le nouveau roi d'Espagne fit une entrée triomphale dans cette ville, et le peuple laissa éclater son enthousiasme avec un dévouement trop énergique pour ne pas don-

Mars 1808.

ner à réfléchir aux exécuteurs des plans de Napoléon. Le grand-duc de Berg s'abstint de reconnaître Ferdinand VII; il attendit les ordres de l'empereur, et, pour se conformer aux intentions de ce prince, il réserva ses égards pour le roi Charles IV et pour la reine son épouse. Ces souverains détrônés furent placés sous la protection des troupes françaises. On se disait que Napoléon était en route pour Madrid; qu'il importait de ne point s'engager envers la nouvelle royauté avant de connaître les intentions de l'empereur : Ferdinand VII commençait donc à trembler pour sa couronne, et le vieux roi Charles espérait.

Ferdinand et ses parents détrônés cherchent à se concilier l'appui de Napoléon.

Pour complaire à Napoléon, le gouvernement de Ferdinand VII imagina de restituer à la France l'épée que l'un de nos rois, fait prisonnier à la bataille de Pavie, avait remise à l'Espagne. Ainsi, Napoléon, qui avait détruit la colonne de Rosbach, pouvait faire rentrer dans nos arsenaux le glaive de François Ier. La restitution de ce trophée eut lieu avec pompe; mais le grand-duc de Berg ne consentit pas davantage à reconnaître le nouveau roi. Sur ces entrefaites, Charles IV écrivit à Napoléon pour protester contre l'abdication d'Aranjuez : « Je n'ai déclaré, disait-il, me démettre de la couronne en faveur de mon fils que par la force des circonstances, et lorsque le bruit des armes et les clameurs d'une garde insurgée me faisaient assez connaître qu'il fallait choisir entre la vie et la mort, qui aurait été suivie de celle de la reine. J'ai été forcé d'abdiquer; mais, rassuré aujourd'hui, et plein de confiance dans la magnanimité

Charles IV proteste contre son abdication.

Mars 1808. et le génie du grand homme qui s'est montré mon ami, j'ai pris la résolution de me remettre en tout ce qu'il voudra bien disposer de nous, de mon sort, de celui de la reine, et du prince de la Paix. » Ainsi, comme d'un commun accord, et par la nécessité de leur situation, le fils à peine roi et le père détrôné s'en remettaient à la protection de Napoléon, et choisissaient cet empereur pour arbitre. L'histoire, qui voudrait garder des respects pour le malheur, doit cependant mentionner le manque de dignité et de courage des princes espagnols. Les vieux souverains n'avaient d'autre préoccupation que de sauver le prince de la Paix, le *pauvre ami;* la reine, écrivant à l'empereur, ne cessait de se porter elle-même l'accusatrice de Ferdinand VII : « Mon fils, disait-elle, est d'un très-mauvais cœur; son caractère est sanglant; il n'a jamais aimé son père ni moi. » Ailleurs elle s'exprimait ainsi : « Mon fils est ennemi des Français; je crains qu'il ne fasse quelque attentat contre eux... Il a parlé avec mépris des troupes françaises, ce qui prouve qu'il ne les aime pas... » Ainsi, la mère de Ferdinand VII, pour se concilier la pitié de Napoléon, ne craignait pas de faire un crime à son fils des sentiments espagnols qu'elle lui supposait, et qu'il n'avait guère. Or que pouvait devenir l'Espagne sous la domination de semblables princes?

Attitude de Napoléon. Napoléon avait vu avec inquiétude l'abdication d'Aranjuez. Tant que le pouvoir était demeuré aux mains de Charles IV et de Godoï, l'empereur s'était dit qu'il aurait facilement raison de l'Espagne confiée à de tels protecteurs. Comme il voulait tout dispo-

ser pour amener Charles IV à chercher un trône plus tranquille dans ses immenses royaumes d'Amérique, il voyait, non sans appréhension, qu'un roi jeune et populaire allait gouverner l'Espagne, et opposer à ses projets d'envahissement une résistance sérieuse. Continuerait-il son voyage jusqu'à Madrid, pour être juge entre le père et le fils ? Mais c'était se mettre à la merci du peuple espagnol. Ne valait-il pas mieux, au contraire, appeler sur le sol même de la France les deux souverains et les princes qui le suppliaient d'accepter le rôle d'arbitre ? Cela convenait mieux à sa dignité, et surtout à son ambition. Il résolut donc de ne point se hâter d'entrer en Espagne et il invita Charles IV, Ferdinand VII, Godoï, la reine et les princes, à se rendre à Bayonne auprès de lui, et à venir débattre leurs intérêts en sa présence. Le général Savary eut pour mission d'aller à Madrid, et de déterminer les Bourbons d'Espagne à cette démarche, peu digne de leur rang illustre. « Vous allez partir pour Madrid, lui dit l'empereur. On me mande de cette ville que le roi Charles IV a abdiqué, et que son fils lui succède ; et, en même temps, l'on m'apprend que cela est arrivé à la suite d'une révolution dans laquelle le prince de la Paix a failli périr, ce qui me donne à penser que l'abdication du roi n'a pas été volontaire. J'étais bien préparé à quelques changements en Espagne ; mais je crois voir, à la tournure des affaires, qu'elles prennent une marche tout autre que je ne croyais. Voyez notre ambassadeur. Comment n'a-t-il pas empêché une révolution que l'on ne manquera pas de m'attribuer, et dans la-

Mars 1808.

Mission confiée à Savary.

Napoléon invite les Bourbons d'Espagne à se rendre auprès de lui à Bayonne.

Mars 1808. quelle je suis forcé d'intervenir ? Avant de reconnaître le fils, je veux être instruit des sentiments du père. C'est lui qui est mon allié ; c'est avec lui que j'ai des engagements : s'il réclame mon appui, je le lui donnerai tout entier, et je le remettrai sur le trône en dépit de toutes les intrigues. Je vois maintenant qu'il avait raison d'accuser son fils d'avoir tramé contre lui : cet événement le décèle, et jamais je ne donnerai mon assentiment à une pareille action ; elle déshonorerait ma politique et tournerait un jour contre moi. Mais si l'abdication du père est volontaire (et, pour qu'elle le soit, il faut qu'elle en porte les caractères, au lieu que celle-ci n'a que ceux de la violence), alors je verrai si je puis m'arranger avec le fils comme je m'arrangeais avec le père. Lorsque Charles-Quint abdiqua, il ne se contenta pas d'une déclaration écrite ; il la rendit authentique par les cérémonies d'usage en pareil cas, il la renouvela plusieurs fois, et ne remit le pouvoir à un autre que lorsque le monde fut bien convaincu de sa pleine et entière liberté d'agir. Cette abdication avait un bien autre caractère que celle d'un souverain dont on outrage le ministre, et que l'on met entre la mort et la signature de cet acte. Rien ne pourra me le faire reconnaître avant qu'il soit revêtu de toute la légalité qui lui manque ; autrement, il suffira d'une troupe de traîtres qui s'introduira la nuit chez moi pour me faire abdiquer et renverser l'État. » A ces instructions Napoléon en ajouta d'autres qui concernaient le prince des Asturies, et la ligne politique dans laquelle il convenait de l'engager dans l'intérêt de la France.

C'était là le langage officiel; mais la mission de Savary eut un but confidentiel qu'on n'osait avouer, et dont le mystère a été mis au jour. Le général, qui avait fait ses preuves contre les Bourbons lors de l'affaire du duc d'Enghien, avait ordre d'aviser aux moyens d'enlever les princes espagnols, et de les conduire malgré eux à Bayonne, s'ils refusaient de s'y rendre. Tout portait à croire que Charles IV et la reine partiraient volontiers ; mais Ferdinand VII pouvait soupçonner un piége et prétexter des obstacles. C'était lui surtout qu'il importait d'amener en France, pour qu'il y fût à la discrétion de l'empereur. Le général Savary, qui se dirigeait en toute hâte sur Madrid, n'épargna aucun soin, aucune flatterie pour déterminer le jeune prince à entreprendre un voyage en France; il lui donna les titres de roi et de majesté, que le grand-duc de Berg et M. de Beauharnais, l'ambassadeur de Napoléon, lui avaient jusqu'alors refusés. Ferdinand ne se laissa point entièrement prendre à ces dehors; tout au plus pouvait-il considérer le voyage de Bayonne comme une sorte d'hommage exigé par l'empereur, suzerain de fait, sinon de droit, de la couronne d'Espagne: il hésita donc, mais il n'osa témoigner ni ses inquiétudes ni sa défiance. Mars 1808.

Cependant l'empereur avait été bien averti par son chambellan, M. de Tournon, homme intelligent et probe, des difficultés qui attendaient en Espagne la politique usurpatrice dont Murat et Savary s'étaient fait les dociles instruments. M. de Tournon venait de traverser la Péninsule; sur toute sa route il avait constaté l'élan national qui exaltait le peuple, Difficultés réservées à Napoléon en Espagne. — L'empereur hésite.

Avril 1808.

et la popularité qui entourait le jeune roi : il s'était dit qu'avant de consommer la ruine des Bourbons d'Espagne, il faudrait marcher sur le cœur du peuple, et avoir raison d'une nation entière. Cette entreprise était immense et pleine de périls ; elle pouvait amener les plus vastes complications en Europe, et il importait de ne point la tenter de gaieté de cœur. Napoléon, éclairé, au moins pour quelques heures, sur les dangers qui l'attendaient en Espagne, écrivit à Murat, le 29 mars 1808, pour lui prescrire beaucoup de prudence, et pour l'inviter à s'abstenir de tout ce qui pourrait annoncer la chute des Bourbons et irriter le peuple. Le lendemain, ayant reçu du grand-duc de Berg des dépêches qui lui annonçaient son entrée à Madrid au milieu des acclamations du peuple, l'empereur perdit de vue les sages avis de M. de Tournon, et il se laissa de nouveau aller à ses rêves. Par une lettre datée du 30 mars, il autorisa Murat à considérer comme non avenues les instructions de la veille, et il confirma ses premiers ordres. Trois jours après, le 2 avril, il partit lui-même pour Bordeaux.

Perplexités de Ferdinand. — Ce prince se détermine à se rendre auprès de l'empereur.

Cependant Ferdinand, passant tour à tour de l'espoir à la crainte, était à la fois dominé par l'instinct de sa faiblesse et par la terreur qu'inspirait Napoléon : un secret pressentiment l'avertissait que quitter l'Espagne pour aller en France se mettre à la merci de l'empereur, c'était en quelque sorte abdiquer ; il envoyait son frère don Carlos à Bayonne, comme pour donner à Napoléon un otage dont peut-être il voudrait se contenter ; puis, toujours inquiet, et comme fatalement poussé à sa perte, il se déterminait à se

rendre à Burgos, pour y recevoir celui qu'en style officiel il appelait « son fidèle ami et puissant allié S. M. l'empereur des Français. » Son absence ne devait durer que peu de temps ; l'administration des affaires était confiée à son oncle don Antonio ; l'intérim serait de quelques jours. Avril 1808.

Le 11 avril, Ferdinand quitta Madrid, escorté de Savary, qui, pour mieux remplir sa mission secrète, avait sollicité l'honneur d'être son compagnon de route. A Burgos, où Ferdinand croyait trouver l'empereur, on n'avait aucune nouvelle de ce prince; à Vittoria, on apprit que Napoléon venait d'arriver à Bordeaux et se dirigeait sur Bayonne. Ferdinand n'osa continuer son voyage, mais il craignait autant de rétrograder que d'avancer. Bientôt se présenta à lui don Mariano Urquijo, noble Espagnol plein de talent et de zèle, et qui, après avoir pénétré les intentions réelles de Napoléon, venait en donner avis au jeune roi ; un autre Espagnol, don Joseph Hervas, parla dans le même sens. Mais Ferdinand et ses conseillers n'osèrent croire à l'existence d'une trahison calculée ; ils représentèrent qu'un héros tel que Napoléon ne pouvait dresser des embûches aux Bourbons et à l'Espagne, sous peine d'être mis au ban des nations civilisées. «Les hommes doués de talents extraordinaires, répliqua don Urquijo, commettent de grands crimes pour obtenir de grands résultats, et n'en sont pas moins nommés des héros. » Alors on fut d'avis que le roi devait d'abord écrire à Napoléon, et attendre sa réponse pour décider s'il irait plus loin.

Ferdinand écrivit sous la dictée du chanoine Escoï-

Avril 1808. quiz. Après avoir déclaré qu'élevé au trône par l'abdication libre et spontanée du roi Charles IV, il n'avait pu voir sans regret le grand-duc de Berg et l'ambassadeur de France refuser de le reconnaître, il exposa tout ce qu'il avait fait, depuis son avénement, pour convaincre l'empereur de son vif désir de resserrer les liens d'amitié et d'alliance qui existaient entre les deux peuples. Il priait ensuite S. M. I. et R. de vouloir bien rompre le silence qu'il gardait envers lui, et dissiper, par une réponse favorable, les vives craintes qu'une incertitude trop longue pouvait exciter dans le cœur des fidèles Espagnols. La réponse de Napoléon ne se fit point attendre ; elle était datée de Bayonne, le 16 avril.

Lettre de Napoléon à Ferdinand.

Napoléon annonçait à Ferdinand qu'ayant eu autrefois l'intention de se rendre à Madrid, il avait espéré porter son auguste ami, le roi Charles IV, à donner, par le renvoi du prince de la Paix, satisfaction à l'opinion publique : les affaires du Nord avaient retardé son voyage, et, depuis lors, les événements d'Aranjuez avaient eu lieu. L'empereur ajoutait : « Je ne suis point juge de ce qui s'est passé, et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que V. A. R. n'en fasse pas, elle-même un jour l'expérience... Comment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix, sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses ; le résultat en sera funeste pour votre couronne ; V. A. R.

déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône... Misérables hommes que nous sommes! faiblesse et erreurs, voilà notre lot! Mais tout peut se concilier. Que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France... Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où mes armées couvraient les Espagnes; et, aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir connaître tout, avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à V. A. R., aux Espagnols, au monde entier : si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais V. A. R. comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec elle sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit lui être un sûr garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône... Je pense avoir contribué par mes conseils à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. V. A. R. avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai constamment voulu oublier. Tout recours près d'un souverain étranger, de la part d'un prince héréditaire, est criminel... » Ce langage avait quelque chose de pompeux, et celui qui parlait ainsi

Avril 1808. prenait une attitude digne et équitable. Par malheur il n'y avait là que de faux semblants de justice et de sincérité, destinés à masquer une entreprise odieuse. Napoléon se souciait fort peu des droits de Charles IV et des torts de son fils : il ne cherchait qu'un prétexte pour dérober la couronne que se disputaient ces princes ; et, pour en venir là, à tout prix il fallait trouver coupables ou indignes de régner ceux qui, de gré ou de force, s'en remettaient à sa justice.

Résolution de Ferdinand.

Dès que Ferdinand eut donné lecture à son conseil de la lettre de l'empereur, les avis furent partagés : quelques amis fidèles cherchaient encore à persuader au jeune roi de rétrograder, et de s'arrêter dans l'une des villes de l'Aragon ; d'autres lui démontraient qu'entouré de troupes françaises qui, d'une heure à l'autre, pouvaient l'enlever, il valait mieux témoigner beaucoup de confiance et se mettre à la discrétion de Napoléon, qui, sans doute, hésiterait à ternir sa gloire par une trahison. Peut-être, au surplus, pourrait-il donner satisfaction aux convoitises de l'empereur en lui abandonnant les provinces de l'Èbre et la Navarre. Le général Savary multipliait d'ailleurs les protestations et les assurances amicales ; il insistait, il est vrai, pour que le jeune roi se rendît sans plus tarder à Bayonne, déclarant que c'était là le seul moyen d'arriver à pacifier le pays. Le ministre de Ferdinand, M. de Cevallos, ne put s'empêcher de dire : « Mais, général, l'empereur se mêle un peu trop des affaires d'Espagne. — Apparemment, répliqua Savary, qu'il a le droit de s'en mêler. » Cette brutalité militaire demeura sans réponse. Cependant

les habitants de Vittoria, avertis par de secrets instincts, cherchèrent à mettre obstacle au départ de Ferdinand; ils allèrent jusqu'à couper les traits des mules. On ne se détermina pas moins à se mettre en route; et il est certain que plus Ferdinand se rapprochait de la frontière, moins il pouvait trouver la liberté et le pouvoir de revenir sur ses pas. Le drame ne devait pas tarder à se dénouer : le 20 avril, Ferdinand franchit la Bidassoa, et arriva à Bayonne; l'empereur l'y attendait depuis quatre jours. L'infant don Carlos, frère du jeune roi, était déjà entré en France, sur cette terre qui avait déjà dévoré des rois.

Ferdinand arrive à Bayonne. — L'empereur lui notifie ses volontés.

Napoléon reçut Ferdinand avec une flatteuse distinction : il l'invita à dîner, lui offrit une résidence au château de Marac, et le traita avec tous les égards dus à sa naissance; cependant il lui refusa les titres de roi et de majesté, et ne voulut voir en lui que le prince des Asturies. Ce refus était de fâcheux augure. Le soir même, le général Savary se rendit auprès de Ferdinand, et ne lui laissa plus ignorer les volontés de l'empereur; elles se résumaient ainsi :

La dynastie des Bourbons ne régnera plus en Espagne;

Le prince Ferdinand cédera ses droits à la couronne, tant en son nom qu'en celui de ses fils ou de ses héritiers;

L'infant don Carlos fera une pareille renonciation;

La couronne d'Étrurie sera donnée à Ferdinand, pour être transmise à ses descendants, conformément aux statuts de la loi salique; à défaut d'héritier direct du roi, l'infant don Carlos lui succéderait;

Avril 1808. Le royaume d'Espagne appartiendra désormais à l'un des frères de Napoléon : à cette condition, l'empereur garantira l'intégralité entière de la monarchie espagnole et de ses colonies; il garantira de même la religion, les propriétés, les droits acquis, etc.

Si le prince Ferdinand se refusait à ces propositions, il ne recevrait aucune compensation, et la France les ferait exécuter de gré ou de force; et si le prince Ferdinand demandait et acceptait la nièce de l'empereur en mariage, cette alliance serait immédiatement suivie de l'exécution du traité.

Entrevue de Napoléon et du chanoine Escoïquiz.

Tandis que ces propositions étranges étaient soumises à l'examen de Ferdinand et de ses conseillers, l'empereur mandait auprès de lui le chanoine Escoïquiz, le guide ordinaire du prince, et cherchait à obtenir de lui qu'il amenât Ferdinand à se soumettre. « Les intérêts de mon empire, lui dit-il, veulent que la maison de Bourbon, ennemie implacable de la mienne, perde le trône d'Espagne, et c'est là aussi l'intérêt de votre nation, que ses derniers rois ont irritée. La nouvelle dynastie que je proposerai donnera une bonne constitution, et, par son étroite alliance avec la France, garantira l'Espagne de ce que pourrait tenter le seul ennemi qui puisse lui nuire par son voisinage et par sa puissance... Il est impossible, chanoine, que vous ne voyiez pas comme moi que tant qu'il existera des Bourbons sur le trône d'Espagne, je n'aurai avec cette puissance aucune alliance sincère; ils sauront feindre tant qu'ils seront seuls, et dans l'impuissance de me nuire; mais lorsqu'ils me verront occupé dans une

guerre du Nord, ce qui ne peut manquer d'avoir lieu, ils se réuniront à mes ennemis. Rappelez-vous la perfidie de Charles IV lui-même, qui, au mépris de notre alliance, voulut me faire la guerre lorsqu'il me crut tout occupé de celle de Prusse, peu avant la bataille d'Iéna. Il profita de mon prétendu danger pour faire circuler dans son royaume une proclamation afin d'armer tous ses sujets contre moi. Jamais, je le répète, je ne compterai sur l'Espagne tant que les Bourbons y régneront. Les forces de cette puissance, considérables en tous temps, peuvent augmenter encore sous un homme de mérite qui serait à la tête du gouvernement, et s'accroître au point de nuire à mon repos. » Le chanoine Escoïquiz essaya de rassurer l'empereur : il lui parla d'unir le sang des Bonaparte à celui des Bourbons, en donnant pour épouse à Ferdinand VII une princesse de la dynastie impériale; il vanta les dispositions de ce prince et de ses conseillers en faveur de l'alliance française. Napoléon répondit que c'étaient là des garanties peu durables, des liens peu solides; il invoqua avec raison l'histoire, et cependant il perdit de vue qu'à tout prendre il valait mieux avoir en Espagne un Bourbon pour vassal, et même pour ennemi, que de consacrer sa puissance et ses trésors à y maintenir, contre la nation entière et contre l'Europe, la royauté improvisée d'un Bonaparte. Et comme Escoïquiz persistait à défendre la cause de son élève, l'empereur appuya ses arguments de tout ce que pouvaient lui suggérer la ruse et l'adresse. Il lui arriva de se permettre quelques-unes de ces petites familiarités

Avril 1808.

Avril 1808. dont il usait avec ses favoris, il lui prit l'oreille, la secoua avec une certaine rudesse, et dit en riant : « Ainsi, chanoine, vous ne voulez pas entrer dans mes vues! » — « Non, certes, répliqua Escoïquiz; et je voudrais, au contraire, persuader à Votre Majesté d'adopter les miennes, fût-ce même aux dépens de mes oreilles. » La discussion en resta là.

Ferdinand résiste aux injonctions de l'empereur.

L'empereur avait cru qu'il aurait raison sans peine d'un jeune homme de vingt-trois ans, élevé dans les cloîtres, et accessible aux influences de la peur : mais Ferdinand, entouré de ses conseillers, M. de Cevallos, le chanoine Escoïquiz, le duc de l'Infantado, M. de Labrador et le duc de San-Carlos, opposait une résistance calme et opiniâtre à toutes les injonctions du conquérant. L'abbé de Pradt, homme rusé et habile, M. de Champagny, ministre aux formes polies et insinuantes, firent de vains efforts pour amener les infants à renoncer à leurs droits. Fatigué de ces tentatives sans résultats, Napoléon ne voyait d'autre moyen, pour arriver à la réussite de ses projets, que l'emploi de la force matérielle; et ce rôle était trop odieux pour qu'il se résolût à l'accepter. A la fin il avisa d'un expédient : ce fut de faire venir à Bayonne le roi Charles IV, la reine son épouse, et don Manuel Godoï. Mais déjà le grand-duc de Berg avait devancé les instructions de l'empereur, et il avait déterminé la vieille cour et le prince de la Paix à se rendre en France. Godoï était prisonnier à Villa-Viciosa : il fallut employer la troupe française pour le soustraire à la fureur du peuple espagnol ; et le favori déchu, réuni à ses vieux maîtres, se mit en route pour Bayonne Tous ensemble ils arri-

Napoléon mande à Bayonne le roi Charles IV, la reine et Godoï.

vèrent dans cette ville le 30 avril. Leur entrée causa un vif sentiment de curiosité parmi les Français. Dans ces vieillards, affaiblis par l'âge, on cherchait à retrouver les traits de la race de Louis XIV. Charles IV, par la noblesse de ses manières et la dignité de sa personne, ne se montrait point indigne de ses ancêtres; mais la reine Marie-Louise, ridée et dépourvue de toute majesté extérieure, ne se faisait remarquer que par la finesse de son esprit. Le baisement de mains eut lieu comme si la cour eût encore trôné à Aranjuez; les Espagnols s'agenouillèrent l'un après l'autre devant leurs maîtres, et Charles IV les présenta à l'empereur. Le roi, la reine et leur ministre furent entre les mains de Napoléon des instruments dociles de sa politique : Godoï était d'avance préparé à servir les vues de Napoléon; il n'eut pas de peine à conseiller au vieux roi et à la reine d'entrer dans cette voie, afin de tirer vengeance du prince des Asturies. Charles IV se hâta donc de protester contre son abdication du 20 mars; il demanda que son fils lui rendît une couronne extorquée par la violence. Dès ce moment les ministres français rompirent toute négociation avec Ferdinand, et le chanoine Escoïquiz fut chargé de lui faire connaître qu'on ne traiterait plus qu'avec son père, seul roi légitime des Espagnes.

Avril 1808.

Charles IV proteste contre son abdication.

Charles IV manda Ferdinand près de lui, et lui ordonna, en présence de la reine et de l'empereur, de lui remettre sa couronne par une cession que ses frères devaient ratifier. Déjà on pouvait pressentir qu'il ne revendiquait plus la royauté pour lui-même, et qu'il ne voulait plus qu'en faire hommage à Napoléon :

Ferdinand est mis en présence de son père et de sa mère.

Mai 1808.

c'était là que le poussait sa haine contre un fils rebelle. Ferdinand essaya de parler; mais le vieux roi s'élança contre lui en le menaçant, et en l'accusant d'avoir voulu lui arracher le sceptre et la vie. Le jeune prince, soit confusion, soit respect, garda le silence. Pour la reine, méconnaissant les devoirs d'une mère, pour ne songer qu'aux ressentiments de la femme dégradée, elle adjura l'empereur d'envoyer Ferdinand à l'échafaud. Ces transports insensés excitèrent plus de stupéfaction que de pitié. L'abaissement des princes espagnols égalait en quelque sorte l'audace de l'homme qui, au mépris de la justice, cherchait à les dépouiller. Cependant Ferdinand demanda que le jugement de la question fût renvoyé aux cortès; et Charles IV repoussa l'intervention de ses sujets, comme indigne des droits légitimes de la couronne. Napoléon n'eut garde de le contredire : en appeler aux cortès, c'eût été sauver l'indépendance de l'Espagne, et le fruit de tant d'intrigues eût été perdu.

Ferdinand est sommé de renoncer sans condition à la couronne en faveur de son père.

Cette situation se prolongeait. Le lendemain, 1er mai, Ferdinand signa une renonciation conditionnelle en faveur de Charles IV. Il demandait de rentrer en Espagne avec son père, d'assembler les cortès, et de résigner la couronne en leur présence; il ajoutait que si Charles IV ne voulait pas gouverner en personne, il se bornerait à administrer en son nom, comme son lieutenant. Le lendemain, Charles IV répondit à son fils : Napoléon avait dicté la lettre du vieux roi; ce document se terminait ainsi : « Mon cœur s'est ouvert tout entier à l'empereur; il connaît tous les outrages que j'ai re-

Lettre de Charles IV à son fils.

çus et les violences qu'on m'a faites. Il m'a déclaré qu'il ne vous reconnaîtrait jamais pour roi, et que l'ennemi de son père ne pouvait inspirer aucune confiance aux étrangers. D'ailleurs, il m'a montré des lettres de vous qui attestent votre haine pour la France.... En m'arrachant la couronne, c'est la vôtre que vous avez brisée : votre conduite envers moi, vos lettres interceptées, ont mis une barrière d'airain entre vous et le trône d'Espagne. Il n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espagnes que vous y prétendiez. Gardez-vous d'allumer un feu dont votre ruine totale et le malheur de l'Espagne seraient la suite inévitable. Je suis roi, du droit de mes pères. Mon abdication a été le résultat de la force et de la violence. Je n'ai donc rien à recevoir de vous... J'ai régné pour le bonheur de mes sujets; et je ne veux point leur léguer la guerre civile, les émeutes, les assemblées populaires, les révolutions. *Tout doit être fait pour le peuple et rien par lui.* (C'était là toute la politique de Napoléon.) Oublier cette maxime, c'est se rendre coupable de tous les crimes qui dérivent de cet oubli. Toute ma vie je me suis sacrifié pour mes peuples...; j'agirai constamment pour eux. Tous mes sacrifices seront oubliés lorsque je serai assuré que la religion de l'Espagne, l'intégrité de mes provinces, leur indépendance et leurs priviléges seront maintenus; je descendrai dans le tombeau en vous pardonnant l'amertume de mes dernières années. » Ainsi, Charles IV ne cherchait plus à remonter sur le trône d'Espagne; ce qu'il exigeait de son fils, ce n'était plus une abdication respectueuse qui, en rendant au vieux roi les

Mai 1808. droits méconnus à Aranjuez, aurait laissé subsister, pour l'avenir, les droits héréditaires du prince des Asturies et des infants. Charles IV, conseillé par Godoï et poussé par Napoléon, prescrivait à son fils et aux Bourbons de renoncer à la couronne d'Espagne. Qui oserait dire qu'une semblable conduite ait pu être libre et spontanée ?

Refus de Ferdinand.

Le 4 mai, le prince des Asturies répondit à son père. Dans sa lettre écrite sous l'inspiration de conseillers généreux, il osa invoquer le principe de la souveraineté des nations; il déclara qu'une renonciation pareille à celle qu'on exigeait de lui ne pouvait avoir lieu sans le consentement formel de tous les individus ayant ou devant avoir un droit éventuel à la couronne d'Espagne, « et encore moins sans l'adhésion « formelle de la nation espagnole, représentée par ses « cortès réunies dans un lieu de sûreté. » Pendant que le prince des Asturies maintenait ainsi les droits de son peuple, le roi Charles IV, cédant aux instigations de l'empereur, nommait Murat, grand-duc de Berg, lieutenant général du royaume d'Espagne, et ordonnait à toutes les autorités civiles et militaires du royaume d'obéir aux ordres de ce prince.

Graves événements à Madrid. Abdication de Ferdinand.

Il choisissait mal son temps pour rendre un pareil décret : déjà le sang avait coulé en Espagne pour protester contre la captivité des Bourbons et la tyrannie française. La politique de Napoléon ayant comblé la mesure, il ne restait plus au peuple opprimé qu'à en appeler aux armes. Ces implacables ressentiments qui couvaient depuis plusieurs mois venaient donc de se faire jour, et l'Espagne répondait ainsi aux ordres du

régent don Antonio de Bourbon, lequel avait mandé aux capitaines généraux des provinces « que le seigneur-roi étant réellement captif à Bayonne, il fallait se préparer à combattre comme au temps des Maures. » Mai 1808.

L'empereur avait enjoint à don Antonio, à don Francisco, à la reine d'Étrurie, en un mot, à tous les Bourbons d'Espagne qui résidaient encore à Madrid, d'avoir à quitter cette capitale pour venir auprès de lui. Il voulait voir tous ces princes sous sa main, et il ne faisait point entrer le peuple en ligne de compte. Or, le lundi 2 mai 1808, on vit éclater à Madrid un mouvement qui rappelait les vêpres siciliennes. Le peuple s'opposa au départ des princes; les Castillans, les Valençais, les Andalous, les muletiers, les toréadors, les moines eux-mêmes, se soulevèrent aux cris mille fois répétés de *Mort aux Français! vive Ferdinand VII!* Les insurgés parcoururent les rues armés de fusils, de piques, de sabres, de bâtons, et promenant le portrait du jeune roi. Chaque passant était obligé de se découvrir devant cette image. On attaqua, on dévasta quelques hôtels appartenant à des amis de Charles IV ou de Godoï. Cependant le bruit du départ des princes prenait de la consistance; on racontait que don Francisco refusait de se mettre en route, et versait des larmes : à ce récit les femmes pleuraient, les hommes manifestaient la plus vive exaltation.

En ce moment sortit du palais un officier français, M. Auguste Lagrange. A sa pelisse blanche, à son pantalon rouge, on reconnut un aide de camp de

Mai 1808. Murat. Un homme du peuple se mit à crier : « Le voilà! Il est venu pour enlever notre infant. » Ces mots circulèrent dans la foule, et l'officier fut entouré et menacé. Le poste de la garde vint à son secours. A cent toises du lieu où se passait cette scène était situé le palais du prince de la Paix, qu'habitait alors le grand-duc de Berg. Le bataillon de piquet, de service dans cette résidence, fut envoyé avec deux pièces d'artillerie pour dissiper la foule. Mais déjà un mouvement électrique avait soulevé tout le peuple de Madrid : la Plaza Major et la rue d'Alcala étaient encombrées; l'insurrection éclatait sur tous les points; un certain nombre de Français, surpris, isolés, étaient massacrés; les mameluks de la garde, particulièrement en horreur aux Espagnols, tombaient les premiers sous les coups de la multitude. La fureur était au comble.

Murat monta à cheval, et prit toutes les dispositions que réclamait la sécurité des Français; il fit balayer par la mitraille la rue d'Alcala; le chef d'escadron Daumesnil, à la tête de la cavalerie de la garde, chargea vigoureusement l'ennemi; les lanciers polonais, qui servaient sous nos drapeaux, portèrent le désordre et la mort dans les rangs des insurgés; divers corps de troupe qui entraient dans la ville, où les appelait Murat, achevèrent la victoire. L'engagement le plus sérieux eut lieu au parc d'artillerie que défendait la garnison espagnole, et dont les Français s'emparèrent à la baïonnette. Là périrent deux officiers, don Luis Daviz et don Pedro Velarde, que l'Espagne insurgée inscrivit les premiers au nombre

des martyrs de sa liberté. La lutte avait commencé à onze heures du matin; à deux heures après midi elle était terminée. Mai 1808.

Les Français criaient vengeance : le soldat, inopinément attaqué dans les rues, se met peu en peine d'examiner si la cause de l'insurgé sera approuvée par l'histoire; il ne voit que des adversaires qui le fusillent par trahison, et en se tenant à couvert. Plusieurs centaines d'hommes tués ou blessés attestaient la grandeur du péril. Le grand-duc de Berg se montra implacable. Une centaine d'Espagnols, parmi lesquels il s'en trouvait beaucoup qui n'avaient point pris part au combat, furent arrêtés, traduits devant des commissions militaires, et passés par les armes. On les fit périr sans vouloir même leur accorder l'assistance d'un prêtre, raffinement de cruauté qui, plus que la mort, exaspéra les vaincus; ils allèrent partout redisant que « les Français, ennemis de Dieu, avaient refusé à leurs victimes la consolation et l'espérance de la vie éternelle. » Cette funèbre journée du 2 mai laissa des traces ineffaçables dans le cœur du peuple espagnol; chaque année encore on offre le saint sacrifice pour le repos des âmes de ceux qui tombèrent pour la patrie, et ce jour-là l'Espagne charge encore de malédictions la mémoire de Murat. La guerre de l'indépendance était commencée.

Abdication de Ferdinand.

Lorsque parvint à Bayonne la nouvelle des événements du 2 mai, on les grossit à dessein, si terribles qu'ils fussent en réalité. On comprit tout ce que cette tentative insurrectionnelle devait ajouter à la fureur de Napoléon; et Ferdinand, rendu responsable du

Mai 1808.

sang français, n'osa braver davantage le péril qui menaçait sa tête. Le vieux roi ne lui laissa guère le temps de s'affermir contre les exigences de l'empereur; il y eut encore une scène avilissante pour la majesté des princes espagnols : Charles IV et la reine Marie-Louise levèrent la main contre leur fils pour le frapper. L'empereur feignit d'intervenir; mais ce ne fut que pour donner à Ferdinand le temps de consentir à une abdication pure et simple. Ce prince se résigna à se démettre de la couronne qu'il avait reçue à Aranjuez; il abdiqua en faveur de son père, et ce dernier, dominé par Godoï et aveuglé par sa faiblesse, céda purement et simplement à Napoléon le trône des Espagnes et des Indes. L'empereur, en échange, prit l'engagement de maintenir l'intégrité de la monarchie, et d'assurer à la religion catholique les prérogatives de religion dominante. Pour s'entourer de plus de garanties, Napoléon exigea que Ferdinand adhérât à la renonciation de son père. Le jeune prince hésita; mais on lui fit entendre que la mort serait le châtiment de son refus, et il avait devant les yeux le souvenir du duc d'Enghien. Ses conseillers le rassurèrent d'ailleurs, en lui déclarant qu'une abdication consentie sous le coup de la menace serait considérée, en Espagne, comme radicalement nulle. Ferdinand, se conformant aux nécessités de sa situation, signa à son tour un traité pour la renonciation de ses droits; mais il n'obtint ni le royaume d'Étrurie, ni la main d'une princesse impériale : Napoléon était irrité de ses résistances, et ne voulut voir en lui qu'un prisonnier ou un otage. Tel fut aussi le sort de Charles IV

Charles IV et Ferdinand cèdent à Napoléon leurs droits sur l'Espagne.

Mai 1808.

et des autres princes de la maison d'Espagne. Leur captivité et celle de Ferdinand fut entourée d'égards et d'honneurs; mais ils n'en avaient pas moins échangé contre les résidences de Chambord, de Compiègne ou de Valencey, l'héritage d'Isabelle la Catholique et de Charles-Quint. Ainsi, l'œuvre de spoliation fut consommée (5-12 mai).

Napoléon dispose tout pour faire de son frère Joseph un roi d'Espagne.

Le trône d'Espagne était vacant, et la nation, un moment terrifiée par les sanglantes exécutions de Madrid, ne se levait point encore pour briser le joug étranger. Murat convoitait la royauté, et il cherchait à faire déclarer en faveur de ses prétentions quelques Espagnols de marque dont il était entouré. Ces tentatives déplaisaient à Napoléon, qui, pour occuper le trône d'Espagne, avait jeté les yeux sur un de ses frères. Lucien étant toujours exilé, et trop fier pour subir un pardon à des conditions peu honorables, l'empereur jugeait que Joseph Bonaparte, roi de Naples, conviendrait mieux que tout autre à la nouvelle situation. Il se proposait d'envoyer Murat régner à Naples, à la place de Joseph; et il agissait envers les rois ses vassaux comme envers des préfets révocables, sans tenir compte des vœux et des besoins des peuples. Joseph fut mandé à Bayonne, et Napoléon le contraignit, en quelque sorte malgré lui, à accepter le dangereux honneur qu'on lui réservait. Toutefois, pour ménager la susceptibilité espagnole, on eut recours à une formalité dont aucun esprit sérieux ne fut dupe : l'empereur voulut que son frère n'allât régner à Madrid que sur la demande de l'Espagne elle-même. La junte de gouvernement, qui ne

Mai 1808. représentait rien, et les autorités de Madrid, qui n'avaient pas davantage mission d'exprimer la volonté du peuple, furent informées par le grand-duc de Berg que, la couronne devant passer à l'un des frères de l'empereur, Sa Majesté désirait qu'elles désignassent celui de ces princes à qui elles donnaient la préférence. On avait eu soin de ne laisser ignorer à personne que Napoléon avait fait choix de Joseph, le roi de Naples : ce fut donc lui que demandèrent la junte et la municipalité de Madrid. Le doyen du conseil de Castille, les ministres, les présidents et gouverneurs des autres conseils, pour la plupart dominés par l'influence française, se hâtèrent d'adhérer à ce vote; et une députation de deux membres eut mission de présenter à Napoléon ce qu'on appelait *le vœu de l'Espagne.*

Napoléon convoque à Bayonne une prétendue junte nationale.

L'empereur convoqua à Bayonne l'assemblée des notables espagnols, la junte de gouvernement, qui, déjà réunie à Madrid par les soins de Murat, avait réclamé pour roi Joseph Bonaparte. Les députés, ainsi appelés à siéger sur un sol étranger, devaient se munir des vœux, demandes, plaintes et doléances de leurs commettants; c'était comme un simulacre de cortès chargées de donner aux spoliations de Bayonne l'apparence de la légitimité. Le même jour, Napoléon adressa à la nation espagnole la proclamation suivante:

Proclamation de l'empereur.

« Espagnols!

« Après une longue agonie, votre nation périssait. « J'ai vu vos maux; je vais y porter remède. Votre

« grandeur, votre puissance fait partie de la mienne. Mai 1808.

« Vos princes m'ont cédé tous leurs droits à la « couronne des Espagnes. Je ne veux point régner « sur vos provinces; mais je veux acquérir des titres « éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre « postérité.

« Votre monarchie est vieille; ma mission est de « la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et « je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bien- « faits d'une réforme sans froissements, sans désordre, « sans convulsions.

« Espagnols, j'ai fait convoquer une assemblée gé- « nérale des députations des provinces et des villes : « je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et « de vos besoins.

« Je déposerai alors tous mes droits, et je placerai « votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre « moi-même, en vous garantissant une constitution « qui concilie la sainte et salutaire autorité du sou- « verain avec les libertés et les priviléges du peuple.

« Souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères : voyez « ce que vous êtes devenus. La faute n'en est pas à « vous, mais à la mauvaise administration qui vous « a régis. Soyez pleins d'espérance et de confiance « dans les circonstances actuelles; car je veux que « vos derniers neveux conservent mon souvenir, et « disent : *Il est le régénérateur de notre patrie.*

« Donné en notre palais impérial et royal de Bayonne, « le 25 mai de l'an 1808.

« NAPOLÉON. »

Mai 1808.

Joseph est élu roi d'Espagne par la junte.

Les membres de la junte avaient été si bien choisis, qu'il était impossible d'attendre d'eux-mêmes l'apparence d'une hésitation. Cette assemblée, captive comme ses princes, et délibérant hors de l'Espagne, sous un toit étranger, ne pouvait, ne devait se laisser aller à aucune détermination généreuse. Elle régularisa, pour la forme, l'absorption de la monarchie espagnole par l'empire français; elle acclama don Joseph, frère de Napoléon, comme roi des Espagnes et des Indes; elle le supplia d'accepter la couronne, et elle présenta à ce prince, qui fut tenu d'y adhérer, une constitution plus ou moins fidèlement imitée des constitutions de Hollande et de Westphalie, l'une et l'autre pâles épreuves de la loi fondamentale de l'empire. Joseph étant assis sur son trône, tous les membres de la junte prirent place autour de lui. Alors le nouveau roi prononça en langue espagnole un discours d'une insignifiance remarquable; et l'empereur lui donna, par un décret, l'investiture monarchique. Les jours suivants se passèrent en réceptions et en fêtes; et S. M. C., inquiète au fond de l'âme en songeant à l'avenir, reçut en grande pompe les hommages des corps constitués et des courtisans, qu'elle nommait déjà ses sujets fidèles. Ce n'était pas tout que d'obtenir le titre de roi, et de parodier avec plus ou moins de bonheur l'avénement de Philippe V : il fallait régner.

Événements accomplis en Portugal.

Nous devons revenir un moment sur nos pas, et dire quelques mots de la situation du Portugal : l'histoire de la résistance des deux pays est liée l'une à l'autre.

Selon une prophétie portugaise qui datait du seizième siècle, « l'aigle impériale s'était élevée, suivie de ses petits ; elle était venue à bout, avec ses « ongles, de faire son nid en Portugal [1]. » Cependant les difficultés que rencontrait Junot dans un royaume traversé, et surpris plutôt que conquis, étaient toujours considérables, et réclamaient toute l'attention de l'empereur. Junot avait laissé subsister à Lisbonne la junte de gouvernement instituée par le prince régent de Portugal au moment de la fuite de la maison de Bragance. Ce conseil opposait à la consolidation de l'autorité des Français une résistance d'inertie dont le général en chef de l'armée expéditionnaire ne pouvait venir à bout sans avoir recours à des mesures violentes, destinées à irriter le pays. Il rendit compte de cette situation à l'empereur, et obtint de lui les droits et le titre de gouverneur général du Portugal. Un autre décret de Napoléon, daté de Milan, avait condamné les Portugais à payer à la France un tribut de cent millions de francs. Mai 1808.

L'installation de Junot eut lieu, avec beaucoup d'appareil, le 1er février 1808. Ce jour-là, le nouveau gouverneur général du royaume se rendit au palais de l'Inquisition, au bruit des salves de l'artillerie de

[1] Ergue se a aguia imperial
Com os sens filhos ao rabo,
E com as nnhas no cabo,
Tas o uinho em Portugal.

Gonçalo-Annes Bandarra, le Nostradamus de Lisbonne, lorsqu'il publiait cette prophétie en 1540, parlait sans doute de l'aigle de Charles-Quint et de la maison d'Autriche. On appliquait ce quatrain à l'aigle de France.

Mai 1808. terre et de mer. C'était là que siégeait le conseil des gouverneurs. Junot leur annonça que leurs pouvoirs avaient cessé, et qu'à lui désormais appartenait l'administration du pays. Prononçant ensuite la dissolution de la junte, il institua un ministère au nom de l'empereur, et fit connaître toutes les mesures qu'il avait prises pour assurer l'exercice de son pouvoir dans la capitale et dans les provinces. Ce changement fut accueilli avec indifférence. En attendant, les finances et la police furent confiées à des mains françaises ; on institua des magistrats nouveaux, désignés sous le nom de *corrégidors mors,* et qui eurent pour mission de centraliser et de coordonner l'administration. Ces fonctions furent généralement remises à des Français. Rien de tout cela ne ralentit les exactions, les pillages, la spoliation des églises. Les murmures du pays redoublèrent. Pour y mettre fin, on fit fusiller quelques généreux Portugais que le peuple considérait comme autant de martyrs. On donna ensuite aux débris de l'armée portugaise une organisation nouvelle; et les régiments, soumis à des chefs dociles aux ordres de Junot, furent éloignés de leur pays et dirigés sur la France. Pour reconnaître le dévouement de Junot, l'empereur Napoléon le créa duc d'Abrantès.

Ce qui ajoutait aux embarras du gouverneur général, c'est que les Espagnols, qui servaient sous ses ordres comme troupes auxiliaires, n'étaient déjà plus que de nom des alliés de la France. Le ressentiment du peuple espagnol s'était communiqué aux régiments qui occupaient le Portugal. Beaucoup d'offi-

ciers désertaient, d'autres manifestaient des dispositions hostiles : il fallait destituer les uns, éloigner les autres, et remplacer les hommes douteux par des chefs français, dont la présence à la tête de corps espagnols créait des germes nouveaux d'irritation et de haine. Mai 1808.

Bientôt le bruit se répandit en Portugal que ce royaume allait devenir l'apanage d'un membre de la famille Bonaparte : on nommait tour à tour Lucien et le prince Eugène. D'autres rumeurs circulaient. Une députation de personnages considérables, choisis dans les premières familles du royaume, s'était rendue à Bayonne, d'après les conseils de Junot, pour y saluer l'empereur. On sut que Napoléon avait offert à ces illustres citoyens de réunir le Portugal à l'Espagne, et cette destinée imprévue avait fait monter la rougeur de l'indignation sur plusieurs visages. Or il est vrai que l'empereur, traitant avec dédain la députation, s'était pris à dire : « Je ne sais pas ce que je ferai de vous ; cela dépendra de ce qui va se passer dans le Midi. Êtes-vous d'ailleurs dans le cas de faire un peuple ? avez-vous le volume nécessaire pour cela?... *Voulez-vous être Espagnols?...* » A ces mots, s'il faut en croire un témoin oculaire, on vit le comte de Lima, grandissant de dix pieds, s'affermissant dans sa position, et portant la main sur la garde de son épée, répondre d'une voix terrible : « Non ! » L'empereur cessa d'insister, et se montra plus affable et plus respectueux pour un peuple enorgueilli de ses grands souvenirs.

Ainsi le Portugal, occupé par une armée d'inva-

Mai 1808. sion, laissait pressentir qu'à son tour, imitateur de la nation espagnole, il n'abdiquerait pas comme ses princes, et n'émigrerait pas, à leur suite, pour chercher au Brésil l'oubli de sa dignité et de ses droits. Gardé par des Français et des Espagnols, il se réjouissait de voir que chaque jour des ressentiments et des défiances se manifestaient dans les rangs de ses ennemis, à ce point que Junot parvenait plus facilement à faire obéir Oporto, Coimbre, Lisbonne et les Algarves, qu'à maintenir sous son commandement des auxiliaires qui s'indignaient déjà au seul nom de Napoléon. Le gouverneur général multipliait les efforts et les actes d'énergie pour contenir le pays, et il sentait que, jusque sous le sol, un certain frémissement avertissait les vainqueurs des périls de jour en jour plus graves que leur réservait un prochain avenir. La France était loin ; l'Espagne et l'Océan étreignaient l'armée d'occupation comme dans un cercle qu'on ne pouvait pas franchir. Ce qu'on se rappelait des difficultés de la conquête, accomplie depuis six mois, faisait appréhender, comme le plus grand des malheurs, l'éventualité d'une retraite, et déjà tout portait à croire que l'Angleterre, se déterminant enfin à intervenir dans les affaires de la Péninsule, allait confier à ses généraux et à ses armées le soin de disputer le Portugal à l'aigle française.

Une insurrection nationale éclate en Espagne.

La nouvelle de l'insurrection de Madrid, si sévèrement comprimée par Murat dans la journée du 2 mai, s'était promptement répandue jusqu'aux extrémités de l'Espagne. La voix publique exagérait la lutte et le massacre, et le sentiment de la vengeance

ne grandissait que davantage dans le cœur espagnol. Mai 1808.
A ces récits douloureux des fusillades du Retiro se mêlaient des rumeurs plus ou moins vraies sur ce qui se passait à Bayonne. On disait au peuple fidèle qui avait acclamé avec tant d'enthousiasme la royauté de Ferdinand VII, que ce jeune roi et ses frères languissaient prisonniers en France, victimes de la trahison et de la tyrannie. On parlait de l'occupation des provinces du Nord par les armées de Napoléon, le complice de Godoï et l'oppresseur de l'Espagne ; et soudain, comme transportée par un même élan, l'Espagne tout entière relevait la tête, aux cris mille fois répétés de *Vive Ferdinand VII! meurent les Français!*

Dans l'antique province des Asturies, berceau de la monarchie espagnole et théâtre des exploits de Pélage, le peuple se trouva prêt le premier à la lutte : cette contrée, comme au temps des Romains, est habitée par une race d'hommes qui ne sait point subir le joug [1]. Le vicomte de Materosa et don Alvaro Florez Estrada, gouverneur général de la principauté, s'étant échappés de Madrid, après les sanglantes exécutions du 2 mai, vinrent porter dans les Asturies la nouvelle de ce désastre. L'émotion populaire se manifesta vivement ; on menaça les envoyés de Murat, on pilla l'arsenal d'Oviedo ; et le marquis de Santa-Cruz de Marsenao, grand d'Espagne, arbora le premier le drapeau de Ferdinand VII et de l'indépendance. A Santander, l'évêque, vénéré comme un apôtre, se mit à la tête du mouvement (26 mai) ; le lendemain une

[1] Cantabrum indoctum ferre juga.

Mai 1808. junte provisoire appela aux armes les Biscayens et les montagnards. Peu de jours après, la ville de Léon s'insurgea, et demanda des fusils à la Corogne; la Galice tout entière suivit cet exemple ; enfin, la Vieille-Castille se souleva à son tour : Ferdinand VII fut proclamé dans toutes les villes de cette province, sous les yeux des troupes françaises. Le soulèvement gagna la Navarre, l'Aragon ; et sur tous les points, de Séville à Burgos et de Santiago à Valence, on déchira les proclamations de Murat, on s'arma contre les oppresseurs du pays, on institua des juntes insurrectionnelles qui avaient mission de sauver l'Espagne.

Les juntes nationales lèvent des armées.

Par ordre des juntes, la population mâle, de l'âge de dix-sept à quarante ans, fut enrôlée. On renouvela le serment au roi prisonnier et à la patrie. Dans la plupart des villes on se livra à des sévices et à des actes de fureur contre les partisans de Godoï et contre les Français ; les entraînements du patriotisme ne connaissaient plus de frein, et les proclamations des juntes leur donnaient encore un nouveau degré d'exaltation : « Les voyez-vous ces perfides Français, disaient-elles [1] ; ils sont venus à nous comme alliés ; nous les avons nourris de notre pain, ils ont mangé à notre table... et, sous le déguisement de l'amitié, ils ont désarmé notre peuple, surpris nos forteresses, massacré nos frères, dépouillé et emprisonné notre roi !... Aux armes ! aux armes ! si vous ne voulez pas que vos femmes et vos filles soient outragées par les

[1] Proclamation de la junte de Valladolid.

Mai 1808.

barbares, si vous ne voulez pas être gouvernés par le code sanguinaire de Napoléon !... Ne voyez-vous pas que ces prétendues armées françaises sont remplies de Polonais, d'Italiens, d'Allemands, de Suisses et de Mameluks ? Cela ne vous dit-il pas quel sort attend vos enfants ? Ne savez-vous pas que déjà Napoléon les enlève pour les envoyer périr sur les rivages glacés du Danemark ?... Armons-nous contre le tyran et l'oppresseur des nations. Il a subjugué l'Europe ; mais qu'il n'espère pas régner sur l'Espagne ! Un peuple grand et généreux ne saurait devenir esclave... Ne sommes-nous pas les enfants des héros ?... Souvenons-nous de Pélage, qui, à la tête d'une poignée de chrétiens, a commencé à reconquérir l'Espagne sur les Maures ! souvenons-nous des enfants de Lara, qui ont affranchi notre pays d'un tribut infâme ! Souvenons-nous du magnanime Rodrigue de Brisar! L'empereur d'Allemagne réclamait la suzeraineté de nos provinces : un concile, présidé par le roi, s'apprêtait à discuter cette demande et à répondre. « Rompons cette honteuse délibération, s'écria le héros : au-dessus d'un roi de Castille, il n'y a que Dieu! » Rappelons-nous que si la perfidie a emmené notre roi prisonnier, nous avions plus noblement appris à un roi de France le chemin de Madrid. Aux armes, Galiciens, Asturiens, aux armes ! Celui que vous combattez est un impie : il a relevé le temple des Juifs, dépouillé le pape de ses domaines ; il ébranlerait l'Église, si les portes de l'enfer pouvaient prévaloir contre elle. Vous combattez pour votre terre natale, vos propriétés, vos lois, votre roi, votre re-

Mai 1808.

ligion, et pour la vie à venir. Armez vos esprits de la crainte de Dieu, implorez le secours de l'immaculée Conception ; la sainte mère de Dieu ne nous abandonnera pas dans une si juste cause. » Ce langage s'adressait à un peuple plein de foi, et toujours prêt au sacrifice. Mais, comme si ce n'eût pas été assez de la réalité positive, on s'exaltait au récit d'événements merveilleux qui tenaient de la légende, et n'en agissaient pas moins vivement sur l'esprit des masses. On disait que la foudre était tombée sur l'église de Notre-Dame de Guadeloupe le jour même où Ferdinand était entré à Bayonne ; l'image de Notre-Dame des Batailles, vénérée dans la caverne où s'était réfugié Pélage, avait été vue couverte d'une sueur sanglante ; pendant la nuit, on avait entendu le bruit des armes retentir sur le tombeau du patron de l'Espagne, du grand saint Jacques de Compostelle. Dieu et les saints venaient en aide aux Espagnols.

La junte de Séville prend la direction du mouvement national. — Elle déclare la guerre à Napoléon.

Les événements de Séville eurent une grande portée. Dans l'après-midi du 26 mai, la multitude s'insurgea, et massacra le magistrat qui tenait ses pouvoirs du lieutenant de Napoléon. Une junte de vingt-trois membres, composée de personnages éminents, fut ensuite élue par le peuple, et prit en main la direction du mouvement national, sous le titre de junte suprême du gouvernement de l'Espagne et des Indes. Les autres villes insurgées reconnurent les pouvoirs de cette assemblée. Dans toutes les cités de deux mille âmes se formèrent des juntes locales qui consentirent à obéir à la junte centrale. Celle-ci exerça le gouvernement; elle expédia des ordres dans les provinces et

Mai 1808.

dans les colonies; elle réclama l'appui du Portugal; elle leva des impôts, fit rendre la justice, régla l'organisation de l'armée; puis, au nom de Ferdinand VII et de la nation espagnole, dans sa séance du 6 juin, elle déclara la guerre par terre et par mer à l'empereur Napoléon, elle protesta qu'elle ne déposerait pas les armes avant que Ferdinand et sa famille fussent replacés sur le trône d'Espagne, et la nation rétablie dans sa liberté, son intégrité et son indépendance.

Premiers incidents de l'insurrection. — Massacres.

Cette révolution, si généreuse dans son but, s'accomplissait comme tous les mouvements populaires: elle n'était exempte ni de violences ni de massacres; tantôt la fureur de la foule se portait sur les Français qu'on livrait à la mort, tantôt sur les autorités qui cherchaient à comprimer le mouvement, ou à épargner au peuple des excès inutiles. L'équipage d'un bâtiment français qui s'était réfugié sur la côte, dans le royaume de Valence, fut emprisonné et égorgé. A Carthagène, à San-Lucar de Barameda, à Cuença, à Jaën, les gouverneurs ou intendants furent tués; à Malaga, le général gouverneur fut assassiné le 30 mai par les paysans de la Sierra-Nevada; son corps, traîné dans les rues et coupé en morceaux, fut brûlé sur la place publique. A Cadix, le lieutenant général Solano, marquis d'El Socorro, capitaine général de l'Andalousie, périt d'une mort affreuse en voulant apaiser l'insurrection. A la suite de cet événement, une escadre française, forte de cinq vaisseaux, qui se trouvait en rade, tomba au pouvoir du peuple et fut livrée aux Anglais. Le Portugal et l'Espagne, accablés par un

Mai 1808. ennemi commun, réclamaient l'un et l'autre l'alliance et les secours de l'Angleterre. Quand la nouvelle de ces soulèvements parvint à Londres, elle y excita le plus ardent enthousiasme. On comprit la portée immense de cette insurrection nationale. Jusqu'à ce jour Napoléon n'avait eu affaire qu'aux rois, et il avait prévalu; maintenant il allait avoir à combattre à outrance tout un peuple, et, si grand qu'il fût, il succomberait à l'œuvre. Aussi l'Angleterre ne refusa-t-elle ni l'appui ni l'alliance qu'on lui demandait : « Les ministres de Sa Majesté, dit M. Canning, ne se souviennent déjà plus que la guerre a existé entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. Toute nation qui s'élève contre le pouvoir exorbitant de la France devient à l'instant, quel que soit son passé, l'alliée essentielle de l'Angleterre. » Ce ne furent point là de vaines paroles : les effets les suivirent de près.

Forces militaires des Français en Espagne.

L'armée française qui occupait l'Espagne sous les ordres de Joachim Murat, grand-duc de Berg, pouvait être répartie de la manière suivante :

Vingt-trois mille hommes formant le deuxième corps d'observation de la Gironde, aux ordres du général Dupont;

Vingt-cinq mille hommes formant le corps d'observation des côtes de l'Océan, aux ordres du maréchal Moncey, duc de Conegliano;

Le corps des Pyrénées-Orientales, commandé par Duhesme, et fort de douze mille hommes;

Le corps d'armée du maréchal Bessières, duc d'Istrie, fort de dix-huit mille cinq cents hommes, parmi

lesquels trois mille soldats des différentes armes de la garde impériale. Mai 1808.

Toutes ces troupes, cantonnées sur divers points de la Biscaye, de la Navarre, de la Catalogne, du royaume de Léon, de l'Aragon et des deux Castilles, avaient reçu l'ordre de se porter, chacune dans un rayon particulier, sur tous les points où éclataient des révoltes; or il ne faut point perdre de vue qu'à l'exception des soldats de la garde et d'un certain nombre de bataillons polonais, italiens et suisses, elles ne se composaient, pour la plupart, que de recrues peu exercées, commandées par des officiers encore sans expérience. Telles étaient les troupes sur lesquelles Napoléon se reposait du soin de garder un royaume que la population entière allait disputer à l'étranger. Sans doute on leur opposait des milices encore moins bien disciplinées, et bien autrement étrangères à l'art de la guerre; mais un peuple insurgé, dans un pays coupé de montagnes et de rivières, dépourvu de routes, parsemé de landes incultes, où chaque maison peut devenir un fort, chaque rocher une citadelle, chaque muletier un soldat; un peuple placé dans des conditions pareilles rejette bien loin l'art des Montecuculli et des Vauban : il dresse des embuscades, il affame les troupes régulières, il intercepte les convois, il massacre sans pitié les retardataires et les imprudents qui s'écartent des rangs; la guerre devient pour lui une lutte d'homme à homme, et non la science de faire mouvoir des masses; il ne traîne à sa suite ni magasins ni attirail militaire; chaque homme est officier et soldat; c'est

Forces qui leur sont opposées.

Juin 1808. la Vendée ou la chouannerie, et non le calcul, qui prépare les batailles rangées; c'est le dévouement de l'individu substitué au génie du chef.

A côté de l'insurrection religieuse était l'insurrection politique : les jeunes gens des universités formaient des compagnies de *Cassius* et de *Brutus;* il y avait des légions volontaires désignées sous les noms de *Mutius Scœvola* et de *Cimber;* mais surtout les chefs sortaient des couvents, toujours recrutés dans les rangs du peuple. Le moine espagnol est pauvre comme son frère le paysan; tous deux n'ont qu'un même cœur; leur démocratie est toute pieuse; ils acceptent la fraternité du noble, Espagnol comme eux, et ils ne portent point envie à sa fortune. Peuple, clergé, grands d'Espagne, tous aiment Dieu et la patrie, et comptent la vie pour bien peu de chose au prix de si grands intérêts.

Napoléon ne s'était point rendu compte de cette situation; il avait oublié la Vendée, et il ne croyait qu'aux forces régulières, qu'aux armées disciplinées : depuis qu'au moyen de plusieurs coups de canon il avait triomphé, au 13 vendémiaire, des sections de Paris, il s'était habitué à mépriser les soulèvements du peuple et les colères de ce qu'il appelait *la canaille.* A force de rencontrer, en Italie et en Allemagne, des rois vassaux et des souverains vaincus qu'on rayait d'un trait de plume, il s'était dit qu'une nation obéit comme un régiment, et qu'elle accepte, avec une soumission passive, le chef qu'on lui donne, sans se demander d'où il vient. Le mouvement national de l'Allemagne avait été comprimé à

Iéna; à Naples, on avait eu raison des bandes de Fra-Diavolo; en Espagne, une poignée de fanatiques incapable de résister une heure en rase campagne à deux escadrons de cuirassiers, serait bientôt réduite à l'impuissance et au repentir. Au surplus, si la lutte durait, la France était là; et ses armées, qui tant de fois avaient terrassé l'Europe, ne tarderaient pas à prévaloir par le seul ascendant de la force, du nombre et de la science.

Le général Dupont marche sur Cordoue.

Le général Dupont était cantonné avec ses troupes autour de Madrid. Le 24 mai, il reçut de Murat l'ordre de se mettre en marche sur Cadix. Ce même jour, il quitta Tolède et s'achemina lentement vers les provinces du sud, en ralliant à lui divers détachements français ou auxiliaires. Après avoir traversé sans obstacle les plaines de la Manche, les Français entrèrent dans la Sierra-Morena. Alors seulement ils reconnurent que toute l'Andalousie était soulevée, et ils apprirent que la junte avait pris en main la direction suprême de l'insurrection. Les corps espagnols, dont Murat leur avait promis le concours, s'étaient déjà réunis aux rebelles. Les circonstances étaient graves; mais la retraite eût compromis la capitale elle-même, et Dupont se détermina à continuer sa marche sur Cordoue. Pendant qu'il s'aventurait ainsi sur les bords du Guadalquivir, le général Duhesme avait à combattre les Catalans, armés à la hâte pour chasser les Français de leur province; sur un autre point, Moncey multipliait ses efforts pour comprimer le soulèvement du royaume de Valence; et chaque fois que ces généraux triomphaient des rebelles et disper-

Juill. 1808.

saient leurs bandes, d'autres rebelles, non moins audacieux, se formaient sur d'autres points et recommençaient la lutte. Cependant Murat était à Madrid, atteint d'une maladie sérieuse, qui ne lui permettait pas de donner une impulsion uniforme aux opérations de ses lieutenants. Savary, qui cherchait à suppléer au général en chef, n'avait ni les talents ni l'autorité nécessaires pour un pareil rôle. C'était au milieu de ces événements que le roi Joseph-Napoléon, escorté par le corps d'armée du maréchal Bessières, s'efforçait de pénétrer peu à peu sur le territoire d'Espagne et d'arriver à Madrid, sa ville capitale. Il suivait la grande route de Vittoria à Madrid; mais l'insurrection était partout, et pour avancer il fallait chaque jour engager de nouveaux combats.

Joseph se met en route pour Madrid.

Bataille de Medina de Rio-Secco.

Le plus important fut livré le 14 juillet à Medina de Rio-Secco. Ce jour-là, Bessières eut à vaincre les deux armées insurrectionnelles de Galice et de Castille, commandées par les généraux Blake et Cuesta. Les ennemis étaient au nombre de vingt-huit mille hommes; Bessières en commandait à peine douze mille, mais c'étaient des soldats exercés, opposés à des insurgés sans discipline et sans habitude de la guerre. Les Espagnols étaient rangés sur deux lignes: la première, aux ordres de Blake; la seconde, fort en arrière de l'autre, était commandée par Cuesta. Le corps d'armée de Bessières s'avançait au bas du plateau de Medina de Rio-Secco : le maréchal résolut de profiter de la distance laissée entre les deux lignes ennemies, de disperser et de détruire la première avant que la seconde eût pu la secourir : celle-ci au-

rait son tour. Malgré le feu de l'artillerie espagnole, nos troupes enfoncèrent la gauche du corps de Blake; le corps de Cuesta se hâta de venir à son aide, et fit reculer les Français. Bessières lança alors sur l'ennemi la cavalerie qu'il tenait en réserve; et les troupes espagnoles, sabrées et refoulées, prirent la fuite, saisies d'une panique sans exemple La cavalerie française se fatigua à massacrer les fuyards, et l'infanterie compléta la victoire. Le champ de bataille, couvert de cinq mille cadavres espagnols, était horrible à voir. Les Français n'avaient pas perdu quatre cents hommes, tant morts que blessés. Ainsi la science et la discipline avaient eu raison du dévouement et du nombre. Le soir même, lorsque ces multitudes eurent été dispersées et à demi détruites par l'armée française, Joseph put continuer sa route sans obstacles. En recevant la nouvelle du combat de Medina, l'empereur s'écria : « C'est une seconde bataille de Villa-Viciosa! » Espérance prématurée que les événements allaient bientôt démentir. Napoléon était condamné à se faire illusion jusqu'au bout sur les événements dont l'Espagne devenait le théâtre. Juill. 1808.

Le 20 juillet, le roi Joseph entra dans Madrid; il y fut reçu froidement, mais sans hostilité ouverte; il y eut à la cour les cérémonies d'usage, et toutefois le conseil de Castille s'abstint de prêter serment au frère de l'empereur. Les Espagnols avant de s'engager, et le nouveau roi avant de se montrer exigeant sur la fidélité de son peuple, semblaient attendre que les événements eussent parlé. Quoi qu'il en soit, il y eut des courtisans dont le peuple retint les Joseph entre à Madrid.

Juin 1808. noms, et qui ne craignirent pas de présenter leurs hommages au vassal couronné de Napoléon. Le peuple se montra plus fidèle à son souverain prisonnier. Les représentations théâtrales gratuitement offertes à la population de Madrid en l'honneur de don Joseph, n'eurent pour spectateurs que des Français. Le 26 juillet, la nouvelle royauté fut inaugurée en grande pompe; mais le lendemain de cette cérémonie, le frère de Napoléon se vit dans la triste nécessité d'abandonner son palais et sa capitale. Ce jour là, en effet, parvenait à Madrid la nouvelle d'un événement qui changeait la face des choses.

Opérations du corps de Dupont en Andalousie.

La route de Madrid à Cadix traverse le Guadalquivir au pont d'Andujar : ce fleuve est guéable en été; il coule dans une contrée montagneuse; à vingt-huit lieues d'Andujar, la route, après avoir côtoyé la rive gauche du Guadalquivir, le repasse de nouveau au pont d'Alcolea, construit en marbre noir, et long de deux cents toises. C'était là que les Espagnols attendaient l'armée du général Dupont. Le lieutenant-colonel Echevarria les commandait; leur nombre s'élevait à plus de vingt-cinq mille hommes, parmi lesquels on en comptait six mille de troupes réglées. La moitié de cette armée gardait la tête du pont avec douze pièces d'artillerie; le reste était en réserve sur la rive droite du fleuve.

Combat d'Alcolea.

Les Français arrivèrent le 7 juin, dès la pointe du jour, en face du pont d'Alcolea. Ils y furent reçus par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, et ils se virent menacés sur leur flanc gauche par des masses de cavalerie et d'infanterie. Sans hésiter, le

général Dupont fit former la division Barbou en colonnes d'attaque ; la division Frésia eut ordre de manœuvrer sur la gauche et en arrière, pour contenir les assaillants. Cependant le pont d'Alcolea n'était pas coupé; une charge rapide pouvait nous en rendre maîtres. Un bataillon de la garde municipale de Paris, ayant à sa tête le major Estève, marcha le premier contre cette position ; d'autres corps l'appuyèrent. La tête de pont était protégée par un fossé très-profond : les Français, sans se laisser retarder par cet obstacle, se précipitèrent, et, montant sur les épaules les uns des autres, employèrent en guise d'échelles leurs baïonnettes fichées dans l'escarpe : ce fut ainsi que, bravant un feu meurtrier, ils escaladèrent l'épaulement et traversèrent le pont à la course. Les Espagnols furent tués ou culbutés, et le village d'Alcolea tomba au pouvoir de l'armée impériale. Sur la gauche la lutte fut plus longue ; mais la division Frésia, secondée par la brigade suisse, réussit à repousser l'ennemi. Juin 1808.

Les Français s'emparent de Cordoue.

Don Echevarria rallia les débris de son armée, et s'arrêta avec eux en avant de Cordoue ; mais le général Dupont ne laissa point aux Espagnols le temps de fortifier leur position. A son approche, les paysans insurgés abandonnèrent leur chef ; et don Echevarria, n'ayant plus avec lui qu'une poignée de soldats, ne chercha point à livrer un combat inutile. Il se replia sur Ecija, à douze lieues du champ de bataille. Cependant les habitants de Cordoue barricadèrent les portes de la ville, que Dupont ne tarda pas à investir. Le général, voulant éviter l'effusion du

Juin 1808. sang, fit sommer le corrégidor de lui livrer passage : il lui représenta que la place mal défendue par une muraille romaine, ne pouvait se croire à l'abri d'un coup de main ; il s'engagea à faire respecter les propriétés et les personnes. Ces propositions ne furent ni comprises ni acceptées : la population, privée de magistrats et de chefs, organisait confusément la résistance, et n'avait personne qui eût autorité de stipuler pour elle. Ne recevant aucune réponse, Dupont fit enfoncer l'une des portes de la ville à coups de canon ; les Espagnols firent feu au hasard par les fenêtres, et les Français, irrités de leur résistance, firent main basse sur la ville. Cordoue, l'antique cité des Maures, fière de sa cathédrale arabe, de ses richesses et de la magnificence de ses monuments, fut traitée comme une place prise d'assaut; une soldatesque effrénée égorgea ses principaux citoyens, pilla ses maisons, dévasta ses palais, dépouilla ses splendides églises : ce fut une journée de deuil et d'horreur dont le souvenir ne s'effacera point des cœurs espagnols, et qui se perpétue encore dans quelques chants nationaux. Les conscrits s'abandonnèrent à toute l'effervescence de la cupidité et de la violence ; les officiers et les généraux remplirent les fourgons des objets précieux qu'ils avaient dérobés aux citoyens ou aux chapelles. Témoin de ces douloureux sacriléges, le peuple espagnol remit à Dieu le soin de châtier les coupables, non moins ennemis de la religion et des saints que ne l'avaient été les califes Ommiades, et ces Maures dont Cordoue maudissait encore le souvenir. Ajoutons que ces attentats, commis par

Pillage sacrilége de Cordoue.

l'armée de Dupont, s'expliquaient d'autant moins que le soldat ne pouvait invoquer comme excuse l'exaspération causée par la résistance de la ville. La prise de Cordoue n'avait coûté que dix hommes à l'armée victorieuse ; au combat d'Alcolea, les Français n'avaient perdu que trente morts. Juin 1808.

Lorsque le général Dupont eut ressaisi un peu d'autorité, il prit des mesures pour arrêter le pillage et rétablir l'ordre : une contribution de guerre fut prélevée sur les habitants, comme s'ils n'avaient point assez souffert.

Les excès donnent une activité nouvelle au soulèvement de l'Espagne. — Terribles représailles.

Les troupes françaises campèrent autour de Cordoue ; et le général Dupont, en rendant compte de sa situation au grand-duc de Berg, réclama de prompts renforts. Pendant qu'il les attendait, l'insurrection l'enveloppait de toutes parts comme d'un cercle de fer et de feu : les attentats commis à Cordoue avaient ajouté à l'exaspération du peuple ; sur tous les points les Espagnols interceptaient ses communications, sonnaient le tocsin, et massacraient sans pitié les Français qui voyageaient sans escorte, et nos soldats blessés abandonnés dans les hôpitaux. Dans les environs de Jaën les paysans s'armaient, et préludaient à la guerre par des actes sanguinaires ; la Manche tout entière était insurgée. D'atroces vengeances signalaient la fureur du peuple : à la Caroline, le général René, qui avait glorieusement servi en Égypte, fut arrêté par la multitude, et plongé tout vivant dans une chaudière d'eau bouillante ; plusieurs officiers furent sciés vivants ou empalés. Tandis que ces excès épouvantables apprenaient aux

Juin 1808. Français à quels ennemis ils avaient affaire, don Echevarria cédait le commandement de l'armée d'Andalousie au célèbre Castaños; et ce général, ayant réussi à rassembler quarante mille hommes, marchait sur Cordoue pour la délivrer et la venger.

Fâcheuse situation du corps de Dupont.

Que pouvait faire Dupont avec une armée de conscrits et d'auxiliaires démoralisés pour la plupart, épuisés de faim et de soif, au milieu d'un été brûlant, dans un pays aride ou dévasté ? Ne recevant aucune nouvelle de Madrid, n'étant secouru ni par Bessières ni par Moncey (étreints eux-mêmes par la révolte dans d'autres provinces), il reconnut qu'on ne pouvait tenir davantage à Cordoue, et il résolut de se porter en arrière sur Baylen et sur Andujar, au pied des montagnes de la Sierra-Morena. Lorsque Savary, qui commandait à Madrid, eut connaissance de cette fâcheuse situation, il enjoignit à la division Vedel, forte de quatre mille hommes, et stationnée à Tolède, de se porter en toute hâte au secours de Dupont. Sur ces entrefaites, la junte de Séville se hâtait de prendre toutes les mesures nécessaires au développement de l'insurrection ; elle ralliait les fuyards, elle faisait distribuer des armes au peuple des campagnes ; enfin elle décernait à Castaños le titre et les droits de général en chef des armées nationales.

Suite des opérations en Andalousie.

Le 16 juin, Dupont abandonna Cordoue ; trois jours après il arriva à Andujar, sans avoir été suivi. Dans cette position, il prit des mesures pour contenir les campagnes voisines et pour réprimer l'insurrection de Jaën : cette ville fut prise par un détachement aux ordres du capitaine Baste. Quelques jours après, ce même

officier chassa les rebelles de la Caroline, et dégagea les chemins par lesquels allait venir la division Vedel. Celle-ci approchait à petites journées, eu égard aux difficultés de la route et à l'intensité des chaleurs. Arrivée le 26 juin devant les gorges de Despena-Perros, elle avait eu à combattre un rassemblement de trois mille insurgés qui cherchaient à lui disputer ce passage. Victorieuse sur ce point, la division Vedel s'était avancée jusqu'à Baylen, et s'y était établie. Baylen et Andujar sont situées à très-peu de distance l'une de l'autre, sur la droite du Guadalquivir et au pied de la Sierra-Morena. Juin 1808.

Dans les premiers jours de juillet, la ville de Jaën tomba de nouveau au pouvoir des insurgés ; mais elle leur fut enlevée par une brigade de la division Vedel. Le général Dupont restait cantonné à Andujar. Les ordres transmis de Madrid par le général Savary lui enjoignaient de n'entreprendre aucun mouvement décisif, jusqu'au moment où les troupes de Moncey et de Verdier auraient fait capituler Valence et Saragosse ; surtout on prescrivait à Dupont de ne point repasser la Sierra-Morena, mouvement rétrograde qui aurait pu donner une consistance redoutable à l'insurrection, en attirant dans la Manche les armées espagnoles de l'Andalousie et du royaume de Grenade. Le général Dupont ne se crut que trop enchaîné par ces ordres impérieux : victime de la consigne militaire, il n'osa sortir du cercle que lui traçaient des chefs qui de leur quartier général de Madrid, ne pouvaient se rendre compte des nécessités de la situation sur les points les plus opposés. Il demeura donc sur les bords

Juill. 1808. du Guadalquivir, entre Andujar et Baylen, avec des troupes découragées, privées de vivres, obligées de lutter contre la faim et la soif, et qui ne pouvaient s'écarter de leurs campements sans tomber sous la faux des insurgés de la campagne. On était au plus fort de l'été ; c'était la saison des fièvres endémiques dans la région du haut Guadalquivir : les soldats n'avaient ni vin, ni vinaigre, ni eau-de-vie; le soulèvement du pays les avait surpris avant qu'ils eussent pu s'approvisionner; les conscrits, pour se procurer le pain nécessaire, étaient obligés de moissonner eux-mêmes, et de moudre les blés à peine mûrs. En quelques jours les hôpitaux regorgèrent de plus de six cents malades; ceux qui n'étaient pas aussi gravement atteints perdaient leurs forces physiques, et achevaient de mettre en oubli la discipline. Cependant l'ennemi ne cessait de harceler ces troupes, qui retrouvaient encore un reste d'énergie pour repousser ses attaques. Ces divers combats diminuaient le nombre des soldats de Dupont, tandis que chaque jour perdu à attendre les ordres du gouvernement de Madrid augmentait le courage et la force de l'armée espagnole. La junte de Séville commandait avec toute l'ardeur d'un pouvoir révolutionnaire, et le peuple lui obéissait comme à un gouvernement établi depuis des siècles. On se serait cru aux jours où la France de 1792, menacée par l'Europe, en appelait au dévouement de ses fils : le riche et le pauvre, le plébéien et le noble, accouraient sous les drapeaux ; le trésor était rempli au moyen de dons patriotiques. Une armée s'était organisée à Séville, une autre se formait à Ma-

laga et à Grenade par les soins du Suisse Reding, issu d'une famille qu'avaient illustrée depuis des siècles le patriotisme et la vertu; le corps anglais du général Spencer, débarqué près de Cadix, servait de réserve et de renfort à l'insurrection nationale. Juill. 1808.

Le général en chef des armées espagnoles, Xavier de Castaños, avait vieilli dans le rude métier de la guerre ; il était adroit, expérimenté, mais sans exaltation; et, autant pour le surveiller que pour l'exciter, la junte avait placé auprès de lui un de ses membres, le comte de Tilli, aventurier criblé de dettes, mais agitateur passionné, et qui se croyait appelé à jouer le rôle de Catilina au profit de la vieille monarchie espagnole. Les troupes d'Andalousie opposées au général Dupont étaient réparties en quatre grandes divisions. La première, aux ordres de Reding, tenait la droite; elle était forte de dix mille hommes; la deuxième division, composée de six mille insurgés, avait pour général le marquis de Compigni, ancien officier aux gardes wallones; don Félix Jones, originaire d'Irlande, commandait la troisième division ; la réserve était aux ordres de don Juan Manuel de la Pera. Il y avait en outre des corps détachés sur les flancs des deux armées. Le 9 juillet, le quartier général des insurgés était à Arjouilla, à moins de deux lieues de la ville d'Andujar, alors occupée par nos troupes. Les jours suivants se passèrent en escarmouches et en combats d'avant-poste. L'ennemi occupait les hauteurs, et menaçait, par plusieurs points à la fois, les positions du corps de Dupont. Afin de le

Événements qui servent de préludes au désastre de Baylen.

Juill. 1808. tenir en respect et de maintenir les communications avec les provinces du centre, le général français s'était vu contraint d'éparpiller son monde ; sa position était désavantageuse, et, pour y faire face, il ne cessait de réclamer des renforts. Plusieurs de ses dépêches tombèrent aux mains de Castaños, qui, redoublant de confiance, prit des mesures pour cerner les Français et leur couper toute retraite. Cependant le général Vedel, qui marchait au secours de Dupont, arriva à Andujar le 16 juillet ; il avait laissé à Baylen le général Gobert avec quinze cents hommes, et détaché deux bataillons au gué de Mengibard, sur le Guadalquivir, dans la direction de Jaën.

Combat de Baylen. — Mort du général Gobert.

Ce même jour, dix à douze mille hommes de l'armée espagnole attaquèrent Mengibard, forcèrent le gué du Guadalquivir, et culbutèrent les deux bataillons français, qui se retirèrent en toute hâte sur Baylen. Le général Gobert vint à leur rencontre pour les rallier et les protéger, et le combat recommença entre le Guadalquivir et Baylen. Les Espagnols, refoulés par nos cuirassiers, s'arrêtèrent un moment; mais le général Gobert ayant été atteint d'une blessure mortelle, ce contre-temps changea la face des choses, et les troupes françaises rétrogradèrent jusque vers Baylen. Le général Dufour, qui les commandait, aurait dû se maintenir dans cette position. Voyant que l'ennemi ne se hâtait pas de le poursuivre, il crut devoir abandonner Baylen et se replier en arrière, sur la Caroline, pour maintenir les communications avec Madrid. Il avait craint que l'inaction de l'ennemi ne

cachât un piége, et il avait voulu soustraire l'armée au danger d'être tournée par Linarès et Baylen. Ce fut une précaution fatale. Juill. 1808.

Dans la soirée du même jour 16 juillet, on apprit au quartier général d'Andujar que le général Gobert était tué, et que sa division, évacuant Baylen, avait rétrogradé sur la Caroline. Le général Dupont prescrivit sur-le-champ au général Vedel de se porter sur Baylen, d'occuper ce poste, de battre les insurgés à Baylen, à Linarès, à la Caroline, partout où ils oseraient se montrer, et de revenir ensuite l'aider à vaincre ceux qui menaçaient Andujar. Ainsi se continuait un fâcheux système d'éparpillement, destiné à affaiblir l'armée, à la montrer sur tous les points inférieure à l'ennemi. Vers minuit, malgré la chaleur (dans la journée le thermomètre avait marqué 40 degrés), la division Vedel se mit en route; le lendemain, à huit heures, elle atteignit Baylen. Ce fut là que Vedel, trompé comme Dufour sur les projets de l'ennemi, jugea à son tour qu'il était nécessaire de se porter sur la Caroline, afin de garantir l'armée des périls imaginaires auxquels on la croyait exposée. Pour la troisième fois l'importante position de Baylen fut évacuée : le passage du Guadalquivir, à Mengibard, cessa d'être gardé, et la position du général Dupont fut de plus en plus compromise.

Pendant qu'on attribuait à l'armée espagnole le projet de tourner l'armée française par les défilés de la Sierra-Morena, l'ennemi recevait une direction toute contraire. L'armée insurgée de Grenade se portait sur Baylen, celle d'Andalousie sur Andujar. Tou-

Juill. 1808. tefois Castaños comprit sans peine, bien qu'il ignorât encore les mouvements de nos divisions, que la résistance de Dupont à Andujar serait difficile à vaincre, tandis que l'on réussirait facilement en attaquant du côté de Baylen. Cette idée fut soumise à un conseil de guerre, qui y adhéra. En conséquence, Castañoz laissa devant Andujar quelques troupes, assez nombreuses pour y retenir l'armée de Dupont; puis il envoya six mille hommes de renfort au général Reding, qui manœuvrait non loin de Baylen. Ces dispositions remplirent la journée du 17. Le général Dupont, sans pénétrer clairement les projets de l'ennemi, saisit, au moins en partie, le plan de Castaños. Pour le déjouer, il prit la résolution de s'éloigner d'Andujar, et de marcher sur Baylen. Par malheur, il différa son départ de vingt-quatre heures, et ce retard fut un contre-temps désastreux : observons toutefois que le général Dupont avait à prendre des mesures pour assurer les derrières de son corps d'armée, et qu'il lui fallait réunir des vivres et des moyens de transport. Il était impossible d'abandonner à l'ennemi des milliers de malades qui eussent été égorgés.

Le général Dupont quitte Andujar, et marche sur Baylen.

Situation respective des armées.

Dans la soirée du 18 on leva le camp d'Andujar, et l'armée de Dupont arriva le 19, vers la pointe du jour, sur les bords du Rumblar, à trois quarts de lieue de Baylen. Cette position était déjà occupée par les avant-postes de l'ennemi. Au delà, et en avant de Baylen, les Espagnols se déployaient au nombre de plus de seize mille. C'étaient des combattants vigoureux, pleins d'enthousiasme, parfaitement acclimatés, suffisamment pourvus de munitions et de vivres, et le

général Dupont n'avait sous ses ordres que neuf mille Français ou auxiliaires, mourant de soif, épuisés par la chaleur et les maladies, embarrassés par l'attirail de cinq cents voitures de bagages, et hors d'état de soutenir une lutte vigoureuse. Ainsi s'appesantissait sur nos soldats la justice qui punissait à la fois les attentats de Bayonne et les dévastations sacriléges de Cordoue. Juill. 1808.

Combats de Baylen.

Quelques coups de fusil furent échangés entre l'avant-garde française et les tirailleurs de l'armée de Reding; bientôt l'ennemi se déploya, et chercha à couvrir le passage de Baylen; nos troupes étaient encore fort espacées : l'arrière-garde se trouvait en marche, à trois lieues de la tête de la colonne; l'avant-garde se vit donc seule engagée, et fit assez bonne contenance : peu à peu elle reçut des renforts; mais l'ennemi, supérieur en nombre, et animé par l'exemple de Reding, contraignit le centre de l'armée de Dupont à se replier avec perte. Vers dix heures du matin, la brigade Pannetier étant arrivée sur le champ de bataille, sa présence rétablit les affaires. A midi, les Espagnols avaient perdu un millier d'hommes tués ou blessés; la perte des Français était double. Bientôt les Suisses qui servaient sous les ordres de Dupont désertèrent; les officiers seuls demeurèrent à leur poste. Le bataillon des marins de la garde fit bonne contenance. Trois fois le général en chef ordonna une charge générale à la baïonnette, et trois fois cette tentative échoua : la cavalerie, plus heureuse que l'infanterie, réussit à contenir l'ennemi, qui débordait continuellement les troupes françaises. Il

Juill. 1808. était midi; le combat durait depuis neuf heures, et il était impossible d'attendre de plus vigoureux efforts de la part de soldats qui tombaient de fatigue et succombaient sous le soleil, plus encore que sous les coups de l'ennemi.

Dupont est en proie aux incertitudes.

Dupont était le plus renommé des généraux de division de la grande armée; dans la campagne d'Austerlitz et dans la campagne de Prusse, il avait illustré son nom par de glorieux faits d'armes : mais l'infirmité de la nature humaine est telle, qu'on ne citerait peut-être aucun exemple d'homme qui n'ait jamais eu son jour de faiblesse. Le vaillant capitaine qui avait triomphé à Diernstein, ce combat de géants, fléchit, sur les bords du Guadalquivir, devant la fortune mauvaise. Le bruit du canon lui ayant annoncé que l'armée d'Andalousie, aux ordres de Castaños, arrivait à marche forcée sur le champ de bataille, le général français comprit qu'en moins de deux heures il allait se trouver enveloppé par quarante mille Espagnols exaltés par le succès, bien pourvus d'armes et de vivres, et auxquels il ne pourrait opposer que trois mille jeunes soldats exténués et hors d'état de prolonger le combat, derrière lesquels gisaient, sur des chariots ou sur la terre, plusieurs milliers de blessés et de malades : lutte impossible, et qui ne pouvait aboutir qu'au massacre des Français. Perdant l'espoir d'être secouru par la division Vedel, occupée à poursuivre un ennemi imaginaire; n'osant laisser aux insurgés andalous la cruelle satisfaction d'égorger ses soldats; atteint de deux blessures douloureuses, l'âme troublée par la

souffrance morale, le corps épuisé par la fièvre, il s'abandonna trop tôt peut-être au découragement général, et il ne vit plus d'autre ressource que d'entrer en pourparlers avec l'ennemi. Le général Marescot et l'officier d'ordonnance Villontreys, écuyer de l'empereur, furent chargés de se rendre en parlementaires auprès du général Reding. Cette démarche suspendit le feu des Espagnols, et de part et d'autre les combattants, posant les armes, attendirent l'issue des négociations. Cependant le brave général Pryvé, qui commandait les dragons, insistait pour qu'on essayât de s'ouvrir un passage à travers les masses ennemies; il déclarait que rien n'était encore désespéré; qu'il fallait se résigner à abandonner les voitures et les bagages, à la garde desquels on employait fort mal à propos des centaines d'hommes; qu'on devait former l'infanterie en plusieurs colonnes d'attaque, et la faire soutenir par la cavalerie; que ces dispositions seraient masquées par des bois, et permettraient d'enfoncer la droite des Espagnols; qu'après cet avantage obtenu, on pourrait marcher en combattant au-devant de la division Vedel, qui sans doute ne tarderait pas à se montrer. L'œil fixe, le visage morne et le corps vaincu par la fièvre, le général Dupont ne répondit rien. Il avait à peine entendu et n'avait pas compris.

Juill. 1808.

Le général en chef entre en pourparlers avec l'ennemi.

Cependant le général Vedel, après avoir perdu deux jours à poursuivre, dans les montagnes, des guérillas que de faux rapports avaient transformées en puissante force militaire, s'était enfin aperçu que les Espagnols ne manœuvraient nullement pour nous

Marche de la division Vedel.

Juill. 1808. couper toute retraite sur Madrid : reconnaissant l'erreur dans laquelle il était tombé, il avait conçu des inquiétudes sur le sort des troupes restées soit à Baylen, soit à Andujar, et que devaient déjà menacer des forces considérables. Incertain sur le parti qu'il avait à prendre, il passa la journée du 18 à la Caroline, afin de donner à ses soldats un peu de repos; et il envoya à Dufour l'ordre de venir le rejoindre, tout en laissant deux bataillons et quatre compagnies dans les défilés de la Sierra-Morena. Le 19 au matin, les troupes de Vedel se mirent en marche dans la direction du Guadalquivir. Comme elles commençaient leur mouvement, on entendit retentir le canon du côté de Baylen : c'était le bruit de la bataille si désastreuse dans laquelle succombait Dupont; mais Vedel ignorait ce qui se passait à six lieues de ses campements. A tout événement, il se portait avec sa division vers le théâtre du combat.

La marche était lente dans un pays de montagnes et sous un soleil étouffant; les heures se passaient, et le bruit du canon, dans le lointain, semblait s'éteindre, comme si la lutte, quelle qu'elle fût, touchait à sa fin. Les soldats se reposèrent, et prirent un peu de nourriture. Rien n'indiquait le danger qui, si près d'eux, menaçait leurs compagnons d'armes. Un troupeau vint à travers la route : les soldats, se mettant peu en peine de la discipline, se jetèrent sur les chèvres, les dépecèrent, et firent la soupe. Tout cela prit du temps. Vers midi, la canonnade avait cessé : on en conclut que l'affaire avait été peu sérieuse. Cependant la colonne se mit en mouvement,

et, en approchant de Baylen, elle aperçut des troupes. D'abord Vedel crut qu'il avait devant lui le corps du général Dupont; mais il ne tarda pas à être détrompé, et à reconnaître les uniformes espagnols. Sur-le-champ il appela plusieurs corps qu'il avait laissés en arrière, et il commença les dispositions de l'attaque. Juill. 1808.

Le général Reding envoya dire à Vedel qu'il y avait suspension d'armes; Vedel, qui croyait à un piége, répondit : « Allez dire à votre général que je m'en « soucie peu, et que je vais l'attaquer. » Les parlementaires insistèrent, en affirmant sur l'honneur que la suspension d'armes était réelle : alors Vedel chargea l'un de ses aides de camp de se rendre auprès de Dupont, et de vérifier l'exactitude de cette déclaration. L'aide de camp n'ayant pas reparu à l'heure fixée, Vedel commença l'attaque avec une impétueuse énergie : plusieurs positions furent enlevées aux Espagnols; mais, pendant le combat, un aide de camp du général en chef, escorté de deux officiers espagnols, s'avança vers Vedel, et lui remit l'ordre écrit de cesser le feu. Vedel témoigna peu de surprise; il obéit, espérant en secret que Castaños avait fait sa soumission au roi Joseph, et que la guerre était terminée.

Préliminaires de la capitulation.

Les pourparlers continuaient depuis midi au quartier général de Reding, et l'on ne tombait d'accord sur aucun article. Vers le soir, les généraux espagnols firent dire au général Dupont qu'ils ne pouvaient rien conclure touchant la capitulation, sans l'aveu du général en chef Castaños. Dupont n'avait

Juill. 1808. aucune objection à élever; il se borna à envoyer à Andujar les généraux Marescot et Chabert, leur recommandant de s'entendre avec Castaños sur les conditions qu'il faudrait accepter ou subir. Cependant la division Vedel témoignait hautement sa douleur et sa colère; elle ne voulait point souscrire à la suspension d'armes; elle demandait le signal de l'attaque. Le général Dupont, qui avait engagé sa parole, prescrivit de respecter l'armistice. Ce fut alors que Vedel leva son camp, et se replia avec sa division sur la Caroline.

Devant Baylen, il était impossible de se faire illusion : les soldats de Dupont et leurs chefs, sauf un petit nombre d'hommes intrépides, déclaraient à haute voix que la lutte était terminée, et qu'on ne pouvait trop se hâter de capituler, si l'on voulait conserver à la France plusieurs milliers de ses fils, hors d'état de défendre leur vie. Les conscrits abandonnaient leurs rangs, plusieurs brisaient leurs fusils; et, d'ailleurs, hommes et chevaux tombaient d'inanition. Le soleil dardait d'aplomb sur ces malheureux, étendus auprès des oliviers desséchés; la chaleur était si grande, que le feu prenait aux herbes flétries, et qu'il fallait déplacer les caissons d'artillerie pour éviter des explosions. A ces misères se joignait l'odeur infecte qu'exhalaient les cadavres couchés sur le champ de bataille, et qu'il n'avait pas été possible d'enterrer. Cependant le général Dupont, profondément affligé de se voir réduit à des extrémités si dures, et justement indigné des exigences de l'ennemi, eut de nouveau la pensée de combattre, et de mou-

rir du moins avec honneur. Il parcourut les rangs, il se mêla aux groupes, et plus d'une fois il exhorta ses compagnons à tenter un effort suprême. Hélas! l'indiscipline et le découragement avaient détrempé les âmes, et Dupont ne commandait plus à une armée, mais à un troupeau. Juill. 1808.

Le général donnait des ordres contradictoires; il y eut un moment où il enjoignit à Vedel de se retirer sur Madrid, et Vedel se hâta d'obéir. Comme il arrivait à Santa-Elena, à quelques lieues de la Caroline, un contre-ordre, provoqué par les Espagnols, lui fut remis. Les soldats et les officiers conjuraient leur chef de ne point obtempérer à des prescriptions indignes de leur courage; ils représentaient à Vedel que Dupont, ayant cessé d'être libre, avait perdu le droit de commander. Vedel n'osa s'affranchir des liens de la discipline, et il attendit. La nuit suivante, on lui remit la convention à laquelle Dupont venait d'adhérer, et qui mettait fin à cette série d'angoisses et de fautes.

En vertu de cette capitulation, conclue à Baylen, Capitulation. les troupes sous les ordres immédiats de Dupont étaient prisonnières de guerre; les divisions Vedel et Dufour ne devaient qu'évacuer l'Andalousie, mais on stipula qu'elles seraient reconduites en France par mer et sur des vaisseaux espagnols. Provisoirement le corps d'armée tout entier devait être désarmé, sauf à rendre les armes à ceux des soldats et des officiers qui ne seraient point réputés prisonniers de guerre. Pour ne point exposer les huit mille hommes placés sous les ordres immédiats de Dupont à un affreux

Juill. 1808. massacre, le général Vedel consentit à se soumettre aux déplorables stipulations de Baylen et d'Andujar (22 juillet).

Pourquoi fallait-il qu'un opprobre fût ajouté à tant de calamités? L'article 11 de la capitulation permit aux officiers généraux de conserver chacun une voiture et un fourgon; aux officiers supérieurs et aux officiers d'état-major, une voiture seulement, *sans être soumis à aucun examen.* Ainsi les chefs avaient stipulé la conservation d'un butin odieux; ils n'avaient pas craint de sacrifier une part de leur honneur en conservant leur vie! Sans doute on ne pouvait attendre d'eux qu'ils triomphassent du nombre, de la faim, de la misère et de la maladie; mais ils pouvaient mourir, et ils ne se résignèrent pas au sacrifice de leur vie. L'histoire, moins sévère que les contemporains, aurait eu de la pitié pour eux, elle aurait fait la part des terribles circonstances qui précédèrent la capitulation et semblèrent plus d'une fois la justifier; elle sera inexorable pour ceux qui, en rendant leur épée, songèrent à retenir quelques épaves du pillage.

Tristes suites de cette capitulation. Les troupes des généraux Dupont et Vedel défilèrent, le 23 juillet, devant l'armée espagnole, avec les honneurs de la guerre; elles déposèrent leurs armes à quatre cents toises du camp. On avait stipulé que la division Vedel, à son départ pour la France, recevrait de nouveau les armes qu'elle ne faisait que confier momentanément à la loyauté des Espagnols. Ces engagements ne furent point tenus. La capitulation fut violée par l'ennemi, sous prétexte que les moyens de transport manquaient, et que l'amirauté anglaise ne

voulait fournir ni vaisseaux ni passe-ports. Les troupes de Dupont et de Vedel, au mépris de la convention, demeurèrent prisonnières ; on les offrit en spectacle au peuple de l'Andalousie ; et sur toute leur route elles furent dépouillées, maltraitées, exposées aux plus graves sévices ; une partie fut placée sur des pontons dans le port de Cadix ; la plupart des malheureux prisonniers périrent de maladie et de faim dans ces bastilles flottantes ; ceux qui survécurent furent relégués dans l'île de Cabrera, rocher aride, calciné par le soleil, et qui fait partie du groupe des Baléares : d'horribles privations les y attendaient. Plusieurs autres milliers de leurs compagnons d'infortune furent conduits en Angleterre et enfermés sur des pontons, où ils languirent jusqu'à la fin de la guerre. Vainement on reprocha à l'Espagne insurgée ce manque de foi, cet oubli odieux de la parole militaire : on répondit que l'Espagne pouvait en user ainsi envers une armée qui était entrée dans ce pays sous le voile de l'alliance, et qui, pour prix de cette amitié, avait emprisonné le roi, saccagé ses palais, assassiné ses sujets, et arraché sa couronne. Ainsi se termina la déplorable expédition du général Dupont en Andalousie. Ce fut le plus grand désastre qu'eussent éprouvé les armes françaises depuis la révolution. Napoléon avait à redemander à Varus ses légions détruites par les barbares : dix-sept mille soldats venaient de passer sous les Fourches Caudines ; le midi de l'Espagne échappait à l'empereur ; et (circonstance bien autrement douloureuse) les armées de celui que l'Europe jugeait invincible étaient enfin vaincues

Juill. 1808.

Juill. 1808. et humiliées : le talisman était brisé, et le monde entrevoyait enfin par quels bras l'Occident serait affranchi du joug de la France. Ces pressentiments semblaient justes, ces espérances fondées; mais il était réservé à Napoléon de faire longtemps encore sentir sa force aux rois et aux peuples.

Le roi Joseph s'éloigne de Madrid.

Le jour où l'on apprit à la cour de Joseph que la gloire des aigles impériales avait été souillée à Baylen, le roi assembla un conseil de guerre à Madrid. Les avis furent partagés : le maréchal Moncey fut d'avis d'appeler Bessières au secours de la capitale, et d'opérer un mouvement de concentration en avant de Madrid; le général Belliard, homme clairvoyant et plein d'expérience, conseilla de se porter sur l'Èbre; Savary voulut qu'on se dirigeât sur Bayonne, afin de prêter la main à Bessières, et d'aller au-devant des renforts qui arrivaient de France. Cette opinion prévalut; la retraite fut décidée; on se détermina à abandonner Madrid et à se replier du côté du nord, pour y attendre l'empereur. Le lendemain du jour où l'on avait célébré en grande pompe son avénement au trône, le roi Joseph s'enfuit de sa capitale, laissant à ses courtisans et à ses ministres de la veille la permission de se ranger sous les drapeaux de la nation insurgée, ou de demeurer fidèles à sa royauté vaincue ou fugitive. Pendant qu'il se retirait à Vittoria, d'autres événements s'accomplissaient dans les diverses provinces de la monarchie espagnole.

Opérations militaires en Catalogne.

En Catalogne, le général Duhesme s'était trouvé aux prises avec les insurgés de la première levée de boucliers des Espagnols. Ce général, formé, dans

le royaume de Naples, à la guerre de partisans qu'on organisait autour de lui, ne s'était point laissé intimider par le soulèvement des campagnes et des villes. Dès les premiers symptômes d'insurrection, il avait envoyé le général Schwartz sur Mauresa, et la division Chabran sur Tarragone : Schwartz, attaqué au pied du mont Serrat par des rassemblements qu'il ne put disperser, avait été contraint de rétrograder sur Barcelone, et, pour effectuer ce mouvement de retraite, il avait eu des combats à livrer. La principale masse des insurgés catalans s'était portée sur le Lobregat, à peu de distance de Barcelone; elle s'y était retranchée. Le 10 juin, le général Duhesme se porta sur ce point avec quelques brigades, et l'ennemi fut dispersé et rejeté dans les montagnes. Le général Chabran, après avoir soumis Tarragone, s'était replié vers Barcelone : sur sa route, il eut à combattre les insurgés au village d'Arbos, qui fut livré aux flammes. Les jours suivants, les Espagnols battus dans plusieurs rencontres, se rallièrent et se retranchèrent au château de Mongat; ils en furent chassés, et perdirent quinze pièces de canon. Quelques jours après, un nouvel engagement eut lieu dans les défilés de Santo-Paolo de Mar : les Français, aux ordres de Duhesme, battirent l'ennemi, et lui enlevèrent douze pièces d'artillerie. Toutes ces victoires partielles affaiblissaient les Français sans diminuer l'énergie du peuple qui luttait pour son indépendance. Les places où il y avait des garnisons espagnoles avaient proclamé Ferdinand VII, et Duhesme devait chercher à les réduire. Il mit le Juill. 1808.

Juill. 1808. siége devant Girone. La fonte des neiges ayant grossi le Lobrégat, les paysans se retranchèrent de nouveau derrière ce torrent; leur droite s'appuyait à la mer. Ils furent encore attaqués et dispersés, mais ils ne tardèrent pas à rentrer en ligne : on se battit aux abords de Figuières, et, sur ce point, le général Reille mit en déroute les insurgés.

Événements en Navarre, en Aragon et dans le royaume de Valence.

D'autres soulèvements s'étaient manifestés à l'extrémité méridionale de la Navarre et en Aragon. A Tudela, le général Lefebvre-Desnouettes attaqua et dispersa quatre mille insurgés venus de Saragosse : des engagements eurent lieu à Mallen, à Alagon, à Epila, à Monte-Torrero; partout les insurgés furent vaincus; on leur enleva des fusils et du canon. Mais ces résultats, obtenus grâce à la supériorité de la science et de la discipline, ne décourageaient pas les vaincus. Bessières avait du moins réussi à comprimer l'insurrection dans la Vieille-Castille; mais les soldats de Napoléon, dans le royaume de Valence, s'étaient vus hors d'état de faire face aux obstacles d'une guerre nationale. Tout ce pays était soulevé, sous le commandement du général Caro : Moncey avait reçu mission de le soumettre. Le 21 juin, ce maréchal rencontra les ennemis, qui s'étaient retranchés sur des hauteurs, autour du village de Pesquera ; il les attaqua vigoureusement et les mit en fuite. Le 24, un nouvel engagement, non moins sérieux, eu lieu à Las Cabreras, en avant de Siete Annas où les Espagnols occupaient une position formidable : Moncey les attaqua sur les hauteurs, les chassa de mamelon en mamelon, et leur enleva leur artillerie, leurs munitions,

leurs bagages. Une junte insurrectionnelle s'était formée à Valence : Moncey marcha contre cette ville. A une lieue et demie en avant de la place, les insurgés cherchèrent à disputer la route aux Français ; en moins d'une heure, ils furent culbutés et perdirent du canon. Le lendemain 28 juin, dès la pointe du jour, le maréchal attaqua Valence. Les environs de cette ville sont coupés de canaux, entourés de jardins et couverts de maisons. Malgré les difficultés du terrain, Moncey ordonna l'attaque : les faubourgs furent enlevés à la baïonnette et jonchés de morts ; vingt pièces de canon tombèrent au pouvoir de nos troupes. Mais les remparts, entourés de fossés inondés, étaient à l'abri d'un coup de main, et la population avait pris la résolution de se défendre avec une énergie désespérée. Les citoyens garnissaient les murs ; les moines, tenant une épée dans une main et un crucifix dans l'autre, encourageaient, au nom de Dieu et du roi, le peuple à combattre : les femmes distribuaient des vivres et des munitions aux défenseurs de la cité. De pareils obstacles contraignirent Moncey à hésiter et à attendre des renforts. Les Français prirent position autour de Valence. Une division espagnole s'étant approchée de la place pour la secourir, Moncey saisit ce prétexte pour déloger honorablement ; il marcha contre ces nouveaux ennemis, les culbuta, et les mena battant jusqu'au col d'Almanza, sur la frontière du royaume de Murcie, où il acheva de les détruire. Il se disposait à revenir en force sur Valence ; mais le soulèvement de l'Andalousie le détermina à renoncer à cette entreprise. Il opéra donc sa retraite, non sans

Juill. 1808.

Août 1808. être vivement harcelé, jusqu'au corps d'armée qui occupait les deux Castilles. Ces divers événements avaient rempli le mois de juin et les premiers jours de juillet.

Premier siége de Saragosse.

De toutes les grandes villes espagnoles, Saragosse, capitale de l'Aragon, avait été l'une des premières à se déclarer contre les Français. Cette ancienne cité, assise aux bords de l'Èbre, n'est entourée que d'un mur de dix pieds de haut, successivement bâti et consolidé par les Romains, les Goths et les Maures : cette ville, peuplée de soixante mille âmes, était commandée par don Joseph Palafox, au nom de S. M. Ferdinand VII. C'était un homme de guerre jusqu'alors inconnu, et qui avait été choisi par hasard pour capitaine général; il ne s'était encore fait remarquer que comme un courtisan frivole : l'amour de la patrie devait en faire un héros. Les habitants de Saragosse étaient animés d'un ardent enthousiasme pour la cause de leur religion et de leur roi : ce peuple est l'un des plus intrépides de la Péninsule : robuste, fier, séditieux, aguerri contre les intempéries et contre ses maîtres, il sait lutter et souffrir. Que lui importait que sa ville ne fût point protégée par une enceinte à la Vauban? N'avait-elle pas une enceinte de pierres, doublée d'un rempart d'hommes? Des églises de marbre, des couvents de briques, des maisons solides bordant des rues étroites, ne formaient-elles pas autant de citadelles et de bastions qu'on disputerait à l'ennemi? C'était de Saragosse que Colmenar avait dit, il y a près d'un siècle : « Elle est sans défense, mais la va« leur de ses habitants supplée au manque de mu-

« railles. » Elle avait à honneur de réaliser cette louange prophétique. Cependant le général Lefebvre-Desnouettes, à la tête des troupes françaises, venait de se rendre maître de Monte-Torrero, plateau qui domine la place. Quelques jours après, il avait été rejoint par le général Verdier à la tête d'une division d'infanterie. Leur présence aux portes de Saragosse n'intimida point les braves Aragonais : les habitants s'empressèrent de mettre la ville en état de défense ; ils garnirent les maisons de sacs de terre, ils crénelèrent les murs et les bâtiments, ils démolirent les maisons bâties en dehors de l'enceinte et qui auraient pu favoriser les assiégeants, ils déracinèrent et coupèrent les oliviers, et élevèrent sur tous les points des batteries.

Le 30 juin, l'explosion d'un magasin à poudre qui existait au centre de la ville détruisit une rue presque entière. Pendant que les habitants, saisis de consternation, retiraient les blessés et les morts du milieu des décombres, les Français, commandés par le général Verdier, ouvrirent un feu terrible contre la place, et lancèrent dans Saragosse plus de douze cents bombes, obus ou boulets creux. L'incendie éclata sur plusieurs points à la fois. Le général Palafox avait fait établir une batterie devant le Portillo, quartier qui avoisine les remparts. Les principaux efforts des assiégeants se portèrent sur cette position ; mais la résistance des Espagnols fut admirable. L'épaulement, à plusieurs reprises détruit par nos batteries, fut sans cesse relevé par l'ennemi : la perte des Espagnols fut énorme, mais elle ne les intimida point. Une

Juill. 1808. jeune femme du peuple, nomme Augustina Saragoza, donna l'exemple du courage le plus intrépide. Comme les Espagnols, succombant sous le nombre, hésitaient à recommencer le feu, cette femme héroïque s'élança au milieu des morts et des blessés, arracha une mèche des mains d'un artilleur, mit le feu à une pièce de siége, et, se jetant ensuite sur le canon, elle jura de ne le quitter qu'avec la vie. Exaltés par ce spectacle, les Espagnols revinrent à leur poste, et combattirent avec une plus grande énergie (2 juillet). Cependant l'armée française, trop faible en nombre pour investir la place, attendit des renforts. Verdier fit rassembler les matériaux nécessaires à la construction d'un pont de radeaux sur l'Èbre. Le 11, les Français passèrent ce fleuve, sous le feu de l'ennemi ; le lendemain, le blocus de la place fut complété. Étrange siége qu'osait opérer une armée de huit mille hommes, essayant de réduire une ville qu'entourait une enceinte de trois mille toises, et que défendaient vingt mille citoyens, ouvriers, nobles, prêtres, moines, sans compter les enfants et les femmes ! Aussi se borna-t-on, pour le moment, à un investissement inefficace. Cependant Palafox prenait des mesures vigoureuses : il pourvoyait à l'approvisionnement des assiégés ; il employait les moines à la fabrication de la poudre ; tout le soufre qui pouvait se trouver dans la ville était mis en réquisition ; la terre des rues était lavée pour en recueillir le salpêtre. Ainsi se passa le mois de juillet.

Les Français, ayant reçu des renforts, resserrèrent les assiégés et repoussèrent leurs sorties ; dans la

Août 1808.

nuit du 2 août, ils ouvrirent un feu terrible en face de la porte d'El-Carmen ; l'incendie consuma l'hôpital des Enfants-Trouvés, mais on parvint à soustraire à la mort le plus grand nombre des malheureux qui se trouvaient renfermés dans cet asile. Le 4, le général Verdier fit tonner de nouvelles batteries sur un autre point de la ville, et les assiégeants emportèrent le couvent de Santa-Engracia, réduit en ruines. Cette position les rendait maîtres d'une partie de la place ; aussi Verdier écrivit-il à Palafox pour le sommer de se rendre. Le billet du général était laconique, il ne renfermait que ce peu de mots : « Santa-Engracia : capitulation. » L'ennemi répondit dans le même style : « Saragosse : guerre à mort ! » Cette déclaration ne demeura pas stérile ; les citoyens combattirent de rue en rue, de maison en maison, de chambre en chambre. Les Français occupaient l'un des côtés du Cosso, grande rue qui entoure une partie de Saragosse, comme les boulevards de Paris : l'autre côté était au pouvoir des Espagnols : ils s'y retranchèrent avec du canon, et l'espace qui séparait les combattants fut bientôt comblé par des monceaux de cadavres qu'on jetait du haut des fenêtres, ou par les corps de ceux qui succombaient en luttant dans la rue. Ce combat affreux dura plusieurs jours. On craignait la contagion que pouvait causer l'entassement des morts ; Palafox refusa de demander une trêve de quelques heures, mais il employa les prisonniers français à ensevelir les cadavres, et les soldats de Verdier n'osèrent tirer sur leurs frères. Le 5, un renfort de trois mille hommes, Espagnols, Suisses et volontaires d'Aragon,

Août 1808. entra dans la ville. La présence de ces nouveaux adversaires diminua les espérances du général français; mais l'empereur lui prescrivait de continuer jusqu'au bout cette lutte acharnée. De part et d'autre on ne cessa de combattre, et peu à peu les Espagnols reprirent aux assiégeants les quartiers dont ceux-ci s'étaient rendus maîtres. Ce fut une résistance digne à jamais de l'admiration des peuples. Le clergé séculier et les moines, élevant l'image du Dieu crucifié, prêchaient sur les places, dans les rues, au milieu de la fusillade ; ils guidaient les détachements et administraient les blessés. Parmi ces prêtres animés d'un si glorieux dévouement, on remarquait surtout Yago Sass, l'un des curés de la ville, à qui les assiégés avaient décerné le grade de capitaine. Dans le nombre des femmes dont le dévouement encourageait celui des soldats, on citait avec bonheur la comtesse Burita, appartenant à l'une des premières familles de l'Aragon : les autres femmes étaient rangées sous ses ordres ; elle leur donnait l'exemple, elle les devançait sur la brèche dans la mêlée, au milieu des décombres, lorsqu'elles allaient porter aux combattants des munitions, des secours et des vivres. L'Espagne, justement enorgueillie par de pareils actes, voyait revivre les jours de Sagonte et de Numance.

Les Français lèvent le siége. Le feu des assiégeants se prolongea, terrible, jusqu'au 14 août : le lendemain, jour de l'Assomption, comme on s'attendait à une bataille plus sanglante encore, on vit les Français se retirer lentement et lever le siége. Les Espagnols ne savaient à quoi attribuer cette résolution inattendue : ils apprirent plus tard les

événements de Baylen, la fuite de Joseph, et la concentration des troupes françaises sur Vittoria : c'étaient là, après leur courage, les causes de la délivrance de leur ville héroïque. Ainsi se termina le premier siége de Saragosse, qui coûta aux Français plus de trois mille hommes, et près de deux mille aux Espagnols. Ce fut d'ailleurs moins un siége qu'une longue bataille de deux mois, durant laquelle l'enthousiasme religieux et l'amour de la patrie l'emportèrent sur la discipline et la valeur réglée. Dès qu'ils furent certains de leur délivrance, les habitants de Saragosse se répandirent en actions de grâces au pied des autels, et honorèrent d'une manière toute particulière Notre-Dame del Pilar, protectrice de leurs foyers. La ville ne présentait dans plusieurs quartiers que des amas de décombres, où fumait encore l'incendie ; les édifices s'écroulaient, et le craquement des murs menaçait à chaque pas la sécurité des vainqueurs. Août 1808.

Deux jours après, à l'autre extrémité de l'Europe, s'accomplissait un événement destiné à accroître les espérances de l'Espagne. Le 17 août, en effet, le marquis de la Romana s'embarquait sur la Baltique avec les dix mille vétérans espagnols que Godoï avait autrefois prêtés à Napoléon en qualité d'auxiliaires. Ces troupes avaient été reléguées dans l'île de Fünen qui fait partie du Danemark : Napoléon voulait les retenir loin de leur patrie, afin de les empêcher d'aller prendre part à la lutte. Grâce aux habiles tentatives des agents anglais, elles échappèrent à la surveillance des alliés de Napoléon, et elles furent transportées en Espagne. Débarquement du corps de la Romana.

Juin 1808.

Pendant que le roi Joseph abandonnait sa capitale et se retirait dans les provinces du nord, pour y attendre les secours de la France, le royaume de Portugal échappait à son tour à la domination impériale.

Une armée anglaise, unie aux milices nationales, entreprend d'enlever le Portugal aux Français.

Junot, qui occupait ce pays et y exerçait les fonctions de gouverneur général, avait employé ses soins à réorganiser toutes les parties de l'administration civile et militaire : aidé des généraux Travot, Delaborde, Loison et Kellermann, il y était parvenu ; et il avait réalisé le problème difficile de contenir un royaume avec une armée de vingt-quatre mille hommes, isolée de la patrie et entourée de populations avides de soulèvements et de vengeance. Soudain on apprit à Lisbonne qu'une armée ou, pour mieux dire, une avant-garde anglaise était débarquée dans les Algarves, et que les insurgés espagnols se disposaient à marcher au secours de la nation portugaise. A l'embouchure du Douro, la ville d'Oporto, la seconde du royaume, était tombée au pouvoir des insurgés. Ces événements furent les prémices d'un soulèvement général : le 15 juin, jour de la fête du Saint-Sacrement, avait été désigné pour l'explosion du mouvement patriotique. Ce jour-là, l'insurrection éclata à Lisbonne, à Braga, à Chavès, dans les principales villes de Tra-los-Montes, d'entre Duero et Minho, et dans une partie du Beira. Junot réussit à comprimer la ville de Lisbonne; mais dans les provinces le soulèvement brava les efforts des garnisons françaises, et un grand nombre de nos soldats périrent sous le couteau des habitants. Peu de jours après, une flotte an-

glaise, portant dix mille hommes de cette nation, parut à l'embouchure du Tage. L'heure de la délivrance approchait. Les peuples du Portugal, se montrant dignes enfin de leur histoire, faisaient retentir des cris guerriers. Les villes proclamaient l'autorité du prince régent, et abolissaient le pouvoir de Junot. Une junte suprême, installée à Oporto, donnait des lois aux populations insurgées ; les étudiants de Coïmbre prenaient les armes et se mêlaient aux guérillas. Sur quelques points, à Beja, à Leiria, à Evora, les Français réussissaient à comprimer la révolte en prodiguant les supplices aux rebelles ; mais ces exécutions sanglantes ne servaient qu'à accroître le nombre et la férocité des rebelles : d'affreuses représailles avaient lieu, malgré les paroles de miséricorde qui descendaient des chaires catholiques. En Portugal comme en Espagne, les moines conduisaient le peuple au combat, et faisaient du crucifix un étendard de patriotisme et d'indépendance. Juill. 1808.

Les Français n'avaient pas plus de neuf cents hommes dans les Algarves : cette province leur fut enlevée. A Lisbonne, la position devenait bien difficile. Junot demanda à l'amiral russe qui mouillait dans les eaux du Tage de débarquer quelques hommes, pour contenir le peuple en lui montrant l'alliance de la Russie et de la France. L'amiral répondit froidement que son maître n'était point en guerre avec le Portugal. Junot envoya des députés dans les provinces, leur donnant mission d'apaiser le peuple ; mais ces agents furent repoussés et maltraités. Cependant le général Loison contraint d'abandonner Alméida, s'était replié sur le

Août 1808. Tage, et le général Kellermann était entré à Lisbonne avec les troupes qu'il ramenait des Algarves et de l'Alentejo : ces forces permirent à Junot de diriger quelques expéditions sur les provinces, et d'entreprendre de les réduire à la soumission. Ce furent là autant de vaines tentatives : quelques combats isolés, glorieux pournos armes, n'empêchèrent pas l'insurrection portugaise de se développer dans toute l'étendue du royaume, favorisée, du côté de l'Océan, par les troupes anglaises, et, du côté de l'Espagne, par le formidable soulèvement de l'Andalousie, de l'Estramadure et du royaume de Léon. Que pouvait faire une poignée d'hommes contre tant d'ennemis ?

Les forces anglaises récemment débarquées en Portugal comprenaient deux divisions : l'une, de cinq mille hommes, aux ordres du général Spencer, était venue d'Égypte en Sicile, et de Sicile à Gibraltar; elle avait été envoyée aux bouches de la Guadiana, d'où elle avait envahi le royaume des Algarves. L'autre, forte de dix mille combattants, se composait en partie de l'armée expéditionnaire qui, en 1807, avait concouru au bombardement de Copenhague. Elle avait pour chef l'officier le plus habile des troupes de la Grande-Bretagne, sir Arthur Wellesley, déjà célèbre par ses services dans l'Inde, et qui plus tard devait rendre si fatal à la France le nom de Wellington. Le général Spencer avait ordre de venir se mettre sous le commandement de sir Wellesley dès qu'il en serait requis. Indépendamment de ces divisions anglaises occupées à guerroyer dans le Portugal, on attendait des renforts prêts à s'embarquer à Ramsgate

et à Harwick. Enfin sir John Moore, revenant de la Baltique avec onze mille hommes, ne devait pas tarder à opérer un débarquement dans les provinces espagnoles. L'amiral sir Charles Cotton, commandant les forces navales de l'Angleterre sur ces parages, avait mission de seconder les mouvements des armées de terre. Août 1808.

Sir Arthur Wellesley avait débarqué entre Oporto et Lisbonne, à l'embouchure du Mondego : son plan était de longer la mer, de s'approcher de Lisbonne, et de donner par sa présence, au peuple de cette ville, le signal de l'insurrection. Le général Spencer, s'éloignant des Algarves à la nouvelle des événements de Baylen, s'était à son tour embarqué, pour venir joindre la principale division anglaise, aux bouches du Mondego. Ainsi, dès le milieu du mois d'août, sir Arthur Wellesley se trouvait à la tête de quatorze à quinze mille hommes, presque tous fantassins et artilleurs, l'élite de l'armée anglaise. Les Portugais auraient pu lui fournir d'utiles renforts; mais les généraux des deux nations, armés pour la même cause, s'entendaient mal et n'agissaient point de concert, comme s'ils se fussent défiés l'un de l'autre. Quoi qu'il en soit, quelques bataillons de milice portugaise flanquaient la gauche des Anglais, et les opérations de l'armée régulière trouvaient un appui dans le soulèvement de la province de Beira. Junot ne tarda pas à comprendre l'étendue du danger, mais il résolut d'y faire face.

Junot, plus intrépide que sensé, avait pris dans nos camps l'habitude de haïr les Anglais, et de ra-

Août 1808. baisser en paroles les armées britanniques; il ignorait que le soldat anglais, soumis à une rude discipline, façonné au métier de la gloire par la bastonnade, est commandé par des officiers admirables d'honneur et de dévouement; que, pourvu qu'il soit bien nourri, bien vêtu, bien guidé, personne né l'égale en fermeté devant le péril, en patience devant la mort. Le tort des hommes de notre pays est de mépriser les armées étrangères, comme composées de vils mercenaires et de soldats sans courage : ceux de nos généraux qui ont vu et réfléchi se défient de ces vanités de corps de garde, et ils tiennent pour dignes de respect les gens de cœur de tous les pays; ils savent que chaque soldat étranger a ses qualités et ses défauts, et que le talent des chefs consiste à en tenir compte. Junot, aveuglé par les victoires de l'empire, oubliait volontiers de rendre justice à ses ennemis : marcher aux Anglais, les vaincre, les culbuter dans l'Océan, en délivrer la Péninsule, c'était, à ses yeux, une entreprise facile; il suffisait de se montrer, et de combattre au cri de *Vive l'empereur!* Junot était de ceux qui réduisaient la tactique militaire à cette formule.

Depuis quelques semaines, il avait fatigué ses troupes en les envoyant guerroyer dans les provinces, ou en les disséminant dans divers postes. Il ne comptait guère sous ses ordres, à Lisbonne, que dix mille hommes dont il pût disposer. Il rappela précipitamment quelques autres troupes, puis il chargea l'un de ses lieutenants, le général Delaborde, de se porter vers Leiria pour observer et harceler les Anglais, en

Août 1808.

attendant qu'il pût lui-même marcher au-devant de l'ennemi. Le 17 août, la division Delaborde, forte à peine de trois mille hommes, se vit contrainte d'en venir aux mains avec l'armée anglaise aux environs de Roliça. Les Français avaient pris position sur des hauteurs; ils y attendirent les Anglais. Ceux-ci s'avancèrent lentement, mais avec résolution. Dès qu'ils se furent engagés dans un terrain accidenté et favorable à la guerre d'embuscade, les Français se jetèrent sur eux à la baïonnette, tandis que des tirailleurs, habilement postés, secondaient avec bonheur ce mouvement. Le combat dura quatre heures. Le général Delaborde céda enfin au nombre, et se replia; mais l'ennemi avait eu près de quinze cents hommes tués ou blessés. Trois jours après, l'armée anglaise, ayant reçu des renforts, se trouva forte de dix-huit mille combattants.

Combat de Roliça.

Le général Junot, réunissant ses forces à celles des généraux Loison et Delaborde, marcha à la rencontre des Anglais. Les Français allaient lutter un contre deux. Le désavantage du nombre aurait pu être compensé par la position, si Junot avait voulu laisser les Anglais s'engager dans les défilés étroits qu'il faut franchir, à la droite du Tage, pour arriver à Lisbonne : il aima mieux les attaquer dans leurs campements, et les jeter à la mer. Le 20, sur le soir, il parut devant les hauteurs de Vimeïro, que couronnait l'ennemi. La situation des Anglais était formidable. Leurs brigades, établies sur des collines, avaient conservé des communications entre chaque corps, et s'appuyaient mutuellement. Leur armée,

Bataille de Vimeïro.

Août 1808. rangée sur trois lignes, présentait un triple étage de positions défendues par une nombreuse artillerie. Cependant Junot les attaqua le 21, dès la pointe du jour, et sans précautions. Le terrain offrait des obstacles insurmontables. Les Français, après avoir abordé les retranchements de l'ennemi avec toute l'impétuosité naturelle aux soldats de notre nation, se virent soudainement arrêtés et refoulés. Écrasés par la mitraille, fusillés à bout portant, rompus et décimés par la baïonnette, ils se retirèrent en désordre, abandonnant sur le terrain plusieurs canons et dix-huit cents hommes tués ou blessés. A midi, ils se replièrent sur Torres-Vedras, faisant d'ailleurs bonne contenance, et refoulant les Anglais à coups de sabre chaque fois que ceux-ci les poursuivaient de trop près. Ce fut ainsi qu'ils reparurent sous les murs de Lisbonne.

Alors Junot comprit sa situation; il vit qu'avec moins de dix mille hommes vaincus et fatigués, il ne pouvait tenir tête à une armée anglaise double en nombre, à toutes les milices nationales des provinces insurgées, et surtout à une capitale peuplée de trois cent mille âmes, qui n'attendait que le signal d'un soulèvement. Essayer de prolonger la lutte, c'était sacrifier ses compagnons d'armes sans utilité pour la France : aussi prit-il la résolution d'entrer promptement en négociations avec les Anglais.

Convention de Cintra.

Le duc d'Abrantès (c'était le titre impérial de Junot) envoya Kellermann au quartier général de l'ennemi, pour traiter au nom de l'armée française. Kellermann portait un nom cher à la France; il était fils du

vainqueur de Valmy, et il avait lui-même contribué puissamment à la victoire de Marengo. L'honneur de nos armes était bien gardé, lorsque le soin de stipuler pour elles appartenait à un pareil négociateur: aussi Kellermann ne voulut-il entendre que des propositions tellement honorables, que le chef d'une armée de cent mille hommes aurait pu les accepter sans honte. Comme les Anglais se montraient exigeants, le duc d'Abrantès maintint avec énergie les conditions proposées par Kellermann; et plût à Dieu que Dupont, à Baylen, eût osé prendre sur lui de résister avec la même énergie! « Ne pensez pas, dit Junot au négociateur ennemi, qu'en signant le traité vous me faites une grâce: à ce titre, je n'accepterais rien de vous, ni de personne au monde. Il s'en faut d'ailleurs que vous soyez moins intéressé que moi à le signer. Ainsi, dites un mot, et mon parti est pris: je déchire le traité; je brûle la flotte, je brûle la marine, les arsenaux, la douane et tous les magasins; je fais sauter les forts et les ouvrages; je détruis l'artillerie; je défends Lisbonne pied à pied; je brûle tout ce que je suis forcé d'abandonner; je vous fais payer chaque rue de la ville par des flots de sang, et je me fais encore jour à travers votre armée : ou bien, en comprenant dans cette destruction tout ce qui est ou pourra se trouver en ma puissance, je m'ensevelis, avec les débris de mon armée, sous les ruines du dernier quartier de la ville, et nous verrons alors ce que vous aurez gagné à me réduire à cette extrémité... » Après de nombreuses entrevues, le général Kellermann et

Août 1808.

Août 1808. le colonel Georges Murray signèrent, le 30 août, la convention de Cintra [1], qui réglait l'évacuation du Portugal par l'armée française.

L'armée de Junot est ramenée en France.

Il y était dit que toutes les places et forts du royaume de Portugal seraient remis aux Anglais, et que les troupes françaises s'éloigneraient de ce royaume avec armes et bagages, sans être considérées comme prisonnières de guerre, et en conservant la liberté de servir. Le gouvernement anglais s'engageait à fournir des moyens de transport à l'armée

[1] Ainsi nommée parce que le quartier général de l'armée anglaise était établi au village de Cintra. Lord Byron a maudit en termes énergiques cette stipulation, qui, en Angleterre, fut jugée avec beaucoup de sévérité.

« ..... La sottise foula au pied le panache du vainqueur, et la « politique reconquit ce qu'avaient perdu les armes. Que les lau- « riers croissent en vain pour des chefs tels que les nôtres! Malheur « aux vainqueurs plutôt qu'aux vaincus, depuis que la victoire lan- « guit dédaignée sur les côtes de la Lusitanie!

« Depuis le jour de cette convention fatale, ô Cintra! ton nom « fait pâlir la Bretagne; ceux qui tiennent les rênes de l'État fré- « missent, et rougiraient de honte si leurs fronts savaient rougir. « Comment la postérité appellera-t-elle cet acte déshonorant? Nos « descendants et ceux de nos alliés ne verront-ils pas avec mépris « ces généraux privés de toute gloire? Les ennemis vaincus dans le « combat ont été les vainqueurs dans ce palais, où nous serons « dévoués aux railleries des nations pendant les siècles à venir. »

(*Child-Harold*, ch. I, XXXV-XXXVI.)

La postérité est venue pour plusieurs de ceux qui signèrent la capitulation de Cintra; elle s'est montrée moins sévère que le poëte, et elle n'a point ratifié la violence exagérée de ces reproches. Les hommes de guerre eux-mêmes, fort compétents en fait d'honneur, ont jugé avec impartialité et indulgence l'acte de Cintra.

française; celle-ci devait emporter toute son artillerie de calibre, ses équipages d'artillerie, ses caissons, son équipement, sa caisse militaire et ses voitures. La cavalerie et les officiers obtenaient d'embarquer leurs chevaux, dont le nombre était limité à huit cents. Les blessés et les malades de l'armée française qu'on ne pouvait transporter sans danger, restaient confiés à l'honneur de l'armée anglaise. Tous les sujets de l'empire ou de ses alliés, domiciliés ou résidant en Portugal, devaient être protégés dans leurs biens et dans leurs personnes. Les Portugais qui avaient donné des marques de sympathie à la France ne devaient point être inquiétés. On convenait d'échanger les prisonniers. Dans le cours de la discussion, une stipulation relative à la flotte russe avait offert quelque difficulté. Le général Junot voulait la comprendre dans le traité définitif; l'amiral anglais s'y refusa. Ce conflit aurait pu faire rompre la négociation; mais l'amiral russe, qui jusqu'alors n'avait pas voulu se prononcer, déclara qu'il n'avait pas besoin de l'intercession des Français, et qu'il traiterait séparément. La convention de Cintra, si honorable pour le duc d'Abrantès et si triste pour la France, puisqu'elle nous enlevait un royaume, fut loyalement exécutée par les généraux de Sa Majesté Britannique. A tort ou à raison, l'opinion publique en Angleterre se révolta contre ce qu'elle appelait des concessions indignes de l'honneur national. Cette colère était mal fondée; mais le peuple anglais, exalté par le succès de Baylen, exigeait de ses généraux et de ses armées des victoires impossibles; il lui semblait facile et naturel Sept. 1808.

1808. de faire passer Junot et son armée sous les Fourches Caudines, et de reléguer sur les pontons de la Tamise nos régiments dépouillés et suppliants. De toutes parts on demandait une enquête. Le gouvernement l'accorda, mais elle justifia les négociateurs anglais. Quoi qu'il en soit, deux mois après la convention de Cintra, Junot et ses compagnons d'armes, au nombre de vingt-deux mille, avaient repris du service sous les drapeaux de Napoléon, et combattaient dans les rangs de l'armée d'Espagne.

Murat est nommé roi de Naples.

La couronne de Naples était devenue vaçante par l'avénement du roi Joseph au trône d'Espagne : un décret de l'empereur appela à régner sur les peuples de Naples et de Sicile le prince Joachim-Napoléon, grand-duc de Berg et de Clèves. Le nouveau roi conservait la dignité de grand-amiral de France, qui devait rester attachée à sa couronne tant que durerait la dynastie de Murat. C'était, sous un titre d'honneur, maintenir le souverain de Naples dans la situation de vassal de l'empire français. Joachim accepta la royauté à cette condition inférieure, mais il se réserva de profiter des circonstances qui s'offriraient un jour à lui pour secouer la suzeraineté de Napoléon : cette espérance fut à la fois son crime et sa perte. Mais n'anticipons pas sur les événements.

Révolution à Constantinople.

Une autre révolution, qu'on aurait pu croire empruntée aux annales du Bas-Empire, s'accomplit à Constantinople. Le 29 mai 1807, le sultan Sélim III avait été déposé par les janissaires et relégué dans le sérail : les rebelles avaient mis sur le trône son neveu Mustapha IV. Le sultan déchu avait conservé

des amis dévoués et fidèles. L'un d'eux, Mustapha Baïractar, pacha de Rutschuck, avait conservé l'espoir de rendre le sceptre à son maître et à son bienfaiteur. Baïractar commandait les armées turques sur le Danube. Au mois de juillet 1808, il les dirigea sur Constantinople, mais il n'eut garde de proclamer ses intentions, et il annonça au contraire que son projet était de rendre hommage à Mustapha IV. Le 28 juillet, le pacha rebelle entra dans la capitale, à la tête de huit mille hommes ; il convoqua le mufti, les ulémas, les ministres, et fit prononcer par cette assemblée la déchéance de Mustapha IV et le rétablissement de Sélim. Le sultan résista aux insurgés. Baïractar se porta alors sur le sérail, il s'en fit ouvrir les portes, et il exigea que Sélim lui fût immédiatement remis. On obéit à ses volontés, mais on ne lui livra que le cadavre du malheureux Sélim, mis à mort par ordre du sultan. Furieux et saisi d'horreur, Baïractar déposa Mustapha, et proclama à sa place, sultan de l'empire, le jeune Mahmoud IV, neveu de Sélim, qu'avait épargné la cruauté de Mustapha. Devenu grand vizir sous le nouveau prince, Baïractar poursuivit les réformes commencées par Sélim, et qui avaient si fort indigné les janissaires. Cette tentative hardie était prématurée. Les janissaires levèrent le drapeau de la révolte ; on se battit dans les rues de Constantinople ; l'incendie mêla ses ravages à ceux de la guerre ; et Baïractar ne pouvant échapper à ses ennemis, se fit sauter dans une tour sous laquelle il avait caché à dessein un amas de poudre. La vengeance des janissaires étant assouvie, cette féroce 1808.

Août 1808. milice rentra dans l'obéissance, et elle permit à Mahmoud de régner paisiblement. Un jour devait venir plus tard où, décimée et détruite par Mahmoud lui-même, elle se repentirait de l'avoir épargné. Ces catastrophes n'attirèrent pas longtemps l'attention du monde ; les regards semblaient uniquement attachés sur les affaires d'Occident.

Impression produite par les événements qui venaient de s'accomplir au delà des Pyrénées.

L'empire français était demeuré calme et silencieux sous la main de Napoléon ; une compression énergique contraignait à la soumission toutes les provinces de ce vaste territoire ; et jamais, depuis un siècle, on n'avait moins entendu battre le cœur de la France. Le pays connaissait fort mal ce qui s'était passé en Espagne et à Bayonne ; ce qui transpirait n'était guère à la gloire de l'empereur, et c'était pour les sujets une raison de plus de se taire. L'Europe observait avec étonnement ; amis et ennemis se disaient que jamais on ne s'était joué avec moins de formes des droits d'une dynastie et de l'indépendance d'un peuple. L'empereur le comprenait mieux que personne; et plus il avait à étouffer de reproches intérieurs, plus il s'irritait de ce que l'insurrection de la Péninsule et les tentatives de l'Angleterre lui enlevassent le fruit de tant de calculs et de tant d'usurpations : il s'indignait de subir l'humiliation d'un échec, et d'être vaincu à la fois sur le terrain des batailles et sur celui des principes.

L'empereur cherche à donner le change à l'opinion.

Cependant il dissimulait ses mécontentements, et il cherchait à donner le change à ses peuples. Comment arriver à dissimuler jusqu'au bout des revers inattendus ? Ne serait-ce pas révéler au monde les vices de l'édifice impérial, que de pa-

raître enfin vulnérable ? Et pourtant Joseph avait fui de sa capitale ; l'armée de Dupont s'était courbée sous le joug ennemi ; le Portugal, arraché aux aigles françaises, appartenait aux Anglais. En attendant le jour où il faudrait étaler de tels désastres sous les yeux de la France, Napoléon voulait recueillir les hommages des provinces et des villes qu'il avait à parcourir pour se rendre de Bayonne à Paris ; surtout il méditait des armements destinés à reprendre à l'insurrection et à l'étranger tout le terrain que de fausses mesures avaient laissé prendre en Espagne. Août 1808.

On dit que l'empereur, lorsqu'il apprit la capitulation de Baylen, laissa éclater une colère tantôt sourde tantôt bruyante, mais toujours terrible : « Je vou« drais, s'écria-t-il, effacer cette honte au prix de tout « mon sang. » Il ne permit pas que la capitulation fût publiée dans les journaux ; il ordonna une enquête ; puis, substituant la violence au droit et l'arbitraire à la justice, il fit enfermer dans une prison d'État les généraux Dupont, Marescot et Vedel, plus malheureux que coupables, et qui demandaient des juges.

Napoléon visite la Vendée.

Il avait autrefois promis à la Vendée de la visiter : il voulut tenir cet engagement. Sur la route, il vit successivement Rochefort, la Rochelle et Niort, et partout il fut accueilli par les acclamations des multitudes. Il voulut contempler de ses yeux la ville qu'il avait fait construire pour en faire le chef-lieu du département de la Vendée, et à laquelle il avait donné son nom, ce nom qui fut enlevé pendant trente-trois ans à cette cité, et qu'une troisième ré-

Août 1808. volution lui a rendu. Dans cette ville improvisée au milieu du marais vendéen, sur les bords de la Sèvre comme sur ceux de la Loire, de Nantes à Saumur, sa présence fit éclater des témoignages non équivoques d'admiration et de sympathie. La Vendée ignorait comme le reste de l'empire, le détail des actes accomplis à Bayonne; elle ne savait rien de ce qui se passait dans la Péninsule: elle saluait donc avec empressement l'homme qui avait réparé tant de ruines et restauré les autels. Plus tard, on devait apprendre aux peuples de cette contrée tout ce qui avait été fait contre les descendants de Louis XIV et contre l'indépendance du saint-siége, et la Vendée était destinée à relever son drapeau.

Napoléon à Paris.

Napoléon rentra à Paris le 14 août. Il lui tardait de se trouver en présence du corps diplomatique, et de savoir si les événements d'Espagne n'avaient pas refroidi les rapports des puissances étrangères. La Russie, espérant toujours une immense part dans les dépouilles de l'Orient, ne témoignait ni déplaisir ni défiance; l'Autriche, au contraire, avait pris une attitude presque menaçante : elle protestait avec indignation contre les trahisons de Bayonne; elle réorganisait ses landwehrs, elle ordonnait des landsthurms (levées en masses), et portait son armée régulière à quatre cent mille hommes, ses landwehrs à trois cent soixante mille. Napoléon savait que, dès le commencement de l'année, cette puissance et l'Angleterre s'étaient rapprochées, et que le cabinet de Londres avait fait secrètement offrir à l'archiduc Charles la couronne d'Espagne, en sa qualité d'héri-

Attitude menaçante de l'Autriche.

tier des droits de Charles VI, autrefois compétiteur de Philippe V. Cette démarche s'accordait mal avec les protestations d'alliance échangées entre l'Angleterre et la junte de Séville; mais le gouvernement britannique se mettait peu en peine de quelques contradictions : avant tout, il cherchait à recruter des ennemis à la France. L'empereur, dès le mois de juillet, avait demandé à l'Autriche des explications catégoriques sur ses dispositions; et l'Autriche, qui ne se trouvait point encore en mesure de commencer la guerre, avait répondu par des protestations d'amitié. Napoléon ne s'y était point laissé prendre. Le 15 août, jour de sa fête, les représentants des puissances étant venus aux Tuileries lui présenter leurs hommages, il eut une longue explication avec M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche; il se plaignit des armements du cabinet de Vienne dont il pénétrait le but, et qu'on essayait en vain de nier : « Je ne veux rien de vous, lui dit-il en finissant; je ne vous demande rien que la paix, des relations paisibles et sûres. Mais si vous faites des préparatifs, j'en ferai de tels que la supériorité de mes armes ne sera pas plus douteuse que dans les campagnes précédentes; et pour conserver la paix, nous aurons la guerre. » M. de Metternich persista dans son attitude discrète, qui donnait beaucoup à réfléchir.

Août 1808.

Réception du corps diplomatique.

Il était évident que les prétextes ne manquaient point à l'Autriche pour commencer la lutte. Indépendamment des actes de Bayonne, qui menaçaient toutes les têtes couronnées, elle avait à se plaindre des agrandissements de l'empire français. Un sénatus-con-

Griefs de l'Autriche contre la France.

Août 1808. sulte avait réuni à la France les duchés de Parme et de Plaisance, sous la dénomination de département du Taro; la Toscane avait partagé le même sort, et formait les départements de l'Arno, de la Méditerranée et de l'Ombrone; plusieurs provinces des États de l'Église, ayant été annexées au royaume d'Italie, avaient aussi pris rang parmi les possessions napoléoniennes. L'Autriche était donc en droit de réclamer contre cet acheminement à la domination entière de l'Italie : puissance catholique, et, par tradition, protectrice de Rome, elle avait vu avec une profonde stupéfaction la capitale du monde chrétien occupée par nos troupes, et le saint-père à demi captif au milieu de ses États. Napoléon n'ignorait pas que les cours de l'Europe ne peuvent ni pardonner ni légitimer par leur silence des entreprises aussi audacieuses : aussi n'était-il guère rassuré par les déclarations pacifiques de M. de Metternich. Désireux de contraindre le cabinet de Vienne à s'expliquer, il lui fit demander de reconnaître Joseph pour roi d'Espagne : cette demande fut éludée, et l'empereur ne comprit que mieux les dispositions de l'Autriche. Pour parer aux éventualités, il invita les princes de la confédération du Rhin à tenir prêts leurs contigents ; d'un autre côté, il prit la résolution de rappeler sur les bords de l'Elbe les troupes françaises qui occupaient encore la Prusse : cette puissance réussit à s'exonérer, en consentant à payer à la France une somme de cent quarante millions, dont on détermina les échéances. La Poméranie suédoise, le Hanovre, la Westphalie, restaient sous la main de l'empereur et

Dispositions prises par l'empereur, en vue d'une rupture avec l'Autriche.

plusieurs places fortes, telles que Custrin, Stettin, Glogau, Magdebourg, continuaient d'être gardées par nos troupes. Ces arrangements furent particulièrement agréables à l'empereur Alexandre. Août 1808.

Attitude amicale du czar.

Ce prince continuait de manifester une grande admiration pour Napoléon : il ne voulait point se laisser aller à des actes de défiance, ou hasarder des réclamations qui, pour premier résultat, lui feraient perdre l'espoir d'occuper Constantinople. Il avait donc adhéré aux arrangements de Napoléon en Espagne ; et lorsque la nouvelle des malheurs de nos armes dans la Péninsule était parvenue à Saint-Pétersbourg, il avait témoigné à M. de Caulaincourt, ambassadeur de Napoléon, combien il s'affligeait de revers partiels dont au surplus, disait-il, il ne fallait point s'exagérer l'importance, puisque Napoléon n'aurait qu'à se montrer pour en effacer le souvenir. Toutes ces protestations étaient accompagnées de flatteries à l'adresse de l'empereur et de la France : il est vrai que la Russie s'associait fort peu aux dispositions amicales de son maître.

M. de Caulaincourt en Russie.

M. de Caulaincourt avait été accueilli avec beaucoup de défaveur par la noblesse moscovite ; la calomnie ne s'était point fait faute d'exploiter le fatal souvenir de la mort du duc d'Enghien. Ces reproches, injustement articulés contre un homme loyal, pesaient sur lui comme aurait pu le faire un remords, et, préoccupé du soin de répudier la complicité du crime, il en rejetait la responsabilité sur d'autres, au grand détriment de la gloire de Napoléon. Il y avait quelque chose d'embarrassé et de pénible dans cette situation ; les affaires s'en ressentaient. M. de

Sept. 1808. Caulaincourt était plus soldat que diplomate. Homme de naissance, aux formes élégantes, aux manières distinguées, il ne savait point pressentir les sourdes intrigues, et leur opposer le calcul ou la ruse ; séduit par l'accueil de l'empereur Alexandre, et tout occupé du soin de sa justification personnelle, il s'aveuglait sur les véritables dispositions de la Russie, il s'opiniâtrait à ne point s'inquiéter des agrandissements de cette puissance, et il élevait au besoin, sans adresse, des difficultés prématurées sur les affaires de Pologne en laissant entrevoir que la France pourrait bien un jour affranchir cette malheureuse contrée.



Napoléon demande une entrevue au czar.

Napoléon avait une intelligence trop lucide pour ne point reconnaître que M. de Caulaincourt ne répondait pas aux nécessités de sa situation : comme il se souvenait des conférences de Tilsitt et de l'espèce de fascination qu'il exerçait sur Alexandre, il résolut de demander une nouvelle entrevue au jeune czar ; il espérait que ce serait là un moyen d'imposer à l'Autriche, et de résoudre promptement les questions qui étaient demeurées indécises entre la Russie et la France. Un événement de ce genre devait d'ailleurs exercer sur l'opinion une impression utile : si des bruits de revers ou de guerre commençaient à circuler et à répandre l'inquiétude, le pays ne tarderait pas à se rassurer en voyant l'accord régner entre Napoléon et le czar : l'union de ces deux hommes garantissait la sécurité de l'avenir. Alexandre ne fit aucune difficulté d'accéder à ce désir : cette entrevue, que Napoléon demandait dans l'intérêt de sa gloire et pour mener à bonne fin ses entreprises du côté de la Péninsule, le

czar la désirait également, parce que c'était là un moyen de faire expliquer Napoléon sur les promesses de Tilsitt et sur le démembrement de la Turquie d'Europe. On conseillait à Alexandre de se tenir sur ses gardes, et de ne point s'exposer à une trahison; on lui citait l'exemple de Ferdinand VII et de Charles IV: il se crut assez fort et assez grand pour ne témoigner aucune défiance, et, de part et d'autre, on convint de se rendre à Erfurt, l'une des villes de la confédération du Rhin. Tous les princes alliés furent convoqués à ce rendez-vous; l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse ne se trouvèrent point compris dans cette invitation. L'infortuné et loyal Frédéric-Guillaume n'aurait pu y voir qu'une humiliation de plus; l'empereur d'Autriche, animé de dispositions malveillantes, et doublement menacé par la Russie et la France, ne pouvait prendre part à un congrès dont il ne se dissimulait pas la pensée hostile. Sept. 1808.

Napoléon, parti de Saint-Cloud le 22 septembre, arriva à Erfurt le 27; depuis deux jours l'empereur Alexandre s'était rendu à Weimar. Napoléon fut reçu par les rois et les princes de la confédération du Rhin, qui formèrent sa cour plénière : entouré de ses vassaux couronnés et suivi de ses plus illustres lieutenants, il représentait vraiment Charlemagne, en sa double qualité de chef des Germains et des Francs. Les rois feudataires et les autres souverains lui présentèrent humblement leurs hommages. La présence d'un corps d'armée, véritable élite des troupes impériales, ajoutait aux pompes et à la solennité de l'entrevue : le pied de Napoléon serrait la gorge de l'Al- Entrevue d'Erfurt.

Oct. 1808. lemagne, et les rois de ce pays semblaient bénir la puissance de l'oppresseur. De splendides préparatifs avaient été faits pour rendre la ville d'Erfurt digne d'offrir l'hospitalité à de si nobles visiteurs : l'empereur avait fait expédier de Paris de riches ameublements de la couronne; les principaux acteurs français avaient reçu ordre de se rendre à Erfurt, pour y représenter les chefs-d'œuvre de notre scène devant un parterre de rois. Rien n'avait été épargné pour donner à l'Europe l'idée la plus haute de notre civilisation et de notre puissance.

La première entrevue des deux empereurs eut lieu entre Erfurt et Weimar : Napoléon et Alexandre mirent pied à terre et s'embrassèrent. A Erfurt la réception fut brillante; il y eut de grands festins et un immense étalage de luxe; mais sous ces dehors, destinés à éblouir les yeux les plus clairvoyants, l'empereur des Français et son puissant allié ne perdirent point la pensée des affaires sérieuses. Le but de Napoléon était de déterminer le czar à renoncer à l'idée d'un prochain partage de l'empire ottoman : quant à la possession immédiate des provinces du Danube, Napoléon déclarait qu'il était prêt à l'assurer à la Russie, pourvu qu'Alexandre consentît à s'unir à lui contre l'Angleterre et l'Autriche. Alexandre était bien disposé à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne; il s'inquiétait fort peu de l'Autriche, qui chercherait à coup sûr à lui disputer la Valachie et la Moldavie, mais il tenait beaucoup à posséder Constantinople. Les clefs de l'Europe sont à Constantinople, et Napoléon le savait fort bien; aussi ne laissait-il point igno-

rer à son allié que la France ne consentirait jamais à accorder au czar une part si redoutable dans les dépouilles de l'empire ottoman. Pourquoi, disait-il, la Russie ne se contenterait-elle pas de s'agrandir au moyen de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie? La France bornait bien désormais ses conquêtes. Ne serait-ce pas une situation merveilleuse pour les deux empires, que celle qui, en assurant à la Russie de vastes provinces au nord et au sud, la rendrait maîtresse de l'Orient; tandis que la France, suzeraine de l'Italie et alliée de l'Espagne, où régnerait un Bonaparte, dominerait en paix tout l'Occident? La question de Constantinople et des Dardanelles viendrait plus tard. Alexandre ne voyait pas sans peine se dissiper les chimères de sa colossale ambition; mais, en se renfermant dans les bornes étroites de la réalité, il était forcé de reconnaître que la possession des provinces danubiennes offrirait d'immenses avantages à sa couronne. Aussi, après quelques conférences sur ces graves matières, les deux empereurs s'entendirent assez bien. On remarquait l'espèce de fascination qu'exerçait Napoléon sur l'esprit d'Alexandre. Celui-ci était sous le charme; partout, à chaque instant, il laissait éclater son admiration et ses sympathies pour le grand capitaine. Un soir, au spectacle d'Erfurt, on jouait *Œdipe*, et les deux empereurs, environnés de leurs illustres hôtes, écoutaient avec attention les vers de Voltaire : au moment où Philoctète, l'un des personnages de la pièce, dit en parlant d'Hercule, Oct. 1808.

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des Dieux!

Oct. 1808. Alexandre se tourna vers Napoléon, et lui tendit la main. Ce mouvement fut remarqué de l'auditoire et souleva un tonnerre d'applaudissements. Que ne parlait-on de l'amitié des rois et de sa fragilité!

L'empereur d'Autriche envoie à Erfurt M. de Vincent.

L'empereur d'Autriche, visiblement exclu des conférences d'Erfurt, avait compris tout ce que cette entrevue cachait de périls ou de menaces : soit qu'il voulût les conjurer, soit qu'il entreprît d'en pénétrer le mystère, il chargea M. de Vincent, l'un de ses conseillers, de se rendre à Erfurt pour y complimenter les deux empereurs. M. de Vincent fut reçu avec les égards dus à sa personne et à son caractère diplomatique; mais un profond secret environnait les délibérations intimes d'Alexandre et de Napoléon, et l'Autriche ne put rien savoir. On se borna, vis-à-vis de M. de Vincent, à se plaindre des armements de son maître.

Pleinement rassuré sur les dispositions de la Russie, Napoléon jugea qu'il avait pu sans péril retirer de la haute Allemagne les divisions françaises qui y étaient cantonnées, et il résolut de faire de ces troupes le noyau d'une nouvelle armée qu'il conduirait lui-même en Espagne. Avant de se séparer, les deux empereurs cherchèrent à arrêter de concert la rédaction d'un traité qui garantirait les conditions de leur alliance offensive et défensive : quelques difficultés se présentèrent, et plusieurs fois on douta de la possibilité de les résoudre. A la fin on se mit d'accord sur la convention suivante :

Les empereurs de France et de Russie renouvelaient leur alliance d'une manière solennelle, et s'en-

gageaient à faire en commun soit la paix, soit la guerre. Ils convenaient d'adresser immédiatement à l'Angleterre une proposition solennelle de paix, mais la base des négociations devait être ainsi formulée :

Oct. 1808.

Les empereurs de France et de Russie forment une alliance défensive et offensive.

1o La Russie posséderait à jamais la Finlande, la Moldavie et la Valachie;

2o Les conquêtes de la France devaient être reconnues par l'Angleterre, les agrandissements de l'empire admis et validés; Joseph Bonaparte garderait la couronne d'Espagne;

3o La Russie pourrait commencer auprès de la Porte les démarches nécessaires pour se faire céder les provinces danubiennes, mais la négociation serait conduite avec prudence, afin de ne pas compromettre l'amitié existant entre la France et la Porte;

4o Si l'Autriche déclarait la guerre à Napoléon ou à Alexandre, la France et la Russie réuniraient leurs contingents, et feraient une guerre commune.

Napoléon se fait présenter les illustres écrivains allemands.

Le but politique était donc atteint de part et d'autre; mais l'Europe, les yeux fixés sur les conférences d'Erfurt, ignorait encore ce qu'avaient résolu les deux puissants souverains. On avait été ébloui de la pompe des festins et des fêtes. Napoléon lui-même avait trouvé des moments de loisir pour se faire présenter les hommes les plus illustres de l'Allemagne, et surtout Gœthe et Wieland. Il leur avait parlé de philosophie et de littérature, laissant percer un dédain profond pour la métaphysique, et une répulsion assez énergique pour les œuvres immortelles de Schiller et de Shakspeare. Il ne cachait point ses préférences pour notre école dramatique, qu'il trouvait mieux or-

Oct. 1808. donnée, plus conforme à la logique et à la raison. Napoléon était loin des jours où, par-dessus tout, il admirait les poëmes d'Ossian. Il y a dans les conceptions de Racine et dans les arrangements scéniques de Corneille un ordre exact, un respect de l'unité, une soumission à des règles convenues qui plaisaient à ses habitudes de discipline militaire et de pouvoir absolu.

Ouvertures sur un projet d'alliance matrimoniale entre Napoléon et la famille du czar.

Napoléon avait saisi le prétexte de l'entrevue d'Erfurt pour sonder les dispositions d'Alexandre sur une alliance intime entre les familles régnantes de France et de Russie. Napoléon songeait depuis quelques années à faire dissoudre par le divorce son union avec l'impératrice Joséphine : comme il n'avait point d'héritier direct, il entrevoyait avec douleur que sa dynastie s'éteindrait avec lui, ou que du moins le trône glorieux sur lequel il était assis ne tarderait pas à appartenir à une ligne collatérale. Cette idée lui était pénible. Il se disait que les fondateurs d'empire avaient eu des héritiers directs, et que, privé de ce bonheur, il ne serait considéré par la France et l'Europe que comme un météore brillant, mais duquel rien ne reste que le souvenir. Le czar savait bien que telle était l'intention secrète de l'empereur, et on lui avait laissé entendre que Napoléon aspirait à la main de la grande-duchesse Catherine, sœur d'Alexandre. Sous l'empire de l'admiration qui le dominait, le czar n'aurait point eu de répugnance pour un semblable mariage; mais il savait que sa mère, veuve de Paul Ier, n'y consentirait jamais, et que les refus de cette princesse trouveraient le plus énergique appui dans les dispositions

du peuple et de la noblesse russe. Aussi feignait-il d'ignorer les vues secrètes de Napoléon. L'empereur des Français, mécontent de ce silence un peu affecté, chargea M. de Talleyrand de la mission délicate qui consistait à sonder les véritables intentions d'Alexandre. Le czar répondit qu'il craignait les refus énergiques de l'impératrice mère, parce que le sort de Marie-Antoinette avait épouvanté toutes les familles régnantes : cependant il assura qu'à son retour à Saint-Pétersbourg, il ferait à la veuve de Paul les ouvertures convenables, pourvu que Napoléon voulût bien y consentir. Il saisit ensuite la première occasion qui s'offrit à lui de parler à Napoléon dans le même sens, et ces négociations délicates ne firent qu'accroître, du moins en apparence, l'amitié des deux souverains. Au fond, et sans le laisser paraître, tous deux étaient peut-être mécontents de ce que la question eût été ainsi posée et à peine résolue. Oct. 1808.

Ce fut durant les conférences d'Erfurt que Napoléon alla visiter le champ de bataille d'Iéna; il y trouva un temple à la Victoire élevé par les soins du duc de Saxe-Weimar, de ce même prince qui, sur ce terrain, avait été battu deux ans auparavant par nos troupes, alors qu'il combattait à la tête d'une division prussienne. Ces hommages serviles, rendus à Napoléon par les princes de la confédération du Rhin, indignaient les vrais Allemands. Le 14 octobre, jour anniversaire de la bataille d'Iéna, l'empereur chargea le baron de Vincent, envoyé extraordinaire de l'Autriche, de remettre à son souverain une lettre polie dans la forme, mais impérieuse et menaçante quant

Napoléon visite le champ de bataille d'Iéna.

Oct. 1808.

Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche.

au fond. Napoléon rappelait à l'empereur François la générosité dont la France avait usé après la victoire d'Austerlitz; il l'invitait à se défier de ceux de ses ministres qui lui conseillaient de recommencer la guerre : « Avec une conduite droite, franche et sim« ple, ajoutait-il, V. M. rendra ses peuples heureux, « jouira elle-même du bonheur dont elle doit sentir « le besoin après tant de troubles, et sera sûre d'a« voir en moi un homme décidé à ne jamais rien faire « contre ses principaux intérêts. Que ses démarches « montrent de la confiance, et elles en inspireront. « La meilleure politique aujourd'hui, c'est la simpli« cité et la vérité. » Certes, ce langage était beau ; mais pour avoir le droit de le tenir, il n'aurait point fallu avoir épouvanté les cours de l'Europe par les actes de Bayonne; et d'ailleurs Napoléon, qui parlait ainsi, ne venait-il pas, en autorisant le czar à usurper la Moldavie et la Valachie, de porter l'atteinte la plus redoutable aux intérêts et à l'indépendance de la monarchie autrichienne? L'empereur aimait volontiers à se faire illusion sur la portée de pareilles entreprises; l'Autriche avait bien le droit de s'en inquiéter, et de préparer son affranchissement. Aussi continua-t-elle ses armements militaires.

Napoléon revient à Paris.

Le même jour 14 octobre, les deux empereurs de France et de Russie prirent congé l'un de l'autre, après avoir renouvelé et s'être prodigué les protestations les plus amicales. Dans ce moment, ils étaient peut-être de bonne foi, mais leur alliance dura peu, et aucun des plans qu'ils avaient combinés ne devait réussir. Cette entrevue si fastueuse, et cependant si

peu féconde en résultats, étonna et alarma la plupart des peuples. La France seule s'en applaudit comme d'une grande espérance de paix. Le 18 octobre, Napoléon reparut à Saint-Cloud, et, avant la nuit, il fit partir pour Londres les deux messagers d'État qui étaient chargés de porter au cabinet britannique les propositions de la Russie et de la France. Comme elles reposaient sur des bases inacceptables, l'Angleterre les jugea avec raison incompatibles avec les intérêts de sa sécurité et de sa gloire, et cette vaine démarche n'eut pas d'autres suites. Oct. 1808.

Le 25 octobre, selon les récits officiels, Sa Majesté l'empereur et roi, suivi d'un cortége, ouvrit la session législative. Voici le discours qu'il prononça d'une voix fortement accentuée :

« Messieurs les députés des départements, les codes qui fixent les principes de la propriété et de la liberté civile, et qui sont l'objet de vos travaux, obtiennent l'opinion de l'Europe. Mes peuples en éprouvent déjà les plus salutaires effets. Napoléon ouvre la nouvelle session législative.

« Les dernières lois ont posé les bases de notre système de finances. C'est un monument de la puissance et de la grandeur de la France. Nous pourrons désormais subvenir aux dépenses que nécessiterait même une coalition générale de l'Europe, par nos seules recettes annuelles. Nous ne serons jamais forcés d'avoir recours au système désastreux du papier-monnaie et des emprunts.

« J'ai fait cette année plus de mille lieues dans l'intérieur de mon empire. Le système de travaux que

Oct. 1808. « j'ai arrêté pour l'amélioration du territoire se pour-
« suit avec activité.

« La vue de cette grande famille française, na-
« guère déchirée par les opinions et les haines intes-
« tines, aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a
« sensiblement ému mon âme. J'ai senti que, pour être
« heureux, il me fallait d'abord l'assurance que la
« France fût heureuse.

« Le traité de Presbourg, celui de Tilsitt, l'attaque
« de Copenhague, l'attentat de l'Angleterre contre
« toutes les nations maritimes, les différentes révolu-
« tions de Constantinople, les affaires de Portugal et
« d'Espagne, ont diversement influé sur les affaires
« du monde.

« La Russie et le Danemark se sont unis à moi
« contre l'Angleterre.

« Les États-Unis d'Amérique ont préféré renoncer
« au commerce et à la mer, plutôt que d'en re-
« connaître l'esclavage.

« Une partie de mon armée marche contre celles
« que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les
« Espagnes. C'est un bienfait particulier de cette
« Providence qui a constamment protégé nos armes,
« que les passions aient assez aveuglé les conseils
« anglais, pour qu'ils renoncent à la protection des
« mers, et présentent enfin leur armée sur le con-
« tinent.

« Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-
« même à la tête de mon armée, et, avec l'aide de
« Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne, et
« planter mes aigles sur les forts de Lisbonne.

« Je ne puis que me louer des sentiments des « princes de la confédération du Rhin. Oct. 1808.

« La Suisse sent tous les jours davantage les bien« faits de l'acte de médiation.

« Les peuples d'Italie ne me donnent que des su« jets de contentement.

« L'empereur de Russie et moi, nous nous sommes « vus à Erfurt. Notre première pensée a été une pen« sée de paix. Nous avons même résolu de faire « quelques sacrifices pour faire jouir plus tôt, s'il se « peut, les cent millions d'hommes que nous repré« sentons, de tous les bienfaits du commerce mari« time. Nous sommes d'accord, et invariablement « unis, pour la paix comme pour la guerre.

« J'ai ordonné à mes ministres de mettre sous vos « yeux les comptes des recettes et des dépenses de « cette année. Vous y verrez avec satisfaction que je « n'ai besoin de hausser le tarif d'aucune imposi« tion. Mes peuples n'éprouveront aucune nouvelle « charge.... »

Ce langage était pompeux jusque dans son laconisme, mais il était loin d'être conforme à l'exactitude de l'histoire : on y dissimulait les événements de Baylen et du Portugal, on ne faisait aucune allusion aux projets de l'Autriche, non plus qu'à l'occupation militaire de Rome et à l'usurpation violente méditée contre le pape. Il y avait comme un parti pris de ne point s'expliquer, et de n'admettre en rien le pays dans les conseils de l'empereur et dans la connaissance des grandes affaires. Sous ce dédain affecté, la malignité publique se plut à voir des symptômes de

Nov. 1808. difficultés et des inquiétudes pour l'avenir. Quoi qu'il en soit, le corps législatif se hâta de présenter à l'empereur une adresse louangeuse et hyperbolique. C'était dans l'ordre : la servitude, placée en face de la force, ne savait que bénir et se taire.

L'Angleterre refuse d'accéder aux bases proposées par la France et la Russie.

Sur ces entrefaites, parvint à Paris la réponse du ministère britannique au message pacifique des deux empereurs : pour condition première, l'Angleterre exigeait que les insurgés espagnols fussent compris dans la négociation. Napoléon, qui en ce moment traitait ces insurgés en brigands et en rebelles, ne voulut pas admettre qu'ils prissent rang parmi les puissances, et qu'ils eussent le droit de stipuler en leur nom et au nom de leur prince. Le refus de l'empereur parut péremptoire à l'Angleterre. Cette puissance ne s'était déterminée qu'à regret à entendre les propositions pacifiques de la France et de la Russie ; elle savait bien qu'on ne parviendrait jamais à se mettre d'accord, puisque, de part et d'autre, on ne voulait rien céder ; elle craignait en acceptant le rôle de négociatrice, de décourager profondément les insurgés de la Péninsule, qui se croiraient à la veille d'être abandonnés : aussi déclara-t-elle positivement qu'aucune paix n'était possible avec deux cours dont l'une détrônait les souverains légitimes, tandis que l'autre acceptait comme justes d'aussi coupables violences.

On pressent une rupture avec l'Autriche.

Quant à l'Autriche, sommée, au nom de l'empereur des Français, de reconnaître Joseph-Napoléon pour roi des Espagnes et des Indes, elle fit connaître qu'à cet égard elle ajournerait toute réponse jusqu'au moment où on l'aurait enfin officielle-

ment instruite de ce qui avait été résolu dans les conférences d'Erfurt. Cette déclaration annonçait qu'une nouvelle guerre ne tarderait pas à éclater sur les bords du Danube, et que Napoléon devait se presser d'aller triompher en Espagne, s'il ne voulait pas se voir bientôt aux prises avec un double ennemi. (Novembre 1808.) Nov. 1808.

Le 3 novembre, Napoléon arriva à Bayonne; il venait réaliser ses menaces, et commencer une nouvelle période de la guerre d'Espagne. En dépit des ordres qu'il avait donnés, il ne trouva dans les Basses-Pyrénées qu'un petit nombre de conscrits; les magasins étaient mal approvisionnés en chaussures et en capotes; les mulets qu'on avait achetés étaient trop jeunes pour fournir un bon service. Napoléon parut vivement contrarié de la négligence ou de l'inexpérience des administrations : il prit des mesures pour établir à Bordeaux des ateliers de confectionnement, il cassa les marchés que les entrepreneurs n'avaient point exécutés, il contremanda les envois de grains et de bétail; puis, après avoir donné les ordres divers que réclamaient les circonstances, il franchit la frontière dans la soirée du 4, et le lendemain il arriva à Vittoria, où l'attendait son frère Joseph. Depuis longtemps des divisions de la grande armée, revenues victorieuses des campagnes d'outre-Rhin, l'avaient précédé sur le territoire espagnol, et y attendaient sa présence. Voici dans quels termes il avait fait appel au courage et à la fidélité de ces vieux compagnons de guerre : L'empereur se rend à Bayonne. L'empereur se met à la tête de l'armée d'Espagne.

« Soldats, après avoir triomphé sur les bords du Proclamation.

Nov. 1808. « Danube, vous avez traversé l'Allemagne à marches « forcées; je vous ai fait aussi traverser la France, « sans vous donner un moment de repos.

« Soldats, j'ai besoin de vous. La présence hideuse « du léopard souille les continents d'Espagne et du « Portugal : qu'à votre aspect il fuie épouvanté!... » Portons nos aigles triomphantes jusqu'aux colonnes « d'Hercule : là aussi nous avons des outrages à « venger.

« Soldats, vous avez surpassé la renommée des « armées modernes; mais avez-vous égalé la gloire « des armées de Rome, qui, dans une même cam« pagne, triomphèrent sur le Rhin et sur l'Euphrate, « en Illyrie et sur le Tage?

« Une longue paix, une prospérité durable, seront « le prix de vos travaux. Un vrai Français ne peut, « ne doit pas prendre de repos jusqu'à ce que les « mers soient ouvertes et affranchies.

« Soldats, tout ce que vous avez fait, tout ce que « vous ferez encore pour le bonheur du peuple fran« çais et pour ma gloire sera éternellement dans mon « cœur. »

Forces militaires de l'insurrection espagnole.

Les forces militaires de l'insurrection espagnole étaient réparties, du côté du nord, en trois corps principaux, ou, pour mieux dire, en trois armées distinctes, qui couvraient le pays depuis les Asturies jusqu'à l'Èbre. L'une de ces armées, forte de cinquante mille hommes, était campée en Biscaye, et avait pour chef le général Blake; quarante mille hommes levés en Andalousie, dans le royaume de Valence, dans les deux Castilles, venaient de traver-

ser l'Èbre, près de Tudela, sous les ordres de Castaños. Cette armée étendait sa droite dans la direction de Pampelune, et appuyait sa gauche, à trois journées de marche, sur le corps du général Blake. Entre Tudela et Saragosse, vingt mille Aragonais étaient commandés par D. Joseph Palafox. D'autres corps séparés, sous la dénomination d'armée de réserve et d'Estramadure, formaient comme une seconde ligne pour couvrir Madrid. En Catalogne, les troupes insurgées s'élevaient à trente mille hommes : en Galice, le marquis de la Romana et le corps d'armée qu'il ramenait de Danemark commençaient à paraître. Dans le midi et autour de Madrid, les Français avaient cessé de disputer le pays, et s'étaient, comme on l'a vu plus haut, repliés vers les provinces du nord; nos troupes, éparpillées dans le pays, mais avantageusement postées, formaient un ensemble de soixante mille combattants. En peu de jours, ce nombre fut porté à cent mille. L'aile droite de cette armée, appuyée au golfe de Gascogne, était formée des corps des maréchaux Lefebvre et Victor; le centre, à Vittoria et échelonné sur la route de Madrid, se composait d'un corps aux ordres du maréchal Soult, qui avait remplacé le maréchal Bessières; de la garde impériale et de la réserve de cavalerie, dont Bessières venait de prendre le commandement; l'aile gauche, comprenant les corps des maréchaux Ney et Moncey, appuyait son extrémité à Tudela, au pied des montagnes de l'Aragon. Le 8 novembre, l'empereur établit son quartier général de Vittoria à Miranda, sur l'Èbre. Son intention était de le porter sur Burgos, afin d'empêcher les armées

Nov. 1808.

Répartition de nos forces militaires en Espagne.

Napoléon porte son quartier général sur l'Èbre.

Nov. 1808.

de Blake et de Castaños de se concentrer en avant de Madrid, et d'y opérer leur jonction avec l'armée d'Estramadure et les insurgés de Castille.

Opérations militaires.

Le maréchal Lefebvre, duc de Dantzick, et le maréchal Victor, duc de Bellune, à la tête des troupes qui formaient l'aile droite, eurent ordre de pousser vigoureusement l'armée de Blake, déjà affaiblie par des échecs récents. Sur la gauche, Ney, duc d'Elchingen, et Moncey, duc de Conegliano, reçurent mission de tenir en échec les généraux Castaños et Palafox, sur les frontières de l'Aragon; le centre manœuvra ensuite pour attaquer l'armée d'Estramadure, qui, forte de quatre-vingt mille hommes, occupait la ville de Burgos.

Bataille livrée en avant de Burgos. — Les Français entrent dans cette ville.

Le 9, l'armée du centre, agissant sous les yeux de l'empereur, campa autour de Briviesca; le 10, le maréchal Soult, duc de Dalmatie, reconnut les positions de l'ennemi en avant de Burgos. Arrivé à Gamonal avec la division Mouton, il fut accueilli par une décharge de trente pièces de canon. Le duc de Dalmatie donna le signal de l'attaque : la division Mouton, s'élançant au pas de charge, culbuta les gardes wallones et espagnoles qui défendaient le village; le maréchal Bessières, duc d'Istrie, à la tête de la cavalerie française, déborda les ailes de l'ennemi, qui fut mis en pleine déroute. Les Espagnols perdirent trois mille morts, autant de prisonniers, douze drapeaux et vingt-cinq pièces de canon. Nos troupes les poursuivirent, et entrèrent pêle-mêle avec l'ennemi dans Burgos. Ainsi cette ville tomba au pouvoir de l'empereur; elle renfermait des approvisionnements con-

sidérables, et des magasins de laine contenant des valeurs pour trente millions. Ces laines furent transportées à Bayonne, et on les employa à la confection des habillements militaires, dont le besoin se faisait sentir au début d'une campagne d'hiver. Nov. 1808.

L'armée de Galice, composée de milices insurgées, d'une partie des troupes de la Romana et de plusieurs contingents anglais, venait d'être battue à Bilbao par le duc de Dantzick ; cette armée se repliait, poursuivie par le corps du duc de Bellune ; le général Milhaud, avec sa division de dragons, marchait sur Palencia ; le général Lasalle avait pris possession de Lerma. Le 12, l'armée de Galice fut atteinte par le duc de Bellune, et mise en déroute à Espinosa : elle perdit vingt mille hommes, dix généraux et cinquante canons. Le surlendemain, les débris de cette armée furent détruits par le duc de Dalmatie à Reynosa ; ses parcs, ses bagages, ses magasins, tombèrent au pouvoir de nos troupes. Le 16, le duc d'Istrie entra dans Aranda ; le même jour, sur les côtes de l'Océan, le duc de Dalmatie s'empara de Santander. Sur ces entrefaites, et à l'autre extrémité des Pyrénées, le général Gouvion Saint-Cyr assiégeait la ville de Roses, place forte déjà investie par les généraux Reille et Pino. De son côté, le général Fontana se rendait maître de Selva, en chassait les Anglais et leur enlevait vingt-quatre canons. Le marquis de la Romana, récemment débarqué en Espagne, venait de prendre le commandement en chef de l'armée de Galice ; il était trop tard, et ce fut à peine s'il put rallier quelques

Avantages obtenus sur les insurgés dans les provinces du nord.

Nov. 1808.

milliers d'hommes qu'il conduisit à travers les montagnes des Asturies, dans la direction de Léon.

Napoléon assigne à ses lieutenants les mouvements et les marches qu'ils doivent diriger.

Les armées d'Estramadure et de Galice étant vaincues et dispersées, on avait encore à combattre, sur la droite, les armées d'Andalousie et d'Aragon : la première s'enorgueillissait des trophées de Baylen; l'autre, de la glorieuse défense de Saragosse. L'empereur ordonna au maréchal Lannes, duc de Montebello, de se porter sur ces forces réunies, commandées par les généraux Castaños et Palafox. Le maréchal duc d'Elchingen avait ordre de manœuvrer pour couper la retraite de l'ennemi sur Madrid ou sur le royaume de Valence : dans ce but, il se porta sur Soria (l'ancienne Numance) et sur Medina-Cœli. Pendant ce temps le corps d'armée du duc de Conegliano (Moncey), ayant passé l'Èbre à Ladosa, opéra sa jonction avec l'armée du duc de Montebello.

Bataille de Tudela.

L'armée de Castaños, forte de quarante-cinq mille hommes, et partagée en sept divisions, était rangée en avant de Tudela, se prolongeant sur un front d'une lieue et demie d'étendue. Quarante pièces de canon étaient en batterie au-devant de ses positions. Il était évident qu'une ligne aussi démesurée pouvait être facilement enfoncée par un ennemi vigoureux et intelligent. Le 23 novembre, le duc de Montebello aborda les Espagnols, et les mit en déroute après un engagement meurtrier; la victoire ne demeura pas un moment incertaine. Sept drapeaux, trente pièces de canon avec leurs caissons et leurs attelages, douze colonels, trois cents officiers et trois

mille soldats prisonniers furent les trophées de cette journée; plus de quatre mille hommes avaient été tués ou noyés dans l'Èbre. Cette bataille fit le plus grand honneur aux généraux Maurice Mathieu, Lefebvre-Desnouettes et Lagrange. La cavalerie française poursuivit les débris de l'armée de Castaños dans la direction de Saragosse et de Soria. Quant au général Palafox, à la tête de l'armée d'Aragon, il se replia sur Saragosse, où il ne devait pas tarder à relever l'honneur des armes espagnoles. La victoire que Lannes venait de remporter eût été plus décisive, et l'armée de Castaños aurait été anéantie, si le duc d'Elchingen se fût trouvé en mesure de seconder le duc de Montebello. Des obstacles, si ordinaires à la guerre, retardèrent ses mouvements : toutefois, beaucoup de personnes crurent, et sans doute elles se trompèrent, que des motifs de rivalité et de jalousie avaient empêché le duc d'Elchingen de joindre ses efforts à ceux de son collègue. Déjà se montraient ces divisions funestes qui devaient empêcher les lieutenants de Napoléon de se prêter un mutuel concours : à ce signe on aurait pu présager la décadence de l'empire français, et l'affranchissement inévitable du peuple espagnol. Nov. 1808.

Bataille de Somo-Sierra.

Le centre des armées insurrectionnelles avait été battu à Burgos, la droite à Espinosa, la gauche à Tudela. Le 30 novembre, le maréchal Victor se trouva au pied de la montagne de Somo-Sierra, qui fait partie de la chaîne des Carpetanos, traversée par la grande route de Castille. Un corps de treize mille Espagnols, protégé par des retranchements et ap-

Déc 1808. puyé par des batteries, défendait un défilé, et attendait en sécurité l'attaque de l'armée française.

Les hauteurs de droite et de gauche étaient garnies de tirailleurs; les meilleures troupes de l'ennemi, rangées en amphithéâtre dans les rochers les plus rapprochés du col, prolongeaient, par un feu croisé, la pente rapide de la chaussée, qui était d'ailleurs enfilée par l'artillerie; aucune autre issue ne conduisait à cette position inexpugnable. Cependant l'infanterie française essaya, avec un dévouement intrépide, de gravir les flancs escarpés de la montagne. Pendant qu'elle redoublait d'efforts sous un feu terrible, l'empereur apparut sur le champ de bataille; il était suivi de la cavalerie de sa garde, dont faisait partie un régiment de chevau-légers polonais. Cette position offrait beaucoup de dangers, et les boulets pleuvaient autour de Napoléon; mais à tout prix il fallait enlever les Thermopyles de l'Espagne.

L'empereur ordonna à un escadron de chevau-légers polonais de charger sur la batterie ennemie qui, du sommet du col, enfilait la route. Cette brave troupe s'élança en colonne par quatre. La chaussée étroite ne permettait pas un plus grand déploiement. Les Polonais furent d'abord contenus et ramenés par le feu de l'ennemi, mais ils se rallièrent et se précipitèrent de nouveau en avant. En un moment, sous une pluie de boulets et de mitraille, sous un feu croisé de mousqueterie, la montagne fut escaladée au galop; et le plateau de Somo-Sierra, défendu par l'artillerie et l'infanterie espagnole, fut emporté de vive force. L'histoire des guerres de la Révolution n'offre

pas d'exemple d'un fait d'armes plus audacieux et plus inattendu : il fut un titre impérissable d'honneur pour la cavalerie polonaise, et il décida de la victoire. Elle fut complète; et, deux jours après, l'armée française, continuant sa marche victorieuse sur Madrid, aperçut de loin les murs de cette capitale. C'était le 2 décembre : nos troupes et l'empire fêtaient dignement l'anniversaire du sacre et de la bataille d'Austerlitz. Déc. 1808.

État de l'insurrection espagnole. — La direction du gouvernement est confiée à une junte centrale.

Qu'avait fait l'Espagne depuis le jour de la fuite de Joseph jusqu'à celui où les armées insurrectionnelles, battues et dispersées sur plusieurs points, n'avaient eu d'autre ressource que de s'organiser en guérillas, ou de recommencer sur tous les points une guerre d'embuscade et des combats au couteau? L'Espagne avait conservé son exaltation et son courage, qui allait jusqu'à la jactance; mais elle avait vu, non sans regret, qu'une impulsion commune ne présidait pas à tous ses efforts. Depuis les attentats de Bayonne et la fuite de Joseph, il n'y avait eu d'autorité reconnue que celle des juntes insurrectionnelles formées dans les provinces. A Madrid, le conseil de Castille, quoique demeuré debout, était haï et méprisé, parce qu'il n'avait point opposé de résistance aux entreprises de Napoléon et à l'avénement de la dynastie française. Le conseil de Castille avait bravé cette répugnance du peuple, et il s'était considéré comme le dépositaire légitime du pouvoir. A ce titre, il avait mandé à Madrid les généraux victorieux, et il avait proposé aux juntes de députer chacune un représentant, afin de composer à Madrid, avec le conseil lui-même, un

Déc. 1808. gouvernement central. Les généraux avaient répondu à cet appel; mais les juntes n'avaient point voulu reconnaître la prépondérance d'une assemblée sans mission et sans mandat, et qui, dans l'origine, n'était qu'un tribunal administratif et judiciaire : elles refusèrent donc de constituer un gouvernement central sous les auspices du conseil de Castille. Par malheur, elles étaient séparées entre elles par d'ardentes rivalités. Le junte de Séville avait cessé d'obtenir l'obéissance : peu s'en était fallu qu'elle n'eût eu à déclarer la guerre à la junte de Grenade. Les juntes du nord, quoique moins divisées, formaient deux groupes. Les juntes d'Estramadure, de Valence, de Grenade et d'Aragon voulaient un gouvernement unique et placé au centre de la monarchie, mais non à Madrid. Ces juntes finirent par s'entendre : elles convinrent de constituer une junte centrale formée d'un député élu par chaque junte provinciale, et la ville d'Aranjuez fut déclarée siége de cette nouvelle assemblée. Dès que la junte centrale eut été réunie, sous la présidence de M. Florida Blanca, ancien ministre de Charles III, elle se déclara investie de toute l'autorité royale, et s'attribua le titre de Majesté. Le nombre de ses membres fut porté à trente-cinq. Pour premier acte, elle enjoignit au conseil de Castille et à toutes les autorités espagnoles de reconnaître son pouvoir souverain. Le conseil de Castille éleva quelques objections, et demanda la convocation des cortès. Cette proposition fut mal accueillie; on y vit un piége tendu à l'indépendance espagnole; et bientôt toute résistance cessant de se manifester, l'autorité

suprême de la junte centrale fut définitivement admise. Déc. 1808.

Formation d'un conseil de guerre.

Dans le principe, on avait reconnu que le commandement militaire de l'insurrection ne pouvait être confié à une junte. Cette assemblée, désirant nommer un généralissime subordonné à la junte centrale, avait hésité entre la Romana et Castaños; puis, ne pouvant mettre d'accord les généraux et les provinces, elle s'était bornée à former un conseil de guerre composé de militaires expérimentés, et qui, sous ses ordres, fonctionnait à Aranjuez. Ce conseil avait lui-même tracé aux généraux, et bien avant l'entrée de Napoléon en Espagne, le plan de la guerre. On vient de voir comment, par l'énergie des lieutenants de l'empereur et par le génie de ce prince, toutes les combinaisons concertées pour retarder sa marche avaient échoué.

Une armée anglaise, aux ordres de sir John Moore vient au secours de l'Espagne.

L'Angleterre avait résolu d'envoyer de nouveaux renforts dans la Péninsule, et le commandement de ces troupes avait été confié à sir John Moore : c'était un officier intelligent et plein d'expérience; il était brave sur le champ de bataille, mais irrésolu dans le conseil. Sir John Moore, qui occupait le Portugal, avait cru devoir diviser ses forces : il avait embarqué dix mille hommes pour la Corogne, sous le commandement de sir David Baird, et il résolut de s'avancer lui-même, vers le nord de l'Espagne, à la tête de seize mille combattants. Quand les armées anglaises arrivèrent enfin sur le théâtre où elles devaient opérer, de concert avec les armées insurrectionnelles de la Galice, des Asturies et du royaume de Léon, il se

Déc. 1808. trouva que ces mêmes armées avaient déjà été vaincues et détruites par les ducs de Dalmatie et de Bellune. Sir John Moore se porta sur Salamanque, et sir David Baird sur Astorga, dans le royaume de Léon. En peu de jours, et par suite des victoires des armées françaises, la position des deux généraux anglais devint fort critique. Sir John Moore hésita d'abord à se diriger sur Madrid, afin de protéger cette ville, que menaçait l'armée française. Toutes réflexions faites, il se détermina à se rendre dans les provinces du nord-ouest, afin de venir en aide à la Romana, de coopérer à la reconstitution des armées de la Galice et des Asturies, et de tenter sur ce point une diversion importante, qui attirerait l'attention de l'empereur et menacerait l'armée française sur ses derrières. Que s'il échouait dans cette tentative, il comptait effectuer sa retraite par la Corogne, où des bâtiments de transport l'attendaient. Lors donc que lui parvint la nouvelle du combat de Somo-Sierra, le général anglais quitta Salamanque, et prit à petites journées la route de Mayorga : ce fut là que, le 20 décembre, il opéra sa jonction avec sir David Baird.

L'empereur devant Madrid. — Cette capitale est sommée d'ouvrir ses portes.

Cependant Napoléon était à Saint-Augustin, village qu'une distance de moins de trois lieues sépare de Madrid. Le 2 décembre, il aurait voulu entrer dans cette capitale, et rendre pour la troisième fois ce jour illustre dans ses annales. L'empereur était superstitieux ; il croyait aux dates : il avait ses jours fastes et néfastes. Le temps était beau ; le soleil d'Austerlitz éclairait de ses rayons les tours et les clochers de Madrid. Un officier français fut chargé de se présenter

devant cette capitale, et de la sommer d'ouvrir ses portes; mais il faillit devenir victime de la fureur du peuple. Napoléon reconnut alors qu'on ne pourrait entrer à Madrid que de vive force, et après effusion de sang. Ce n'était point ainsi que l'avaient accueilli Vienne, Berlin, Varsovie, et tant d'autres capitales sur lesquelles, presque sans efforts, il avait planté ses aigles. Mais, sur le territoire espagnol, c'était au peuple et non aux cours que l'empereur avait jeté le gant; c'était donc le peuple qu'il fallait combattre. Déc. 1808.

Depuis plusieurs jours la plus grande fermentation régnait à Madrid : les portes et les rues avaient été barricadées; les cloches, sonnant à grandes volées, appelaient les citoyens aux armes; les prêtres parcouraient la ville, un crucifix à la main, et exhortaient les Espagnols à se conduire en gens de cœur. Huit mille hommes de troupes réglées et quarante mille insurgés des campagnes gardaient Madrid; ils avaient pour chef le général Morla, capitaine général de l'Andalousie, homme ambitieux, et peu digne de la glorieuse mission qui lui avait été confiée. Indépendamment du peu de dévouement de cet homme, de fâcheuses divisions paralysaient en partie les dispositions du peuple insurgé; les autorités civiles et militaires ne s'entendaient pas : deux factions, placées sous cette double influence, agissaient en sens contraire. Les riches bourgeois, la population commerçante, les propriétaires, redoutaient les vengeances de Napoléon, et se refusaient à soutenir un siége qui devait entraîner de grands malheurs; les paysans et les ouvriers voulaient énergiquement disputer pied Résistance du peuple de Madrid.

Déc. 1808. à pied aux Français les rues et les carrefours de la vieille capitale. Pour le moment, le parti de la résistance prévalut. La junte militaire fit donc répondre à Napoléon que le peuple de Madrid était déterminé à s'ensevelir sous les ruines de cette ville, plutôt que d'en permettre l'entrée aux Français. Ce message fut porté au quartier impérial par des hommes à figures sinistres, et dont le seul aspect révélait que la lutte serait sanglante et opiniâtre. Peu d'instants après, l'empereur fut informé par des déserteurs de la situation intérieure de Madrid : l'exaspération des citoyens était au comble; elle se manifestait par des massacres, et l'on disait que le vénérable marquis de Peralès, général espagnol, faussement accusé de trahison, venait d'être étranglé et mis en pièces. Dans l'intérieur du *Retiro*, quatre mille moines travaillaient à confectionner des cartouches.

Attaques dirigées contre la ville.

Les sommations ayant été réitérées et de nouveau repoussées, de part et d'autre on engagea le feu. Le 3 décembre, au point du jour, une attaque fut dirigée sur le Retiro, une autre sur les portes d'Alcala et d'Atocha : cinquante pièces de canon foudroyaient ces points importants, et facilitaient l'entrée de nos colonnes; les deux attaques réussirent donc. Nos soldats débouchèrent sur le Prado; ils emportèrent d'assaut des palais et des rues. Sur un autre côté de la ville, le général Maison, bravant un feu meurtrier, enleva les portes de Fuencarral, del Duque et de San-Bernardino; mais il se trouva arrêté devant le bâtiment des gardes du corps; et malgré le sang qui fut répandu sans ménagement, les Français ne purent se

rendre maîtres de cette position. A onze heures du matin, Napoléon suspendit l'action, et fit de nouveau sommer la junte de se rendre; il annonça qu'en cas de refus, la ville allait être foudroyée et livrée à toutes les horreurs d'un assaut. Ces menaces, aussi bien que les pertes subies par les insurgés, avaient disposé les esprits à fléchir. La junte de défense envoya Thomas de Morla et don Iriarte au quartier général de l'empereur. Quand ils se présentèrent devant ce prince, ils demandèrent qu'on donnât à la junte du temps pour calmer le peuple et l'amener à poser les armes. L'empereur, à la vue de don de Morla, qui lui rappelait les outrages de Baylen, laissa éclater ses profonds ressentiments; il reprocha à cet homme son manque de foi et ses trahisons, et il ajouta d'une voix sévère : « Retournez à Madrid; je vous donne jusqu'à « demain six heures du matin. Revenez alors, si vous « n'avez à me parler du peuple que pour me dire « qu'il s'est soumis; sinon, vous et vos troupes vous « serez tous passés par les armes. » Quand ces paroles menaçantes eurent été rédites à la junte, elle comprit que toute résistance devenait vaine, et elle chargea don de Morla de se rendre de nouveau auprès de l'empereur, et de traiter avec lui de la capitulation de la ville. Puis, malgré la fureur du peuple, qui ne voulait entendre à aucune proposition, les troupes régulières livrèrent les principaux postes à l'armée française, et celle-ci prit alors possession de Madrid. Napoléon avait l'intention de se montrer implacable, il ne voulut donc point entrer dans la capitale de l'Espagne qu'il allait punir; il prit un logement en

Déc. 1808.

La junte capitule.

Napoléon s'abstient d'entrer à Madrid.

Déc. 1808. dehors de la ville, dans une maison appartenant au duc de l'Infantado, et il ne souffrit point que son frère Joseph entrât lui-même dans Madrid et en prît royalement possession. Les uns attribuèrent cette résolution au ressentiment et au dédain; d'autres pensèrent que l'empereur n'avait point jugé prudent d'exposer sa personne aux attentats populaires. Il n'était encore venu à la pensée d'aucun ennemi de Napoléon de le taxer de peur; mais cette absurde calomnie commençait à faire son chemin dans les salons et dans les pamphlets. Il est certain que la haine soulevée en Espagne par le nom de Bonaparte était si vive et si profondément enracinée dans les cœurs, qu'on pouvait tout appréhender, même un assassinat, de la part de ces hommes du peuple aux regards sombres, aux physionomies menaçantes, qui maudissaient les crimes du *Français impie* et la lâcheté des autorités espagnoles.

Décrets rendus par l'empereur.

Napoléon connaissait mal le pays dont il avait osé braver la fierté et les colères; il s'imaginait que certaines réformes, plus ou moins invoquées par les philosophes, lui concilieraient l'amour des multitudes. Aussi rendit-il des décrets pour abolir les deux tiers des couvents qui existaient en Espagne, pour réduire dans la même proportion le nombre des moines, et pour ordonner la mise en liberté et la réadmission à la vie séculière de tous les novices. Il ignorait qu'en Espagne l'enfant du peuple se fait moine sans cesser d'être citoyen, et que le lien entre le religieux et le paysan ne se trouve jamais rompu. Ses décrets furent considérés comme un sacrilége de plus. On s'in-

digna plus sérieusement encore des ordres qu'il donna pour la sécularisation des biens des couvents supprimés. L'abolition de l'inquisition, qui fut accueillie avec faveur par les journaux de France et d'Autriche, passa en Espagne pour une impiété. Le paysan se trouva mieux de la destruction des droits féodaux et des redevances personnelles; mais il aurait voulu tenir ces bienfaits d'une autre main, et il se fit scrupule d'être affranchi par l'ennemi de sa patrie. Déc. 1808.

Cependant l'empereur destitua les membres du conseil de Castille, « comme lâches et indignes d'être magistrats d'une nation brave et généreuse. » Il déclara ennemis de la France et de l'Espagne, traîtres aux deux couronnes, et punissables de mort, plusieurs éminents personnages qui avaient prêté leur appui à l'insurrection, et parmi lesquels figuraient les ducs de l'Infantado, de Medina-Cœli, d'Ossuna; les comtes de Fernand-Nunez et d'Altamira; le prince de Castel-Franco, l'ex-ministre don Pedro Cevallos, et l'évêque de Santander : il pardonna au duc de Saint-Simon, émigré français et grand d'Espagne, qui avait pris part à la résistance du peuple de Madrid. Cet acte de clémence fut provoqué par une scène touchante, et l'empereur parut n'avoir cédé qu'aux supplications et aux larmes de la fille du proscrit. Napoléon aimait à exercer une miséricorde de théâtre qui, après tout, ne manquait point son effet sur l'esprit des peuples.

Napoléon dissout le conseil de Castille.

Dans Madrid, comme dans toutes les grandes cités, il y a toujours une partie de la population composée d'hommes timides, pusillanimes, et dis-

L'empereur reçoit une députation de Madrid.

Déc. 1808. posés à courber la tête sous le joug d'un maître, quand ce dernier est fort : en face d'un ennemi victorieux et peu disposé à la pitié, cette classe d'hommes a toujours à son service des supplications et des flatteries. Il se trouva des corps d'état, des marchands, des gens effrayés et sans énergie, qui élurent parmi eux des députations, et les chargèrent d'aller porter d'humbles hommages à l'empereur, L'histoire doit mentionner la harangue que Napoléon adressa à ces indignes représentants du peuple de Castille :

Discours de l'empereur.

« J'agrée les sentiments de la ville de Madrid. Je « regrette le mal qu'elle a essuyé, et je tiens à bon- « heur particulier d'avoir pu, dans ces circonstances, « la sauver, et lui épargner de plus grands maux.

« Je me suis empressé de prendre des mesures « qui tranquillisent toutes les classes de citoyens, sa- « chant combien l'incertitude est pénible pour tous « les peuples et pour tous les hommes.

« J'ai conservé les ordres religieux, en restreignant « le nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé « qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Ceux « qui sont appelés par une vocation qui vient de « Dieu resteront dans leurs couvents. Quant à ceux « dont la vocation était peu solide et déterminée par « des considérations mondaines, j'ai assuré leur exis- « tence dans l'ordre des ecclésiastiques séculiers. Du « surplus des biens des couvents j'ai pourvu aux be- « soins des curés, de cette classe la plus intéressante « et la plus utile parmi le clergé.

« J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et

« l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider « les consciences, mais ne doivent exercer aucune « juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens. Déc. 1808.

« J'ai satisfait à ce que je devais à moi et à ma na- « tion ; la part de la vengeance est faite, elle est tom- « bée sur dix des principaux coupables : le pardon « est entier et absolu pour tous les autres.

« J'ai supprimé des droits usurpés par les sei- « gneurs dans les temps de guerre civile, où les rois « ont trop souvent été obligés d'abandonner leurs droits « pour acheter leur tranquillité et le repos des peuples.

« J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra « établir des hôtelleries, des fours, des madragues, « des pêcheries, et donner un libre essor à son in- « dustrie, en observant seulement les lois et les rè- « glements de police. L'égoïsme, la richesse et la « prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisaient « plus à votre agriculture que les chaleurs de la ca- « nicule.

« Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir « dans chaque État qu'une justice. Toutes les justices « particulières avaient été usurpées, et étaient con- « traires aux droits de la nation : je les ai détruites. « J'ai ainsi fait connaître à chacun ce qu'il pouvait « avoir à craindre, ce qu'il avait à espérer.

« Les armées anglaises, je les chasserai de la Pé- « ninsule.

« Saragosse, Valence, Séville, seront soumises « par la persuasion ou par la force des armes. Il n'est « aucun obstacle capable de retarder longtemps « l'exécution de mes volontés.

Déc. 1808.

« Mais ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est « de constituer les Espagnols en corps de nation, « sous les ordres du roi, s'ils continuaient à être imbus « des principes de scission et de haine envers la « France, que les partisans des Anglais et les enne- « mis du continent ont répandus au sein de l'Espagne. « Je ne puis établir une nation, un roi et l'indépen- « dance des Espagnols, si ce roi n'est pas sûr de leur « affection et de leur fidélité.

« Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. « Les divisions dans la famille royale avaient été fo- « mentées par les Anglais. Ce n'était pas le roi « Charles et le favori que le duc de l'Infantado, « instrument de l'Angleterre, comme le prouvent les « papiers récemment trouvés dans sa maison, voulait « renverser du trône : c'était la prépondérance de « l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne ; pro- « jet insensé, dont le résultat aurait été une guerre « de terre sans fin, et qui aurait fait couler des flots « de sang. Aucune puissance ne peut exister sur le « continent, influencée par l'Angleterre. S'il en est qui « le désirent, leur désir est insensé, et produira tôt ou « tard leur ruine.

« Il me serait facile et je serais obligé de gouver- « ner l'Espagne, en y établissant autant de vice- « rois qu'il y a de provinces. Cependant, je ne me « refuse point à céder mes droits de conquête au roi « et à l'établissement dans Madrid, lorsque les trente « mille citoyens que renferme cette capitale, ecclé- « siastiques, nobles, négociants, hommes de loi, au- « ront manifesté leurs sentiments et leur fidélité,

« donné l'exemple aux provinces, éclairé le peuple, « et fait connaître à la nation que son existence et « son bonheur dépendent d'un roi et d'une constitu- « tion libérale, favorable aux peuples, et contraire » seulement à l'égoïsme et aux passions orgueilleuses « des grands. Déc. 1808.

« Si tels sont les sentiments des habitants de la « ville de Madrid, que ses trente mille citoyens se « rassemblent dans les églises, qu'ils prêtent devant « le saint sacrement un serment qui parte non-seu- « lement de la bouche, mais du cœur, et qui soit sans « restriction jésuitique ; qu'ils jurent appui, amour « et fidélité au roi ; que les prêtres au confessionnal, « dans la chaire, les négociants dans leurs correspon- « dances, les hommes de loi dans leurs écrits et leurs « discours, inculquent ces sentiments au peuple : « alors je me dessaisirai du droit de conquête ; je pla- « cerai le roi sur le trône, et je me ferai une douce « tâche de me conduire envers les Espagnols en ami « fidèle. La génération présente pourra varier dans « ses opinions, trop de passions ont été mises en jeu ; « mais vos neveux me béniront comme votre régé- « nérateur ; ils placeront au nombre des jours mé- « morables ceux où j'ai paru parmi vous, et de ces « jours datera la prospérité de l'Espagne. »

L'empereur organise les forces militaires au service de son frère Joseph.

L'empereur, après avoir ainsi notifié ses volontés à Madrid, se mit en devoir d'organiser une armée espagnole pour le compte de son frère le roi Joseph ; il y parvint en formant quelques régiments à l'aide de mercenaires suisses, napolitains et italiens, qui depuis plusieurs années avaient pris, à divers titres

Déc. 1808. et sous divers chefs, du service dans la Péninsule. En même temps il continua de diriger les opérations de ses lieutenants dans les provinces insurgées. Les restes de l'armée de Castaños, qui venaient de passer sous le commandement du duc de l'Infantado, furent rejetés sur Cuença, et les débris de l'armée d'Estramadure contraints de se replier au delà de la Talavera. Ces troupes ne présentaient plus que des bandes confuses et sans discipline ; elles pillaient et ravageaient le pays en se retirant, et elles criaient à la trahison : plusieurs de leurs chefs furent victimes de leur fureur. La moitié de l'Espagne semblait reconquise par la France.

Fâcheuse situation de l'armée anglaise.

Cependant l'armée anglaise, après s'être imprudemment engagée au cœur de l'Espagne, se trouvait hors d'état de tenir tête à des armées bien supérieures en nombre et en renommée. Tandis que les maréchaux Ney, Soult, Moncey, Victor et Lefebvre, chacun sur un théâtre différent, poursuivaient le cours d'entreprises militaires dont on se fatiguerait à suivre les détails, Napoléon songea enfin à se porter sur les traces des Anglais, et à réaliser l'engagemennt qu'il avait pris de les rejeter sur l'Océan. Sir John Moore venait de marcher sur Valladolid : Napoléon prit des mesures pour opérer la prompte destruction de l'armée anglaise. Il enjoignit au duc de Dantzick de la tourner par Badajos au moyen d'un long circuit, et de lui couper ainsi la route de Lisbonne; de son côté, le duc de Dalmatie eut ordre de soutenir ce mouvement par la Corogne. Pour l'empereur, il se dirigea sur Valladolid, cherchant à y rencontrer l'ennemi. On était aux derniers jours de décembre : dans un pays

L'empereur se met à la poursuite de sir John Moore.

montagneux, le froid était vif, le thermomètre centigrade marquait douze degrés au-dessous de zéro ; et cependant il fallait franchir la Sierra de Guardarrama, toute couverte de neige et de verglas. Ce fut un passage difficile, et qui épuisa l'armée : le vent du nord soufflait avec une telle force qu'il renversait les hommes ; les cavaliers étaient forcés de mettre pied à terre et de conduire leurs chevaux, qui tombaient à chaque instant sur la glace. L'empereur, exposé comme les autres à l'inclémence des éléments, cheminait d'un pas lent, le visage sombre, et le bras appuyé sur Savary. On marcha toute la nuit, sans se laisser rebuter par de si rudes épreuves ; et quand vint le jour, la Sierra de Guadarrama était traversée. Déc. 1808.

Deux jours après, l'empereur étant à Tordésillas, écrivit au maréchal Soult : « Si les Anglais conservent encore aujourd'hui leur position, ils sont perdus ; si au contraire ils vous attaquent, retirez-vous à la distance d'une journée de marche, car plus ils s'obstineront à avancer, mieux ce sera pour vous. » Aucune de ces hypothèses n'était juste, et l'armée de sir John Moore n'en était pas moins dévouée à un désastre inévitable.

En apprenant les divers mouvements tentés par les Français pour leur couper toute retraite et les écraser dans un seul combat, les Anglais s'étaient enfuis précipitamment sur la Corogne ; ils étaient d'un jour de marche en avance sur Napoléon, et partout, sur leur passage, ils s'abandonnaient aux plus déplorables excès, pillant, incendiant, dévastant la nation à laquelle ils étaient venus porter secours. Le soldat

Déc. 1808. anglais, courageux et opiniâtre sur le champ de bataille, et qui jamais ne rompt devant ses ennemis, surtout quand il a bien mangé, se démoralise promptement dans les retraites, et il a cela de commun avec le soldat français : on dirait que les guerriers de ces deux nations n'ont point été créés pour fuir. Quoi qu'il en soit, l'avant-garde des Français en venait quelquefois aux mains avec l'arrière-garde de sir John Moore. A Benavente, dans un de ces combats qui tourna à l'avantage des Anglais, le brave Lefebvre-Desnouettes, s'étant imprudemment engagé au milieu des ennemis, resta prisonnier avec un escadron de chasseurs de la garde. Ce fut également à Benavente que Napoléon reçut de France de graves nouvelles qui l'engagèrent à presser sa marche, afin de reparaître le plus promptement possible sur des champs de bataille plus redoutables et plus dignes de son génie. Il établit son quartier à Valladolid, et il attendit que ses généraux eussent réussi à atteindre et à détruire un ennemi qui se dérobait toujours à ses coups.

Combat de Benavente.

Combat de Villafranca.

Le 3 janvier, un combat d'arrière-garde eut lieu à Pietros, en avant de Villafranca. Les Anglais, avantageusement postés sur des hauteurs, firent bonne contenance, et ne cédèrent qu'au nombre. Dans cette journée périt le général Colbert, l'un des plus illustres chefs de l'armée française. Comme il marchait, avec plusieurs escadrons, à la tête de l'avant-garde, il vit le premier que la position de l'ennemi était très-difficile à aborder : il envoya donc demander des renforts au maréchal Soult; mais celui-ci répondit sè-

chement qu'on eût à attaquer sans retard. Justement offensé de cet ordre impérieux, le général Colbert se jeta avec une impétuosité téméraire sur les chevaux et les tirailleurs anglais, et les culbuta. Quelques ennemis se réfugièrent dans les vignobles, d'où ils firent feu presque à bout portant, et ce fut dans cette rencontre que fut atteint l'intrépide Colbert : sa perte fut douloureuse pour la France et pour l'empereur. Les Anglais continuèrent leur retraite, et l'on vit se renouveler sur leur passage les scandaleuses scènes de licence et de désordre dont nous avons déjà parlé. Ils pillèrent les magasins et les maisons, et traitèrent les habitants avec la dernière inhumanité. Sir John Moore essaya vainement de réprimer ces excès; on brava sa sévérité. A mesure que l'armée anglaise se repliait vers la mer, le terrain devenait toujours plus âpre, plus coupé, plus couvert de bois et de plantations, et la cavalerie ne pouvait être d'un grand secours. L'infanterie aurait pu tirer parti des accidents du sol, et arrêter l'armée française dans les défilés où elle se trouvait engagée; mais les soldats anglais, démoralisés par la fuite, ne savaient que dévaster le pays, et oubliaient de le défendre. Ils pillaient jusqu'aux convois destinés à ravitailler leurs propres troupes, ils abandonnaient les canons et les malades, et, dans l'excès de leur démence, on les vit jeter dans un précipice cent vingt mille piastres fortes qu'ils auraient pu se partager. Il y eut néanmoins un moment où l'on crut qu'ils allaient prendre leur revanche. En effet, le 5, l'ennemi se montra en avant de Lugo, et nous offrit la bataille. Les Anglais étaient au nombre

Janv. 1809.

Janv. 1809. de dix-sept mille; ils avaient perdu huit mille des leurs depuis le commencement de la campagne. Le duc de Dalmatie, qui n'avait sous la main que des divisions épuisées de fatigue, ne voulut pas aborder les positions de l'ennemi avant d'avoir reçu des renforts. Trois jours se passèrent : à la fin, le général Moore, perdant patience, décampa secrètement; sa retraite fut favorisée par la nuit. Le 11, les Anglais atteignirent enfin le port de la Corogne; mais la flotte qui devait les attendre sur ce point et les transporter vers d'autres parages plus sûrs n'était point encore arrivée : les vents contraires avaient retardé ses mouvements. Vivement affligé de ce retard, qui exposait de braves troupes à une destruction certaine, le général Moore prit la résolution de faire face aux Français et de se défendre, Le duc de Dalmatie, avant d'engager le combat, jugea cette fois encore qu'il était nécessaire d'attendre des renforts : cependant les bâtiments promis à sir John Moore avaient enfin paru devant la Corogne, et on vit le moment où l'armée ennemie allait s'embarquer sans combattre. On était au 16 janvier : le maréchal Soult ordonna l'attaque.

Combat de la Corogne. — L'armée anglaise effectue son embarquement.

La lutte fut sanglante, mais elle demeura indécise. Le duc de Dalmatie ne voulut point réduire au désespoir une armée qui ne cherchait qu'à battre en retraite, et dont les derniers efforts auraient pu nous coûter un sang bien précieux. Pendant la mêlée, qui dura jusqu'au soir, le brave Moore tomba mortellement blessé; c'était au moment où, en exhortant ses compagnons d'armes, il leur criait : « Souvenez-vous de l'Égypte : là aussi vous manquiez de cartouches;

mais vous aviez des baïonnettes! » On couvrit à la hâte son corps d'un manteau de guerre, et on l'ensevelit dans une tombe creusée sous les remparts de la citadelle. Le général David Baird périt aussi glorieusement, et le général Hope prit le commandement des troupes anglaises. On se battit avec intrépidité, de part et d'autre, jusqu'à la nuit. Les Français, ne pouvant rompre l'aile droite de l'ennemi, essayèrent vainement de la tourner. Lord Paget, avec la réserve, contint vigoureusement les dragons de la Houssaye qui avaient mis pied à terre, et arrêta le mouvement des autres corps. Bientôt les Anglais reprirent le terrain qu'ils avaient perdu, et se portèrent jusqu'au pied de nos batteries. S'ils avaient redoublé leurs efforts, la position des Français serait devenue critique, car déjà les munitions du maréchal Soult étaient épuisées. Par bonheur, l'ennemi, satisfait d'avoir assuré et couvert sa retraite, revint sur ses pas et rentra dans ses lignes. Dans ce glorieux combat de la Corogne, les Anglais eurent huit cents hommes tués, mais le général Hope fit preuve d'intelligence et d'énergie. Quoi qu'il en soit, le 18 janvier, l'armée ennemie avait effectué son départ; et les généraux français se renvoyaient l'un à l'autre, et bien injustement, le reproche de l'avoir laissée fuir. Janv. 1809.

Napoléon quitte l'Espagne. — Situation dans laquelle il laisse ses lieutenants.

Napoléon avait résolu de rentrer en France, et de faire face, sur le Danube et sur le Rhin, aux entreprises de l'Autriche. Il laissa donc son œuvre interrompue en Espagne, et ce fut une circonstance favorable à l'insurrection. Les maréchaux et les généraux commandant les divers corps d'armée acceptaient

Janv. 1809. avec une soumission empressée les ordres de l'empereur; mais ils ne voulaient point se plier aux volontés d'un collègue, et leurs rivalités déplorables empêchaient qu'il ne fût donné une impulsion centrale et vigoureuse à l'ensemble des opérations militaires. Ils évitaient donc de combiner leurs mesures, de renoncer à leurs propres plans pour assurer la réussite des projets d'un autre chef; chacun d'eux voulait être maître absolu dans son commandement : le roi Joseph lui-même, malgré sa haute dignité, ne savait ni se faire craindre ni se faire obéir de capitaines illustres qui tenaient de l'empereur, et non du roi des Espagnes, leur grade, leur puissance et leur autorité.

Suite de la guerre. Pour le moment, la guerre se continuait encore sous de favorables auspices. Les Français occupaient tout le nord de l'Espagne, jusqu'à Madrid; le général Saint-Cyr, qui opérait en Catalogne, où il avait pris le commandement de nos troupes, avait rencontré et battu l'ennemi à Cardelen. Après avoir soumis Barcelone, il était sorti de cette ville pour enlever le camp des Espagnols sur le Llobrégat, et il avait remporté à Molins-del-Rey une victoire brillante. Le général Dessole occupait Madrid; le maréchal Lefebvre était entré à Tolède; le maréchal Victor guerroyait dans le centre de l'Espagne : les Anglais fuyaient sur l'Océan. Sous l'influence de ces heureux événements, le roi Joseph reparut dans sa capitale, et Napoléon permit à ses troupes de prendre quelque repos, afin de se trouver bientôt en mesure d'envahir le midi de la Péninsule. Avant de mettre le pied sur le sol de la

France. Napoléon envoya à son frère l'invitation de sévir avec rigueur contre les artisans d'émeute que renfermait Madrid ; il lui prescrivit de faire *pendre une vingtaine de mauvais sujets.* Il ajouta : « Si on ne se débarrasse pas, à Madrid, d'une centaine de boute-feux et de brigands, on n'a rien fait. Sur ces cent, faites-en fusiller ou pendre douze ou quinze, et envoyez les autres en France, aux galères. Je n'ai eu de tranquillité, en France, qu'en faisant arrêter deux cents boute-feux, assassins de septembre et brigands, que j'ai envoyés anx colonies. Depuis ce temps, l'esprit de la capitale a changé comme par un coup de sifflet... Je crois nécessaire que, surtout dans les premiers moments, votre gouvernement montre un peu de vigueur contre la canaille. La canaille n'aime et n'estime que ceux qu'elle craint, et la crainte de la canaille peut seule vous faire aimer et estimer de toute la nation. » Sous ces expressions familières ou triviales se cachait tout un système de gouvernement. **Janv. 1809.**

Le maréchal Victor poursuivait les débris de l'armée de Castaños, qui se repliait dans la direction de Cuença, sous le commandement du duc de l'Infantado. Le 13 janvier, il remporta, non loin d'Uclès, une victoire remarquable, et força treize mille Espagnols à mettre bas les armes. Cette journée fut l'une des plus désastreuses que l'insurrection nationale eut à subir : les troupes qui combattaient sous les ordres des généraux Vénégas et Senra furent presque entièrement détruites. A peine si deux ou trois corps de cavalerie et quelques autres débris de l'armée trou- **Opérations du maréchal Victor.**

Janv. 1809. vèrent leur salut dans la fuite, et purent se réfugier, avec le duc de l'Infantado, à Carascosa. Les Français victorieux entrèrent à Uclès, et exercèrent sur les habitants, sur les religieux, sur les femmes, d'affreuses vengeances que la plume se refuse à décrire, et que, par malheur, les chefs n'eurent point l'énergie de réprimer. Quant aux prisonniers, on les fusilla sans miséricorde.

Deuxième siége de Saragosse. Du côté de l'Aragon, nos armées assiégeaient pour la seconde fois l'importante ville de Saragosse. L'investissement de cette place avait commencé le 10 décembre ; mais, faute de moyens suffisants pour la réduire, les premières opérations traînèrent en longueur. Le maréchal Moncey dirigeait le siége ; le 20 décembre, il fut rejoint par le maréchal Mortier, qui lui amena des renforts. Les jours suivants, les Français emportèrent le Monte-Torrero, qui domine la ville, et les positions de Saint-Lambert et de San-Gregorio, qui commandent les deux rives de l'Èbre. Les Aragonais, chassés de ces hauteurs, s'étaient vus forcés de s'abriter dans la place ; mais là, du moins, ils étaient en mesure de résister. L'armée assiégée, composée, il est vrai, en grande partie, de milices et de paysans insurgés, s'élevait à plus de cinquante mille hommes. En ce moment, comme à l'époque du premier siége, ces troupes avaient pour chef le brave Palafox ; elles étaient considérablement approvisionnées en vivres et en munitions de guerre. Les assiégeants atteignaient à peine un effectif de trente mille hommes, et ils entouraient une grande ville défendue par une enceinte

protégée par une fleuve, remplie de palais, d'édifices, de couvents, d'églises, de maisons crénelées, et sous les murs de laquelle se préparait à combattre et à mourir un peuple généreux, armé pour la justice et pour la patrie. Janv. 1809.

Les Espagnols s'étaient attendus depuis longtemps à subir un nouveau siége : dans cette prévision ils avaient construit quelques ouvrages de défense, et relevé les ruines des monastères détruits par le canon des Français ; des retranchements avaient été établis sur le Monte-Torrero, à la droite de la Huerba, et particulièrement sur la rive gauche de l'Èbre. Dans la ville on avait muré les rez-de-chaussée, en ayant soin de ménager des meurtrières dans les autres étages, et d'ouvrir des communications de maison à maison à travers les murs mitoyens. Les maisons de campagne, les jardins, les bois, qui après les ravages du premier siége restaient encore debout autour de Saragosse, furent rasés, et les abords de la ville se trouvèrent ainsi dégagés et à découvert. Les bouches à feu s'élevaient à près de quatre-vingts, dont vingt-quatre avaient été retirées du canal où les Français les avaient enfouies : faute de bombes, on ne pouvait faire usage des mortiers. Les magasins renfermaient des provisions suffisantes pour nourrir quinze mille hommes pendant six mois ; les maisons particulières et les couvents étaient également pourvus de vivres. Les principaux lieutenants de Palafox étaient don Felipe San-March, le général Villalba et le général Butron : ce dernier commandait la cavaerie.

Janv. 1809. Vers la fin de décembre, le général Junot prit le commandement du siége; il avait sous ses ordres le général Lacoste, le colonel Rogniat, le chef de bataillon Haxo. L'artillerie était bien approvisionnée; le service du génie était confié à des chefs habiles. Dans la nuit du 29 au 30 décembre, la tranchée fut ouverte, et l'on dirigea contre la place trois attaques, dont une simulée et deux sérieuses. Le 31 décembre, les assiégés essayèrent une sortie et furent repoussés : deux jours après, on ouvrit la seconde parallèle. Les jours suivants, on disposa plusieurs batteries destinées à battre en brèche plusieurs positions importantes et à répondre au feu de l'ennemi. Les Espagnols cherchèrent à arrêter ces travaux, en faisant pleuvoir sur nos troupes une grêle de pierres et de grenades, lancées avec les mortiers. Le 10, nos batteries commencèrent à tirer; le 11, une brèche ayant été ouverte, les Français essayèrent de se rendre maîtres du couvent de Saint-Joseph, position très-forte, que défendaient trois mille hommes. Cette attaque audacieuse réussit, et les ennemis perdirent trois cents morts. Les jours suivants, on continua de serrer de plus près la place ; mais le feu des assiégés était habilement soutenu, et l'armée française s'affaiblissait à chaque combat.

Le 16 janvier, on emporta de vive force la tête de pont de la Huerba, position assez importante ; du 16 au 21, on prit des dispositions pour franchir la Huerba : cette rivière étroite, mais profondément encaissée, couvre une partie de l'enceinte. Cependant la ville était entamée : les assiégeants avaient réussi à y

pénétrer sur quelques points ; mais chaque maison était devenue une forteresse, et, durant vingt-trois jours consécutifs, il fallait faire le siége de ces petites citadelles, les emporter et les détruire l'une après l'autre. Le général Palafox, à la tête des troupes régulières, faisait de nombreuses sorties ; dans l'une d'elles, il vint à bout d'enclouer les canons de nos batteries. Le 21 janvier, le duc de Montebello, par ordre de l'empereur, remplaça Junot, et prit la direction du siége. Il enjoignit au maréchal Mortier, qui était demeuré dans l'inaction, de franchir l'Èbre, de se porter sur la rive gauche du fleuve, et de balayer la campagne, que des milices insurgées ne cessaient de parcourir. Le général Wathier, à la tête d'une colonne, fut chargé, sur un autre point, d'une expédition semblable, et il réussit à disperser et à détruire les contingents de quatre-vingts villages qui avaient pris les armes. La ville d'Alcaniz fut emportée et pillée. Janv. 1809.

Le duc de Montebello donna une impulsion nouvelle aux travaux exécutés autour de la place; on franchit la Huerba au moyen de chevalets couverts d'épaulements ; le 26 janvier, cinquante pièces à feu de gros calibre firent tomber sur la ville une nuée de boulets et de projectiles incendiaires ; le 27, trois brèches ayant été jugées praticables, on ordonna un assaut général : vers midi, le signal fut donné aux assiégeants, et, à la même heure, la cloche de la Tour-Neuve annonça au peuple de Saragosse l'approche de ses ennemis. Au son du tocsin, les habitants de cette ville se précipitèrent sur les brèches

Janv. 1809. pour en disputer les abords. L'une d'elles faillit être emportée de vive force : là, les Français arrivèrent jusque sur la muraille ouverte sans être arrêtés par deux fourneaux de mine auxquels on mit le feu ; une fortification intérieure leur offrit bientôt un obstacle, et, sous une pluie de balles, de grenades et de boulets, ils se virent contraints de se replier, après s'être bornés à couronner, non sans peine, le sommet de la brèche au moyen d'un logement. La seconde attaque avait lieu en face du couvent de Saint-Joseph; les Français furent vigoureusement contenus. La troisième brèche était ouverte dans les murs de Santa-Engracia. Ce monastère fut pris à la baïonnette, et les Français, après une lutte sanglante, réussirent également à s'établir dans un couvent voisin, qui servait de retraite à des carmélites déchaussées. C'étaient là des positions fort avantageuses, qui leur permettaient de neutraliser toute résistance dans un quartier considérable de la ville. Quelques moments après, les assiégeants occupèrent le couvent des Trinitaires déchaussés, et se portèrent sur la Miséricorde : alors ils furent contenus et foudroyés par le feu de deux canons, et par la vive fusillade qui partait des murs crénelés. Ainsi, dans cette journée mémorable, les Français, malgré leurs efforts, ne purent s'établir et se maintenir que dans un petit nombre de maisons et quelques brèches ; la résistance des Espagnols fut héroïque et meurtrière : on n'avait pas d'exemple d'une si noble persévérance. Les Français eurent huit cents hommes hors de combat ; les couvents de Santa-Engracia et des Au-

gustins, des places, des rues, des barricades, des îles de maisons, furent le théâtre d'autant de combats sanglants qui firent éclater le dévouement intrépide des soldats de Napoléon et le glorieux fanatisme des Aragonais ; les moines, les femmes, les enfants, les vieillards, donnaient et recevaient la mort : c'était une guerre qui *faisait horreur*, pour emprunter l'expression de Lannes, et qui révélait à Napoléon, encore victorieux et formidable, tout ce que peut un peuple résigné à tout souffrir pour sa religion et son droit. Les Français avançaient donc lentement, pied à pied, sur des ruines fumantes qu'ils arrosaient de leur sang; et quand vainqueurs sur un point, ils enlevaient une barricade et plongeaient leurs regards sur une rue, chaque fenêtre se hérissait de fusils, et devant chaque édifice, dans chaque carrefour, étaient dressées des potences, que les insurgés destinaient aux traîtres ou aux lâches qui oseraient parler de se rendre. Janv. 1809.

Le lendemain 28 janvier les Espagnols eurent à déplorer la perte de don San-Genis, un de leurs chefs, qui fut tué à la batterie nommée Palafox. C'était lui qui, dès le premier siége de Saragosse, avait refusé de faire partie du conseil, parce qu'il était déterminé à n'exprimer jamais d'autre opinion que celle de se défendre jusqu'à la mort. Le même jour, et le lendemain 29, les Français attaquèrent inutilement les couvents de San-Augustin et de Santa-Monica. Une maison leur barrait le passage pour pénétrer dans la rue de la Puerta-Quemada : ils ne purent s'en rendre maîtres. Les jours suivants, au prix de beaucoup de

Janv. 1809. sang versé, ils réussirent à s'établir dans ces positions ; mais ils n'avaient conquis que des ruines qui ne les mettaient pas suffisamment à couvert du feu des assiégés. Le maréchal Lannes ayant appris nos victoires dans la Galice et dans les Asturies, et la retraite de l'armée de sir John Moore, jugea que ces importantes nouvelles étaient de nature à faire fléchir l'audace de ses ennemis. Il envoya vers eux un parlementaire, chargé de les amener à mettre bas les armes. Les Saragossains refusèrent de l'écouter ; leur dévouement augmentait avec le péril , et le général Palafox, digne de commander à ce peuple intrépide, se borna à répondre : « Je défendrai jusqu'au dernier coin de mur. » Le maréchal Lannes comprit la nécessité de ménager le sang de nos troupes ; il donna des ordres pour que, sans ralentir les attaques, on cessât de se battre à découvert, et que l'on employât surtout la mine. Dans ces divers assauts on perdit beaucoup de monde, et, parmi les morts, l'armée regretta l'intrépide général Lacoste, qui fut tué dans la rue de Santa-Engracia. Le général Rogniat, qui le remplaça, fut grièvement blessé; le général Rostolan eut le même sort.

Les assiégeants n'avaient pas plutôt pris une maison, qu'il fallait recommencer la lutte pour en prendre une autre; ils s'avançaient par des chemins couverts, opposant parfois des bataillons presque invisibles à un ennemi bien retranché, et non moins invisible à ses adversaires. Parfois les abris manquaient aux deux partis, et l'on se battait de front, chacun tirant en pleine poitrine ou recevant de même la mort. Rien

ne pourrait donner une idée de l'exaltation des Aragonais. Ils attaquaient les positions dont nous nous étions rendus maîtres ; conduits par leurs moines, par leurs femmes, ils dressaient partout des retranchements, ils improvisaient des places fortes qu'il fallait assiéger dans une place à moitié prise. On employait alors contre eux des pétards et la mine ; on faisait sauter les maisons avec leurs défenseurs; on fusillait sans pitié, non les prisonniers, il n'y en avait point, mais quiconque était surpris sans défense. Pour arrêter les progrès de nos soldats, les Espagnols avaient recours à l'incendie; ils mettaient le feu aux maisons qu'ils cessaient de pouvoir disputer, et c'est ainsi qu'ils empêchaient les Français de cheminer à couvert. Cette lutte acharnée, cet effroyable assaut donné à une ville entière, se prolongea durant quinze jours. Ce qui ajoutait aux horreurs de cette lutte, c'est que l'entassement des malades et des morts avait causé une dangereuse épidémie ; c'est que la faim ajoutait ses ravages à ceux de la contagion : hommes et femmes mouraient ; ceux qui survivaient offraient l'image de cadavres vivants, et galvanisés par le patriotisme comme par une seconde vie. Les assiégeants, auxquels les insurgés de la campagne coupaient les vivres, souffraient aussi beaucoup par la faim, la maladie, et toutes les misères inséparables d'une guerre d'extermination. Fév. 1809.

Le 7 février, les Français attaquèrent un faubourg qui est situé sur la rive gauche de l'Èbre, et ils battirent en brèche, avec vingt canons de gros calibre, un vaste couvent, dit *de Jésus*, construit aux abords

Fév. 1809. du fleuve. L'attaque n'amena qu'un demi-succès; mais déjà les assiégeants réussirent à se maintenir au centre de la ville. Le maréchal Lannes soutenait leur persévérance ; il imposait silence à leurs murmures, et leur faisait pressentir l'issue prochaine de tant d'efforts. Jusque dans les mines, on se battait à l'arme blanche. Le 17, les Français firent sauter les bâtiments de l'Université, et achevèrent de se rendre maîtres du faubourg, qu'ils avaient attaqué dix jours auparavant. Treize églises étaient au pouvoir de nos soldats.

Le 18 février, les Français reprirent l'attaque du faubourg : à deux heures de l'après-midi, la brèche ayant été ouverte, ils pénétrèrent dans le couvent de San-Lazaro. C'était une fondation du roi Jacques le Conquérant (*Jaymes el Conquistador*), vaste édifice qui fut courageusement défendu, et dont l'escalier, magnifique ouvrage d'art, devint le théâtre d'un combat opiniâtre. Presque tous ceux qui défendaient cette position périrent les armes à la main. A la suite de cette lutte sanglante, le faubourg demeura au pouvoir des Français; et ceux-ci, devenus maîtres de la rive gauche de l'Èbre, placèrent en batterie cinquante pièces de canon, dont le feu fit crouler les maisons situées de l'autre côté de la rivière, le long du mur d'appui. Dès ce moment, tous les éléments sur lesquels s'appuyait encore la résistance désespérée des Saragossains furent détruits, et chaque heure qui s'écoula permit aux assiégeants de gagner du terrain dans le milieu de la ville.

Deux mois s'étaient écoulés depuis l'ouverture de

Fév. 1809.

Capitulation de la ville.

la tranchée ; vingt-neuf jours avaient été employés à combattre de maison en maison, de ruines en ruines; la garnison se trouvait réduite à quatre mille hommes; les hôpitaux n'existaient plus ; les malades et les blessés périssaient sans secours; Palafox, exténué par la maladie, languissait sur un lit de souffrances ; l'épidémie emportait cinq cents personnes par jour ; la population était hors d'état d'ensevelir les morts. En cette extrémité, Palafox ne put que déléguer ses pouvoirs à une junte, composée de trente-quatre membres, qui s'assembla dans la nuit du 18 au 19 février, et admit dans son sein les principaux chefs de l'armée. On se demanda s'il fallait enfin capituler; et vingt-six voix, contre huit, jugèrent qu'il était temps de se rendre. Une députation fut envoyée au maréchal Lannes au nom de la ville ; mais ce lieutenant de Napoléon, irrité des souffrances de son armée, refusa d'abord de prêter l'oreille à aucune proposition : « On respectera les femmes et les enfants, dit-il, et ce sera un affaire finie. » — « Pas même commencée ! » répliqua l'intrépide don Pedro Ric, président de la junte. « Saragosse continuera à se défendre : elle a encore des munitions et des bras ! » Le maréchal Lannes ne voulut pas pousser à bout ces ennemis opiniâtres ; il consentit à écouter leurs propositions. Les conditions les plus dures furent imposées aux Espagnols, mais on promit de faire respecter la ville ; et, le 20 février, la capitulation fut signée. Le même jour, elle fut ouvertement foulée aux pieds par les soldats français, qu'avait exaspérés la longue résistance de l'ennemi :

Fév. 1809. on eut à déplorer des actes de massacre et de pillage que les chefs ne surent point empêcher. Palafox, malade et presque à l'agonie, fut envoyé en France, et renfermé jusqu'en 1814, au donjon de Vincennes. Cet injuste traitement, infligé à un héroïque adversaire, resta comme une tache dans l'histoire de Napoléon. Malgré le zèle vigilant des autorités impériales, la France apprit avec une douloureuse admiration les exploits de ses ennemis, et l'Europe s'émerveilla au récit de la résistance de Saragosse. Cinquante-quatre mille hommes avaient trouvé la mort pendant ce siége d'éternel souvenir, qui terminait la seconde période de la guerre d'Espagne.

LIVRE SEPTIÈME.

Fév. 1809.

Coup d'œil sur la situation intérieure de l'empire.

La tribune était muette, la presse bâillonnée, la littérature et les arts placés sous la main de la police; et le peuple, après avoir abdiqué au profit d'un homme, admirait le génie du maître et la splendeur du joug sous lequel se courbait la France : or, sous cette uniformité de soumission, sous cette obéissance silencieuse, se cachaient des ferments de rébellion et des regrets légitimes en faveur de la liberté. Parce que le journal officiel se taisait, ou ne rompait de temps à autre le silence que pour exalter une usurpation de plus, le cœur de la France ne cessait point de battre; le passé n'était point encore entièrement déraciné de notre sol, et la révolution vivait toujours, mais sourdement, à petit bruit, et sous le manteau de cour dont on l'avait affublée. Elle avait d'ailleurs des points d'appui en Europe. Les consciences catholiques s'indignaient des outrages prodigués au chef de l'Église; tantôt le clergé avait à regretter la proscription d'un ordre religieux, la destruction des monastères d'Italie ou d'Espagne, la sécularisation des biens ecclésiastiques dans les pays d'outre-Rhin; tantôt il frémissait du spectacle de la corruption des mœurs, mal réprimée par les lois pé-

Fév. 1809. nales, et du triste avenir que réservait à la France une jeunesse élevée militairement dans les lycées, formée aux doctrines d'une philosophie desséchante, et dégradée avant le temps par l'incrédulité ou les plaisirs. C'était là le fruit du despotisme militaire, opprimant à la fois l'idée et l'intelligence sous la toute-puissance de la consigne, sous l'abus de la force matérielle. Ceux qui se félicitaient alors du règne de l'ordre nous rappelaient involontairement cette malédiction du vieux Calédonien contre les proconsuls de Rome : *Là où ils ont établi la servitude*, *ils disent que tout est en paix.* Les cours étrangères et les peuples, tant de fois vaincus, obéissaient à la France et la maudissaient. L'Allemagne, comme un serpent mutilé et dont les tronçons essayent de se rejoindre, épiait avec toute la perspicacité de la haine le moment où elle pourrait ressaisir sa nationalité et briser ses chaînes. L'Angleterre, bien que ses entreprises sur le continent eussent ordinairement échoué, triomphait sans rivale sur l'Océan, et la contemplation de sa grandeur maritime alimentait ses espérances et sa jalousie. De tous les côtés, les regards étaient fixés sur l'Espagne : il y avait là un peuple qui montrait aux autres le chemin de la délivrance, une race d'hommes qui savait combattre et mourir, et qui, au moins une fois, avait vaincu. Quand de pareils symptômes se manifestaient en Europe, la révolution française reconnaissait qu'elle n'était pas morte; elle se prenait à rêver l'affranchissement et le triomphe des principes de 1789; elle ignorait que, sous ses apparences et sous sa réalité de

despote et de chef absolu, Napoléon résumait mieux que la Convention elle-même le génie et l'idée de la France révolutionnaire; que sa royauté, sa noblesse, ses codes, n'étaient assis que sur des bases essentiellement démocratiques; que ses expéditions aventureuses et ses conquêtes démesurées n'étaient, à l'insu de l'empereur et de la France, que des moyens rapides de propager dans toutes les contrées lointaines ces idées redoutables, ces doctrines du dix-huitième siècle et du *Contrat social*, dont nous avons fait la première expérience, et que toutes les nations paraissent condamnées à subir. Dans ce sens, nul ne représentait mieux la révolution que l'empereur, son fils oublieux, qui la reniait sans relâche, et lui servait providentiellement de marteau et d'épée. La France et Napoléon étaient peut-être les seuls à l'ignorer. S'ils avaient pu le pressentir, l'œuvre à laquelle ils étaient voués comme instruments ne se serait point sans doute accomplie. Dieu a ses desseins, que l'œil de l'homme ne sonde pas, alors même qu'on les adore. Fév. 1809.

Symptômes d'opposition dans le sein des assemblées législatives.

La France était lasse de la guerre; le bruit du canon des Invalides, annonçant des victoires, continuait bien à la charmer; mais lorsqu'il fallait payer ces fumées glorieuses par des coupes réglées de conscrits, le désespoir des familles se manifestait visiblement, et l'on maudissait l'idole aux pieds de laquelle il fallait conduire tant d'hécatombes humaines. Mais comment la France réussirait-elle à se soustraire à cet impôt du sang, réclamé chaque année avec dureté, et toujours accepté par l'enthousiasme du sénat?... Jusque dans ce même sénat napoléonien, on suivait

Fév. 1809. les développements, lents et timides d'ailleurs, d'une opposition républicaine. Sieyes se résignait plus que jamais à un dédaigneux silence; le schismatique Grégoire demeurait fidèle à la cause révolutionnaire: c'était assez pour lui d'avoir renié l'Église. Volney, Destutt de Tracy, Garat, Lambrechts, refusaient d'adhérer de cœur à un régime qui n'avait point réalisé l'utopie encyclopédique, et qui laissait subsister des autels et des prêtres; Lanjuinais, honnête homme, citoyen courageux, gardait les illusions et les principes de la Gironde, et les associait à des traditions jansénistes dont le siècle se mettait déjà peu en peine. L'empereur voyait sans inquiétude cette opposition libérale se maintenir dans les rangs du sénat; il savait bien que le pouvoir avait en main toutes les prérogatives à l'aide desquelles on pourrait toujours, sans efforts, annihiler ce groupe de mécontents respectueux: seulement il voyait avec déplaisir s'accroître peu à peu, dans le sein du corps législatif, le nombre des hommes qui ne s'associaient que froidement ou à regret à sa politique. Le corps législatif était condamné à un rôle taciturne; mais il votait, et parfois les boules noires s'élevaient au tiers du chiffre des membres présents. Il n'y avait encore là aucun motif de crainte; l'opposition ne portait guère sur des sujets politiques: elle n'osait braver en face le maître de l'empire ou ses ministres, elle était fidèle à ses serments d'obéissance; et cependant elle existait, elle s'essayait à montrer un peu de fermeté et d'indépendance. On pouvait appréhender que l'exemple ne descendît dans la foule.

Mars 1809.

Esprit de l'armée et de ses chefs.

L'armée était trop glorieuse, trop chère à l'empereur, pour ne pas lui rendre sympathie et dévouement ; l'immense majorité des officiers et des soldats ne demandait que des occasions nouvelles de combattre et de mourir pour Napoléon. Parmi les généraux les mêmes sentiments se manifestaient, et cependant on remarquait déjà des nuances. Ceux dont la fortune était faite, et qui n'avaient plus à conquérir la gloire dont on les avait rassasiés, commençaient à trouver que les guerres étaient interminables, et qu'il était bien temps de laisser reposer le pays et d'épargner aux soldats de nouveaux sacrifices. Ils servaient encore, ils obéissaient sans murmure et avec courage; mais ils espéraient que le système de lutte universelle finirait bientôt, et que l'insatiable ambition de Napoléon serait enfin assouvie. D'autres généraux ou maréchaux, tels que Brune, Augereau, Jourdan, Masséna, ne perdaient pas de vue que Napoléon était sorti comme eux des rangs de l'armée républicaine, et ils se courbaient avec déplaisir sous le joug de leur égal de la veille. Bernadotte, quoique richement doté de la principauté de Ponte-Corvo, affichait des airs d'indépendance gasconne, et se plaignait sans ménagement des injustices de l'empereur. Plus ambitieux que républicain, il se fût montré docile et obséquieux, s'il n'eût point gardé de son mérite une opinion démesurée. Napoléon ne l'aimait pas; mais il le laissait en paix exhaler sa mauvaise humeur stérile. En général, les maréchaux étaient jaloux de Murat et des frères de l'empereur, qui étaient devenus rois : ils se comparaient à ces monarques d'hier, et se trouvaient

Mars 1809. sans peine plus grands. Dans les rangs moins élevés de l'armée, les principes républicains conservaient des partisans fidèles. Quelques écrivains ont parlé de la société secrète des Philadelphes, qui aurait étendu ses réseaux ténébreux sur le soldat et ses chefs, et qui aurait eu pour principal meneur Oudet, jeune colonel de la plus belle espérance : pour ne pas mêler le roman à l'histoire, nous nous abstenons de répéter ici ces assertions dénuées de preuves : mais le fait de l'existence d'une opposition républicaine, sérieuse et inflexible, dans le sein de l'armée impériale, semble maintenant incontesté. Malet, Guidal, Lahorie, et d'autres officiers supérieurs, étaient plus ou moins compromis dans les projets et les entreprises de cette franc-maçonnerie inostensible ; l'empereur les retenait emprisonnés à Vincennes, ou leur retirait toute espèce de commandement. De même il envoyait dans les places fortes d'Illyrie et des Deux-Siciles, et dans les provinces espagnoles, les bataillons et les régiments que sa police militaire, très-habilement faite, lui désignait comme suspects. Rien de tout cela ne transpirait au dehors. Dans les salons de la noblesse, on continuait une guerre d'épigrammes qui déplaisait à l'empereur ; non qu'il la jugeât fort dangereuse, mais parce qu'elle était un symptôme de la fidélité de quelques royalistes, et parce qu'elle attestait qu'en dépit de ses efforts il n'avait pu faire accepter par les autres cours sa légitimité et sa dynastie. Quelques salons recueillaient les débris du parti constitutionnel ; ils étaient comme la pâle contre-épreuve de la société de Coppet, de l'opposition cou-

Opposition dans les salons et dans les châteaux.

rageuse dirigée par madame de Staël contre le maître de l'Europe. M. de Talleyrand lui-même groupait autour de lui d'anciens amis, hommes aux manières élégantes et à l'esprit incisif ; et, bien que nul n'osât encore s'avouer que le soleil napoléonien fût un peu obscurci, tous le pensaient en silence et s'en réjouissaient non moins mystérieusement. M. de Talleyrand, possesseur d'une immense fortune, avait été écarté des affaires : sa prodigieuse activité ne s'accommodait point de l'isolement politique. Il aimait à laisser croire, bien que l'opinion se trompât étrangement à cet égard, que sa disgrâce n'avait été provoquée que par un blâme hardi de la politique suivie en Espagne, et par le désaveu des actes de Bayonne. Il est vrai qu'en revanche c'était au château de Valençay, appartenant à M. de Talleyrand, que le prince des Asturies était relégué prisonnier. M. de Talleyrand, étroitement lié avec les chefs du parti whig, et toujours considéré comme le chef de l'école diplomatique française, avait conservé une grande influence dans les affaires ; l'empereur le tenait à l'écart, mais se réservait de recourir de nouveau à lui : aussi n'avait-il garde de se montrer sévère pour cet ancien ministre, confident de tant de projets et instrument de tant d'intrigues. Seulement, il avait le tort de ne point se confier à lui, ou de ne point assez s'en défier. Mars 1809. M. de Talleyrand.

Un homme bien autrement dangereux était Fouché, duc d'Otrante et ministre de la police générale. Par instincts, par goûts, Fouché était toujours demeuré jacobin et terroriste ; par calcul, il était au service d'un souverain absolu, et l'aidait, avec une complai- Fouché.

Mars 1809. sante adresse, à étouffer l'une après l'autre toutes les libertés républicaines dont les vestiges subsistaient encore après huit ou neuf ans de dure compression. Mais Fouché n'avait point perdu l'habitude de jouer un double jeu : il emprisonnait à Vincennes et dans les autres bastilles tous ceux qui faisaient ombrage au maître, et il tendait secrètement la main aux vieux révolutionnaires, en déplorant avec eux l'obstination, l'aveuglement, la tyrannie *de cet homme.* Dès que l'opinion s'épouvantait d'un acte arbitraire, Fouché, qui en avait assuré l'exécution, affectait de gémir, et il renvoyait tout haut à l'empereur la responsabilité de chaque mesure odieuse. Les jacobins sont peu difficiles dans le choix de leurs amis : ils blâmaient Fouché de demeurer l'instrument et l'âme de la police impériale, mais Fouché avait démoli Lyon, mitraillé Toulon, et présidé aux mariages républicains de la Nièvre : c'étaient là des titres qui faisaient juger avec indulgence cet ancien régicide par ses collègues du Manége, ou par les anciens affidés de Babeuf. Ces gens-là disaient que S. E. Mgr le duc d'Otrante n'était pas si méchant que l'affirmaient les royalistes ; et une sympathie qu'aucun d'eux ne s'avouait continuait à les lier. Viussent les jours de malheur, et Napoléon pouvait s'attendre à être découronné par Talleyrand et trahi par Fouché.

Barras. Dans un coin du Midi, au château des Eygalades, l'ancien directeur Barras, homme méprisable et révolutionnaire blasé, prenait peu la peine de dissimuler sa haine contre Napoléon : une poignée de mécontents formaient encore la cour de cet exilé, et

applaudissaient à ses épigrammes de mauvaise compagnie. On dit que Barras n'épargnait point l'impératrice Joséphine dans ses propos à la fois amers et cyniques. Napoléon l'ignorait, ou feignait de l'ignorer. Mars 1809.

Madame de Staël.

Réfugiée à Coppet, sur les bords du lac de Genève, madame de Staël vivait entourée d'amis de choix, parmi lesquels on distinguait Benjamin Constant, Sismondi, Schlegel, le vicomte Matthieu de Montmorency, M. de Sabran, et quelques hommes illustres de France et d'Allemagne. Dans cette retraite, où madame de Staël, placée en face des grandes Alpes helvétiques, regrettait toujours le *ruisseau de la rue du Bac*, le nom de Napoléon était accueilli par la jalousie ou la haine, et les principes de 1789 trouvaient encore de fervents adeptes. Napoléon avait abusé de sa puissance en opprimant une femme d'intelligence et de cœur, et cette femme se vengeait largement en refusant d'admirer le maître et en révoquant en doute son génie : elle se plaisait à ne voir en lui que *Robespierre à cheval*. L'injustice était égale des deux côtés ; mais l'empereur l'avait provoquée, et la postérité ne ratifia point ses colères. Madame de Staël venait de résider en Allemagne ; elle avait trouvé ce pays malheureux et méconnu ; elle avait étudié les ressorts du génie et du patriotisme germaniques. Liée avec Gœthe, Wieland, Kotzebüe, avec les philosophes et les prosateurs dont la jeunesse d'Iéna et de Weimar adorait les noms, elle s'était prise d'une sympathie ardente pour l'Allemagne, et elle propageait en France, de tout son pouvoir, les

Mars 1809. idées et le respect de ce pays. Après l'Espagne, si courageusement soulevée contre la tyrannie de la France, l'Allemagne avait droit la première, entre tous les peuples, aux sympathies des cœurs généreux, et on savait gré à madame de Staël de ses efforts en faveur de cette nation déchue et avide d'affranchissement.

L'Allemagne. L'Allemagne était encore à la veille de recommencer la lutte contre Napoléon : elle n'était point sourde à l'écho de Baylen et au canon de Cintra : les merveilleux récits des luttes de Saragosse lui dictaient de nouveau son devoir. La Prusse était trop épuisée pour entreprendre le moindre effort ; elle manquait de soldats et d'armes, elle parvenait à peine à payer à la France les énormes contributions qu'on avait exigées d'elle à Tilsitt ; mais si opprimée, si impuissante qu'elle fût, elle n'en conservait pas moins le sentiment de sa nationalité et l'espoir de redevenir libre. Le drapeau étranger qui flottait sur ses places fortes, à Spandau, à Magdebourg, à Kœnigsberg, était comme une bannière de deuil, maudite par tous les cœurs allemands. Aussi, malgré la terreur de la cour et le silence des autorités, il se faisait dans ce malheureux pays un travail sourd de révolte et de délivrance. Dans les universités, la jeunesse saluait avec enthousiasme ces noms chéris de *Teutonia*, de *Germania*, que les professeurs faisaient retentir. Un hardi patriote, le professeur Arudt, proposait à ses concitoyens de s'armer pour la liberté et la vertu; dans un pamphlet célèbre, publié sous la forme d'une tragédie en trois actes, et intitulé *la Cigogne et sa Famille*,

il peignait l'oppression à laquelle la confédération du Rhin s'était résignée, et il appelait tous les peuples de la famille allemande à se montrer enfin solidaires les uns des autres. La jeune génération grandissait et s'exaltait à de pareilles leçons, et de mystérieuses associations se formaient pour affranchir la patrie allemande. La Prusse se couvrait de sociétés secrètes qui empruntaient aux traditions du moyen âge leur organisation et leurs symboles ; l'association de la Vertu, *Tugend-Bund,* étendait ses ramifications occultes dans la Prusse, dans la Hesse, dans la Westphalie, en Thuringe, et partout où des cœurs allemands s'indignaient de l'asservissement de la patrie. Parmi les moteurs de cette agitation nationale figurait Stein, qui mérita d'être proscrit par un décret de Napoléon. Le *Tugend-Bund* était organisé sur le modèle des sociétés secrètes d'Irlande en 1791 ; il avait un comité central et des comités provinciaux : ces derniers ne conservaient entre eux aucuns rapports ; ils ne reconnaissaient dans leur sphère d'activité, au-dessous d'eux, que des associations particulières, et au-dessus que le comité suprême. La noblesse immédiate, dont la confédération avait anéanti le pouvoir, et tout ce qui existait de petite démocratie, entrèrent dans cette vaste association ; les jeunes gens s'y portèrent avec toute l'ardeur de leur âge. Le général de partisans, Blücher, fut l'un des premiers adeptes ; le général Gneisenau, le docteur John, le prince de Wittengstein, se firent recevoir comme affiliés ; le major Schill, audacieux et dévoué entre tous, suivit leur exemple ; le duc de Brunswick-Œls, dépouillé de ses Mars 1809.

Mars 1809. romaines par Napoléon, ne fut pas le dernier à entrer dans cette ligue : c'était lui qui, fidèle au serment de haine qu'il avait prêté sur le cadavre de son père, parcourait sans relâche l'Allemagne et recrutait des ennemis contre la France. En face de l'ennemi commun, les patriotes du *Tugend-Bund* faisaient tous leurs efforts pour confondre dans une même cause tous les éléments de lutte et de vie que l'Allemagne renfermait encore ; ils obtenaient qu'on fît trêve aux antipathies de race, et que les pays du nord et du sud oubliassent leurs vieilles rivalités. Sans doute les gouvernements asservis par la France refusaient de se prêter à cet élan populaire et de braver la colère de Napoléon, empereur et protecteur ; mais Stein, mais Stadion, son digne émule, n'en poussaient pas moins les peuples à l'agitation, afin que les gouvernements fussent peu à peu débordés et entraînés. De pareils efforts ne demeuraient point stériles.

Dispositions des cours allemandes. — Attitude de l'Autriche.

Cependant l'heure du réveil de l'Allemagne n'était pas encore venue ; il fallait quelques années de plus pour déterminer les cabinets à suivre l'instinct des peuples ; le roi de Prusse n'avait garde de risquer les débris de sa monarchie contre un ennemi presque invincible ; pour entreprendre une lutte pareille, il fallait l'appui de la Russie, il fallait des armées ; tout cela manquait. Les princes de la confédération du Rhin se résignaient à leur rôle de vassaux de la France, et traitaient en criminels et en rebelles ceux de leurs sujets qui osaient trop ouvertement maudire le joug. L'Autriche seule pouvait tirer l'épée ; elle avait mis sur pied des forces immenses, tant en ar-

mées régulières qu'en milices nationales : toutes les ressources militaires de la monarchie étaient réunies. La prudence aurait sans doute conseillé d'attendre que les milices eussent été façonnées à la discipline et aux travaux de la guerre; mais on savait que Napoléon, engagé au delà des Pyrénées, avait à lutter contre un peuple plein d'énergie et de dévouement, et l'on jugeait que les conjonctures étaient propices pour une prompte levée de boucliers. L'Autriche résolut donc d'entrer en ligne, au nom de l'Allemagne tout entière, et de rompre violemment les traités que lui avait imposés Napoléon. Les troupes que cette puissance rassembla sous les drapeaux, en y comprenant l'armée de réserve, formaient un effectif de cinq cent cinquante mille hommes, placés sous le commandement de l'archiduc Charles, prince généralissime. Cet illustre capitaine n'obéissait qu'à regret aux ordres de son frère et de son souverain; il croyait que le moment était mal choisi pour commencer la guerre. Or, le cabinet de Vienne ne partageait pas ses craintes; il savait qu'à la première victoire, la Prusse, si timide et si terrifiée en apparence, n'hésiterait pas à joindre ses armées aux troupes de l'Autriche victorieuse; il n'ignorait pas que la Russie elle-même verrait avec une secrète joie la ruine de l'influence française en Allemagne : l'Angleterre insistait d'ailleurs pour qu'on n'attendît pas davantage. Au demeurant, et bien que sa cause éveillât de vives sympathies, l'Autriche ne pouvait perdre de vue qu'elle allait combattre seule et réduite à ses propres ressources. On ne remporte pas des victoires avec des espérances,

Fév. 1809. mais avec des soldats. Or, la maison d'Autriche avait beaucoup perdu depuis 1789 : les Pays-Bas d'abord, puis Venise et les provinces illyriennes; la mer Adriatique était sous la dépendance de Napoléon; le Tyrol, violemment détaché de la monarchie héréditaire, avait été réuni au royaume de Bavière.

Forces dont l'empire d'Autriche pouvait disposer.

Mais, en dépit de ces pertes, l'Autriche était toujours une puissance de premier ordre par ses ressources et son influence. C'est une contrée riche et peuplée, couverte de villes opulentes, protégée contre l'invasion de l'ennemi par des places fortes, par un vaste fleuve, par une multitude de rivières, par les obstacles réunis de la nature, du courage et de l'art. La Moravie, la Bohême, la Hongrie, la Gallicie, quoique gardant chacune pour soi des traditions nationales toujours chères, sont autant de royaumes qui ont horreur du joug étranger, et qui se laissent difficilement conquérir; les Styriens, les Croates, les Esclavons, les Transylvains, races belliqueuses et accoutumées à mépriser la mort, peuvent fournir des réserves inépuisables pour une guerre vraiment nationale. Au-dessus de ces différents peuples, qu'unissait un même lien, était une dynastie populaire, paternelle, dont l'autorité s'exerce sans faste, sans orgueil, et prend pour base l'amour des citoyens. Une puissance qui s'appuyait sur de tels éléments était en mesure de se faire respecter, alors même qu'on pouvait lui opposer sans cesse les défaites d'Ulm et d'Austerlitz : et plus on jetait ces noms à sa face, plus elle retrouvait en son propre cœur du dévouement et du courage pour effacer de tels souvenirs. Il y avait là

de quoi faire sérieusement réfléchir l'empereur des Français. Mars 1809.

Napoléon, à peine de retour à Paris, s'était mis en devoir de veiller à ce que toutes les mesures défensives fussent prêtes du côté de l'Allemagne. Obligé de maintenir en Espagne de nombreuses armées, il ne pouvait disposer, sur le Rhin, que de deux cent mille hommes; et dans ce nombre figuraient les contingents des princes vassaux dont les États faisaient partie de la confédération germanique. L'empereur organisa en Italie une armée destinée à agir sous les ordres du prince vice-roi, et à attaquer les provinces méridionales de l'Autriche. Vers le nord, il se prépara de son mieux à parer aux éventualités d'une guerre qui n'était point encore déclarée, et qu'il espérait retarder. En attendant, il pourvut à des soins d'une assez haute importance. Le grand-duché de Berg et de Clèves, devenu vacant par l'accession de Joachim Murat au trône de Naples, fut donné à titre de fief héréditaire au prince Napoléon-Louis Bonaparte, fils aîné de Louis, roi de Hollande; les trois départements de l'Arno, de l'Ombrone et de la Méditerranée furent placés, sans être distraits de l'empire, sous l'administration spéciale d'Élisa Bonaparte, déjà princesse de Lucques et de Piombino, et qui ajouta à ce titre celui de grande-duchesse de Toscane. Félix Bacciochi, mari de cette princesse, fut chargé du commandement général des troupes dans les départements toscans, et n'en demeura pas moins revêtu du titre de prince souverain de Lucques et de Piombino, sous la suzeraineté de l'empereur. C'é-

Préparatifs militaires de Napoléon.

Apanages donnés à quelques princes de la famille impériale.

Mars 1809. taient là des arrangements de famille que Napoléon jugeait nécessaires pour la grandeur et l'éclat de sa dynastie. La princesse Élisa était digne de la confiance de son frère : intelligente, courageuse et hautaine, cette femme apparaissait vraiment la sœur de Napoléon.

Négociations. — Entrevue de M. de Champagny et de M. de Metternich.

Jusqu'à la fin de mars les cours de Paris et de Vienne avaient continué d'échanger des notes illusoires. Une entrevue eut lieu entre M. de Champagny, ministre des affaires étrangères de France, et M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche. Ce dernier avait demandé à s'expliquer sur la situation; il voulait en outre proposer à la France l'*ultimatum* de l'Autriche, et les dernières intentions de cette puissance sur les affaires d'Allemagne. Après différents pourparlers, M. de Metternich ajouta : « J'ai reçu l'ordre de ma cour de prévenir V. Exc. que le retour de l'empereur Napoléon, les instructions données aux princes de la confédération du Rhin, et divers articles de journaux, ont donné à l'Autriche de justes inquiétudes. Ma cour a cru devoir faire sortir les troupes du pied de paix où elles ont été jusqu'à présent. L'empereur mon maître, toujours animé des mêmes sentiments, ne prend cette mesure que parce qu'il s'y voit forcé, et conserve toujours à l'égard de la France les dispositions les plus pacifiques.
— Est-ce que vous voulez nous faire la guerre, monsieur l'ambassadeur? reprit M. de Champagny.
— Si nous avions voulu vous faire la guerre, nous n'aurions pas attendu ce moment; avant le mois de janvier, nos troupes auraient été sur le Rhin. —

Cela n'eût pas été facile; les moyens que nous avons à vous opposer existaient au mois de janvier. — Seulement, monsieur le comte, l'empereur était en Espagne. — Oui; mais en 1805 vous étiez à Ulm qu'il était encore à Boulogne, et il n'est pas arrivé trop tard... Soyez vrai : si vous faites marcher des troupes, c'est que la faction anglaise a pris le dessus à Vienne. On affecte des alarmes pour séduire et entraîner l'empereur. Ceux qui sont au fait et qui dirigent ce qui se passe chez vous n'en ont pas; d'ailleurs ils ne peuvent en avoir. Comment seriez-vous alarmés en ce moment, lorsque vous ne l'étiez pas au mois d'août dernier? Alors l'empereur n'était pas en Espagne, alors il couvrait toute l'Allemagne de ses troupes, il occupait sur vos derrières la Silésie et le grand-duché de Varsovie; les troupes de la confédération du Rhin étaient campées : et cependant vous étiez tranquilles! Vous vouliez attendre les événements. — Il n'est rien de changé. C'est la France seule qui nous menace. Que signifient tous vos armements? Pourquoi le maréchal Davoust est-il en Allemagne? pourquoi ces avis aux princes de la confédération du Rhin? Nous avons dû faire marcher nos troupes, et nous sommes prêts à défendre la juste application des traités et le maintien équitable des droits de tous. » La conversation se porta sur quelques difficultés de détail, puis M. de Champagny se plaignit de ce que l'Autriche avait refusé de reconnaître Joseph Bonaparte pour roi d'Espagne. M. de Metternich donna pour raison les menaces secrètes dirigées contre l'Autriche dans la célèbre conférence Avril 1809.

Avril 1809. d'Erfurt. En terminant l'entretien, M. de Champagny s'écria : « Vos armements ne font peur à personne. Je vous le répète, l'empereur ne vous demande rien que de le laisser jouir de la sécurité de la paix; il ne veut pas la guerre; il la fera si vous l'y contraignez. — Ah! répondit M. de Metternich, vous savez mieux que personne que l'empereur Napoléon ne s'est jamais proposé la paix pour mission dans sa glorieuse carrière. » Et il se retira, laissant aller les événements.

Une proclamation du prince Charles appelle les Autrichiens aux armes.

Le 6 avril, toutes les incertitudes cessèrent. Ce jour-là, en effet, fut publiée la proclamation de l'archiduc Charles, généralissime des armées autrichiennes. Ce prince s'adressait à ses compagnons d'armes au nom de la patrie allemande, dont ils avaient à venger les injures; il leur disait que la paix n'était plus possible sans déshonneur, en présence des usurpations de la France; il ajoutait : « Sur vous sont fixés les yeux du monde entier et de tous ceux qui chérissent encore l'honneur national et la prospérité publique. Vous ne partagerez jamais la honte de devenir les instruments de l'oppression; vous ne ferez jamais, dans des climats lointains, des guerres sans fin pour satisfaire à une ambition dévastatrice; vous ne verserez jamais votre sang pour un intérêt étranger; sur vous ne tombera jamais la malédiction d'avoir exterminé des peuples innocents, et d'avoir frayé à un étranger le chemin à travers les cadavres des défenseurs de leur patrie, pour atteindre au trône usurpé. Non, non; un sort plus propice vous attend. La liberté de l'Europe s'est réfugiée sous vos drapeaux; vos victoires

Avril 1809.

feront tomber ses chaînes, et vos frères de la Germanie (encore aujourd'hui dans les rangs ennemis) attendent de vous leur délivrance. La lutte est juste, sans quoi je ne serais pas à votre tête ! » Deux jours après, un manifeste de l'empereur François II développa les mêmes pensées : la guerre était déclarée. L'Autriche se mettait à la tête de la nationalité allemande. Les actes publics de son gouvernement, les proclamations de ses généraux, les écrits de ses publicistes, appelaient aux armes « tous les enfants de l'antique Germanie. » Le célèbre Gentz proposait à l'Allemagne l'exemple des Espagnols, et il leur criait de marcher; le général Radivojevich, s'adressant aux Bavarois, vassaux de Napoléon, n'hésitait pas à leur dire : « Consentirez-vous longtemps à subir les lois de l'esclavage? Nous combattons pour l'humanité et la liberté; celui qui ne veut pas combattre pour elle n'est pas digne d'en jouir, il mérite d'être foulé aux pieds. La vie n'est pas le plus grand bien; le plus grand mal, c'est la honte. Jusques à quand, peuples d'Allemagne, souffrirez-vous le joug de l'étranger? Combien de temps encore un arrogant doit-il faire plier votre cou? Combien de temps Arminius aura-t-il à rougir de ses neveux dégénérés? Est-ce pour cela que les Chérusques livrèrent bataille?... La dernière étincelle de courage serait-elle éteinte dans votre cœur? La couronne civique ne convient-elle plus au front des citoyens? Le cliquetis des chaînes est-il agréable à vos oreilles, avec le bruit des ossements de Palm le martyr?... Ah! sortez, sortez, Allemands, du sommeil léthargique de la honte!

Manifestes et proclamations adressés aux Allemands.

Avril 1809. Réveillez-vous pour l'honneur et pour le bien de l'Allemagne! Il en est temps! »

Situation respective et réparation des forces belligérantes.

L'armée autrichienne était répartie en onze grands corps, dont deux de réserve, et chacun de ces corps comprenait un effectif d'environ trente mille hommes; les six premiers formaient l'armée principale, destinée à agir en Allemagne sous les ordres immédiats de l'archiduc Charles. Le septième corps, commandé par l'archiduc Ferdinand, était concentré en Gallicie, pour se porter sur la Pologne; les huitième et neuvième corps, dirigés par l'archiduc Jean, devaient marcher sur l'Italie par la Carinthie et la Carniole. Du côté de Napoléon, le corps d'armée du maréchal Davoust, duc d'Auerstaedt, fort de cinquante mille hommes, infanterie et cavalerie, avait reçu ordre de se mettre en mouvement, par Nuremberg et Anspach, vers le Mein et Wurtzbourg, et de se porter sur Ingolstadt, pour y franchir le Danube : ce corps comprenait les divisions Friant, Morand, Gudin, Saint-Hilaire et Montbrun; il pouvait être renforcé, au besoin, par les garnisons de Dantzick et des places fortes de la Prusse. Venait ensuite le corps du général Oudinot, composé, infanterie et cavalerie, des divisions des généraux Conroux, Claparède et Édouard Colbert : ces troupes, ayant quitté depuis six semaines les environs de Hanau, s'étaient dirigées vers le Danube par le grand-duché de Bade et le royaume de Wurtemberg, et avaient manœuvré pour prendre leurs cantonnements sur le Lech; elles s'élevaient à un effectif d'environ quinze mille hommes.

Un troisième corps, placé sous les ordres du maré-

chal Masséna, se composait des divisions Legrand, Boudet, Molitor et Carra Saint-Cyr. Deux mille Portugais auxiliaires et la division Dupas formaient les premiers éléments d'un quatrième corps qui allait s'organiser sous le commandement du maréchal Lannes, duc de Montebello, récemment rappelé d'Espagne; trois divisions de cavalerie, sous les ordres des généraux Nansouty, Espagne et Saint-Sulpice, furent acheminées sur Munich, où le maréchal Bessières, duc d'Istrie, devait se mettre à leur tête. Les troupes de la confédération du Rhin s'élevaient à soixante mille hommes, dont la moitié seulement, formée de l'armée de Bavière, se trouvait déjà en face de l'ennemi. Ces auxiliaires bavarois, placés sous les ordres du maréchal Lefebvre, duc de Dantzick, prenaient le titre de septième corps de la grande armée. Le huitième corps, commandée par Vandamme, se composait de dix mille Wurtembergeois. L'armée saxonne, forte de vingt mille hommes, et conduite par Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, se rapprochait du Danube, en observant dans sa marche les frontières de la Bohême. Comme on le voit, ces forces étaient encore disséminées sur un vaste territoire, séparées par d'énormes distances, et hors d'état d'entrer immédiatement en ligne. Une autre cause d'embarras, c'est que les approvisionnements manquaient : l'empereur fut obligé de pourvoir aux lacunes du service de l'administration militaire, en faisant à la fois les fonctions de munitionnaire et celles de général. L'Autriche l'avait déconcerté, et il fallait toute l'activité de Na-

Avril 1809.

Avril 1809. poléon et tout le zèle de Berthier pour suffire aux nombreux besoins de l'armée.

L'Autriche commence les hostilités. — Ses troupes envahissent la Bavière.

Le 9 avril, les Autrichiens passèrent l'Inn à Braunau et à Scharding; la Salza, à Burghausen. Le prince Charles notifia au commandant des troupes françaises qu'il avait ordre de se porter en avant, et de traiter en ennemies les armées qui s'opposeraient à son passage. Ce même jour, le corps d'armée du maréchal Davoust était à Ratisbonne; celui de Masséna, duc de Rivoli, à Ulm; celui du général Oudinot, à Augsbourg, et le quartier général à Strasbourg; la division auxiliaire de Wurtemberg était à Heydenheim, et les troupes saxonnes, sous les murs de Dresde. Le 10, les troupes autrichiennes investirent Passau et Kufftein, villes défendues par les Bavarois. La cour de Bavière quitta Munich, et se rendit à Dillingen ; Masséna marcha d'Ulm sur Augsbourg, pour appuyer Oudinot. Du 10 au 16, l'armée ennemie s'avança de l'Inn sur l'Iser : les troupes bavaroises disputèrent le terrain ; mais, hors d'état de soutenir la lutte, elles se replièrent sur Neustadt. Ainsi, le territoire de la confédération du Rhin était entamé.

Napoléon part pour se mettre à la tête de la grande armée.

Dans la soirée du 12 avril, Napoléon fut informé, par un dépêche télégraphique, du commencement des hostilités en Allemagne; le lendemain, il partit en toute hâte, et, le 15, il arriva à Strasbourg ; le lendemain, vers la nuit, il arriva à Dillingen, où le roi de Bavière l'accueillit en libérateur. Ce fut là qu'il apprit, non sans un profond déplaisir, que le ma-

réchal Davoust, n'ayant point reçu de Berthier l'ordre de se rejeter sur le Lech, était demeuré à Ratisbonne avec quarante mille hommes, et exposé aux attaques d'une armée trois fois plus nombreuse. Dissimulant toutefois ses inquiétudes, il résolut d'exciter la confiance du soldat, et il mit à l'ordre du jour de son armée la proclamation suivante : Avril 1809.

« Soldats !

« Le territoire de la confédération du Rhin a été « violé. Le général autrichien veut que nous fuyions « à l'aspect de ses armes, et que nous lui abandon- « nions nos alliés. J'arrive avec la rapidité de l'é- « clair. Proclamation de l'empereur.

Soldats ! j'étais entouré de vous lorsque le sou- « verain de l'Autriche vint à mon bivac de Moravie; « vous l'avez entendu implorer ma clémence, et me « jurer une amitié éternelle. Vainqueur dans trois « guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité ; « trois fois elle a été parjure !... Nos succès passés « sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. « Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi re- « connaisse son vainqueur ! »

La campagne était ouverte sur la Danube ; et Napoléon, pris au dépourvu, malgré la merveilleuse rapidité de ses mouvements, ne se trouvait guère entouré que de troupes bavaroises, badoises, wurtembergeoises, ses auxiliaires de la confédération du Rhin. Sa vieille garde, accourant de Madrid à marches forcées, n'était point encore arrivée au rendez-vous général, sur la frontière de l'Inn. L'empereur Premières opérations de la campagne.

Avril 1809. pour répondre à l'archiduc Charles et tenir tête à trois cent mille Autrichiens, n'avait sous la main que des éléments disparates, des généraux et des soldats dont il ignorait la langue, et qui ne savaient point se plier à l'impétuosité de son génie ; et cependant jamais, depuis la campagne d'Italie, il ne montra à l'Europe une plus grande intelligence de la guerre, une plus vaste connaissance des mouvements, du terrain, des manœuvres, de tout ce qui prépare et amène, avec la certitude d'une opération algébrique, la ruine et la défaite de l'ennemi.

Le 18, le quartier général de l'empereur était à Ingolstadt. Ce jour-là, Napoléon fit parvenir au duc d'Auerstaedt (Davoust) l'ordre de déboucher sur-le-champ de Ratisbonne, et de venir joindre l'armée bavaroise sur l'Abens. Le maréchal obéit, en laissant à Ratisbonne le 65e de ligne, sous les ordres du colonel Coutard : ce régiment était destiné à défendre la ville, et à retarder ainsi les mouvements de l'armée ennemie.

Combat de Peising.

Le 19 avril, à la pointe du jour, le corps du duc d'Auerstaedt se mit en marche sur deux colonnes ; les divisions Morand et Gudin formaient la droite ; les divisions Saint-Hilaire et Friant, la gauche. La division Saint-Hilaire en vint la première aux mains près du village de Peising : soutenue par la division Friant, elle attaqua et culbuta des forces ennemies bien supérieures en nombre, et fit sept cents prisonniers. Dans cette première rencontre, le 72e de ligne soutint sa renommée ; et le 57e se souvint que seize ans auparavant, sur les champs de bataille d'I-

talie, il avait reçu le surnom de *Terrible*. Il aborda et défit l'un après l'autre six régiments autrichiens. Sur la droite, à deux heures après midi, le général Morand attaqua une forte division autrichienne : pendant le combat, le duc de Dantzick survint avec quelques troupes bavaroises; et l'ennemi, placé entre deux feux, prit la fuite, abandonnant bon nombre de blessés et de morts. Ces premiers engagements reçurent le nom, un peu ambitieux, de bataille de Tann.

Avril 1809.

Combat de Tann.

Le lendemain, 20 avril, l'empereur se dirigea sur Abensberg ; il avait résolu d'attaquer sur ce point, et de détruire les corps de l'archiduc Louis et du général Hiller, forts de soixante mille hommes. Il donna ordre à Davoust de tenir en respect les corps de Hohenzollern, de Rosenberg et du prince de Lichtenstein; il prescrivit à Masséna de se porter par Freryng sur les derrières de l'armée autrichienne, et de couper les communications de l'ennemi. Sous les ordres de l'empereur se trouvaient les Bavarois et les Wurtembergeois, tandis que les divisions Morand et Gudin étaient commandées par le duc de Montebello. En agissant ainsi, l'empereur voulait donner à ses vassaux de la confédération du Rhin une marque toute particulière d'honneur et de confiance. Son attente ne fut pas trompée. L'ennemi, attaqué de front sur tous les points, fut rompu et mis en déroute. Huit drapeaux, douze pièces de canon et dix-huit mille prisonniers furent les trophées de la grande armée à la bataille d'Abensberg. Le lendemain, l'empereur aborda de nouveau les Autrichiens à Landshut : le duc d'Istrie culbuta la cavalerie ennemie en avant de

Combat d'Abensberg.

Combat de Landshut.

Avril 1809. cette ville : il fallait franchir un pont de bois déjà à demi consumé par la flamme. Le général Mouton, à la tête d'une division d'infanterie rangée en colonne, franchit cet obstacle, et pénétra dans Landshut. L'arrivée de Masséna compléta la victoire. La ville de Landshut tomba au pouvoir des nôtres, et avec elle trente pièces de canon, neuf mille prisonniers, trois équipages de pont et d'immenses bagages. L'ennemi prit une faible revanche de cette victoire : il entra à Ratisbonne et fit prisonnier le 65e de ligne, à qui Davoust avait donné ordre de se maintenir dans cette position, afin de retarder les mouvements de l'armée autrichienne. On s'était attendu à ce résultat ; mais Napoléon n'en résolut pas moins de tirer une vengeance éclatante du revers de ses troupes.

Tandis que le duc d'Istrie, à la tête de deux divisions et d'une brigade, refoulait, dans la direction de l'Inn, les cinquième et sixième corps autrichiens, aux ordres du général Hiller, l'empereur quitta Landshut avec le reste de son armée, pour marcher à la rencontre de l'archiduc Charles. L'armée autrichienne, forte de cent mille hommes, se trouvait alors réunie sur le terrain qui s'étend d'Eckmühl à Ratisbonne. C'est un pays entrecoupé de hauteurs, de vallées, de torrents et de bois. L'archiduc, qui ne s'était point rendu compte des mouvements de l'empereur, manœuvrait pour opérer sur les derrières de nos troupes, qu'il supposait marchant sur la Bavière. Le 22 avril, vers une heure, le canon se fit entendre sur la route de Landshut, et l'archiduc apprit, à son grand étonnement, qu'il allait avoir à combattre, sur son flanc gauche,

Bataille d'Eckmühl.

l'armée française, commandée par Napoléon en personne. Il prit les dispositions nécessaires pour repousser cette attaque ; mais la supériorité de la tactique et de l'audace assurait déjà la victoire aux Français. Le duc de Montebello et le général Gudin débordèrent l'ennemi par la gauche, tandis que les maréchaux Lefebvre et Davoust le rompirent et le mirent en déroute sur d'autres points. Ainsi, du côté des Français, on ne perdit pas de temps à manœuvrer. L'armée de l'archiduc était appuyée au village d'Eckmühl; elle avait son front couvert par un torrent que l'on nomme le Laber ; le village était garni d'infanterie, et protégé par une artillerie bien disposée. L'infanterie française franchit la rivière, et la division Saint-Sulpice, formée en colonnes, s'élança au galop sur l'artillerie autrichienne. Sous une pluie de boulets de canon et d'obus qui tombait sur elle, la cavalerie française se développa avec un merveilleux courage, et les batteries autrichiennes furent emportées ou détruites. Le reste de la journée se passa en manœuvres, pour déborder successivement toutes les positions que l'ennemi prenait en se repliant. La bataille d'Eckmühl passe pour l'une des plus admirables pages de l'histoire de l'art militaire. Plus de cent mille hommes furent chassés et culbutés par suite des attaques savamment combinées d'un ennemi dont les troupes arrivaient successivement sur le champ de bataille, et occupaient la place qui leur avait été assignée avec autant de régularité que s'il se fût agi d'une parade. La nuit mit fin au combat. L'armée autrichienne, à la faveur de l'obscurité, se reforma et

Avril 1809.

Avril 1809. rétablit ses communications : aussi parvint-elle à se retirer en bon ordre et à garder Ratisbonne. Elle avait perdu cinq mille hommes tués ou blessés, quinze mille prisonniers, douze drapeaux et seize pièces de canon. La perte des Français fut moindre, quoique fort sérieuse. Le général de division Cervoni, l'un des plus hardis lieutenants de l'empereur, périt dans cette journée; parmi les blessés, on remarqua le général Schramm et le général Clément de la Roncière, qui eut un bras emporté par un boulet de canon. Cette journée célèbre valut au maréchal Davoust, duc d'Auerstaedt, le titre de prince d'Eckmühl.

Prestige exercé par Napoléon.

Qui pourrait se faire une idée du prestige qu'exerçait Napoléon? Ses ennemis, avant de le combattre, se croyaient à moitié vaincus..., par cela seul qu'ils pensaient avoir affaire au plus illustre capitaine du siècle : les premiers, ils avouaient cette crainte mêlée d'admiration, et ils grossissaient le nombre des courtisans de l'empereur. « Sire, lui écrivit l'archiduc Charles, Votre Majesté m'a annoncé son arrivée par un tonnerre d'artillerie, sans me laisser le temps de la complimenter. A peine informé de votre présence, je pus la pressentir par les pertes que vous m'avez causées. Vous m'avez pris beaucoup de monde, Sire; mes troupes ont fait aussi quelques milliers de prisonniers, là où vous ne dirigiez pas les opérations. Je propose à Votre Majesté de les échanger homme pour homme, grade pour grade ; et si cette offre vous est agréable, veuillez me faire savoir vos intentions sur la place destinée pour l'échange. Je me sens flatté Sire, de combattre avec le plus grand capitaine du

siècle. Je serais plus heureux, si le destin m'avait choisi pour procurer à ma patrie le bienfait d'une paix durable. Quels que puissent être les événements de la guerre ou l'approche de la paix, je prie Votre Majesté de croire que mon désir me conduit toujours au-devant de vous, et que je me tiens également honoré de trouver l'épée ou le rameau d'olivier dans la main de Votre Majesté. » Ce langage courtois et chevaleresque s'accordait mal avec la destruction des peuples et avec la patriotique indignation de l'Allemagne; il rappelait les saluts de Fontenoy et les batailles poétiques du Tasse.

Avril 1809.

Combat devant Ratisbonne.

Victorieuse devant Eckmühl, l'armée française bivaqua dans la plaine, en avant d'Eglovsheim : la cavalerie légère se déploya jusqu'au Danube. Ratisbonne était encore au pouvoir de l'ennemi, et c'est par le pont de cette ville que l'archiduc avait réussi à opérer sa retraite. Dans la journée du 23 avril, une avant-garde, formée de la division Gudin et des cuirassiers des divisions Nansouty et Saint-Sulpice, chargea la cavalerie autrichienne qui défendait les approches de Ratisbonne. Les portes de cette ville avaient été barricadées, à l'exception de celle de la chaussée d'Abbach. Les Autrichiens combattirent avec beaucoup de résolution, et continrent jusqu'à midi les attaques des Français. A la fin, leur arrière-garde se replia par le chemin qu'avait suivi le gros de l'armée, et prit possession sur les hauteurs qui dominent la rive gauche du Danube. La ville de Ratisbonne resta occupée par six régiments ennemis, et le

Avril 1809. maréchal Lannes vint former ses troupes en bataille à huit cents toises des portes (23 avril).

Prise de Ratisbonne. Ratisbonne (Regenburg), jadis *Castra Regina*, plus tard *Augusta Tiberii*, est l'une des plus célèbres cités d'Allemagne. C'était là que se réunissaient les diètes de l'Empire. Elle avait autrefois soutenu plusieurs siéges mémorables; mais, au temps de Napoléon, elle ne pouvait opposer de résistance sérieuse à l'ennemi. Cependant cette ville entourée d'une muraille, avec un fossé et une contrescarpe, devait être défendue jusqu'à la nuit; et c'était assez, selon les prévisions de l'archiduc Charles, pour couvrir la retraite de l'armée autrichienne. Or, en examinant l'enceinte, nos officiers remarquèrent l'existence d'une brèche entre les deux portes, et ils se hâtèrent d'en donner avis au duc de Montebello. Ce maréchal se mit aussitôt à la tête d'un bataillon, et ordonna de monter à l'assaut. Les Autrichiens dirigèrent alors sur les assaillants une fusillade bien nourrie, qui les contraignit de s'arrêter. Le brave Lannes donna l'exemple du dévouement; il saisit une échelle, la dressa contre une muraille, et s'écria : « Soldats, je vous ferai voir que votre général est encore grenadier! » La muraille fut emportée, et le combat continua dans les rues de la ville, qui fut bientôt en feu. La ville était encombrée de troupes, infanterie et cavalerie, qui soutinrent d'abord la lutte avec énergie; mais enfin elles cédèrent à leur tour, ou tombèrent au pouvoir de nos soldats. Le duc de Montebello tenta de forcer le pont qui servait au passage des divisions ennemies, mais

le général Kollowrath, qui occupait les hauteurs de la Trinité, sur la rive gauche, arrêta les troupes françaises par le feu de ses batteries. Avril 1809.

Durant cette action, qui nous rendit maîtres de Ratisbonne, l'empereur fut atteint d'une balle morte qui vint le frapper au gros orteil du pied gauche; elle lui fit une contusion d'autant plus douloureuse que, Napoléon n'ayant pas quitté ses bottes depuis cinq jours, ses nerfs étaient considérablement enflés. Le chirurgien de l'empereur le pansa sur le terrain même; et, bien qu'on ordonnât aux soldats de s'éloigner, ils se rapprochèrent, et il y eut un moment d'inquiétude et de trouble. Pour mettre fin à cette confusion, l'empereur, dès qu'on eut mis l'appareil, monta à cheval et se fit voir à l'armée: sa présence rétablit la confiance et l'ordre. L'empereur légèrement blessé.

Cinq jours s'étaient à peine écoulés depuis que Napoléon avait paru sur le théâtre de la guerre, et déjà toutes les espérances de la maison d'Autriche étaient détruites: les armées de cette puissance se dérobaient, le long du Danube, aux coups du vainqueur; elles pouvaient bien encore lutter et combattre, mais désormais ce n'était plus pour envahir la France, ressusciter l'Allemagne et affranchir l'Occident: c'était pour défendre pied à pied le territoire de la patrie et sa nationalité compromise. Jamais Napoléon ne s'était montré plus actif et plus habile; on avait retrouvé le général de l'armée d'Italie et l'ordonnateur des triomphes de la campagne d'Austerlitz. Dans l'ivresse de sa gloire, il adressa à son armée la proclamation suivante: Résultats obtenus en cinq jours.

Avril 1809.

Proclamation de l'empereur.

« Soldats! vous avez justifié mon attente; vous avez « suppléé au nombre par la bravoure; vous avez glo- « rieusement marqué la différence qui existe entre les « soldats de César et les cohues armées de Xerxès.

« En peu de jours, nous avons triomphé dans les « trois batailles de Tann, d'Abensberg, d'Eckmühl, « dans les combats de Peising, de Landshut et de « Ratisbonne. Cent pièces de canon, quarante dra- « peaux, cinquante mille prisonniers, trois équipages « de pont, trois mille voitures attelées portant les ba- « gages, toutes les caisses des régiments, voilà les « résultats de la rapidité de vos marches et de votre « courage.

« L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, parais- « sait ne plus conserver un souvenir de vous: son « réveil a été prompt; vous lui avez apparu plus ter- « ribles que jamais. Naguère, il a traversé l'Inn et « envahi le territoire de nos alliés; naguère, il se pro- « posait de porter ses armes au sein de notre patrie; « aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre, « et déjà mon avant-garde a passé l'Inn. Avant un « mois, nous serons à Vienne. »

Plan de campagne adopté par Napoléon.

Que devait faire l'empereur? Se porterait-il sur la rive gauche du Danube, et à travers les montagnes de la Bohême, à la suite de l'armée de l'archiduc? Marcherait-il sur Vienne, laissant subsister cette armée ennemie, sauf à la combattre et à la détruire le jour où elle lui présenterait de nouveau la bataille? Napoléon n'hésita point à adopter ce dernier parti. Il craignit de s'engager aventureusement dans la Bohême, région d'un accès difficile, et que l'armée du prince

Charles, appuyée par la population, aurait énergiquement défendue. Pendant que cette guerre aurait traîné en longueur, l'ennemi aurait eu le temps de couvrir l'Autriche, d'insurger le Tyrol, et peut-être d'enlever le royaume d'Italie. Si, au contraire, on frappait d'abord au cœur la monarchie autrichienne en lui enlevant sa capitale, un grand effet moral serait produit en Allemagne et en Europe; on affermirait l'alliance un peu équivoque de la Russie et on réduirait facilement à merci une dynastie fugitive et des armées découragées. En conséquence, l'empereur résolut de conserver sa ligne d'opérations principale, et de marcher sur Vienne. Il prescrivit au prince d'Eckmühl (Davoust) de suivre les mouvements de l'archiduc du côté de la Bohême, et de l'empêcher de se rapprocher du Danube; le duc de Rivoli (Masséna) eut ordre de se porter sur Passau, en descendant la rive droite du fleuve : quant au duc d'Istrie, il continua de pousser en avant l'armée autrichienne, commandée par le général Hiller. Avril 1809.

Ce dernier, voyant bien qu'il n'était point poursuivi par la grande armée, résolut de prendre l'offensive, et d'opérer ainsi une diversion favorable aux plans de l'archiduc : or, à peine avait-il obtenu à Neumarkt un avantage isolé sur une division bavaroise, qu'il se vit forcé de battre de nouveau en retraite, et de repasser l'Inn pour couvrir les frontières de l'Autriche, menacées par Napoléon (25 avril). Le lendemain, le duc de Rivoli débloqua Passau, où les Bavarois s'étaient maintenus; le 27, Napoléon porta son quartier général à Muhldorf; le 28, le général Wrède, Suite des opérations.

Mai 1809.

à la tête d'un corps bavarois, battit à Lauffen l'arrière-garde du général Jellachich, qui se retirait sur le Tyrol; le 29, Wrède compléta sa victoire de la veille, en dispersant et en détruisant l'ennemi devant Salzbourg. Sur ces entrefaites, le duc de Dantzick entrait à son tour dans le Tyrol, avec mission d'en chasser les Autrichiens, et de maintenir sous le joug de la Bavière ce pays, toujours dévoué à la maison d'Autriche. Le 30, toute l'armée commandée par Napoléon avait franchi la Saltza; le même jour, l'empereur d'Autriche, qui avait quitté Vienne, s'était rendu à Scharding, d'où Masséna ne tarda pas à l'éloigner. Du 30 avril au 30 mai, Braunau, Ried, Lambach, Wels et Lintz furent occupées par nos troupes. Craignant d'être tourné par sa gauche, le général Hiller porta ses forces sur Ebersberg. Par ordre de Napoléon, le duc de Rivoli et le général Oudinot suivirent la même direction.

Bataille d'Ebersberg.

La petite ville d'Ebersberg, située sur la Traun, est protégée par un château fort. La Traun coule entre deux rives escarpées; elle offre peu d'endroits guéables; un seul pont est jeté sur la rivière, et il fallait le franchir en face d'une armée autrichienne avantageusement postée, et défendue par une artillerie formidable. Masséna commandait l'attaque : l'homme de Rivoli et de Zurich ne devait pas reculer devant le péril. N'écoutant que son courage, et trop peu ménager du sang des soldats, il aborda de front, avec impétuosité, les redoutables positions de l'ennemi. Le premier qui donna fut le général Cohorn, de la division Claparède. Ce hardi général, à la tête des ti-

railleurs du Pô et des voltigeurs corses, attaqua les Autrichiens au moment où ils venaient de s'engager sur le pont de la Traun, sous la protection de leurs nombreuses batteries. Ce pont se prolonge sur plusieurs îlots, et présente un long trajet; la brigade Cohorn, courageusement soutenue par la division Claparède, s'y engagea, et multiplia des efforts qui nous firent essuyer de douloureuses pertes. En un moment, canons, caissons, chariots, hommes, chevaux, appartenant à l'armée autrichienne, furent culbutés dans la Traun. Le pont allait être franchi; mais il prit feu, et l'incendie se communiqua à la ville: la brigade Cohorn et la division Claparède se trouvèrent exposées assez longtemps à une fusillade meurtrière, dirigée sur elles presque à bout portant. A la fin, les autres divisions réussirent à réparer le pont et à assurer le passage. Ce fut le signal de la retraite de l'ennemi. Les Autrichiens se retirèrent, abandonnant quelques drapeaux, quelques canons, et un nombre immense de morts. Les Français avaient également beaucoup souffert. Mai 1809.

La malheureuse ville d'Ebersberg offrit durant plusieurs jours un spectacle épouvantable: elle avait été à demi la proie des flammes, et les malheureux blessés dont elle était encombrée avaient été brûlés. Les rues étaient encombrées de ruines fumantes et de cadavres à demi calcinés, qu'il fallait remuer à la pelle pour ouvrir passage aux canons et aux caissons. L'empereur, témoin de cet horrible tableau, ne put s'empêcher de dire : « Il faudrait que tous les agita-« teurs de guerres vissent une pareille monstruosité ; Calamités de la guerre.

Mai 1809.

« ils sauraient ce que leurs projets coûtent de maux à « la race humaine! » Parole vraie, et qu'il aurait pu, non sans quelque justice, retourner contre lui-même. Un moment après, comme il voyait défiler devant lui les voltigeurs corses qui avaient perdu tant de monde au passage de la Traun, il se plut à les consoler et à les exhorter : il leur parlait en italien. L'un de ces jeunes gens ne craignit pas de lui dire, en lui montrant ceux de ses compagnons qui vivaient encore : « Oh! il y en a encore pour deux fois! » Cette compagnie de voltigeurs corses avait, à elle seule, enlevé à l'ennemi sept cents prisonniers.

Suite des mouvements combinés. — Napoléon marche sur Vienne.

Le jour même du combat d'Ebersberg, le duc de Montebello arriva à Steyer, et, vers le soir, Napoléon se porta sur Ens : il y reçut les députés du cercle de la haute Autriche. Sur ces entrefaites, les différents corps qui avaient mission de joindre la grande armée continuaient rapidement leur marche : Bernadotte, à la tête des Saxons, longeait la Bohême, s'emparait d'Égra, et, le 6 mai, établissait son quartier général à Rœtz, sur la grande route de Ratisbonne à Prague. Aucun obstacle sérieux ne retardait désormais la marche de Napoléon sur Vienne, et le mouvement des troupes françaises sur la rive droite du Danube. Toutefois, on ne tarda pas à reconnaître que l'archiduc Charles, pressé par les événements, manœuvrait pour se rapprocher de Vienne, par les chemins de la Bohême. Le 7 mai, le général Hiller, arrivé à San-Polten, partagea ses troupes en deux parties; il passa avec la plus nombreuse sur la rive gauche, et il confia à l'autre, commandée par le gé-

néral Nordmann, la mission de défendre Vienne et de s'y maintenir jusqu'à l'arrivée de l'archiduc. Mai 1809.

Le 9, l'empereur Napoléon établit son quartier général à San-Polten; le même jour, les ducs de Montebello et de Rivoli opérèrent leur jonction à quatre lieues de Vienne. De son côté, le prince d'Eckmühl quitta Lintz pour se porter sur Molk; le prince de Ponte-Corvo manœuvra pour couper à l'archiduc les routes de la Bohême; et le duc de Dantzick, continuant à marcher vers le Tyrol, arriva devant Inspruck. Le lendemain, 10 mai, l'empereur parut aux portes de Vienne.

Attaque et prise de Vienne.

L'archiduc Maximilien s'était renfermé dans cette capitale, avec les milices et quelques troupes régulières: il importait à Napoléon de contraindre Vienne d'ouvrir ses portes sans retard, pour ne pas donner à l'archiduc Charles le temps de venir au secours de la garnison. Toutes les dispositions furent donc prises pour assurer le bombardement : trente-deux obusiers furent mis en batterie, et la ville fut investie du côté du Danube, afin de la couvrir sur ce point, et d'intercepter ses communications avec le prince Charles. Les troupes françaises formaient un cercle autour des remparts; leur gauche s'appuyait au Danube, près de Dobling, la droite à Simring, le centre non loin de Schœnbrunn. Le général Bertrand dirigeait toutes les opérations nécessaires au bombardement. Avant d'en venir aux dernières extrémités, la ville fut sommée de se rendre.

Sur le refus de l'archiduc et des magistrats, le feu commença à neuf heures du soir, et, en peu

Mai 1809. d'instants, dix-huit cents obus furent lancés sur la place : l'incendie éclata sur plusieurs points. Un parlementaire sortit de Vienne pour annoncer que la jeune archiduchesse Marie-Louise, alors malade de la petite vérole, se trouvait dans le palais impérial, exposée au feu de l'artillerie française. Napoléon ordonna alors que le palais fût épargné, et que l'on changeât la direction des batteries. Dans la nuit, les Autrichiens tentèrent une sortie du côté du Prater, et furent repoussés avec perte. Toute résistance était vaine : l'archiduc Maximilien donna l'ordre d'évacuer Vienne, et autorisa le général O'Reilly à traiter de la capitulation de cette place. Le 12 mai, les Français entrèrent dans la capitale de l'Autriche ; et Napoléon, exalté par la fortune, félicita de nouveau ses compagnons d'armes. La proclamation qui fut mise à l'ordre du jour de l'armée traitait sans égards la dynastie autrichienne : elle qualifiait d'ingrats et de parjures les princes de cette maison, et comparait leur conduite aux fureurs mythologiques de Médée. Il n'y avait ni vérité ni générosité dans ce langage.

Napoléon à Schœnbrunn. — Sa situation au cœur de l'Autriche.

L'empereur établit son quartier général au palais de Schœnbrunn, et il prescrivit toutes les dispositions nécessaires pour assurer le passage du Danube. Sa situation, au cœur de l'Autriche, était loin d'être assurée. Sans doute on gardait Vienne et les places fortes du haut Danube ; mais on avait plutôt traversé l'Autriche qu'on ne l'avait conquise. La Moravie et la Bohême demeuraient fidèles ; l'archiduc Charles, qui s'appuyait sur ces contrées, commandait encore une armée égale en nombre à celle de Napoléon ; en Po-

Mai 1809.

logne, l'archiduc Ferdinand, à la tête de l'armée autrichienne de Gallicie, venait de rejeter sur la rive droite de la Vistule l'armée polonaise aux ordres du prince Poniatowski. Varsovie était tombée au pouvoir de l'archiduc, et ce prince se trouvait déjà dans le voisinage de Thorn, en état de faire un appel à la Prusse avant qu'on eût pu rassembler les forces nécessaires pour retarder ses mouvements. Une victoire remportée par le prince Charles suffisait pour déterminer la Prusse à sortir de la neutralité et à se joindre à nos ennemis.

Soulèvements patriotiques en Allemagne.

Le major Schill, ce patriote allemand dont nous avons déjà prononcé le nom, avait levé l'étendard de l'indépendance, et parcourait la Prusse à la tête d'un corps de cinq à six mille partisans; déjà il s'était rendu maître de plusieurs places, et entre autres de la forteresse de Domitz. Vers le même temps, un autre conjuré, l'intrépide Katt, opérait un mouvement insurrectionnel dans la ville de Cassel, capitale du royaume de Westphalie. Plus opiniâtre encore et plus dévoué à la vengeance de sa patrie et de son père, le duc de Brunswick-Œls achevait de lever et d'organiser, aux frais de l'Angleterre, le sinistre régiment des hussards de la Mort. Disons-le cependant, ces diverses insurrections n'étaient point concertées; elles n'offraient que des occasions de danger, et ne pouvaient suffire à paralyser les progrès de l'invasion française.

Généreuse résistance du Tyrol.

C'était le moment où le peuple du Tyrol achevait de se lever pour la cause de cet empire d'Autriche, dont on l'avait séparé lors du traité de Presbourg. Le Tyrol est une Suisse autrichienne; les Alpes rhétiques, qui cou-

Mai 1809. vrent et protégent ce pays, en font l'un des boulevards de la haute Autriche. Le peuple qui habite ces montagnes est simple, franc, hardi; il est fidèle comme un vassal plein de loyauté et intrépide comme un homme libre, qui préfère à la jouissance des richesses sa pauvreté agreste et sa sauvage indépendance. Dans le Tyrol, point de nobles, point de serfs, point de proconsuls au petit pied : l'égalité et la fraternité sont seules en honneur dans cette contrée, et la religion catholique, en exaltant dans les cœurs la foi et l'espérance, épure l'exercice de la liberté. Les Tyroliens sont chasseurs et pâtres; montagnards habitués aux précipices, ils méprisent le danger, et attendent leur ennemi dans des retraites inaccessibles. Ils passent à juste titre pour les plus adroits tireurs de l'Europe, et leur intelligence égale leur courage. Voilà dans quel pays avaient à combattre les lieutenants de Napoléon; et c'était là que, malgré leur enthousiasme et le souvenir de leurs victoires, ils échouaient devant la résistance d'une insurrection nationale. L'Autriche n'avait point d'ailleurs négligé de s'appuyer sur le Tyrol; elle savait que le soulèvement de ce pays, en cas de revers subi par l'armée française, fermerait la retraite à Napoléon, et serait comme un signal permanent d'affranchissement et de révolte donné à tous les peuples de la haute Italie, au Voralberg, à la Suisse, à l'Allemagne occidentale tout entière. Le général autrichien Jallowich occupait le Tyrol à la tête d'un corps d'armée, et faisait appel aux braves montagnards au nom de *leur seigneur légitime* l'empereur François. *Dieu est avec nous!* leur disait-

il; *rien ne peut nous vaincre.* Par malheur pour les patriotiques insurgés du Tyrol, la retraite de l'archiduc Charles et les événements survenus en Italie les laissaient à découvert, et on pouvait prévoir le terme de leur résistance. De tous les pays allemands qui servirent de théâtre à la campagne de 1809, le Tyrol fut le seul où les aigles de Napoléon reculèrent, en quelque sorte, devant l'ennemi; mais là, comme en Espagne, cet ennemi était un peuple. Mai 1809.

Pressé entre la Bohême, la Pologne, la Hongrie, la Styrie, la basse Autriche et la haute Autriche, Napoléon trouvait encore en Italie un sujet de sollicitudes. Opérations militaires dans le royaume d'Italie. — Échecs subis par le vice-roi.

On a vu plus haut que l'archiduc Jean, à la tête des huitième et neuvième corps de la grande armée autrichienne, s'était porté sur les frontières du royaume d'Italie, dans l'espérance de replacer ce pays sous la dépendance de l'Autriche, et de rejeter au delà des Alpes et du Pô l'armée du prince vice-roi Eugène Napoléon. En arrivant sur les confins du royaume d'Italie, l'archiduc adressa aux peuples de la Péninsule une proclamation ardente qui les appelait à secouer le joug de la France et à conquérir leur liberté. Étrange libératrice offerte à l'Italie que la puissance autrichienne, occupée depuis tant de siècles à asservir cette belle contrée! Quoi qu'il en soit, les premières opérations de la guerre furent favorables à l'Autriche. Le prince Eugène, n'ayant pu tenir sur le Tagliamento, s'était replié sur Livenza, et y avait concentré quelques divisions; le 16 avril, il avait perdu la bataille de Sacile, après neuf heures d'une

Mai 1809. lutte courageusement engagée contre des forces doubles : il s'était replié sur Caldiero pour venir prendre la ligne de l'Adige, et y attendre des renforts de Naples et de Toscane. Du 17 au 19, l'armée royale d'Italie ayant continué son mouvement rétrograde, avait passé la Piave sans être inquiétée : le 22, elle s'était établie sur l'Adige, laissant derrière elle Osopo, Palma-Nova et Venise, occupées par de fortes garnisons. La lenteur des mouvements de l'archiduc Jean lui permit de se maintenir dans de bonnes positions, de compléter ses cadres, et de rentrer bientôt en ligne. Elle avait d'ailleurs dans ses rangs, et en réalité à sa tête, un homme de guerre illustre entre les généraux de Napoléon, et que, jusqu'à ce jour, l'empereur avait tenu en disgrâce. Nous voulons parler de Macdonald, qui, récemment arrivé au quartier général du vice-roi, présidait aux opérations et traçait les plans.

L'archiduc Jean se replie sur Vienne. — L'armée du prince Eugène reprend l'offensive. Passage de la Piave.

L'archiduc Jean ayant appris, dans les premiers jours de mai, la défaite des armées autrichiennes sur le Danube, jugea prudent de ne point s'aventurer davantage en Italie, et de se replier sur Vienne pour la défendre. Eugène et Macdonald se hâtèrent de reprendre l'offensive. Les Autrichiens, qui s'étaient emparés de Padoue et de Trévise, en furent chassés, et prirent position, le 6 mai, derrière la Piave. Le 7, le prince Eugène fit reconnaître les bords de cette rivière, dont il voulait tenter le passage : le 8, à quatre heures du matin, la bataille s'engagea. Les ennemis étaient nombreux, bien postés, et protégés par une formidable artillerie; mais après une lutte sanglante, qui se prolongea jusqu'à la nuit, ils furent contraints

d'abandonner leur position et de se retirer en désordre. Dans cette journée, si glorieuse pour l'armée royale d'Italie, les Autrichiens avaient perdu dix mille hommes tués, blessés ou pris; quinze pièces de canon et trente caissons étaient tombés au pouvoir du vice-roi. Cette victoire replaçait le nord de l'Italie sous la main des Français. Mai 1809.

Lorsque Napoléon eut appris que l'armée de l'archiduc Jean, forcée de renoncer à l'invasion de l'Italie, se repliait sur l'Autriche pour venir joindre ses efforts à ceux du prince Charles, il résolut de faire franchir le Danube par ses troupes, et d'empêcher à tout prix les deux armées ennemies de se réunir. Le Danube, qui coule à la gauche de Vienne, est le plus large et le plus rapide des fleuves d'Allemagne; une multitude considérable d'îles de diverses grandeurs encombre son lit, et le force de prendre un développement énorme. Ces îles sont couvertes d'une magnifique végétation; ce sont, pour la plupart, de riches oasis au milieu d'un amas d'eaux noires et impétueuses, qui parfois les inondent. Sur la rive gauche du fleuve, et dans une vaste plaine, on trouve Stadlau, village situé en face de Vienne; à peu de distance, Gross-Aspern, Essling et Stœdt-Enzersdorf, bourgs considérables, rendez-vous des promeneurs allemands, peuplés et riches comme les villages qui entourent une grande capitale et lui servent de satellites. Napoléon avait jugé qu'en rattachant l'une à l'autre, par des ponts, plusieurs îles du Danube, on parviendrait à frayer à ses troupes un chemin par lequel elles se porteraient sur la rive gauche, et livreraient ba-

Napoléon dispose tout pour franchir le Danube. — Difficultés qui retardent cette opération.

Mai 1809. taille à l'armée de l'archiduc. Les matériaux ne manquaient pas; on avait, en outre, pris à l'ennemi des équipages de pont qui devaient être utilisés; douze cents marins de la garde, nageurs habiles et soldats intrépides, avaient reçu ordre de rejoindre l'armée, et de seconder activement ses opérations. Dès que Napoléon eut résolu de se porter sur la rive gauche, on se hâta de rassembler tous les moyens de communication qui pouvaient permettre de traverser le fleuve. Il indiqua lui-même, comme le lieu d'où le passage devait avec le plus de sécurité s'effectuer, une île considérable appelée Lobau, qui est éloignée de Vienne d'une distance moindre de deux lieues. L'île de Lobau est située en face du village d'Ebersdorf, bâti sur la rive droite; elle est coupée, dans sa plus grande longueur, par deux petits bras du fleuve : le courant d'eau qui sépare l'île de la rive droite est considérable, très-rapide, et sans gué. C'est sur ce point que Napoléon voulait tenter le passage.

Les Autrichiens manœuvrent pour disputer le passage du fleuve.

Les Autrichiens avaient laissé quelques troupes dans l'île. Le 19 mai, quelques détachements français, embarqués sur de grands bateaux, réussirent à s'emparer de cette position. Sur-le-champ on s'occupa de construire des ponts destinés à mettre en communication l'île de Lobau avec la rive droite; ces ouvrages furent terminés le 21, après de nombreux efforts et au prix de beaucoup de peines. Le 21 mai, on jeta un dernier pont sur le bras qui coule sur la gauche du fleuve, et l'avant-garde française put enfin déboucher sur cette rive, entre Essling et Aspern : ces deux villages furent immédiatement for-

tifiés et mis en état de défense. Bientôt une partie de l'armée suivit le mouvement de l'avant-garde, et se développa en avant des positions que nous venons d'indiquer. Pendant que l'armée française exécutait ainsi les ordres de l'empereur, l'archiduc Charles ne demeurait point inactif. Après avoir confié au corps du général Kollowrath le soin de mettre la Bohême à couvert des attaques de Bernadotte et de Vandamme, il s'était rapproché de Vienne, et avait opéré sa jonction avec l'armée du général Hiller. Le 16 mai, il était au pied du Bisamberg, sur la route de Znaïm. Il aurait pu s'opposer au passage des Français sur la rive gauche; mais il fut assez habile pour ne point mettre obstacle à ce mouvement. Son intention était d'attaquer l'armée de Napoléon dès qu'elle aurait le Danube à dos, et aussitôt que la crue du fleuve enlèverait aux nôtres leurs communications avec la rive droite et la capitale de l'Autriche. Mai 1809.

Bataille d'Essling. — Première journée.

Lo 21 mai, toute l'armée autrichienne prit les armes; elle était rangée sur deux lignes, entre le mont Bisamberg et le ruisseau de Rùssbach. Elle occupait le champ de bataille qu'avait choisi autrefois Rodolphe de Hapsbourg, lorsque, dans la journée du 26 août 1277, il avait vaincu le roi de Bohême Ottocare, son concurrent à l'empire. La droite, formée des troupes du général Hiller, était placée près de Stammersdorf; les corps des généraux de Bellegarde et Hohenzollern composaient le centre, l'aile gauche était commandée par le général Rosemberg; la cavalerie était sous les ordres du prince Jean de Lichstenstein. La plaine de Markfeld s'étendait en

Mai 1809. avant des positions de l'ennemi. Vers deux heures du soir, toutes ces troupes s'ébranlèrent, et se portèrent sur Essling et Gross-Aspern, positions gardées par l'armée française. Le plan de l'archiduc Charles consistait à resserrer les Français dans un cercle étroit, à détruire le pont du Danube, et à culbuter la grande armée dans le fleuve. Les Autrichiens se déployaient au nombre de quatre-vingt-dix mille ; Napoléon ne pouvait encore disposer que de trente-cinq mille hommes : la plus grande partie de son artillerie était encore dans l'île de Lobau, et l'ennemi allait établir en batterie deux cents trente bouches à feu. A quatre heures du soir, l'action s'engagea.

Le duc de Rivoli avait disposé ses troupes en avant de Gross-Aspern ; elles y furent vigoureusement attaquées par l'archiduc : trois fois les Autrichiens, supérieurs en nombre, essayèrent d'emporter le village, et trois fois ils furent repoussés. On combattit de part et d'autre avec un acharnement sans exemple : à la fin, l'ennemi renonça à se rendre maître de Gross-Aspern. Vers le même moment, la lutte s'était engagée devant Essling, que défendait le duc de Montebello, ayant sous ses ordres la division Boudet. L'empereur, voyant que cette troupe héroïque allait succomber, la fit secourir à propos ; il ordonna ensuite au duc d'Istrie de se porter avec la cavalerie sur le centre de l'armée autrichienne, et d'opérer une diversion. Le maréchal Bessières obéit, et mit en déroute le corps du général Hohenzollern : le régiment d'O'Reilly, l'un des plus renommés de l'armée autrichienne, fut taillé en pièces. La nuit suspendit le

combat de part et d'autre ; mais le champ de bataille était couvert de morts, et l'armée française avait perdu le général Espagne. Le lendemain, elle devait avoir à pleurer une perte plus douloureuse encore. Mai 1809.

Le 22 mai, au lever du jour, la bataille recommença, et les deux villages occupés par les Français furent de nouveau attaqués par des forces immenses, tandis qne l'artillerie autrichienne labourait nos rangs. Le duc de Rivoli eut à défendre Gross-Aspern, contre les corps d'armée des généraux Hiller et Bellegarde ; le village fut encore plusieurs fois pris et repris, et les pertes furent énormes. La division Boudet, qui tenait à Essling, réussit à garder sa position, bien qu'attaquée par un ennemi supérieur en nombre. Seconde journée.

Vers sept heures du matin, Napoléon résolut de tenter encore une diversion sur le centre de l'ennemi, et de partager sur ce point l'armée autrichienne ; il confia cette opération au duc de Montebello, ayant sous ses ordres les troupes d'Oudinot, la division Boudet, la division Saint-Hilaire et une forte cavalerie. L'artillerie française, habilement dirigée par le général Lariboissière, protégeait ce mouvement, et les colonnes guidées par le maréchal Lannes se portèrent en avant au cri de *Vive l'empereur !* Vainement l'archiduc Charles se porta-t-il vers le centre pour renforcer les troupes qui s'y trouvaient établies; vainement prit-il de ses mains un étendard et chercha-t-il à rallier ses soldats : en moins de deux heures la ligne autrichienne fut rompue et culbutée, et l'ennemi se vit contraint de rétrograder.

Mai 1809. Ainsi les Français, au nombre de quarante-cinq mille (ils avaient reçu des renforts), allaient triompher de quatre-vingt-dix mille soldats étrangers; mais ils se virent contraints de ralentir leur attaque, faute de munitions. L'ennemi profita de ce contre-temps, et revint à la charge. Les Autrichiens s'étaient formés en carrés par échiquier, et la supériorité de leur mousqueterie et de leur nombre se manifestait par nos pertes. Les cuirassiers français essayèrent de dégager le terrain par des charges successives; mais ils furent chaque fois ramenés par l'ennemi. L'armée française, pour se maintenir dans la plaine, avait besoin d'être secourue par la réserve : elle attendait avec impatience l'arrivée du maréchal Davoust ; mais bientôt un bruit sinistre circula dans les rangs, et fit pressentir à tous les cœurs une journée désastreuse. L'ennemi avait réussi à rompre nos ponts en abandonnant au courant du fleuve d'énormes bateaux chargés de pierres. Ce désastre détermina l'empereur à battre en retraite. L'un de ses aides de camp porta en toute hâte au duc de Montebello l'ordre de se replier sur Essling et Gross-Aspern. Lorsque les Autrichiens virent la position fâcheuse de nos troupes, ils redoublèrent de vigueur et d'énergie pour compléter leur victoire. De nouvelles attaques furent dirigées contre les deux villages, et l'armée française, séparée par le fleuve de ses réserves et de son parc de munitions, se voyait écrasée par le canon, et ne pouvait guère combattre qu'à la baïonnette. Cependant elle ne se repliait que lentement, et ne cédait le terrain que pied à pied. Le village d'Essling tomba au pouvoir de l'ennemi ;

Mai 1809.

cette position était la seule qui pût couvrir notre retraite, et l'empereur voulut qu'on ne négligeât rien pour la reprendre. Le général Mouton, à la tête des fusiliers de la garde, se dévoua pour remplir cette mission dangereuse : grâce à l'intrépidité de ces braves, Essling tomba de nouveau en notre pouvoir.

Le maréchal Lannes est mortellement blessé.

Ce fut en ce moment que le duc de Montebello, tandis qu'il parcourait le front de la ligne et soutenait le courage de l'armée, fut atteint d'un boulet qui lui fracassa les jambes. Non loin de lui, le général Saint-Hilaire tomba mortellement blessé. Le maréchal était alors au centre même du combat, à une petite distance d'Enszersdorff, dans un lieu où l'on remarque aujourd'hui une belle prairie. L'empereur ayant vu de loin, et à travers la fumée, tomber un officier général en grande tenue, demanda froidement : « Qui est celui-là ? » Un aide de camp vint lui répondre : « Sire, c'est le maréchal Lannes. » A ce nom, le visage de Napoléon changea, et présenta les signes d'une profonde douleur. Peu d'instants après, l'empereur ayant vu passer à ses côtés son vieux compagnon, qu'on emportait sur un brancard, il mit pied à terre, et l'embrassa en pleurant. Le maréchal Lannes, épuisé par la perte de son sang, fit quelques efforts pour parler, et ne put que passer ses bras affaiblis autour du cou de l'empereur. Tous les assistants pleuraient, et l'armée entière s'associait à la grande douleur de Napoléon : elle perdait celui que les poëtes de ce temps avaient surnommé « le Roland du nouveau Charlemagne. »

La bataille continuait toujours ; elle durait depuis

Mai 1809. trente heures avec une sanglante opiniâtreté : rien ne saurait donner l'idée du dévouement de l'armée française, qui, privée de munitions et écrasée de toutes parts, persévérait à tenir en respect un ennemi trois fois supérieur en nombre. Si l'archiduc n'eût pas été un tacticien timide, un chef sans résolution, il eût accablé les Français sur le Danube, et leur eût fermé toute retraite. Effrayé d'avoir à combattre Napoléon, et persuadé qu'il était impossible de vaincre un si grand ennemi, l'archiduc manqua de vigueur, et assura ainsi le salut de l'armée française.

Les ponts que les ennemis avaient rompus étaient ceux qui, rattachant l'île de Lobau à la rive droite, favorisaient les communications de l'armée avec la garnison de Vienne et les autres corps cantonnés dans la haute Autriche. Quelques débris du pont jeté sur le bras du Danube qui sépare l'île de la rive gauche et du village d'Essling subsistaient encore, et de nombreux travailleurs, à demi plongés dans l'eau, cherchaient à rétablir le passage. Des fortifications les protégeaient ; et si l'armée ne pouvait se réfugier dans Vienne, du moins pouvait-elle espérer encore un abri dans l'île de Lobau, couverte de marécages et de bois. Napoléon, pour assurer la retraite de ses troupes, envoya de nouveaux détachements combattre dans Gross-Aspern et Essling ; le premier de ces villages fut pris et repris quatre fois, Essling huit. A la fin les Autrichiens, lassés, renoncèrent à ces attaques meurtrières, et respectèrent la vieille garde impériale qui tenait avec tant d'énergie. Il était neuf heures du soir. L'ennemi avait tiré quarante mille

coups de canon; il avait perdu quinze à vingt mille hommes, parmi lesquels se trouvaient quatre feld-maréchaux, huit généraux, six cent soixante-trois officiers et quinze cents prisonniers : quatre drapeaux autrichiens étaient les seuls trophées de l'armée française. Quant aux troupes de Napoléon, elles étaient épuisées de sang et de fatigue : dix mille blessés, poussant des cris déchirants, étaient entassés aux abords du pont, et attendaient qu'on pût les transporter dans l'île. D'autres, imprudemment engagés sur les bords du fleuve, étaient entraînés par la crue des eaux et périssaient sans secours. Napoléon, ayant enfin fait rétablir le passage, se retira dans l'île, suivi des divers corps de son armée. Il donna des ordres pour qu'on ne négligeât rien de ce qui pouvait alléger les tristes pertes de cette journée. Quelques heures après, il se fit transporter, exposé à mille périls, sur la rive droite du fleuve. La barque qui portait César et sa fortune, dans cette nuit sinistre et sur des eaux impétueuses, finit par triompher de la violence du courant et de tous les obstacles amoncelés par l'ennemi. A quatre heures du matin, l'armée ayant achevé de se réfugier dans l'île, le pont qui s'appuyait à la rive gauche fut replié. La bataille d'Essling, si funeste pour Napoléon et si douloureuse pour la France, avait duré deux jours, et les deux armées s'attribuaient orgueilleusement une victoire qui n'appartenait à personne. L'archiduc aurait pu passer le Danube à Presbourg, remonter la rive droite, marcher sur Vienne, et détruire les réserves de Napoléon : Mai 1809.

Mai 1809.

cette manœuvre hardie aurait sauvé l'Autriche. Le prince Charles craignit d'abandonner aux Français la rive gauche ; il jugea que son armée avait besoin de réparer ses pertes, et il se maintint sur la défensive. Ce fut sans doute une grave faute, que l'Autriche blâma sévérement.

Napoléon ordonne et fait exécuter des travaux immenses pour rétablir les ponts et assurer le passage du Danube.

L'empereur, ayant réussi avec une célérité prodigieuse à rassembler des matériaux, fit rétablir, dès le jour suivant, les communications de son armée avec la rive droite. En peu de temps l'île de Lobau fut convertie en un camp immense, protégé par des batteries et mis à couvert de toute surprise. Les îles voisines furent également fortifiées ; trois ponts parallèles de six cents mètres de longueur, et sur l'un desquels pouvaient passer trois voitures de front, liaient l'île de Lobau à la rive droite. Des estacades établies dans différentes directions protégeaient les piles de ces ponts contre les brûlots et les machines incendiaires de l'ennemi. Cent vingt pièces de canon disposées en batteries défendaient les redoutes et les têtes de pont. Grâce à tant d'admirables travaux, exécutés par le génie en un mois, sous la direction du général Bertrand, *il n'y avait plus de Danube* [1]. Tous les corps qui avaient combattu à Essling étaient campés dans Lobau ; les autres avaient été répartis sur la rive droite, depuis Vienne jusqu'à Presbourg. Du 24 mai au 30 juin, le quartier général de l'empereur avait été établi, d'abord dans la petite ville d'Ebersdorf, puis au château de Schœnbrunn.

[1] Expression empruntée à l'un des bulletins de la grande armée.

Mai 1809.

Décret rendu pour honorer le souvenir de Bayard.

Pendant qu'il employait laborieusement les nuits et les jours à restaurer les cadres de l'armée, à assurer les subsistances, à surveiller les services des hôpitaux, à diriger ses lieutenants dans la basse Autriche, en Hongrie et dans le Tyrol, Napoléon se préoccupait toujours de l'opinion de la France et des jugements de la postérité. Par un décret daté de Schœnbrunn, il ordonna qu'on relèverait et qu'on réparerait la chapelle du village de la Martinière, en Dauphiné : c'était dans cette modeste chapelle que, trois siècles auparavant, avait été baptisé le chevalier Bayard, l'une des gloires de l'ancienne monarchie. Napoléon voulut qu'on y portât en cérémonie le cœur du guerrier *sans peur et sans reproches,* et lui-même dicta l'inscription qu'on devait placer au-dessus de cette illustre relique.

Opérations militaires en Pologne.

Inertie calculée du czar.

La guerre se continuait sur d'autres points. En Pologne, la Russie se résigna enfin à intervenir dans la lutte engagée entre le prince Poniatowski et l'archiduc Ferdinand. Le czar Alexandre avait promis à Napoléon une coopération armée contre les ennemis de la France. Ce souverain mit fort peu d'empressement à tenir les promesses d'Erfurt. Malgré les apparences de son enthousiasme pour Napoléon, il se souciait fort peu de voir détruire la monarchie autrichienne par son redoutable allié, et il désirait, au fond du cœur, que la campagne ouverte sur le Danube se terminât au désavantage des Français. Cependant, la neutralité malveillante ne lui était pas permise. Il résolut donc de faire marcher au secours de la Pologne une armée de cinquante mille Russes.

Mai 1809. Ce secours était à la fois inutile et tardif. Quelques combats heureux venaient de permettre au prince Poniatowski de reprendre l'offensive : les victoires des Français en Bavière et sous les murs de Vienne avaient relevé le courage des Polonais. L'intervention des Russes fit néanmoins comprendre à l'archiduc la nécessité de se replier devant un double ennemi ; et, vers la fin de mai, la Galicie fut presque entièrement délivrée de la présence des troupes autrichiennes.

Suite des mouvements et des combats de l'armée d'Italie.

En Italie et dans le midi de l'Autriche les armes françaises étaient heureuses. Le 11 mai, le prince Eugène Napoléon avait passé le Tagliamento, et battu les Autrichiens à Saint-Daniel ; les jours suivants, le vice-roi et ses lieutenants obtinrent de nouveaux avantages à Venzone et à Malborghetto : les Autrichiens furent attaqués et vaincus dans leurs retranchements de Tarvis ; le prince Eugène continua sa marche victorieuse ; Macdonald, qui commandait l'aile droite de l'armée royale d'Italie, occupa Goritz, passa l'Isonzo, s'empara de Prewald et de Laybach. L'occupation de cette dernière ville compléta la conquête de la Carniole, ouvrit au prince Eugène les défilés de la Styrie, et facilita les opérations du général Marmont dans la Dalmatie. Le 25 mai, le prince vice-roi battit, sur le plateau de San-Michele, les troupes autrichiennes aux ordres de Jellachich. Après cette victoire, il poursuivit l'ennemi dans la direction de Léoben. Le 30, Macdonald se rendit maître de Gratz, et y attendit l'arrivée de Marmont, qui venait le joindre. Le 31 mai, l'avant-garde de l'armée du prince Eugène arriva au delà du Somering, aux

avant-postes de la grande armée ; et l'armée royale d'Italie vint enfin, après de mémorables efforts, grossir le nombre des soldats qui entouraient Napoléon. Voici dans quels termes l'empereur accueillit ces compagnons fidèles :

Juin 1809.

Proclamation de l'empereur à l'armée d'Italie.

« Soldats de l'armée d'Italie! Vous avez glorieuse-« ment atteint le but que je vous avais marqué : le « Somering a été témoin de votre jonction avec la « grande armée.

« Soyez les bienvenus ; je suis content de vous ! « Surpris par un ennemi perfide avant que vos co-« lonnes fussent réunies, vous avez dû rétrograder « jusqu'à l'Adige ; mais lorsque vous reçûtes l'ordre « de marcher en avant, vous étiez sur le champ mé-« morable d'Arcole, et là vous jurâtes, sur les mânes « de nos héros, de triompher. Vous avez tenu pa-« role...

« Soldats ! cette armée autrichienne d'Italie, qui « un moment souilla par sa présence mes provinces, « battue, dispersée, anéantie, grâce à vous, sera un « exemple de la vérité de cette devise : *Dio la mie « diede, guai a chi la tocca*[1] ! Dieu me l'a donnée, « malheur à qui la touche ! »

Dans les premiers jours de juin, le prince vice-roi reçut de Napoléon l'ordre de se porter sur la Hongrie à la tête de l'armée royale d'Italie, et de poursuivre l'archiduc Jean, qui manœuvrait pour

[1] Devise inscrite sur la couronne de fer des rois lombards, et que Napoléon, comme on l'a vu plus haut, avait rappelée lors de son sacre, comme roi d'Italie.

Juin 1809.

Opérations en Hongrie.

opérer sa jonction avec les troupes de l'archiduc Charles. Aidé de la présence et des conseils de Macdonald, il obéit sur-le-champ, et dès le 9 juin il établit son quartier général à Gunz. L'archiduc Jean était à Kormond : en apprenant que le prince Eugène marchait contre lui, il leva son camp et se dirigea vers Raab ; arrivé dans cette ville le 13 juin, il y trouva son frère, l'archiduc palatin Joseph, à la tête des milices nationales de la Hongrie. Les deux archiducs avaient sous leurs ordres quarante-cinq mille hommes ; les forces du vice-roi d'Italie atteignaient à peine trente-six mille combattants. Ce jour-là même il y eut un combat d'avant-garde, précurseur d'une bataille plus décisive.

Bataille de Raab.

Le 14 juin 1809, jour anniversaire des victoires de Marengo et de Friedland, le vice-roi résolut d'attaquer l'ennemi. Le champ de bataille était celui que le célèbre Montecuculli avait choisi en 1664, lorsqu'à la tête des Impériaux et des troupes chrétiennes il mit en déroute l'armée ottomane. L'affaire s'engagea vers deux heures de l'après-midi. A la vue de l'armée autrichienne rangée sur trois lignes, et qui se composait des débris de plusieurs armées vaincues, les soldats du prince Eugène poussèrent des cris de joie. On commença par se canonner de part et d'autre, sans résultat décisif. A trois heures, on en vint aux mains, et la fusillade fut très-vive. La première ligne de l'ennemi fut culbutée, mais la seconde ligne se maintint et arrêta un instant l'impétuosité de nos troupes. La division française qui combattait sur ce point ayant été renforcée, la ligne autrichienne fut

rompue ; alors l'ennemi fit approcher ses réserves. Le vice-roi en fit autant, et la victoire fut complète. La perte des Autrichiens s'éleva à sept mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers ; celle des Français fut, dit-on, de deux mille deux cents hommes tués ou blessés. Au nombre des morts figura le colonel Thierry, du 23e régiment d'infanterie légère ; c'était un officier de mérite, et qui emporta les regrets de l'armée. Les généraux Montbrun, Colbert, Grenier, Seras, Grouchy et d'Anthouard, furent cités comme ayant particulièrement contribué au succès de la journée. Le prince Eugène se fit remarquer par son sang-froid et son courage ; et l'empereur, pour le récompenser dignement, lui écrivit cette lettre si connue : *Votre victoire est une petite-fille de Marengo.* Juin 1809.

Le 15 juin, les Français investirent la ville de Raab, qui capitula le 24 : on y trouva un parc d'artillerie et des magasins considérables. Pendant qu'une partie de ses troupes avait été chargée de ce siége, le prince Eugène s'était mis à la poursuite de l'archiduc Jean, sur la route de Comorn. Du 19 juin au 1er juillet, l'armée du vice-roi resta en position sur la rive droite du Danube, et tint en échec l'ennemi. Le 2 juillet, elle reçut de l'empereur l'ordre de se replier, et de venir joindre la grande armée dans l'île de Lobau. Dans la nuit du 4 au 5 elle opéra le mouvement, et se borna à laisser en Hongrie une division et quelques corps moins considérables, qui avaient mission d'observer Presbourg et de garder Raab. Dans cette campagne de deux mois, commencée sur l'Adige et Suite des mouvements de l'armée du vice-roi.

Juin 1809. terminée devant Raab et sur le Danube, l'armée d'Italie, commandée par le prince Eugène, avait livré trois batailles rangées et plusieurs combats mémorables ; elle avait enlevé à l'ennemi douze drapeaux et deux cents canons ; trente-sept mille prisonniers et d'importantes provinces étaient tombés en son pouvoir : pour tout dire, elle s'était montrée la digne émule de la grande armée.

Opérations en Dalmatie et dans les provinces méridionales.

En Dalmatie, dans la Carinthie et dans la Styrie, les opérations militaires avaient été habilement dirigées : les combats de Klagenfurt et de Callsdorf avaient ajouté à la gloire de cette épopée militaire. Dans le mémorable combat de Gratz, le 84e régiment, commandé par le colonel Gambin, mérita que, par ordre de Napoléon, on inscrivît sur le support de son aigle cette illustre devise : UN CONTRE DIX. Les divers engagements dont la Carinthie et la Styrie furent le théâtre fournirent de belles pages à l'histoire de nos troupes, et honorèrent particulièrement les généraux Marmont et Broussier. La France était habituée à de pareils services, et c'est à peine si elle trouvait le temps d'y applaudir.

Suite des mouvements patriotiques tentés dans l'Allemagne occidentale.

Le major Schill.

Sur d'autres points de l'Allemagne, la lutte était vive. Le gouvernement prussien, n'osant accepter la responsabilité du soulèvement tenté par le major Schill, avait désavoué et proscrit ce hardi chef de partisans ; mais Schill n'avait point renoncé à son entreprise. Que lui importaient les désaveux d'un roi pour lequel il se dévouait, et qui, au fond de l'âme, souhaitait ardemment sa victoire ? N'avait-il pas autour de lui ses chevau-légers, l'un des plus beaux

régiments de la Prusse, et pouvait-on faire croire à l'Europe que c'était là un rassemblement de malfaiteurs? Son drapeau n'avait-il pas été brodé des mains de la reine Louise-Wilhelmine, si chère aux vrais Allemands? Vainement donc le roi Jérôme mit à prix sa tête : dans toutes les villes de la Westphalie dont Schill se faisait ouvrir les portes, l'intrépide chef substituait aux symboles de la confédération du Rhin l'aigle noir de la Prusse. En peu de jours, après avoir passé l'Elbe à Acken, il envahit tout le pays plat entre Halle et Magdebourg, enlevant les caisses publiques, les chevaux de poste et les armes, et grossissant le nombre de ses soldats, que, dans le style officiel, on appelait des brigands. Le gouvernement de Westphalie envoya des troupes à la poursuite de Schill : les troupes westphaliennes auraient préféré se joindre à cet homme, qui cherchait à relever le drapeau de la patrie allemande; mais les lieutenants de Napoléon réussirent à les maintenir dans la discipline. Un combat sanglant fut livré non loin de Magdebourg. Écrasé par le nombre des assaillants, Schill se retira et se porta sur Wanzleben, d'où il gagna l'Elbe, qu'il descendit jusqu'à Domitz. Il aurait dû se rapprocher de la mer. Le roi de Suède lui offrait un asile dans l'île de Rugen; mais il préféra se renfermer dans Stralsund, où il ne tarda pas à être attaqué par des troupes hollandaises et danoises. Le combat fut meurtrier et opiniâtre; mais, Schill étant tombé frappé de deux balles, sa mort mit fin à l'engagement. La tête de ce patriote fut envoyée à Cassel, et ceux de ses compagnons qu'on fit prisonniers fu- Juin 1809.

Juin 1809. rent conduits dans les bagnes de France. Vengeance indigne de Napoléon, et qui ne donna le change ni à l'Allemagne ni à l'Europe. Depuis Wallace jusqu'à Cathelineau, depuis les Bagaudes de la Gaule jusqu'aux *gueux* de la Hollande et jusqu'aux *brigands* de la Vendée, les pouvoirs et les partis qui ont la force ont pour habitude de flétrir le droit et le courage des vaincus: vient ensuite l'histoire, qui fait la part de la tyrannie et celle de la justice.

Le duc de Brunswick-Œls. Le duc de Brunswick-Œls ne se laissa point intimider par le désastre de Schill : à la tête des corps armés qu'il avait pu rassembler, il continua de se dévouer à la vengeance de son père et de son pays. Plus d'une fois il battit les troupes saxonnes vassales de l'empereur Napoléon; il s'empara momentanément de Dresde, de Leipsick, de Lindenau ; il força le roi de Westphalie à battre en retraite, et se rendit maître d'une partie de la Franconie. Lorsque l'Autriche eut succombé dans la lutte, le prince de Brunswick ne renonça point à combattre, et on le vit encore mettre en déroute des troupes de l'armée du roi Jérôme. Vous eussiez dit Charles Moore, le héros du drame de Schiller, combattant au nom de la justice et du droit contre les oppresseurs de la race humaine. Les excursions de cet intrépide chef de partisans seront transmises à la postérité par des ballades populaires, que chantent le soir les paysans saxons et les vieux soldats prussiens; il mérita le titre de *Nouvel Arminius*, que lui décerna le czar Alexandre. « Voulez-vous me suivre ? avait-il dit à ses compagnons. Sachez que je ne veux pas me rendre comme une femme,

et qu'il s'agit de délivrer l'Allemagne, ou de mourir! » Juin 1809.
Et ses soldats avaient juré de le suivre. Aussi marchèrent-ils sur ses traces, la nuit, dans les forêts, précédés du drapeau rouge ceint d'un crêpe, en poussant les cris mille fois répétés de *Teutonia! Germania!* Plus d'une fois, sur son passage, les populations qui n'osaient partager son dévouement s'associaient à ses efforts par des vœux sympathiques, par des offrandes. Pour avoir brodé, en l'honneur des chasseurs noirs, des écharpes de guerre, l'abbesse et les chanoinesses du chapitre de Wallenstein méritèrent d'être privées de leurs bénéfices par ordre du roi Jérôme. Pour le duc de Brunswick, marchant toujours, tantôt vaincu, tantôt victorieux, il échappait à tous les corps chargés de le poursuivre. A la tête de ses *jægers*, il prit Halberstadt, Wolfenbuttel, et on le vit reparaître un jour dans Brunswick, capitale de ses États héréditaires. Puis, lorsque cette guerre de partisans eut cessé d'être possible, il s'embarqua avec sa légion pour l'Angleterre; et lorsqu'il revint plus tard sur le continent pour y mourir en soldat, ses yeux, en se fermant, se réjouirent du spectacle de nos défaites.

Nouveaux détails sur l'insurrection du Tyrol.

La patriotique insurrection du Tyrol fut encore plus difficilement comprimée. Ce pays, impatient de secouer le joug de la Bavière, avait pris les armes le jour même où les hostilités avaient commencé entre la France et l'Autriche. Partout les garnisons bavaroises furent attaquées et détruites; vingt mille paysans tyroliens se rendirent maîtres d'Inspruck. Cette journée coûta beaucoup de sang: près de quinze cents hommes de l'armée de Bavière périrent de la

Juill. 1809. main des insurgés. Quatre mille conscrits français, partagés en deux colonnes, traversaient ce pays qu'ils croyaient soumis à Napoléon et au roi Maximilien, son vassal : surpris par la population soulevée, ils réussirent difficilement à échapper à la mort : l'une des colonnes mit bas les armes; l'autre parvint à se sauver, et à gagner la ville de Trente. L'aubergiste Hofer était le principal chef de cette insurrection nationale; il fit solennellement son entrée à Inspruck, et la religion catholique rehaussa de ses pompes cette journée, dont le souvenir resta cher au Tyrol. Bientôt la Souabe fut inondée d'insurgés tyroliens. Le Voralberg et la Valteline se soulevèrent à leur tour. Des troupes bavaroises et le maréchal Lefebvre parvinrent, après de longs efforts, à comprimer ce mouvement, et le pays consentit à se soumettre. Après la bataille d'Essling, il se souleva de nouveau. Inspruck fut plusieurs fois pris et repris. L'armée insurrectionnelle de Hofer, appuyée par les troupes régulières que commandait le marquis de Chasteler, contraignit le général Deroi de battre en retraite. Les Tyroliens, descendant par bandes dans les bassins du Danube et du Pô, menacèrent Ulm, Munich et Villach; ils occupèrent Bellune, Bassano et Feltre, et on les vit inquiéter nos départements d'Italie.

C'était le moment où des escadres anglaises, sillonnant les mers d'Italie, prêtaient secours à toutes les insurrections de la Péninsule et de l'Allemagne. La bataille d'Essling avait ranimé toutes les espérances du gouvernement britannique. Le cabinet, divisé sur quelques points de politique intérieure,

avait résolu de redoubler d'efforts pour amener la chute de Napoléon : des subsides furent accordés à l'Autriche; le pavillon anglais apparut sur toutes les côtes où il y avait des bras à armer contre la France; la marine anglaise dirigea contre l'île d'Aix une vigoureuse attaque : nous eûmes quatre vaisseaux de ligne capturés par l'ennemi, et plusieurs autres que les Français incendièrent eux-mêmes, pour s'épargner la douleur de les livrer aux Anglais. Vers le même temps, tout se préparait à Londres pour organiser une descente vers les bouches de l'Escaut ou du Rhin. Juill. 1809.

On reconnut bientôt, à de graves symptômes, que l'amitié du czar Alexandre chancelait : les chefs de l'armée russe envoyée en Pologne pour secourir le prince Poniatowski et délivrer le duché de Varsovie de la présence des Autrichiens, ne se gênaient guère pour faire parade de leurs mauvaises dispositions à l'égard de la France. Ils se plaignaient tout haut du rôle que la Russie était condamnée à jouer dans cette guerre; ils disaient que sans doute Napoléon avait *ensorcelé* Alexandre, mais que cela finirait bientôt. Lorsque la nouvelle du désastre d'Essling parvint à Saint-Pétersbourg, la noblesse et la cour laissèrent éclater une joie malveillante. Des ordres nouveaux furent envoyés au prince Galitzin, qui commandait l'armée russe en Pologne : on lui prescrivit de ne point agir hostilement contre l'Autriche, de prendre une attitude presque neutre, et de se conduire de manière à réserver au czar le rôle de médiateur. Déjà, au surplus, le czar laissait entrevoir le désir de reprendre possession de la Pologne,

Symptômes qui annoncent les dispositions malveillantes de la Russie et de la Prusse.

Juill. 1809. et de faire de ce pays un royaume vassal de la Russie et gouverné par un vice-roi : position analogue à celle du royaume d'Italie vis-à-vis de la France.

La Prusse épiait depuis deux ans l'occasion de tirer vengeance des humiliations de Tilsit. Les événements accomplis sur les bords du Danube ne lui parurent point assez décisifs pour lui permettre de se soulever, et de tirer l'épée contre Napoléon. Cependant, des pourparlers secrets eurent lieu entre le roi Frédéric-Guillaume et les envoyés de l'Autriche; le roi laissa transpirer le secret de ses ressentiments et de ses sympathies; il promit de réunir bientôt ses efforts à ceux que l'empereur François tentait pour la délivrance de la commune patrie; mais il fit comprendre, en étalant le douloureux tableau de ses misères, que le temps n'était point encore venu. La reine parla dans le même sens; mais cette généreuse femme devait mourir avant d'avoir vu l'Allemagne affranchie du joug de la France.

Cependant on était à la veille d'une bataille à laquelle se préparaient à la fois, depuis la journée d'Essling, l'archiduc et l'empereur Napoléon.

Tout se dispose pour une bataille décisive.

Le généralissime autrichien avait mis le temps à profit pour accroître l'effectif de son armée : à l'aide des nombreuses levées faites en Bohême, en Moravie, en Hongrie, il était parvenu à rassembler sous ses drapeaux près de cent quatre-vingt mille hommes; son artillerie s'élevait au chiffre prodigieux de neuf cents pièces de canon. Pour se mettre à l'abri de l'attaque des Français, il avait admirablement fortifié sa position. Ses ouvrages de campagne, qui s'é-

tendaient sur la rive gauche du Danube, de Gross-Aspern à Enzersdorf, en passant par Essling, étaient palissadés, fraisés, liés par une courtine, et armés de cent cinquante bouches à feu : à une lieue en arrière de ces retranchements, le gros de l'armée autrichienne avait son front couvert par le Russbach, dont les rives étaient protégées par d'autres travaux. Juill. 1809.

Napoléon, comme on l'a vu plus haut, avait eu soin de dompter le Danube, et de rattacher l'île de Lobau aux deux rives par des ponts mis à couvert des insultes de l'ennemi. Les petites îles qui avoisinent Lobau avaient été couvertes de batteries et de redoutes dont le feu pouvait battre la plaine. Dans les premiers jours de juillet, et en y comprenant les troupes du vice-roi d'Italie, la grande armée s'élevait à cent cinquante mille hommes. Le but de l'empereur était de rendre inutiles les retranchements de l'ennemi en effectuant, s'il était possible, le passage du Danube au-dessous du pont que gardait l'archiduc Charles. Il y réussit au moyen d'une fausse démonstration vis-à-vis Essling, et en faisant franchir le fleuve par plusieurs divisions à une distance assez éloignée de cette position. A la faveur de la nuit, et pendant un orage épouvantable qui empêchait l'ennemi de suivre les mouvements de nos troupes, on jeta trois ponts sur le bras du Danube voisin de la rive gauche, et la grande armée effectua son passage (4-5 juillet). L'artillerie française, mêlant ses détonations au bruit du tonnerre, détournait l'attention de l'armée autrichienne et protégeait la descente de nos troupes. Au lever du soleil, le 5 juillet, l'archiduc fut péni-

La grande armée franchit le Danube.

Juill. 1809. blement surpris en voyant que nos troupes, établies sur la rive gauche, avaient déjà tourné les fortifications construites à grands frais pour l'arrêter. L'armée française se déploya rapidement dans la plaine, prolongeant et avançant sa droite. Le plan de Napoléon était d'attaquer et de forcer la gauche de l'ennemi, de prendre en flanc la ligne des positions de l'archiduc derrière le Russbach, et d'obliger ce prince à accepter la bataille perpendiculairement à la ligne qu'il avait choisie. Ces dispositions ne purent être exécutées sans une certaine confusion qui en retarda l'effet; mais l'archiduc, trompé sur les mouvements de notre armée, qu'il croyait voir déboucher plus à gauche, ne se trouva point en mesure d'attaquer le premier. Vers six heures du soir, la canonnade s'engagea au centre des deux armées : quelque temps après, le général Oudinot engagea le combat vers le village de Baumersdorf, et Macdonald, à la tête de l'armée d'Italie, se porta sur le centre de l'ennemi : l'action fut chaude et meurtrière; le prince Charles, qui accourait au secours de ses troupes, reçut une blessure, mais il garda le commandement. Bientôt l'ennemi prévalut; le corps d'Oudinot, repoussé et culbuté, se replia en désordre; le corps de Macdonald ne fut pas plus heureux : il se retira devant l'ennemi, et l'un de nos régiments, le 106e, perdit une aigle. Comme il était déjà nuit, l'empereur ne voulut pas donner suite à ces deux attaques : il ordonna d'attendre le jour, et, après avoir établi son bivac entre les grenadiers et les chasseurs de la garde impériale, il passa une grande partie de la nuit à prendre

Préludes de la bataille. — Nuit qui précède l'engagement.

ses dispositions pour la bataille du lendemain. Il fit appeler ses généraux, leur donna des instructions, et les renvoya à leurs différents corps, se bornant à garder auprès de lui, jusqu'au matin, le maréchal Davoust, dont il connaissait le coup d'œil sûr et intelligent. La plaine sur laquelle bivaquait l'armée était si dépouillée d'habitations et d'arbres, qu'il n'y eut pas un seul feu depuis la droite jusqu'à la gauche. On eut beaucoup de peine à rassembler quelques débris pour faire un petit feu à l'empereur; et, bien qu'on fût en plein été, la nuit fut dure et froide pour tout le monde. A quatre heures du matin, le 6 juillet, Napoléon, qui n'avait pas voulu dormir, fit prendre les armes, et nos troupes se rangèrent en bataille. Juill. 1809.

Le Danube coule entre les collines boisées qui entourent Vienne et une immense plaine couverte de moissons ou de prairies marécageuses qu'on appelle le Markfeld : au milieu de cette plaine, là où le cours du Russbach traverse la route de Silésie, s'élève la petite ville de Wagram, située à cinq lieues de la capitale de l'Autriche. Là était le centre de la ligne ennemie. La droite de l'armée autrichienne s'appuyait au Danube, et s'étendait de Stadlau à Gerasdorf; des redoutes, construites pendant la nuit, protégeaient son front; la gauche, qui se rattachait au centre vers Wagram, se prolongeait jusqu'au village de Markgrafen-Neusiedel. Du côté de l'armée française, le corps du prince de Ponte-Corvo (le contingent saxon), et les divisions du prince d'Essling formaient la gauche, le premier vers Aderklau, l'au- Bataille de Wagram.

Juill. 1809. tre vers Bresteulec, positions échelonnées au sud de Wagram; les troupes d'Italie, la division Broussier, le corps de Dalmatie, aux ordres de Marmont, les grenadiers et les voltigeurs d'Oudinot, s'étaient établis au centre, entre Baumersdorf et Aderklau; derrière ces corps, l'empereur avait placé la garde impériale et les divisions de grosse cavalerie; la droite était formée par le corps d'armée du maréchal Davoust, prince d'Eckmühl, et tenait au village de Glinzendorf. Le champ de bataille avait deux lieues d'étendue. Les troupes les plus rapprochées du Danube n'étaient qu'à douze cents toises de la ville de Vienne : la population de cette ville couvrait déjà les tours, les clochers et les toits, et allait assister, comme spectatrice, à la lutte formidable qui se préparait. Il était cinq heures lorsque la canonnade s'engagea sur les deux lignes.

La gauche de l'armée autrichienne, sous les ordres du prince de Rosemberg, déboucha de Markgrafen-Neusiedel, pendant que la droite, formée des corps des généraux Bellegarde, Kollowrath, Lichstenstein et Hiller, se déployait dans la direction de Stadlau. Le prince de Hohenzollern, avec le centre, continua d'occuper Wagram.

Le prince d'Eckmühl, à la tête de notre aile droite, se maintint vigoureusement dans ses positions, et résista aux attaques plusieurs fois renouvelées de la gauche autrichienne. Napoléon lui envoya de nombreux renforts, parce qu'il était persuadé qu'en opérant sûr ce point, l'ennemi ne cherchait qu'à déborder notre droite et à se mettre en communication avec

l'armée autrichienne de Hongrie, en avant de Presbourg. Mais, en réalité, c'était vers notre gauche que l'ennemi dirigeait ses principaux efforts : l'archiduc voulait déborder notre armée sur ce point, couper nos communications avec le Danube, et fermer à Napoléon toute retraite sur Vienne. Les masses énormes qui formaient la droite de l'armée autrichienne, et manœuvraient vers Stadlau, attaquèrent presque simultanément Bernadotte et Masséna dans leurs positions d'Aderklau et de Breitenlec, tandis que l'archiduc, à la tête de trente-cinq mille hommes de ses meilleures troupes, se jeta sur Gross-Aspern, où Masséna avait laissé une division. Gross-Aspern fut emporté, la faible troupe qui le défendait fut écrasée, tandis que, sur un autre point, Bernadotte et ses Saxons furent attaqués, culbutés et refoulés vers le fleuve. A neuf heures du matin, toute notre aile gauche se trouvait rompue et mise en déroute : l'épouvante s'était mise sur les derrières de l'armée ; des bataillons s'enfuyaient pêle-mêle dans l'île de Lobau, et le prince Charles débordait de plus d'une lieue le flanc des Français. Napoléon apprit ce désastre. Sur-le-champ il prescrivit à Davoust de se porter vigoureusement sur Wagram, que l'ennemi avait trop dégarni ; puis, se confiant au dévouement et au courage du prince d'Eckmühl, il se dirigea lui-même en toute hâte sur notre gauche pour y réorganiser la résistance. Davoust obéit : admirablement soutenu par le général Friant et par les divisions Gudin et Puthod, il repoussa les Autrichiens, força leurs retranche- Juill. 1809.

Juill. 1809. ments, écrasa leur aile gauche, la rejeta sur leur centre, et couronna les hauteurs qui s'élèvent entre Neusiedel et Wagram. Dès que Napoléon aperçut de loin le mouvement victorieux de son aile droite, il reprit espérance, et on l'entendit s'écrier : « Vous ver- « rez que Davoust me gagnera encore cette bataille. » Il faisait allusion à la victoire d'Auerstaedt.

L'empereur ordonna au maréchal Masséna de rallier les débris de ses colonnes et de se maintenir jusqu'au bout dans ses positions ; il le fit en outre soutenir par les Saxons et le prince de Ponte-Corvo. Il était temps : déjà notre gauche n'était plus qu'une large trouée par laquelle la droite de l'armée autrichienne pénétrait si avant, que les batteries de l'île de Lobau, qui avaient protégé le passage des Français, furent obligées de recommencer un feu terrible pour arrêter les divisions ennemies en marche sur nos ponts. L'artillerie autrichienne répondait vivement ; elle se trouvait disposée de telle sorte que les batteries, pour employer uue expression technique, nous canonnaient des deux côtés de l'angle. Napoléon s'était arrêté sur le terrain que labouraient sans relâche les boulets de l'ennemi. Comme les soldats, ne pouvant répondre au feu, se sentaient démoralisés en voyant les vides que les boulets faisaient dans leurs rangs, l'empereur comprit qu'il fallait soutenir leur courage et leur donner l'exemple. Monté sur un cheval blanc dont lui avait fait présent le sophi de Perse, il allait d'un bout de la ligne à l'autre et revenait par le même chemin, au milieu de cette pluie

de boulets qui tombait sur notre aile gauche. Calme et impassible, il donnait des ordres, et il était vraiment l'âme de l'armée. Juill. 1809.

Il prit des mesures pour qu'une attaque décisive fût dirigée sur le centre de l'armée autrichienne. L'archiduc, en étendant outre mesure ses ailes, avait affaibli les positions intermédiaires : Napoléon venait de s'en apercevoir. Macdonald, ayant sous ses ordres les divisions Seras, Broussier et Lamarque, chargea les masses ennemies : ce mouvement fut appuyé par le général Marmont et par le corps d'Oudinot. En même temps le maréchal Bessières, qui commandait la cavalerie de réserve et la cavalerie de la garde, reçut l'ordre de prendre en flanc les colonnes que dirigeait le prince Charles : cent pièces de canon, formant une immense batterie, furent conduites au trot, sans tirer, vers les Autrichiens, et on les avança jusqu'à demi-portée. La jeune garde impériale, commandée par le général Reille, suivit cette batterie, et se plaça sur la gauche; les divisions de l'armée d'Italie se portèrent sur la droite. Du côté de Wagram, la division Puthod et le corps d'armée du prince d'Eckmühl achevèrent d'écraser et de mettre en déroute l'aile gauche du prince Charles. En ce moment l'empereur se porta au centre, d'où il surveillait tous les mouvements et tous les corps.

Un grave accident faillit compromettre le succès de la journée : comme Bessières déployait ses puissantes colonnes de cavalerie, il fut effleuré par un boulet de canon qui tua son cheval, et le jeta à terre évanoui : on le crut mort. L'empereur, en le voyant tomber de

Juill. 1809. loin, ne le reconnut pas, et se mit à dire : « Qui est celui-là? » On lui répondit : « C'est Bessières, Sire. » L'empereur détourna son cheval, et se borna à cette réflexion : « Je n'ai pas le temps de pleurer. » Bessières n'était qu'évanoui, et sa blessure ne présentait pas de danger; mais ce malheureux coup de canon avait mis la cavalerie sans chef pendant le quart d'heure le plus important de la bataille.

A la fin, la division Nansouty, soutenue par la division Saint-Sulpice, chargea les ennemis. Cette brave cavalerie perdit sur place douze cents cavaliers tués ou blessés, et se vit contrainte de s'arrêter devant les batteries autrichiennes. Cet engagement avait lieu sur la droite. Vers le centre, les Français furent plus heureux : la formidable batterie de la garde, dirigée par Lauriston, faisait subir aux troupes de l'archiduc des pertes effroyables. A la faveur de cette artillerie, les troupes du général Reille s'avancèrent jusqu'à Aderklau, et celles de Macdonald, bravant les boulets et la mitraille, percèrent le centre de l'armée autrichienne. L'empereur ordonna à la cavalerie de charger sur ce point, mais il fut mal obéï; et, dans cet instant décisif, il regretta amèrement l'absence de Murat.

Chassés du village de Sussenbrunn, où ils paraissaient vouloir tenir, les Autrichiens se replièrent sur Gerasdorf. Ce village, situé vers la droite de l'armée allemande, était couvert de retranchements et hérissé d'artillerie : il était en outre protégé par des hauteurs sur lesquelles l'ennemi avait pris un position avantageuse. Là encore les Autrichiens op-

posèrent une résistance opiniâtre : pendant une heure on se battit devant Gerasdorf avec un incroyable acharnement : à la fin l'ennemi se sentit ébranlé, et se replia en bon ordre. La cavalerie française essaya à trois reprises de l'entamer par des charges rapides ; mais trois fois les Autrichiens la repoussèrent et la rejetèrent en désordre sur notre infanterie. Ainsi Wagram et Gerasdorf étaient tombés au pouvoir des Français, et, quelque bonne contenance que fît l'armée allemande, elle ne s'en repliait pas moins sur la gauche et sur le centre. Sa droite, victorieuse depuis le commencement de la journée, avait été enfin contenue par Bernadotte. Dès qu'elle vit la défaite des autres corps, elle se retira à son tour dans la direction de Jedlersdorf et de Strebersdorf. Il était quatre heures. Les Autrichiens s'éloignaient sur tous les points, nous abandonnant le champ de bataille, mais ne laissant au pouvoir des nôtres qu'un petit nombre de prisonniers et de canons ; ils n'avaient point été entamés, et l'armée française les suivait sans trop les presser, pour ne pas les mettre dans la redoutable nécessité de recommencer une lutte désespérée. De part et d'autre, les pertes de la journée furent immenses : nous eûmes trente-trois mille hommes tués, blessés, ou pris. La journée avait été rude, glorieuse, mais peu décisive : elle ne nous donnait pour résultat qu'un vaste champ de bataille couvert de morts, et l'armée autrichienne, qui se repliait, était encore si bien en mesure de reprendre l'offensive, qu'elle se trouvait plus forte d'un tiers que la nôtre. Rien donc, moins que la journée de

Juill. 1809.

Résultats de la bataille.

Juill. 1809. Wagram, ne rappelait les grandes victoires de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland : aussi l'empereur, loin de se laisser aller à l'orgueil du triomphe, manifestait un mécontentement visible.

Les deux armées eurent à déplorer la perte d'un grand nombre de généraux et d'officiers de distinction : du côté de l'ennemi, les feld-maréchaux Nordmann, d'Aspre et Wukassowich furent tués ; l'archiduc Charles, les feld-maréchaux Rouvroy et Nostiz, le prince de Hesse-Hombourg et beaucoup d'autres furent blessés. Les Français comptèrent parmi leurs morts le colonel Oudet, prétendu chef des Philadelphes, et le vaillant Lasalle, le plus célèbre de nos généraux de cavalerie.

Blâme infligé à Bernadotte.

Bernadotte, n'ayant pas craint d'exalter outre mesure le courage des Saxons, et de leur attribuer, bien à tort, la plus grande part de la victoire, fut sévèrement désavoué par l'empereur. La faute de Bernadotte était d'ailleurs excusable : il commandait l'armée saxonne ; il avait vu, depuis trois mois, combien les soldats de cette nation haïssaient la France et l'empereur, combien ils s'indignaient d'être contraints à répandre leur sang pour cimenter l'asservissement de l'Allemagne : le prince de Ponte-Corvo voulut leur faire oublier ces déplaisirs en leur décernant des éloges exagérés. C'est ce que l'empereur ne comprit pas, ou ne daigna pas approuver. Quoi qu'il en soit, dès le lendemain 7 juillet, Napoléon parcourut à cheval le champ de bataille, pour voir si le service des ambulances se faisait bien. On était au moment de la récolte, les blés étaient fort hauts, et

L'empereur visite le champ de bataille.

l'on ne voyait pas les hommes couchés en terre. Plusieurs de ces malheureux avaient mis un mouchoir au bout de leurs fusils, pour que l'on vînt à eux. L'empereur parlait aux blessés, et les faisait enlever. Ayant reconnu parmi les morts un colonel dont il avait eu à se plaindre à la suite de l'expédition d'Égypte, il s'écria avec douleur : « Je suis fâché de « n'avoir pu lui dire hier que depuis longtemps j'a- « vais tout oublié. » Non loin se trouvait un carabinier dont la tête était traversée d'un biscayen, et qui vivait encore : l'empereur mit pied à terre, et avec son mouchoir lui déboucha les narines qui étaient pleines de terre; puis il versa sur ses lèvres quelques gouttes d'eau-de-vie : quand le blessé eut ouvert les yeux, il reconnut l'empereur et se mit à pleurer. En passant auprès de Macdonald, qu'il avait tenu en disgrâce depuis le procès de Moreau, l'empereur lui tendit la main : « Touchez là, dit-il, et sans rancune; d'aujourd'hui nous serons amis. » Le vaillant général s'écria : « Ah ! Sire, à la vie et à la mort ! » Oudinot fut fait duc de Reggio, Macdonald duc de Tarente, Marmont duc de Raguse, et tous trois furent élevés au rang de maréchaux. Juill. 1809.

Ces récompenses étaient méritées : Marmont, si célèbre par ses hauts faits en Égypte et en Italie, venait de triompher, à la tête de l'armée d'Illyrie, des efforts d'un ennemi supérieur en nombre, maître du terrain, et qui disposait de populations vaillantes et fanatiques. Cette glorieuse campagne avait mis le sceau à la renommée du nouveau maréchal. Et quant à Oudinot, c'était lui qui, depuis le camp de L'empereur crée trois nouveaux maréchaux.

Juill. 1809. Boulogne, avait conduit sous le canon cette belle réserve de grenadiers que toutes les nations de l'Europe nous enviaient. Le bâton de maréchal et le duché de Reggio n'étaient que le faible prix des services rendus à Austerlitz et à Friedland.

Le prince de Neufchâtel (Berthier) fut fait prince de Wagram : le château de Chambord, son parc et ses dépendances, constituèrent le nouveau fief. Ces récompenses relevaient le moral des compagnons d'armes de Napoléon ; elles stimulaient la convoitise de ceux qui aspiraient à ces faveurs magnifiques.

Suite des mouvements. — Armistice de Znaïm.

L'armée française se porta sur Volkersdorf. Les jours suivants, l'ennemi continua à se replier en bon ordre, et subit encore quelques échecs dans des combats d'arrière-garde. Trente mille hommes, blessés à Wagram, furent transportés dans les hôpitaux et dans les maisons de Vienne. On se battit à Znaïm le 10 juillet, et cette affaire fut assez meurtrière. Le même jour, un parlementaire autrichien se présenta aux avant-postes français réclamant une suspension d'armes. Marmont en référa à l'empereur, qui s'empressa de consentir à l'armistice. Comme on l'engageait à continuer la guerre et à compléter la victoire de Wagram, il répondit : « Non, non ; il y a assez de sang versé ! »

Les conquérants ne se laissent guère troubler par de pareils scrupules, et Napoléon ne prouva que trop, depuis lors, qu'il ne reculait pas devant les douloureuses extrémités de la guerre ; mais il ne pouvait se dissimuler les difficultés de sa situation. On n'était plus aux jours merveilleux d'Ulm et d'Austerlitz. Si

l'on s'enfonçait dans la Moravie, à la suite de l'archiduc Charles, on abandonnait le Tyrol et la Hongrie à des inspirations de résistance, et on pouvait retrouver dans les Alpes et dans les monts Carpathes, de l'Inn à la Theiss, deux peuples qu'il faudrait peut-être exterminer, si l'on voulait les soumettre. L'Espagne était déjà une assez grande cause de difficultés, ne fût-ce que parce qu'elle attirait à elle une partie importante de nos ressources militaires. D'ailleurs, l'archiduc avait derrière lui la Moravie et la Bohême, et sous ses ordres cent cinquante mille hommes et neuf cents pièces de canon. Qu'une seule bataille engagée contre lui rappelât la journée indécise d'Essling, et la Prusse, dont l'obéissance chancelait, prêterait la main à l'Autriche ; et tous les peuples de la confédération du Rhin, honteux d'être les vassaux de la France, forceraient leurs princes à secouer le joug de Napoléon. Que deviendrait, au milieu de cette tempête et en présence d'un soulèvement patriotique de l'Allemagne, l'alliance déjà douteuse et marchandée de l'empire de Russie? Certes, il y avait là de quoi faire réfléchir Napoléon ; et si l'archiduc Charles eût conservé au fond du cœur plus de patience et de courage, il se serait bien gardé d'être le premier à réclamer une suspension d'armes. Quoi qu'il en soit, l'armistice ayant été signé à Znaïm le 11 juillet, on régla de part et d'autre les limites du pays que les deux armées allaient occuper, et tout le monde pressentit une paix prochaine. Les braves Tyroliens voulurent combattre ; mais, abandonnés à leurs propres ressources, ils déposèrent en frémissant

Août 1809. les armes ; les troupes autrichiennes se retirèrent de ce pays ; l'armée française prit les positions qu'elle avait occupées après la bataille d'Austerliz, et le quartier général de Napoléon fut de nouveau établi à Schœnbrunn.

L'empereur d'Autriche se montra d'abord mécontent d'un armistice qu'il jugea dangereux et prématuré ; mais enfin il obéit, comme son frère, à des conseils plus timides. Dans les provinces et dans les royaumes dépendant de la maison d'Autriche que nos troupes n'occupaient point encore, on ne négligea rien pour se préparer à une nouvelle lutte ; et toutefois on négociait avec Napoléon. Le secret de l'Autriche est de gagner du temps. L'armistice n'avait été conclu que pour un mois, et il expirait le 12 août. Ce jour-là il fut prolongé, et, le 17 août, on entama d'une manière sérieuse des conférences pacifiques.

L'armistice met fin à la lutte du Tyrol. — Supplice de Hofer.

L'un des résultats de l'armistice de Znaïm avait été de faire tomber les armes des mains du peuple du Tyrol ; plus tard, lorsque l'Autriche consentit à subir la paix, elle crut devoir aux braves montagnards de ce pays de stipuler en leur nom, et de réclamer une amnistie qui devait affranchir de toute poursuite criminelle leur généreuse insurrection. L'aubergiste Jean Hofer, chef de la guerre, voulut profiter de cette convention, et fit solliciter un sauf-conduit. On le lui accorda sans difficulté. Muni de ce titre toujours respecté, le patriote Hofer descendit des montagnes et parut à nos avant-postes. Au mépris du droit des gens, on se saisit de sa personne, on le traduisit devant une commission militaire assemblée à Vérone, et on le

fusilla sans pitié. Cette vengeance causa une douloureuse indignation dans toute l'Allemagne ; et Jean Hofer, mis à mort par les Français pour le crime d'avoir servi son pays, fut vénéré comme un saint dans les chaumières du Tyrol. Août 1809.

Cependant les Anglais n'avaient rien négligé pour stimuler le zèle guerrier de l'Allemagne du nord, et pour entretenir, par des expéditions tentées contre la France et l'Italie, l'espoir et la persévérance de l'Autriche.

Tentative des Anglais contre le royaume de Naples.

Les deux provinces des Abruzzes et de la Calabre, dans le royaume de Naples, s'étaient insurgées contre le roi Joachim-Napoléon. Le général Stuart, qui commandait les troupes anglaises cantonnées en Sicile, eut ordre d'opérer une diversion sur les côtes du royaume de Naples. Ce général et le commodore Martin perdirent beaucoup de temps en préparatifs ; et Murat mit à profit leurs retards pour soumettre les provinces insurgées, et pour confier la garde de ses côtes à des troupes françaises. Vers le milieu de juin, la flotte anglaise, forte de deux cents voiles, apparut en vue de Naples; elle avait à bord quinze mille hommes anglais ou siciliens. Après avoir essayé d'opérer sur la côte de la Calabre des débarquements partiels, qui n'obtinrent aucun résultat, le général Stuart réussit à occuper les îles de Procida et d'Ischia ; une tentative faite aux environs de Scylla fut déjouée par les généraux Partouneaux et Cavaignac. Du 1er au 22 juillet, la flotte anglaise continua à croiser sur les côtes du royaume de Naples, et tint en haleine les troupes chargées de les défendre. De temps

Août 1809. à autre, elle faisait sans succès des démonstrations de débarquement. Elle avait compté sur un soulèvement des provinces; mais les Napolitains demeurèrent fidèles à Joachim. Ainsi déçus dans leurs espérances, les chefs anglais renoncèrent à leur entreprise, et, vers la fin de juillet, cherchèrent de nouveau un abri sur les côtes de Sicile.

Une armée anglaise opère une descente dans nos départements des Pays-Bas. — Expédition de Flessingue.

Vers le même temps une autre expédition anglaise fut dirigée contre les côtes de la Hollande et l'embouchure de l'Escaut. Le ministère britannique voulait à la fois incendier notre port et nos arsenaux maritimes d'Anvers, et donner aux peuples bataves le signal de l'insurrection. Trente-cinq mille hommes, mis sous les ordres de lord Chatham, frère aîné de Pitt, formèrent l'armée d'invasion. L'amiral Stracham eut le commandement des forces de mer, qui consistaient en vingt-deux vaisseaux de ligne, cent vingt bâtiments de guerre de moindre grandeur, et quatre cents bâtiments de transport. La ville de Flessingue, située dans l'île de Walcheren, à l'embouchure de l'Escaut, fut la première menacée par l'ennemi. On touchait aux derniers jours de juillet. Nos généraux, qui commandaient dans les départements des Pays-Bas les garnisons françaises, ne s'étaient point attendus à être attaqués, et ils n'avaient pris aucune mesure pour organiser la défense. Sur les deux rives de l'Escaut occidental, à l'endroit où le fleuve se jette dans la mer du Nord, la ville de Flessingue était commandée par le général Monnet, et le pays de Cadzand, qui lui fait face, avait pour gouverneur militaire le général Rousseau. La ville d'An-

vers était protégée par une garnison aux ordres de l'intrépide général Fauconnet. Août 1809.

Les troupes françaises chargées de la défense de Flessingue et de l'île de Walcheren formaient un corps d'armée de plusieurs milliers d'hommes. Le général Monnet manqua d'intelligence et d'énergie, et ne sut point défendre l'importante position que l'empereur lui avait confiée : il capitula, le 15 août, avec quatre mille soldats qui furent conduits prisonniers en Angleterre. Walcheren et Midelbourg tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Les Anglais s'emparèrent sans résistance du fort de Batz, que le général hollandais Bruce s'était hâté d'abandonner à leur approche; mais là se bornèrent les succès de lord Chatham. Les Français et les Hollandais, promptement revenus de leur surprise, n'avaient pas tardé à faire face à l'armée britannique. Le roi de Hollande amena quelques troupes. Plusieurs régiments français, placés sous les ordres des généraux Rampon, Chambarlhac et Dallemagne, furent postés dans le pays, et le mirent à l'abri d'un coup de main. Le maréchal Bernadotte, provisoirement envoyé à Anvers par le conseil des ministres, y était arrivé le jour même de la capitulation de Flessingue, et il avait pris les mesures les plus promptes et les plus vigoureuses pour s'opposer à l'invasion. Bientôt après, le 18 août, l'armée française, réunie sous Anvers, s'élevait à douze mille hommes en état de combattre. Les forts étaient armés et réparés, et de nombreux détachements de gardes nationales mobilisées arrivaient de nos départements du Nord. En peu de jours, grâce aux dispositions prises par

Août 1809. le gouvernement, et au zèle généreux des citoyens, l'armée anglaise cantonnée dans l'île de Walcheren et exposée à l'insalubrité du climat, se trouva dans l'impuissance de mettre le pied sur le territoire continental de l'empire : sa destruction n'était plus que l'affaire du temps, et de la maladie endémique bien connue sous le nom de *fièvre des polders*. Quelques semaines ne s'étaient point écoulées depuis l'occupation de Walcheren, que l'armée anglaise, à demi détruite par la contagion, condamnée par l'impéritie de ses chefs à une mort obscure et honteuse, se trouvait heureuse de pouvoir mettre à la voile pour retourner dans son pays, n'emportant pour toute consolation que la gloire bien contestable d'avoir fait sauter les fortifications de Flessingue. Cette expédition, qui fut en Angleterre justement blâmée par l'opinion publique, entraîna la retraite d'une partie du cabinet. Le marquis de Wellesley, frère du général qui avait enlevé le Portugal à la France, remplaça M. Canning au ministère.

Impression produite sur l'esprit de Napoléon par cet événement.

En France, on s'applaudissait de cet événement ; mais Napoléon avait vu avec un secret déplaisir la direction que le ministre de la police, Fouché, s'était plu à donner aux mesures de résistance. Pendant les graves difficultés de la campagne d'Autriche, et surtout après Essling, les espérances des ennemis de l'empereur s'étaient subitement réveillées. Fouché, qui épiait toujours l'occasion d'abandonner son maître, montra dans cette circonstance un zèle exagéré qui parut suspect. Bernadotte, presque disgracié à la suite de Wagram, était revenu à Paris : Fouché le

vit, et tous deux se communiquèrent des ressentiments ou des espérances dont le mystère ne transpira jamais. Ce qui est certain, c'est que Napoléon apprit avec mécontentement qu'on eût fait choix du prince de Ponte-Corvo pour commander les troupes dans les bouches de l'Escaut. Il s'étonna particulièrement de ce qu'au lieu de mobiliser quelques détachements de gardes nationales dans les pays voisins du théâtre de la guerre, Fouché eût appelé aux armes, par une proclamation, les gardes nationales de l'empire tout entier. Un instinct l'avertit que ce n'était peut-être pas pour le service de l'empereur qu'on soulevait ainsi avec tant d'apparat le patriotisme et le dévouement des peuples ; il se défia de cet enthousiasme exagéré et de cet appel fait à la France, qui ressemblait un peu trop, selon lui, aux levées révolutionnaires d'une autre époque, toujours chère à Fouché et à Bernadotte ; surtout il fut inquiet en lisant dans la proclamation de Fouché la phrase suivante : Montrons à l'Europe que si le génie de Napo-« léon donne de la gloire à la France, sa présence « n'est pas nécessaire pour la mettre en état de chas-« ser ses ennemis de son sol. » Rien n'était plus vrai, sans contredit, qu'une semblable déclaration ; mais l'empereur la jugeait inutile et inopportune. Sept. 1809.

Il paraît certain que les inquiétudes de Napoléon étaient fondées. Ministre de la police générale, Fouché entretenait des rapports avec les malveillants : à ceux d'entre eux qui se montraient disposés à des capitulations de conscience, il offrait de l'or, des honneurs, des places, et il les détachait de la cause populaire ; Attitude politique du duc d'Otrante et des principaux mécontents.

Sept. 1809. aux autres, il témoignait des égards, des sympathies. Comme il connaissait la langue des jacobins, il la parlait encore en secret avec ses vieux complices des jours de la Terreur et de Babeuf : habile à jouer ce double rôle, à se faire aimer de ceux qu'il surveillait, il avait des racines dans tous les partis; et si on ne se fiait à lui qu'avec une juste réserve, du moins savait-on que, selon les circonstances et les temps, il pourrait rendre des services et ouvrir une porte dérobée aux conspirateurs républicains. L'empereur l'estimait peu ; il savait bien qu'un tel homme ne serait l'ami et le soutien que d'un pouvoir fort et victorieux; mais (et en cela il se trompait beaucoup) il s'imaginait que rien ne serait plus facile que de prendre le traître dans ses propres ruses, et de le réduire à la honte de l'impuissance.

Fouché, Bernadotte, quelques autres mécontents du même ordre, se gardaient bien de conspirer ensemble contre Napoléon; mais ils manifestaient leur sourde malveillance à demi-mot, et chacun d'eux croyait se comprendre. Qu'un malheur survînt à Napoléon, qu'une balle perdue frappât au front cet homme colossal, les mécontents étaient bien résolus à ne point laisser sur le trône la dynastie impériale. Fouché correspondait avec les généraux et les maréchaux qui avaient à se plaindre de l'empereur ; il se faisait le confident de leurs griefs. Ils déploraient entre eux la ruine de la liberté, et, sans se laisser aller jusqu'à parler mal de « cet homme » (ainsi le désignaient-ils), du moins se montraient-ils fort disposés à lui préférer ce qu'ils appelaient la cause du

peuple et de la patrie. Des émissaires arrivaient à Fouché du quartier général de l'empereur; ils avaient mission, au nom des mécontents de l'armée, de se concerter avec lui sur les moyens d'opérer une révolution nouvelle; et s'il faut en croire des témoignages graves, Fouché ne craignait pas d'insinuer que c'était aux chefs républicains à prendre eux-mêmes l'initiative, en jetant Napoléon dans le Danube. Le préfet de police Dubois, dans ses rapports confidentiels adressés à l'empereur, considérait comme un devoir de signaler lui-même le ministre Fouché à ses justes défiances. Ces explications étaient peut-être nécessaires pour faire comprendre avec quelle froideur Napoléon accueillit le récit de l'expédition de Walcheren et le tableau exagéré des services de Fouché et de Bernadotte. Sept. 1809.

Retiré sous les ombrages de Schœnbrunn, l'empereur appelait de tous ses vœux la paix avec l'Autriche; mais il gardait au dehors l'attitude fière et menaçante qui devait contraindre les princes de la maison de Lorraine à payer le plus chèrement possible le salut de leur couronne. Napoléon avait senti que la guerre n'était plus un jeu facile. Ses ennemis avaient grandi en courage et en tactique; le désespoir leur donnait des forces, les défaites leur servaient de leçons. D'ailleurs, il n'était plus temps pour lui de se dissimuler la haine que son nom inspirait en Allemagne : ce sentiment se révélait par des actes du fanatisme le plus dangereux. Un jour que l'empereur passait la revue de la garde, un jeune étranger d'une figure douce et belle se présenta à lui comme pour

Napoléon à Schœnbrunn. — Tentative de l'illuminé Stabs.

Sept. 1809. lui remettre un placet ; on l'avertit de choisir un autre moment, et comme il insistait, les officiers qui le repoussèrent s'aperçurent qu'il était armé d'un couteau. Napoléon, après la revue, ordonna que l'assassin lui fût amené. « D'où êtes-vous ? lui dit-il, et depuis quand êtes-vous à Vienne ? — Je suis d'Erfurt, répondit le jeune enthousiaste, et j'habite Vienne depuis deux mois. — Que me vouliez-vous ? — Vous demander la paix. — Pensiez-vous que j'eusse voulu écouter un homme sans caractère et sans mission? — En ce cas, je vous aurais poignardé. — Quel mal vous ai-je fait ? — Vous opprimez ma patrie et le monde entier. Si vous ne faites point la paix, votre mort est nécessaire au bonheur de l'humanité ; en vous tuant, j'aurais fait la plus belle action qu'un homme d'honneur puisse entreprendre. — Est-ce là religion qui a pu vous déterminer ? — Non ; mon père, ministre luthérien, ignore mon projet. Je ne l'ai communiqué à personne ; je n'ai reçu conseil de qui que ce soit : seul, depuis deux ans, je médite votre changement ou votre mort... — Êtes-vous franc-maçon, illuminé ? — Non. — Vous connaissez l'histoire de Brutus ? — Il y a eu deux Romains de ce nom ; le dernier est mort pour la liberté. — Avez-vous eu connaissance de la conspiration de Moreau et de Pichegru? — Les papiers m'en ont instruit. — Que pensez-vous de ces hommes? — Ils ne travaillaient que pour eux, et craignaient de mourir. — On a trouvé sur vous un portrait : quelle est cette femme ? — Une jeune personne à qui je devais m'unir, la fille adoptive de mon père. —

Quoi ! votre cœur est ouvert à des sentiments si doux et vous n'avez pas craint de perdre les êtres que vous aimez ? — J'ai cédé à une voix plus forte que la tendresse. — Vous avez une tête exaltée. Si je vous pardonnais, seriez-vous fâché de votre crime ? — Je ne veux pas de pardon ; j'éprouve le regret le plus vif de n'avoir pas réussi, et je ne vous en tuerais pas moins ! » Napoléon demeura stupéfait de ce fanatisme ; il donna l'ordre d'emmener le prisonnier. Quand ce jeune homme fut sorti : « Voilà, dit l'empereur, les résultats de cet illuminisme qui infeste l'Allemagne; mais on ne détruit pas une secte à coups de canon !... » Pensait-il qu'on vient plus facilement à bout de l'amour de la patrie ? Quoi qu'il en soit, il voulait faire grâce au jeune exalté ; mais l'énergique assurance de cet homme ne se démentit pas, bien qu'on le laissa durant quatre jours privé de nourriture. Ramené à Vienne, l'assassin fut traduit devant un conseil de guerre, et condamné à être passé par les armes. Sur le lieu du supplice, il s'écria d'une voix forte : « Vive la liberté ! vive l'Allemagne ! Mort à son tyran ! » Et il tomba. Ce malheureux se nommait Stabs. Sept. 1809.

La tentative du Mutius Scævola de l'Allemagne eut une influence marquée sur les concessions que fit l'empereur à l'Autriche. Napoléon craignait que les chaumières et les universités de ce pays, tant de fois ravagé, ne cachassent d'autres Stabs, qui, mieux avisés ou plus heureux, atteindraient leur but ; et il pressa la marche des négociations pacifiques. Après plusieurs mois de pourparlers, Paix de Vienne.

Oct. 1809. M. de Champagny, ministre des affaires étrangères de France, posa, d'accord avec le prince de Lichtenstein, les bases d'une paix qui fut signée à Vienne le 14 octobre. Par ce traité l'Autriche céda à la France toutes les provinces Illyriennes, le cercle de Villach, le comté de Gœrtz, le territoire de Trieste, la moitié de la Croatie, et le littoral de la Hongrie et de Fiume; au roi de Saxe, comme duc de Varsovie, la Gallicie occidentale; à la Russie, un district de quatre cent mille âmes dans la Gallicie orientale; et aux princes de la confédération, Salzbourg, l'Innvierthiel, l'Hausruckvierthiel. La paix de Vienne faisait perdre à la monarchie autrichienne plus de trois millions de sujets : maintenant elle se voyait totalement séparée de la mer, privée de son rempart des Alpes, avec ses frontières ouvertes et des caisses vides. Par un article du traité demeuré secret, et qui ne fut révélé que plus tard, il fut stipulé que Napoléon obtiendrait la main de l'archiduchesse Marie-Louise. Il eût été plus heureux pour la France qu'au lieu d'exiger de François Ier un otage du sang impérial, Napoléon eût stipulé l'indépendance et l'affranchissement de la Pologne : des considérations dynastiques prévalurent, et la Pologne se vit réduite à attendre des jours meilleurs.

Révolution en Suède.

Les convenances de ce récit ne nous ont point permis de mentionner les événements qui s'étaient accomplis presque simultanément sur d'autres points de l'Europe.

Au mois de mars 1809, une révolution avait éclaté en Suède. Le jeune roi Gustave-Adolphe IV s'était

laissé emporter par la fougue de son humeur capricieuse, qui faisait de lui une pâle épreuve de Charles XII, moins la gloire. Généreux mais fantasque, chevaleresque mais dénué de sagesse, il avait porté au plus haut degré contre lui le mécontentement de ses peuples. Bien que le royaume fût dans une situation déplorable, ce prince s'obstinait à ne point vouloir assembler les états et faire appel au patriotisme des Suédois. Il refusait à la fois de terminer la guerre et de demander aux états les moyens de la continuer. Le 13 mars, avant le jour, on répandit le bruit que, ne pouvant se procurer de l'argent par les voies légales, il se disposait à faire enlever à main armée les fonds déposés à la banque : cette rumeur ne tarda pas à prendre une consistance sérieuse. Le conseil était réuni ; il adressa au roi des supplications, il invita ce prince à mettre un terme à une politique téméraire qui froissait les intérêts de la nation, et compromettait au dehors l'indépendance et la sécurité de la Suède. Déjà on avait perdu la Finlande, l'île de Rugen, la Poméranie : fallait-il, par une obstination aveugle, exposer le pays à de plus grands désastres? Le faible héritier de Charles XII demeura inexorable, et les prières de son oncle, le duc de Sudermanie, ne le fléchirent pas davantage. Alors s'opéra un mouvement national et pacifique tout ensemble, qui mit fin à une situation devenue intolérable. Le maréchal comte de Klingaparr et le major général Adlercrentz, suivis de quelques officiers, entrèrent dans la chambre du roi, et le sommèrent respectueusement d'accueillir les doléances de ses peuples, et de ne point aggraver

1809.

1809. la misère publique par une résolution désavouée de tous. Le roi les appela du nom de traîtres, et tira son épée. Sur-le-champ il fut désarmé, et le colonel Silfversparre lui dit : « Sire, votre épée vous a été donnée pour la tirer contre les ennemis de la patrie, et non contre les citoyens qui ne veulent que votre bonheur et celui de la Suède. » Gustave-Adolphe se débattit, l'esprit troublé, en appelant à son secours. A ses cris, les gardes arrivèrent ; mais le général Adlercrentz leur ordonna de s'éloigner, et ils obéirent. Le roi réussit un moment à s'échapper; mais on s'assura de sa personne, on proclama sa déchéance, et on le renferma au château de Drottmingholl. Quelques heures après, conformément au vœu du conseil, le vieux duc de Sudermanie prit les rênes du gouvernement ; les états furent convoqués, et le roi consentit à abdiquer. Voici par quel rescrit plein de dignité il notifia ses intentions à ses peuples :

Abdication de Gustave-Adolphe IV.

« Persuadé que nous ne pouvons plus continuer « nos fonctions royales, ni maintenir l'ordre et la « tranquillité dans ce royaume, d'une manière digne « de nous et de nos sujets, nous nous faisons un « devoir de renoncer volontairement par le présent « acte, volontairement et par notre propre motif, à « nos fonctions royales, à fin de consacrer le reste de « nos jours à la gloire de Dieu. Nous souhaitons à « tous nos sujets la grâce et la bénédiction de Dieu, « et un avenir plus heureux pour eux et pour leurs « descendants. *Oui, craignez Dieu, et honorez le* « *roi!* »

Ainsi descendit du trône le plus inflexible ennemi

1809.

de Napoléon. La révolution de palais qui lui enlevait le titre de roi, ressemblait, sous quelques rapports, moins le régicide, au funèbre drame qui avait mis fin au pouvoir et à la vie du czar Paul Ier. L'Angleterre n'accusa point Napoléon de cet attentat au droit monarchique ; elle regretta un allié plus loyal qu'intelligent. Louis XVIII, du fond de son exil d'Hartwell, adressa au malheureux Gustave une lettre touchante qui respirait la plus vive sympathie, et dans laquelle le Bourbon exilé déclarait « protester, comme roi, contre la violence faite à la personne sacrée de Gustave IV, parce que cette violence était une application nouvelle des principes destructifs de toute autorité et subversifs de tout ordre social. » Quoi qu'il en soit, le 10 mai, les ordres réunis de la diète suédoise acceptèrent l'abdication de Gustave-Adolphe IV, et proclamèrent ce prince, ainsi que ses héritiers nés ou à naître, déchus de la couronne et du gouvernement de la Suède. La liberté et la vie lui furent laissées, et, peu de jours après, le 6 juin, le duc de Sudermanie fut proclamé roi, sous le nom de Charles XIII. Gustave-Adolphe ayant été banni par une loi, se retira en Allemagne, et finit ses jours dans l'exil. La révolution de Suède était consommée. Cet événement n'eut qu'un bien faible retentissement en Europe : tous les regards étaient alors attachés sur l'Autriche et sur l'Espagne.

Avénement du roi Charles XIII.

Au delà des Pyrénées, la guerre n'avait point été suspendue; les lieutenants de Napoléon cherchaient toujours à comprimer l'insurrection nationale, et,

Nouveaux détails sur la guerre d'Espagne.

Mars 1809

sur quelques points, le succès répondait à leurs efforts.

Joseph à Madrid. — Dispositions du pays. — État de l'insurrection.

Joseph régnait à Madrid précairement, et avec la conscience de son impuissance et de son impopularité. Cet étrange roi avait pris toutes les allures extérieures des anciens monarques d'Espagne : quand il jouait son rôle, bien malgré lui, il se présentait aux grands et aux peuples de Castille comme eût pu le faire un légitime héritier de Charles-Quint et de Philipe II. Il signait *Moi le roi ;* il s'affublait du manteau national ; il allait en grande pompe à la messe, aux processions, aux fêtes du cirque : rentré dans son palais il s'entourait de ses ministres, présidait le conseil, et avisait à doter son peuple de quelques réformes. Quelquefois il rencontrait juste, et rendait d'utiles services à l'administration et aux arts ; presque toujours ses vieux instincts français et philosophiques se faisaient jour, et il croyait se rendre cher à la nation en supprimant des couvents, en ruinant des moines, en froissant les habitudes catholiques de ses sujets. Aussi ne recueillait-il que l'indifférence ou la haine. Le peuple, sur son passage, refusait de se découvrir, et l'accompagnait d'injurieux sarcasmes. On ne payait point d'impôts ; on manquait de force publique pour protéger les caisses de l'État et pour assurer le cours de la justice ; il n'y avait ni trésor ni administration, et le pays se révoltait partout où le peuple ne se trouvait pas à la portée du sabre et des canons de l'armée française.

Le maréchal Jourdan était demeuré à Madrid, avec

le titre de major général du roi d'Espagne : c'était ce vieux et austère républicain proscrit au 18 brumaire, que Napoléon avait choisi pour diriger les efforts d'un roi et pour comprimer l'insurrection d'un peuple. Le vainqueur de Fleurus se prêtait mal au rôle de lieutenant général des armées de Sa Majesté Catholique. Les autres maréchaux, ses collègues, étaient encore plus mal disposés à recevoir de lui le mot d'ordre. Chacun d'eux, dans son commandement respectif, avait la prétention de n'obéir qu'à Napoléon. Les divers corps placés sous leur conduite, et distribués dans les différentes provinces de la Péninsule, formaient un ensemble de cent trente à cent cinquante mille hommes : c'eût été beaucoup pour combattre et détruire des armées rangées en bataille, ce n'était pas assez pour contenir un pays dont toutes les villes s'insurgeaient, où il fallait assiéger chaque ville, disputer chaque torrent, emporter ou défendre chaque muraille. On avait beau passer par les armes les habitants des villages et envoyer au gibet beaucoup de moines, il se trouvait que les supplices redoublaient le nombre et l'enthousiasme des insurgés, et déjà l'on pressentait que cette guerre allait avoir une triste fin. Mars 1809.

Les premières opérations de la campagne de 1809 dans la Péninsule eurent pour objet de maintenir les Français dans les Asturies et dans la Galice, et de reprendre le Portugal aux Anglais. Or, la junte centrale qui gouvernait ce dernier royaume avait jugé, de son côté, que le moment était venu de tenter un nouvel effort et d'envoyer une armée sur les Les Anglais et les Portugais tentent de nouveaux efforts pour soustraire le Portugal aux entreprises de la France.

Mars 1809. frontières pour repousser les troupes françaises dont on signalait les approches. Quarante mille Portugais et douze mille Anglais formaient l'effectif des forces disponibles.

Expéditions dirigées contre le Portugal.

Deux armées avaient reçu de Napoléon la mission d'envahir le Portugal : l'une, aux ordres du duc de Bellune, devait descendre le Tage et s'enfoncer dans la haute Estramadure ; l'autre, conduite par le maréchal Soult, duc de Dalmatie, devait passer le Minho à Tuy, et s'avancer dans l'intérieur du royaume par Braga et Oporto. Cette armée devait être soutenue par le maréchal Ney, qui opérait dans la Galice.

Le duc de Dalmatie, qui arrivait de la Corogne, fit suivre à son armée la route de Tuy à Orensé. Le 4 mars, il se porta sur cette dernière ville, et y traversa le Minho. A peu de distance d'Orensé, le marquis de la Romana occupait les hauteurs d'Ossuna avec une armée de vingt-cinq mille hommes. Le maréchal Soult l'attaqua, le mit en fuite, et le rejeta dans les montagnes, après lui avoir fait essuyer de nombreuses pertes. Le 7 mars, les troupes françaises, après avoir franchi le défilé de Varin, bivouaquèrent en vue de Villarelo, sur la frontière de Portugal : elles formaient un corps de vingt-deux mille hommes, dont trois mille de cavalerie. Le 10 mars, elles pénétrèrent en Portugal ; le 12, l'importante ville de Chavès se rendit ; on trouva dans la place beaucoup de munitions et d'artillerie ; trois jours après nos colonnes continuèrent leur route sur Oporto : elles suivaient un pays accidenté, de difficile accès ; et à chaque position qui

Prise de Chavès.

permettait d'opposer un peu de résistance, l'ennemi cherchait par des combats partiels à retarder la marche des Français. A Braga, où les Portugais s'étaient retranchés, ils furent attaqués, culbutés, et rejetés sur Oporto. Le 24 mars, le maréchal Soult arriva devant cette ville, qui, après Lisbonne, est la position la plus importante du Portugal. Rien n'avait été négligé pour la mettre en état de défense. Une armée de vingt mille hommes formait sa garnison ; deux cents pièces de canon couvraient ses remparts et ses redoutes ; près de quarante mille insurgés ou paysans, troupes irrégulières, et un assez grand nombre de troupes disciplinées, commandées par des chefs anglais, gardaient les hauteurs voisines et la campagne. Du 26 au 29, on engagea des escarmouches, et l'on se canonna de part et d'autre ; le 29 mars, les Français abordèrent résolûment l'ennemi. On ne donna pas aux Portugais le temps de se reconnaître, on les écrasa ; plus de dix mille d'entre eux furent tués ou pris, toute leur artillerie fut enlevée ; et l'armée française entra dans Oporto à la suite des vaincus. Ces derniers cherchaient à franchir le Douro, qui traverse la ville : le pont rompit sous le poids de la foule. On se battit quelques instants dans les rues, et la ville eut un moment à subir les horreurs d'une prise d'assaut. A la fin, les généraux français suspendirent le carnage et calmèrent la fureur des troupes. Maître d'Oporto, le maréchal Soult aurait voulu se porter sur Lisbonne ; mais il en fut empêché par les événements qui survinrent. Le général ennemi Silveyra, après avoir rallié des troupes régulières et des mi-

Mars 1809.

Prise d'Oporto.

L'ennemi organise la résistance et se montre en force.

Mars 1809. lices, s'était porté sur le pays que nos troupes avaient traversé plutôt que conquis; il avait successivement repris Chavès, Braga, Guimaraens, et s'était mis en marche sur Amarante à la tête de vingt et un mille hommes. D'un autre côté, on venait d'apprendre qu'une division de l'armée de la Romana s'était emparée de Vigo, où étaient les dépôts et les caisses de l'armée française. Le maréchal Soult, craignant de voir couper ses communications avec la Galice, jugea prudent de se maintenir sur le Douro, de ne point s'engager davantage dans le pays, et d'attendre des nouvelles du maréchal Victor, chargé d'envahir le royaume par les frontières de l'Estramadure espagnole. Vers le milieu d'avril, une division du corps d'armée du duc de Dalmatie s'empara de la ville d'Amarante ; une autre prit Valencia, et en fit sauter les fortifications. Malgré ces avantages obtenus sur quelques points, la situation de l'armée n'en demeurait pas moins fort critique. Isolée à Oporto au milieu de l'insurrection des provinces du nord, elle était menacée au sud par une nouvelle armée anglaise qui, récemment débarquée à l'embouchure du Tage, se dirigeait sur Coïmbre, sous le commandement de sir Arthur Wellesley. Pour surcroît de malheur, le maréchal Ney, au lieu de venir en aide à l'armée de Soult, comme il en avait reçu l'ordre, préférait agir isolément dans la Galice, et refusait de concourir au plan général.

Les Français se maintiennent sur le Douro

Opérations de l'armée du duc de Bellune.

Le maréchal Victor n'avait pu obéir aux ordres de Napoléon, qui lui prescrivaient d'envahir le Portugal du côté de l'Estramadure. Les Espagnols lui barraient le chemin dans cette province, et ils avaient

coupé, à Almaras, le pont du Tage, par où devait passer l'armée française. Le duc de Bellune se détermina à faire rétablir cette communication. Le 20 mars, il se porta sur Truxillo, dans la direction de la Guadiana; à son approche, l'armée espagnole, commandée par le général Cuesta, se replia vers Médelin, et prit position dans une plaine qui se trouve sur la rive gauche de la Guadiana, en avant de la ville. Le 28 mars, le maréchal Victor occupa Médelin, et manœuvra pour attaquer l'ennemi. Vainement les Espagnols essayèrent-ils de tenir, leur déroute fut complète. Ils perdirent douze mille hommes tués, huit mille prisonniers, dix-neuf canons et un grand nombre de drapeaux. Les Français eurent près de six mille hommes hors de combat. Vers la fin de l'action, nos soldats, exaspérés par la mort de ceux de leurs frères qui avaient été massacrés sur la route, ou durant la guerre, par les paysans espagnols, souillèrent leur victoire en achevant à coups de baïonnette un grand nombre de blessés ennemis étendus sur le champ de bataille. La veille de la bataille de Médelin, le général Sébastiani, qui guerroyait dans la Sierra-Morena, avait battu et dispersé, aux environs de Ciudad-Real, quinze mille Espagnols aux ordres du duc de l'Infantado.

Mars 1809.

Batailles de Médelin et de Ciudad-Real.

Ces deux victoires, quoique brillantes, ne suffirent pas pour améliorer considérablement la situation de nos armées dans l'Estramadure et en Andalousie. Le général Sébastiani ne crut pas pouvoir s'engager, sans commettre une haute imprudence, au delà de Santa-Cruz de Mudela, position située au pied de la

Situation des Français en Estramadure et en Andalousie.

Avril 1809. Sierra-Morena. De son côté, le duc de Bellune reconnut qu'avec un petit nombre de combattants il serait par trop téméraire de passer la Guadiana et de marcher sur Lisbonne. Comment pénétrer dans un pays ennemi qu'il faudrait conquérir pied à pied, en laissant sur ses derrières des armées et des guérillas espagnoles qui intercepteraient ses communications? Pouvait-on se promettre d'être toujours victorieux, et convenait-il de s'exposer au sort déplorable de Dupont? Ces considérations prévalurent; et le duc de Bellune, au lieu de s'engager dans le Portugal, se borna à prendre des cantonnements dans la haute Estramadure, entre la Guadiana et le Tage. Il ignorait d'ailleurs ce qu'avait pu faire le maréchal Soult dans les provinces du nord, et il attendait de recevoir des nouvelles de son collègue, afin de concerter le plus sagement possible leurs prochaines opérations.

Soult à Oporto.

Chaque jour rendait plus difficile la position du maréchal Soult à Oporto; mais le lieutenant de Napoléon, doué d'un caractère ferme et persévérant, ne négligeait rien pour faire face aux obstacles de toute nature dont il était entouré. Pendant qu'il travaillait à organiser la résistance, il cherchait les moyens de détacher les provinces du nord de la couronne de Portugal, et de constituer, s'il était possible, ce royaume de la *Lusitanie septentrionale*, dont Napoléon et Godoï avaient autrefois conçu la pensée. La malveillance répandit le bruit que le maréchal convoitait pour lui-même la souveraineté de ce nouvel État, et l'on fit circuler beaucoup de bruits sur la cérémonie de l'investiture de Jean-de-Dieu Soult, en qualité de roi de

Lusitanie. On ne sut jamais fort exactement à quoi s'en tenir sur ce projet de l'ambitieux maréchal. L'empereur affecta de ne pas y croire; mais au fond il y ajouta foi, et traita cette affaire de folie. L'incident fut étouffé; on n'en parla plus. D'ailleurs le rêve du maréchal Soult (si c'en fut un) fut de très-courte durée. Le général Arthur Wellesley arrivait à marches forcées sur Oporto, tandis qu'une armée portugaise se dirigeait par d'autres chemins vers Amarante, pour fermer toute retraite aux Français. C'était le moment où le maréchal Ney, que les insurrections espagnoles enveloppaient dans la province de Galice, se trouvait hors d'état de secourir Oporto. Le maréchal Soult comprit qu'il était désormais bien difficile de se maintenir sur les bords du Douro; mais il ne put se résoudre à les abandonner avant d'y être contraint par des événements décisifs. L'occasion ne tarda pas à se présenter. Les Français furent attaqués, le 10 mai, par l'armée anglaise supérieure en nombre. Après des efforts héroïques, à la faveur desquels elles réussit à contenir jusqu'au soir les masses ennemies, elle se vit enfin hors d'état de garder Oporto, et la retraite commença dans la journée du 11.

Mai 1809.

L'armée du maréchal Soult bat en retraite.

Les Anglais étaient parvenus à traverser le Douro; le duc de Dalmatie, voyant son flanc gauche tourné, craignit de compromettre la sûreté de ses troupes. Il donna l'ordre de se replier sur Amarante. Il espérait y trouver le général Loison, l'un de ses plus hardis compagnons de guerre; mais les détachements que Loison commandait n'avaient pu se maintenir à Amarante contre les milices nationales de Por-

Mai 1809.

tugal. Le maréchal Soult se jeta alors dans les défilés de Salamonde, seul passage qui ne fût pas intercepté. Dans cette retraite, qui coûta peu de monde, il se vit contraint de se débarrasser d'une partie de son artillerie et de ses attelages. Parvenu à Creusé, il s'enfonça dans un pays difficile, il traversa des montagnes réputées impraticables, et ses troupes cessèrent bien rarement de subir la plus exacte discipline. Une marche aussi pénible était retardée par des bandes de paysans qui, suivant l'armée en flanc, la forçaient de tirailler de rocher en rocher. Au pont de Saltador, nos soldats se crurent pris entre deux feux : une panique se mit dans les rangs, et l'on perdit les bagages. Ce mouvement de terreur n'eut pas de suites plus funestes. Le 17 mai, l'armée française atteignit la ville de Montalègre, située à une lieue de la Galice et du territoire espagnol. Le lendemain, elle avait achevé d'évacuer le Portugal. Le 20, elle arriva à Orensé, où, pour la première fois depuis sa retraite, elle trouva des subsistances préparées. Le surlendemain, elle se porta sur Lugo, que bloquaient alors vingt mille Espagnols faisant partie des troupes de la Romana ou des milices galiciennes. En quelques instants elle dégagea cette place, où s'était enfermée une garnison

Le Portugal est évacué par les troupes françaises.

française. Ce jour-là donc l'armée de Portugal, rejetée sur le sol de l'Espagne, eut le bonheur de rejoindre les autres corps français ; et elle se vit en mesure d'attendre de pied ferme l'ennemi, s'il osait encore la poursuivre. Ainsi s'était terminée la deuxième expédition tentée contre le Portugal.

Le duc de Dalmatie et le duc d'Elchingen (Ney),

Mai 1809.

Opérations dans les provinces du nord. — Désastres de la campagne.

ayant opéré leur jonction, travaillèrent à se maintenir dans les Asturies, et, avec des fortunes diverses, livrèrent à l'ennemi de nombreux combats : ils s'attachèrent également à poursuivre en Galice le marquis de la Romana, qui parcourait de nouveau cette province, à la tête de quinze à dix-huit mille hommes. Cette période de la guerre de la Péninsule ne fut point heureuse. Les lieutenants de Napoléon, n'étant point contenus par la présence du maître, refusaient de s'entendre, de combiner leurs opérations, et nul d'entre eux ne consentait à faire au profit d'un autre le sacrifice de sa gloire personnelle : chacun préférait en quelque sorte faire la guerre pour son propre compte. De là un ensemble de malheurs et de désastres que compensaient mal quelques succès partiels mais insignifiants, et souvent presque aussi contraires au but général de l'invasion que des défaites réelles. Les armées s'épuisaient à poursuivre un ennemi souvent invisible et présent partout : leurs victoires coûtaient du sang et des hommes, et on ne recevait pas de renforts. Les vivres manquaient, le climat décimait les troupes recrutées dans le nord ; et chaque jour cependant, à la voix des juntes, aux cris du clergé populaire, au bruit du tambour anglais, des bandes insurrectionnelles, de nombreuses milices, des armées espagnoles, semblaient sortir de terre et préparer à nos généraux de nouveaux périls. Plus heureux que ses collègues, mais plus modeste et non moins habile, Suchet réussissait à tenir en respect la province d'Aragon et la ville de Saragosse. Vers le même temps, Gironne, Tarragone, Tortose, quoique

Juin 1809.

courageusement défendues par l'ennemi, étaient plus vigoureusement encore bloquées par les troupes françaises; et la Catalogne, la plus remuante des provinces espagnoles, semblait comme entièrement subjuguée.

La junte centrale de Séville promet de convoquer les cortès.

La junte centrale, assemblée à Séville, parut un moment fléchir devant les difficultés qu'offrait le gouvernement de l'Espagne insurgée. A la suite de la déroute de Medelin, on fit courir le bruit qu'elle avait l'intention de se rendre à Cadix, et de s'embarquer pour l'Amérique : cette rumeur calomnieuse fut démentie, mais les échecs des armées espagnoles réagissaient trop sur l'esprit public pour que des divisions n'éclatassent point en même temps dans le sein de l'assemblée directrice. Il y avait un parti religieux et monarchique qui n'entendait lutter, souffrir et combattre que pour les droits légitimes du roi absolu; un autre qui, sauf le maintien de la religion catholique et de la monarchie de Ferdinand VII, voulait tout réformer, tout refaire dans la constitution de l'Espagne. Comme pour en finir par une transaction, la junte annonça le 22 mai « le rétablissement de la représentation légale du royaume par les anciennes cortès, dont la première réunion aurait lieu l'année suivante, ou plus tôt si les circonstances le permettaient. » Cette promesse ne satisfit qu'à moitié l'opinion exaltée.

Les Anglais marchent sur Madrid.

Le Portugal et la Galice ayant été enlevés aux Français, le général Wellesley conçut un plan hardi pour l'affranchissement de la Péninsule. Il résolut de passer rapidement devant les cantonnements de nos

généraux, et de marcher sur Madrid. Avant d'entreprendre cette opération, il sollicita du gouvernement provisoire de l'Espagne insurgée le commandement suprême de toutes les armées qui s'étaient levées pour la cause de l'indépendance. La fierté espagnole refusa d'accueillir ces propositions, et d'imposer aux troupes de Ferdinand VII un chef étranger. Sir Arthur Wellesley dissimula son déplaisir, et continua de se concerter avec la principale junte insurrectionnelle. De part et d'autre on s'accorda sur la nécessité d'enlever Madrid aux Français. Juill. 1809.

Le 20 juillet, sir Wellesley fit sa jonction avec l'armée espagnole du général Cuesta, à Oropeza ; son intention était de battre le maréchal Victor, de se porter sur Tolède, d'y rallier l'armée espagnole du général Venegas, et de marcher immédiatement sur Madrid. Malheureusement pour le général Wellesley, il fut mal secondé par Cuesta. La jalousie s'était emparée du cœur de ce chef espagnol: il ne voulut ni consentir ni coopérer à aucun des plans combinés qui lui furent fournis par le commandant de l'armée anglaise. Une occasion favorable s'étant offerte d'attaquer le duc de Bellune avant l'arrivée des renforts que lui amenaient le roi Joseph et le général Sébastiani, le général Cuesta déclara qu'il ne livrerait point bataille un dimanche. On était loin des jours pieux du moyen âge, où un pareil motif suspendait de part et d'autre les opérations militaires. Par suite de ces difficultés, l'armée anglo-espagnole se vit réduite à se défendre au lieu d'attaquer. Le roi Joseph et le général Sébastiani accourant, l'un de Madrid, l'autre de

Juill. 1809. Tolède, avaient réussi à opérer leur jonction avec le maréchal Victor. Les deux armées se trouvèrent en présence, le 27 juillet, à Talavera-la-Reyna, ville située sur le Tage, à vingt-cinq lieues de Madrid. Les Anglo-Espagnols formaient une masse de soixante-dix mille hommes; les Français, commandés par le roi Joseph, étaient au nombre de quarante mille. Dans la journée du 27 juillet, quelques engagements eurent lieu, et présagèrent pour le lendemain une affaire décisive. Pendant la nuit, les Anglais couvrirent leur position d'une artillerie formidable.

Bataille de Talavera.

Le 28 juillet, au lever du jour, les deux armées étaient rangées en bataille : les Anglo-Espagnols, disposés sur deux lignes, occupaient un vaste plateau ; leur droite, appuyée sur le Tage, était couverte par des jardins, des murailles et des champs d'oliviers; leur gauche touchait à un mamelon fortifié qui commandait le champ de bataille; sur le front s'étendait un ravin profond, et presque inaccessible sous le feu ennemi. Des abattis et des ouvrages de campagne rendaient cette position plus forte.

La prudence aurait dû faire un devoir aux Français d'attendre qu'il plût aux Anglo-Espagnols de sortir de leurs lignes et de marcher en avant : le maréchal Jourdan, chef de l'état-major de Joseph, conseillait de se tenir sur la défensive, et de donner au maréchal Soult le temps d'accourir avec ses troupes. Le maréchal Victor, n'écoutant que son courage, se montra impatient de combattre, et dit qu'il y aurait lâcheté à différer la bataille. Cet avis prévalut, et la canonnade s'engagea de part et d'autre.

Une première attaque, dirigée contre la gauche de l'ennemi, eut peu de succès; bientôt une attaque générale sur le front fut ordonnée. Pour aborder la ligne anglaise, nos colonnes avaient à franchir le ravin qui les couvrait, et ce mouvement dangereux et difficile compromettait le sort de la journée. Quoi qu'il en soit, on dirigea de nouveaux efforts sur le mamelon, qui était la clef de la position ennemie; plusieurs attaques, successivement renouvelées, échouèrent. Le général Sébastiani marcha contre la droite des Anglais; Victor et trois divisions d'infanterie se portèrent sur la gauche : le roi et le maréchal Jourdan prirent part à la lutte vers le centre. La division Lapisse réussit enfin à emporter le mamelon; mais, écrasée par la mitraille, elle ne put s'y maintenir, et perdit son chef. Les Français revinrent à la charge; le 10e régiment de ligne eut beaucoup de monde tué, mais il réussit à détruire presque entièrement un régiment de dragons légers anglais; une division des gardes du roi d'Angleterre fut écrasée. Le combat soutenu de part et d'autre, avec une incroyable ardeur, se prolongea jusqu'à la nuit; mais enfin l'obscurité suspendit les coups. Juill. 1809.

Aucun parti ne pouvait encore s'attribuer la victoire, et les deux armées rivales passèrent la nuit dans les positions qu'elles avaient occupées avant la bataille. Vers le matin, le roi Joseph, craignant d'être coupé par l'armée espagnole du général Venegas, qui venait de s'emparer de Tolède, jugea nécessaire de se rapprocher de sa capitale, et ordonna la retraite. La perte des Français avait été de dix mille

Août 1809. hommes hors de combat; celle des Anglais était à peu près égale. Les Espagnols, qui servaient sous les ordres du général Cuesta, avaient à peine pris part à l'action : leur perte ne dépassa pas douze cents hommes.

Combats et opérations sur la ligne du Tage.

Sir Arthur Wellesley, au lieu de poursuivre le roi Joseph, préféra rester à Talavera, jusqu'au moment où il apprit que le maréchal Soult, ayant avec lui les maréchaux Ney et Mortier, arrivait sur le Tage, pour lui fermer toute retraite du côté du Portugal. Pour se soustraire à ce danger, le général anglais se hâta de décamper, abandonnant deux mille blessés à la générosité de ses ennemis : le 4 août, il avait repassé sur la rive gauche du Tage.

Les Espagnols suivirent le mouvement de leurs alliés ; mais le maréchal Soult atteignit, le 8 août, leur arrière-garde, vers le pont d'Arzobispo. La lutte fut meurtrière ; la mêlée devint générale : à la fin les ennemis furent rompus et mis en déroute. Les Français les poursuivirent jusqu'à deux lieues de la rive gauche du Tage. L'armée anglo-espagnole resta jusqu'au 20 août, essayant de se maintenir derrière le fleuve : chassée et refoulée par les Français, elle se replia sur la Guadiana, et vers la fin du mois les Anglais rentrèrent définitivement en Portugal.

Récompenses décernées aux généraux ennemis, à la suite de la bataille de Talavera.

La bataille de Talavera fut accueillie, en Angleterre et à Séville, comme une victoire signalée : sir Arthur Wellesley fut élevé à la pairie sous le titre de lord Wellington, que désormais nous lui donnerons, et que d'autres victoires, moins douteuses que celle de Talavera, ne rendirent que trop célèbre. La junte centrale, de son

Août 1809.

côté, mettant fin à des susceptibilités impolitiques, décerna à lord Wellington le titre de généralissime. Don Gregorio de la Cuesta fut décoré de la grand-croix de Charles III ; mais ce général, accablé par l'âge et par les fatigues de la campagne, ne tarda pas à se démettre de son commandement. Il fut remplacé par le général Eguia.

Sur ces entrefaites, le marquis de Wellesley, pair d'Angleterre et frère aîné de lord Wellington, fut envoyé par la Grande-Bretagne auprès du gouvernement insurrectionnel de Séville, en qualité d'ambassadeur.

Bataille d'Almonacid.

Dans la province de Tolède, le général Sébastiani battit et dispersa complétement, à Almonacid, l'armée espagnole commandée par le général Venegas (9 août). Dans cette journée, qui fut glorieuse pour nos troupes, les Espagnols perdirent plus de douze mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers ; trente-cinq pièces de canon, plusieurs drapeaux, cent caissons, d'immenses bagages, demeurèrent au pouvoir des Français : la perte de ces derniers ne dépassa pas deux mille hommes. La bataille d'Almonacid permit au roi Joseph de rentrer dans sa capitale, qu'il avait été sur le point de voir tomber de nouveau aux mains des insurgés. Sur ces entrefaites, le 12 août, une division française attaqua, vers le col de Baños, les Anglo-Portugais, commandés par sir Robert Wilson. La victoire des Français fut complète; l'ennemi perdit plus de trois mille hommes.

Vers le même temps, le gouvernement de Joseph, maître de Madrid, cherchait à intimider ses ennemis

Sept. 1809. par des mesures sévères. Des hommes honorables, dont on redoutait l'opposition, furent bannis. Parmi eux, on remarqua le duc de Grenade et le poëte Henfugos, le général Artéaga et divers conseillers, l'avocat Argumoza et le libraire Perez. C'étaient là des rigueurs inutiles, et qui indisposèrent vivement les esprits. Joseph ne s'arrêta pas dans cette voie. Il rendit un décret qui permettait de disposer des récoltes des habitants sans leur aveu : par un autre édit, il obligea les parents qui avaient des fils dans les armées insurrectionnelles de produire un remplaçant, ou de fournir, en échange, une somme déterminée. Ces mesures ne pouvaient être exécutées qu'autant que le gouvernement serait fort et victorieux : elles parurent odieuses, et causèrent fort peu d'intimidation. Il en fut de même du décret royal qui ordonna la confiscation des biens appartenant aux émigrés espagnols, et de celui qui supprima les ordres monastiques. Un édit de Joseph ayant déclaré qu'on ne reconnaîtrait désormais de grandesse et de noblesse espagnole qu'autant que le nouveau roi l'aurait accordée ou décernée, ne fit que révolter l'orgueil national et accroître le nombre des mécontents.

Joseph à Madrid. — Mesures de rigueur et représailles.

Combat de Ciudad-Rodrigo.

Les mois de septembre et d'octobre ne furent signalés, en Espagne, par aucun événement considérable. Les Français étaient maîtres de la Castille, du royaume de Léon et de la haute Estramadure ; ils n'y furent inquiétés que par quelques excursions de partisans. Le général Marchand, militaire d'une haute distinction, livra un beau combat près de Ciudad-Rodrigo, et mit en fuite le duc d'el Parque et les

débris de l'armée de la Romana. Vers la même époque, le duc de Dalmatie remplaça le maréchal Jourdan dans les fonctions de major général des armées françaises en Espagne. Nov. 1809.

Au mois de novembre, la junte centrale, ayant rassemblé de nouvelles forces, essaya une fois encore de tenter le sort des armes sans le concours des Anglais. Une armée de soixante mille hommes, commandée par le général Areizaga, et formée des débris des armées de Cuesta et de Venegas, marcha sur Madrid à travers la Sierra-Morena, et dans la direction d'Aranjuez. Le 19 novembre, elle livra bataille au duc de Trévise, qui n'avait sous ses ordres que vingt-quatre mille hommes. L'action s'engagea dans la plaine d'Ocaña, à deux lieues du Tage. Malgré le désavantage du nombre et de la position, les Français remportèrent une victoire complète. Les Espagnols osèrent à peine soutenir la lutte; leur cavalerie refusa de prendre part à l'action, et s'enfuit en apercevant nos troupes; des divisions ennemies presque entières mirent bas les armes; les autres furent poursuivies, la baïonnette dans les reins, jusqu'à la Guardia. Dans cette journée, la plus sanglante de celles qui jusque-là avaient signalé la guerre d'Espagne, les ennemis perdirent douze mille morts, vingt mille prisonniers, cinquante pièces de canon et trente drapeaux. Huit jours après, dans la province de Salamanque, et près d'Alba de Tornès, le général Kellermann remporta une victoire signalée sur une autre armée espagnole, commandée par le duc d'el Parque. La ville de Salamanque fut le trophée de cette journée.

Bataille d'Ocaña.

Combat d'Alba de Tornès.

Déc. 1809.

Siége et prise de Gironne.

Le 11 décembre, Gironne, place forte de la Catalogne, attaquée par les Français, se rendit au général Verdier, qui commandait le siége. Étroitement bloquée dès les premiers jours de juin, cette place avait résisté glorieusement pendant six mois, et le dévouement de sa population ne s'était point démenti.

Le siége de Gironne avait dignement rappelé la glorieuse résistance de Saragosse. Le jour même de l'approche des Français, le gouverneur de la place, don Mariano Alvarez de Castro, avait fait publier l'édit suivant : « Sera passé par les armes quiconque « parlera de capituler ou de se rendre. » Les Français, au début du siége, n'avaient point soupçonné les obstacles qui les attendaient. La ville semblait à peu près démantelée ; une partie de ses murailles était lézardée, le reste couvert d'arbustes et de broussailles. Cependant les habitants et la garnison avaient réparé à la hâte ces mauvaises fortifications, et élevé quelques forts sur les hauteurs qui dominent la ville. Le château de Monjuich était le plus important de ces points fortifiés. Pour défendre l'enceinte et les forts, il eût fallu douze mille soldats, et la garnison atteignait à peine la moitié de ce nombre. Le patriotisme suppléa à tout. Les citoyens qui pouvaient porter les armes formèrent une *croisade* (*cruzada*) ou levée sainte. Cette milice, partagée en huit compagnies et commandée par don Enrique O'Donnel, admit dans ses rangs le clergé régulier et séculier : les femmes s'organisèrent elles-mêmes en une compagnie qui prit le nom de *Santa-Barbara*, et qui, divisée en quatre escouades, était chargée de porter aux

combattants des vivres, des munitions, des secours. Déc. 1809.
Saint Narcisse, patron de Gironne, fut proclamé généralissime.

Pendant les six mois que dura le siége, les Français donnèrent de nombreux assauts, et se virent toujours repoussés. Ces attaques leur coûtèrent beaucoup de monde. Lors de l'assaut qui fut livré le 8 juillet, le jeune tambour espagnol Luciano Ancio eut le genou brisé par l'éclat d'une bombe; on voulut l'emporter, mais il s'y refusa en disant: « Il me reste deux bras pour battre la caisse et signaler l'approche de l'ennemi. » Ce jour-là, les Français firent sauter la tour de San-Juan, ouvrage avancé entre Monjuich et la place. Presque tous les Espagnols qui défendaient cette tour périrent sous les décombres. Le fort de Monjuich, contre lequel les assiégeants dirigeaient leurs assauts, ne tomba en leur pouvoir que le 12 août : il avait tenu deux mois, exposé au feu de dix-neuf batteries, et la prise de cet amas de décombres coûta trois mille hommes aux Français. Il semblait que la ville, désormais privée de cet appui, ne pouvait tenir plus de huit jours : elle tint encore plusieurs mois. Don Alvarez donnait l'exemple du dévouement le plus intrépide. A un officier qui, chargé de faire une sortie, demandait où il se réfugierait en cas de défaite, don Alvarez avait répondu sévèrement : *Au cimetière!* Le 19 septembre, les Français donnèrent à la place un furieux assaut, pendant lequel deux cents pièces de canon tonnèrent sur la ville. Les femmes, les enfants, les vieillards, les soldats, combattirent sur la brèche. Le combat dura trois

Déc. 1809. heures et coûta deux mille hommes aux Français. Le lendemain, les assiégeants recommencèrent des efforts toujours infructueux. Cette lutte héroïque se prolongea sans relâche, et cependant la famine et les maladies causaient d'affreux ravages dans la ville. A la fin, les caractères les plus fermes furent ébranlés; mais Alvarez resta inflexible. Plus le danger s'accroissait, plus il se montrait intrépide; il publia un ordre du jour conçu en ces termes : « Que les troupes « qui garnissent les premiers postes sachent bien que « celles qui occupent les seconds ont ordre, en cas « d'attaque, de faire feu sur quiconque viendrait à « elles, Espagnols ou Français; car l'exemple de tout « homme qui fuit fait plus de mal que l'ennemi. » Cet héroïsme ne pouvait avoir désormais d'autre résultat que de livrer aux Français une ville peuplée de spectres. Au milieu des maisons tombant en ruines; à travers ces rues dépavées, où s'amassaient des eaux stagnantes et remplies d'immondices; dans ces carrefours et sur ces décombres, où l'on ne respirait plus qu'un air corrompu par les exhalaisons des cadavres, il était impossible de trouver encore assez de bras pour faire usage des armes et repousser l'assiégeant.

Dans les premiers jours de décembre, le maréchal Augereau redoubla d'efforts pour venir à bout de cette résistance désespérée. Le 8, après plus de sept mois de siége, de bombardement et d'assauts, la ville de Gironne se vit privée de tous ses forts, et ouverte par sept endroits aux incursions des Français. Alvarez tomba malade d'une fièvre nerveuse qui ne lui permit

plus de commander, et le mit aux portes du tombeau. Pendant qu'il luttait contre l'agonie, la place se vit enfin dans la nécessité de se rendre. Les Français avaient dirigé contre elle quarante batteries, et lancé sur ses murs soixante mille boulets et vingt mille bombes. Cette conquête coûta à la France des sommes immenses. Notre perte s'était élevée à vingt mille hommes morts devant la place ou dans les hôpitaux. Le courage des défenseurs de Gironne avait droit à l'admiration et aux égards des vainqueurs; mais Napoléon et Augereau oublièrent, dans cette circonstance, ce qu'on doit à des ennemis malheureux et braves. Les moines de la ville furent conduits en France au mépris de la capitulation; et le gouverneur Alvarez fut renfermé, quoique malade, au fort de Figuières, où il ne tarda pas à mourir. Les Français le regrettèrent, et désavouèrent ainsi la dureté d'Augereau. Déc. 1809.

Mais déjà s'était accomplie, sur un autre point de l'Europe, une usurpation qui avait pour but de consommer la ruine de l'indépendance de Rome et l'asservissement de l'Église : la lutte du pape et de l'empereur était entrée dans une phase nouvelle. L'empereur Napoléon poursuit ses entreprises contre le pouvoir temporel du pape.

On a vu plus haut que, par ordre de l'empereur, les troupes françaises avaient occupé Rome le 2 février 1808, et que le souverain pontife, indigné de cet abus de la force, s'était lui-même déclaré prisonnier dans sa propre capitale. Les épreuves du pieux vieillard s'étaient succédé : chaque jour avait ajouté à ces tribulations. Loin de se laisser abattre, Pie VII ordonna au cardinal Caprara, son ambassadeur près

1808-1809. la cour de France, de réclamer immédiatement ses passe-ports. Le chargé d'affaires de Napoléon fut également rappelé : Napoléon le trouvait trop disposé à plaider auprès du conseil la cause du pape.

Le 21 avril 1808, un piquet de soldats enleva militairement le gouverneur de Rome, monsignor Cavalchini, qui fut transféré à Fénestrelle, forteresse située dans le département du Pô. Avant de partir pour l'exil, le fidèle prélat adressa au saint-père une lettre touchante et courageuse, dont on fit circuler secrètement la copie. Par un décret impérial, Napoléon détacha du domaine de l'Église les provinces d'Ancône, d'Urbin, de Macerata et de Camerino, qui furent annexées au royaume d'Italie, dont elles formèrent trois départements. Dans le préambule de cet édit, l'empereur déclarait qu'il s'était cru autorisé à révoquer en partie la donation de Charlemagne au saint-siége, parce que le pape, oublieux des intérêts de la chrétienté, refusait de faire la guerre aux Anglais, et de se réunir aux rois d'Italie et de Naples pour la défense de la Péninsule. Le 19 mai, une protestation fut adressée par la cour de Rome au chevalier Alberti, chargé d'affaires du royaume d'Italie. Le cardinal Gabrielli, pro-secrétaire d'État, qui avait rédigé cette protestation, fut arrêté par les Français, et le scellé fut mis sur ses papiers dans le palais même de Pie VII. Le cardinal Gabrielli fut conduit dans son évêché de Sinigaglia. Monsignor Riganti, secrétaire de la consulte, prélat distingué par ses talents et ses lumières, fut également exilé de Rome et envoyé à Ancône. Monsignor Barberi, fiscal général, eut le

même sort. La liberté de ce prélat fut vainement réclamée par le cardinal Pacca, récemment investi des fonctions de pro-secrétaire d'État : elle fut refusée par le général Miollis, et une sorte de terreur continua de peser sur Rome. 1808-1809.

Célèbre allocution de Pie VII.

Le 11 juillet, le vénérable Pie VII assembla ses cardinaux en consistoire; il prononça devant les princes de l'Église la célèbre allocution qui commence par ces mots : *Nova vulnera,* et dans laquelle il exposa le long et douloureux tableau des souffrances infligées au successeur de saint Pierre par l'empereur Napoléon. Il protesta ensuite de la manière la plus solennelle contre toutes ces violences, se déclarant prêt à sacrifier même sa vie pour le salut de son peuple, de ce peuple « qu'il pressait contre son cœur, et *auquel il im-« primait un saint baiser.* » Quant à l'empereur, le pape le conjurait, dans le Seigneur, « d'éloigner le « mal de la maison d'Israël, et de se soustraire « aux conseils perfides qui, sous prétexte d'étendre « Sa Majesté Royale, l'entraînaient à l'éternelle per-« dition. » Après avoir conjuré l'empereur de revenir à de meilleures inspirations et de cesser d'être le persécuteur de l'Église, le pape ajoutait que, dans tous les cas, le successeur de Pierre saurait répondre aux nécessités de la situation, et il citait cette parole du Psalmiste : *Dieu est dans le circuit de son peuple depuis cet instant jusqu'au siècle.*

L'Europe catholique gémissait des maux du saint-père; mais c'était le temps de la plus haute fortune de Napoléon, et aucune puissance continentale n'o-

1808-1809. sait faire entendre des plaintes officielles. L'Espagne combattait pour sa propre indépendance; le Portugal était envahi; l'Autriche se préparait silencieusement à la guerre qui devait se terminer à Wagram. Il n'y avait donc plus à Rome que le droit en face de la force matérielle, que le principe en lutte contre le fait. La pieuse cour de Sicile imagina de fournir au souverain pontife les moyens de s'évader de Rome, et de soustraire sa personne vénérée aux menaces de la France. Le père D. Gaetano Angelini, procureur général de la compagnie de Jésus, aidé du père Procida, mineur réformé, prêtèrent leur concours habile à cette tentative, et firent à cet égard des ouvertures à S. Ém. le cardinal Pacca. Une frégate anglaise expédiée de Palerme, et richement meublée par les soins de la reine Caroline, devait recevoir à bord le souverain pontife et le conduire en Sicile. On n'attendait que l'agrément du pape; mais Pie VII refusa de fuir, et d'abandonner son troupeau. Il y avait plus de dignité et de courage à attendre jusqu'au bout, et à rendre plus odieux encore, par sa présence à Rome, les attentats commis au nom de la France.

Le pape refuse de se soustraire par la fuite aux entreprises de l'empereur.

Le général Miollis donna ordre au cardinal Pacca de s'éloigner de Rome; mais le pape, prenant le cardinal par la main, le conduisit dans ses propres appartements, et le général français n'osa pousser plus loin l'exigence. La fin de l'année fut une longue série de violations du droit des gens, auxquelles le pape répondait par des protestations énergiques. L'année 1809 ne s'ouvrit que trop sous de semblables aus-

pices, et voici dans quels termes l'empereur Napoléon écrivit de Benavente, en Espagne, à son ministre des affaires étrangères : 1808-1809.

« Monsieur de Champagny, le pape est dans l'usage de donner des cierges aux différentes puissances : vous écrirez à mon agent à Rome que je n'en veux pas. *Le roi d'Espagne n'en veut pas non plus.* Écrivez à Naples et en Hollande pour qu'on les refuse. Il ne faut pas en recevoir, parce qu'on a eu l'*insolence* de n'en pas donner l'année dernière. Voici comme j'entends que l'on se conduise à cet égard. Mon chargé d'affaires fera connaître que, le jour de la Chandeleur, je reçois des cierges bénits par mon curé ; que ce n'est ni la pourpre ni la puissance qui donnent de la valeur à ces sortes de choses. Il peut y avoir en enfer des papes et des curés : ainsi le cierge bénit par mon curé peut être une chose aussi sainte que celui du pape. Je ne veux pas recevoir ceux que donne le pape, et tous les princes de ma famille doivent en faire autant.

Nouveaux outrages dirigés contre le souverain pontife.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« NAPOLÉON. »

Cette étrange missive fut communiquée au cardinal Pacca, qui, par égard pour le pape, s'abstint de la porter à la connaissance du pieux vieillard. Ainsi fut épargnée à Pie VII une nouvelle affliction.

Le 17 mai, Napoléon, de son camp impérial de Vienne, rendit le trop fameux décret qui mettait le comble à ses entreprises contre l'indépendance de l'Église catholique. Il y était dit : « Considérant que

Un décret réunit les États romains à l'empire.

Mai 1809. lorsque Charlemagne, empereur des Français et notre auguste prédécesseur, fit don aux évêques de Rome de diverses contrées, il les leur céda à titre de fief, pour assurer le repos de ses sujets, et sans que Rome ait cessé pour cela de faire partie de son empire; considérant que, depuis ce temps, l'union des deux pouvoirs, spirituel et temporel, ayant été, comme elle l'est encore aujourd'hui, la source de continuelles discordes; que les souverains pontifes ne se sont que trop souvent servis de l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre, et que par cette raison les affaires spirituelles, qui de leur nature sont immuables, se trouvent confondues avec les affaires temporelles, qui changent suivant les circonstances et la politique des temps; considérant enfin que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre empire, avec les prétentions temporelles des souverains pontifes, ayant été proposé en vain, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1er. Les États du pape sont réunis à l'empire français.

« Art. 2. La ville de Rome, premier siége du christianisme, et si célèbre par les souvenirs qu'elle rappelle et les monuments qu'elle conserve, est déclarée ville impériale et libre; son gouvernement et son administration seront réglés par un décret impérial.

« Art. 3. Les monuments de la grandeur romaine seront maintenus et conservés aux dépens de notre trésor.

« Art. 4. La dette publique est déclarée dette de l'empire. Mai 1809.

« Art. 5. Les revenus actuels du pape seront portés jusqu'à deux millions de francs, libres de toute charge et redevance.

« Art. 6. Les propriétés et palais du saint-père ne seront soumis à aucune imposition, juridiction, visite, et jouiront en outre d'immunités spéciales... »

Un autre décret, également daté de Vienne, confia le gouvernement intérieur de Rome à une consulte ou comité d'administration auquel était délégué le pouvoir d'étendre à la capitale du monde chrétien le régime constitutionnel dont jouissait le royaume d'Italie. En conséquence du rescrit impérial, cette consulte, à peine installée, publia une proclamation portant que l'autorité temporelle du pape sur la ville de Rome était dévolue à Napoléon, mais que cette ville continuerait d'être la résidence du chef visible de l'Église catholique.

Depuis longtemps le pape avait songé à se servir, contre Napoléon, des armes spirituelles réservées à l'Église. Une bulle d'excommunication, préparée en secret, mais rédigée avec toute la maturité de réflexion que comportait un sujet aussi grave, fut soumise à l'approbation de Pie VII; mais la publication de cet acte fut retardée. Le 10 juin 1809, à deux heures avant midi, le général Miollis fit exécuter le décret de l'empereur, et le pavillon pontifical, ayant été abattu, fut remplacé au château Saint-Ange par le drapeau français. En même temps on publia à son de trompe dans tous les quartiers de la ville, le décret

Juin 1809. qui réunissait les États romains à l'empire. En voyant tomber le drapeau de Pie VII au bruit de l'artillerie française, le pape et le cardinal Pacca se regardèrent avec tristesse, et le cri *Consummatum est* s'échappa de leurs lèvres. Quelques heures après, en réponse au décret de Napoléon, le pape donna des ordres pour que la bulle d'excommunication dirigée contre l'empereur fût immédiatement publiée. La nuit suivante, cette bulle fut placardée sur les murs de Rome par les soins des cardinaux, et affichée, en outre, dans les basiliques de Saint-Pierre, de Sainte-Marie Majeure et de Saint-Jean de Latran. L'empereur n'y était pas nommé, mais il était nécessairement compris dans la déclaration qui excommuniait les auteurs et les complices des violences et des attentats commis contre les droits du saint-siége. Cette bulle n'était d'ailleurs promulguée que comme châtiment spirituel; elle contenait même la défense expresse à chacun de l'interpréter de manière à y voir l'autorisation d'attaquer la personne de Napoléon, et le pape s'abstenait de délier de leur serment de fidélité les sujets de ce prince.

Le pape excommunie l'empereur.

Les lieutenants de Napoléon s'emparent de la personne de Pie VII.

Le pape, après cet acte de vigueur, s'enferma avec plus de précaution que jamais dans son palais; mais ces murailles ne pouvaient longtemps le mettre à l'abri de la colère de l'empereur. Le général Miollis prescrivit au général Radet, qu'il avait sous ses ordres, de s'emparer de la personne du pape, et de conduire en France le vénérable captif. Le général Radet hésita : il craignit d'assumer sur lui la responsabilité d'une telle entreprise, il demanda qu'on lui signifiât

au moins l'ordre par écrit. Un renfort de troupes napolitaines, envoyées par Murat pour maintenir le peuple, étant arrivé à Rome, les généraux français disposèrent tout en vue de l'attentat qu'ils étaient chargés d'exécuter. Juin 1809.

Pie VII s'était retiré au fond du Quirinal, et avait fait fermer les portes de ce palais. Un attroupement, composé de repris de justice et de la lie des faubourgs, donna l'assaut aux murailles de l'édifice. Les portes furent enfoncées à coups de hache, et les soldats de Miollis, ayant à leur tête le général Radet, pénétrèrent dans les appartements. La garde suisse, sommée de mettre bas les armes, obéit sans résistance; et Radet, suivi de sa troupe, se trouva en face du saint-père. Le vénérable pontife était entouré de ses cardinaux et d'un petit nombre de serviteurs fidèles. Pendant quelques minutes un profond silence régna; à la fin, le général français, la figure pâle, la voix tremblante, et pouvant à peine trouver quelques paroles, dit au pape qu'il avait à remplir une mission pénible; mais qu'ayant juré fidélité à l'empereur, il ne pouvait se dispenser d'exécuter son ordre; qu'en conséquence, il le sommait de renoncer à la souveraineté temporelle de Rome. Le pape répondit avec dignité et assurance : « Si vous avez cru devoir exé-
« cuter de tels ordres de l'empereur parce que vous
« lui avez fait serment de fidélité et d'obéissance,
« pensez de quelle manière nous devons, nous, sou-
« tenir les droits du saint-siége, auquel nous sommes
« liés par tant de serments! Nous ne devons pas,
« nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas..... »

Juill. 1809.

Le pape prisonnier est conduit en France.

Quelques moments après, le pape demanda s'il fallait qu'il partît seul, et Radet lui accorda d'emmener avec lui le cardinal Pacca. Bientôt le pape et le cardinal, environnés de gendarmes, de sbires et de rebelles, marchant d'une manière incommode sur les débris des portes jetées à terre, furent conduits à la principale issue de Monte-Cavallo, où se trouvait prête la voiture du général Radet. Sur la place étaient rangées en bataille les troupes napolitaines : le pape les bénit, ainsi que la ville de Rome; puis, ayant consenti à monter dans la voiture ainsi que le cardinal Pacca, un gendarme ferma les portières à clef; et l'escorte prit la route du nord par la porte du Peuple. Le pape n'emportait pour tout bien qu'une petite pièce de monnaie valant à peine un franc, et n'avait d'autres vêtements que ceux qui couvraient son corps, se conformant, à la lettre, à ce divin précepte : « Vous ne « porterez rien en chemin, ni pain, ni deux tuniques, « ni argent. » Et, le soir même, des mains hardies inscrivaient sur les murs de Rome cette apostrophe sublime de Dante : « Je vois le Christ captif en son « vicaire; je le vois encore une fois moqué; je le vois « encore abreuvé de vinaigre et de fiel! »

A quatre heures du matin (huit heures d'Italie), on partit de Rome pour la Toscane. La stupeur régnait sur le visage du peuple. A Monterosi, beaucoup de femmes, ayant reconnu le saint-père dans un carrosse entouré de gendarmes le sabre nu, et le voyant transporté comme un prisonnier, imitèrent la tendre compassion des femmes de Jérusalem, et commencèrent à se frapper la poitrine en versant des larmes. Le gé-

néral Radet, redoutant ces démonstrations pieuses, Juill. 1809.
fit baisser les rideaux de la voiture, en dépit de la chaleur étouffante. A Florence, Élisa Bacciochi, sœur de Napoléon et grande-duchesse de Toscane, envoya complimenter le pape et lui fit offrir ses services, qui furent refusés. A Alexandrie, le peuple parut vouloir se soulever en faveur de l'auguste captif; mais Pie VII l'engagea à se résigner comme lui. Partout les populations se livraient aux marques les plus certaines d'affliction et de deuil; c'était à qui s'approcherait du saint-père pour baiser ses mains, le consoler et le plaindre. Comme le pieux pontife approchait de Grenoble, la garnison de Saragosse, prisonnière dans cette ville, obtint la permission d'aller au-devant de lui, et se prosterna tout entière pour recevoir sa bénédiction. La population de Grenoble avait suivi ce mouvement, et s'était partout agenouillée sur le passage du pape : c'était là qu'une résidence avait été assignée au saint-père. A peine y était-il arrivé, que le cardinal Fesch, oncle de l'empereur, archevêque de Lyon, lui envoya ses grands-vicaires, et des traites pour cent mille francs. Ainsi, dans la famille même de Napoléon, on protestait contre son crime. Cependant le pape reçut l'avis de se préparer à partir pour Valence, puis pour Avignon, puis enfin pour Nice et Savone. C'est dans cette dernière ville, voisine de Gênes, qu'il lui fut permis de résider : là aussi il eut à subir de pénibles tribulations, qu'adoucirent d'ailleurs de généreuses sympathies. Pour donner une idée exacte des procédés outrageants dont le vénérable vieillard était l'objet de la part de l'empereur, nous

Juill. 1809. citerons une note signifiée au pape par le préfet du département de Montenotte, et qui avait été vraisemblablement rédigée par Napoléon :

On notifie au pape l'ordre de cesser toute communication avec les Eglises de l'empire.

« Le soussigné, d'après les ordres émanés de son souverain S. M. I. et R. Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, etc., est chargé de notifier au pape Pie VII que défense lui est faite de communiquer avec aucune Église de l'empire, ni aucun sujet de l'empereur, sous peine de désobéissance de sa part et de la leur : qu'il cesse d'être l'organe de l'Église catholique, celui qui prêche la rébellion et dont l'âme est toute de fiel; que puisque rien ne peut le rendre sage, il verra que S. M. est assez puissante pour faire ce qu'ont fait ses prédécesseurs, pour déposer un pape. »

Pie VII ne répondit que par la résignation des saints et la fermeté des confesseurs; son âme, profondément émue des misères de l'Église de France, oublia, en présence de nos propres amertumes, les chagrins dont elle était si largement abreuvée.

LIVRE HUITIÈME.

Nov. 1809.

Inquiétudes manifestées sur l'avenir de la dynastie impériale.

Napoléon, après avoir reçu les hommages de ses vassaux d'Allemagne, était de retour à Fontainebleau. La flatterie et l'adulation s'épuisèrent en vaines formules pour mettre à ses pieds l'admiration des peuples et la fidélité des courtisans ; mais l'empereur, averti par des pressentiments qui ne le trompaient guère, se plaignit amèrement du peu de confiance et de dévouement des hommes dont il était entouré. Sous le faste de cette servilité d'emprunt, bien des cœurs tièdes se cachaient encore. On avait cru à des désastres ; les nouvelles d'Espagne, l'affaire d'Essling, le soulèvement des peuples germaniques, avaient éveillé de sinistres espérances dans l'âme de ses ennemis, et singulièrement refroidi l'enthousiasme des fidèles. Plus d'une fois le bruit de sa mort avait couru, et à chaque rumeur de ce genre la confiance s'était éteinte, les artisans de complots s'étaient retrouvés à leur poste. Qui signifiaient ces craintes incessantes et dangereuses ? Voulaient-elles dire que le sort de l'empire reposait uniquement sur la tête d'un homme? Napoléon, comme les anciens rois, ne pouvait-il mourir, à cheval ou dans son lit, sans que l'ordre légitime de succession au trône fût compromis

Nov. 1809. ou menacé ? Était-on encore en révolution ou en pleine monarchie ? Sur qui s'appuyer, lorsque les personnages les plus haut placés dans sa confiance doutaient de l'avenir et d'eux-mêmes, et conservaient, soit avec les factions, soit avec les cours étrangères, des rapports équivoques ? Tout cela fut dit, répété, commenté mille fois, et toujours avec l'accent du dépit et de la colère, avec le ton brusque et saccadé des petits-levers. Tout le monde tremblait.

Fouché conseille le divorce.

Fouché, plus compromis que les autres, se montra habile courtisan en allant de lui-même au-devant des intentions secrètes de l'empereur. Il lui représenta sans détour les craintes de la nation : pouvait-il en vouloir à ses peuples, de s'épouvanter des périls qui menaçaient sa tête auguste? Était-ce la faute de quelqu'un, si les frères de l'empereur, appelés à lui succéder, rassuraient si mal le pays ? La révolution n'était vaincue que d'hier ; elle se réveillerait peut-être le jour où la main puissante d'un conquérant cesserait de la comprimer. Aussi, pourquoi Napoléon était-il moins heureux que les autres fondateurs de dynastie ? Pourquoi n'avait-il point d'héritiers directs, que la France environnerait d'amour ? L'impératrice Joséphine vieillissait, et ne pouvait plus espérer de fils : la raison d'État faisait à l'empereur une nécessité de divorcer, et de choisir une épouse dont la jeunesse et la fécondité seraient pour la France et pour l'Europe des gages de profonde sécurité. Tout cela était dit avec une brusquerie adroite, comme si Fouché n'eût voulu parler que le langage sec et froid de la politique : l'empereur n'en était que plus acces-

sible à de telles idées, et, dans son opinion, la vérité était là. Aussi la pensée du divorce, qui le poursuivait en secret depuis cinq ans, s'emparait-elle de plus en plus impérieusement de son esprit. Le divorce était résolu : c'était la première condition nécessaire pour réaliser les projets d'alliance entre les Bonaparte et les Césars d'Autriche. Nov. 1809.

Joséphine était aimée du peuple, soit qu'elle le méritât par la facile bonté de ses manières, soit parce qu'ayant protégé, dès le consulat, un grand nombre d'émigrés et de nobles, la reconnaissance de ces personnages illustres lui était acquise, et déterminait des sympathies dans les masses. Joséphine aimait le faste, les colifichets, la parure et les dentelles ; elle employait follement des sommes considérables à solder des mémoires de marchandes de modes, à payer des cachemires et des pierreries ; et ce luxe ruineux provoquait à chaque instant la colère de l'empereur. Joséphine avait épousé Napoléon sans l'aimer, sans le comprendre, et comme pour se créer une position qui, dans les tristes jours du directoire, la mît à l'abri de la malignité et du besoin. Elle avait plu à Barras, et il y a de ces amitiés qui déconsidèrent les femmes qui les obtiennent. Plus tard, la renommée du général Bonaparte ayant démesurément grandi sur les champs de bataille d'Italie et d'Égypte, la vanité de Joséphine avait été agréablement flattée de tant de bruit ; mais rien dans l'intelligence et dans le cœur de cette nonchalante créole ne l'avait initiée ni préparée à la grandeur de ses destins. Impératrice et reine, elle n'avait vu dans sa Joséphine.

Nov. 1809. double couronne que des parures de plus. Cependant elle était fière de l'époux qui l'avait placée au-dessus des rois; et, autant par reconnaissance du cœur que par devoir, elle se montrait douce, prévenante, affectueuse, attentive à épargner à l'empereur jusqu'à l'ombre du déplaisir. Le tact de la femme lui faisait comprendre qu'elle n'avait pas d'autre manière de s'acquitter. Aussi l'empereur, bien qu'il fût peu soucieux de fidélité conjugale, conservait-il pour Joséphine des habitudes de tendresse et de confiance qui tenaient lieu d'amour. Il la savait bonne, gracieuse, dévouée; et, malgré ses accès de bouderie et de colère, il lui pardonnait volontiers la frivolité de ses goûts et de ses pensées.

Mais Napoléon, en jetant un regard sur le passé de Joséphine, voyait avec chagrin que sa légèreté avait donné prise à la calomnie. L'empereur et roi était devenu plus difficile, en fait de mœurs et de renommée, que n'avait pu l'être le général de brigade Bonaparte, lieutenant et protégé de Barras. Puis Joséphine ne lui avait point donné d'héritiers, et c'était là un tort devant lequel disparaissaient tous les autres. Quels que fussent les dons de l'esprit et du cœur chez cette femme, ils étaient peu de chose du jour où l'impératrice devenait un obstacle, du jour où Marie-Louise, l'archiduchesse d'Autriche et la petite-fille de Marie-Thérèse, était secrètement réservée à unir sa main à celle de Napoléon.

L'empereur notifie à Joséphine ses projets de divorce.

Dès son arrivée à Fontainebleau, l'empereur avait traité Joséphine avec une froideur glaciale, et Joséphine ne pressentit que trop le sort qui lui était réservé. Lors-

qu'au mois de novembre les deux époux vinrent s'installer aux Tuileries, Napoléon prit à tâche d'éviter l'impératrice, de lui montrer un visage contraint et soucieux, de fuir sa présence : il hésitait toutefois à s'expliquer ; mais Fouché le pressait de tout son pouvoir, donnant à entendre qu'un mauvais jour serait bientôt passé ; que ce serait l'affaire d'un évanouissement et de quelques larmes, et que tout serait dit. Dans la soirée du 30 novembre, l'explication si longtemps différée eut lieu entre Napoléon et Joséphine, à la suite du repas du soir. Le silence le plus profond régna pendant ce dîner. Les deux époux ne touchèrent que pour la forme aux mets qui leur furent présentés. Les officiers de bouche et les gens de livrée se retirèrent à un signe que fit Napoléon ; mais, peu d'instants après leur départ, on entendit un bruit confus de plaintes, de sanglots ; et, le préfet du palais ayant été appelé par l'empereur, tous deux emportèrent l'impératrice, qui paraissait évanouie. On remarqua le trouble, la vive émotion et les larmes de Napoléon ; mais cette scène si pénible ne dura que quelques minutes, et le silence régna de nouveau dans le palais. Lorsque l'impératrice fut plus calme et plus résignée, l'empereur manda la reine de Hollande, fille de Joséphine, l'archichancelier Cambacérès, le duc d'Otrante et le docteur Corvisart. On prodigua des consolations et des soins à Joséphine ; mais le divorce fut admis comme une nécessité politique, et l'impératrice se soumit à cette dure condition. Nov. 1809.

Les lois civiles de l'empire admettaient le divorce ;

Déc. 1809. on voulut entourer cet acte d'une certaine solennité.

Cérémonie du divorce.

Le 15 décembre 1809, le prince archichancelier et le comte Regnauld, secrétaire de l'état civil de la maison impériale, furent mandés aux Tuileries par lettres closes. Le vice-roi d'Italie, la reine Hortense, la mère de l'empereur, tous les princes et toutes les princesses de la famille de Napoléon, à l'exception du roi d'Espagne et de la grande-duchesse de Toscane, avaient été réunis, et gardaient un silence respectueux. L'empereur, s'adressant à Cambacérès, lui dit : « ... La politique de ma monarchie, l'in« térêt et le besoin de mes peuples, qui ont cons« tamment guidé toutes mes actions, veulent qu'a« près moi je laisse à des enfants, héritiers de « mon amour pour mes peuples, ce trône où la Pro« vidence m'a placé. Cependant, depuis plusieurs « années j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfants « de mon mariage avec ma bien-aimée épouse José« phine ; et c'est ce qui me porte à sacrifier les plus « douces affections de mon cœur, à n'écouter que le « bien de l'État, et à vouloir la dissolution de notre « mariage.

« Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis con« cevoir l'espérance de vivre assez pour élever dans « mon esprit et dans ma pensée les enfants qu'il plaira « à la Providence de me donner. Dieu sait combien « une pareille résolution a coûté à mon cœur ! Mais « il n'est aucun sacrifice qui ne soit au-dessus de « mon courage, lorsqu'il est démontré qu'il est utile « au bien de la France.

« J'ai le besoin d'ajouter que, loin d'avoir jamais

« eu à me plaindre, je n'ai eu au contraire qu'à me « louer de l'attachement et de la tendresse de ma « bien-aimée épouse : elle a embelli quinze ans de « ma vie ; le souvenir en restera gravé dans mon « cœur. Elle a été couronnée de ma main : je veux « qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice, « mais surtout qu'elle ne doute jamais de mes senti- « ments, et qu'elle me tienne toujours pour son plus « cher et son meilleur ami. » Déc. 1809.

L'impératrice-reine prit ensuite la parole, et parla ainsi :

« Avec la permission de notre auguste et cher « époux, je dois déclarer que, ne conservant aucun « espoir d'avoir des enfants qui puissent satisfaire les « besoins de sa politique et l'intérêt de la France, je « me plais à lui donner la plus grande preuve d'atta- « chement et de dévouement qui ait jamais été donnée « sur la terre. Je tiens tout de ses bontés ; c'est sa « main qui m'a couronnée, et du haut de ce trône je « n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'a- « mour du peuple français.

« Je crois reconnaître tous ces sentiments en con- « sentant à la dissolution d'un mariage qui désormais « est un obstacle au bien de la France, qui la prive « du bonheur d'être un jour gouvernée par les des- « cendants d'un grand homme, si évidemment suscité « par la Providence pour effacer les maux d'une ter- « rible révolution, et rétablir l'autel, le trône et l'or- « dre social... L'empereur aura toujours en moi sa « meilleure amie. Je sais combien cet acte, commandé « par la politique et par de si grands intérêts, a

Déc. 1809. « froissé son cœur ; mais l'un et l'autre nous sommes « glorieux du sacrifice que nous faisons au bien de la « patrie. »

Le prince archichancelier donna aux époux acte de leur consentement mutuel, et le procès-verbal de cette déclaration fut revêtu de la signature de tous les assistants.

Le prince Eugène Beauharnais, vice roi d'Italie, fils de Joséphine et fils adoptif de Napoléon, accepta (et cette condescendance parut blâmable) la mission de présenter lui-même à la sanction du sénat l'acte qui légalisait le divorce. Si cette démarche fut jugée trop obséquieuse et peu compatible avec les devoirs d'un fils, le discours du vice-roi n'en fut pas moins empreint d'une résignation digne et touchante :

« Sénateurs, dit ce prince, vous venez d'entendre « la lecture du sénatus-consulte soumis à votre déli- « bération. Je crois devoir, dans cette circonstance, « manifester les sentiments dont ma famille est animée.

« Ma mère, ma sœur et moi, nous devons tout à « l'empereur ; il a été pour nous un véritable père; il « trouvera en nous, dans tous les temps, des enfants « dévoués et des sujets soumis.

« Il importe au bonheur de la France que le fonda- « teur de la quatrième dynastie vieillisse environné « d'une descendance directe qui soit notre garantie à « tous, comme le gage de la gloire de la patrie.

« Lorsque ma mère fut couronnée devant toute la « nation par les mains de son auguste époux, elle « contracta l'obligation de sacrifier toutes ses affec- « tions aux intérêts de la France : elle a rempli avec

Déc. 1809.

« courage, noblesse et dignité, ce premier des devoirs. « Son âme a été souvent attendrie en voyant en butte « à de pénibles combats le cœur d'un homme accou- « tumé à maîtriser la fortune, et à marcher toujours « d'un pas ferme à l'accomplissement de ses grands « desseins. Les larmes qu'a coûtées cette résolution à « l'empereur suffisent à la gloire de ma mère. Dans « la situation où elle va se trouver, elle ne sera pas « étrangère, par ses vœux et par ses sentiments, aux « nouvelles prospérités qui nous attendent; et ce sera « avec une satisfaction mêlée d'orgueil qu'elle verra « tout ce que ses sacrifices auront produit d'heureux « pour sa patrie et pour son empereur. »

Fâcheux effet que le divorce produit sur l'opinion.

Peu d'heures après, le sénat, sur le rapport de M. de Lacépède, sanctionna le projet de sénatus-consulte qui proclamait le divorce de Napoléon et de Joséphine. La minorité fut de onze voix : dans cette assemblée, depuis si longtemps vouée à servir les caprices du maître, l'opposition ne s'était jamais montrée aussi forte ; elle exprima (l'histoire doit le reconnaître) les sympathies de la France pour Joséphine. Jamais, en effet, divorce de roi ne déplut davantage à un peuple. La France aimait Joséphine; jusqu'aux extrémités de l'empire on parlait de la bonté, de l'intelligence et des grâces affables de cette princesse; on se disait que l'empereur était bien ingrat de répudier une femme associée depuis quinze ans à sa fortune, et dont l'affection avait embelli sa carrière, semée de tant d'obstacles. On répétait que Joséphine avait beaucoup contribué à rendre populaire le pouvoir de Napoléon, parce qu'elle avait su tempérer la violence

Déc. 1809. du caractère de ce prince : personne, comme elle, n'avait osé s'exposer au mécontentement de l'empereur lorsque la gloire ou le bonheur de la France avait été attaché à un avis utile; personne n'avait su, mieux que Joséphine, épier le moment favorable d'une intercession. Doué d'une nature presque sauvage, soldat par éducation, souverain absolu et armé d'une puissance presque sans bornes, Napoléon, plus qu'un autre prince, avait eu besoin de l'influence douce et patiente d'un esprit tel que celui de Joséphine ; et c'était un malheur public qu'il ne l'eût pas reconnu lui-même. Joséphine, aux yeux de la France, était comme le bon génie, comme l'étoile de l'empereur : il semblait que le divorce allait briser le talisman mystérieux auquel on croyait attachée la fortune de cet homme. Bien souvent Napoléon avait lui-même partagé cette croyance superstitieuse, et il ne se séparait pas sans un secret effroi de la compagne accoutumée de sa vie.

L'empereur cherche à faire déclarer nul son mariage religieux.

Le sénat avait bien pu rompre le lien civil qui unissait Joséphine à Napoléon; mais le lien religieux subsistait encore; et l'indissolubilité du mariage est un dogme essentiel proclamé par Jésus-Christ lui-même, lorsqu'il a dit que l'homme ne devait point séparer ce que Dieu avait uni. Joséphine, comme nous l'avons déjà remarqué, avait été mariée civilement sous la république : quelques années après le rétablissement du culte, et lorsque déjà, pour l'avenir, elle pressentait la dure épreuve du divorce, elle s'était appliquée à faire revêtir son mariage de la sanction de l'Église. Napoléon, après s'y être long-

temps refusé, avait fini par céder; et, dans la nuit du 1er au 2 décembre 1804, nuit qui précéda le sacre, le cardinal Fesch, procédant sans témoins, mais agissant avec des pouvoirs spéciaux délégués par le pape, avait donné à l'empereur et à Joséphine la bénédiction nuptiale. Il paraissait difficile de déclarer nul un mariage ainsi contracté, et dont la validité, reconnue par le souverain pontife, n'avait jamais été mise en doute. Déc. 1809.

Or, on découvrit, on crut découvrir, du moins, que ce mariage, valable à Rome, ne l'était point d'après le droit ecclésiastique de la France. L'Église, en effet, prescrit des formalités qui n'avaient point été remplies par les deux époux, et que le cardinal archevêque qui avait célébré le mariage s'était abstenu d'exiger, le pape lui-même l'ayant dispensé d'y avoir recours. Quoi qu'il en soit, l'officialité diocésaine de Paris, dont la complaisance a été blâmée, prit prétexte du défaut de publicité; le mariage fut cassé et déclaré nul, comme n'ayant point été célébré en présence du propre prêtre et des témoins exigés par le concile de Trente. La juridiction métropolitaine confirma cette sentence en acceptant ce motif que les dispenses accordées par Pie VII au cardinal Fesch, pour célébrer lui-même le mariage, n'avaient point été formelles, authentiques et suffisamment établies. Le souverain pontife, alors prisonnier, ne partagea point cet avis. Comme on évita de le consulter, et parce que Joséphine ne fit point appel en cour de Rome, à l'exemple des reines répudiées dont parle le moyen âge, le vénérable Pie VII n'eut

Déc. 1809. point à s'expliquer canoniquement sur la rupture d'un lien religieux dont il avait admis autrefois la validité; mais il ne cacha nullement, aux personnes avec lesquelles il pouvait encore communiquer, qu'à ses yeux le divorce de Napoléon était nul, et que Joséphine, en présence de Dieu et de l'Église, ne cessait point d'être légitimement unie à Napoléon. Cette opinion, manifestée d'ailleurs dans les conversations intimes, et que le pape évita de proclamer avec l'autorité pontificale, ne fut pas régulièrement notifiée à l'officialité et à l'autorité métropolitaine de Paris. Au surplus, les rapports des églises de France avec le souverain pontife ayant été violemment interrompus par l'empereur, il était bien difficile que l'opposition du pape pût se manifester d'une manière solennelle.

Joséphine se retire à la Malmaison. L'empereur se retira à Saint-Cloud, puis à Trianon ; Joséphine, de son côté, fixa son séjour dans le domaine de la Malmaison, à Rueil. Ce fut là principalement que, distraite par les arts et livrée à la bienfaisance, elle passa les dernières années de sa vie. Napoléon lui rendait de fréquentes visites et la traitait avec de justes égards. Il porta son douaire à trois millions, afin qu'elle ne fût pas gênée dans ses habitudes de dépense. Joséphine quitta la cour, mais les cœurs ne la désertèrent point : ce fut son éloge et sa récompense.

Hiver. L'hiver de 1809 à 1810 fut très-brillant à Paris. Napoléon, éloigné de Joséphine, recherchait les distractions bruyantes : les rois et les princes de la confédération du Rhin étaient venus, dans sa capitale,

lui présenter leurs hommages ; il les reçut avec de grands témoignages de distinction, et leur donna de splendides fêtes.

Déc. 1809.

Ouverture de la session. — Discours du trône.

La session législative s'était ouverte le 3 décembre. L'empereur, dans le discours de la couronne, développa avec orgueil le tableau de sa puissance et de ses récentes victoires. Un moment il avait voulu supprimer le corps législatif lui-même, et mettre fin à ce fantôme de représentation nationale : de sages conseils l'avaient déterminé à renoncer à cette idée, et à conserver en France quelques apparences de gouvernement constitutionnel. Jamais législateurs convoqués autour d'un souverain n'entendirent des paroles plus fières, plus pompeuses. L'empereur parlait en face de ses sujets de France et de ses grands vassaux d'Allemagne ; il voulait les fasciner par le prestige de sa puissance.

« Messieurs, dit-il, depuis votre dernière session « j'ai soumis l'Aragon et la Castille, et chassé de « Madrid le gouvernement fallacieux formé par l'An- « gleterre. Je marchais sur Madrid et sur Lisbonne, « lorsque j'ai dû revenir sur mes pas, et planter mes « aigles sur les remparts de Vienne. Trois mois ont « vu naître et terminer cette quatrième guerre pu- « nique... Le génie de la France a conduit l'armée « anglaise ; elle a terminé ses destins dans les marais « pestilentiels de Walcheren. Dans cette importante « circonstance, je suis resté éloigné de quatre cents « lieues, certain de la nouvelle gloire qu'allaient acqué- « rir mes peuples, et du grand caractère qu'ils allaient « déployer. Mes espérances n'ont pas été trompées...

Déc. 1809. « Français ! tout ce qui voudra s'opposer à vous sera « vaincu et soumis ! Votre grandeur s'accroîtra de « toute la haine de vos ennemis ! Vous avez la force « et l'énergie de l'Hercule antique !

« J'ai réuni la Toscane à l'empire ; ses peuples en « sont dignes par la douceur de leur caractère, par « l'attachement que nous ont toujours montré leurs « ancêtres, et par les services qu'ils ont rendus à la « civilisation européenne. L'histoire m'a indiqué la « conduite que je devais tenir avec Rome. »

Ici l'empereur racontait ses démêlés avec le pape comme aurait pu le faire l'un des premiers persécuteurs de la maison de Souabe ; mais, à la déclaration qu'il fit comme successeur de Charlemagne, l'Europe reconnut que l'empire d'Occident était de nouveau constitué. Napoléon ajouta :

« Les provinces illyriennes portent sur la Save « les frontières de mon grand empire. Contigu avec « l'empire de Constantinople, je me trouverai en si- « tuation naturelle de surveiller les premiers intérêts « de mon commerce dans la Méditerranée, l'Adriati- « que et le Levant. Je protégerai la Porte, si la Porte « s'arrache à la funeste influence de l'Angleterre ; *je « saurai la punir,* si elle se laisse dominer par des « conseils astucieux et perfides. »

Depuis les jours de Mahomet II, si douloureux pour le monde chrétien, jamais la civilisation catholique n'avait pris une si éclatante revanche de la barbarie ottomane ; jamais elle ne lui avait fait subir l'outrage d'un langage aussi dur. Napoléon, détournant ensuite ses regards sur un autre peuple, annonça qu'il

venait d'ajouter à ses titres celui de *médiateur* de la confédération suisse : sous cette dénomination modeste, il cachait les droits et l'autorité d'un suzerain; l'Europe ne s'y trompa guère. L'empereur dit ensuite : Déc. 1809.

« La Hollande, placée entre l'Angleterre et la « France, en est également froissée. Cependant elle « est le débouché des principales artères de mon em- « pire. Des changements deviendront nécessaires... »

C'était annoncer à l'Europe que le royaume de Hollande ne tarderait pas à être réuni à la France : l'Europe était réduite à laisser faire, sans même protester. Pour donner satisfaction à l'orgueil de l'empereur de Russie, Napoléon se plut à énumérer les agrandissements de territoire obtenus par le czar du côté du pôle ou sur le Danube. Il déclara qu'il n'était pas jaloux de la puissance de son illustre allié. Il ajouta :

« Lorsque je me montrerai au delà des Pyrénées, « le léopard, épouvanté, cherchera l'Océan pour « éviter la mort, la défaite et la honte. Le triomphe « de mes armes sera le triomphe du génie du bien « sur le génie du mal; de la modération, de l'ordre, « de la morale, sur la guerre, l'anarchie et les pas- « sions malfaisantes. Mon amitié et ma protection « rendront, je l'espère, la tranquillité et le bonheur « aux peuples des Espagnes. »

Cette prédiction ne devait point s'accomplir. Nous ne tarderons pas à entrer dans la période malheureuse du régime impérial, et à voir retomber sur Napoléon lui-même les oracles qu'il dirigeait contre ses ennemis. Pour le moment, l'étoile de cet homme

Déc. 1809. brillait du plus vif éclat; l'Europe craignait et admirait.

Le nouveau ministre de l'intérieur, le comte de Montalivet, donna ensuite lecture de son rapport sur la situation de l'empire. Rien de plus fastueux que ces documents où l'on résumait toutes les gloires, toutes les splendeurs de l'époque, et où l'on ne disait pas un mot des souffrances du peuple, des désastres commerciaux, de la gêne des transactions, du fâcheux état de l'agriculture et de l'industrie, du désespoir causé, chaque année, par ces coupes réglées que les familles maudissaient sous le nom de conscription. A l'aide de l'histoire officielle, on donnait le change à la France et au monde.

Napoléon se dispose à contracter un nouveau mariage.

Depuis le jour où avait été répudiée Joséphine, il n'avait été question, dans les cours, que du prochain mariage de Napoléon : cette grande affaire, qui touchait de si près à la politique, absorbait les préoccupations de l'empereur. Trois négociations furent à la fois entamées : on parlait d'une grande-duchesse de Russie; mais Alexandre, à l'époque de l'entrevue d'Erfurt, n'avait pris aucun engagement formel; il s'en était référé aux volontés de sa mère, et la princesse Catherine Paulowna, âgée de près de vingt ans, était déjà fiancée au duc de Holstein-Oldenbourg. La négociation, conduite avec réserve, n'aboutit à aucun résultat positif. L'impératrice mère, la fière Marie de Wurtemberg, détestait Napoléon avec la dure franchise d'un cœur allemand, et elle ne voulait pas « sacrifier sa fille à un *parvenu*. » Alexandre, qui ne tenait guère à cette alliance, paraissait affligé

de l'opposition de sa mère; mais il ne faisait rien pour y mettre un terme, et l'orgueil de Napoléon s'indignait secrètement d'une telle indifférence. La princesse royale de Saxe, Marie-Auguste-Antoinette, était alors âgée de vingt-sept ans. Un moment il fut question de demander sa main; mais Napoléon ne trouva pas que cette alliance fût digne de lui. On sait que, dans les pourparlers qui précédèrent la paix de Vienne, les négociateurs avaient en quelque sorte réservé, comme garantie du traité, le mariage de Napoléon avec une archiduchesse d'Autriche. Cette idée avait été longtemps chère à l'empereur. Dans une alliance aussi éclatante, il voyait une assimilation entre lui et les Bourbons, un moyen de s'asseoir en fils et en frère, et non plus seulement en maître, au foyer des familles régnantes. Marie-Louise de Lorraine, archiduchesse d'Autriche, était nièce de l'infortunée Marie-Antoinette : elle était nièce de Louis XVI. Napoléon la jugeait d'assez haute lignée pour demander sa main : une proposition formelle fut adressée à cet effet à l'empereur d'Autriche.

Janv. 1810.

L'empereur fait demander la main d'une archiduchesse.

La cour de Vienne avait subi de trop douloureuses épreuves pour dédaigner la démarche de Napoléon. M. de Metternich, alors ministre dirigeant des affaires d'Autriche, fut consulté. C'était un homme jeune, mais doué d'une intelligence profonde et d'un sens éminemment droit. Il vit dans l'alliance proposée un moyen de mettre à couvert la monarchie autrichienne, toujours menacée par la France; et il n'hésita pas à conseiller à l'empereur François de donner sa fille chérie à Napoléon. François Ier comprit les raisons

Janv. 1810.

L'empereur d'Autriche accueille cette demande.

puissantes qui militaient en faveur de cet arrangement; et, cédant à de hautes considérations, il dit à M. de Metternich : « Allez voir, de ma part, ma fille Marie-Louise; exposez-lui notre situation, et, avant d'agir, obtenez son consentement. » Ce n'était là encore qu'une forme officielle : la jeune archiduchesse savait bien qu'elle devait obéir sans murmurer. Pour comprendre son effroi, il ne faut point se placer au point de vue de nos idées françaises actuelles, de la grande réaction qui s'est opérée depuis trente ans dans le monde en faveur de Napoléon : il faut savoir que le nom de Bonaparte, depuis les victoires de Rivoli et de Castiglione, surtout depuis la campagne d'Austerlitz, était un sujet de deuil pour la maison d'Autriche. Les princes et les princesses de cette illustre famille étaient élevés dans l'horreur de Napoléon; on le leur avait représenté comme l'exterminateur de leur peuple, comme le fléau de l'Europe et du monde : dès le berceau les archiducs et leurs jeunes sœurs avaient des poupées noires, presque aussi laides que le démon, et qu'on appelait *Bonaparte;* la colère de ces petits princes s'exerçait habituellement contre ce monstre noir; puis, à mesure que grandissaient ces enfants, formés à de tels jeux et élevés dans une pareille haine, ils apprenaient avec douleur les nouvelles blessures de leur pays, les humiliations de l'Allemagne, le démembrement de l'Autriche et le désespoir de leur père. Tel était l'homme au sort duquel la jeune Marie-Louise devait unir sa destinée. Elle se résignait, mais avec terreur, et en offrant à Dieu son sacrifice. Les fidèles

Autrichiens ne se cachaient pas eux-mêmes pour exprimer leur douleur. Quant au prince Charles et au prince de Lichtenstein, si prépondérants dans les conseils de l'Autriche, ils étaient d'avis qu'on se hâtât de conclure l'alliance proposée par Napoléon : ils se déclaraient fiers de réunir, par un lien étroit, la maison de Lorraine et le plus illustre capitaine du siècle. Fév. 1810.

Le mariage est célébré par procuration à Vienne.

Marie-Louise accepta donc, les larmes aux yeux, mais sans se plaindre, le dangereux honneur d'aller régner sur un peuple qui avait livré au bourreau sa tante Marie-Antoinette. Un courrier partit sur-le-champ pour transmettre sa réponse à Paris, et l'on s'entendit promptement sur les stipulations matrimoniales. Le 25 février, le prince de Neufchâtel (Berthier) se mit en route pour Vienne, où il demanda solennellement, au nom de l'empereur des Français, la main de la jeune archiduchesse. Après ce qui avait été secrètement convenu de part et d'autre, cette démarche officielle n'était qu'une formalité usitée entre souverains. Berthier fut reçu en grande pompe; il y eut un échange de discours et de congratulations plus ou moins sincères, mais qui sauvèrent dignement toutes les apparences. Le mariage fut célébré par procuration, selon le cérémonial usité, dans la journée du 11 mars. Ce jour-là, le prince de Neufchâtel représenta Napoléon, et l'archiduc Charles, son frère, l'empereur d'Autriche. Le 13, Marie-Louise s'éloigna de Vienne, suivie des regrets de tout un peuple qui la croyait sacrifiée : il fallut déployer l'appareil de la force pour

L'archiduchesse part pour la France.

Mars 1810. contenir les démonstrations de la multitude. Les poëtes allemands, dans leurs ballades, déploraient le sort « de cette jeune victime couronnée de bandelettes ; » le patriote Gentz la comparait à ces héroïnes de l'Arioste qu'on exposait, sur un rocher, aux fureurs des monstres marins. Cependant Napoléon, épris comme un jeune homme, avait tout disposé pour que le voyage de sa fiancée s'accomplît au milieu des témoignages de la grandeur et du faste. Il fit partir sa sœur Caroline, reine de Naples, pour aller jusqu'à Braunau à la rencontre de la nouvelle impératrice : elle était accompagnée de quatre dames d'honneur, mesdames de Montebello, de Montmorency, de Mortemart et de Bouillé.

La remise de l'archiduchesse se fit à Braunau le 16 mars, selon la forme traditionnelle. On avait construit et décoré un grand salon, avec des portes qui s'ouvraient aux deux extrémités. L'impératrice entra par la porte qui était du côté de l'Autriche ; la reine de Naples, sœur de Napoléon, se présenta de l'autre côté. Marie-Louise donna sa main à baiser aux dames allemandes, qui se retirèrent et qui furent remplacées par les dames françaises : on la conduisit dans ses appartements, où elle échangea ses vêtements autrichiens contre les riches parures qui lui étaient apportées de Paris. Marie-Louise était grande ; elle avait le front beau, la main et la bouche petites, le cou un peu fort ; elle était timide et embarrassée dans ses mouvements. Elle parlait assez mal la langue française, et ne la comprenait guère mieux.

On remarquait sa modestie et sa bonté, mais on s'accoutumait difficilement à la froideur de ses manières. Mars 1810.

La princesse traversa Munich, Augsbourg, Stuttgard, Carlsruhe et Strasbourg; elle fut reçue dans les cours étrangères avec beaucoup d'éclat, et accueillie sur le territoire français avec une sorte d'enthousiasme. A Strasbourg, elle trouva le premier page de l'empereur qui lui apportait une lettre, les fleurs les plus rares, et les faisans de sa chasse. Toute sa route jusqu'à Compiègne fut signalée par les hommages des populations. Le programme que Napoléon avait rédigé pour régler le cérémonial de la première entrevue portait ce qui suit : « LL. MM. se rencontreront dans la tente du milieu; *l'impératrice s'inclinera pour se mettre à genoux,* et l'empereur la relèvera. » Mais l'impatience de Napoléon ne laissa pas la fille des Césars subir cette humiliation. Napoléon s'était échappé furtivement du palais de Compiègne, enveloppé dans sa redingote grise, et accompagné seulement de Joachim Murat, roi de Naples. La pluie tombait, et les deux souverains s'abritaient, tant bien que mal, sous le porche d'une église de village, en face du relai de poste de Courcelles. La voiture dans laquelle se trouvait Marie-Louise s'étant arrêtée dans ce lieu, Napoléon se précipita vers la portière, l'ouvrit lui-même, et prit place à côté de la princesse. Marie-Louise, surprise et étonnée de cette apparition inattendue, se recula involontairement; mais la reine de Naples lui dit : « Madame, c'est « l'empereur. » Et ce fut ainsi que l'empereur brusqua

Première entrevue de Napoléon et de Marie Louise.

Avril 1810. la première entrevue. Cette scène étrange se passa au lieu même où, quarante ans avant ce jour, le roi Louis XV était venu lui-même recevoir Madame la Dauphine, fille de Marie-Thérèse : rien de ce qui rappelait les douloureux souvenirs de Marie-Antoinette ne se présentait à l'esprit des assistants sans réveiller un sentiment d'inquiétude ou d'effroi. Il était nuit lorsqu'on arriva à Compiègne. Il n'y eut point de cercle ce soir-là, et les présentations n'eurent lieu que le lendemain.

Mariage de l'empereur.

Le mariage civil fut célébré le 1er avril à Saint-Cloud, dans la galerie du château, à l'extrémité de laquelle on avait dressé une estrade : les princes et les princesses de la famille impériale et les premiers dignitaires de l'État se trouvaient réunis. Le prince archichancelier se tourna vers l'empereur, et lui dit à haute voix : « Sire, V. M. a-t-elle intention de pren- « dre pour sa légitime épouse S. A. S. madame l'ar- « chiduchesse Marie-Louise, ici présente? » L'empereur répondit : « Oui, monsieur. » Alors Cambacérès, s'adressant à l'impératrice, lui dit : « Madame, est-ce « la libre volonté de V. A. S. de prendre pour son légi- « time époux S. M. l'empereur et roi Napoléon, ici pré- « sent? » Marie-Louise répondit : « Oui, monsieur. » Et l'archichancelier déclara, au nom de la loi et des institutions de l'empire, que l'empereur Napoléon et l'archiduchesse Marie-Louise étaient unis par le mariage. Les assistants signèrent alors le contrat, déposé sur une table couverte d'un riche tapis de velours. Le lendemain, les deux époux firent leur entrée solennelle dans la capitale de l'empire. L'empereur et Marie-

Louise étaient dans un splendide carrosse traîné par huit chevaux isabelles; trente autres voitures à fond d'or, magnifiquement attelées, formaient le cortége : elles étaient remplies des officiers et des dames des services d'honneur; toute la garde à cheval escortait ce convoi, qui traversa le bois de Boulogne, les Champs-Élysées, la place de la Concorde et le jardin des Tuileries. Une foule immense avait formé la haie, de Saint-Cloud jusqu'à Paris. Lorsque les voitures se furent arrêtées sous le péristyle du château, les princes et les conviés traversèrent les salons et les galeries, au milieu d'une affluence innombrable de spectateurs invités, parmi lesquels figuraient, en grande toilette, plusieurs milliers de jeunes femmes. La galerie du Musée offrait particulièrement un merveilleux coup d'œil : dans le salon carré, qu'on avait disposé en chapelle, se trouvaient les dames de la cour et les familles d'élite : la messe fut célébrée par le cardinal Fesch, oncle de l'empereur, qui donna aux époux la bénédiction nuptiale. Avril 1810.

Les cardinaux présents à Paris, un grand nombre d'évêques et de membres du haut clergé, avaient été convoqués à la cérémonie : la plupart y vinrent, mais il n'y eut que peu de cardinaux présents. Treize d'entre ces princes de l'Église romaine, considérant que le pape, alors prisonnier à Savone, n'était point intervenu dans l'affaire du divorce, jugèrent que l'union de Napoléon et de Joséphine n'était pas religieusement dissoute, et par conscience ils s'abstinrent de se rendre à la cérémonie. Leur absence irrita beaucoup Napoléon : pour se venger, l'empereur ordonna

Mai 1810. que les treize cardinaux dont il avait à se plaindre ne pourraient désormais s'habiller qu'en noir; puis il les exila dans quelques villes éloignées de Paris. Cette courageuse protestation des cardinaux produisit une vive impression. Involontairement on tourna les yeux vers le pape prisonnier et persécuté, et qui, sans autres armes que le silence, avait été assez fort pour condamner le mariage de l'empereur et pour protester en faveur de Joséphine : on se rappela que les souverains pontifes, au moyen âge, prenaient parti pour les épouses trahies, et savaient maintenir leurs droits. Les infants d'Espagne, relégués à Valençay, se montrèrent moins généreux. Pour complaire à Napoléon, ils donnèrent une fête brillante, précédée d'un *Te Deum* et suivie d'un banquet: au dessert, Ferdinand VII ne craignit pas de braver à la fois le souvenir de ses ancêtres et le courage de l'Espagne fidèle, en portant ce toast : « A nos augustes souverains le grand « Napoléon et Marie-Louise, son auguste épouse! » C'est qu'au milieu de son exil et loin de ses conseillers, Ferdinand n'avait cessé de se montrer faible et subjugué. Pendant que le sang espagnol coulait à grands flots pour sa cause, il persistait toujours, lui le petit-fils de Philippe d'Anjou, à solliciter l'honneur d'entrer par alliance dans la famille de « S. M. l'empereur Napoléon, son illustre souverain. » Par bonheur pour l'Espagne, elle ignorait ces humiliations volontaires de l'homme en faveur duquel elle persistait à souffrir et à mourir.

Napoléon et Marie-Louise se rendirent à Compiègne : huit jours après, ils quittèrent cette rési-

dence pour aller visiter le canal de Saint-Quentin, l'un des plus beaux ouvrages du règne, et, successivement, Cambrai, Anvers, Bruxelles. Jérôme Bonaparte, la reine de Westphalie, le grand-duc de Wurtzbourg, le prince vice-roi et M. de Metternich accompagnaient les illustres voyageurs. Cette excursion dans les départements de la Flandre et de la Belgique ne fut qu'une longue série de plaisirs et de pompes. La cour s'arrêta à Anvers pendant huit jours, qui furent mis à profit par l'empereur pour l'embellissement de la ville et pour la prompte exécution des travaux du port. Après avoir quitté Anvers, Napoléon alla visiter successivement Berg-op-Zoom, Bréda, Gertruidenberg, Bois-le-Duc, et tout le cours de la Meuse. Il revint par Laken, Gand, Ostende Lille, Calais, Boulogne, Dieppe, le Havre et Rouen. Pendant ce voyage de trois mois, l'empereur voulut voir et reconnaître les bouches de l'Escaut, et le territoire marécageux qui avait été le théâtre des désastres de l'armée britannique : surtout il chercha à montrer Marie-Louise à ceux des sujets de l'empire qui devaient avoir pour elle une plus grande vénération, puisque, peu d'années auparavant, ils avaient été soumis eux-mêmes à la maison d'Autriche, alors souveraine des Pays-Bas. Sur toute la route, les populations avaient élevé des arcs de triomphe. Rien n'égalait la docile adulation des magistrats. Les poëtes célébraient les deux époux dans des cantates d'une déplorable médiocrité. A Paris, au retour de Napoléon, il y eut des fêtes municipales assez froidement ordonnancées, mais très-dispen-

Juin 1810.

Voyage de l'empereur et de Marie-Louise dans les départements du Nord.

Fêtes à Paris.

Juill. 1810. dieuses. La ville offrit à l'impératrice des cadeaux pour la plupart fort riches, mais déplorables sous le rapport du goût et de l'art. On dansa aux Champs-Élysées, à Trianon, à Fontainebleau, et surtout à l'hôtel de ville de Paris. Il y a toujours en France un peuple qui se pare et qui valse, sans se mettre en peine du présent, et sans garder à ceux aux frais de qui il s'amuse une fidélité plus durable que les émotions du bal. Les gouvernements et les municipalités qui font danser ce peuple ont pour coutume de le croire à jamais heureux et fidèle : c'est dans l'ordre des illusions de la politique et du plaisir.

Sinistre événement qui vient contrister ces fêtes.

Cependant un événement des plus sinistres vint assombrir ces fêtes, et rappeler à la France le grand désastre qui avait si fatalement inauguré le mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Le prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche, offrit un bal à Napoléon et à Marie-Louise. Toute l'élite de la noblesse de France et du continent avait été conviée à cette fête ; et, pour suppléer à l'insuffisance des appartements, le prince avait fait construire dans le jardin de son hôtel une vaste salle de bois, somptueusement décorée. Les frêles murs de cette galerie furent parés de guirlandes, de tentures légères, de mousseline; le plafond était chargé de lustres ; les bougies étincelaient par milliers, et la foule était si nombreuse, qu'on parvenait à peine à circuler. Soudain le cri *Au feu!* se fit entendre; la flamme dévora en quelques instants les murs et les lambris de bois, enduits d'une peinture résineuse et chargés de gazes. Ce moment fut effroyable : les femmes, échevelées,

se précipitèrent à la fois par toutes les issues ; beaucoup de jeunes filles furent foulées aux pieds et étouffées. Au plus fort du tumulte et de l'épouvante, Marie-Louise, conservant un calme remarquable, vint s'asseoir sur son trône : l'empereur s'élança, la saisit dans ses bras, et la transporta hors de l'enceinte à demi embrasée. Il revint ensuite pour diriger le service des secours ; mais bientôt il ne resta plus qu'un amas de décombres ensanglantés et fumants. La princesse Pauline de Schwartzemberg était sortie de la salle : ne retrouvant plus sa fille, qui cependant était déjà sauvée, elle eut l'héroïque audace de pénétrer de nouveau sur le théâtre de l'incendie, et quelques moments après il ne demeurait d'elle que son corps à demi calciné. Le prince Kourakin, vivement pressé dans la foule, accablé de lambeaux enflammés qui tombaient sur lui, ne dut la vie qu'à son uniforme de drap d'or, sur lequel les charbons glissèrent ; mais il fut cruellement brûlé. Le service de police, fort mal organisé par le préfet, M. Dubois, ne contribua que tardivement à sauver les victimes. Il serait impossible de dépeindre le stupéfaction que cet événement produisit à Paris et en France. Les hommes les moins superstitieux se rappelaient le mariage de Marie-Antoinette, non moins fatalement inauguré ; et ils disaient que l'alliance contractée par Napoléon ne serait pas heureuse.

1810.

Modifications dans le ministère et dans le personnel des hauts emplois.

Ces événements de famille n'avaient point seuls rempli l'histoire des derniers mois de 1809 et des premiers mois de 1810. On a déjà vu que le portefeuille de l'intérieur avait été donné à M. de Monta-

1810. livet : c'était un homme laborieux, probe, dévoué, aux manières affables, mais d'une capacité fort secondaire. Napoléon l'avait connu avant la révolution, à l'époque où celui qui devait être l'homme du siècle n'était encore qu'un obscur sous-lieutenant d'artillerie. Pour l'empereur, un ministre était surtout un commis de premier ordre : M. de Montalivet, à ce titre, était digne du poste qui lui fut confié. Il avait depuis longtemps fait ses preuves dans la direction des ponts et chaussées, poste fort important qui fut confié au comte Molé, maître des requêtes, préfet de la Côte-d'Or, et à peine âgé de vingt-neuf ans. M. Molé avait eu l'instinct de la grandeur napoléonienne ; il avait le culte du génie et de la force ; il croyait au pouvoir absolu, et à la prépondérance du fait sur le droit. A raison de l'importance qu'avaient prise les affaires ecclésiastiques, on créa un ministère des cultes, qui fut donné à M. Bigot de Préameneu, autrefois avocat au parlement de Paris, et qui, entre les mains de Napoléon, ne pouvait être qu'un assez commode instrument. Il avait siégé à l'assemblée législative. Les affaires de la guerre furent concentrées dans les mains de Clarke, duc de Feltre, dont l'empereur estimait la capacité et le dévouement. Ce choix était de nature à déplaire à l'armée. Le duc de Feltre était plutôt un organisateur et un homme de police militaire, qu'un général connu du pays et du soldat. M. Maret, duc de Bassano, conserva toujours auprès de Napoléon les fonctions importantes de ministre secrétaire d'État. Toutes les affaires étaient soumises à son contrôle. MM. Fain,

Mounier et de Menneval se trouvaient placés sous ses 1810.
ordres, et remplissaient d'ailleurs des fonctions de confiance dans le cabinet de l'empereur. Le grand juge, ministre de la justice, était toujours Regnier, décoré du titre de duc de Massa; le ministre de la marine était M. Decrès. Mais le changement le plus important qui fut opéré, en 1810, dans le gouvernement de l'intérieur, fut l'avénement de Savary, duc de Rovigo, au ministère de la police générale, si longtemps occupé par Fouché, duc d'Otrante. L'empereur n'avait tant différé d'écarter ce dernier que parce qu'il craignait ses dangereux talents ; surtout il redoutait que Fouché ne livrât à la publicité des secrets importants dont il avait été dépositaire, et ne fît un usage désagréable de beaucoup de lettres confidentielles que lui avait écrites Napoléon aux diverses époques de sa fortune ou de sa puissance. L'empereur eut soin de prendre des précautions pour dissimuler ou adoucir la disgrâce de cet agent redoutable. Le duc d'Otrante fut nommé gouverneur général de Rome. Comme il partait pour ce fastueux exil, l'empereur lui fit redemander les lettres qu'il lui avait écrites, et qui se rattachaient aux affaires de la police générale. Fouché répondit qu'il les avait brûlées, et l'empereur ne vit dans cette réponse qu'une mauvaise défaite. Sa défiance redoubla, et Fouché fut privé de son gouvernement de Rome. La disgrâce de cet habile ministre fut accueillie avec déplaisir, tant le duc d'Otrante avait réussi à se faire des amis aux dépens de Napoléon. On s'effraya beaucoup de le voir rem-

Disgrâce de Fouché.

1810. placé par Savary, homme dévoué et hardi, mais dont on contestait les talents, et qui semblait devoir être, entre les mains de l'empereur, un instrument de tyrannie aveugle autant qu'inflexible. Ainsi, les deux hommes politiques les plus capables de ce règne, Talleyrand et Fouché, avaient été successivement éloignés des affaires. On peut bien se priver du concours de pareils ministres, mais on ne les annule pas : quand on les repousse, on les a contre soi. L'un et l'autre reparurent dans les mauvais jours, et chacun d'eux à son tour contribua à la ruine de Napoléon. Placé entre leur amitié suspecte et leur haine plus dangereuse encore, l'empereur eut le tort de se croire trop fort pour être sérieusement atteint par de tels ennemis.

M. Pasquier est nommé préfet de police.

M. Pasquier fut nommé préfet de police. Il voulut d'abord refuser ces fonctions difficiles, mais l'empereur insista, et l'on savait qu'il ne permettait guère aux hommes qu'il honorait de son choix de récuser un dangereux honneur, sous prétexte d'insuffisance. La préfecture de police n'était point d'ailleurs ce qu'elle est aujourd'hui, une magistrature politique attachée à découvrir les complots et à sauvegarder l'État : ce n'était qu'une édilité ayant pour objet le maintien de l'ordre matériel dans les rues, dans les halles, dans les lieux publics de Paris. Les fonctions de M. Pasquier rappelaient assez bien l'ancienne prévôté du temps de M. de Sartines, la lieutenance de M. Lenoir. Le nouveau magistrat devait pourvoir aux subsistances, et faire les règlements d'utilité pu-

blique que les circonstances pourraient réclamer. Il cessa d'hésiter et prêta serment d'obéissance à l'empereur. 1810.

Contrebande maritime exercée au moyen de licences.

L'empereur décréta qu'aucun navire ne pourrait sortir des ports français, à destination des ports étrangers, sans être muni d'une licence qu'il se réservait d'accorder ou de refuser. Ce fut une source de trafics parfois scandaleux. Les licences ne furent ordinairement accordées qu'à ceux qui les payèrent fort chèrement, ou qui mirent de moitié le souverain ou les courtisans dans leurs bénéfices. L'adoption de cette mesure paralysa, en grande partie, les effets du système continental : le trésor impérial y gagna des sommes énormes; mais les commerçants pourvus de licences importèrent des denrées coloniales en quantité considérable, et l'Angleterre y trouva son compte. Il y eut quelque chose d'inique dans ce système de licences, établi au profit des commerçants français, et dont ne profitaient ni la Hollande, ni la Prusse, ni les villes Hanséatiques, ni le Danemark, ni la Suède, ni les États d'Italie. Le mécontentement des peuples alliés ou vassaux ne cessa donc de s'accroître dans la proportion de leurs misères; mais des trésors immenses étaient amassés dans les caves des Tuileries, et ne trouvèrent que trop tôt leur emploi, lorsque Napoléon se vit à son tour réduit à de dures extrémités.

Situation fâcheuse de la Hollande.

La Hollande fut la première à subir la peine des efforts qu'elle faisait pour se soustraire au joug impérial; elle souffrait trop pour ne point chercher par tous les moyens possibles à éluder les ordres de Na-

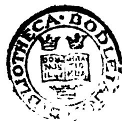
1810. poléon, et à entretenir dans ses ports quelques restes de son ancienne vie commerciale. La Hollande est fille du négoce ; c'est par l'industrie maritime qu'elle est devenue une nation : privée de commerce, elle n'offrirait bientôt d'autre spectacle qu'une longue série de villes dépeuplées et de marécages d'eau salée, mêlés de bas-fonds et de bancs de sable. Le système continental, en fermant ses ports et en lui enlevant ses vastes colonies, la réduisait à une situation déplorable que les peuples ne pouvaient accepter, alors même qu'ils auraient pu avoir l'espérance de sortir de cette espèce de tombeau le jour de la chute de l'Angleterre. Les peuples souffrent des maux présents, et se prêtent peu aux illusions de l'avenir. Malheureusement pour la Hollande, elle subissait les nécessités de sa condition : trop faible entre les deux grandes puissances belligérantes, il fallait qu'elle fût anglaise ou française, ou qu'elle mourût. Cette situation ne pouvait durer.

Le roi Louis abdique le trône de Hollande.

Louis Bonaparte, qui régnait sur ce pays, n'avait point voulu se résigner à n'être qu'un préfet couronné, un proconsul de la France; il ne s'était prêté qu'avec une répugnance marquée à servir d'instrument au système continental imposé à ses sujets, et il avait encouru à chaque instant, dans l'intérêt de la Hollande, le blâme et le courroux de son frère. Il aimait son peuple, il écoutait ses plaintes, il osait en être l'interprète, et souvent il n'hésitait pas à enfreindre les volontés rigoureuses de Napoléon. L'empereur lui écrivait dans les termes les plus durs, et ne craignait pas de lui dire: « V. M. trouvera en moi un frère, si

je trouve en elle un Français ; mais si elle oublie les sentiments qui l'attachent à la commune patrie, elle ne pourra trouver mauvais que j'oublie ceux que la nature a placés entre nous. » Louis Bonaparte se croyait engagé d'honneur à servir de protecteur à son royaume, et il protestait jusqu'au bout contre les tristes conditions qui lui étaient faites. Pour mettre un terme à cette résistance généreuse, l'empereur ordonna au maréchal Oudinot de pénétrer à la tête d'un corps d'armée jusque dans Amsterdam, d'occuper militairement la Hollande, et de faire exécuter sans retard les décrets qui ruinaient ce peuple. En cette extrémité, le roi de Hollande prit la détermination que commandait l'intérêt de sa propre dignité : il abdiqua en faveur de son fils Napoléon-Louis, et, à défaut de ce prince, en faveur de Charles-Louis-Napoléon, son second enfant [1]. Puis, après avoir déposé l'acte officiel de son renoncement au trône entre les mains de ses ministres, il partit en secret pour se rendre en Autriche aux eaux de Tœplitz, où l'appelait le soin de sa santé. La reine Hortense fut proclamée régente. (Juillet 1810.)

1810.



Allocution de l'empereur au prince Napoléon-Louis.

A la nouvelle de l'abdication de son frère, l'empereur laissa éclater une colère inattendue, et dont la sincérité fut révoquée en doute. Il refusa de reconnaître la validité de l'acte d'abdication, et fit appeler devant lui le prince Napoléon-Louis, encore enfant : « Venez, lui dit-il, venez, mon fils! Je serai votre père :

[1] Né à Paris le 20 avril 1808, élu, le 10 décembre 1848, président de la république française.

1810. « vous n'y perdrez rien. La conduite de votre père af-« flige mon cœur : sa maladie seule peut l'expliquer. « Quand vous serez grand, vous payerez sa dette et « la vôtre. N'oubliez jamais, dans quelque position « que vous placent ma politique et l'intérêt de mon « empire, que vos premiers devoirs sont envers moi, « vos seconds envers la France. Tous vos autres de-« voirs, même ceux envers les peuples que je pour-« rais vous confier, ne viennent qu'après. » Déclaration insensée et orgueilleuse, qui révélait à l'Europe le renversement des principes, la déchéance des peuples et l'abaissement dés rois. L'empereur nomma ensuite le jeune prince grand-duc de Berg. Le royaume de Hollande cessait d'exister, et ne devait pas tarder à être incorporé à l'empire.

Les États romains réunis à la France forment deux départements.

Déjà ce sort avait été imposé aux États de l'Église. Un sénatus-consulte, rendu sur la proposition de Napoléon, avait confisqué au profit de la France tout ce qui restait du domaine de Saint-Pierre. Aux termes de cet acte, l'État de Rome faisait partie intégrante de l'empire français, et formait le département de Rome [1] et le département du Trasimène [2]. Le département de Rome devait avoir sept députés au corps législatif, et celui du Trasimène, quatre ; tous deux devenaient chefs-lieux de sénatorerie ; la ville de Rome était proclamée *seconde ville de l'empire.* Le maire de Rome assistait au couronnement, et prenait place dans les cérémonies, après les maires de Paris.

[1] Chef-lieu, Rome.
[2] Chef-lieu, Spolète.

1810.

L'héritier de la couronne impériale devait porter le titre de *roi de Rome*. Les papes, rangés au nombre des évêques de l'empire, devaient désormais, lors de leur exaltation, prêter serment de ne jamais rien faire contre les propositions de l'Église gallicane, arrêtées dans l'assemblée du clergé en 1682 (ainsi se trouvait atteinte l'indépendance de la papauté dans l'ordre des choses spirituelles). Les quatre propositions de l'Église gallicane étaient déclarées communes à toutes les Églises de l'empire. Les dépenses du sacré collége et de la propagande étaient rangées au nombre des dépenses impériales. Le pape avait le droit d'habiter plusieurs palais, l'un à Rome, l'autre à Paris, un troisième à Milan.

La Hollande réunie à la France forme neuf départements.

La Hollande forma neuf départements [1], et la ville d'Amsterdam fut proclamée *troisième ville de l'empire* français. La Hollande eut six sénateurs, six députés au conseil d'État, vingt-cinq députés au corps législatif, et deux juges à la cour de cassation. Les officiers de terre et de mer de tout grade furent confirmés dans leurs emplois ; la garde royale fut réunie à la garde impériale ; le roi Louis, en sa qualité de prince français, eut un apanage de deux millions de revenus, mais il persista à vivre hors de France. La reine Hortense, avec laquelle il

[1] Les Bouches-de-l'Escaut, chef-lieu Middelbourg; les Bouches-de-la-Meuse, chef-lieu la Haye; les Bouches-du-Rhin, chef-lieu Bois-le-Duc; les Bouches-de-l'Yssel, chef-lieu Zwol; l'Ems-Occidental, chef-lieu Groningue; l'Ems-Oriental, chef-lieu Aurich; la Frise, chef-lieu Leeuwarden; l'Yssel-Supérieur, chef-lieu Arnheim; le Zuyderzée, chef-lieu Amsterdam.

1810. était en mésintelligence, se retira à Paris près de l'empereur, et eut à la cour le premier rang après l'impératrice. Tous les éléments du règne administratif de la France, les douanes, les droits réunis, la confiscation, le système continental, la conscription et les codes furent imposés à la Hollande, comme aux autres parties intégrantes de l'empire. Aussi bien que la Toscane, le Piémont, les États de l'Église et les provinces Illyriennes, la Hollande fut placée sous la surveillance directe d'un gouverneur général ; et le choix de Napoléon se reposa à cet égard sur l'ancien consul Lebrun, architrésorier de l'empire et duc de Plaisance.

Les villes hanséatiques forment trois nouveaux départements.

Le 13 décembre, un sénatus-consulte organique déclara que les villes hanséatiques, le Luxembourg, tous les pays situés entre la mer du Nord et une ligne tirée depuis le confluent de la Lippe et du Rhin jusqu'à Halteren ; de Halteren à l'Ems, au-dessus de Telget ; de l'Ems au confluent de la Werra dans le Weser, et de là à Stolzenau sur l'Elbe, au-dessus du confluent de la Stekenitz, faisaient désormais partie de l'empire. Outre les provinces hollandaises, dont ce sénatus-consulte sanctionnait la confiscation, la France gagnait à cet acte, déjà prévu par l'Europe, les trois départements des Bouches-de-l'Elbe, des Bouches-du-Weser et de l'Ems-Supérieur. Hambourg, Brême et Osnabruck étaient les chefs-lieux de préfecture de ces provinces. Les trois nouveaux départements constituèrent la trente-deuxième division militaire et formèrent un gouvernement général placé sous la direction du maréchal Davoust, prince d'Eck-

mühl. Au moyen de cet agrandissement, la France eut une faible partie de son littoral baignée par la mer Baltique. 1810.

Un autre territoire fut ajouté à l'empire : ce fut le canton du Valais, qui, détaché de la confédération suisse, forma le département du Simplon, et eut la ville de Sion pour chef-lieu. Pour justifier cette réunion d'une région helvétique à la France, l'empereur dit au sénat : « La réunion du Valais est une conséquence prévue des travaux que je fais faire, depuis « dix ans, dans cette partie des Alpes. » La raison du plus fort n'avait pas besoin d'être appuyée sur de plus longs commentaires. L'Europe gardait le silence, et la France considérait sans étonnement et sans surprise l'extension démesurée donnée à ses domaines. Quelques hommes chagrins se prenaient toutefois à dire que plus on ajoutait à la masse du colosse, plus elle tendait à s'écrouler. Le Valais est réuni à l'empire.

L'empereur de Russie vit avec un grand déplaisir entrer dans les dépendances des Bouches-du-Weser le duché d'Oldenbourg, qui appartenait à un prince de sa famille ; et Napoléon commit la faute de ne pas tenir compte des justes réclamations du czar.

Le royaume de Danemark ne fut point annexé à l'empire français : ce royaume, qui possédait alors la Norwége, avait accédé de bonne foi au système continental, et s'était placé sous la protection de la France. L'empereur, pour récompenser le roi Frédéric de cette amicale soumission, méditait d'ajouter la Suède aux autres domaines de la couronne danoise. Des événe-

1810. ments d'une haute importance contrarièrent la réalisation de cette pensée.

Bernadotte est élu prince royal en Suède.

On a vu plus haut qu'au mois de juin 1809, le duc de Sudermanie avait été appelé au trône de Suède, devenu vacant par l'abdication forcée du roi Gustave IV Adolphe, son neveu. Le nouveau roi, Charles XIII, était avancé en âge et sans enfants. Les états de Suède, assemblés en diète extraordinaire, avaient décrété, le 14 juin, que la couronne passerait au prince Christiern-Auguste de Holstein-Sondersbourg-Augustembourg, qui fut proclamé prince royal.

Or, le 18 mai 1810, ce jeune prince étant à cheval, et passant une revue au milieu des officiers de sa suite, fut tout à coup saisi d'un éblouissement, et tomba comme frappé d'apoplexie. Après sa mort, qui arriva sur l'heure et qui fut attribuée à un crime, on se vit dans la nécessité de convoquer une nouvelle diète pour régler une seconde fois la succession au trône de Suède. L'empereur Napoléon désirait que les choix de l'assemblée se portassent sur le roi de Danemark ; l'élection de ce prince aurait assuré à la France un allié puissant dans le Nord, et aurait contribué à garantir l'exécution du système continental. Malheureusement il existait entre les Suédois et les Danois des antipathies historiques qui ne permirent pas à la diète d'accueillir cette pensée. Les regards se portèrent un moment sur le duc d'Oldenbourg ; mais, comme il était parent de l'empereur Alexandre, on craignait d'assurer une trop grande prépondérance à la Russie.

Quelques députés proposèrent alors de se concilier Napoléon, et de faire un choix agréable à la France en élisant pour prince royal de Suède le maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo. Cette combinaison parut assez étrange. Bernadotte était un dangereux ennemi de l'empereur, et, pour en faire un roi, il fallait oublier que longtemps il avait été en France l'un des plus ardents fauteurs du jacobinisme. Mais Bernadotte avait épousé mademoiselle Clary, sœur de la reine d'Espagne et belle-sœur de Joseph Bonaparte ; pendant quelques années il avait été gouverneur du Hanovre et de la Poméranie; les peuples de ces contrées avaient rendu justice à la douceur et à la sagesse de son administration. Le maréchal prince de Ponte-Corvo était donc populaire dans le Nord, et ce fut surtout à cette circonstance qu'il dut l'élection fort inattendue dont l'honora la diète suédoise. L'empereur Napoléon fut assez vivement contrarié de ce choix; mais il dissimula ses répugnances secrètes, et déclara « qu'étant lui-même monarque élu du peuple, il ne pouvait s'opposer à l'élection qu'un autre peuple voulait faire. » Les quatre ordres dont se composaient les états de Suède acclamèrent donc le maréchal Bernadotte en qualité de prince royal héréditaire (21 août). 1810.

On sait que Napoléon regretta d'avoir consenti trop précipitamment à sanctionner ce choix : un moment il eut la pensée de faire arrêter Bernadotte et de s'assurer de sa personne; mais rien n'aurait justifié cet acte de violence, et l'empereur s'abstint. Toutefois, il mit beaucoup de retard à faire délivrer à Ber- Napoléon hésite à laisser partir Bernadotte.

1810. nadotte les lettres d'émancipation que réclamait le maréchal. Étonné de ces lenteurs malveillantes, le prince de Ponte-Corvo se rendit auprès de l'empereur et lui en demanda la cause. Alors il fut extrêmement surpris en apprenant qu'on n'avait pas expédié ces lettres parce qu'il avait à remplir une formalité que le conseil jugeait indispensable : c'était qu'il signât l'engagement de ne jamais prendre les armes contre la France. « J'étais bien loin de m'attendre à cette prétention, dit vivement Bernadotte. Ce ne peut être Votre Majesté qui a voulu m'imposer cette condition; ce ne peut être qu'une idée de l'archichancelier et du grand juge ; et ils m'honorent infiniment par cette convention, puisqu'ils m'élèvent à votre niveau comme capitaine : cela vaut une couronne. Toutefois, je supplie Votre Majesté de considérer que je suis déjà sujet du roi de Suède, à qui j'ai prêté serment de fidélité par suite de votre propre autorisation, et que l'acte même de mon élection me défend de contracter aucun engagement de vassalité étrangère. Si Votre Majesté persiste à m'imposer la condition dont il s'agit, mon devoir et l'honneur me prescrivent d'envoyer de suite un courrier au roi de Suède pour l'informer des motifs qui me forcent de renoncer aux droits que le vœu des états, son adoption et votre approbation même, m'avaient fait accepter. » Napoléon comprit qu'à moins de faire de la Suède une seconde Espagne, qui réclamerait son roi et s'armerait contre la tyrannie de la France, il n'était plus possible de soumettre Bernadotte à la condition d'un vassal. D'une voix concentrée, il lui dit : « Eh bien ! partez; et

que nos destinées s'accomplissent! » Elles ne s'accomplirent que trop pour tous deux. En échange de la principauté de Ponte-Corvo, qui fit retour à Napoléon, l'empereur promit à Bernadotte une somme de deux millions de francs qui ne fut jamais entièrement payée. 1810.

Mort de la reine de Prusse.

Vers le même temps mourut Louise-Wilhelmine, reine de Prusse, qui fut pleurée de l'Allemagne tout entière, et qui, en fermant les yeux, n'eut pas la consolation de voir sa patrie redevenue libre du joug étranger. Elle mourut d'un abcès au cœur. L'opinion publique, injuste dans sa douleur, se plut à imputer aux duretés de Napoléon la triste fin de cette femme généreuse. L'Allemagne y vit une cause nouvelle de ressentiments. Pour le roi de Prusse, il ne se consola jamais de cette perte cruelle, et jusqu'à la fin de ses jours il porta sur son cœur l'image de sa chère Louise. C'est à cette époque que ce prince jugea convenable de rappeler aux affaires M. de Hardenberg, qui, trois ans auparavant, en avait été éloigné par l'influence de Napoléon.

Événements militaires en Espagne durant l'année 1810. — État des affaires de l'autre côté des Pyrénées.

Pendant le cours de l'année 1810 la guerre avait continué au delà des Pyrénées, et toutes les provinces de l'Espagne et du Portugal avaient de nouveau servi de théâtre aux opérations militaires. C'était le temps où Napoléon, tranquille dominateur du reste de l'Europe, pouvait employer toutes les forces dont il disposait à assurer la soumission de la Péninsule, et à disputer aux Anglais la possession de ce riche territoire.

L'armée anglaise, sous la conduite de lord Wel-

1810. lington, s'était repliée sur le Portugal; la jalousie et les défiances des chefs espagnols ne lui avaient pas permis de coopérer davantage à l'affranchissement de l'Espagne : ces divisions, si fatales à la cause de l'indépendance, venaient en aide aux armées françaises. Depuis la glorieuse victoire d'Ocana, où le maréchal Mortier avait détruit une armée insurrectionnelle forte de cinquante mille combattants, l'occupation des défilés de la Sierra-Morena nous avait ouvert l'Andalousie. Joseph Bonaparte entra en triomphe à Cordoue le 17 janvier 1810; le 1er février, Séville lui ouvrit ses portes. La junte suprême s'était retirée à l'approche de ce roi : ne pouvant soutenir une lutte inégale, elle avait recherché un refuge à Cadix, dans l'île de Léon, aux extrémités de la Péninsule, et sous la double protection des Anglais et de l'Océan. A en juger par le nombre des villes sur lesquelles flottait le drapeau français, et par le nombre des armées espagnoles qui fuyaient de toutes parts, désorganisées et dispersées, l'Espagne semblait entièrement soumise à la France.

Situation de l'insurrection espagnole. — Guérillas.

Or, jamais elle n'avait été plus disposée à la lutte : à défaut des armées rangées en bataille, elle avait, sur tous les points, des bandes insurrectionnelles, des *guérillas*, qui, à peine vaincues, se réorganisaient et harcelaient leurs vainqueurs; elle pouvait faire la guerre au couteau partout où la guerre au canon était devenue impossible; on avait beau la traverser, la conquérir, la désarmer, elle ne voulait point être vaincue; et chaque buisson, chaque torrent, chaque monticule se transformait en forteresse

ou en redoute : la guerre, toujours terminée, renaissait toujours. Les Espagnols, soit qu'ils prissent la fuite, soit qu'ils se retranchassent derrière de faibles abris, soit qu'ils fussent éprouvés par les maladies, par des blessures, par la faim, ne se montraient jamais découragés : tant que l'un d'eux survivrait aux autres, la guerre devrait continuer, et on n'a jamais fini d'exterminer tout un peuple. Les Français étaient sans doute bien puissants et bien forts, mais leur destruction ne devait être qu'une question de persévérance et de temps. La vieille Espagne n'avait-elle pas mis plusieurs siècles à chasser les Maures? Le joug de la France ne serait pas si difficile à briser. Si les insurgés n'avaient pu tenir en Andalousie, ils pouvaient prendre leur revanche sur d'autres points. La Galice, que les Français avaient jugée méprisable et hors d'état de leur tenir tête, n'avait-elle pas réussi à se soustraire à l'ennemi? N'avait-on pas sous les yeux l'exemple de la Catalogne, où de braves chefs tels que Lacy, O'Donnel, d'Éroles, à la tête des bandes de partisans et de montagnards, connus sous le nom de Miquelets, tenaient en échec les divisions disciplinées et formidables de Suchet et d'Augereau? La Navarre paraissait tout à fait subjuguée par les lieutenants de Napoléon, et cependant aucun officier français ne pouvait se rendre de Burgos à Bayonne sans une escorte considérable. Aucun peuple, mieux que l'Espagnol, ne sait faire la guerre de partisans, ne s'entend à soutenir une lutte irrégulière qui, à chaque instant, se transforme en échange d'armes ou de terrain. L'Espagnol ne sait guère s'assouplir aux len- 1810.

1810. teurs de la guerre méthodique, à la discipline, aux exercices de parade; mais nul ne l'égale s'il faut manier la lance ou le poignard, ou attendre l'ennemi dans une embuscade, à la portée d'un tromblon. Il ne se laisse ébranler ni par les promesses ni par les menaces : si l'on ose déployer contre lui la sévérité, il s'exalte jusqu'à donner à sa résistance le caractère d'une férocité inouïe; il égorge ses prisonniers, il crucifie les vaincus; il se complaît aux atroces représailles, et il justifie ses abominables vengeances en invoquant la justice de sa cause ou les excès du parti contraire. Telle était donc la guerre que les armées de Napoléon avaient à soutenir : tant qu'elles se déployaient en masse, elles trouvaient rarement un ennemi qui osât les attendre; dès que les nécessités de la campagne les obligeaient d'opérer par corps détachés, les guérillas se mettaient à leur poursuite, les coupaient, les décimaient jour par jour, et les frappaient d'une vague épouvante en multipliant, par l'incertitude et l'ignorance des lieux, le nombre de l'ennemi et la multitude des dangers invisibles. Les guérillas avaient des chefs audacieux et habiles, qui connaissaient parfaitement le terrain, et dont la plupart étaient étrangers à la profession des armes. Les noms de guerre que leur donnait le peuple, le Capucin, le Docteur, le Pâtre *(el Capuchino, el Doctor, el Pastor)*, témoignaient des antécédents de chefs improvisés, et qui n'en étaient pas moins terribles. Les noms de Mir, de Ximenès, de Sanchez, de Mina, de l'Empecinado, parmi tant d'autres, étaient ceux qui inspiraient le plus de confiance aux bandes insur-

rectionnelles, ceux dont les romances populaires de l'Espagne ont le plus souvent chanté la louange. 1810.

La junte centrale réfugiée à l'île de Léon continue de gouverner l'insurrection espagnole.

Les Français, quoique toujours inquiétés sur leurs flancs par les guérillas et par les débris des armées insurrectionnelles, étaient maîtres de toutes les villes de quelque importance. Jaen, Grenade, Malaga, avaient été occupées sans beaucoup d'efforts. La junte centrale, réfugiée à l'île de Léon, rendit un décret qui fixait au 1er mars la convocation des córtès générales; par un autre décret, elle institua un conseil suprême de régence qui fonctionna sans retard : une seconde junte, qui fut élue à Cadix, partagea avec ce conseil la puissance exécutive. Le premier soin de ces deux autorités fut de prendre des mesures pour assurer la défense de Cadix et de l'île de Léon. De toute la monarchie espagnole, c'était la seule région qui n'eût point encore subi les lois de la France et le gouvernement du roi Joseph. La population réunie de Cadix et de l'île ne dépassait pas quatre-vingt mille âmes; mais la nature et l'art avaient contribué à rendre cette position fort redoutable : elle était environnée de l'Océan, et, sur une étendue de moins de trois lieues, protégée par des marais, des canaux et de nombreuses batteries. Les débris de l'armée d'Albuquerque, formant ensemble quinze mille combattants, y avaient été cantonnés; les milices urbaines de Cadix, s'élevant à huit mille hommes, une escadre anglaise, et une division de sept mille Anglais et Portugais aux ordres de sir Thomas Graham, complétaient ces moyens de défense. Le maréchal Victor, à la tête de son corps d'armée, re-

1810.

çut mission d'assiéger l'île de Léon, et de réduire ce dernier boulevard de l'indépendance espagnole (février 1810).

Opérations militaires dans les provinces du midi.

Le duc de Trévise se dirigea sur la basse Estramadure pour soumettre cette province et s'emparer de Badajoz : cette ville refusa de se rendre, et il fallut en faire le siége. Vers le même temps, le maréchal Ney ayant repris le commandement du sixième corps d'armée, cantonné dans la province de Salamanque, établit ses cantonnements près de Ciudad-Rodrigo. De son côté, le maréchal Soult, appelé par le roi Joseph à gouverner l'Andalousie, mit tous ses soins à compléter l'occupation de cette province. Dans la haute Estramadure, le général Reynier s'attacha à dissiper et à détruire les corps insurgés qui se trouvaient sur la rive droite de la Guadiana. Le général Foy, l'un de ses lieutenants, se distingua particulièrement dans ces expéditions difficiles. A l'autre extrémité de l'Espagne, des troupes françaises assiégeaient Santander et Astorga : cette dernière ville se rendit le 22 avril à Junot, duc d'Abrantès.

Opérations en Navarre, en Aragon et dans le royaume de Valence.

De son côté, le général Suchet, qui occupait la Navarre et l'Aragon, crut devoir faire un mouvement sur Valence. Avant de s'y résoudre, il eut à lutter contre l'audacieux Mina, chef de partisans, qui, tantôt vaincu, tantôt victorieux, ne cessait d'inquiéter nos divisions campées en Navarre. Quand il eut réussi à neutraliser les attaques de cet infatigable ennemi, il conduisit douze mille soldats d'élite dans le royaume de Valence, laissant derrière lui l'Aragon occupé par des forces imposantes. Cette expédition échoua, et le

général Suchet dut se replier sur Saragosse. Le 31 mars, il s'empara de Mina, qui fut envoyé dans les prisons de France. L'oncle de cet aventurier, don Francisco Espos y Mina, prit le commandement des guérillas aragonaises, et ne tarda pas, à force d'audace, à éclipser les services de son neveu. 1810.

État de la guerre en Catalogne.

En Catalogne, la prise de Gironne avait répandu le deuil parmi les populations insurgées. Cependant des corps de partisans, des milices levées dans les campagnes, et les débris des armées de Blake, rassemblés sous les ordres de don Juan Henestrosa, réussissaient à braver toutes les entreprises du maréchal Augereau. Les Espagnols mirent le siége devant Barcelone, alors occupée par une garnison française. D'un autre côté, une division française bloqua Hostalrich. Cette forteresse, située sur la cime d'une montagne, domine le chemin de Barcelone, et coupe par conséquent, en temps de guerre, les communications avec cette capitale. Don Julian de Estrada, qui en était alors gouverneur, voulait « qu'Hostalrich, fils de Gironne, imitât l'exemple de sa mère. » Il tint dignement parole, et ne capitula qu'après avoir enduré des assauts et des souffrances qui rappelaient le glorieux siége de Saragosse. Peu de temps après, et par ordre de Napoléon, le maréchal Macdonald remplaça Augereau dans le commandement des forces françaises qui opéraient en Catalogne.

Siége et prise de Lérida.

Le 13 avril, le général Suchet investit Lérida, l'une des villes de cette province. Cette ville est célèbre depuis les temps antiques : ce fut devant ses murs que César acheva de détruire Afranius et les

1810. partisans de Pompée. La principale force de Lérida consiste dans la protection que lui assure le fort de Garden et un autre château, élevés sur des hauteurs voisines : elle est ceinte d'un mur, sans fossé ni chemin couvert, mais flanqué de tours. Les habitants avaient construit à la hâte quelques ouvrages destinés à compléter ces fortifications ; la garnison, aux ordres de don Garcia Conde, formait un effectif de huit mille hommes. Des paysans catalans s'étaient réfugiés dans la ville, et grossissaient le nombre de ses défenseurs. Le général ennemi O'Donnel, à la tête d'une division, essaya de secourir la place ; mais ses troupes furent battues et dispersées. Cependant la défense de Lérida ne fut ni longue ni glorieuse. Le 13 mai, les Français entrèrent de vive force dans la place, et le 14 elle capitula. Sur ces entrefaites, un grand nombre de combats partiels furent livrés, soit dans l'Aragon, soit dans les districts septentrionaux de la Catalogne. Ces perpétuels combats fatiguaient les Français, qui, toujours vainqueurs, mais toujours harcelés, s'affaiblissaient par leurs propres victoires. Au mois de juin, les Français s'emparèrent de Mequinenza et du château de Morella. Ces positions favorisaient l'occupation de l'Aragon par nos troupes.

Une armée française se dispose à envahir une troisième fois le Portugal.

L'empereur avaient pompeusement promis au corps législatif de chasser le léopard de la Péninsule : pour tenir cet engagement solennel, il avait résolu de confier au maréchal Masséna, prince d'Essling, le commandement d'une armée destinée à envahir une troisième fois le royaume de Portugal, gardé par les Anglais. Les troupes françaises chargées de coopérer

à ce dessein s'élevaient à près de quatre-vingt mille hommes, répartis en plusieurs corps d'armée, et agissant sur des points différents. L'armée anglaise s'élevait à trente mille hommes, les troupes portugaises à cinquante mille; mais ces milices nationales étaient mal équipées, mal disciplinées, et ne pouvaient entrer en ligne : lord Wellington les considérait comme bonnes pour faire la guerre de partisans, et pour guerroyer sur les flancs de Masséna. 1810.

Siége et prise de Ciudad-Rodrigo.

Lord Wellington, appréciant les difficultés de sa mission et le désavantage du nombre, adopta le système d'une temporisation calculée qui devait user les forces de son ennemi. Le prince d'Essling, ne pouvant le faire départir de ce système, résolut de commencer la campagne par le siége de Ciudad-Rodrigo. Cette ville est une place de troisième ordre, située dans le royaume de Léon, sur l'Agueda, non loin des frontières de Portugal; elle renfermait dans ses murs une garnison de sept mille hommes, des milices irrégulières, une nombreuse artillerie et de vastes arsenaux. L'ardeur de ceux qui la défendaient était soutenue par le voisinage des Anglais et par celui d'une armée espagnole aux ordres de la Romana. Dans les premiers jours de juin, les Français, commandés par le maréchal Ney, investirent cette place. La défense fut longue et opiniâtre; les assiégeants livrèrent de nombreux assauts, et furent toujours repoussés : cependant ils réussirent à emporter successivement diverses positions qui commandaient la ville, et, le 28 juin, Ciudad-Rodrigo fut sommée de nouveau de se rendre. Don Herrasti, qui commandait la garnison,

1810. répondit avec dignité : « Il y a quarante-neuf ans que « je sers; je dois connaître les lois de la guerre et « mon devoir. Ciudad-Rodrigo n'est pas réduite à capituler. » Et il fallut entreprendre de nouveaux travaux de siége pour venir à bout de cette résistance.

Le 8 juillet, la brèche ouverte dans la grande muraille de la place s'étendait à une profondeur de vingt toises; et, ce même jour, les assiégeants apprirent que les Anglais, au lieu de venir à leur secours, s'étaient repliés. Cédant à la nécessité, don Herrasti consentit à rendre la ville, et obtint du maréchal Ney des conditions honorables. Cette conquête coûta aux Français trois mille morts. Ils trouvèrent dans la ville cent vingt-cinq pièces de canon, deux cent milliers de poudre et un million de cartouches. Cependant l'Angleterre, écoutant les réclamations de lord Wellington, lui envoya des renforts, et mit à sa disposition des subsides de guerre considérables.

Siége et prise d'Almeida en Portugal.

Ciudad-Rodrigo étant prise, les Français franchirent la frontière du Portugal, et, après avoir repoussé les avant-postes de l'armée anglaise, mirent le siége devant Almeida. Le 15 août, dans la nuit, la tranchée fut ouverte; mais les travaux de siége n'avancèrent que lentement. La place avait été mise en bon état de défense; le colonel anglais Cox commandait la garnison, forte de quatre mille hommes. Cependant, le 26 août, les assiégeants firent un feu terrible, et une bombe fit sauter un immense magasin de poudre; l'explosion fut épouvantable, elle fit périr cinq cents personnes et détruisit la plus grande partie des maisons. Les assiégés auraient pû prolonger leur résis-

1810.

tance; mais la population portugaise se révolta, et força le colonel Cox de capituler. Les divisions de l'armée anglaise qui tenaient encore sur les bords du Coa se replièrent sur Lisbonne, et montrèrent un profond découragement. La plupart des officiers voulaient qu'on se hâtât de s'embarquer pour la Grande-Bretagne, au lieu d'attendre de pied ferme les troupes de Masséna. Lord Wellington, temporiseur par calcul, mais doué d'un courage froid et persévérant, refusa de suivre ces timides conseils; il se borna à se retirer sur la gauche du Mondego, pour défendre la route de Coïmbre. Dans ce pays montagneux, privé de routes, coupé de torrents, de ravins et de hauteurs, il choisit une position très-forte, qu'il rendit inabordable au moyen de redoutes et de batteries habilement disposées.

L'armée anglaise se replie dans les montagnes.

Masséna adressa au peuple de Portugal une proclamation diffuse, et peu propre assurément à intimider une nation exaltée par les héroïques exemples de l'Espagne. Il annonçait qu'il allait occuper le pays à la tête de cent dix mille combattants, et il parlait de l'armée anglaise en ennemi qui ne sait point rendre justice au courage de ses adversaires. En attendant, son armée suivait un pays à demi sauvage, calciné par les ardeurs du soleil, dépourvu de vivres, presque désert; et les fatigues de cette marche épuisaient le soldat bien avant la bataille. Lord Wellington avait compté sur le climat et sur les dangers de la route, comme sur des auxiliaires encore plus sûrs que ne pouvaient l'être les armées portugaises : il ne s'était point trompé dans ses prévisions.

1810.

Bataille de Busaco.

Le 25 septembre, le général anglais occupa, avec le centre et l'aile gauche de son armée, la Sierra de Busaco, perpendiculaire à la rive droite du Mondégo, et qui couvre la ville de Coïmbre. Les divisions françaises arrivèrent successivement en face de ces positions, et l'attaque commença le 27 septembre.

L'armée anglo-portugaise, forte de plus de cinquante-neuf mille hommes d'infanterie et de trois mille cavaliers, couronnait la montagne d'Alcoha, toute hérissée de rochers, et dont le sommet a huit milles d'étendue. Toutes les routes qui conduisaient sur la hauteur avaient été rendues impraticables; elles étaient, en outre, défendues par une nombreuse artillerie qui les battait de front et de flanc. Les Anglais s'étaient formés par échelons, et couvraient la position depuis le milieu de la montagne jusqu'au sommet. Les Français ne pouvaient aborder qu'à découvert; le terrain ne leur permettait pas de faire agir leur artillerie. Ces difficultés ne rebutèrent point Masséna, qui avait sous ses ordres cinquante-cinq mille combattants exercés au métier de la guerre.

Le duc d'Elchingen (Ney) commandait notre aile droite; le général Reynier, l'aile gauche; le duc d'Abrantès occupait le centre et servait de réserve. L'escarpement était si rapide, que les chevaux et les canons ne pouvaient être d'aucun usage.

L'attaque de gauche se fit avec intrépidité; les troupes de Reynier s'élancèrent au pas de course sous le feu terrible de l'artillerie, et gravirent la montagne; pendant un moment elles se rendirent maîtresses d'un point de la ligne des Anglo-Portugais, après

1810.

avoir battu la division du général Picton. Cependant l'ennemi ayant reçu des renforts, les Français furent délogés et repoussés, et essuyèrent une perte considérable : ils revinrent à la charge, mais sans succès.

Sur la droite des Français, le maréchal Ney fut encore moins heureux. Maître d'un petit village qui protégeait ses mouvements, il se mit à gravir la Sierra en s'abritant au moyen des aspérités et des inégalités du terrain. Le général anglais Crawfurd le laissa venir jusqu'à une très-courte distance; puis il ouvrit contre les Français un feu très-vif, et les chargea à la baïonnette par le front et sur les côtés. Les Français, précipités du haut des escarpements, perdirent beaucoup de monde. Dans ces différentes attaques les généraux Foy, Merle et Simon furent blessés, le général Graindorge tué, et la division Marchand se conduisit avec une intrépidité digne d'éloges. Quoi qu'il en soit, il fallut renoncer à emporter de front les hauteurs de Busaco, et, jusqu'à la nuit, on se borna à des escarmouches et à des feux de tirailleurs. Les Anglo-Portugais avaient perdu seize cents hommes, et les Français plus de quatre mille. On remarqua le courage et le dévouement des milices portugaises, et lord Wellington leur rendit justice en proclamant qu'elles s'étaient montrées dignes de combattre dans les rangs de l'armée anglaise.

L'armée française vaincue se retire sur Coïmbre, puis dans la direction de Lisbonne.

Le maréchal Masséna, renonçant à chasser l'ennemi de ses positions, réussit à le tourner, et, quoique vaincu, se dirigea le lendemain, par une autre route, sur Coïmbre. On marcha toute la nuit sans être inquiété par l'ennemi, qui n'avait point

1810. prévu ce mouvement. Ainsi la victoire de Busaco ne donna aux Anglais d'autre conquête que celle d'un champ de bataille.

Coïmbre fut occupé le 1er octobre; et le maréchal se porta ensuite dans la direction de Lisbonne, laissant dans les maisons de Coïmbre plusieurs milliers de blessés. Le 7 octobre, cette ville tomba au pouvoir du colonel Trant, qui commandait un détachement anglais, et nos soldats furent faits prisonniers. On venait d'entrer dans la saison des pluies; mais la difficulté des chemins ralentit à peine la marche de l'armée française. Le 12, nos avant-gardes arrivèrent à Villafranca. De son côté, le colonel Trant se porta sur Oporto, et y fit une entrée inhumainement triomphale : pendant trois jours, les malheureux Français enlevés à Coïmbre, et blessés, furent livrés en spectacle à la populace et promenés dans les rues. On fit monter sur des ânes ceux qui ne pouvaient marcher. Ce fut une ovation à la fois ridicule et barbare, et indigne de l'honneur anglais. Les Français reprochèrent à Masséna d'avoir exposé nos blessés à cette odieuse pompe, en les abandonnant à Coïmbre, sans appui et sans garnison. Dès ce moment le maréchal perdit la confiance de l'armée, et les souvenirs de Zurich cessèrent de protéger sa gloire.

Les Anglais s'emparent de Coïmbre et d'Oporto.

Cependant l'armée ennemie s'était retirée dans les lignes de Torrès-Vedras, en avant de Lisbonne; elle s'était retranchée sur les montagnes de Villafranca, dont les hauteurs palissadées en plusieurs endroits, avaient été hérissées d'artillerie. La droite des Anglo-Portugais s'appuyait sur le Tage, la gauche à la mer,

L'armée anglaise s'établit dans les lignes de Torrès-Vedras.

près de l'embouchure du Pizandro. Ces positions, fortifiées et couvertes par une chaîne de batteries et de redoutes, étaient vraiment inabordables. Sous leur abri s'établirent successivement et vinrent camper soixante-dix mille hommes appartenant à des corps réguliers, et soixante mille hommes des milices nationales des provinces de Beira et d'Estramadure. Il était au-dessus de la puissance de Masséna et de celle de ses troupes de venir à bout d'une telle masse de soldats, retranchée sur des hauteurs, défendue par une triple ligne d'ouvrages de guerre, ayant derrière soi le port de Lisbonne, et recevant librement les renforts et les secours de l'Angleterre. Les deux armées se bornèrent donc à s'observer et à se tenir mutuellement en respect; et Masséna, ne pouvant triompher de l'ennemi, chercha vainement à lui couper les vivres. Les misères de la population portugaise furent immenses; mais, pendant six semaines que dura ce blocus, l'armée française souffrit encore plus que ses adversaires. A la fin, Masséna, se voyant hors d'état de se maintenir davantage en face des Anglais avec une armée réduite à trente-cinq mille hommes, se détermina à se replier sur Santarem. Il prit des cantonnements en avant de cette ville, dans une position assez forte; mais déjà plus du tiers de ses troupes était mort de faim, de maladie ou de misère. Lord Wellington avait compté sur ces auxiliaires: leur abandonnant donc le soin de compléter sa victoire, il n'essaya point de chasser Masséna de Santarem, et les hostilités furent pendant quelques mois suspendues. Durant cet intervalle, un grand

1810.

Situation et souffrances de l'armée française.

1810. nombre de nos soldats, privés de vivres et de secours, furent moissonnés par la fièvre, et tout fit pressentir que la troisième campagne de Portugal allait avoir l'issue la plus désastreuse.

Opérations en Espagne. — Siége de Cadix et de l'île de Léon.

A l'extrémité de la Péninsule, le duc de Bellune assiégeait Cadix et l'île de Léon. Cette île présente la figure d'un triangle dont deux côtés sont baignés par l'Océan, tandis que le troisième est séparé du continent par un canal qui porte le nom de Santi-Petri, et qui n'est qu'un bras de la rivière Guadalète. A l'extrémité de ce triangle est située la ville de Cadix, qui ne se rattache à l'île de Léon que par une langue de terre occupée dans sa largeur par des fortifications considérables. On a vu plus haut que sept mille Anglais commandés par sir Thomas Graham, et une armée espagnole forte de quinze mille hommes, occupaient l'île et la place. L'armée française avait établi ses cantonnements sur la plage voisine; elle avait élevé, de Chiclana à Santa-Maria, sur une étendue de six lieues, plusieurs camps retranchés et fortifiés. Sur une hauteur devenue célèbre dans une guerre plus récente, et qu'on appelle le Trocadero, on avait disposé des batteries de mortiers d'une nouvelle invention, et qui, à une distance de près de deux mille toises, lançaient des bombes jusque dans Cadix. Une flotte anglo-espagnole, forte de vingt-cinq vaisseaux de ligne, croisait à la portée de cette ville, et cherchait tantôt à la ravitailler, tantôt à contenir les entreprises de l'armée assiégeante.

Pendant plusieurs mois les deux partis continuèrent de s'observer. Les Français poursuivaient leurs

travaux d'investissement; mais ils comprenaient bien qu'il était impossible de venir à bout, en peu de temps, d'une île et d'une place si puissamment défendues par le triple secours de la nature, de l'art et des armées. L'indépendance espagnole, opprimée ou vaincue sur tous les autres points de la patrie, s'était réfugiée sur un rocher, et, de ce dernier asile, semblait jeter à Napoléon un défi et une menace. A deux reprises, de nombreux prisonniers français, renfermés sur des pontons, réussirent à s'évader, sous le feu croisé de l'artillerie étrangère. Ce fut le seul incident qui, dans les premiers mois du siége, attira vers Cadix les regards de la France. Cependant le maréchal Soult, qui commandait l'Andalousie, prit un arrêté contre les guérillas; cet acte portait, entre autres dispositions : « Il n'y a d'armée espagnole que celle de S. M. C. Joseph Napoléon; en conséquence, tous les corps de partisans qui existent dans les provinces, quels que soient leur nombre et leurs commandants, seront traités comme des réunions de bandits... Tous les individus de ces compagnies qui seraient pris les armes à la main seront immédiatement jugés par le prévôt et fusillés; leurs cadavres resteront exposés sur les chemins publics. » La régence espagnole, usant de représailles, rendit un décret portant que, pour tirer vengeance de cet acte sauvage du duc de Dalmatie, on pendrait trois prisonniers français pour un Espagnol qui aurait péri comme brigand, à la suite d'une condamnation prévôtale. Cette mesure violente força le maréchal Soult de ne donner aucune suite à son arrêté.

1810.

Mesures de violences et représailles.

1810. rait chargé du pouvoir exécutif sous la surveillance des cortès, eut le titre d'*altesse*.

Il n'entre pas, dans le cadre que nous nous sommes tracé, de raconter les travaux des cortès nationales de l'île de Léon en ce qui concerne la politique purement constitutionnelle de l'Espagne : c'était le moment où les grandes colonies que ce pays possédait, depuis des siècles, commençaient à s'agiter, et à lever le drapeau de l'indépendance. La main de l'Angleterre agitait ces contrées lointaines; et c'est ainsi que le cabinet de Londres vendait à l'Espagne, au prix de ses plus riches possessions, les secours dont ce peuple avait besoin pour résister à la France. Les cortès constituantes firent de nombreuses fautes politiques; elles se laissèrent aller à des entraînements irréfléchis dans le sens de la liberté illimitée, et elles imposèrent à l'Espagne catholique et monarchique un code que la France de 1791 eût trouvé dépourvu de garanties en faveur de l'ordre, une législation empruntée aux théories de Mably, de Condorcet et de Sieyes, et qui ne tenait compte ni des antécédents, ni des faits, ni des mœurs. Nous n'avons point à faire le récit de ces erreurs parlementaires et de ces imprévoyances libérales; nous ne nous préoccuperons de l'existence des cortès qu'en tant que cette assemblée gouverna l'Espagne insurgée, et dirigea les efforts de la Péninsule contre Napoléon.

Dès le mois de mars de l'année 1810, la régence espagnole avait jugé convenable d'appeler au com-

Le duc d'Orléans se met au service de l'insurrection espagnole contre la France.

mandement de l'armée insurrectionnelle de Catalogne un prince de l'ancienne maison royale de France. Le choix du gouvernement espagnol s'était porté sur Louis-Philippe, duc d'Orléans, alors retiré en Sicile, où il avait épousé Marie-Amélie, princesse de Naples. « Sérénissime seigneur, lui avait mandé le conseil suprême de la régence d'Espagne et des Indes, la nation espagnole jure unanimement de conserver son indépendance, ou de mourir pour son roi légitime don Ferdinand VII. Ni les revers de nos armées ni les succès des tyrans n'ont pu ébranler sa constance... V. A. a exprimé le désir de combattre dans les rangs des armées espagnoles, et de défendre la cause de son auguste famille... Le suprême conseil de régence vous offre le commandement d'une armée... L'entreprise est terrible, la lutte difficile, l'ennemi opiniâtre; mais, d'un autre côté, la haine que les Espagnols portent à l'usurpateur est grande, et leur amour pour leur légitime souverain est ardent, comme leur amour de l'indépendance est énergique. Les Catalans combattront fermement avec V. A., et l'on verra que jamais prince n'a défendu une plus belle, une plus juste cause avec des soldats plus déterminés à la soutenir. Puisse V. A. élever la voix du haut des Pyrénées, en tête de nos armées, promettre la liberté à la France opprimée, délivrer le trône de ses ancêtres, rétablir l'ordre en Europe, et proclamer le triomphe de la vertu sur la tyrannie ! A tout événement, V. A. aura rempli les devoirs de son auguste naissance. Les princes sont les défenseurs-nés des nations... » Cet appel de l'Espagne à un

1810. prince français était revêtu de la signature de Castaños, qui ne rappelait que trop le déplorable souvenir de Baylen. Le duc d'Orléans répondit : « Seigneurs, le cri que la nation espagnole a jeté contre l'inique agression de Bayonne n'a jamais cessé de retentir dans mon cœur, et, depuis cette époque, le premier de mes vœux a été d'obtenir l'honneur que la junte me fait aujourd'hui, en me permettant d'aller combattre avec ses armées... Avec le consentement du roi des Deux-Siciles mon beau-père, je quitte les plans dont nous nous occupions pour la défense même de la Sicile; je m'arrache, après six mois bien courts, à des liens de bonheur, et j'accepte avec la plus profonde reconnaissance votre honorable invitation. En l'acceptant, je remplis non-seulement ce que mon honneur et mon inclination me dictent, mais je me conforme aux désirs de Leurs Majestés Siciliennes et des princes mes beaux-frères, si éminemment intéressés au succès de l'Espagne contre le tyran qui a voulu ravir tous ses droits à l'auguste maison dont j'ai l'honneur d'être issu. Il est temps sans doute que la gloire des Bourbons cesse d'être un vain souvenir pour les peuples que leurs ancêtres ont tant de fois conduits à la victoire. Heureux si c'est de mon bras que la Providence daigne se servir, pour convaincre nos contemporains et la postérité que les malheurs sans exemple dont nous sommes victimes n'ont pas dénaturé le sang qui coule dans nos veines ! Heureux si mes faibles efforts peuvent contribuer à relever et à soutenir les trônes renversés par l'usurpateur, à maintenir l'indépendance et les droits des peuples

qu'il foule aux pieds depuis si longtemps !... L'adoption dont les Espagnols m'honorent fera ma gloire... » 1810.
Un jour vint où, roi des Français, le prince qui avait accepté la mission de combattre les armées de la France impériale aurait voulu détruire jusqu'à la trace de ces promesses irréfléchies. Comme pour effacer cette lettre, que l'inflexible histoire a conservée, il releva la statue de Napoléon sur la colonne, et fit ramener en France, par l'un de ses fils, les cendres captives de l'empereur. La postérité dira s'il a réussi à faire oublier un acte qui de nos jours lui fut reproché comme un crime : le devoir de l'historien est d'attendre, pour exprimer librement sa pensée, que les cendres de Louis-Philippe et les colères contemporaines se soient suffisamment refroidies.

Quoi qu'il en soit de ces offres et de ces engagements, la politique anglaise ne permit pas qu'il y fût donné suite : elle craignit qu'un prince issu du sang royal de France ne contribuât à délivrer l'Espagne, et à jeter dans le sol de ce pays, pour un prochain avenir, les germes d'un nouveau pacte de famille. L'Angleterre, en contribuant à la délivrance de l'Espagne, faisait une affaire d'influence et non de sentiment : la présence du duc d'Orléans à la tête d'une armée espagnole aurait dérangé ses calculs. Arrivé à Tarragone, Louis-Philippe ne trouva ni armée ni mandat officiel : la frégate qui l'avait amené de Palerme le transporta à Cadix; mais là encore il reconnut que les dispositions du gouvernement étaient changées : les cortès refusèrent de le laisser pénétrer

1810. dans la salle de leurs séances, et le conseil de régence lui prescrivit de quitter sans retard le territoire espagnol.

Événements militaires dans les royaumes de Grenade et de Murcie, et dans les provinces du nord et du centre.

Vers le mois d'octobre les Anglais tentèrent un débarquement du côté de Malaga, dans le royaume de Grenade; le général Sébastiani, à la tête de trois mille hommes, fit échouer cette expédition, et l'ennemi se retira, laissant le champ de bataille couvert de morts. Vers la fin de ce même mois, le général Blacke, étant parvenu à organiser une armée insurrectionnelle dans le royaume de Murcie, inquiéta de nouveau les troupes françaises qui occupaient cette contrée. Le 4 novembre, il prit position à Rio-Almanzor, à la tête de dix mille hommes : il fut attaqué et mis en complète déroute par le général Milhaud, l'un des lieutenants de Sébastiani.

D'autres événements du même ordre avaient eu lieu dans les provinces du centre et du nord de l'Espagne. Le général Hugo fut attaqué à Siguenza, dans la province de Guadalaxara, par un parti espagnol commandé par l'Empecinado : l'ennemi fut vaincu et dispersé. A Almanza, sur le Douro, dans la province de Soria, des bandes iusurgées furent attaquées et détruites. Dans la Manche, le général Lorge battit et mit en fuite d'autres corps de partisans; les généraux Hugo et Roguet remportèrent quelques avantages assez importants, mais ne réussirent point à mettre un terme aux entreprises d'un ennemi toujours renaissant et qu'aucun revers ne décourageait.

Commencements de la campagne de 1811.

Au mois de janvier 1811, le maréchal Soult songea à obéir à Napoléon, qui lui enjoignait de se por-

ter sur l'Alentejo (Portugal) avec l'armée d'Andalousie, et d'opérer sur ce point une diversion destinée à dégager Masséna, toujours campé vers Santarem : toutefois, avant de pénétrer sur le territoire portugais, il jugea avec raison qu'il était nécessaire de se rendre maître de Badajoz et d'Olivenza, villes espagnoles alors au pouvoir de l'insurrection. Quelques divisions furent laissées dans l'Andalousie pour contenir la province. Sur ces entrefaites mourut la Romana, l'un des généraux les plus audacieux et les plus habiles qui défendaient la cause espagnole.

1811.

Les Français se rendent maîtres de Badajoz et d'Olivenza.

Le 23 janvier, Olivenza fut prise par les maréchaux Soult et Mortier, malgré les efforts d'une armée ennemie commandée par don Gabriel de Mendizabal. Ce dernier, trompé dans son attente, se porta sur Badajoz; mais il fut attaqué et mis en déroute, vers la Gabora, par le duc de Dalmatie : cette affaire, qui nous valut dix mille prisonniers, fit le plus grand honneur au général Gérard. Le 11 mars, Badajoz se rendit à l'armée française. Neuf mille Espagnols, qui formaient la garnison de cette ville, furent faits prisonniers, et le maréchal Soult trouva dans la place cent soixante-dix-sept pièces de canon et deux équipages de pont. Peu de jours après, Albuquerque, Valancia de Alcantara et Campo-Mayor tombèrent au pouvoir des nôtres. Dès le 5 mars, une lutte plus glorieuse que décisive avait illustré les armes françaises. Les Anglo-Espagnols qui défendaient Cadix, ayant cherché à faire lever le siége de cette ville, s'étaient portés sur les positions du duc de Bellune, à Chiclana.

Bataille de Chiclana.

1811. La bataille fut longue et meurtrière, et coûta à l'ennemi plusieurs milliers d'hommes : la perte des Français fut moindre, mais des deux côtés on s'attribua la victoire. Dans cette journée de Chiclana, les Anglo-Espagnols combattirent avec l'avantage du nombre : ils étaient deux contre un.

Opérations en Catalogne. — Siége et prise de Tortose.

En Catalogne, le général O'Donnel avait remporté, à la Bisbal, un avantage signalé sur une de nos divisions : cet échec de nos troupes exalta la férocité des paysans catalans, qui commirent de nombreux massacres; le maréchal Macdonald, malgré la douceur de son caractère, fut contraint d'ordonner des représailles. Vers la fin de 1810, les Français avaient mis le siége devant Tortose; cette place, située non loin de l'embouchure de l'Èbre, est protégée par des fortifications irrégulières construites à différentes époques, mais suffisantes pour arrêter une armée ennemie. Elle avait pour gouverneur le comte d'Alacha, sous les ordres duquel servait don Uriarte. La garnison était forte de sept mille hommes, sans compter les milices nationales. Le siége était dirigé par le général Suchet, aidé des généraux Rogniat et Vallée.

La place résista durant six mois aux efforts des troupes assiégeantes; elle aurait pu tenir davantage, mais le gouverneur fit preuve de faiblesse, et se montra bien peu digne de ses propres soldats. Un conseil de guerre espagnol, rassemblé à Taragone, condamna cet homme à être décapité, et le fit exécuter en effigie. Quoi qu'il en soit, la prise de Tortose, qui eut lieu le 2 janvier, fut un événement fatal pour l'insur-

rection espagnole dans les provinces de l'Est. Peu de jours après, le fort de Balaguer fut emporté d'assaut par le brave général Hubert. 1811.

Situation désastreuse de l'armée de Portugal près de Santarem.

Nos troupes étaient moins heureuses en Portugal. Vainement le neuvième corps, aux ordres du général Drouet, comte d'Erlon, s'était-il porté (décembre 1810) au secours de l'armée du prince d'Essling, cantonnée autour de Santarem ; celle-ci n'avait pu quitter la défensive et marcher de nouveau sur Lisbonne. Pendant qu'elle se voyait contrainte de subir le repos, la maladie et la famine continuaient d'exercer dans ses rangs d'affreux ravages. Cependant Masséna ayant appris, au mois de janvier, que l'armée anglaise avait reçu des renforts et préparait de grands mouvements, ordonna au duc d'Abrantès et au général Reynier de pousser en avant de fortes reconnaissances, et de contenir les efforts de l'ennemi. Le 19 janvier, au combat de Rio-Mayor, Junot fut grièvement blessé d'une balle qui l'atteignit au front, et les divisions placées sous ses ordres rentrèrent dans leurs positions. Toute espérance fut donc enlevée à l'armée expéditionnaire de Portugal. Depuis la bataille de Busaco, elle ne vivait que des produits de la maraude; et l'ennemi affamait de plus en plus la contrée, afin d'enlever aux Français ces tristes ressources. La peine de mort avait été décrétée par la junte contre tout Portugais qui n'abandonnerait pas sa demeure à l'approche de nos troupes : la population fuyait donc dans les provinces voisines, dans les montagnes, dans les déserts, n'abandonnant aux Français qu'un territoire dévasté et désolé. Pour se procurer quel-

1811. ques subsistances, l'armée de Masséna était réduite à poursuivre les paysans fugitifs dans leurs réduits sauvages, et à leur enlever leurs troupeaux et leurs vivres. Cette situation amena de part et d'autre l'exaspération la plus cruelle; la population répondit à la violence par le meurtre, et les soldats affamés exercèrent à leur tour sur elle les plus odieuses cruautés. Vers la fin de janvier, le général Foy amena trois mille hommes de renfort; mais ce secours était inutile, et compensait à peine une partie des ravages que l'armée avait soufferts. Au milieu de tant de ruines et de misères, Masséna était toujours l'inflexible général qui avait commandé la ville de Gênes assiégée, et succombant aux étreintes du typhus et de la faim. Il s'opiniâtrait à conserver ses positions, et à opposer aux troupes réunies de l'Angleterre et du Portugal une armée tombant d'inanition, et qui depuis plus d'un mois n'avait pas mangé de pain.

Ce fut une époque douloureuse et lamentable : la misère de l'armée de Masséna étant au comble, chaque homme se mit à piller; et le général en chef, qui voulut réprimer tant d'excès, vit son autorité méconnue. Une immense désolation se répandit dans le pays. Les habitants qui échappaient aux Français devenaient la proie des bêtes féroces. Il y eut des maisons dans l'étroite enceinte desquelles on trouva jusqu'à trente femmes et enfants étendus morts; les loups se réunissaient par bandes, et menaçaient les hommes et les bergeries. Quand le mal fut ainsi aggravé, Masséna reconnut qu'il était impossible de se maintenir davantage à

Santarem; et, dans les premiers jours de mars, il ordonna la retraite. Elle se fit dans la direction de Mondégo, au milieu de difficultés énormes; mais le maréchal Ney, chargé du commandement de l'avant-garde, réussit à contenir les Anglais et à sauver les débris de l'armée. On se battit maintes fois; mais toujours les Français, exaltés par leur propre désespoir et par l'exemple de leurs chefs, repoussèrent les attaques d'un ennemi supérieur en nombre. Par malheur, ils commirent encore d'horribles dévastations : les villes de Torrès-Novas, de Thomar et de Pernes furent pillées et brûlées; la ville de Lérida eut le même sort; à Alcobaza on livra aux flammes un monastère qui renfermait les tombeaux de plusieurs rois du Portugal, et entre autres ceux de Pierre Ier et de sa femme, la célèbre Inès de Castro : ces reliques des morts furent jetées au vent, et l'on n'épargna pas le corps d'Inès, qui fut trouvé intact dans son sépulcre. On cherchait des trésors et des pierreries au milieu de ces tombes profanées : cette espérance sacrilége fut déçue. Le 4 avril, après de si terribles épreuves, l'armée de Masséna franchit la frontière de Portugal et toucha le sol de l'Espagne. Dans cette déplorable expédition, près de quarante mille Français étaient morts par la faim et les maladies, ou sous les coups de l'ennemi. Sans le courage de Ney, sans les talents de Masséna, et sans l'excessive prudence de lord Wellington, aucun soldat de cette armée, naguère si brillante, n'aurait pu revoir la patrie.

1811.

L'armée bat en retraite.

Les Anglais prirent la route de l'Estramadure, ré-

1811. Opérations en Estramadure. — Bataille d'Olivenza.

cemment conquise, comme on l'a vu plus haut, par le corps d'armée du maréchal Soult. Le duc de Dalmatie avait chargé le comte d'Erlon de garder cette province, mais ce général ne se trouvait point en mesure de repousser un ennemi trop supérieur en nombre. Les Anglais reprirent aux Français Olivenza, et assiégèrent Badajoz. Le 16 mai, une bataille fut livrée, à quatre lieues de cette ville, près de la Albuéra : l'armée anglo-portugaise était commandée par lord Beresford; elle avait pour auxiliaires quinze mille Espagnols, aux ordres de Xavier Castaños et de Blacke. L'armée française, à peine forte de dix-sept mille hommes, était commandée par le maréchal Soult. La lutte fut opiniâtre et sanglante. Des rafales de vent impétueux et de furieuses averses, jointes à la fumée des décharges, empêchèrent assez longtemps de discerner les divers accidents de la mêlée ; à la fin le ciel s'éclaircit, et de part et d'autre on continua de se battre à demi-portée de fusil. La canonnade dura depuis onze heures du matin jusqu'à une heure du soir. Des deux côtés on rivalisa de courage et d'acharnement, et la perte des deux armées fut énorme. Les Français eurent huit mille hommes hors de combat, parmi lesquels six généraux tués ou blessés; les alliés ne souffrirent pas moins, et l'issue de la bataille demeura indécise. Au fond, et par les résultats, la victoire dut appartenir à l'ennemi. Le parlement britannique décerna des éloges publics aux Espagnols, en récompense de leur valeureuse conduite; les cortès rendirent un semblable décret en l'honneur de l'armée de lord Beresford;

elles proclamèrent en outre que l'armée nationale avait bien mérité de la patrie. 1811.

Les Français abandonnent Almeida après l'avoir démantelée.

La place d'Almeida, en Portugal, était demeurée au pouvoir de nos troupes : le général Brennier, qui était chargé de défendre cette ville, après avoir contenu pendant quelque temps les efforts d'une armée anglo-portugaise, se vit hors d'état de prolonger la lutte, et se replia à son tour sur l'Espagne. Par ses ordres, on fit sauter les remparts d'Almeida, et l'ennemi ne triompha que sur des ruines.

Suite des opérations en Espagne.

Déjà, par ordre de l'empereur, le maréchal duc de Raguse avait remplacé le prince d'Essling dans le commandement de l'armée de Portugal. Son premier soin fut de rallier autour de Salamanque les divers corps de cette armée à demi détruite, en attendant l'occasion, d'ailleurs prochaine, de les convier à de nouveaux dangers. A cette époque, le maréchal Soult avait établi le centre de ses opérations à Lleréna, position importante située au pied des montagnes, à quinze lieues de Badajoz. De ce point, admirablement choisi, il couvrait la haute Andalousie, et se trouvait en mesure de protéger Cordoue et Séville. Il s'appuyait d'ailleurs sur des montagnes, et mettait à profit les accidents du terrain pour arrêter des ennemis nombreux et encouragés par le combat de la Albuéra. Le duc de Bellune continuait d'assiéger Cadix. Lord Wellington s'était retiré sur la rivière de Caya, dans les environs d'Aronchès. Vers le même temps, la Catalogne était le théâtre de nouveaux combats : à Tarrega et à Vals, nos troupes luttaient avec plus de dévouement que de bonheur; la ville de

1811. Manresa était livrée aux flammes, et le fort de Figuières rendu aux Espagnols par trahison. En Aragon, le général Suchet avait investi Tarragone, et multipliait ses efforts pour se rendre maître de cette place.

Résultats des campagnes de 1810 et 1811.

Ainsi, la campagne de 1810 et les premiers mois de celle de 1811 n'avaient point répondu à l'attente de Napoléon. Lorsque s'ouvrit la première de ces campagnes, le territoire espagnol était presque entièrement occupé par nos armées et nos généraux; les armées insurrectionnelles, dispersées ou détruites, se transformaient en corps de partisans ou en guérillas; le roi Joseph régnait à Madrid; la nationalité espagnole voyait ses représentants chassés de Séville, et réduits à chercher un refuge dans une île située aux extrémités de la monarchie. Dix-huit mois après cette époque en apparence si tranquille, les maréchaux de l'empereur étaient vaincus ou tenus en échec dans la plupart des provinces; une armée s'épuisait en vaines fatigues pour enlever l'île de Léon; une autre armée se trouvait trop heureuse d'occuper encore quelques postes de l'Estramadure et de l'Andalousie; les royaumes de Murcie, de Grenade et de Valence étaient disputés, par des bandes toujours renaissantes, aux lieutenants de l'empereur et à nos légions découragées; dans la Vieille-Castille, le roi imposé par la France n'osait sortir de sa capitale et chasser aux cerfs dans les environs d'Aranjuez, sans réclamer le secours et la protection de la cavalerie française; les Asturies, la Navarre, la Galice, regorgeaient de partis insurgés et de compagnies qui, fai-

sant la guerre à leur manière, pillaient nos convois, égorgeaient nos traîneurs, enlevaient les caisses, et punissaient de mort les Espagnols qui consentaient à servir d'instrument à don Joseph. Figuières appartenait à l'ennemi, la Catalogne opposait au duc de Tarente une résistance formidable; le général Suchet contenait à grand'peine les insurgés d'Aragon; et une armée, naguère forte de quatre-vingt mille hommes, se voyait chassée de Portugal, réduite à la moitié de son effectif, trop heureuse de se soustraire par la retraite au canon anglais et au couteau des montagnards lusitaniens. L'Europe, attentive à ces grands événements, ne se croyait point encore affranchie, mais elle espérait sa délivrance. 1811.

Situation intérieure de l'empire.

En France, on entrevoyait à peine cette situation : ceux que l'admiration n'avait pas subjugués étaient aveuglés par la crainte; quelques ennemis opiniâtres de la dynastie impériale pouvaient bien se complaire à rechercher s'il n'existait aucun symptôme de ruine prochaine, aucun indice d'affaiblissement ou de décadence; mais ils n'osaient point se communiquer leurs pensées à cet égard, et la masse du peuple croyait à la durée de l'empire, en même temps qu'elle s'enorgueillissait de la gloire du maître. C'était le moment où la puissance de Napoléon avait atteint ses plus extrêmes limites.

Monarchie napoléonienne.

Jamais, depuis l'époque de Charlemagne, une monarchie aussi colossale n'avait été offerte en spectacle au monde. L'empire français et le royaume d'Italie comprenaient à eux seuls cent cinquante-quatre départements, et les sept provinces illyriennes formaient une

1811. dépendance directe de la couronne de France. Le territoire napoléonien était borné, au nord, par la mer Baltique et le Danemark; au midi, par le royaume des Deux-Siciles et la Turquie d'Europe; trente-deux princes allemands, rois et ducs, mais chefs de maisons régnantes, et parmi lesquels se trouvait le souverain de la Saxe et de la Pologne, se rangeaient parmi les vassaux de la France, et contraignaient leurs peuples de subir son protectorat. La Suisse, enclavée dans l'empire, obéissait à Napoléon comme à son médiateur; les rois de Naples et d'Espagne n'étaient que deux proconsuls; la Prusse et l'Autriche tremblaient devant le géant; les autres nations continentales recherchaient son amitié, ou soutenaient contre lui une lutte inégale; le chef de l'Église, captif et détrôné, avait vu son nom rayé de la liste des souverains. Depuis le cercle polaire jusqu'au détroit de Charybde et de Scylla, à l'exception de l'Espagne que tourmentait la guerre, toutes les côtes de la Méditerranée et de l'Océan étaient fermées aux Anglais. On parlait quatre langues dans l'étendue de l'empire.

La puissance de Napoléon élevée au plus haut degré.

Au dedans, tout ce qui restait des vestiges de la liberté républicaine avait été successivement effacé de nos lois, et, pour ainsi dire, de nos mœurs. Le sénat n'était qu'une assemblée complaisante, uniquement vouée au devoir d'enregistrer les volontés de Napoléon; un corps législatif, ombre dérisoire de représentation nationale, fonctionnait dans le silence, et n'avait pas même le droit de discuter les propositions du gouvernement. La liberté de la presse, en-

tièrement éteinte, était placée sous la surveillance de censeurs impériaux, qui ne laissaient rien passer de ce qui aurait pu éveiller dans le pays un autre sentiment que celui de la servitude; une police aussi puissante que ténébreuse enveloppait comme d'un réseau les pouvoirs publics, l'armée, les fonctionnaires, et pénétrait jusque dans le for intérieur des familles; l'art, la littérature, l'éloquence, la poésie, ne pouvaient plus recevoir qu'une seule destination, celle de célébrer à l'envi la gloire du prince. La langue française épuisait en l'honneur de Napoléon toutes les formules adulatrices; les corps constitués ne lui révélaient leur existence que par la flatterie la plus basse, et laissaient bien loin derrière eux l'humiliante abjection du sénat d'Héliogabale. Tantôt c'était un préfet qui osait proférer ce blasphème : « Dieu fit Napoléon, et se reposa; » tantôt le président d'une assemblée législative ne craignait pas de comparer, dans un rapprochement impie, Lætitia Ramolino, mère de l'empereur, à Marie, mère du Sauveur des hommes; il disait à cette princesse : « La conception « que vous avez eue, en portant dans votre sein le « grand Napoléon, n'a été assurément qu'une inspi- « ration divine... » Et comment cet homme, objet de tant d'adulations et d'hommages, n'aurait-il pas été saisi de vertige? De quel œil aurait-il vu un pouvoir balancer le sien? Aussi ne supportait-il qu'avec déplaisir les formes établies par la constitution, et les vains simulacres de liberté qu'elles maintenaient encore. L'impératrice ayant dit, dans une occasion solennelle, que le corps législatif représentait la na-

1811.

Mars 1811. tion, cette formule de politesse souleva la susceptibilité de Napoléon, et il fit insérer dans le journal officiel une note qui rétablissait, selon lui, la véritable hiérarchie des pouvoirs. Aux termes de ce document, la nation française n'avait d'autre représentant que l'empereur, et c'était une prétention criminelle que d'exprimer une opinion contraire. La vieille royauté, toujours en exil, était bien vengée!

On a vu quelles persécutions l'empereur avait fait subir au chef de l'Église. Pour ceux qui auront suivi les phases de cette lutte douloureuse, il aura paru évident que Napoléon, alors même qu'il contristait la religion par l'emportement de ses passions ou la satisfaction de ses volontés, ne cessait d'être animé, au fond de l'âme, d'un sentiment de foi assez ferme. Cette foi instinctive, mais isolée de la pratique des devoirs du chrétien, avait été comme étouffée par la révolte de l'orgueil. Il disait lui-même : « D'où « viens-je? Qui suis-je? Où vais-je? Ce sont autant « de questions mystérieuses qui nous précipitent vers « la religion. Nous courons au-devant d'elle; notre « penchant naturel nous y porte... » Et il ajoutait : « Dans les grandes tempêtes, dans les suggestions « accidentelles de l'immoralité même, je l'affirme, je « n'ai jamais douté de Dieu! *mes nerfs étaient en « sympathie avec ce sentiment.* » Plus tard, sur le lit de mort de Sainte-Hélène, il devait se tourner vers Celui de qui émanent la puissance, la force, le châtiment et le pardon; et alors sa fin consola l'Église. Pour le moment, il était à lui-même sa propre idole.

Opinions religieuses de l'empereur.

La révolution de 1789 avait débuté par détruire

une bastille : Napoléon en rétablit huit, sous le nom de prisons d'État; ce furent les châteaux de Saumur, de Ham, d'If, de Lands-Krown, de Pierre-Châtel, de Fénestrelle, de Campiano, et de Vincennes. La détention arbitraire avait lieu sur l'ordre du conseil privé, et après le rapport du ministre de la police ou de la justice. Le premier de ces ministres avait en outre le droit de mettre en surveillance les individus suspects. La détention autorisée par le conseil privé ne pouvait se prolonger au delà d'une année, à moins qu'une nouvelle décision du conseil, soumise à l'examen spécial de l'empereur, ne prorogeât l'effet de cette mesure. La garde des prisons d'État fut confiée à la gendarmerie, sous l'inspection du gouvernement : les individus détenus dans ces forteresses pouvaient recevoir des secours, mais toute communication avec le dehors leur était interdite.

Mars 1811.

Prisons d'Etat. — Lettres d'exil.

Quand la dictature impériale voulait user de plus de mansuétude, elle se bornait à lancer des ordres d'exil; les personnes frappées par ces lettres de cachet étaient quelquefois tenues de résider hors de France, mais le plus souvent elles étaient placées, sous la surveillance de la haute police, dans un lieu déterminé. Madame de Staël avait été envoyée dans le département du Léman; madame de Chevreuse était confinée dans ses terres, à cinquante lieues de Paris ; un grand nombre d'ecclésiastiques, qui avaient osé préférer le service de Dieu à celui de César, se trouvaient relégués dans des villes éloignées de la capitale, ou enfermés dans les bastilles. La police du duc de Rovigo suivait avec un soin rigoureux les individus

Pouvoir de la police.

Mars 1811. dont on suspectait le dévouement ou les principes. Ceux qui ont vécu dans ce temps se rappellent qu'il était dangereux de ne point aimer ouvertement l'empereur et son ministre : toutefois, si l'on en excepte les persécutions dirigées contre le clergé fidèle, et les lettres d'exil lancées contre des personnes que leur renommée littéraire et la probité de leur vie auraient dû protéger, l'ensemble de la société, on doit le reconnaître, avait plus à se taire qu'à souffrir; et le gouvernement n'usait de son autorité absolue que pour neutraliser des menées malveillantes.

La presse et la censure

La liberté de la presse avait été placée dérisoirement sous la protection d'une commission sénatoriale, qui n'osa jamais prendre son œuvre au sérieux. En fait, la censure s'exerçait de la façon la plus absolue; les journaux, rédigés sous le contrôle du ministre de la police, n'avaient plus que la liberté de chanter les louanges de l'empereur et de rendre compte des représentations théâtrales. Sur toutes les autres questions ils avaient ordre d'être muets, ou de ne donner au public que des nouvelles revêtues du visa officiel. Les livres n'étaient pas plus affranchis que les journaux de la servitude commune. On n'exigeait pas toujours que les auteurs communiquassent leurs œuvres manuscrites à la censure; cette marche eût semblé trop longue à suivre : les imprimeurs avaient ordre de soumettre à l'autorité, sur sa réquisition, les épreuves de chaque ouvrage plus ou moins suspect, et le censeur retranchait ou modifiait à son gré des pages entières, des chapitres. La censure impériale poussait singulièrement loin ses exigences. Jusqu'a-

lors, on s'était borné à incriminer dans un livre Mars 1811.
les passages qu'il renfermait; sous la surveillance de Fouché ou de Savary, on arguait contre un littérateur de son silence; on considérait comme suspect ou malveillant l'ouvrage historique qui ne renfermait ni directement ni indirectement l'apologie de l'empereur : il fallut beaucoup de peine à madame de Staël pour publier *Corinne* et *l'Allemagne;* ce dernier écrit fut soigneusement mutilé, puis supprimé. L'empereur avait réduit le nombre des journaux, il avait fait de ces publications des offices privilégiés, des entreprises brevetées, soumises à des autorisations révocables : il alla plus loin, et se mit à considérer la propriété même des journaux comme relevant de lui; et plus d'une fois les littérateurs, les poëtes bien méritants reçurent pour récompense une action du *Journal de l'Empire*, une pension payable sur les fonds de la *Gazette de France* ou de toute autre feuille. Les journaux se soumettaient et n'osaient réclamer, de peur d'être traités plus mal encore. Quant aux imprimeurs et aux libraires, ils furent soumis au régime des brevets révocables, et la crainte d'être ruinés par le retrait de l'autorisation exerçait sur ces industriels une compression plus grande encore que celle de la censure. Rien de plus ordinaire que de voir saisir, confisquer et mettre au pilon, sur un ordre de la police, un livre qui avait déplu. Afin de régulariser plus énergiquement cette surveillance exercée sur la pensée humaine, l'empereur institua une direction générale de l'imprimerie et de la librairie, qui fut placée dans les attributions du ministère de la

Mars 1811. police. Le décret détermina pour la publication des livres une série de dispositions minutieuses, dont l'omission entraînait la confiscation de l'ouvrage. On voit que Napoléon se passait désormais du corps législatif pour introduire des peines nouvelles dans nos lois. Déjà, par un décret spécial, il avait puni de mort les Français qui, ayant accepté du service dans les armées étrangères, ne rentreraient pas dans leur patrie à l'appel du gouvernement. Il était évident que toutes les garanties constitutionnelles avaient disparu, en face d'un souverain qui s'arrogeait le droit de procéder d'une façon aussi arbitraire.

L'empereur rend des décrets inconstitutionnels portant des dispositions pénales.

Code d'instruction criminelle.

Le code d'instruction criminelle et le code pénal avaient été promulgués. Le premier maintenait l'institution du jury; et comme nos mœurs publiques n'avaient point alors été perverties par cette dérisoire philanthropie qui s'adresse surtout aux coupables, la répression des crimes et des délits était encore sérieuse. Il est vrai que le code admettait des juridictions exceptionnelles, des cours spéciales, destinées à connaître d'une certaine classe de crimes commis contre l'ordre social; et le législateur s'était mis en garde contre les abus de l'indulgence en matière de justice. Les garanties que la première assemblée constituante avait autrefois introduites dans nos lois, en matière d'instruction criminelle, disparurent presque toutes. L'interrogatoire, la procédure, et trop souvent la direction du débat judiciaire, furent organisés contre l'accusé. Les lois anglaises veulent que le juge soit en quelque sorte l'appui des prévenus, qu'il veille sur eux, qu'il les avertisse des fautes qu'ils commettent contre

leur intérêt. En France, d'après les lois impériales, la mission du juge devint à la fois soupçonneuse et sévère; elle consista à épier les secrets intimes de l'accusé, à lui arracher un aveu qui échappe souvent à l'ignorance ou à la faiblesse. Le jury ne fut point toujours à l'abri des colères du pouvoir. Celui d'Anvers ayant un jour acquitté des accusés prévenus de dilapidations, l'empereur fit casser, par un sénatus-consulte, cet arrêt, que ses propres codes déclaraient inviolable. Quand l'arbitraire en est venu à cet excès, l'ordre social manque de bases, et les lois écrites ne sont plus qu'un piége tendu aux petits et aux faibles, tandis que leur but doit être sans cesse de circonscrire dans le cercle du droit la puissance du fort. Ajoutons, sinon pour excuse, du moins pour expliquer politiquement cette réaction du despotisme, que la France ne se trouvait point encore dans les conditions normales d'un peuple à qui l'on peut dispenser la liberté. Mars 1811.

On sortait d'une révolution; toutes les classes avaient été plus ou moins victimes ou complices des attentats de la terreur; les notions du droit s'étaient effacées; il était nécessaire et légitime que l'on négligeât certaines formes protectrices des personnes, pour n'envisager que le salut public et les exigences souveraines de la conservation sociale ; c'est la raison des rigueurs du code d'instruction criminelle et de celles du code pénal. Ce dernier, lorsqu'on le relit aujourd'hui, et après que les législateurs contemporains l'ont si profondément corrigé, nous semble porter le caractère d'une sévérité étrangère à notre Code pénal.

Mars 1811. siècle : la peine de mort y était prodiguée, la confiscation des biens y servait de corollaire à la mort; la loi condamnait le parricide et le régicide à subir la mutilation du poing; elle ordonnait que l'exposition et la marque ajoutassent une double flétrissure à celle qu'imprimait le jugement lui-même. Il n'entre pas dans notre pensée de justifier ce système de pénalité qui n'est plus dans nos mœurs; mais, si dur qu'il fût, le code pénal de 1811 était encore un immense progrès, si on le compare à l'ensemble des lois pénales de l'ancien régime, lois atroces qui punissaient le crime de supplices épouvantables, qui procédaient par la torture pour aboutir à la roue, au plomb fondu et aux tenailles. Était-il possible que la législature d'un pays se transformât tout d'un coup sans transition, et substituât brusquement à une pénalité odieuse le régime actuel, qui est, pour ainsi dire, l'absence de châtiments et la mansuétude pour le crime? Ne reprochons donc pas à Napoléon les rigueurs de son code.

Conseil d'État. Un seul corps politique avait conservé une organisation puissante et justement respectée : c'était le conseil d'État. Cette réunion, composée des hommes qui avaient le plus marqué dans les diverses assemblées législatives, dans la magistrature et l'administration, garda le privilége d'élaborer les lois et les grands décrets impériaux. Napoléon, chaque fois que les circonstances le lui permettaient, présidait ce conseil et prenait part à ses délibérations. Là seulement il tolérait qu'on résistât à sa volonté, et qu'on opposât aux impatiences de son imagination déré-

glée les froides limites de la raison et de l'expérience. Mars 1811.
Chaque conseiller d'État conservait le droit de combattre les propositions de l'empereur, ou de réduire au néant ses théories. Parfois, des éclairs de lumière jaillissaient des paroles de Napoléon; mais, quoi qu'en aient dit les flatteurs et les panégyristes, son rôle se bornait surtout à encourager les labeurs et la pensée des autres, à les mettre en fermentation, à les forcer de produire. Ses idées personnelles étaient fort souvent d'une application impossible; elles portaient même le double cachet du manque de connaissances spéciales ou de l'opiniâtreté. Tantôt c'était un enfant gâté qui se révoltait contre les obstacles, tantôt un géant dont l'intelligence planait trop haut pour se faire une idée exacte des détails et des choses, et dont les élans demeuraient par cela même sans résultats pratiques. Lui-même était l'esclave de son génie aventureux : quand il avait adopté une idée, cette idée prenait des ailes, et l'emportait dans l'espace. De tant d'efforts, il ne restait bien souvent que le découragement ou la lassitude; on l'écoutait avec curiosité, bien que le talent de la parole lui manquât, mais parce que tout ce qui sortait de sa bouche, même les conceptions fausses et bizarres, prenait une teinte poétique assez étrange pour commander l'attention. Du reste, les hommes spéciaux se fatiguaient bientôt de ces rêves; et l'on se demandait parfois comment cet homme, si puissant par les armes et par le génie, pouvait laisser apparaître au dehors des théories sans valeur et des conceptions puériles. Le cœur humain a de tels contrastes.

Mars 1811. L'empereur, au conseil d'État, siégeait sur une estrade un peu élevée; à sa droite était l'archichancelier; à sa gauche, l'architrésorier. On s'assemblait deux fois par semaine, et les séances, commencées à onze heures du matin, se prolongeaient quelquefois jusqu'à onze heures du soir. Quand tous les membres du conseil étaient épuisés de fatigue, l'empereur montrait encore une grande abondance de verve. Chacun pouvait prendre la parole; on parlait de sa place et assis; on ne pouvait pas lire, il fallait improviser. Quand Napoléon jugeait la discussion suffisamment éclaircie, il la résumait, puis il concluait et mettait aux voix. L'ardeur, s'animant par degrés, devenait parfois extrême, et souvent les discussions se prolongeaient outre mesure, lorsque l'empereur se laissait aller à des distractions : alors, d'ordinaire, il promenait sur la salle un œil incertain, ou mutilait le bras de son fauteuil à coups de canif. Quelquefois aussi, lorsqu'il venait au conseil après avoir mangé, et souvent après de grandes fatigues du matin, il posait son bras sur la table, et, penchant la tête, se laissait aller au sommeil. La discussion n'en continuait pas moins; et l'empereur, à son réveil, la reprenait au point de vue où elle se trouvait.

On sentait, au surplus, qu'il ne fallait point abuser de la tolérance avec laquelle Napoléon supportait la contradiction. Après une séance dans laquelle l'un de ses interlocuteurs avait chaudement soutenu une opinion contraire à la sienne, il lui dit à demi-voix : « Comment avez-vous pu parler avec cette opiniâ-« treté ? Je me suis surpris portant ma main à la

« tempe, et c'est un signe terrible : prenez-y garde ! » Mars 1811.

Le conseil d'État était non-seulement un corps politique, mais chacun des membres qui le composaient pouvait être revêtu d'une autorité spéciale. L'empereur envoyait les conseillers d'État en mission dans les provinces les plus reculées, imitant ainsi Charlemagne dans l'institution de ses *missi dominici*. Les instructions que leur donnait Napoléon étaient vastes et, pour ainsi dire, sans limites : ils devaient examiner toutes les branches de service, constater l'état des caisses des hauts employés des finances, s'entendre avec les généraux et les inspecteurs aux revues pour le service militaire, avec tous les agents principaux des contributions directes ou indirectes pour les revenus de l'État ; et enfin avec les préfets et les ingénieurs des ponts et chaussées pour bien apprécier les réparations urgentes qu'exigeaient les routes et les canaux, les améliorations que réclamaient les localités départementales. Ces conseillers en mission devaient aussi interroger l'opinion, et rendre compte au chef de l'empire des dispositions de l'esprit public. Il est à croire qu'ils s'acquittaient mal de ce devoir dangereux. L'empereur ne goûtait guère la vérité lorsqu'elle contrariait ses vues ou ses actes. On lui était agréable en évitant de lui présenter les faits et les choses sous un aspect par trop véridique.

Dans l'origine, et d'après la constitution de l'an VIII, le conseil d'État ne devait avoir d'autre attribution que de résoudre ou de préparer les questions administratives : cette assemblée fut peu à peu investie

Mars 1811. d'une grande puissance, à mesure que se développa au-dessus d'elle le despotisme impérial. Le conseil d'État devint juge en matière de contributions, de travaux publics; il connut des conflits, des appels comme d'abus, des atteintes à la liberté des cultes. On plaça dans sa juridiction la police du roulage, la navigation intérieure, les contestations sur les biens communaux, les contraventions relatives à la voirie, les affaires de haute police administrative, la comptabilité nationale et les décisions du conseil des prises. On lui donna juridiction sur les évêques en matière administrative, sur l'université impériale, sur les dotations de la couronne. L'empereur créa des auditeurs au conseil d'État; il en porta le nombre à trois cent cinquante. Ce fut comme une pépinière d'hommes instruits, éclairés, formés à l'école des grandes affaires politiques, et qui devaient conserver, pour les successeurs de Napoléon, la tradition de la jurisprudence du droit administratif. Plus tard, l'empereur crut reconnaître la nécessité d'établir un degré intermédiaire entre les fonctions d'auditeur et celles de conseiller d'État, et il institua lès maîtres des requêtes.

Noblesse impériale. Napoléon avait créé une nouvelle noblesse, et la victoire avait vieilli, même avant leur baptême, ces illustrations de la cour impériale : d'anciens montagnards, des terroristes exaltés, des régicides, s'étaient empressés de cacher leurs antécédents républicains sous les titres fastueux de barons et de comtes, dont les affublait l'empereur; des nobles du plus haut lignage, dont les ancêtres avaient pris part aux croisades et décerné la couronne à Hugues Capet, ve-

naient à leur tour solliciter les grâces de cet homme, Mars 1811.
et recevoir la clef de chambellan de la main qui avait signé l'arrêt de mort d'un Condé. Lui-même hâtait, dans les loisirs de la paix, cette fusion qu'il avait commencée sur les champs de bataille; il mêlait les grandes races aux jeunes familles de sa création, le blason des pairs de Charles VII au blason plus ou moins écartelé de ses compagnons d'armes. Il avait rétabli les majorats; et si, par respect pour le territoire français, il ne lui avait demandé aucune parcelle pour en former des fiefs, son royaume d'Italie et les portions allemandes de son empire lui fournissaient des principautés, des duchés, des comtés et des baronies; et comme ces seigneuries ne constituaient aucun privilége et ne procuraient que des revenus, la féodalité n'était rétablie ni de fait ni de nom. On eût dit la noblesse de Charles le Chauve, réduite par Richelieu aux seules vanités des gens de cour.

Il avait donc, sous des dénominations modernes, ses douze pairs et ses leudes; les premiers étaient ses maréchaux; les seconds, ses lieutenants et ses fonctionnaires. Par un instinct de domination exclusive qu'il eût été plus digne de son génie de surmonter, il réduisait ses ministres à n'être que de simples commis, subordonnés dans le travail à un ministre intermédiaire ou secrétaire d'État placé près de sa personne. Au-dessous des ministres et dans l'ordre de la puissance politique, sinon des préséances, venaient les préfets des départements, dont l'institution, qui remontait aux premiers jours du consulat, était la

Mars 1811.

Préfets, et puissance de la centralisation.

plus forte de ses conceptions administratives. « Les préfets, a-t-il dit lui-même, avec toute l'autorité et les ressources locales dont ils se trouvaient investis, étaient eux-mêmes des *empereurs au petit pied :* et comme ils n'avaient de force que par l'impulsion première dont ils n'étaient que les organes, que toute leur influence ne dérivait que de leur emploi; du moment qu'ils n'en avaient point de personnelle, qu'ils ne tenaient nullement au sol par eux administré, ils avaient tous les avantages des anciens premiers agents du pouvoir absolu, sans en avoir les inconvénients. » Il dit encore : « Il avait bien fallu créer toute cette puissance. Je me trouvais dictateur; la force des circonstances le voulait ainsi : il fallait donc que tous les filaments issus de moi fussent en harmonie avec la cause première, sous peine de manquer de résultats. Le réseau gouvernant dont je couvris le sol requérait une furieuse tension, une prodigieuse force d'élasticité, si l'on voulait faire rebondir au loin les terribles coups qu'on nous ajustait sans cesse. » Cette justification du système impérial a bien son côté vrai et sérieux : les révolutions qui depuis trente ans ont troublé le pays, ont restitué aux paroles de Napoléon le sens et la portée qu'on semblait leur dénier.

Un ordre émané de l'empereur descendait avec une incroyable rapidité du souverain aux préfets, des préfets aux sous-préfets, de ceux-ci aux maires, et de ces derniers aux plus obscurs agents; l'immense empire se trouvait donc enveloppé et enfermé dans la main de Napoléon : combinaison d'une simplicité étonnante, et qui fournissait aux gouvernants, en

temps de guerre, de merveilleuses ressources. En temps de paix, il faut le dire, il devait en résulter des inconvénients assez graves. Les mœurs et les intérêts ne s'effacent pas par un décret : tant que la loi suprême du salut public les comprime, ils se taisent et souffrent en silence; mais quand la nécessité ne les étreint plus, ils se réveillent dans leur isolement; chacun d'eux réclame une satisfaction particulière, et se révolte contre une désastreuse uniformité. Napoléon n'eut pas le temps d'en faire l'expérience. Peut-être est-il vrai de dire que, pour lui, l'excès de centralisation ne fut point un système définitif, mais seulement un moyen d'organiser et de vaincre. Lui-même n'a point hésité à le déclarer souvent; mais il est commode pour un roi de prendre pour soi l'arbitraire et la dictature, et de léguer à son héritier le soin de s'arranger, s'il est possible, avec le respect des droits populaires et le culte de la liberté. Mars 1811.

L'empereur aimait les grands monuments, les travaux gigantesques. Son imagination orientale s'était encore exaltée au spectacle des Pyramides; et il eût désiré, comme les Pharaons, laisser aux siècles à venir de pareils témoignages de sa puissance. Sa pensée enfantait donc sans relâche des édifices et des créations, dont l'accomplissement dépassait souvent la limite du possible. Si la guerre n'eût point absorbé les précieuses ressources de son génie, il eût renouvelé la face de la France. Il avait relevé les ruines de Lyon, et construit à Anvers de formidables arsenaux maritimes; l'immense digue de Cherbourg avait Travaux publics et monuments entrepris sous l'empire.

Mars 1811. été réparée et continuée, et ce même point de nos côtes avait vu créer dans le roc vif un large bassin capable d'abriter de grandes flottes. Boulogne, Wimereux, Ambleteuse, Étaples, le Hâvre, Dieppe, Calais, Gravelines, Dunkerque et d'autres ports avaient reçu de notables agrandissements. Les arsenaux de la Meuse, ceux de Rotterdam et de Helvœtsluys, furent réparés à leur tour; la navigation du Zuyderzée et le port d'Amsterdam eurent leur part de ces améliorations créatrices. De grands travaux furent commencés aux embouchures du Wéser, de l'Ems et de l'Elbe; un arsenal maritime fut construit à Gênes; le port de Venise et celui de la Spezzia furent fortifiés et agrandis. Grâce à de pareils ouvrages, Corfou devint pour nous la clef de la Grèce; le desséchement des marais Pontins fut projeté et entrepris; trente et un millions furent dépensés pour les ponts et chaussées, cinquante-quatre millions pour les canaux, quatorze pour les desséchements, deux cent soixante-dix-sept pour les routes de Paris à Mayence, à Amsterdam, à Hambourg, à Bayonne, pour les entreprises gigantesques du mont Genèvre et de la Corniche. Plus de cent millions furent appliqués à des vues d'utilité publique; des ponts furent jetés sur la Sésia, sur la Scrivia, sur la Saône, sur l'Isère, sur le Pô; les digues de l'Escaut et du Pô furent réparées; le canal de Saint-Quentin acheva de réunir le Rhône à l'Escaut, Anvers à Marseille; le canal de Mons à Condé assura un débouché aux houillères du département de Jemmapes; les canaux du Rhône au Rhin, de la Saône à la Loire furent continués à grands frais.

La capitale de la France manquait d'eau circulant dans ses divers quartiers, de halles, de marchés, de moyens d'ordre et de police pour les principaux besoins de sa consommation : Napoléon fit creuser le canal de l'Ourcq, qui conduit à Paris les eaux de trois rivières; on éleva des halles, on construisit des abattoirs, on assainit les rues et les places publiques. Les églises de Sainte-Geneviève et de Saint-Denis, le palais de l'archevêché et la métropole furent restaurés; de vastes quais furent, pour ainsi dire, étendus sur les deux rives de la Seine. On prit soin de bâtir des greniers d'abondance et de réserve; on ouvrit de nouveaux musées, qui renfermèrent les dépouilles artistiques enlevées aux nations vaincues, et que la fortune devait plus tard nous ravir. Les palais, les lycées, les marchés remplacèrent des établissements incommodes ou insalubres; la Seine se couvrit de ponts hardis. On commença les travaux de l'Arc-de-Triomphe, de la Madeleine et de la Bourse; la flèche des Invalides reparut dans les airs brillante d'or, comme sous le règne du grand roi; on déblaya, en partie, l'immense vide du Carrousel; on restaura le Louvre, les Tuileries, Versailles, Fontainebleau, Compiègne, Lacken, toutes les vieilles résidences royales. Sur la place Vendôme, une colonne de bronze, digne rivale de la colonne Trajane, porta dans les nues la statue de l'empereur, et déroula en spirale l'histoire de la campagne d'Austerlitz, gravée en lettres ineffaçables, écrite en relief avec les canons conquis aux ennemis de la France. Ajaccio, Alexandrie, Milan, Aix-la-Chapelle, Bruges, Mars 1811.

Mars 1811. Ostende, furent dotées d'embellissements utiles. Au milieu des sables du Poitou et sur le théâtre de cette Vendée qu'il avait pacifiée, l'empereur acheva de construire la ville de Napoléon, à laquelle une révolution récente a restitué ce nom glorieux. De vastes travaux furent entrepris pour restaurer et désencombrer la vieille Rome. Il semblait que l'empereur voulût faire oublier à cette auguste capitale du monde chrétien la dure condition de veuve et d'orpheline, à laquelle il n'avait pas craint de la réduire. Les temples, les ponts, les aqueducs, les théâtres, furent de tout temps la monnaie avec laquelle les rois absolus cherchèrent à payer la liberté dont ils dépouillaient les peuples. L'histoire, quoi qu'en disent les philosophes chagrins, prouve que les hommes se laissent facilement et volontairement séduire par de pareils trafics.

Vie intérieure et domestique de Napoléon.

La vie intérieure et domestique de Napoléon ne contrastait point avec la splendeur de son règne. Roi magnifique et administrateur sévère, l'empereur connaissait l'art de limiter ses propres dépenses et celles de sa cour; et son habitude des calculs mathématiques lui inspirait l'amour de l'ordre. Il se vantait avec raison d'avoir simplifié les dépenses des anciens rois, et d'avoir augmenté la pompe et l'éclat extérieur de la royauté. Sa cour était remarquable par la sévérité inouïe de l'étiquette, et par le luxe que les grands officiers de la couronne étaient tenus de déployer. C'est ici le lieu d'entrer dans quelques détails plus personnels à Napoléon que sérieusement historiques; mais il est de notre devoir de ne point négli-

ger des aperçus qui sont propres à caractériser un homme célèbre et une époque fameuse. Mars 1811.

Portrait et caractère de l'empereur.

Napoléon était de moyenne taille; sa tête était grosse, son front large et élevé, ses yeux bleus, ses cheveux châtain noir. Il avait le nez bien fait, la forme de la bouche gracieuse et d'une extrême mobilité; ses mains, un peu petites, étaient remarquablement belles et blanches; il avait le pied un peu grêle; ses jambes étaient un peu courtes, sa démarche quelquefois embarrassée; il était moins bien à pied qu'à cheval. Sa voix était digne, quoique accentuée; il chantait mal et écrivait d'une façon illisible, comme s'il eût voulu dissimuler son ignorance de notre orthographe.

Dans son enfance et dans sa jeunesse, son visage était celui d'un jeune Corse, brun et vif; plus tard, au siége de Toulon, il fut atteint d'une maladie cutanée fort maligne, et dont il ne guérit jamais entièrement : il fut d'ailleurs vivement éprouvé par les fatigues de la guerre, dans ses campagnes d'Égypte et d'Italie. Aussi, à cette époque, ses joues étaient-elles creuses et pâles jusqu'à la lividité; alors aussi ses cheveux longs et plats descendaient sur ses joues et sur ses oreilles, et lui donnaient au premier abord l'apparence de la laideur. Parvenu au pouvoir, il perdit sa maigreur; son teint plombé s'éclaircit, et sa figure garda une expression de finesse et de dignité vraiment remarquable. Vers sa quarantième année, un nouveau changement s'opéra dans sa personne; il prit beaucoup d'embonpoint, et ses cheveux devinrent plus rares. Quand il était debout, il s'appuyait

Mars 1811. sur la hanche, par un mouvement peu gracieux; d'autres fois, il croisait les bras sur sa poitrine, et affectait une sorte d'immobilité. Personne n'ignore qu'il faisait du tabac un usage immodéré. Une habitude plus digne de lui était celle de se faire réveiller la nuit, chaque fois qu'il arrivait une nouvelle fâcheuse: pour les bonnes nouvelles, il disait qu'on a toujours le temps de les apprendre; mais qu'on ne doit pas ajourner le moment de connaître un revers, afin d'être en mesure d'y parer. Il pouvait se passer longtemps de sommeil, et il lui arrivait souvent de se lever plusieurs fois pendant la même nuit pour dicter des dépêches.

Il affectait de se distinguer de la foule de ses courtisans par une mise d'une simplicité extrême. Beaucoup de grands hommes ont eu le même soin, et ça été de leur part une modestie plus orgueilleuse peut-être que la pompe même de la royauté. Napoléon, à l'armée et à la ville, portait sur son uniforme la redingote grise, qu'il a rendue populaire à l'égal de son petit chapeau. Dans les grandes cérémonies où il fallait paraître avec majesté, il se couvrait des plus fastueux ornements dont les traditions monarchiques eussent transmis la coutume. Son grand manteau impérial, ouvert sur les côtés comme celui de Charlemagne, était entièrement parsemé d'abeilles d'or : le plus riche diamant de la couronne de France, *le Régent,* avait été enchâssé sur le pommeau de son épée. Sa maison militaire offrait le plus splendide aspect; et ses grands dignitaires, vêtus de pourpre ou d'hermine, lui eussent formé un cortége digne de sa puis-

sance, s'ils avaient pu se dépouiller de leur gaucherie ou de leur roideur première. Mars 1811.

Quelle que fût sa passion pour le métier des armes, et malgré les torrents de sang que son ambition a fait couler, Napoléon était généralement porté à la clémence et aux satisfactions si douces de l'amitié. De son origine corse, il n'avait gardé qu'une disposition fréquente à l'emportement et à la colère : ses accès étaient terribles, et ne permettaient à personne de demeurer exempt de crainte. Plus d'une fois, dans ces moments où il se montrait si fort audessous de sa propre grandeur, on l'a vu se livrer à des actes qui semblaient tenir à la fois de la brutalité du soldat et de la mutinerie de l'enfant. Il lui arrivait de frapper des subalternes, ou d'adresser des propos d'une haute inconvenance à des personnes qu'il aurait dû respecter. Bien souvent, il faut le dire, ces colères étaient feintes ou calculées. Quand l'un de ses ministres ou quelque autre grand personnage avait fait une faute grave et qui méritait des reproches sérieux, Napoléon avait toujours le soin d'admettre un tiers à la scène de réprimande : ce témoin ne manquait pas de transmettre au loin discrètement ce qu'il avait vu et entendu, « et, dit Napoléon, une terreur « salutaire circulait de veine en veine dans le corps « social : les choses en marchaient mieux, je punissais « moins. » Il permettait à ses soldats, particulièrement à ceux du corps d'élite qu'il appelait *la vieille garde*, d'user envers lui d'une grande liberté de paroles. Ces anciens compagnons d'armes, gardant les coutumes de la république, osaient parfois le tutoyer;

Mars 1811. mais ils ne le faisaient que dans les occasions où ils allaient donner leur vie pour sa gloire, et alors ils lui disaient : « Tu seras content de nous! » L'armée, enorgueillie de son chef, le servait avec un dévouement fanatique, avec un amour dont l'histoire n'offre pas d'exemple. Quand il passait sur un champ de bataille pavé de morts et de mourants, ceux-ci retrouvaient à sa vue une sorte de vie galvanique, et, se soulevant, expiraient heureux en criant *Vive l'empereur!* Pour lui, il acceptait ces sacrifices avec un visage impassible, comme s'ils lui étaient naturellement dus. Le lendemain des luttes sanglantes, il descendait de cheval, et donnait au corps des ambulances les ordres nécessaires pour le transport des blessés. Un jour, après la terrible affaire de Pulstuck, en Pologne, il vit un Russe, tout mutilé par le canon et horriblement défiguré par l'explosion d'un caisson, qui se traînait dans la boue; ce spectacle faisait horreur. « Relevez cet homme! » dit Napoléon au baron de Saint-Aignan, l'un des officiers de sa suite; et comme M. de Saint-Aignan semblait hésiter à la vue de ce misérable, l'empereur lui dit : « Allez donc, et sachez qu'il est là-haut un « Dieu qui ne laisse pas les bonnes actions sans ré« compense! » Bien souvent, dans les pénibles marches d'Allemagne, il lui arrivait de s'approcher des bivacs, de causer avec ses vieux soldats, qu'il appelait *ses grognards :* alors il mangeait de leur pain, goûtait de leur soupe, et témoignait pour leur bien-être une sollicitude fort active. Ces militaires, souvent découragés par les privations et les fatigues,

reprenaient alors toute leur énergie en voyant l'empereur s'associer à leurs pénibles souffrances. Nul d'entre ces hommes ne songeait à se plaindre de la rapidité des marches, de la profondeur des marais, lorsque l'empereur, mouillé comme eux par la pluie, couvert comme eux de boue jusqu'aux genoux, les précédait, leur donnait l'exemple de la patience, et supportait quelquefois des semaines et des mois de guerre laborieuse, sans avoir d'autre palais qu'une tente, d'autre lit que celui des camps. Il est vrai de reconnaître que dans beaucoup d'occasions il ne craignait pas de recourir, pour capter l'esprit des troupes, à une sorte de charlatanisme dont le soldat est toujours dupe. Au moment d'une revue, il se faisait donner par le colonel les noms et les numéros de chaque militaire reconnu pour le plus brave de sa compagnie; il ordonnait qu'on y ajoutât une note succincte sur la famille et les services de cet homme. Puis, lorsqu'il était muni de ces renseignements, il s'approchait du soldat désigné, l'appelait par son nom, lui demandait des nouvelles de son vieux père, lui citait les occasions dans lesquelles il avait fait éclater son courage; et le soldat de s'exalter jusqu'au délire pour son empereur, et le reste de la troupe d'admirer comment il pouvait se faire que Napoléon les connût tous par leur nom, et n'oubliât pas leurs traits de bravoure. On conçoit quelle influence de pareilles scènes exerçaient sur le moral de l'armée. Mais ces excitations ne s'adressaient pas seulement aux simples militaires : les régiments en avaient leur part. Après chaque victoire, on décorait l'aigle

Mars 1811.

Mars 1811. du corps qui s'était le plus distingué, et les régiments les plus intrépides recevaient ces glorieux surnoms : *Un contre dix*, *le Terrible*, *l'Invincible*, *l'Indomptable*. Aussi quand cet homme, que tant de prestige environnait, se présentait à ses soldats au moment de l'attaque, sa vue remuait jusque dans leurs entrailles le dévouement et l'héroïsme, tandis que les armées ennemies, averties par cet élan et par les clameurs des nôtres, se trouvaient paralysées et glacées, comme tremble un faible troupeau aux rugissements du lion.

Il était doué d'un courage froid et calme, et savait conserver au milieu des dangers une présence d'esprit qui lui permettait de donner des ordres utiles et de veiller à leur exécution. Quand il fallait payer de sa personne, il s'exposait comme le plus obscur des grenadiers : dans les autres circonstances, il n'oubliait pas que de sa vie dépendait le salut de ses armées, et il agissait alors plutôt en général qu'en soldat. Il avait reçu trois blessures dans le cours de ses campagnes, mais toutes étaient légères. Superstitieux comme l'ont été d'autres conquérants, il comptait sur sa fortune, et aimait à s'entendre appeler *l'Homme du destin*. Il croyait à son *étoile* ou affectait d'y croire, afin de donner aux autres une confiance plus grande en son avenir. Un jour, il discutait l'un des plus hasardeux desseins qu'il eût projetés, et ne pouvait parvenir à convaincre son interlocuteur de la réussite de ses plans. Ayant enfin ouvert une fenêtre, il montra le ciel, et dit à la même personne : « Voyez-« vous cette étoile ? — Non, reprit l'autre. — Voyez-

« vous cette étoile ? répéta-t-il encore. — Non, sire. « — Eh bien ! je la vois, moi qui vous parle ! » Et il ne donna plus d'autre raison. Il attachait un grand prix à des rapprochements de date, et s'imaginait avoir des jours fastes et néfastes. Mars 1811.

Sévère à l'égard des agents et des préposés auxquels il confiait l'administration de l'empire, Napoléon avait le tort grave de fermer les yeux sur les exactions odieuses que ses généraux et ses traitants commettaient en pays conquis ou allié : c'était même pour lui un moyen de grossir son propre trésor. Lorsqu'un financier ou un fournisseur s'était beaucoup enrichi, et qu'il y avait lieu de suspecter les rapides accroissements de sa fortune, l'empereur le sommait de lui remettre un certain nombre de millions; et le parvenu, redoutant les conséquences d'un refus, s'exécutait d'assez mauvaise grâce. Il en agissait ainsi avec ses maréchaux et ses proconsuls dilapidateurs; mais les peuples spoliés n'en souffraient pas moins.

Cour de l'empereur.

Soldat monté sur le pavois aux acclamations d'un peuple révolutionnaire, Napoléon avait compris que l'éclat du vice, en reportant la nation aux funestes souvenirs de l'Œil-de-Bœuf, pouvait compromettre et dégrader sa jeune dynastie. On ne vit donc pas sous son règne les favorites disputer insolemment aux femmes légitimes les hommages du prince et de la cour. Il oublia sans doute plus d'une fois ses devoirs d'époux, mais aucune femme ne le maîtrisa au point d'influer sur les affaires de son règne. Les sœurs de Napoléon, et particulièrement la princesse Pauline, occupaient la malignité des salons, et on leur

Mars 1811. reprochait de ne point se tenir en garde contre des faiblesses dont on tenait registre et qu'on se plaisait à exagérer. MADAME, mère de l'empereur, était une personne d'nn grand sens et d'un grand cœur, que la prospérité ne parvint jamais à éblouir, et qui, au milieu des pompes de la cour impériale, garda une âme simple et une raison droite. Comme elle avait connu la misère, elle amassait des richesses pour l'avenir, et répondait à ceux qui s'en étonnaient : « Qui sait? dans quelques années j'aurai peut-être sur les bras une demi-douzaine de rois qui me demanderont du pain. » On voit que Lætitia Ramolino ne se faisait pas illusion. Il est juste de reconnaître qu'elle répandait autour d'elle de nombreux bienfaits. Il régnait une certaine froideur entre elle et Napoléon : l'exil de Lucien en était la cause.

Napoléon aimait à s'entourer des illustrations de toutes les époques, à rassembler dans ses salons les Montmorency et les Montebello, les la Rochefoucauld et les Trévise, noms rehaussés par des exploits récents ou par d'illustres ancêtres. Les princes de la confédération du Rhin se pressaient à sa cour, mêlés aux lieutenants de la république et aux régicides conventionnels. L'empereur avait remis en coutume les levers et les couchers de nos rois; mais, au lieu qu'ils étaient réels autrefois, ils ne furent plus, de son temps, que de simples réceptions du matin et du soir. On ne pouvait arriver près de sa personne ou de celle de l'impératrice avant d'avoir été présenté selon toutes les formes prescrites par le cérémonial de l'antique monarchie. La cour impériale étalait une gran-

deur et une magnificence extraordinaires; mais, en dépit des soins de M. de Ségur, grand maître des cérémonies, il manquait à cette société fastueuse ce ton, ce goût, ce sentiment de la dignité et des convenances, qui ne se transmettent pas du maître au sujet en vertu d'une charte de duc ou d'un diplôme de comte. Beaucoup de seigneurs de la vieille cour, quoique assez empressés de recueillir les faveurs impériales, se trouvaient gênés et dépaysés dans ces Tuileries, où tout leur rappelait encore Louis XVI et Marie-Antoinette. Ces souvenirs douloureux pesaient à leur âme, et ils croyaient rêver en se voyant enchaînés au char d'un soldat. Les anoblis impériaux, qui devaient d'ailleurs leur fortune à des services réels, se sentaient embarrassés et gauches sous leurs broderies et sous leurs panaches; les hommes de guerre n'avaient pu entièrement dépouiller leurs allures soldatesques et la franche brutalité des camps; leur langage était parfois cynique et déplacé. Les femmes, douées d'un esprit plus fin et d'un tact moins imparfait, réussissaient mieux à élever leurs manières au niveau de leur nouveau rôle : quelques-unes, en petit nombre, gardaient les dehors de leur origine; mais l'empereur voulait qu'on respectât en elles la gloire de leurs maris, et, dans ces occasions, il donnait l'exemple. En général, Napoléon ne se piquait ni d'urbanité ni de courtoisie : il parlait aux dames les plus illustres par leur naissance avec une dureté impolie, et il ne leur épargnait aucune remarque désagréable. Sa personne était un composé de petitesse

Mars 1811.

Mars 1811. et de grandeur, d'inconvenance et de dignité. La gloire couvrait tout cela.

Opinions et goûts littéraires de Napoléon.

L'empereur aimait les représentations théâtrales. Son éducation littéraire avait été fort négligée, et le tumulte des camps n'avait point permis de suppléer aux lacunes de l'instruction. Néanmoins il jugeait d'instinct, et souvent avec vérité. Comme Alexandre, il aimait beaucoup Homère; son admiration pour Corneille était grande : « S'il eût vécu de mon temps, « disait-il, j'en aurais fait un prince. » Il ne comprenait de Racine que *Mithridate* et *Athalie :* il dédaignait Voltaire, et ne pouvait souffrir qu'on en fît l'éloge; il éprouvait le même sentiment de répulsion pour Rousseau, et généralement pour toute l'école philosophique du dix-huitième siècle. Comme il avait lu dans sa jeunesse les poëmes d'Ossian, traduits par Macpherson, il avait gardé de cette étude une impression très-favorable à ce genre de poésie : dans sa pensée il élevait le fils de Fingal, l'aveugle barde du troisième siècle, au niveau du chantre d'Achille. Au nombre des pièces de théâtre jouées de son temps, et qui eurent le don de lui plaire, on citera en première ligne la tragédie d'*Hector,* de Luce de Lancival, dont il avait lui-même, dit-on, fourni le plan.

Parmi les hommes qui se firent, à cette époque, une renommée dans les lettres, un petit nombre sans doute surnagera sur l'abîme où vont s'engloutir, l'une après l'autre, les réputations que la mode ou l'engouement d'un jour parvient à élever. Les générations contemporaines ont revisé les brevets de gloire

qui, sous l'époque impériale, furent trop facilement décernés au bruit des applaudissements de la foule. Il est vrai de dire que le bruit des armes couvrait les chants des poëtes, et que la renommée de Napoléon n'y perdait pas. Mars 1811.

La littérature sous l'empire.

Le dix-huitième siècle avait légué à l'empire Bernardin de Saint-Pierre, Delille et Ducis : ces hommes illustres jouissaient en paix d'une renommée qui, avec le temps, ne pouvait que décroître. Bernardin de Saint-Pierre, vieillard à l'esprit chagrin et au caractère inquiet, n'avait point dédaigné les bienfaits dont l'empereur honorait sa vieillesse. Delille et Ducis vivaient dans l'isolement et regrettant le passé; la France honorait en eux une partie essentielle de sa propre gloire. Dans un ordre inférieur, on citait les noms de Legouvé, d'Esménard, de Parseval de Grandmaison, de Berchoux, de Chênedollé, de Baour-Lormian, de Campenon, de Laya. Alors venait de s'éteindre le poëte Lebrun, lyrique à enthousiasme factice, et qui laisse le cœur froid, l'âme vide; Marie-Joseph Chénier lui avait survécu de trois ans, gardant en face de Napoléon le culte des souvenirs républicains et se distinguant de la foule par un talent correct et parfois vigoureux. M. de Fontanes écrivait avec une froide élégance des élégies doucereuses et des poëmes didactiques; Millevoye, encore adolescent, avait révélé à la France un génie pur et vraiment poétique : le temps devait manquer aux développements de sa force. Michaud chantait le *Printemps d'un proscrit;* Raynouard, Alexandre Duval, Étienne, Picard, Collin-d'Harleville, esprits d'élite,

Mars 1811. ajoutaient de beaux fleurons à la couronne dramatique de la France : Népomucène Lemercier, génie brut mais puissant, remarquable par l'intelligence et imparfait dans l'exécution, jetait son drame de *Pinto* comme un premier défi à la vieille école aristotélique; mais cette tentative, pour avoir devancé l'heure, demeurait vaine et inféconde. Parny, qui avait consacré son talent à des œuvres infâmes, jouissait en paix d'une réputation mal acquise, et dont, de nos jours, l'honnête homme répudierait le fardeau. Les générations élevées à l'ombre des clubs et au pied des échafauds avaient trop perdu le souvenir de leur propre dignité pour reléguer l'odieux poëte dans le mépris : c'est une justice à rendre à Napoléon, qu'il n'aimait point cet homme.

Andrieux conservait sa réputation de conteur aimable; les deux Lacretelle, unis par l'amitié et rivaux en politique, jouissaient d'une considération méritée; Suard brillait parmi les publicistes; on citait parmi les prosateurs E. de Jouy, observateur sans portée et imitateur stérile d'Addison; Ginguené, très-pâle reflet de Voltaire; Nodier, qui s'essayait encore; Dureau de la Malle, savant modeste et laborieux; madame Cottin, dépourvue de style, mais non de grâces et d'intérêt; madame de Genlis, dont la pédanterie surannée et vaniteuse s'essayait dans tous les genres, pour les effleurer tous; Rœderer, Merlin, Mazet, Bigot de Préameneu, Cambacérès, Portalis, Lanjuinais, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, dont les titres à l'Académie prenaient leur origine dans les travaux du publiciste ou de l'homme d'État; Naigeon, qui

professait ouvertement l'athéisme; François de Neuf-château et Daru, le premier, littérateur fade et prétentieux, l'autre, historien érudit et traducteur élégant d'Horace; Volney et Dupuis, qui, dignes héritiers de l'école encyclopédique, mettaient en œuvre tout ce qu'ils avaient de logique et de fausse science pour battre en brèche la pierre angulaire de l'Église; l'abbé Frayssinous, qui vengeait la cause de Dieu de ces criminelles attaques, et rassemblait à ses conférences l'élite de la société de Paris et de l'empire. Mars 1811.

Vers ce même temps, un obscur expéditionnaire attaché au ministère de l'instruction publique, composait des chansons dont personne ne parlait encore; ce poëte alors ignoré s'appelait Béranger, et devait avoir un assez bel avenir. Dans quelques recueils assez peu accrédités, sinon dans le monde littéraire, on commençait à distinguer de la foule des articles quelques travaux qui portaient la signature d'un jeune homme assez ignoré, de M. Guizot : c'était un disciple de Royer-Collard et un admirateur de madame de Staël. Celle-ci venait de livrer au public un ouvrage remarquable sur l'Allemagne; M. de Chateaubriand, qui laissait bien loin derrière lui les noms contemporains, avait publié l'*Itinéraire* et les *Martyrs*, et, représentant courageux de la monarchie, s'était assis, à l'Académie française, sur le fauteuil resté vacant par la mort d'un régicide. Un nom illustre, celui du comte de Maistre, était demeuré en dehors du mouvement littéraire de l'époque impériale, et, à vrai dire, il n'appartenait point à la France.

Mars 1811. En résumé, l'empire fut une ère de force matérielle, et non d'intelligence; la séve du siècle était détournée vers la guerre, et, en dépit de cette immense surexcitation causée à la France par vingt ans de triomphes ou de catastrophes, l'art continua de languir dans les ornières battues; la littérature, du moins dans son ensemble, demeura froide et dépourvue d'invention. La période napoléonienne fut donc plus semblable à celle d'Alexandre qu'à celles d'Auguste, de Charlemagne et de Louis XIV, qui resplendirent autant par le génie intellectuel que par la gloire des armes. Les poëtes manquèrent au règne impérial; non, comme on l'a dit, que les événements fussent trop merveilleux pour être chantés (cette hyperbole ne doit point être prise au sérieux), mais parce que l'empereur, uniquement préoccupé de sa propre grandeur, ne voulut faire de l'art qu'un piédestal à son orgueil, ou un instrument de règne. Fouché, Savary, commandaient aux versificateurs de cette époque des poëmes en l'honneur de S. M. l'empereur et roi, et ces inspirations, enregistrées par le journal officiel, portaient l'empreinte de l'asservissement. Comme il était encore à la mode de s'habiller à la grecque, de se meubler à la romaine, de singer la chlamyde et la toge, la peinture et la sculpture ne cessèrent de se consacrer à une imitation décolorée et monotone de l'art et du costume païens; la littérature se traîna dans les mêmes voies, et cette époque homérique nous a légué peu de monuments dignes d'elle. L'institution si remarquable des grands prix

décennaux ne fit point éclore les fruits qu'on avait pu s'en promettre : les riches palmes qui furent décernées en 1809 ne décorèrent que des œuvres d'une portée médiocre, si on les compare à celles que la prodigieuse impulsion des événements aurait dû enfanter. Mars 1811.

Impulsion donnée à l'esprit public.

Les journaux, quand ils n'avaient point à insérer les bulletins de la grande armée et à raconter des victoires, s'occupaient assez exclusivement de rendre compte des représentations théâtrales. L'empereur aimait qu'on fournît un aliment semblable aux esprits inoccupés, et dont l'oisiveté eût été dangereuse. La France ne songeait plus à comparer des théories à des théories, des doctrines à des doctrines; elle se passionnait pour Talma, pour Lafont, pour tel autre acteur tragique protégé par un journal ou critiqué par d'obscurs aristarques. On opposait mademoiselle Georges à mademoiselle Duchesnois; on continuait à verser des larmes aux représentations plus ou moins attendrissantes de *Fanchon la Vielleuse;* un feuilleton du *Journal de l'Empire,* rédigé par le spirituel Geoffroy, empêchait pendant toute une journée la population intelligente de Paris de songer trop sérieusement aux imperfections du régime impérial, et de regretter la liberté de la presse. La cour avait ordre de s'occuper de fêtes somptueuses et de modes nouvelles. L'empereur aimait qu'on dansât aux Tuileries, et qu'à force de civilisation et d'élégance on répondît aux satires des journaux anglais, toujours prêts à représenter la France de 1811 comme un

Mars 1811

amas de jacobins ridicules sous leurs costumes monarchiques, la famille napoléonienne comme une réunion de personnages grossiers et libertins. Ces méchancetés, que l'Europe réduisait à leur juste valeur, causaient une irritation habituelle à Napoléon : le lion se dépitait d'être harcelé par des moustiques, et il ne s'en réfugiait que mieux dans les pratiques du pouvoir arbitraire.

Naissance du Prince impérial, roi de Rome.

Or, le 20 mars 1811, jour anniversaire de la mort du duc d'Enghien, date fameuse que nous ne tarderons pas à voir reparaître plus significative encore, un grand émoi se fit au palais des Tuileries. Ce jour-là, l'impératrice Marie-Louise fut prise des douleurs de l'enfantement, et mit au monde, après de laborieuses souffrances, un prince qui reçut les noms de Napoléon-François-Charles-Joseph, et porta dès sa naissance le titre fastueux de roi de Rome. Cent un coups de canon annoncèrent cet événement à la capitale de la France, et le peuple, rassemblé par masses énormes autour du château, salua avec ivresse le berceau de l'héritier du trône. En un moment les maisons furent pavoisées; les citoyens s'embrassaient dans les rues, on se croyait sûr de l'avenir, sûr d'une dynastie; et les poëtes, réveillés de leur assoupissement, promirent l'immortalité et la toute-puissance « au fils du héros. » Hélas ! de toute cette joie populaire et de tant d'espérances accumulées sur la tête de l'enfant impérial, l'avenir ne devait rien conserver; et le jour devait arriver, comme à cette heure, où un pauvre moine de Vienne montrerait dans un

caveau funèbre, sur les bords du Danube, la tombe où reposent, jusqu'au jour de l'éternité, les dépouilles terrestres de l'héritier de Tarquin le Superbe et de Napoléon le Grand. Ce sont là des enseignements que Dieu envoie aux rois et aux peuples : notre devoir est de méditer sur ces grandes ruines. Mars 1811.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME DE L'HISTOIRE DE L'EMPIRE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° I.

BULLE D'EXCOMMUNICATION

PUBLIÉE ET AFFICHÉE A ROME LE 10 JUIN 1809.

PIUS PP. VII.

Pour en perpétuer le souvenir.

Quum memorandâ illâ die, secundâ februarii, etc., etc.

Lorsqu'au mémorable jour du 2 février les troupes françaises, après avoir envahi les plus fertiles provinces de la souveraineté pontificale, fondirent hostilement, impétueusement et à l'improviste sur la ville de Rome, nous ne pûmes nous persuader que de telles *audaces* dussent être uniquement attribuées aux motifs politiques et militaires que les envahisseurs affectaient communément derépandre, c'est-à-dire à la nécessité de se défendre, et de repousser l'ennemi des terres de la sainte Église romaine, ou de punir notre constance et notre refus de condescendre à quelques-unes des propositions faites à nous par le gouvernement français. Nous vîmes bien que le projet s'étendait plus loin qu'à une occupation momentanée et militaire, ou à une démonstration de colère envers nous; nous vîmes bien que l'on réchauffait, qne l'on faisait renaître et qu'on arrachait aux ténèbres les projets d'impiété, qui

paraissaient sinon réprimés, au moins assoupis, les projets d'astuce de ces hommes qui, trompés et trompeurs, introduisant des actes de perdition par une philosophie vaine et fallacieuse (*ad Coloss.*, cap. II, v. 8), machinent depuis longtemps dans une conjuration directe, la ruine de la très-sainte religion. Nous vîmes que dans notre humble personne on circonvenait, on attaquait, ou prenait de force le siége du bienheureux prince des apôtres, afin qu'une fois renversé, si cela était possible, de quelque manière, l'Église catholique, bâtie sur ce siége, comme sur une pierre inébranlable, par son divin fondateur, s'écroulât et s'abîmât de fond en comble.

Nous avions pensé, nous avions espéré naguère que le gouvernement des Français, instruit par l'expérience des maux dont cette si puissante nation avait été abreuvé pour avoir lâché les rênes à l'impiété et au schisme, et averti par le vœu unanime de la grande majorité des citoyens, se serait convaincu véritablement et profondément qu'il importait à sa sûreté et à la félicité publique de rendre sincèrement libre l'exercice de la religion catholique, et de lui assurer une protection particulière. Excité par cette opinion et par cet espoir, nous, qui remplissons sur la terre, quoique indigne, la place de celui qui est *le Dieu de la paix*, à peine avons-nous découvert une voie pour réparer les désastres de l'Église en France, l'univers nous est témoin de la joie empressée avec laquelle nous avons entamé des traités de paix, et combien il en a coûté à nous et à l'Église elle-même pour les conduire à l'issue qu'il a été permis d'obtenir. Mais, ô Dieu immortel! combien notre espérance a été trompée! Quel a été le fruit de tant d'indulgence et de générosité? Dès la promulgation d'une paix ainsi obtenue, nous avons été forcé de nous écrier avec le prophète: « *Voici que dans la paix mon amertume est encore plus amère.* » Cette amertume, nous ne l'avons pas cachée à l'Église et, nous adressant à nos frères les cardinaux de la sainte Église romaine, dans le consistoire du 24 mai 1802, nous leur avons annoncé qu'on avait ajouté, lors de la promulgation de la convention arrêtée, des articles qui nous étaient inconnus, et que

nous avons en même temps désapprouvés. En effet, aux termes de ces articles, on anéantit de fait pour l'exercice de la religion catholique, dans les points les plus graves et les plus importants, la liberté qui, dans le commencement des stipulations du concordat, avait été spécifiée, convenue, promise comme base et fondement, mais encore on publie quelques autres articles qui attaquent la doctrine de l'Évangile.

Telle a été aussi à peu près l'issue de notre convention avec le gouvernement de la république italienne : les stipulations ont été interprétées arbitrairement par une fraude patente et injurieuse, quoique nous eussions mis tous nos soins à les garantir de toutes interprétations arbitraires et perverses.

Les clauses de ces deux conventions ayant été dénaturées et violées de cette manière, surtout celles qui avaient été établies en faveur de l'Église, la puissance spirituelle fut soumise au pouvoir *laïcal;* et, bien loin que les effets salutaires que nous nous étions promis de ces conventions fussent obtenus, nous eûmes à nous plaindre de voir les malheurs et les désastres de l'Église s'accroître et s'accumuler chaque jour. Nous ne ferons pas une énumération détaillée de ces désastres, parce qu'ils sont assez connus, parce que les larmes de tous les ont assez déplorés, et que nous les avons suffisamment exposés dans deux allocutions consistoriales, l'une du 16 mars, l'autre du 11 juillet de l'an 1808, et parce que nous avons veillé, autant qu'il a été possible dans nos angoisses, à ce que ces maux parvinssent à la connaissance du public. Ainsi tout le monde connaîtra, et la postérité saura quelles ont été notre opinion et notre décision sur tant et tant de témérités audacieuses du gouvernement français dans les affaires concernant l'Église ; tous connaîtront quelle a été notre longaminité, notre patience; tous connaîtront pourquoi nous nous sommes tû si longtemps: c'est parce que, ne nous proposant que l'amour de la paix, et concevant une ferme espérance que le remède arriverait à tant de maux, nous différions de jour en jour d'élever notre voix apostolique. Tous sauront quels ont été nos soins, nos travaux, nos efforts, en agissant, en conjurant, en suppliant,

en gémissant, pour qu'on guérît les blessures de l'Église ; tous sauront combien nous avons prié pour qu'on ne lui en fît pas de nouvelles. Mais nous avons épuisé les moyens d'humilité, de modération, de mansuétude, par lesquels nous avons tâché de défendre les intérêts et les droits de l'Église auprès de celui qui était entré en pacte avec les impies pour la détruire entièrement, celui qui, dans cet esprit, avait contracté amitié avec elle pour la trahir plus facilement, et qui avait feint de la protéger pour l'opprimer plus sûrement.

Nous avons dû beaucoup espérer surtout lorsque notre voyage en France fut désiré et sollicité : ensuite on éluda nos demandes avec des tergiversations rusées, des subterfuges et des réponses propres à tromper, ou à tirer les négociations en longueur ; on n'avait plus aucun égard à nos demandes, à mesure que s'approchait le temps marqué pour exécuter les projets médités contre ce siége et l'Église du Christ ; on nous tourmentait, on nous attaquait par de nouvelles exigences ou immodérées ou captieuses, qui démontraient bien que l'on s'attachait à nous placer dans l'alternative de deux dangers funestes et nuisibles à ce siége et à l'Église : c'est-à-dire de nous contraindre par un assentiment à trahir honteusement notre ministère, ou, si nous nous refusions aux demandes, de fournir un prétexte pour nous déclarer une guerre ouverte.

Et comme, à cause de la répugnance de notre conscience, nous n'avions pu adhérer à ces demandes, de là on se crut une raison pour envoyer hostilement des troupes dans cette ville sacrée. Voilà qu'on s'empara de la citadelle de Saint-Ange ; on disposa des détachements dans les rues, sur les places ; le propre palais que nous habitons, le Quirinal, fut assiégé et menacé par une grande force d'infanterie et de cavalerie, munie d'artillerie. Nous, au contraire, rassuré par ce Dieu dans lequel nous pouvons tout, soutenu par la conscience de notre devoir, nous n'avons été ni ému ni ébranlé par une subite terreur, ni par cet appareil militaire : avec un esprit calme et toujours égal, comme il convient, nous avons célébré les cérémonies et les divins mystères qui appartiennent à ce très-

saint jour (*la Purification*), n'omettant rien, par crainte, par oubli ou par négligence, de ce que demandait notre devoir dans ces conjonctures.

Nous nous souvenions avec saint Ambroise (*de Basil. tradend.*, n° 17) *que le saint homme Naboth, possesseur d'une vigne, interpellé par une demande royale de donner sa vigne, où le roi, après avoir fait arracher les ceps, ordonnerait de planter des légumes, avait répondu :* « *Dieu me garde de livrer l'héritage de mes pères !* » De là nous avons jugé qu'il nous était bien moins permis de livrer notre héritage antique et sacré (c'est-à-dire le domaine temporel de ce saint-siége, possédé pendant tant de siècles par les pontifes romains nos prédécesseurs, non sans l'ordre évident de la divine Providence), ou de consentir facilement à ce que qui que ce fût s'emparât de la capitale du monde catholique, pour y troubler et y détruire la forme du régime sacré qui a été laissée par Jésus-Christ à sa sainte Église, et réglée par les canons sacrés qu'a établis l'Esprit de Dieu; pour substituer à sa place un code, non-seulement contraire aux canons sacrés, mais encore incompatible avec les préceptes évangéliques, et pour introduire enfin, comme il est d'ordinaire, un autre ordre de choses qui tend manifestement à associer et à confondre les sectes et toutes les superstitions avec l'Église catholique.

Naboth défendit sa vigne, même au prix de son sang (*S. Ambroise, ibid.*). Alors pouvions-nous, quelque événement qui dût arriver, ne pas défendre nos droits et les possessions de la sainte Église romaine, que nous nous sommes engagé, par la religion d'un serment solennel, à conserver, autant qu'il est en nous ? Pouvions-nous ne pas revendiquer la liberté du siége apostolique, si étroitement unie à la liberté et aux intérêts de l'Église universelle?

Car les événements présents, quand même on manquerait d'autres arguments, démontrent trop combien est convenable et nécessaire ce principat temporel, pour assurer au suprême chef de l'Église un exercice libre et certain de la puissance qui lui a été divinement remise sur tout l'univers. C'est pourquoi,

bien que nous ne nous soyons jamais réjoui des honneurs, des richesses et de l'autorité de ce principat, que nous avons été éloigné de désirer, et à cause de notre caractère, et par suite de notre respect pour ce saint institut où nous sommes entré dès notre jeune âge et que nous avons toujours chéri, nous avons cru cependant qu'il était absolument de notre devoir à dater de cedit jour 2 février 1808, quoique réduit à une position si critique, de faire publier, par notre cardinal secrétaire d'État une protestation pour expliquer les causes des tribulations que nous souffrions, et pour déclarer avec quelle volonté nous entendions que les droits du siége apostolique restassent entiers et intacts.

Comme les envahisseurs n'avançaient rien par les menaces, ils résolurent d'adopter avec nous un autre système : ils essayèrent d'affaiblir peu à peu par un genre de persécution lent, quoique très-pénible et conséquemment plus cruel, notre constance qu'ils n'avaient pas vaincue par une terreur subite. Aussi nous détenant dans notre palais, comme en prison, depuis le lendemain des calendes de février, il ne s'est point passé à peine un jour qui n'ait été marqué par une nouvelle injure à notre cœur ou à ce saint-siége. Tous les soldats que nous employons pour conserver l'ordre et la discipline civile, enlevés et incorporés dans les troupes françaises ; les gardes de notre corps, hommes nobles et d'élite, enfermés dans la citadelle de Rome, là détenus plusieurs jours, puis dispersés et licenciés ; des postes placés aux portes et dans les endroits les plus fréquentés de la ville ; les bureaux de distribution des lettres, et les imprimeries, et particulièrement l'imprimerie *de Propagandâ fide*, soumis à la force militaire et au caprice, tandis qu'on nous enlevait à nous la liberté d'écrire ou de faire imprimer l'expression de notre volonté ; les administrations et les tribunaux troublés et empêchés ; nos sujets sollicités par fraude, par ruse, ou par d'autres moyens pervers, à grossir la troupe des soldats appelés civiques, rebelles à leur souverain légitime ; parmi nos sujets, les plus audacieux et les plus corrompus recevant le signe tricolore français et italique, et protégés par ce

signe comme par un bouclier, tantôt se répandant impunément en troupes, tantôt agissant seuls, avec ordre ou permission de commettre d'iniques excès contre les ministres de l'Église, contre le gouvernement, contre tous les honnêtes gens; des éphémérides, ou, comme ils disent, des feuilles périodiques publiées par les imprimeries romaines, malgré nos réclamations, et circulant parmi le peuple ou expédiées à l'étranger, toutes remplies d'injures, de reproches, de calomnies même contre la puissance et la dignité pontificale; quelques-unes de nos déclarations qui étaient importantes, signées de notre main, ou de celle de nos ministres, et affichées par notre commandement aux lieux accoutumés, arrachées par de vils satellites au milieu des plaintes et de l'indignation des bons, déchirées, foulées aux pieds; des jeunes gens imprudents et d'autres citoyens, invités à des réunions secrètes, prohibées sévèrement aux termes des lois civiles et des lois ecclésiastiques, sous peine d'anathème portée par nos prédécesseurs Clément XII et Benoît XIV, et là agrégés et inscrits; un grand nombre de nos ministres et officiers, tant urbains que provinciaux, magistrats intègres et fidèles, vexés, jetés en prison et bannis; des recherches de papiers et d'écrits de tout genre faites violemment dans les bureaux secrets des magistrats pontificaux, sans en excepter le cabinet de notre premier ministre; trois de nos premiers ministres eux-mêmes de la secrétairerie d'État, que nous étions successivement contraints de remplacer, enlevés de notre propre palais; la plus grande partie des cardinaux de la sainte Église romaine, c'est-à-dire de nos *collatéraux* et coopérateurs, arrachée de notre sein et de nos côtés par la force militaire, et déportée au loin; voilà, avec tant d'autres, les attentats commis méchamment et si audacieusement par les envahisseurs, contre tout droit humain et divin. Ils sont si connus, qu'il n'est pas besoin de s'arrêter à les rapporter et à les expliquer davantage. Nous n'avons pas manqué de réclamer contre toutes ces attaques avec force et courage, comme le demandait notre ministère, de peur d'autoriser le soupçon de connivence ou d'assen-

timent quelconque. Ainsi presque dépouillé des attributs de notre dignité et de l'appui de notre autorité; destitué de tous secours nécessaires pour remplir notre ministère et distribuer notre sollicitude entre toutes les Églises; accablé par toutes sortes d'injures, de vexations et de terreurs; opprimé, supplicié; tous les jours privé davantage de l'exercice de chacune de nos puissances, nous devons uniquement d'avoir gardé un simulacre quelconque de ces puissances, après la providence singulière et éprouvée du Seigneur tout-puissant, nous le devons uniquement à notre fortitude, à la prudence des ministres qui nous restent, à la tendresse de nos sujets, enfin à la piété des fidèles.

Mais si un fantôme d'autorité nous était conservé dans cette illustre Rome et dans les provinces limitrophes, tout pouvoir alors nous était enlevé dans les florissantes provinces d'Urbin, de la Marche et de Camerino. Pour opposer une solennelle protestation à cette manifeste et sacrilége usurpation de tant d'États de l'Église, et pour prémunir à la fois nos chers sujets de ces provinces contre les séductions d'un gouvernement injuste et illégitime, nous n'avons pas négligé de donner une instruction à nos vénérables frères les évêques de ces provinces.

Et ce gouvernement, combien peu il a différé, comme il s'est empressé de prouver par des faits ce que, dans notre instruction, nous avions annoncé qu'il fallait attendre de sa religion! L'occupation et le pillage du patrimoine de Jésus-Christ; l'abolition des maisons religieuses; le bannissement du cloître, des vierges sacrées; la profanation des temples; peu à peu le frein ôté à la licence; le mépris de la discipline ecclésiastique et des saints canons; la promulgation du code et des autres lois contraires non-seulement aux saints canons eux-mêmes, mais encore aux préceptes évangéliques et au droit divin; l'avilissement et la persécution du clergé; la soumission de la puissance sacrée des évêques au pouvoir laïcal; la violence attaquant, par tous les moyens, leur conscience; l'expulsion de leur siége, leur déportation, et autres auda-

cieuses et sacriléges entreprises contre la liberté, l'immunité et la doctrine de l'Église, mises à exécution dans nos provinces comme dans les contrées soumises à l'autorité de ce gouvernement : tels sont les attestations éclatantes, les gages, les monuments de cet admirable amour pour la religion catholique, qu'il ne cesse pas même aujourd'hui de vanter et de promettre.

Pour nous, rassasié de ces amertumes par ceux de qui nous ne devions pas en attendre de telles, et accablé sous toutes les afflictions, nous gémissons moins sur notre sort présent que sur le sort futur de nos persécuteurs; *car si Dieu s'est légèrement mis en colère contre nous pour nous châtier et nous corriger, de nouveau il se réconciliera avec ses serviteurs.* (Mach., II, cap. 7, v. 33.) *Mais celui qui s'est fait inventeur de malice contre l'Église, comment fuira-t-il la main du Seigneur?* (Ibid., cap. 7, v. 3). *Dieu n'exceptera personne : il ne craindra la grandeur de qui que ce soit, parce qu'il a fait le petit et le grand.* (Sap., cap. 6, v. 8.) *Les plus forts sont menacés des plus forts tourments.* (Ibid., v. 9.) Plût à Dieu que nous pussions, à quelque prix que ce fût, et même au prix de notre vie, détourner la perdition éternelle, assurer le salut de nos persécuteurs, que nous avons toujours aimés, et que nous ne cessons pas d'aimer de cœur ! Plût à Dieu qu'il nous fût permis de ne jamais nous départir de cette charité, *de cet esprit de mansuétude* (*Prima ad Cor.*, cap. 34, v. 21), que la nature nous a donné, et que notre volonté a mis en pratique ; et de laisser dans le repos cette verge qui nous a été attribuée dans la personne du bienheureux Pierre, prince des apôtres, avec la garde du troupeau universel du Seigneur, pour la correction et la punition des brebis égarées et obstinées dans leur égarement, et pour l'exemple et la terreur salutaire des autres !

Mais le temps de la douceur est passé : il n'y a que celui qui veut être aveugle qui puisse ne pas voir où conduisent ces attentats, ce qu'ils veulent, à quoi ils doivent aboutir, si l'on n'emploie à temps les moyens d'en arrêter les excès ; tout le

monde voit d'ailleurs qu'il ne reste plus aucun sujet d'espérer que les auteurs de ces attentats soient fléchis par des admonitions, par des conseils, par des prières, et par des représentations de l'Église. A tout cela ils ont fermé tout accès ; à tout cela ils sont sourds, ils ne répondent qu'en entassant injures sur injures. Il ne peut arriver qu'ils obéissent à l'Église comme à une mère, ni qu'ils écoutent la maîtresse comme des disciples, ceux qui n'entreprennent rien, n'avancent rien, ne poursuivent rien que pour soumettre l'Église comme la servante d'un maître, et la détruire de fond en comble, après l'avoir soumise.

Si nous ne voulons pas encourir le reproche de négligence, de lâcheté, la tache d'avoir abandonné honteusement la cause de Dieu, que nous reste-t-il, sinon de mépriser toute raison terrestre, de repousser toute prudence de la chair, et d'exécuter ce précepte évangélique : *Que celui qui n'écoute pas l'Église soit pour toi comme un païen et un publicain !* (Matth., cap. 18, vers. 17.) *Qu'ils apprennent une fois qu'ils sont soumis, par la loi de Jésus-Christ, à notre commandement et à notre trône; car nous exerçons aussi un commandement et une puissance plus élevée, à moins qu'il ne soit juste que l'esprit cède à la chair, et que les choses célestes cèdent aux choses terrestres !* (S. Grég. Naz., Or. 17; Paris, 1778, pag. 323.) Autrefois tant de pontifes, recommandables par leur doctrine et leur sainteté, en sont venus à ces extrémités contre des rois et des princes endurcis, parce que la cause de l'Église l'exigeait ainsi, pour l'un ou pour l'autre de ces crimes que les canons sacrés frappent d'anathème : craindrons-nous de suivre l'exemple de ces pontifes, après tant d'attentats si méchants, si atroces, si sacriléges, si connus et si manifestes à tous ? N'est-il pas plus à craindre que nous ne soyons accusé justement et à bon droit d'avoir réclamé trop tard, plutôt qu'avec témérité et précipitation, surtout lorsque nous sommes averti par ce dernier attentat, le plus grave de tous ceux par lesquels on n'a pas cessé d'attaquer notre principat temporel, que nous ne serons plus libre et assuré d'accomplir les devoirs si im-

portants et si nécessaires de notre ministère apostolique?

A ces causes, par l'autorité du Dieu tout-puissant, des saints apôtres Pierre et Paul, et par la nôtre, nous déclarons que tous ceux qui, après l'invasion de cette illustre ville et des possessions ecclésiastiques, après la violation sacrilége du patrimoine de saint Pierre, prince des apôtres, entreprise et consommée par les troupes françaises, ont commis dans Rome et dans les possessions de l'Église, contre l'immunité ecclésiastique, contre les droits temporels de l'Église et du saint-siége, les excès ou quelques-uns des excès que nous avons dénoncés dans les deux allocutions consistoriales susdites, et dans plusieurs protestations et réclamations publiées par notre ordre; nous déclarons que ceux qui sont ci-dessus désignés, et en outre leurs *mandants*, fauteurs, conseillers, adhérents, et les autres qui ont ordonné l'exécution desdits attentats, ou qui eux-mêmes les ont exécutés, ont encouru l'excommunication majeure et les autres censures et peines ecclésiastiques infligées par les saints canons, par les constitutions apostoliques, et particulièrement par les décrets des conciles généraux, et surtout du concile de Trente (*Sess.* 22, cap. IV, *de Ref.*) ; et si besoin est, de nouveau nous les excommunions et anathématisons. Nous déclarons qu'ils ont encouru les peines de la perte de tous les priviléges, grâces et indults accordés, de quelque manière que ce soit, ou par les pontifes romains nos prédécesseurs, ou par nous. Nous déclarons qu'ils ne peuvent être absous et déliés de telles censures par personne, excepté par nous ou le souverain pontife alors existant (excepté à l'article de la mort, car ils doivent retomber sous lesdites censures en cas de convalescence) ; et que de plus ils sont inhabiles et incapables dans leurs demandes d'absolution, jusqu'à ce qu'ils aient rétracté, révoqué, cassé et aboli publiquement, de quelque manière que ce soit, ces attentats; jusqu'à ce qu'ils aient rétabli pleinement et effectivement toutes choses en leur ancien état, et que d'ailleurs ils aient donné à l'Église, à nous et à ce saint-siége, la digne satisfaction qui est due sur les chefs ci-dessus énoncés. C'est pourquoi nous statuons et nous décla-

rons pareillement, par la teneur desdites présentes, que non-seulement tous ceux qui sont dignes d'une mention spéciale, mais encore leurs successeurs dans les offices, ne pourront, en vertu des présentes, ni sous aucun prétexte que ce soit, se croire libres et déliés de la rétractation, de la révocation, de la cassation et de l'absolution qu'ils doivent faire pour les attentats ci-dessus rappelés, ni de la satisfaction due à l'Église, à nous et à ce saint-siége, satisfaction qui devra être réelle et effective : voulant que toutes ces obligations conservent leur force, et qu'autrement ils ne puissent obtenir le bénéfice de l'absolution.

Enfin, pendant que nous sommes contraint de tirer du fourreau le glaive de la sévérité de l'Église, nous n'oublions pas que nous tenons sur la terre, malgré notre indignité, la place de Celui qui, même lorsqu'il déploie sa justice, se souvient de sa miséricorde. C'est pourquoi nous ordonnons et nous entendons, nous adressant à nos sujets, ensuite à tous les peuples chrétiens, en vertu de la sainte obédience, que personne ne présume apporter dommage, injure, préjudice ou tort quelconque à ceux que les présentes concernent, ou à leurs biens, droits, prérogatives, à l'occasion et sous le prétexte des présentes lettres. Car en infligeant à ceux que nous condamnons le genre de peines que Dieu a mis en notre puissance, et en vengeant tant et de si grandes injures faites à Dieu et à son Église sainte, nous nous proposons particulièrement de voir *ceux qui nous tourmentent actuellement, se convertir, pour être tourmentés avec nous* (S. Aug. *in Ps.* 54, v. 1), si heureusement *Dieu leur envoie la pénitence afin qu'ils connaissent la vérité* (II *ad Timoth.*, cap. 11, v. 25).

Ainsi donc, levant nos mains vers le ciel, dans l'humilité de notre cœur, tandis que nous remettons et que nous recommandons de nouveau à Dieu la juste cause que nous défendons, et qui est bien plus la sienne que la nôtre, et que nous protestons être prêt, par les secours de sa grâce, à boire jusqu'à la lie, pour l'Église, le calice qu'il a daigné boire le premier pour elle, nous le supplions, nous le conjurons, par les en-

trailles de sa miséricorde, de ne pas rejeter, *de ne pas mépriser les oraisons et les prières que nous adressons jour et nuit pour leur repentir et leur salut.* Certes, il ne brillera pas pour nous de jour plus fortuné et plus consolant que celui où nous verrons la miséricorde divine nous exaucer, et nos fils, qui nous envoient aujourd'hui tant de tribulations et de causes de douleur, *se réfugier dans notre sein paternel, et s'empresser de rentrer dans le bercail du Seigneur.*

Nous entendons que les présentes lettres, et tout ce qu'elles contiennent, ne puissent être attaquées, sous prétexte que les susdits et autres quelconques y ayant ou prétendant, de quelque manière que ce soit, y avoir intérêt, à quelque état, grade, ordre, prééminence, dignité qu'ils appartiennent, quelque mention individuelle qu'ils réclament, de quelque expression qu'ils se jugent dignes, n'auraient pas consenti, n'auraient pas été appelés et entendus à l'effet des présentes, et que leurs raisons n'auraient pas été suffisamment écoutées, et vérifiées, et justifiées ; nous entendons que ces lettres ne pourront également et sous aucune cause, couleur ou motif, être regardées jamais comme entachées du vice de subreption ou d'obreption, ou de nullité ou de défaut d'intention de notre part ou des intéressés. Le contenu des lettres ne pourra, sous quelque autre prétexte que ce soit, être attaqué, rejeté, rétracté, remis en discussion ou restreint dans les termes de droit; il ne sera pas licite d'alléguer contre elles la réclamation verbale, le droit de restitution en entier dans son premier état, ni tout autre remède de droit, de fait et de grâce; on ne pourra opposer que ce remède, après avoir été sollicité, a été accordé, et qu'il est émané de notre propre mouvement, science et pleine puissance ; il est entendu qu'il ne pourra servir d'aucune manière, ni aider à qui que ce soit, en jugement et hors de jugement. Nous déclarons que les présentes lettres doivent exister fermes, valides et efficaces ; qu'elles auront et sortiront leur plein et entier effet, et qu'elles doivent être observées inviolablement par ceux qu'elles concernent, et qu'elles concerneront dans la suite: ainsi, et non autrement qu'il est dit dans les présentes, elles

doivent être jugées et définies par les juges ordinaires, et par les auditeurs délégués du palais apostolique, par les cardinaux de la sainte Église romaine, par les légats *à latere* et les nonces du saint-siége, et autres jouissant ou devant jouir de quelque prééminence et pouvoir que ce soit, entendant leur ôter, à eux et à chacun d'eux, la faculté et l'autorité de juger et d'interpréter différemment. Déclarons finalement nul et non avenu tout ce qui pourrait être tenté contre elles par quelque autorité que ce soit, sciemment ou par ignorance.

En conséquence de ce que dessus, et en tant que de besoin, nonobstant la règle de notre chancellerie apostolique sur la conservation des droits acquis, et les autres constitutions et décrets apostoliques accordés à quelques personnes que ce soit, et tous les autres statuts et coutumes corroborés par serment et autorisation apostolique, ou toute autre confirmation, nonobstant les coutumes, usages, styles même immémoriaux, priviléges, indults, lettres, accordés à quelques personnes que ce soit, de quelque dignité ecclésiastique ou séculière qu'elles soient revêtues, quelles que soient leurs qualifications, et quand même elles prétendraient invoquer une désignation expresse et spéciale, sous quelque teneur et forme que ce soit, quand même elles se prévaudraient des clauses dérogatoires, et d'autres clauses plus efficaces, très-efficaces, insolites et irritantes, et d'autres décrets, même dévolus contrairement de mouvement, science, plénitude de puissance, et consistorialement ou d'autres manières, de concessions faites, écrites, et plusieurs fois réitérées, approuvées, confirmées et renouvelées. Nous déclarons que nous dérogeons par ces présentes, d'une façon expresse et spéciale, à ces constitutions, et nous entendons qu'il y soit dérogé, quoique ces actes ou quelques-uns d'eux n'aient pas été insérés expressément dans ces présentes, quelque dignes qu'on les suppose d'une mention spéciale, expresse et individuelle, ou d'une forme particulière; en pareil cas voulant que ces présentes aient la même force que si la teneur des constitutions, celle des clauses à observer, y était nommément et mot à mot exprimée ; et qu'enfin

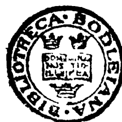
elles obtiennent leur plein et entier effet, nonobstant les choses à ce contraires.

Comme les présentes lettres, ainsi qu'il est de notoriété, ne peuvent être publiées en sûreté partout, et particulièrement dans les lieux où il importerait qu'elles le fussent, nous voulons que ces lettres ou leurs copies soient affichées, selon la coutume, aux portes de l'église de Latran et de la basilique du prince des apôtres, à celles de la chancellerie apostolique, de la *Curia* générale de Montecitorio, et à l'entrée du *Campo de fiori* de Rome ; et qu'ainsi publiées et affichées, elles obligent tous et chacun de ceux qu'elles concernent, comme si elles avaient été intimées personnellement et nominativement à chacun d'eux.

Nous voulons encore que tant en jugement que dehors, partout, en tout lieu et chez toute nation, on ajoute foi à chaque extrait ou copie ou imprimé de ces présentes, muni de la signature de quelque personne constituée en dignité ecclésiastique, comme on ajouterait foi aux présentes, si elles étaient exhibées et montrées.

Donné à Rome, près Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le dixième jour de juin, l'an 1809, de notre pontificat le dixième.

Pius PP. VII.



N° II.

(Nous donnons à nos lecteurs le texte du traité conclu à Vienne, le 14 octobre 1809, entre Napoléon et l'empereur d'Autriche, et qui fut la conséquence de la bataille de Wagram.)

TRAITÉ DE VIENNE

Art. 1er. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié entre S. M l'empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération

du Rhin et S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité.

2. La présente paix est déclarée commune à S. M. le roi d'Espagne, S. M. le roi de Hollande, S. M. le roi de Naples, S. M. le roi de Bavière, S. M. le roi de Wurtemberg, S. M. le roi de Westphalie, S. M. le roi de Saxe, S. A. Em. le prince primat; à LL. AA. RR. le grand-duc de Bade, le grand-duc de Berg, le grand-duc de Hesse-Darmstadt, le grand-duc de Wurtzbourg, et à tous les princes et membres de la confédération du Rhin, alliés de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, dans la présente guerre.

3. S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, tant pour lui, ses héritiers et successeurs, que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, renonce aux principautés, seigneuries, domaines et territoires ci-après désignés, ainsi qu'à tout titre quelconque qui pourrait dériver de leur possession, et aux propriétés soit domaniales, soit possédées par eux à titre particulier, que ces pays renferment.

1° Il cède et abandonne à S. M. l'empereur des Français, pour faire partie de la confédération du Rhin, et en être disposé en faveur des souverains de la confédération :

Les pays de Salzbourg et Berchtols-Gaden; la partie de la haute Autriche située au delà d'une ligne partant du Danube auprès du village de Stross, et compris Wissenkirch, Widerndorff, Michelbach, Cretot, Mukenhoffen, Holst, Jeding; de là, la route jusqu'à Schwanstadt, la ville de Schwanstadt sur l'Alter, et continuant, en remontant le cours de cette rivière et du lac de ce nom, jusqu'au point où ce lac touche la frontière du pays de Salzbourg.

S. M. l'empereur d'Autriche conservera la propriété seulement du bois dépendant de Salz-Cammer-Gut, et faisant partie de la terre de Mondsée, et la faculté d'en exploiter la coupe, sans avoir aucun droit de souveraineté sur ce territoire.

2° Il céde également à S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, le comté de Gorice, le territoire de Montefalcone, le gouvernement et la ville de Trieste, la Carniole avec ses enclaves sur le golfe de Trieste, le cercle de Wellach en Carinthie, et tous les pays situés à la droite de la Save, en partant du point où cette rivière sort de la Carniole, et la suivant jusqu'à la frontière de la Bosnie : savoir, partie de la Croatie provinciale, six districts de la Croatie militaire, Fiume, et le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne ou district de Castua, les îles dépendantes des pays cédés, et tous autres pays, sous quelque dénomination que ce soit, sur la rive droite de la Save, le thalweg de cette rivière servant de limite entre les deux États.

Enfin, la seigneurie de Radzund, enclavée dans les pays des Grisons.

3° Il cède et abandonne à S. M. le roi de Saxe les enclaves dépendantes de la Bohême, comprises dans le territoire du royaume de Saxe, savoir : les paroisses et villages de Guntersdoff, Taubentranke, Gerlachsheim, Lenkersdoff, Schirgiswalde, Winckel, etc.

4° Il cède et abandonne à S. M. le roi de Saxe, pour être réunis au duché de Varsovie, toute la Gallicie occidentale ou la Nouvelle-Gallicie, un arrondissement autour de Cracovie, sur la rive droite de la Vistule, qui sera ci-après déterminé, et le cercle de Zamosc, dans la Gallicie orientale.

L'arrondissement autour de Cracovie, sur la rive droite de la Vistule, en avant de Podgorze, aura pour tout rayon la distance de Podgorze à Wieliczka ; la ligne de démarcation passera par Wieliczka, et s'appuiera, à l'ouest, sur la Scawina, et à l'est sur le ruisseau qui se jette dans la Vistule à Bazdagy.

Wieliczka et tout le territoire des mines de sel appartiendront en commun à l'empereur d'Autriche et au roi de Saxe ; la justice y sera rendue au nom de l'autorité municipale ; il n'y aura de troupes que pour la police, et elles seront en égal nombre de chacune des deux nations. Les sels autrichiens de Wieliczka pourront être transportés sur la Vistule, à travers le

duché de Varsovie, sans être tenus à aucun droit de péage. Les grains provenant de la Gallicie autrichienne pourront être exportés par la Vistule.

Il pourra être fait entre S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. le roi de Saxe une fixation de limites, telle que le San, depuis le point où il touche le cercle de Zamosc jusqu'à son confluent dans la Vistule, serve de limites aux deux États.

5° Il cède et abandonne à S. M. l'empereur de Russie, dans la partie la plus orientale de l'ancienne Gallicie, un territoire renfermant quatre cent mille âmes de population, dans lequel la ville de Brody ne pourra être comprise. Ce territoire sera déterminé à l'amiable entre les commissaires des deux empires.

4. L'ordre Teutonique ayant été supprimé dans les États de la confédération du Rhin, S. M. l'empereur d'Autriche renonce pour S. A. I. l'archiduc Antoine, à la grande maîtrise de cet ordre dans ses États, et reconnaît la disposition faite des biens de l'ordre situés hors du territoire de l'Autriche. Il sera accordé des pensions aux employés de l'ordre.

5. Les dettes hypothéquées sur le sol des provinces cédées, et consenties par les états de ces provinces ou résultant des dépenses faites pour leur administration, suivront seules le sort de ces provinces.

6. Les provinces restituées à S. M. l'empereur d'Autriche seront administrées à son compte par les autorités autrichiennes, à partir du jour de l'échange des ratifications du présent traité ; et les domaines impériaux, à compter du 1er novembre prochain, quelque part qu'ils soient situés. Il est bien entendu, toutefois, que l'armée française prendra dans le pays ce que ses magasins ne pourront lui fournir pour la nourriture des troupes, l'entretien des hôpitaux, ainsi que ce qui sera nécessaire pour l'évacuation de ses malades et de ses magasins.

Il sera fait, par les hautes parties contractantes, un arrangement relatif à toutes les contributions quelconques de

guerre précédemment imposées sur les provinces autrichiennes occupées par les armées françaises et alliées; arrangement en conséquence duquel la levée desdites contributions cessera entièrement à compter du jour de l'échange des ratifications.

7. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à ne mettre aucun empêchement au commerce d'importation et d'exportation de l'Autriche par le port de Fiume, sans que cela puisse s'entendre des marchandises anglaises ou provenant du commerce anglais. Les droits de transit seront moindres pour les marchandises ainsi importées ou exportées, que pour celles de toute autre nation que la nation italienne.

On examinera s'il peut être accordé quelques avantages au commerce autrichien dans les autres ports cédés par le présent traité.

8. Les titres domaniaux, archives, les plans et cartes des pays, villes et forteresses cédés, seront remis dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications.

9. S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, s'engage à acquitter les intérêts annuels et arriérés des capitaux placés, soit sur le gouvernement, soit sur les États, la banque, la loterie, et autres établissements publics, par les sujets, corps et corporations de la France, du royaume d'Italie et du grand-duché de Berg.

Des mesures seront prises pour acquitter aussi ce qui est dû au mont Sainte-Thérèse, devenu le mont Napoléon, à Milan.

10. S. M. l'empereur des Français s'engage à accorder un pardon plein et entier aux habitants du Tyrol et du Voralberg qui ont pris part à l'insurrection, lesquels ne pourront être recherchés ni dans leurs personnes ni dans leurs biens.

S. M. l'empereur d'Autriche s'engage également à accorder un pardon plein et entier à ceux des habitants du pays dont il recouvre la possession en Gallicie, soit militaires, soit civils, soit fonctionnaires publics, soit particuliers, qui auraient pris part aux levées de troupes ou à l'organisation des

tribunaux et administrations, ou à quelque acte que ce soit qui ait eu lieu pendant la guerre; lesquels habitants ne pourront être recherchés ni dans leurs personnes ni dans leurs biens.

Ils auront, pendant six ans, la liberté de disposer de leurs propriétés, de quelque nature qu'elles soient; de vendre leurs terres, même celles qui sont censées inaliénables, comme les fidéicommis et les majorats; de quitter le pays et d'exporter le produit de ces ventes ou dispositions en argent comptant ou en fonds d'une autre nature, sans payer aucun droit sur leur sortie, et sans éprouver ni difficulté ni empêchement.

La même faculté est réciproquement réservée aux habitants et propriétaires des pays cédés par le présent traité, et pour le même espace de temps.

Les habitants du duché de Varsovie, possessionnés dans la Gallicie autrichienne, soit fonctionnaires publics, soit particuliers, pourront en tirer leurs revenus sans avoir aucun droit à payer et sans éprouver d'empêchement.

11. Dans les six semaines qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, des poteaux seront placés pour marquer l'arrondissement de Cracovie, sur la rive droite de la Vistule. Des commissaires autrichiens, français ou saxons, seront nommés à cet effet.

Il en sera également placé, dans un délai semblable, sur la frontière de la haute Autriche, sur celle de Salzbourg, de Willach et de la Carniole, jusqu'à la Save. Les îles de la Save qui doivent appartenir à l'une ou à l'autre puissance seront déterminées d'après le thalweg de la Save. Des commissaires français et autrichiens seront nommés à cet effet.

12. Il sera conclu immédiatement une convention militaire pour régler les termes respectifs de l'évacuation des différentes provinces restituées à S. M. l'empereur d'Autriche. Ladite convention sera calculée de manière à ce que la Moravie soit évacuée dans quinze jours; la Hongrie, la partie de la Gallicie que conserve l'Autriche, la ville de Vienne et ses

environs, dans un mois; la basse Autriche, dans deux mois; et le surplus des provinces et districts non cédés par le présent traité, dans deux mois et demi, et plus tôt si faire se peut, à compter du jour de l'échange des ratifications, tant par les troupes françaises que par celles des alliés de la France.

La même convention réglera tout ce qui est relatif à l'évacuation des hôpitaux et des magasins de l'armée française, et à l'entrée des troupes autrichiennes sur le territoire abandonné par les troupes françaises et alliées, ainsi qu'à l'évacuation de la partie de la Croatie cédée à S. M. l'empereur des Français par le présent traité.

13. Les prisonniers de guerre faits par la France et ses alliés sur l'Autriche, et par l'Autriche sur la France et ses alliés, et qui n'ont pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

14. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, garantit l'intégrité des possessions de S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, dans l'état où elles se trouvent d'après le présent traité.

15. S. M. l'empereur d'Autriche reconnaît tous les changements survenus ou qui pourraient survenir en Espagne, en Portugal et en Italie.

16. S. M. l'empereur d'Autriche, voulant concourir au retour de la paix maritime, adhère au système prohibitif adopté par la France et la Russie vis-à-vis de l'Angleterre pendant la guerre maritime actuelle. S. M. I. fera cesser toute relation avec la Grande-Bretagne, et se mettra, à l'égard du gouvernement anglais, dans la même position où elle était avant la guerre présente.

17. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, conserveront entre eux le même cérémonial, quant au rang et autres

étiquettes, que celui qui a été observé avant la présente guerre.

18. Les ratifications du présent traité seront échangées dans l'espace de six jours, ou plus tôt, si faire se peut.

FIN DES PIECES JUSTIFICATIVES.

TABLE DES MATIÈRES

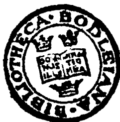
LIVRE CINQUIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME

PIÈCES JUSTIFICATIVES



FIN DE LA TABLE.

Angers, imp. Cosnier et Lachèse.

Imp. de la Soc. de Typ. - Noizette, 8, r. Campagne-Première. Paris.



